

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES ÉCONOMIQUES DU CANADA

L'ŒUVRE DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 5 juin 1928, à 2 heures

PAR

Paul-Émile RENAUD

Avocat

Dipl. ès sc. soc., et en journ. (Montréal)

M. A., LL. M. (Mc Gill) ; Ph. D. (Londres)

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
PICARD, professeur

GABRIEL ENAULT
IMPRIMEUR - ÉDITEUR

MAMERS

1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ORIGINES ÉCONOMIQUES
DU CANADA

—
L'ŒUVRE DE LA FRANCE

Tirage

N^o quatre-vingt-sept

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ORIGINES ÉCONOMIQUES DU CANADA

L'ŒUVRE DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 5 juin 1928, à 2 heures

PAR

Paul-Émile RENAUD

Avocat

Dipl. ès sc. soc., et en journ. (Montréal)

M. A., LL. M. (Mc Gill) ; Ph. D. (Londres)

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
PICARD, professeur

GABRIEL ENAULT
IMPRIMEUR - ÉDITEUR
MAMERS

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



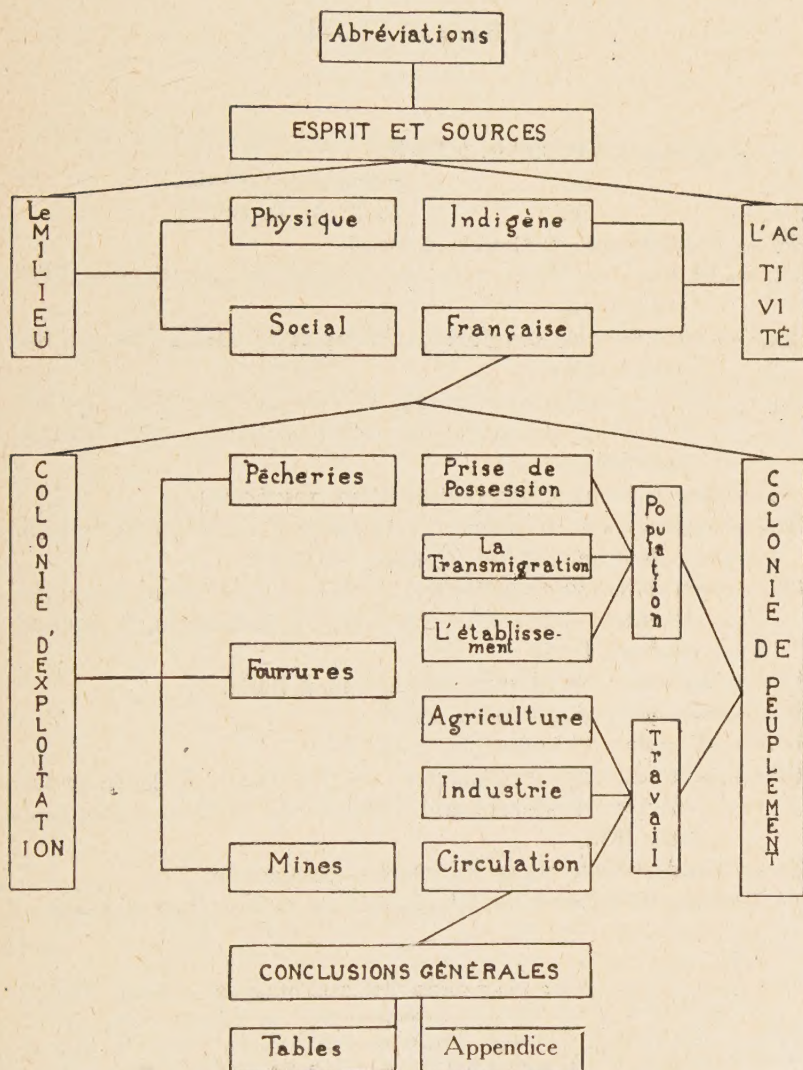
A mes Maîtres

MM. Edgard Allix et Edouard Montpetit

Hommage de respectueuse reconnaissance



ORDONNANCE DE LA THÈSE



ABRÉVIATIONS (1)

- A. — Archives Nationales, à Paris.
AC. — *Id.*, fonds des Colonies.
AM. — *Id.*, fonds de la Marine.
BN. — Bibliothèque Nationale, à Paris.
BRH. — Bulletin des Recherches historiques. 30 vol. Québec 1895-1928.
CP. — Dépôt, à Paris, des Cartes et Plans de la Marine (Service Hydrographique).
EO. — Edits, Ordonnances royaux, déclarations et Arrêts du Conseil d'Etat du roi, concernant le Canada. 3 vol., Québec, 1854-1856.
F. — Dépôt, à Paris, des Fortifications des Colonies.
JD. — Jugements et délibérations du Conseil souverain de la Nouvelle-France, 6 vol., Québec, 1855-1891.
JN. — Inventaire d'une collection de pièces judiciaires, notariales et autres, conservées aux Archives judiciaires de Québec, Québec, 1917.
MA. — Ministère des Affaires Etrangères, à Paris.
MG. — Ministère de la Guerre, à Paris.
MM. — Ministère de la Marine, à Paris.
OI. — Inventaire des Ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives de Québec, 4 vol. Québec, 1919.
RAC. — Rapport (annuel) de l'Archiviste du Canada.
RAQ. — Rapport (annuel) de l'Archiviste de la Province de Québec.

(1) A la suite du point placé après les monogrammes ci-dessus l'auteur donne la cote, c'est-à-dire la lettre de série, le numéro du volume, l'indication de la pièce ou de la page. Par exemple, l'expression (AC. B. 40. 506) se lit, en commençant par la fin : voir à la page 506 du volume 40 de la série B du fonds des Colonies, déposé aux Archives Nationales à Paris ; l'expression (3 EO. 7) se lit Edits et Ordonnances... vol. III, p. 7.

AVANT-PROPOS

L'objet, l'esprit, les sources et la division de cette thèse

Toutes les colonies n'ont pas eu une même origine.

Les premières durent vraisemblablement leur naissance à l'inquiétude de quelques hordes barbares qui, après avoir longtemps erré dans les contrées désertes, se fixèrent enfin, par lassitude, dans un pays où elles formèrent une nation. D'autres peuples, chassés de leur territoire par un ennemi puissant ou attirés par quelque hasard dans un sol préférable à celui de leurs pères se transplantèrent sous un nouveau ciel et y partagèrent les terres avec les aborigènes. L'excès de la population, l'horreur pour la tyrannie, les factions, des évolutions déterminèrent des citoyens à quitter leur patrie, pour aller bâtir ailleurs de nouvelles cités. L'esprit de conquête fit établir une partie des soldats vainqueurs dans des Etats subjugués, pour s'en assurer la souveraineté. Toutes ces migrations dérivèrent plutôt du plan politique. Les relais même que fondèrent Tyr, Carthage, Marseille, républiques commerçantes, n'étaient que des retraites nécessaires sur des côtes barbares, et des entrepôts, où les vaisseaux, partis de différents ports et fatigués d'un long périple, faisaient réciproquement leurs échanges (1).

La découverte de l'Amérique donna, par contre, lieu à une espèce d'établissement né de besoins économiques. A la question de savoir qui révéla les « terres-neufves », la chronique répond : le pêcheur de « moluës ». A celle de savoir quel influx mystérieux attira dans l'intérieur du continent nord-américain l'homme civilisé et l'y établit à

(1) A consulter sur le caractère des colonies de l'Antiquité, Thomas Raynal : Hist. philosophique et pol. des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes, Amsterdam 1770, T. 5 de l'édition parue en 10 vol. à Genève en 1783 chez Les Librairies Associées ; Octave Noël : Histoire du commerce du Monde (Paris, Plon, 1894, 3 vol.), T. I, pp. XVIII-XIX et p. 45.

demeure, l'histoire témoigne que ce fut bien plutôt l'illusion de trouver, à travers les « eldorados » et les « pampas », une voie vers « le pays des épices », que le dessein prémédité d'y asseoir des colonies de peuplement. Avant que de penser à mettre en valeur le sol nouveau, Champlain poursuivit, de vague en vague, le mirage de l'Orient: Panama, au bras musclé de montagnes, brima le conquistador sans l'arracher à son rêve. Prenant alors plus de patience et plus de précautions, afin d'avoir plus de certitude dans l'événement, il se préoccupa de fonder une base d'opérations d'où il comptait s'élancer derechef en avant comme d'un tremplin et atteindre, à la faveur d'un réseau com-mode de lacs et de rivières, « Cipangu », objet de ses convoitises: du désir d'ouvrir au commerce des débouchés naquit Québec (1608).

Persuadé qu'il ne réussirait dans sa tâche qu'avec le concours des indigènes, maîtres des voies de communication, notre gentil-homme s'efforça de gagner leur amitié en liant avec eux des relations d'échange: il donna une vive impulsion à leur principale industrie, celle des fourrures. Il en résulta entre les deux races diverses juxtaposées une interdépendance économique, une solidarité sociale qui se perpétua, en se renforçant, pendant tout le régime français.

La pénétration faite en cette forme pacifique réclama des années. Entre temps, il fallut organiser la contrée conquise sur l'inconnu. Le mercantilisme, ou mieux le Pacte colonial, régnant, marqua la constitution à son coin: il fut de règle pour la colonie de ne consommer que les marchandises finies que lui fournirait la métropole, de ne vendre qu'à la métropole les productions de ses domaines. En formulant cette double obligation la monarchie française entendait user de représailles contre les Cours espagnoles, anglaises et bataves, qui tenaient fermés aux flottes de la France leurs établissements des Deux-Indes.

Il n'est donc pas téméraire de conclure que ce sont bien des mobiles économiques qui déterminèrent, au premier chef, la genèse du Canada et qui présidèrent à son évolution (1). Dans les cas exceptionnels, comme celui de la Société de Notre-Dame, où le mobile avoué

(1) Contra, voir Prince de Beauvau-Craon, *La Survivance française au Canada*, Paris, Emile-Paul, 1914, pp. 219-220: « L'intention de la France au XVII^e siècle (à l'égard du Canada) fut uniquement religieuse » et M. G. Vatier, *Essai sur la Mentalité canadienne-française*, Paris, Champion, 1928, p. 17, et *id.*, *Esquisse de la Colonisation de la Province de Québec (1608-1925)*, Paris, Champion, 1928, p. 26.

n'était pas de faire fortune, mais un but tout à fait désintéressé, les biens de la terre n'en furent pas moins la fin immédiate et la condition *sine qua non* de l'entreprise. Que font les fondateurs de la Société Notre-Dame du Montréal dès leur première entrevue? (1) Ils constituent un premier fonds de cent louis, que le baron de Faucamp porte bientôt à vingt-mille livres. Dans une deuxième démarche, ils obtiennent un vaste domaine, favorablement situé, comprenant rien moins que l'île de Montréal et la seigneurie de Saint-Sulpice (17 décembre 1640). Leur troisième pensée est de s'adjoindre « plusieurs personnes puissantes et pieuses..., car la dépense devait être grande, elle eût été excessive si plusieurs personnes puissantes et de qualité ne se fussent réunies pour cet effet » (2). Puis on arrête un programme (1640), lequel témoigne suffisamment que les préoccupations temporelles n'étaient pas étrangères à ses auteurs, comme il convient. Ils décident d'envoyer dans leur concession « quarante hommes bien conduits et équipés de toutes les choses nécessaires pour une habitation. Ils leur fourniront deux chaloupes ou pinasses pour transporter de Québec à Montréal les vivres et les bagages. Ces quarante hommes, étant arrivés dans l'île, se logeront et se fortifieront avant toutes choses, contre les sauvages; puis ils s'occuperont, pendant quatre ou cinq ans, à défricher la terre et à la mettre en état d'être cultivée. Pour avancer cet ouvrage, les Associés de Montréal augmenteront, d'année en année, le nombre des ouvriers, selon leur pouvoir, enverront des bœufs et des laboureurs à proportion de ce qu'il y aura de terres défrichées, et un nombre suffisant de bestiaux pour en peupler l'île et engraisser les terres... Toutes ces choses étant en bon état, on ne pensera qu'à bâtir des maisons, tant pour loger quelques familles françaises, notamment les ouvriers nécessaires au pays, que les jeunes gens mariés qui auraient été instruits au séminaire, et les autres sauvages convertis qui voudroient s'y arrêter. On leur donnera quelques terres défrichées, des grains pour les semer, des outils et des hommes pour leur apprendre à les cultiver » (3).

Requis au point de départ, l'argent continue à être nécessaire à

(1) Ce sont M. Jérôme Le Royer, sieur de la Dauversière, receveur des tailles à La Flèche (Perche), et M. J.-J. Olier, fondateur de Saint-Sulpice à Paris.

(2) Dollier de Casson, prêtre de Saint-Sulpice, Histoire du Montréal, pp. 5-6.

(3) Programme cité par M. E. Salone à la page 77 de son grand ouvrage sur La Colonisation de la Nouvelle-France, 1906.

l'achèvement de l'œuvre entreprise. Le premier débarquement ruine les « Associés » (1). M. de la Dauversière avoue ne savoir « où prendre le premier sol pour l'an prochain » (2). Son auxiliaire, Jeanne Mance, lui conseille de « mettre par écrit le dessein de Montréal », se chargeant d'en faire tenir des copies « à toutes les dames qui ont voulu la voir à Paris... surtout à madame de Bullion, dont elle espère davantage » (3). L'avis reçoit son exécution et produit l'effet attendu : de nouveaux adhérents, les uns fort riches, des cotisations généreuses, à fonds perdu. C'est, de fait, Madame de Bullion qui fait le plus de largesses. Elle y va de 40.000 livres. C'est avec une partie de cette magnifique souscription que Maisonneuve lève cette recrue de 1653 qui épargne à Montréal le sort des bourgades huronnes, c'est-à-dire l'anéantissement complet (4). Si critique était devenue la situation que le courageux commandant lui-même ne voyait plus que deux alternatives : périr sur place ou s'en aller (5).

Nul, peut-être, n'a mieux montré que la Bienheureuse Mère Marie de l'Incarnation dans quelle dépendance étroite du « temporel » le « spirituel » se trouvait être au Canada naissant. « S'il poursuit ses conquêtes et ses victoires, écrit-elle de Québec au sujet de l'Iroquois, le 30 août 1650, il n'y a plus rien à faire ici pour les Français. Le commerce ne pourra pas s'y exercer; le commerce ne s'y exerçant plus, toutes les choses nécessaires à la vie manqueront, comme les étoffes, le linge, la plus grande partie des vivres, comme les lards et les farines dont la garnison et les maisons religieuses ne peuvent se passer... Si le commerce manque par la continuation de la guerre, les sauvages... se dissiperont dans les bois; ainsi nous n'aurons plus que faire, nous qui ne sommes ici que pour les attirer à la foi » (6). Dix ans plus tard, le 17 septembre 1660, la même sœur écrit : « Sans le commerce, le pays ne vaut rien pour le temporel (7), et, le 23 : « Si

(1) Il coûte 73.000 livres. Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 14.

(2) *Id.*, *ibid.*, pp. 15-16.

(3) *Id.*, *ibid.*

(4) *Id. ibid.* pp. 96-100.

(5) Salone, *La Colonisation de la Nouvelle-France*, Paris, Guilmoto, 1906, pp. 101-102.

(6) Marie de l'Incarnation, *Lettres* (éd. Richaudeau, Tournai, 1876), vol. I, p. 430.

(7) *Id.*, *ibid.*, II, 167.

(les marchands) eussent quitté, il nous eût fallu quitter avec eux; car sans les correspondances qui s'entretiennent à la faveur du commerce, il ne serait pas possible de subsister ici » (1).

Comment expliquer, en présence de ces faits, que les historiens de la Nouvelle-France n'ont, en général, guère fait état, de ce facteur essentiel qui sont les besoins et les biens économiques? (2). Garneau (3) n'assiste-t-il pas impassible au jeu du principe hédonistique (4). Longtemps, on ne se donnait même pas la peine de colliger les documents. Epars, ils moisissaient dans sept ou huit dépôts (5). On les abandonnait, d'un cœur léger, à leur poussière ancestrale (6).

En voici la raison. La société est un mécanisme complexe soumis à l'influence de causes nombreuses. Ces causes, selon leur nature

(1) Marie de l'Incarnation, *ibid.*, II. 174.

(2) Sur le caractère économique des origines du Canada, voir Biggar (H. P.), *Les Précurseurs de Jacques Cartier* (Ottawa, 1913., pp. vii, xi, xiv, xvii, xx, xxi, xxv, xxvi, xxviii, xxix; — Id., *Voyages of Cartier* (Ottawa, 1924), p. 298; — 3 EO 11-12; — Sully, *Oeconomies Royales* (Paris, 1664), II, ch. xxvi, p. 246; — Champlain, *Œuvres* (éd. de la Champlain Society, Toronto, 1922), I, 3, 69, 86, 124 note 1, 152, 157, 225 et suivants, 228-229, 231, II, 5, et (édition du Gouvernement français, Paris, 1830), II. 38; — BN. collection Clairambault, I. 106-302; — Lescarbot (Marc), *Histoire de la Nouvelle-France*, (édition Champlain Society, Toronto, 1907), I. 1, 3, 17, 90, 139, 155, 215-216, 287, 370-371, 441-442, 543, III. 614, 637, 640, 641, 649 (in fine du t. III); — Sagard (Gabriel), *Voyage au pays des Hurons* (Paris, 1632), p. 44; — Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 75; Thwaites (R. G.), *France in America* (New-York, Harper, 1905), ch. 1, iv, v, xviii; — Pasquet (D.), *Histoire politique et sociale du peuple américain* (Paris, Picard, 1924), I. 22, 28, 31-34, 125 et suivants; Wells (L. R.), *Industrial History of the United States* (New-York, Macmillan, 1922), 2; — Van Metre (T. W.), *Economic History of the U. S.* (London, Pitman, 1925), 33; — Moore (J. R. H.), *An Industrial History of the American People* (New-York, Macmilan, 1913, 1-14; — infra, pp. 69 et suivantes; — Sur le fait que les Dominions britanniques négligent d'écrire leur histoire économique, tout occupés qu'ils sont à organiser leurs pays, voir Knowles (L. C.), *The Economic Development of the British Overseas Empire* (Londres, 1924), préface.

(3) Garneau (F. X.), *Histoire du Canada*, 2 vol., Paris, Alcan, 1914-1920, 5^e édition.

(4) Cp. Lanctot (G.), *Discours prononcé à Montréal devant la Canadian Historical Association le 1^{er} mai 1925 et rapporté dans les journaux du temps.*

(5) Voir Massicotte (Edmond-Z.), archiviste de la Ville de Montréal, *La Presse*, Montréal, le 27 mai 1921, p. 5.

(6) Voir Marmette (Joseph), archiviste du Canada, RAC, 1888, ccv; — l'abbé Verreau (H. A.), RAC, 1899, supplément, 193; — Roy (J. Edmond), RAC, 1911, 489.

et leur mode d'action peuvent se répartir en deux groupes: les unes constantes, les autres accidentelles. Parmi les premières, on doit compter la fécondité propre à l'espèce humaine, les conditions de salubrité, l'état social et, surtout, les formes économiques. Une guerre, une révolution, une épidémie constituent des causes fortuites. Les transformations qui dérivent des causes constantes apparaissent très lentes, de si longue durée qu'elles sont à peine perceptibles pour une seule génération d'hommes: on est tenté de les négliger. Celles qui naissent en vertu des causes variables sont, à l'inverse, brusques, violentes, par accès, elles saisissent par leur étrange soudaineté: on est porté à en exagérer l'importance, oubliant qu'elles sont locales et exceptionnelles, limitées dans l'espace et réduites dans le temps.

L'écrivain suit d'autant plus ce penchant funeste que le public réclame précisément en spectacle des lueurs d'incendie, en breuvage le sang de gladiateurs. Le vulgaire aime à se représenter l'histoire du monde comme une théorie de capitaines qui s'entretuent entre deux haies de tombes, entraînant dans la clameur de leur chute les dogmes et les empires (1).

Le sage se doit garder de réponses aussi sommaires. Loin de lui les interprétations simplistes, à base de tragédie! C'est sur les phénomènes constants qu'il convient au philosophe de faire porter son étude, c'est en série qu'il les doit observer, il lui faut rechercher le principe même de leur filiation. Non que cette analyse ne soit délicate! Outre que les états successifs sont presque toujours liés les uns aux autres par des transitions insensibles, la suite des événements est bien souvent interrompue par l'action des forces volitives, par les guerres; en conséquence, l'examen des formations historiques se révèle comme une œuvre de longue haleine. Mais s'il y a, dans la reconstitution des temps révolus, des points de vue plus pittoresques, plus séduisants que le point de vue juridico-économique, il n'y en a peut-être pas qui fasse pénétrer plus intimement dans le fond même de la vie.

On en jugera d'ailleurs aux pages qui vont suivre. Elles évoquent les actions de l'homme d'avant 1760 qui ont eu, au Canada, pour objet, la satisfaction des besoins. Elles prennent ce travailleur à la première heure de sa lutte pour l'existence et elles le suivent dans tous les pro-

(1) Cp. E. Montpetit, Discours prononcé à la Semaine d'Histoire du Canada, *Le Devoir* du 25 novembre 1925, p. 2: « Le peuple (tel que nous le représente l'histoire jusqu'ici) ne vit pas, on le soupçonne seulement de souffrir ».

grès qui graduellement l'ont amené à l'appropriation normale, rationnelle de l'hémisphère qu'il habitait et dont il avait mission de mettre en œuvre les ressources et les qualités.

L'auteur n'a pas besoin de dire en quel esprit ses recherches ont été conçues. Il n'a pas visé à épuiser sa matière, mais, au contraire, à ouvrir à un défrichement systématique un vaste domaine à peine exploré. Certaines manifestations du développement matériel pourront être étudiées cursivement: ce sont les tours d'horizon qu'il veut tracer, c'est la vue d'ensemble qu'il se propose d'offrir. Les problèmes une fois posés, une fois détachés les uns des autres comme des feuilles d'ardoises qu'on délite, l'auteur consacrera tout son effort à les saisir dans leur évolution, en marche, à les prendre pour ainsi dire en pleine vie. Après l'observation initiale, il replacera la série isolée dans l'ensemble naturel des faits au milieu desquels elle s'est produite et développée; il cherchera comment elle se rattache aux événements qui l'avoisinent, dans quelle mesure elle les a déterminés, dans quelle mesure, au contraire, elle en a subi l'influence.

Dans la poursuite de son investigation, l'auteur a consulté des sources nombreuses et diverses. C'est, toutefois, sur les archives canadiennes conservées à Paris qu'il appuie de préférence ses affirmations. De l'aveu des publicistes, ces documents, dont l'authenticité ne saurait être révoquée en doute, peignent au mieux la physionomie du temps qui leur a donné naissance. Les renseignements que contiennent leurs milliers de feuilles n'ont pas seulement l'avantage d'être de première main et pleins de vie: en nous dévoilant des secrets dans lesquels les contemporains n'ont pas été ou dont ils ont affecté l'ignorance, ils nous permettent de faire justice d'opinions toutes faites, de reviser des jugements traditionnels (1).

(1) Les archives touchant l'histoire économique de la Nouvelle-France sont, pour la plupart, conservées dans deux capitales, Québec et Paris. Le dépôt d'Ottawa ne contient, ou peu s'en faut, que des copies.

Si l'on trouve à Québec les documents « qui peuvent servir à justifier l'état de la fortune des citoyens », c'est à Paris qu'il est donné au chercheur de consulter les « papiers » originaux relatant les avatars de la fortune publique de la Nouvelle-France. Ainsi l'ont prescrit les articles 43, 44 et 45 de la Capitulation de Montréal (1760).

Nous ferions double emploi en rééditant ici les inventaires que d'autres, venus avant nous, ont fait des anciens titres, chartes, ordonnances et manuscrits concernant l'histoire générale du Canada des origines à 1760. Qu'il suffise de signaler

Nous aurions mauvaise grâce à taire ce que nous devons aux écrivains qui, à des époques et en des langues différentes, avec plus ou moins de précision, ont donné la synthèse de l'histoire économique de la Nouvelle-France. Ce sont, par ordre de date, l'abbé Raynal, Paul Leroy-Beaulieu, Salone, Shortt et Henri Lorin (1). Ces auteurs ont en commun ce caractère d'être difficilement accessibles. Non seulement les librairies ne disposent plus de leurs ouvrages, sauf l'étude de M. Lorin; mais encore le Canada, si l'on fait exception pour la thèse de M. Salone, n'entre que pour une part dans leurs 2 à 23 volumes. En commun, hormis Salone, ils s'abstiennent encore de citer leurs sources. Ils n'ont point de notes justificatives au bas des pages. Néanmoins il est utile de les consulter. L'un excelle là même où l'autre pêche. M. Leroy-Beaulieu rappelle que le Canada est né d'une illusion, du « mirage de l'Orient »; M. Lorin met en jeu les deux forces contraires qui travaillaient la jeune colonie, l'appel à la course et l'appel du sol; Adam Shortt traite à fond des variations monétaires qui ont marqué la fin du régime; quant à l'abbé Guillaume-Thomas Raynal, l'ami de Voltaire et de Jean-Jacques Rousseau, il devait à son siècle amateur de l'homme à l'état de nature de broser du Sauvage un portrait brillant: il n'a pas failli à sa mission. « Européens, si fiers de vos gouvernements, de vos loix, de vos institutions, de vos monuments..., vous ne feriez que de misérables sauvages dans les forêts; le

dans ce domaine le « Rapport sur les Archives de France relatives à l'histoire du Canada », préparé par M. Edmond Roy et publié à Ottawa en 1911 (1100 pp.), l'aperçu sur les « Manuscript sources of the History of New France and the French Regime in the Public Archives, Ottawa », contenu au volume 23 de l'encyclopédie canadienne « Canada and Its Provinces » (Toronto, 1912-1917), sans oublier les notices bibliographiques de M. Thomas Chapais dans son « Jean Talon » (Québec, Demers, 1904), de M. Emile Salone dans son étude « La colonisation de la Nouvelle-France » (Paris, Guilmoto, 1906) et de M. William-Bennet Munro à la fin de sa solide monographie « The Seigneurial System of Canada » (New-York, Longman, 1907). Nous avons rédigé pour notre usage personnel un inventaire-sommaire de toutes les pièces des différents Dépôts de Paris qui touchent l'histoire économique du Canada français. Cet inventaire est trop volumineux (500 pages dactylographiées) pour que nous le reproduisions ici. Nous nous contenterons de classer proprement et succinctement par matières, au fur et à mesure que celles-ci se présenteront dans notre exposé des « Origines », toutes les pièces intéressantes, ainsi que les imprimés, d'ailleurs. Cette œuvre n'a été accomplie par personne encore.

(1) Voir dans la bibliographie la description exacte des ouvrages que nous présentons ici.

dernier des sauvages seroit un homme respectable dans vos cités » (p. 140). Non moins cadencée, non moins bien empreinte de « sensibilité devant le spectacle de la nature » est cette description qu'il fait du castor, « architecte, doux, plaintif », l'animal héraldique du Canada. Mais cette série d'historiens ne nous donnent que des précis. C'est à M. Emile Salone que doit se reporter, comme à une source féconde, inépuisable, celui qu'intéresse le passé économique du Canada.

Dans l'étude de « La Colonisation de la Nouvelle-France » qu'il présentait à la Faculté des Lettres de Paris en 1905, Salone allie à la précision des renseignements une parfaite simplicité de style, à la richesse dans le fonds la dignité dans la forme. Historien consciencieux, il fournit ses sources. Pas une affirmation qu'il n'appuie d'une preuve. C'est surtout la correspondance des Gouverneurs et des Intendants qu'il utilise (C. C11. A.). Il en a extrait toute la « substantifique moëlle » (Rabelais). A preuve, bien qu'il n'ait pas jugé à propos de traiter de la grande pêche ni des mœurs économiques des indigènes, dont il expose pourtant les méthodes guerrières, bien qu'il passe sous silence les corporations de métier, le commerce intérieur, les dilapidations de Bigot et les considérations d'ordre matériel que les négociateurs du Traité de Paris (1763) ont dû faire avant de le signer, bien qu'il ne fasse qu'effleurer la question des mines et le régime des sous-concessions, bien que sa liste des compagnies enfin soit incomplète, puisqu'elle ne comprend pas les deux compagnies de la Baie d'Hudson et, pourrait-on dire, la compagnie perpétuelle des Indes, Salone a trouvé moyen, tout en s'abstenant de toute digression, de couvrir 460 pages d'un texte serré, format in-8° raisin. Autant dire que le sujet est vaste et les archives innombrables.

L'auteur de « La Colonisation » n'incut pas l'« homme » ni la « société » dans l'étude qu'il fait du milieu (première partie), pas plus que les productions et la faune. Il ne nous met pas en face, dès les débuts, de cette forêt perpétuelle qui, primitivement, ne laissait pas de place à la charrue, ni du castor qui devait fournir la matière par excellence du commerce. En revanche, il pousse très loin l'analyse de l'hydrographie et des variations climatiques. Encore se borne-t-il au Saint-Laurent moyen. Il laisse délibérément dans l'ombre les avant-postes, soit ceux à l'est — golfe et terres adjacentes — soit ceux au nord — territoire de la Baie d'Hudson — soit ceux à l'Ouest, enfin — grands lacs et vallée du Mississipi. D'où le lecteur n'est pas mis à même

de saisir pleinement la nature et la portée du facteur géographique.

Aux yeux de Salone, Champlain est un colonisateur. Pour nous, c'est, avant tout, un explorateur. Où court-il, l'astrolabe en main, au midi, vers la Nouvelle-Espagne ou le Cap Céd, au nord vers les neiges arctiques, dans toutes les directions, sur le Richelieu, sur la rivière Française? Il court trouver un passage nouveau vers le « Cathay ». Sur son lit de mort il passe la main à l'interprète Nicolet.

Sur la prise de possession, un mot trop court. Cartier plante des croix le long des côtes au nom de François I^{er} et « la question de propriété est résolue » (p. 16). Il est bien fait allusion à la « prétention de l'Espagne » (*ibid.*) mais on ne nous renseigne pas sur la nature, le fondement et les conséquences de cette prétention.

L'auteur estime que la « politique suivie au Canada à l'égard des indigènes fait grand honneur aux Français... » (p. 25). Sans conteste, dans l'ensemble. Pourquoi faut-il qu'il attribue tout le mérite de l'avoir conçue cette politique aux hommes d'Etat, et qu'il rejette toute la responsabilité de son échec sur les missionnaires? N'est-ce pas, d'autre part, de l'« impérialisme économique » que de réfuter ainsi l'assertion de l'abbé Faillon que la guerre entre Français et Iroquois pouvait être évitée (1): « Pouvions-nous renoncer à tout empiètement sur ce que les Cinq Nations considéraient comme leur légitime patrimoine? », sur l'île de Montréal, le pays des Trois-Rivières, sur toutes les côtes du Saint-Laurent moyen, où ils avaient habitués, depuis un siècle et plus, de pêcher, de chasser? « Les Français se résigneront-ils à végéter... dans cette Gaspésie qui, même à l'heure actuelle, se colonise si péniblement, et surtout dans ce Labrador qui ne sera jamais colonisable? A tout prix il faut qu'ils remontent le fleuve. De ce côté tout les attire: le climat plus doux, le sol plus fécond, les communications plus faciles... La tentation est trop forte pour des gens dont un si grand nombre est venu en Amérique précisément pour conquérir la fortune... » (pp. 83-85). Pour une explication, passe; pour une justification, halte-là!

Salone rend justice aux Jésuites, notamment à la « retentissante réclame » (p. 66) qu'ils font en faveur du Canada dans leurs « Relations ». « Ils ont tous les prestiges. Ils méritent toutes les gratitudes, toutes les admirations ». (p. 106). Mais, marque l'auteur, les Pères sont

(1) Faillon (Abbé), Histoire de la Colonie française en Canada, 3 vol., Montréal, 1865-1866.

« amenés à abuser de cette situation privilégiée ». « Ils en arrivent à considérer le gouverneur comme une quantité négligeable... Dès qu'un gouvernement montre des velléités un peu marquées d'indépendance à leur égard, ils s'en débarrassent » : (*ibid.*) L'intendant Talon « qui mériterait d'être placé au premier rang parmi les fondateurs de la nation canadienne-française » (p. 223), est obligé de partir « définitivement vaincu par M. de Laval et par les Jésuites » (p. 224).

Une partie maîtresse du livre, c'est l'histoire de la Compagnie de la Nouvelle-France ou des Cent Associés (1627-1663). Cette histoire est d'une précision sans égale. Il en procède un certain déséquilibre dans la thèse. Les 48 années du règne de Louis XV, aux alternatives de paix et de guerre, de prospérité et de misère noire, ne forment pas l'objet d'un plus long développement que les 36 années que dure la Compagnie de Richelieu (soit, respectivement, 114 et 104 pages). De la compagnie l'auteur loue en passant le but, il en loue la persévérance, il loue les « combinaisons ingénieuses », il accorde même que le puissant ministre qui la fonde l'abandonne bientôt à elle-même, que la guerre, les pirates, les procès et la mauvaise fortune causent sa ruine, mais il se refuse, à l'heure de la déchéance, à lui griffonner la moindre oraison funèbre, comme à Champlain et à Talon. Il est donc écrit que les Compagnies auront toujours une mauvaise presse! « Une des causes principales de la lenteur de la colonisation française en Amérique », observe l'historien, « c'est la pénurie d'argent. Plus encore que les hommes, l'argent a fait défaut, et, à la vérité, ceux-ci ne sont venus en si petit nombre que parce que celui-là a été dispensé avec trop de parcimonie » (p. 50). Et, plus loin, il recourt, contre son habitude, à une image, pour mieux rendre sa pensée: « La Nouvelle-France est comme un enfant qui, pour le succès de son établissement a besoin d'une dot » (p. 226). C'est juste. Mais ce sont les Compagnies précisément, qui ont le mérite, avec quelques personnes pieuses de la Cour, d'avoir fourni les premiers capitaux, modestes si l'on veut, mais indispensables, décisifs, qui ont mis en train la colonisation. Tous les premiers colonisateurs et tous les premiers colons ont été ou des actionnaires ou des agents ou des pensionnaires des Compagnies, tels Champlain, Louis Hébert et Guillaume Couillard, Robert Giffard, Pierre Boucher et Jean Bourdon, Marsollet, Nicolet et Lemoine, Rosée, enfin, et Antoine Cheffaut de la Regnardière.

Salon arrête sa revue du budget de la colonie à l'année 1741. Il en est plus à son aise pour assurer, à l'encontre de Voltaire, que la colo-

nie ne coûtait pas si cher au royaume. « Un demi-million chaque année! » (p. 425). C'est, en réalité, quelques années plus tard, après l'entrée en scène de l'intendant Bigot et la reprise des hostilités, que le budget accuse des bonds prodigieux, alors que les revenus et la population restent stationnaires, il se chiffre par vingt et trente millions de livres!

L'historien économiste excelle quand il trace la courbe de la population: il en établit le total aux époques marquantes; il fait la part de l'immigration et la part de la natalité; il indique le lieu de provenance, les modalités du transport, les catégories d'immigrants. Ces développements sont toutefois disséminés à travers le volume, sans qu'un index alphabétique vienne à propos rétablir la suite. Les dix lignes ou près traitant des nègres ferment un chapitre où il n'est question que de guerre! Le mystère de cet « Hôpital de Paris » d'où l'on tirait les femmes pour les envoyer, en convois, au Canada reste entier. Du système des « engagés », non plus d'ailleurs que de l'inféodation, on nous apprend l'origine. Il fallait qu'il y eût là une difficulté sérieuse, car il est évident que l'auteur a tenu à être complet et définitif dans son exposé de ces grandes institutions.

Le plus grave reproche que l'on pourrait faire à Salone, ce ne sont pas les omissions, ce ne sont pas les insuffisances, c'est l'ordonnance générale. Non pas que nous voyons mal à ce qu'on suive strictement l'ordre chronologique. Mais puisqu'on nous avertit qu'on se propose de « dégager l'histoire de la colonisation de l'histoire générale » (p. vii), comment ne pas nous étonner que la moitié des « parties » portent en manchette les mots guerre, paix ou traité (parties v, vi, vii, viii), que les personnages politiques se disputent le reste. On s'attend à lire « De la traite à l'agriculture », on lit « de la paix de Ryswick à la guerre de la succession d'Espagne ». Sied-il, en parlant de phénomènes économiques d'user de la terminologie politique?

Malgré ces tares, le travail de M. Salone constitue le tableau d'ensemble le plus fidèle que nous ayons de la vie au Canada sous le régime français, le portrait le plus nuancé, le plus impartial qui soit de l'habitant canadien. Que faut-il davantage pour regretter qu'une œuvre aussi importante, aussi consciencieuse, aussi objective, ne se trouve plus dans le commerce.

Nous tenons aussi à remercier le Service des Archives Publiques du Canada, en France, dont le chef est M. Th. Beauchesne et M. A.-Léo

Leymarie, archiviste à Paris, pour la grande obligeance avec laquelle ils ont mis à notre disposition leurs connaissances personnelles, ainsi que les ouvrages et revues qui pouvaient nous être utiles.

L'auteur consigne le résultat de ses recherches en un diptyque: le premier tableau représente, à grands traits, le champ d'activité que le génie du commerce a donné, en territoire canadien, à l'Europe de la Renaissance; le second met en lumière cette activité même, dans ses poses favorites, traçant le geste silencieux mais continu de la création. Il appartient au lecteur de dire si l'image, faite de traits épars et de touches successives, représente exactement le modèle à travers ses métamorphoses et réussit à lui rendre pour un instant l'apparence de la vie.

BIBLIOGRAPHIE

TABLE

A. — Les imprimés antérieurs à l'année 1763, y compris les recueils modernes de documents officiels sur l'histoire de la Nouvelle-France, dans l'ordre alphabétique.

B. — Les imprimés postérieurs à l'année 1763, classés par sujets et par ordre alphabétique.

	Page
a) Bibliographies générales	33
b) Histoires générales du Canada	34
c) Histoires locales	35
d) Synthèses économiques	38
e) Le milieu physique	39
f) Le milieu politique, économique et social	41
g) Les indigènes	42
h) Les pêcheries	45
i) Découvertes et explorations	45
j) Le commerce des fourrures et les Compagnies à monopole	49
k) La propriété	51
l) La population	51
m) Agriculture et mœurs paysannes	53
n) Industries et mines	54
o) Commerce et finances	56
p) Administration et Droit	57
q) Education	59
r) Divers	59

A) Imprimés antérieurs à l'année 1763
y compris les recueils modernes de documents officiels
sur l'histoire de la Nouvelle France

- ACTES ET MÉMOIRES authentiques des Négociations faites pour la paix en 1761, entre les Cours de Londres et de Versailles. La Haye, 1762.
- AN ACCOUNT of the French Settlements in North America shewing from the Latest Authors the Towns, Ports, Islands, Lakes, Rivers, etc., of Canada, claimed and improved by the French King. By a Gentleman. Boston, 1746.
- AN EXAMINATION of the Commercial Principles of the Late Negotiations between Great Britain and France in 1761. In which the System of the Negotiations with regard to our Colonies and Commerce is considered. London, 1762.
- ARRÊTS ET RÈGLEMENTS du Conseil Supérieur de Québec et Ordonnances et Jugements des Intendants du Canada, Québec, 1856.
- BELLIN, Remarques sur le détroit de Belle-Isle et les côtes septentrionales de la Nouvelle-France, depuis la rivière Saint-Jean jusqu'au Cap Charles: Tirées des journaux de navigation. 1758.
- BIGGAR (H.-P.), The Precursors of Jacques Cartier. Ottawa, 1911.
The Voyages of Jacques Cartier. From the originals with translations, notes and appendices (Publications of the Public Archives of Canada, N° 11). Ottawa, F. A. Acland, 1924. Maps and illustrations, XIV, 330 pp.
- BIGOT, Lettres de l'intendant Bigot. (Collection des Manuscrits du maréchal de Lévis, 1889-1895).
- BONNEFONDS (J.-C.), Voyage au Canada dans le nord de l'Amérique septentrionale, fait depuis l'an 1751 à 1761. Québec, 1887.
- BOUGAINVILLE (Antoine de), Mémoire sur les Postes de traite français du Canada (Dans Margry, Découvertes et établissements, 6 vol. Paris, 1879-1888). Aussi dans RAQ.).

- BOUCHER (Pierre), Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, Paris, 1664. Edition de la *Société Royale du Canada*, 1896.
- BUTEL-DUMONT, Histoire et commerce des colonies anglaises dans l'Amérique septentrionale, 1755.
- CHAMPLAIN (Samuel). Champlain est l'auteur de six ouvrages: 1°. — Le Brief Discours racontant son voyage aux Indes occidentales et en Nouvelle-Espagne en 1599-1601; 2°. — Les Sauvages ou le voyage de 1603 en Nouvelle-France, imprimé en 1604; 3°. — Les Voyages et Découvertes de 1619, réimprimé en 1620 et en 1627; et enfin 5°. — Les Voyages de la Nouvelle-France Occidentale, publié en 1632 et réimprimé en 1830 par les soins du Gouvernement français.
- ŒUVRES de Champlain, (complètes), éd. Laverdière, 6 vol., Québec, 1870; — édition Slafter, Boston, 3 vol., 1880-1882; H.-P. Biggar, Toronto, The Champlain Society, 1922 et s.
- CHARLEVOIX (Le Père), Histoire et Description générale de la Nouvelle-France, avec le Journal historique d'un Voyage fait par ordre du roi, dans l'Amérique Septentrionale, 6 vol. et 3 vol., Paris, Giffard et Rollin, 1744. Edition J. H. Shea, 6 vol., New-York, 1866-1872, et Cleveland et Londres, 1902, avec carte et figures.
- CLÉMENT (Pierre), Lettres, instructions et mémoires de Colbert, etc., Paris, 1861-1882, 10 vol. Voir vol. III et VII.
- COLDEN (Cadwallader), History of the Five Indian Nations of Canada 2^e éd., Londres 1750. Edition J. G. Shea, New-York 1866 et 1902.
- COLLECTION DE MANUSCRITS contenant Lettres, Mémoires, et autres Documents Historiques relatifs à la Nouvelle-France, 4 vol., Québec, 1883.
- COLONIAL DOCUMENTS OF NEW-YORK State procured in Holland, England, and France, by John Romeyn Broadhead, Esq., edited by E. B. O'Callaghan, 11 vol., Albany, 1858. Aux volumes IX et X, Paris Documents.
- COMPLÉMENT DES ORDONNANCES et Jugements des Gouverneurs et Intendants du Canada, Québec, 1856.
- CONSIDÉRATIONS sur l'Etat présent du Canada, 1758. Québec, 1840.
- CONSIDERATIONS on the Importance of Canada, and the Bay and River of St. Lawrence; and of the American Fisheries dependent on the Islands of Cape Breton, St. John's, Newfoundland, and the

- Seas adjacent. Addressed to the Right Hon. William Pitt. London, 1759.
- CONVENTION FOR THE LIQUIDATION of the Canada Paper Money belonging to the Subjects of Great Britain. London, 1766.
- CORRESPONDANCE between the French Government and the Governors and Intendants of Canada relative to the Seigniorial Tenure (textes anglais et français), Québec, 1853.
- DENYS (Nicolas), Description géographique et histoire naturelle des costes de l'Amérique septentrionale (Acadie), 2 vol., Paris, chez Billaine, 1672. Edition de la Champlain Society, Toronto, 1908, xvi et 625 pp.
- DESCRIPTION des Castors et de leur industrie, des canots, habitations, habillements, manière de vivre des sauvages du Canada. 1820.
- D'IBERVILLE, Voyage d'Iberville ou voyage fait à la Baie d'Hudson par deux frégates du Roi « La Badine » et « Le Marin », commencé en l'an 1698 (Société historique de Québec, 1871).
- DIÉREVILLE, Relation du Voyage du Port-Royal de l'Acadie ou de la Nouvelle-France. Amsterdam, 1710.
- DOBBS, An Account of the Countries adjoining Hudson's Bay, Londres, 1744.
- DOCUMENTS RELATIFS A LA MONNAIE, au Change et aux Finances du Canada sous le Régime français, choisis et édités avec Commentaires et Introduction par Adam Short. Publication du Bureau des Archives du Canada, 2 vol., Ottawa, 1925.
- DOCUMENTS RELATING TO THE SEIGNIORIAL TENURE in Canada. Edited by Munro (W. B.) Toronto, Champlain Society, 1908.
- DOCUMENTS relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791, selected and edited with Notes by Adam Shortt and Arthur G. Doughty, Ottawa, 1907.
- General Murray's Report on the State of the Government of Quebec, 1762 (p. 37).
- Col. Burton's Report on Three Rivers, 1762 (p. 61).
- General Gage's Report on Montreal, 1762 (p. 69).
- Petition of Quebec Traders to the King (p. 168).
- Petition of London Merchants to the King (p. 170).
- DOLLIET DE CASSON (Abbé), Histoire du Montréal, 1640-1672, publié par la Société historique de Montréal, Montréal, 1871.
- DUPONT, Mémoire pour François Bigot, accusé, contre M. le Procureur Général du Roi, contenant l'Histoire de l'Administration du sieur

- Bigot dans la Colonie et des Réflexions générales sur cette administration. Paris, 1763.
- EDITS, ORDONNANCES Royaux, Déclarations et arrêts du Conseil d'Etat du Roi concernant le Canada. 3 vol., Québec, 1854-1856.
- EDITS, ORDONNANCES, déclarations et arrêts relatifs à la Tenure Seigneuriale, 3 vol., Québec, 1852.
- ELLIS, Voyage for the Discovery of a North-West Passage, etc., 1746-1747, Londres, 1748.
- ESTAT PRÉSENT de l'Eglise et de la Colonie Française dans la Nouvelle-France [par M. l'Evêque de Québec], Paris, 1688.
- EXTRAITS DES TITRES des anciennes concessions de terres en fief et seigneurie, faites avant et depuis la conquête de la Nouvelle-France, Québec, 1804.
- FONTENEAU, dit Alfonse, Les voyages aventureux du capitaine Jean Alphonse. Edition Mellin de Saint-Gelais (sans date).
- FRANQUET, Voyages et mémoires sur le Canada, Québec, 1889.
- FRENCH, B. F. Historical Collection of Louisiana, 3 vol. New-York, 1857, (La Salle's Memoir, Journals of Tonty, Jontel, Hennepin Papers of Croizat, La Harpe, etc.).
- GENDRON, Quelques particularités du pays des Hurons en la Nouvelle-France, Troyes et Paris, 1660.
- HAKLUYT (Richard), The Principal Navigations, Voyages, Traffiques, and Discoveries of the English Nation, Londres, 1589. Réimprimé avec une Introduction par John Masefield, en 8 vol., Londres, J. M. Dent, 1927; — par E. Goldsmid, 10 vol., Edimbourg, 1884-1890; — et aussi en 12 vol., Glasgow, 1903.
- HENDRY, Journal, 1754-1755. Ed. by Burpee (Trans. Royal Society of Canada, 1907-1908).
- HENNEPIN (Père Louis), Description de la Louisiane, Paris, 1688. A new Discovery of a Vast Country, reprinted from the second London, issue of 1698, in 2 vol., by R. G. Thwaites, Chicago, Mc Clurg, 1903.
- Nouvelle découverte d'un très grand pays situé dans l'Amérique, entre le nouveau Mexique et la mer glaciale. Amsterdam, 1698, pet. in-12°, cart. et fig.
- HUGUET-LATOURE, Annuaire de Ville-Marie, Montréal.
- JEFFREYS, History of the French Dominions in North and South america. London 1761.

JÉRÉMIE, Relation du détroit et de la baye d'Hudson (dans le Recueil de Voyages au Nord) préparé par Bernard, Amsterdam, 1724.

JOHNSON'S SUMMARY of the Censuses of Canada, 1665-1871. Ottawa, 1876.

JONTEL (Henri), Journal of the last voyage of La Salle. Edité et commenté par Melville B. Anderson-Chicago. 1895; aussi Edition N. R. Stiles, Albany, 1906. (Réimpression d'après l'original et longue introduction).

JOURNAL de Legardeur de Saint-Pierre, 1750-1752 (Rapport du Service des Archives du Canada. Ottawa, 1886).

JUGEMENTS ET DÉLIBÉRATIONS du Conseil Souverain de la Nouvelle-France, 6 vol., Québec, 1885.

JUGEMENT rendu souverainement et en dernier ressort dans l'Affaire du Canada, Paris, 1763.

KALM (Pehr), Travels into North America, 2 vol., Londres, 1772. Voyage dans l'Amérique du Nord, Trad. L.-W. Marchand, 2 vol., Montréal, 1880.

Beschreibung der Reise nach dem nörlichen America. Goettingen, 1754-1764, 3 vol. in-8°.

LAFITEAU (le Père), Mœurs des Sauvages américains, 2 vol., Paris, Saugrais, 1723.

LAHONTAN (le baron Armand de), Nouveaux Voyages de M. le baron de la Hontan dans l'Amérique septentrionale, etc. La Haye, 1704, 2 vol.

Suite du Voyage de l'Amérique ou Dialogue de Monsieur le baron de La Hontan et d'un Sauvage. Amsterdam, 1704.

Lahontan's New Voyages to North America, 2 vol., Chicago, McClurg, 1905. (Thwaites, R. G. editor). Annotated, maps and illustrations, Bibliography.

Un Outre-mer au XVII^e siècle. Voyages du Baron de la Hontan, publiés avec une introduction et des notes par François de Nion, Plon et Nourrit, 1900, in-16°, 338 pp.

LA POTHERIE (Claude Le Roy de), sieur de Bacqueville, Histoire de l'Amérique septentrionale, Paris, Didot, 1722, 4 vol.

LA SALLE ET TONTI, Dernières découvertes dans l'Amérique Septentrionale de M. de la Salle. Mises au jour par M. le chevalier de Tonti. Paris, 1697.

LA TOUR (abbé de), Mémoires sur la vie de M. de Laval, premier évêque de Québec, Cologne, 1761.

- LA VÉRENDRYE, Le Journal de la Vérendrye, 1738-1739, textes anglais et français, Canadian Archives Report, 1889, pp. 1-29. Aussi édition Lawrence J. Burpee, Toronto, The Champlain Society.
- LE BEAU, Aventures du Sr C. Le Beau, ou Voyage curieux et nouveau parmi les Sauvages de l'Amérique Septentrionale. Amsterdam, 1738.
- LE CLERCQ (le Père Chrestien), Le Premier Etablissement de la Foy en Nouvelle-France, Paris, 1691. Réimpression, Toronto, (The Champlain Society), 1909.
- Nouvelle Relation de la Gaspésie, qui contient les mœurs et la religion des Sauvages gaspésien, Paris, 1691. Edition Ganong, Toronto, 1910, The Champlain Society.
- LESCARBOT (Marc), Histoire de la Nouvelle-France, Paris, 1609-1612. Réimprimé avec notes et appendices et traduit en anglais par W.-L. Grant, précédé d'une introduction par H.-P. Biggar. Toronto, The Champlain Society, 1907-1911. Il existe une édition Tross, 1866, 3 vol.
- LES VÉRITABLES MOTIFS de Messieurs et Dames de la Société de Notre-Dame de Montréal (Attribué à la Dauversière). *Soc. Hist. de Montréal*, 1880.
- MAREST, Lettre du Père Gabriel Marest, Jésuite, où il décrit le voyage qu'il a fait en 1694 avec M. d'Iberville à la Baye d'Hudson, Paris, 1712.
- MANDEMENTS des Evêques de Québec, 1887, Québec.
- MARGRY (Pierre), Relations et Mémoires inédits pour servir à l'Histoire de la France dans les pays d'outre-mer. Tirés des Archives du Ministère de la Marine et des Colonies, 6 vol. Paris, 1867 et s.
- MARIE DE L'INCARNATION (Mère), née Marie Guyard, Lettres. Paris, 1681. Réédition de P. F. Richaudeau, Tournai, 1876, 2 vol.
- MARQUETTE (Pierre-Jacques), Récit des voyages et découvertes du Père Jacques Marquette (Journal autographe). Albany, 1855.
- MARQUETTE ET JOLIET, Voyages et découverte de quelques pays et nations de l'Amérique Septentrionale, Paris, 1681.
- MASSICOTTE (E.-Z.), Montréal sous le Régime français: Répertoire des arrêts, Edits, Mandements, Ordonnances et Règlements, conservés dans les archives du Palais de Justice de Montréal, 1640-1760. Montréal, G. Ducharme, 1919, 140 pp.
- MÉMOIRE HISTORIQUE sur la négociation de la France et de l'Angleterre, 1761. Paris, 1761.

- MÉMOIRE pour Michel-Jean-Hugues Péan, Chevalier Capitaine et major des Ville et Gouvernement de Québec et des Troupes détachées de la Marine, accusé, contre M. le Procureur Général du Roi en la Commission, accusateur. Paris, 1763.
- MÉMOIRE sur l'Etat présent du Canada, d'après un manuscrit aux-Archives du Bureau de la Marine à Paris, Québec, 1840.
- MÉMOIRE pour Messire François Bigot, Paris, 1763.
- MÉMOIRES sur le Canada depuis 1749 jusqu'en 1760 (Soc. Hist. de Québec, 1^{re} série, vol. I), Québec, 1838.
- MÉMOIRE D'ANTOINE DE BOUGAINVILLE sur l'Etat de la Nouvelle-France à l'époque de la Guerre de Sept Ans (1757). Paris, 1867.
- MEMOIR OR SUMMERY JOURNAL of the Expedition of Jacques Repentigny Le Gardeur de St-Pierre for the Discovery of the Western Sea (Canadian Archives Report, 1886).
- MINUTE BOOKS, Letter Books, Stock Books, Memorial Books and the Daily Journal of chief traders in Hudson's Bay House, London.
- MIDDLETON, Voyage for Discovery of the North-West Passage (In Coat's Geography of Hudson's Bay, 1727-1751, London, 1852).
- NOUVELLE-FRANCE, Documents historiques, Correspondance échangée entre les Autorités Françaises et les Gouverneurs et Intendants, vol. I (le seul publié). Québec, 1893.
- PAPERS relating to the Hudson's Bay Company's charter and license to trade, London, 1860.
- PAPIERS DU CANADA, Billets de Monnaie, Dettes du Canada (sous des différents titres, divers « Arrêts du Conseil d'Etat » furent imprimés et publiés dans les années 1762-1771).
- PERROT (Nicolas), Mémoire sur les mœurs, coutumes et religion des Sauvages de l'Amérique Septentrionale. Publié par le R. P. J. Tailhan. Leipsig et Paris, A. Frank, Préface, annotations, index alphabétique, 341 pp.
- PLAN DU HAVRE de Québec, en 1660 (Canadian Archives Report, 1905, vol. I, part. V).
- PLAN OF QUEBEC in 1726 (Can. Archives Report, 1905, vol. I, part. IV).
- PIÈCES ET DOCUMENTS relatifs à la Tenure seigneuriale. Québec, 1852-1854.
- PRÉCIS DES ACTES de Foy et Hommage, 1667-1854 (Canadian Archives Report, 1885).
- PRÉCIS DES ACTES de Foy et Hommage, 1723-1781 (Canadian Archives Report, 1884).

PURCHAS, Hakluytus posthumus or Purchas His Pilgrimes, 20 vols. Réimpression, Glasgow, 1905-1906.

ORDONNANCES de M. de Maisonneuve, premier gouverneur de Montréal, *Soc. Hist. de Montréal*, 1860.

RAMUNZIO, Terzo volume delle navigationi et viaggi nel quale si contengono le navigationi al Mondo Nuovo. Venetia, 1561.

RADISSON (Pierre-Esprit), Relation des voyages de Pierre-Esprit Radisson au nord de l'Amérique des années 1682 et 1683 (Canadian Archives Report, 1895).

Voyages of Peter Esprit Radisson. Being an account of his travels and experiences among the North American Indians, from 1652 to 1684. Edition Scull (G. D.), Boston, 1885, 385 pp. (Prince Society).

REFLEXIONS on the Domestic Policy (England) proper to be observed on the Conclusion of a Peace, 1763.

RÉFLEXIONS sommaires sur le Commerce qui s'est fait au Canada (1762). Québec, 1840.

RELATIONS par Lettres de l'Amérique Septentrionale (années 1709 et 1710). Paris, 1903.

RELATIONS DES JÉSUITES, 1611, 1632-1672. Edition de Québec, 3 vol., 1858. Relations des Jésuites contenant ce qui s'est passé de plus remarquable dans les missions des Pères de la Compagnie de Jésus dans la Nouvelle-France.

Edition R. B. Thwaites, 73 vol. Cleveland, 1896-1901; Travels and Explorations of the Jesuit Missionaries in New France, 1610-1791. The Original French, Latin and Italian Texts, with English Translations and Notes. Cleveland, Burrows Brothers, 73 vols., 1896-1901. Elaborated index, vol. 72 et 73.

Signalons encore une édition O'Callaghan.

Laverdière et Casgrain: Le Journal des Jésuites, Québec, 1861.

(Les *Jésuites* renoncent en 1673, sinon à composer, du moins à publier leurs Relations. Pour celles-ci, voir: Les Relations inédites de la Nouvelle-France, 1672-1679, publiées dans les Voyages et travaux des Missionnaires de la Compagnie de Jésus. Douniol, 1861.

ROBSON, Account of Six Years' Residence in Hudson's Bay, 1633-1676 and 1744-1747, London, 1752.

ROY (Pierre-Georges), Les ordonnances des six premiers intendants

de la Nouvelle-France (Bulletin des Recherches Historiques), Lévis, vol. XXV, n° 6, pp. 16-274; n° 7, pp. 193-205.

A valuable calendar of the ordinances of the intendants of New France from 1665 to 1705, so far as they are known. In the provincial archives of Quebec, the ordinances of the intendants after 1705 are preserved almost complete; but the earlier ordinances would seem to have been destroyed. M. Roy, however, has been able to make up, from a variety of sources, what is at any rate a partial list.

Bulletin des Recherches Historiques (1895-1928). 30 vol. Index complet de la collection en trois volumes.

Rapports de l'Archiviste de la Province de Québec (Annuels depuis 1917).

Rapport annuel du Bureau des Archives du Canada, à Ottawa.

SAGARD (Gabriel-Théodat), Le grand Voyage du pays des Hurons situé en l'Amérique vers la Mer douce, ès derniers confins de la Nouvelle-France, dite Canada, etc. Paris, 1632. Réédité à la librairie Tross, Paris, 1865.

Histoire du Canada et Voyage que des Frères Mineurs Récollets y ont fait pour la conversion des infidèles. Paris, 1636. Rééditée à la librairie Tross, Paris, 1865, 4 vol.

THEVENOT, Recueil des voyages. Paris, 1687.

THEVET (André), Cosmographie universelle, Paris, 1575.

THE IMPORTANCE of Canada considered in Two Letters to a Noble Lord, London, 1761.

TITRES des Seigneuries. Québec, 1852.

TITLES and Documents relating to the Seigneurial Tenure, in return to an Address of the Legislative Assembly, 1851. Québec, 1852.

VAUDREUIL, (P.-S.) Letters on the Trade of Louisiana. Londres, 1744.

B) Les imprimés postérieurs à 1763

a) BIBLIOGRAPHIES GÉNÉRALES

TERNAUX (H.), Bibliothèque américaine ou catalogue des ouvrages relatifs à l'Amérique qui ont paru depuis sa découverte jusqu'à l'an 1700. Paris, 1837.

FARIBAUT (Georges-B.), Catalogue d'ouvrages (soit 969) sur l'histoire de l'Amérique et en particulier sur celle du Canada. Montréal, 1837.

MORGAN (H.-J.), *Bibliotheca canadensis* (1867).

[HARISSE (Henri)], Notes pour servir à l'histoire, à la bibliographie de à la cartographie de la Nouvelle-France et des pays adjacents, 1545-1700. Paris, 1872, Tross.

KINGSFORD (William), *The early bibliography of Ontario*, 1892.

GAGNON (Philéas), *Essai de bibliographie canadienne*, 2 vol., 1895-1913. Volume I, Québec, 1895; vol. II, Montréal, 1913.

DIONNE (N.-E.), *Inventaire chronologique des livres, brochures, journaux et revues publiés dans la province de Québec ou ailleurs mais ayant trait alors au Canada*. 4 vol. (1905-1909).

MacFARLANE (W.-G.) *New Brunswick bibliography*, 1895.

MORGAN (W.-J.), *Bibliographie dans Dominion Annual Register* (1880-1886), continuée dans la *Canadian Annual Review* (1901 à nos jours).

HAIGHT (W.-R.), *Canadian catalogue* (1896-1897).

CANADA AND ITS PROVINCES, *Bibliography of New-France*, vol. 23, Toronto, 1917.

REVIEW OF HISTORICAL PUBLICATIONS relating to Canada (1898-1920), dont deux volumes index, 1907-1918, à laquelle s'est substituée en 1920:

THE CANADIAN HISTORICAL REVIEW, *Bibliography*, 1920 à nos jours.

FAUTEUX (Aegidus), *Les Bibliothèques canadiennes*, Montréal, 1916.

EVANS (Carles), *American Bibliography*, 6 vol., 1904 et sq.

b) HISTOIRES GÉNÉRALES DU CANADA

- BOLTON (Herbert) et MARSHALL (Thomas M.), *The Colonisation of North America. 1492-1783.* Toronto, Max Millan. 1921. XVI, 609 pp.
- CHRISTIE (Robert), *History of the late Province of Lower Canada*, 6 vol., Montréal, 1866.
- DIONNE (N.-E.), 1540-1603. Québec, 1891.
- DOUGHTY (A.-G.), *The Gradle of New France*, New-York. Longmans, 1910.
- DOUGLAS (James), *Old France in the New-World*, Cleveland, 1905, 597 pp.
- DUSSIEUX (L.), *Le Canada sous la domination française, d'après les archives de la marine et de la guerre*, Paris, 1855, in-8°.
- FAILLON (M.-E.), *Histoire de la Colonie française en Canada*. 3 vol. Montréal, 1865-1866.
- FERLAND (J.-G.-A.-), *Cours d'histoire du Canada*. 2 vol. Québec, 1861 1865. 2^e édition, Québec, 1882.
- FINLEY (John), *Les Français au cœur de l'Amérique*. Trad. franç. de Mme Emile Boutroux; préface de G. Hanotaux. A. Colin, Paris, 1916. 520 pp.
- FISKE (John), *Dutch and Quaker colonies.*
New France and New England. Boston, Houghton, Mifflin Co., 1902.
Colonization of the New World.
- FOSDICK, *The French Blood in America*. Revell, 448 pp.
- GARNEAU (François-Xavier), *Histoire du Canada*, 5^e édition, Paris, Félix Alcan, 1914-1920. 2 vol.
- GROUX-Lionel (abbé), *Chez nos ancêtres*. Montréal, Bibliothèque de l'Action Française, 1920. 102 pp. (Décrit les divers aspects de la vie de tous les jours des habitants du Canada sous le régime français).
La naissance d'une race. Montréal, 1919, 294 pp.
Lendemains de conquête. Montréal, 1920, 235 pp. Voir le chapitre « Situation (état) du Vaincu ».
- HOPKINS (J. Castell), *Canada: An Encyclopedia of the Country*. Toronto, 1898-1900, 6 vol.
- KINGSFORD (William), *History of Canada*. 10 vol. Toronto, 1887-1898.
- LUCAS (C. P.), *A historical Geography of the British Colonies*. Vol. 5, Canada. Part. I, New France, Oxford, 1901.

PARKMAN (Francis), *Pioneers of France* (1865) in the New World. Boston, Little, Brown, 1871 et 1898. Tr. fr. de Mme de Clermont-Tonnerre: *Les Pionniers français*, Paris, 1874.

The Jesuits in North America. Ibid. 1880 et Boston, 1897-98. Tr. fr. Mme de Clermont-Tonnerre: *les Jésuites de l'Amérique du Nord au XVII^e siècle*, Paris, 1882.

Old Régime in Canada, Ibid., 1874. 2 vol. Boston, 1901.

A Half Century of Conflict, Boston, 1892 et 1897-98.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE (Edmé), *La France aux Colonies*, Paris, Jouve, 1859. (2^e partie: les Canadiens).

SHORT and DOUTHY and al., *Canada and its Provinces*, 22 vol., Toronto, 1914-1917. Voir vol. I (Les découvertes); vol. 2 (Economic relations); vol. 9 (The Physical Basis of Canada).

SULTE (Benjamin), *Histoire des Canadiens-Français*, 8 vol., Montréal, THWAITES, Reuben Gold, *France in America, 1497-1863*. New-York et Londres, Harper, 1905. xxi, 320 pp. Maps (A noter carte en couleur du « progrès des découvertes françaises dans l'intérieur » 1600-1762).

c) HISTOIRES LOCALES

ALVORD (Clarence-W.), *The Illinois Country, 1673-1818*. Springfield: Illinois Centennial Commission, 1920. xx. 524 pp.

BAXTER (Jame-Phinney), *The Pioneers of New France in New England, with Contemporary Letters and Documents*. Albany: Joel Munsell's Sons. 1894. 450 pp.

BÉCHARD (A.), *Histoire de l'Île-aux-Grues et des îles voisines*, 1902.

BELLEMARE (J.-E.), *Histoire de Nicolet, 1669-1924*; vol. I: *La seigneurie. Arthabasca*, 1924, xiii, 410 pp.

BELLEMARE (J.-E.-G.), *Histoire de la Baie-Saint-Antoine, dite Baie-du-Febvre (1683-1911)*. Montréal 1911.

BERNARD (Antoine), *La Gaspésie au Soleil*. Montréal, 1925. 332 pp.

BLAKE (W.-H.), *On a fishing Country (la Malbaie)*, Toronto, Noirvella, 1922, 256 pp.

BOURINOT (J.-G.), *Cape-Breton and its Memorials*. Montreal, 1892.

BROWN (R.), *History of Cape Breton*. Londres, 1896.

BROWNE (George-Waldo), *The St.-Lawrence River, Historical, Legendary, and picturesque*. New-York. Putnams, 1905.

CASGRAIN (Henri-Raymond), *Une paroisse canadienne au XVIII^e siècle (la Rivière Ouelle)*, Québec, 1880.

- CATLIN (George-B.), The story of Detroit, 1923. xix, 764 pp.
- CLARK (John M.), L'Île Percée: the Finial of the St.-Lawrence, etc...
New-Haven: Yale University Press, 1923, 203 pp. Illustrations.
- COUILLARD-DESPRÉS (Az.), Histoire des seigneurs de la Rivière-du-Sud
et de leurs alliés canadiens et acadiens, 1912. 450 pp.
Histoire de la famille et de la seigneurie de Saint-Ours, 1915,
350 pp.
La Famille et la Paroisse de Saint-Ours, 470 pp.
Histoire de Sorel. Montréal, 1926.
- CROWELL (Edwin), A History of Barrington Township and Vicinity,
Shelburne County, Nova Scotia, 1604-1870. Yarmouth, Nova Sco-
tia, 1923. 603 pp.
- DEVINE (E.-J.), Historic Caughnawaga. Montréal: The Messenger Press,
1922, iv. 443 pp.
- FOLWELL (William Watts), A history of Minnesota. In 4 vols. *Minne-
sota Historical Society*, Saint-Paul, 1921.
- FORTIER (Alicée), History of Louisiana, 4 vols. Manzi. New-York, 1904.
Vol. I: Early explorers and the Domination of the French, 1512-
1768. xix, 268 pp. (As early as 1519, when Alvarez de Pineda is
thought by many historians to have discovered the Mississippi.).
- FRANZ (Von Alexander), Die Kolonisation des Mississippitales bis zum
Ausgange der französischen Herrschaft. Leipsic et New-York,
1906, xxiv, 464 pp. Map. Bibliography. (A noter la partie, impor-
tante, traitant de la vie économique dans la vallée du Mississippi
sous la domination française).
- FULLER (G.-N.), Economic and Social Beginnings of Michigan. Michi-
gan, 1916. 630 pp.
- GATIEN (F.-X.), Histoire de la paroisse du Cap-Santé. Québec, 1884.
- GAYARRE (Charles), History of Louisiana, 1539-1916. 4 vols. New Or-
léans, 1885-1904.
- GIROUARD (Désiré), Le vieux Lachine, Montréal, 1889.
- GOSLING (W.-G.), Labrador: its discovery, exploration and develop-
ment, Toronto.
- GREEFELL (W.-T.), Labrador, New-York, 1909.
- « GUIBOURD COLLECTION », relating to the early French settlement
of Missouri, 1752-1802. Conservée au siège de la Missouri Histo-
rical Society.
- HANNAY (James), The History of Acadia, St.-John, New-Brunswick,
1879.

- HARVEY (D. C.), *The French Regime in Prince Edward Island*. Yale University Press, 1926.
- HUARD (Abbé V.-A.), *Labrador et Anticosti*, Montréal, 1897.
- JODOIN et VINCENT, *Histoire de Longueuil*, Montréal, 1889.
- KELLOG (Louise-P.), *The French Regime in Wisconsin and the Northwest*, 1924.
- LAUVRIÈRE (Emile), *La tragédie d'un peuple: Histoire du peuple acadien de ses origines à nos jours*. Deux tomes. Paris. Editions Bos-sard, 1922, xvi, 518 pp.; 597 pp. Figures et cartes.
- MAILLOUX (abbé Alexis), *Histoire de l'Île-aux-Coudres*, Montréal, 1879.
- MCLENNAN (J.-L.), *Louisbourg from its Foundation to its Fall, 1713-1758*. Illustrations. Londres, Macmillan, 1918, 454 pp. Cartes.
- MICHAUD (Joseph-D.), *Le Bic, (La paroisse de)*. Vol. I, Québec, Trem-blay, 1925, 328 pp. Illustrations.
- NEILL (E.-D.), *The History of Minnesota from the Earliest French Explorations to the Present Time*. Philadelphie, Lippincott, 1858, 670 pp.
- OGG (Frederic-Austin), *The Opening of the Mississippi: a Struggle for Supremacy in the American Interior*. New-York, MacMillan, 1904, xi, 670 pp.
- PHELS (Alfred), *Louisiana: a record of Expansion*. Boston et N.-Y., Houghton, Mifflin, 1905, 412 pp.
- PRATZ (le Page du), *Histoire de la Louisiane*, 3 vol. Paris.
- PROWSE (D.-W.), *A History of New Foundland, from the English, Co-lonial, and Foreign Records*. New-York et Londres, Macmillan, 1895, xxiii, 742 pp. Illustrations et cartes.
- RAMEAU DE SAINT-PÈRE, *Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie*, 2 vol. Paris, Plon, 1889.
- REDNEY (Ch.), *The History of Newfoundland*. Londres, 1863.
- RAYMOND (W.-O.), *The Acadian Settlements, 1604-1715 (Canada and its Provinces, 1917, t. VII, 15-24)*.
- RICHARD (Edouard), *Acadia*. New-York, Home Book, 2 vols., 392, 384 pp. Il existe une édition franç., publiée par M. Henri d'Arles.
- ROY (J.-Edmond), *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, 6 vol. Mont-réal, 1898-1907.
- ROY (P.-J.), *La seigneurie de Bellechasse ou Berthier (Bulletin des Recherches Historiques, Lévis, vol. xxvii, n° 3, pp. 65-74)*.
- SCOTT (Abbé H.-A.), *La paroisse de Notre-Dame-de-Sainte-Foye, Qué-bec, Laflamme, 1922*.

- STIPES (M.-P.), Fort Orléans, the French Post on the Missouri (Missouri Historical Review, avril 1914).
- SULTE (B.), Chronique Trifluvienne. Montréal, 1879.
- SYLVESTER (Herbert-M.), Maine Pioneer Settlements, 1605-1690. 5 vols. Clark Co.
- THOMSON (Joseph-J.), The French in Illinois (Illinois Catholic Historical Review, vol. 2, vol. 1, pp. 4-450).
- TREMBLAY (Géo), Monographie de Tadoussac, 1535 à 1922. Chicoutimi, Les Imprimeurs de Saguenay, 1922, 65 pp.
- TREMBLAY (Victor), Les pages de l'histoire du Saguenay, Montréal, 1925.
- TURCOTTE (L.-P.), Histoire de l'île d'Orléans. Québec, 1867.
- WALLACE (Joseph), Illinois and Louisiana under the French Rule. Cincinnati, 1893 (From original narratives).
- WARBUTTON (A.-B.-A.), A History of Prince Edward Island. St.-John, New-Brunswick, Barnes, 1923. 494 pp. Illustrations.

d) SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES

- BEAULIEU (Paul-Leroy), Histoire de la colonisation chez les peuples modernes, 6^e édition. Paris, 1908. Voir chapitre consacré au Canada français.
- CAPITAN (L.) et LORIN (Henri), Le Travail en Amérique avant et après Colomb. Voir étude par Lorin consacrée au Canada, pp. 165-234. Paris, Alcan, 1914.
- CARON (l'abbé Ivanhoé), La Colonisation du Canada sous la domination française. 1916.
- MUNRO (William Bennet), Crusaders of New France. Yale University Press, 1918. Voir ch. 8: les Seigneurs; ch. 9: les Coureurs de Bois; ch. 10: L'Agriculture, l'Industrie et le Commerce; ch. 11: la vie du peuple.
- RAYNAL (abbé Guillaume-Thomas), Histoire Philosophique et Politique des Etablissements et du Commerce des Européens dans les Deux-Indes. 10 vol. Genève, Les Librairies Associées, 1783, t. VII et VIII. La première édition est de 1770 (Amsterdam).
- SALONE (Emile), La colonisation de la Nouvelle-France: Etude sur les Origines de la Nation canadienne-française. Paris, E. Guilmoto, 1906. 467 pp. Une carte des seigneuries.
- SHORTT (Adam), New France, Its Economic relations (Canada and Its Provinces, 1914-1917, vol. 2, pp. 445-531).

LE MILIEU PHYSIQUE

- BELL, Observations on the Geology, Mineralogy, Zoology and Botany of the Labrador Coast, Hudson's Strait and Bay (Rep. Geol. Sur. Can., 1882-1883-1884, part DD).
- BOUCHETTE (Joseph), Description typographique de la province du Bas-Canada. Londres, 1815. 2 vol.
- BRIGHAM (A.-P.), Geographic Influences in American History. New-York, 1903.
- BROCK (R. W.), The Physical Basis of Canada (Canada and Its Provinces), t. 9, pp. 991.
- CLOUE, Pilote de Terre-Neuve. 2^e édition. Paris, 1882.
- COLEMAN (A.-P.), The Gaspé peninsula (Mémoires de la *Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. xv, appendice A, pp. xxx-ii. Etude géologique de la région).
- Physiography and glacial geology of Gaspé (Canada: Geological Survey, Bulletin n^o 34). Ottawa: Government Printing Bureau, 1922. 52 pp.; illustrations and map.
- Glacial and Post-Glacial Lakes in Ontario (University of Toronto Studies, Biological Series, n^o 21). Toronto, The University library, 1922. 76 pp.; illustrations.
- DAWSON (G. M.), The Physical Geography and Geology of Canada. Toronto, 1891.
- The St. Lawrence Basin, Londres, 1905.
- DAWSON (J. W.), The Geology of Nova Scotia, New Brunswick, and Prince Edward Island, or Acadian Geology. London, 1891.
- DEMANGEON (Albert), L'Empire britannique: Etude de géographie coloniale. Paris, Colin, 1923. 280 pp.
- DENIS (Théo. C.), Geological Sketch and Economic Minerals of the Province of Quebec. Québec.
- ELLS, Report on the Mineral Resources of the Province of Quebec. (Ann. Rep. Geol. Sur. Can., vol. IV, part κ).
- Geology of New-Brunswick. Ottawa, 1907.
- FERRIER (W. F.), and FERRIER (D. J.), Annotated Catalogue of and Guide of the Publications of the Geological Survey of Canada, 1845-1917. Ottawa: Geological Survey of Canada, Department of Mines, 1920. 544 pp.; maps.
- HINGTON, The Climate of Canada. Montreal, Dawson, 1884.

HULBERT (Archer Butler), The Niagara River. N.-York, Putnam's Sons, 1908. xiii, 319 pp.

The historic Highways of America. Cleveland, Clark, 1913 et sq. 16 vol. (the last devoted to an index).

JONES (L.) and BRYAN (P. W.), North America: An historical, economic and regional Geography. Londres, Methuen, 1924 xiii, 537 pp.

LEYMARIE (A.-Léo), La Richesse forestière du Canada confédéré. Paris. 1905).

MACOUN, Catalogue of Canadian Plants (Geo. Sur. Can.). Ottawa.

MARTIN, Castorologia.

American Beaver.

NOGANT (H.-M.), Introduction à l'étude des ressources agrologiques de la Province de Québec (*Revue Trimestrielle Canadienne*, Montréal, mars 1922, pp. 118-136).

OBALSKI, Mines and minerals of the Province of Quebec, 1889-1890.

PRUD'HOMME (L.-O.), Le Bison. (*Revue Canadienne*, Montréal, 1906, pp. 229-259).

QUAIFE (Milo M.), Chicago's Highways, Old and New: from Indian Trail to Motor Road. Chicago, Keller et Co. 1923. 278 pp. Maps. (Voir chapitres: The Vincennes Traces, the road to Ottawa and the South West, the Throughfare to the Lead Mines, the Green Bay Road, the Commerce of the Prairies, etc.).

RAYMOND (W. O.), Earliest route of travel (Indian trail) between Canada and Acadia: Olden time celebrities who used it (*Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. xv, sec. 11, pp. 33-46).

REED (F. R. C.), The geology of the British Empire. Londres, Arnold, 1921. 480 pp. Maps and sections. (Manuel contenant 62 pages consacrées à la géologie du Canada et de Terre-Neuve).

SARGENT (K. J.), Silva of North America.

SEMPLE (Ellen Churchill), American History and Its Geographic Conditions. Boston and New-York, Houghton, Mifflin, 1903.

SETON, Life Histories of Northern Animals.

SUTHERLAND, The Province of Quebec: Geographical and Social Studies. Montréal, Renouf, 1922. 157 pp. Illustrations (Voir ch.: Above Sea Level; Plateau, Plain and Mountain; the Story of the Rocks; the Great Ice Age; and the Great River; Economic Geography of the Province; Geography and Human Culture).

f) LE MILIEU POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- BOGART (Ernest Ludlow), *The Economic History of the United States*. New-York, 1907.
- BOILEAU (Etienne), *Le livre des métiers*.
- CHEYNEY (Edwards Potts), *European Background of American History, 1300-1600*. New-York et Londres, Harper, 1904. xxviii, 343 pp.
- COMAN (Katharine), *The Industrial History of the United States*. New-York, Macmillan, 1905.
- DAY (Clive), *History of Commerce*. Voir entre autres, 19-20; 37-38; 67; 79-84; 103.
- FAGNIEZ (Gustave), *L'Economie sociale de la France sous Henri IV, 1589-1610*. Paris, Hachette, 1897.
- FAULKNER (Harold Underwood), *American Economic History*. New-York, Harper, 1924. xii, 721 pp.
- FREVILLE, *Histoire du commerce maritime de Rouen*.
- GARNAUT (Emile), *Le commerce rochelais au XVIII^e siècle, d'après les archives de la Chambre de Commerce*.
- GIRAULT (Arthur), *The Colonial Tariff Policy of France*. Oxford, The Clarendon Press, 1916. 305 pp.
- Principes de colonisation et de législation coloniale. 4^e édition. Paris, 1921.
- GOSSELIN, *Documents inédits pour l'histoire de la marine normande et du commerce rouennais pendant le XVI^e et le XVII^e siècles*. 1876.
- GOURAUD (Ch.), *Histoire de la politique commerciale de la France*.
- HEEREN, *Manuel historique du système politique des Etats de l'Europe et de leurs colonies depuis la découverte des Deux-Indes*. Trad. fr., 2 vol., 1841.
- HOTBACK (Kate), *Chatham's Colonial Policy*. Londres, Routledge, 1910. xv, 219 pp. (Miss Hotback says that « the real fight for Canada was for a monopoly of the Newfoundland fisheries (p. 50) »).
- LEBEUF, *Histoire du commerce de Nantes*.
- LEVASSEUR (Emile), *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*. Paris, 1900.
- Histoire du commerce de la France*. 1911.
- MARION (Marcel), *Dictionnaire des Institutions de la France au XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, Picard, 1923.

- METRE (T. W.), *Economic History of the United States*. Londres, Pitman, 1925.
- MICHEL (Fr.), *Histoire du commerce de Bordeaux*.
- MOORE (J. R. H.), *Industrial History of the American People*. New-York, Macmillan, 1913.
- NOEL (Octave), *Histoire du Commerce du Monde*. 3 vol. Paris, Plon, 1894. Tome II: Depuis les Découvertes maritimes du XV^e siècle jusqu'à la Révolution de 1789.
- OSGOOD (Herbert L.), *The American Colonies in the Eighteen Century*. 4 vol. New-York, Colombia University Press, 1924 et sq.
- PALM (F. C.), *Mercantilism as a factor in Richelieu's policy of national interest* (*Political Science Quaterly*, dec. 1924, pp. 650-664).
- PASQUET (D.), *Histoire Politique et Sociale du Peuple Américain*. Tome I: Des origines à 1825. Paris, A. Picard, 1924. x, 410. Carte.
- PETIT (Emilien), *Les Colonies Françaises*. 1902 (Réédition).
- PIGEONNEAU (H.), *Histoire du commerce de la France*. 2 vol. Paris, Cerf, 1889.
- La Politique coloniale de Colbert (*Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques*, Paris, 1886, I, pp. 487-509).
- RICHEMOND (Meschinot de), *Les Marins rochelais*. 1870.
- RONCIÈRE (Charles de la), *Histoire de la marine française*. Tome V: La Guerre de trente ans: Colbert. Paris. Plon, 1920. 748 pp.
- SARGENT (K. J.), *The Economic Policy of Colbert*. Londres, 1899.
- SMITH (Adam), *Richesse des Nations*, livre ix, ch. 7, t. 2, livre iv, ch. VII: Des Colonies.
- VITET, *Histoire de Dieppe*.
- WELLS (Louise Ray), *Industrial History of the United States*. New-York, Macmillan, 1922.

. g) LES INDIGÈNES

- BEAUCHAMP (William M. A.), *A History of the New-York Iroquois*. New-York State Museum, Bulletin 78. Cartes. 1905.
- The Iroquois Trail. New-York, 1892.
- BLAIR (Emma-Helen), *The Indian Tribes of the Upper Mississipi and Region of the Great Lakes, as described by Nicolas Perrot, Bacqueville de la Potherie et al. Bibliographie, notes et index*. 2 vol. Cleveland, Clark, 1911. 372, 412 pp.
- BUSHNELL (Daniel I.), *Native villages and village sites east of the Mis-*

- Mississippi (Bureau of American Ethnology: Bulletin 69). Washington, 1919. Voir note sur Hochelaga.
- CHAPIN (Franz), *An Introduction to the Study of Social Evolution: The Prehistoric Period*. New-York, 1913.
- ELLIS (George E.), *The Red Man and the White Man in North America*. Boston, 1882.
- ENO (Joel N.), *A Sketch of the relations of New-York with the Five Nations* (America, July, 1924, pp. 278-312).
- GOLDENWEISER (A.-A.), *Early Civilisation*. New-York, Knopp, 1922. 428 pp.
- HARRIS (R.-W.), *The Cross-Bearers of the Saguenay*. Londres et Toronto, Dent and Sons, 1920. 202 pp. (Un aperçu brillant des coutumes indiennes.)
- HATZAN (A. Léon), *The true Story of Hiawatha* (i. e. les Iroquois). Toronto and Stewart, 1925. 298 pp.
- LAGDEN (Godfrey), *The native races of the Empire*. Londres et Toronto, 1924. xxiv, 377 pp.
- LEE [éditeur], Guy Carleton, *The History of North America*, 4 vol., Philadelphie, Barrie and Sons, 1904. Vol. II: *The Indians of North America in Historic Times*, xx, 464 pp.
- LEACOCK (Stephen), *The Dawn of Canadian History, a story of aboriginal Canada and the coming of the white man*, 1914.
- LOWIE (E. H.), *Primitive Society*. New-York, Boni and Liveright. 463 pp.
- LOWENTHAL (John), *Irokesische Wirthschaftsaltertumer* (*Zeitschrift für Ethnologie*; 1921, pp. 171-233). (Etude technique des ustensiles de cuisine et des outils et instruments de travail dont se servaient les Iroquois à l'époque Pré-Européenne).
- Mac LEOD (William Christie), *Debtor and chattel slavery in aboriginal North America* (*American Anthropologist*, vol. 27, n° 3, juillet, 1925, p. 370).
- MAURAUULT (J.-A.), *Histoire des Abénaquis*. Sorel, 1866.
- MOOREHEAD (W. K.), *The Stone Age in North America*, 1910.
- MORGAN (Lewis H.), *League of the Iroquois*. New-York, 1904.
- Houses and Home life of the American Aborigines. Washington, 1881
- Ancient Society or Researches in the Lines of Human Progress from Savagery through Barbarism to Civilisation. New-York, 1878.

- OSBORN (H. F.), *Men of the Old Stone Age, Their Environment, Life and Art*. New-York, 1915.
- PARSONS (Elsie Clews, éd.), *American Indian Life*. By several of its students. Illustrated by C. Grant La Farge. New-York, Hebsch, 1922. 419 pp.
- PHILIPPS (George Brinton), *The Primitive Copper industry of America* (*American Anthropologist*, vol. 27, n° 2, avril-juin, 1925, p. 284).
- SLIGHT (Benjamin), *Indian Researches*. Montreal, 1844, 179 pp.
- SKINNER, *Notes on Iroquois Archeology*. New-York, 1921, 216 pp.
- SMITH (Harlam), *An album of prehistoric Canadian art* (Victoria Memorial Museum, Bulletin n° 37, Anthropological series n° 8, Ottawa, 1923, 195 pp.
- SPECK (Franck G.), *Northem elements in Iroquois and New England art* (*Indian Notes*, Museum of the American Indian. Heye Fundaturs. New-York, Vol. II, N° 1. Janvier 1925, p. 1).
- SQUAIR (John), *The Indian tribes on the St Lawrence at the time of the arrival of the French*. Translated from *Histoire de la colonie française en Canada*, by l'abbé Faillon, Villemarie, 1865, t. 1, note XVIII, pp. 224-233 (34 th annual Archaeological Report, being part of Appendix to the Report of the Minister of Education, Toronto, Ontario, 1924).
- STITES (Sara-Henry), *Economics of the Iroquois*, 1904.
- STRICKNEY (Gardner P.), *The use of Maize by Wisconsin Indians* (Parkman's Club's Publications, n° 13, 1897).
- TOOKER (W.-W.), *Researches relating to the Early Indians of New-York and New England*. New-York, Harper, 1902.
- TYLOR (E.-B.), *Primitive Culture*, New-York, 1889.
- WATERMAN (T.-T.), *North American Indian dwellings* (*Geographical Review*, vol. xiv, jan. 1924, pp. 1-25).
- WAUGH (F.-W.), *Iroquois Foods and Food Preparations* (Geological Survey, Memoire n° 86, Ottawa, 1916).
- The Indian Canoes* (*Ottawa Field Naturalist*, vol. xxxiii, mai 1919).
- WEEDEN (W.-B.), « *Indian Money* » (*John Hopkins University Studies*, II, 385-431).
- WISSLER (Clark), *The American Indian*. New-York, 1922.
- Arctic geography and Eskimo culture: a review of Steensby's*

work (*Geographical Review*, New-York, vol. ix, February 1920, pp. 125-138).

Man and Culture. New-York, Crowell, 1923, 371 pp.

h) LES PÊCHERIES

BROWN, (Vera Lee), Spanish Claims to the Newfoundland fisheries in the eighteenth century. Montréal, Congrès de la Canadian Historical Association, automne de 1925.

GROSSETÊTE (J.-M.), La grande Pêche de Terre-Neuve et d'Islande. Rennes, Presse de Bretagne, 1921, 421 pp. (Historique en introduction).

JENKINS (J.-T.), A History of the whale fisheries. Londres, 1921. 336 pp. (Etude détaillée et documentée, depuis les Basques du X^e siècle jusqu'à nos jours).

LEROUX (Ernest) [éd.], Les Rochelais à Terre-Neuve, 1500-1550 (Extrait du *Bulletin de Géographie*, 1892), Paris, 1893, 42 pp.

Mc FARLAND (Raymond), History of the New England Fisheries. 1911

MUSSET (M.-G.), Les Rochelais à Terre-Neuve. La Rochelle, Girault, 139 pp.

SPEARS (John R.), The Story of the New England Whalers. New-York, Macmillan, 1908. 418 pp.

TOWER (W. S.), History of the American Whale Fishery.

WOODBURY'S, Relation of the Fisheries to the Discovery of North America.

i) DÉCOUVERTES ET EXPLORATIONS

ADAMS (Arthur T.), A New Interpretation of the Voyages of Radisson (Minnesota History, Sept. 1925).

ASHER, Henry Hudson the Navigator (Hakluyt Society). London, 1860.

BABCOCK, Early Norse Discovery in America, 1913.

BREVOORT, Verazzano le Navigateur. New-York, 1874.

BURPEE (Lawrence J.), Search for the Western Sea. Toronto, 1908.

BURRAGE (H. S., éd.), Early English and French Voyages, New-York, 1906.

BUTTERFIELD (C. N.), The Discovery of the West by Jean Nicolet.

CAMPBELL (Henry C.), Radisson and Groseilliers (American Historical Review, vol. I, pp. 226-238).

- CAT (E.), Découvertes et explorations du dix-septième au dix-neuvième siècle.
- COSTA (F. de), The Pre-Columbian Discovery of America; The Northmen in Maine; Verazzano the Explorer. New-York, 1881.
- COX (I. J.), The Journeys of La Salle and His Companions, 1668-1687, as Related by Himself and His Followers. 2 vols. A. S. Barnes, Trail-Makers Series, 1905.
- COYNE (James. H.), The Pathfinders of the Great Lakes (Canada and Its Provinces. vol. 1, pp. 45-108). Carte.
- CROUSE (Nellis M.), Discoveries of the Jesuits in New-York State (Quarterly Journal of the New-York State Historical Association, Jan. 1924, pp. 48-70).
- DIONNE (N.-E.), Champlain, Toronto, Morang et Cie, 1905.
- ESTANCELIN (L.), Recherches sur les Voyages et découvertes des navigateurs normands. Paris, 1832.
- FERRIER (Andrew), The Norse Discovery of America. Minneapolis, 1918, 160 pp.
- FISKE (John), The Discovery of America. 3 vol. Boston, Mifflin.
- FLENLEY (Ralph), Samuel de Champlain, founder of New France. Toronto, 1924. 150 pp.
- FOSSM (Andrew), The Norse Discovery of America. Minneapolis, 1918, 160 pp.
- GATHORNE-HARDY (G. M.), The Norse Discovery of America: The Wineland Sagas (Translated and discussed). Oxford, Clarendon Press, 1921, 304 pp.
- GOLDER (F. A.), Bering's Voyages. 2 vols. New-York, 1922, 1925. x, 371; xi, 404 pp. Illustration and Cart.
- GRAVIER (Gabriel), Cavalier de La Salle, Paris, 1871.
- HARISSE (Henry), John Cabot, the Discoverer of North America, and Sebastian his Son. Londres et Paris, 1882, 1896. xi, 503 pp.
- The Discovery of North America. Londres et Paris, 1892.
- La Cartographie verazzanienne. Revue de Géographie, nov. 1896.
- Découverte et Evolution cartographique de Terre-Neuve et de la région adjacente. Paris, 1900.
- Les Corte-Real, 1883.
- Notes pour servir à l'histoire, à la bibliographie et à la cartographie de la Nouvelle-France et des pays adjacents, 1545-1700. Paris, 1872, Tross.

- HAWORTH (Paul Leland), Trailmakers of the Northwest. New-York, Harcourt, Brace and Co., 1921, viii, 277 pp.
- HEAWOOD (E.), History of Geographical Discovery in the 17th and 18th centuries. 1912.
- JILLSON (W.-R.), Early mineral explorations in the Mississippi Valley, 1540-1840 (Transactions of the *Illinois State Historical Society*, 1924, pp. 41-57).
- KELLOG (Louise-P.), Copper Mining in the Early Northwest (*The Wisconsin Magazine of History*, déc. 1924, pp. 146-1).
- KELLOG (Louise P.), The first traders in Wisconsin (i. e. Radisson et des Groseilliers) (*Wisconsin Magazine of History*, juin 1922, pp. 348-359).
- KOHL (J.-G.), History of the Discovery of Maine. Portland, 1869.
- LANGLOIS, La Découverte de l'Amérique par les Normands vers l'an 1000: Deux sagas Islandaises. Paris, Société d'Éditions géographiques, 1925 (Donne une traduction des sagas de Erik le Roux et de Thorfinn Karlsefni, et les discute).
- LARSEN (Sofus), The discovery of America, twenty years before Columbus. Copenhagen et Londres, 1924. 116 pp. Illustrations.
- LARSON (L.-M.), Did John Scolfus visit Labrador and Newfoundland in or about 1476? (*Scandinavian Studies*, vii, 3), 1922.
- LAUT (Agnès C.), Pathfinders of the West. MacMillan, New-York, 1904.
- LEE (éd., Guy Carleton), The History of North America, 4 vols. Philadelphia, Barrie and Sons, 1904. Vol. I: Discovery and Exploration, xxiv, 511 pp.
- MAGNAN (Hormisdas), Notes historiques sur le Nord de la province de Québec, la Baie d'Hudson, l'Ungava (*Bulletin des Recherches Historiques*, Lévis, vol. xxv, pp. 105-119).
- MARCEL (Gabriel), Cartographie de la Nouvelle-France. Paris, 1885, Maisonneuve et Leclerc.
- MARGRY (Pierre), La navigation française du XIV^e au XVI^e siècle. Paris Tross, 1867.
- Découvertes des Français, 6 vol. Paris, 1879-1888.
- MARION (Séraphin), (Étude des) Relations des voyageurs français en Nouvelle-France au XVIII^e siècle. Paris. Les Presses Universitaires de France. 1923. VII, 276 pp.
- MARKAM (Clements-R.), The Lands of Silence: A history of Arctic and Antarctic Exploration. Cambridge, University Press, 1921, xii, 539 pp.

- MARKAM, Voyages of William Baffin, 1612-1662 (Hakluyt Society). London, 1881.
- MARQUETTE (Au sujet de), *The Illinois Catholic Historical Review* portant la date de juillet-octobre 1923 (deux numéros en un seul), est consacré à la commémoration du deux-cent cinquantième anniversaire de la découverte du Mississipi par Marquette et Jolliet.
- MOORE (Charles), *The Discoverers of Lake Superior* (Michigan Political Science Association, II, 5, 1897).
- MURPHY (Henri-C.), *The Voyages of Verazzano*. New-York, 1875.
- NABER (H.), *Henri Hudson's Reize under Nederlandsche Vlag, 1609*, volgens het Journal van Robert Juet. The Hague, Martinus Nijhoff, 1921. IXXIX, 137 pp. Cartes et plans.
- OLSON and BOURNE (ed.), *Original Narratives of the Voyages of the Northmen, Columbus and Cabot, 985-1503*. 2 vol. New-York, Schribner's Sons, 1906. xv, 443 pp.
- PARKMAN (Francis), *La Salle and the Discovery of the Great West*, Boston, Little, 1871, 1880, 1897-1898.
- The Jesuits in North America*, Boston, Little, 1880 et 1897-1898, Paris, 1882 (tr. Clermont-Tonnerre).
- ROCHEMONTEIX (le Père), *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII^e et au XVIII^e siècle*. 5 vol. Paris, 1895-1896, 1906.
- SCISCO (L.-D.), *Precolumbian discovery by Basque* (Mémoires de la Société Royale du Canada, 3^e série, 1924. pp. 211-215).
- SHEA (J.-G.), *Discovery and Exploration of the Mississipi*. New-York, 1852.
- SLAFTER (Edmund E.), *Voyages of the Northmen to America* (1877).
- STEVENSON (Edward), *Maps illustrating Early Discovery and Exploration in America, 1502-1530*. New-Brunswick, New Jersey, 1903-1905.
- THWAITES (Reuben Gold), *Father Marquette the Explorer of the Mississipi*. New-York, Appleton, 1902. xv, 244 pp.
- UPHAM (Warrem), *The Explorations of the Verendrye (Mississipi Valley Historical Association, Proceedings for 1907-1908)*.
- Groseilliers and Radisson, the First White Men in Minnesota, 1655-1656 and 1659-1660, and Their Discovery of the Upper Mississipi River (Minnesota Historical Society's Collections, vol. X, part. II. Reprint from this article, St-Paul, 1905. iv, 146 pp. Bibliography).*
- VIGNAUD (Henry), *Histoire critique de la Grande Entreprise de Christophe Colomb* (1911).

- VILLIERS (Baron Marc de), *La Découverte du Missouri et l'Histoire du Fort d'Orléans, d'après des Documents inédits*. Paris, Champion, 1925.
- WINSOR (Justin), *Geographical Discovery in the Interior of North America, 1534-1700*. Boston, 1894.
- Pageant of Saint-Lusson, 1892.
- WINSHIP (George Parker), *Cabot Bibliography*. New-York et Londres, 1900. LII, 180 pp.
- WOOD (George A.), *Céloron de Blainville and French Expansion in the Ohio Valley* (*Mississippi Valley Historical Review*, February, 1923), pp. 302-319.
- YULE (colonel), *Cathay and the Way Thither* (1866).

j) LE COMMERCE DES FOURRURES
ET LES COMPAGNIES A MONOPOLE

- BANCROFT (H.), *History of the Hudson's Bay Company*. Londres, Sampson, 1900.
- BIGGAR (H.-P.), *The Early Trading Companies of New France*. Toronto, 1900.
- BOÑNASSIEUX (Pierre), *Les grandes compagnies de commerce*. Paris, 1892.
- BRYCE (G.), *Remarkable History of the Hudson's Bay Company*. Toronto, 1900.
- CAILLET (J.), *L'Administration en France sous le ministère du Cardinal de Richelieu*, 2 vol., Paris, Didier, 1863, t. 2, ch. XI et XII.
- CHAILLEY-BERT (J.), *Compagnies de colonisation sous l'ancien régime*, Paris, Colin, 1898.
- CHANNING (E.) and LANSING (M. F.), *The Story of the Great Lakes*. New-York, 1909. (Voir sur le commerce des fourrures, pp. 135-150).
- CHITTENDEN (Hiram Martin), *History of the early Western Fur Trade*. 3 vols and map. New-York, Harper, 1902.
- DAVIS (A. M.), *Law's System*, 1887.
- HASENCLEVER (A.), *Die Waldläufer Kanadas im 17. Jahrhundert* (*Preussische Jahrbücher*, nov. 1923, pp. 113-132). (C'est un brillant essai sur les coureurs de bois du XVII^e siècle).
- HEINRICH (Pierre), *La Louisiane sous la Compagnie des Indes (1717-1731)*. Paris, Guilmoto, 1907. CXXX, 798 pp.

HISTOIRE de l'eau-de-vie en Canada. Québec, 1840.

KIRK (Henry), The First English Conquest of Canada; with some Account of the Earliest Settlements in Nova Scotia and Newfoundland, Londres, Sampson Low, 1871.

LAUT, The Fur Trade of America. New-York, Macmillan, 1921.

Story of the Trapper. Appleton and Co.

MACKENZIE (Alexander), Tableau historique et politique du commerce des pelleteries dans le Canada depuis 1608 jusqu'à nos jours. Traduit de l'anglais par J. Castéra. Paris, 1807. in-8°.

MARQUIS (T. G.) The Adventurers of Hudson Bay (Canada and Its Provinces, vol. I, pp. 149-198).

MASSICOTTE (E. Z.), La foire des pelleteries à Montréal au XVIII^e siècle. (Bulletin des Recherches Historiques, décembre 1922, pp. 373-380).

Mc ILWAIN, éd., (Ch. H.), An Abridgment of the Indian Affairs by Peter Wraxall. Introduction par l'éditeur. Harvard University Press, 1915.

MUNRO (W.-B.), The Coureurs de bois (Proceedings of the Massachusetts Historical Society, 1923-1924, pp. 192-205).

Crusaders of New France, 1918. Yale University Press. (Voir chapitre IX).

SCHOOLING (William), The Hudson's Bay Company, 1670-1920. Londres, Hudson's Bay House, 1920 xvi, 129 pp.; maps and illustrations.

SULTE (B.), Au Nipigon, 1727 (*Bulletin de la Société de Géographie de Québec*, vol. 13, n° 3, pp. 133-138).

Le Pays des Fourrures (*Bulletin de la Société de Géographie de Québec*, vol. 13, n° 1, pp. 23-30).

Au Lac de la Pluie, 1731 (*Bulletin de la Soc. de Géog. de Québec*, janvier-février, 1920, pp. 16-20).

Au nord-ouest, 1744-1749 (Bull. de la Soc. de Géog. de Québec vol. 14, n° 6, pp. 344-347).

SURREY (N.-M.-M.), The Commerce of Louisiana during the French Régime, 1699-1763 (Columbia University Studies, New-York, Longmans, 1916, 476 pp. Maps, diagrams, bibliography. (Contient quelques chapitres sur le commerce au pays des Illinois et sur le commerce des fourrures du Canada).

THIERS (A.), Law et son système de finances.

WEBER, Compagnie française des Indes, 1924.

WILSON (Beckless), The Great Company (i. e. Hudson's Bay Co.) (1667-1871. Dodd. and Co., 1900.

k) LA PROPRIÉTÉ

BOUFFARD (Jean), Origines de la propriété privée dans la province de Québec (Le Canada Français, vol. 3, n° 1, pp. 26-37; n° 2, pp. 93-99).

HENEKER (D.-A.), The Seigniorial Regime in Canada, Québec, Proulx, 1927, 438 pp.

MUNRO (William Bennet), The Seigniorial System in Canada. New-York, Longmans, 1907, 295 pp. Bibliographie.

The Seigneurs of Old Canada Toronto, 1915. Carte des seigneuries.

The Droit de banalité during the French Régime in Canada (American Historical Association, Report fort 1899, pp. 205-228). Washington, 1900.

Crusaders of New France, 1918. Yale University Press. (Voir chapitre VIII: Seigneurs).

The Seigneurial System and the Colony of New France (Canada and Its Provinces, vol. 2. pp. 531-593). Carte des seigneuries.

MYERS (G.), History of Canadian Wealth. Chicago, 1914.

SULTE (B.), Le Tenure seigneuriale (*Revue Canadienne*, Montréal, juillet-août, 1882, pp. 437-462).

l) LA POPULATION

AUDET (F.-J.), Les Picards au Canada (Bulletin de la Société de Géographie de Québec, mars-avril 1925, pp. 79-87).

CASEY (Magdalen), The king's girls (Canadian Magazine, juin 1923, pp. 152-158).

CHARLAND (P. V.), Deux plans (partiels) de Québec, datés de 1758, qui donnent une idée assez exacte de ce qu'était la population de Québec en cette année (BRH., vol. XXVII, n° 7, pp. 201-207).

COLEMAN (Emma L.), New England Captives carried to Canada between 1667 and 1760, during the French and Indian Wars. 2 vol. Portland, Maine, Southworth Press, 1926.

COUILLARD-DESPRES (Az.), Noblesse de France et du Canada (1916). 75 pp.

CROMPTON (F. C. B.), Glimpses of Early Canadians: Lahontan. Toronto, Thomas Nelson and Sons, 1925. XII, 101.

- DANIEL (François), Histoire des Grandes Familles françaises du Canada. Montréal, 1867.
- DE CELLES (A.-D.), Un projet de colonisation de Vauban, 1730. (Mémoires de la *Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. 16, pp. 193-196).
- DIONNE (N.-E.), Les Canadiens-Français, Origine des familles émigrées de France, d'Espagne et d'ailleurs, pour venir se fixer au Canada. Québec, Garneau, 1914. xxxiii, 611 pp.
- DUCLOS (R.-P.), Histoire du Protestantisme Français au Canada et aux Etats-Unis. Lausanne, Bridel, 1913. 2 vol.
- FERLAND (l'abbé), Cours d'histoire du Canada, I, pp. 511-516.
- GOSSELIN (Auguste), Les Normands au Canada: Jean Bourdon et son ami l'abbé de Saint-Sauveur. Québec, 1904.
- GROULX (Lionel), Le peuplement de la Nouvelle-France (Revue Trimestrielle Canadienne, Montréal, août 1919, pp. 145-149).
- JOHNSON, Summary of the Ceususes of Canada, 1665-1871. Ottawa, 1876.
- LOMIER, Les Picards au Canada, Paris, *Société d'Histoire du Canada*, Enault, éditeur, 64 pp.
- MASSICOTTE (E. Z.), Un recensement inédit de Montréal en 1741. (Mémoire de la *Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. XV, part I, pp. 1-61).
- MALCHELOSSE (Gérard), Madame Bourdon et l'immigration des filles dans la Nouvelle-France. Montréal, 1925.
- MUNRO (W. B.), Canada and British North America (Voir pp. 133-155: la main-d'œuvre dans les colonies françaises).
- RAMEAU, La France aux colonies (1859), ch. VI.
- RIDDELL (William Renwick), The Slave in Canada. Reprinted from the Journal of Negro History, vol. v, n° 3, juillet 1920. Washington, The Association for the Study of Negro Life and History, 1920. v, 120 pp.
- ROY (Régis) et MALCHELOSSE (Gérard), Le Régiment de Carignan: son organisation et son expédition au Canada, 1665-1668; officiers et soldats qui s'établirent au Canada. Montréal, Ducharme, 1925. 130 pp.
- ROY (P.-G.), Le Recensement du Gouvernement de Québec en 1762 (5 RAQ 1-143).
- SALONE (E.), La colonisation de la Nouvelle-France (1906), 112-113 et passim.
- SCOTT (James Guthrie), Les Ecossais dans la Nouvelle-France (Bulle-

tin de la *Société de Géographie de Québec*, sept.-oct. 1924, pp. 211-215).

SULTE (B.), Origine des Canadiens-Français (Mémoires de la *Société Royale du Canada*, 1905, sect. II, 99 ff.)

Nos origines (*Bulletin des Recherches Historiques*, Lévis, oct. 1920, pp. 304-306). (C'est une liste de noms de filles qui se sont mariées au Canada de 1638 à 1656, avec la date de leur mariage et le lieu de leur provenance.

L'ancienne noblesse du Canada (*Rev. Can.*, 1885).

Le Régiment de Carignan (Mémoires de la *Société Royale du Canada*, 1902, part. I, pp. 25-95). Ottawa, 1902. — Aussi dans *Mélanges historiques*, vol. 8 (1922), 144 pp.

TANGUAY (Cyprien), Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours. 7 vol. Montréal, 1871-1890.

VATIER (G.), Essai sur la mentalité canadienne-française, thèse de Paris, Champion, 1928, 380 pp.

Esquisse historique de la colonisation de la Province de Québec (1608-1925), thèse de Paris, Champion, 1928, pp. 1-32.

m) AGRICULTURE ET MŒURS PAYSANNES

CHAPAIS (J.-C.), Three Centuries of Agriculture (Canada and its Provinces, t. XVI, pp. 531-551).

COUILLARD-DESPRÉS (Az.), Louis Hébert, le premier colon canadien et sa famille, 1914. 2^e éd. en 1917.

DE CELLES (A.-D.), The Habitant, his origin and history (Canada and its Provinces, vol. 15. pp. 17-117).

MASSICOTTE (E.-Z.), Café, thé et chocolat en la Nouvelle-France (*Bul. des Rech. hist.*, juillet 1924, pp. 199-202).

Une coutume curieuse: le tablier dominical (*Bul. des Rech. hist.*, nov. 1924, pp. 372-374).

La Plantation du mai dans le bon vieux temps (BRH, vol. xxvi, n° 5, pp. 154-156).

Notes sur la culture et l'usage du tabac dans la Nouvelle-France (BRH, vol. xxvii, n° 10, pp. 289-297).

MUNRO (W.-B.), Crusaders of New France. 1918. (Voir chapitre XI: How the People lived; ch. X: Agriculture, Industrie et Commerce).

SANFORD (A.-H.), *The Story of Agriculture in the United States*. New-York, 1916.

n) INDUSTRIES ET MINES

BARBEAU (Marius), *Les arts au Canada français (Le Devoir)*, Montréal, 22 mars 1925, p. 2).

C. (F.-X.), Jean-Baptiste-Louis Franquelin, ingénieur (*Bulletin de la Soc. de Géog. de Québec*, vol. 15, n° 3, pp. 178-182).

CLARK (Victor), *History of Manufactures in the United States (1607-1860)*.

FAUTEUX (J.-N.), *Essai sur l'industrie au Canada sous le régime français*, 2 vol., Québec, Proulx, 1927.

GOSSELIN (Amédée), *Fondeurs de cloches au Canada (Bulletin des Recherches Historiques)*, nov. 1920, pp. 334-336).

KELLOG (Louise-P.), *Copper Mining in the Early Northwest (The Wisconsin Magazine of History)*, déc. 1924, pp. 146-159).

LEYMARIE (A.-Léo), *Deux impressions typographiques au Canada en 1759 (Extrait des Procès-verbaux et Mémoires du Congrès international des Bibliothécaires et Bibliophiles)*. Paris, Jouve et Cie, éditeurs, 1925, 7 pp.

LIPPINCOTT (I.), *Industry among the French in the Illinois Country (Journal of Political Economy (U. S.))*, février 1910).

MASSICOTTE (E.-Z.), *Le chapeau sous les régimes français (BRH)*, mai 1924, pp. 141-145).

Chapellerie et chapeliers en la Nouvelle-France (BRH, juin 1924, pp. 164-165). (Un document de 1717 prohibant la fabrication au Canada de chapeaux de castor).

La ceinture fléchée, chef-d'œuvre de l'industrie domestique au Canada (Mémoires de la *Soc. Royale du Canada*, 3^e série, vol. XVIII, sect. 1, pp. 1-14) (Description et illustrations).

De l'usage du fer-blanc sous le régime français (BRH, sept. 1924, pp. 280-281).

Souliers sauvages et souliers de bœufs (BRH, nov. 1924, pp. 279-382).

La raquette (Almanach du Peuple, Librairie Beauchemin, Montréal, 1920, pp. 285-290).

Fondation d'une communauté de frères instituteurs à Montréal en 1686 (BRH, vol. XXVIII, n° 2, pp. 37-42).

L'anéantissement d'une industrie canadienne (i. e. la cha-

pellerie) sous le régime français (BRH, vol. xxvii, n° 7, pp. 193-200) (Documenté).

Canots d'écorce et voyageurs d'antan (BRH, vol. xxviii, n° 5, pp. 149-155). Notes sur l'histoire du canot d'écorce.

MC CLELLAND (Elisabeth), *Historic Dress in America, 1607-1800*. Philadelphie, Jacobs and Co., 1905. Illustré.

MAURAUULT (Olivier), Dollier de Casson (sulpicien, premier ingénieur et architecte de Montréal) (*Revue Trimestrielle canadienne*, Fév. 1919, pp. 361-371).

ORCHARD (W.-C.), *The technique of the belts* (Appendix to *The Penn Wampum Belts*, leaflets of the Museum of the American Indian, Heye Foundation, New-York, n° 4, March, 22, 1925).

ROY (Pierre-Georges), *Un hydrographe du roi à Québec: Jean-Baptiste-Louis Franquelin* (Mémoires de la *Soc. Royale du Canada*, 3^e série, vol. xii, sect. I, pp. 47-59) (Avec liste des 20 cartes levées par Franquelin).

Les vieilles Eglises de la Province de Québec, 1647-1800 (Publié par la Commission des Monuments historiques de la Province de Québec). Québec, Proulx, 1925, 317 pp. Abondamment illustré.

Vieux manoirs, vieilles maisons (Publié par la Commission des Monuments historiques de la Province de Québec). Québec, Proulx, 1927, 370 pp. Abondamment illustré.

Le premier moulin à farine au Canada (BRH, juin 1924, pp. 180-181). (Extraits du *Journal de Champlain*).

ROY (Régis), *Navires canadiens* (BRH, vol. xxvii, n° 6, pp. 184-186).

SULTE (B.), *Les Forges Saint-Maurice* (vol. 6 des *Mélanges historiques* de B. Sulte, publiés par les soins de Gérard Malchelosse, 15 vol. 1918-1925). A relever dans les mêmes *Mélanges* les études suivantes:

Les Canadiens aux Illinois au XVIII^e siècle;

Un intendant de la Nouvelle-France (Champigny);

Histoire de la pomme de terre (20 pp.);

Commercial relations of Canada with the Antilles;

The system of card money;

The milling industry of the seigniorial period;

The exodus of 1760-1763;

Table of prices;

Histoire du sucre d'érable (vol. 7). •

- SURREY (N.-M.-N.), The Development of Industries in Louisiana during the French Régime, 1673-1763 (*Mississippi Valley Historical Review*, Déc. 1922).
- TRYON (Rolla-M.), Household Manufacture in the United States, 1640-1860. (Voir pp. 61-122).

o) COMMERCE ET FINANCES

- ARNOULD (C.), De la balance du commerce et des relations commerciales extérieures de la France dans toutes les parties du globe, particulièrement à la fin du règne de Louis XIV et au moment de la Révolution, avec la valeur de ses importations et exportations progressives depuis 1761 jusqu'en 1788 inclusivement. Paris, 1794, 2 vol.
- BARBIER (Alfred), Un munitionnaire du Roy à la Nouvelle-France. Poitiers, Blaise et Roy, 1900. (Il s'agit de Cadet).
- Correspondance de Cadet (Mémoires de la *Société des Antiquaires de l'Ouest* (France).
- CASGRAIN (P.-B.), Cadet (Revue can., Montréal, 1906, pp. 127-136).
- DIONNE (N.-E.), La monnaie canadienne sous le régime français (Rev. can., Montréal, vol. xxix, pp. 30-32, 72-83).
- GAUDET (Victor), Les Postes (*Revue trimestrielle Canadienne*, Montréal, juin 1925, pp. 167-189).
- LAREAU, Monnaie de Cartes au Canada (*Rev. de Montréal*, vol. 2, pp. 433-438).
- LONN (Ella), The French Council of Commerce in relation to American trade, 1700-1734 (*Mississippi Valley Historical Review*, vol. VI, n° 2, 192-219).
- MASSICOTTE (E.-Z.), Les garde-magasins de Motnréal (BRH, sept. 1925, pp. 329-330) (Liste).
- Les premiers messagers (postes) de la Nouvelle-France, (BRH, vol. xxvii, n° 7, pp. 211-213).
- Claude de Beaulieu, Capitaine général des gardes des fermes du roi en Canada (BRH, vol. xxvi, n° 4, pp. 127-128). (Deux documents, datés en 1699, contenant des instructions à ce fonctionnaire sur les devoirs de sa charge).
- ROY (Pierre-Georges), Jean-Baptiste Couillard de Lespinay (BRH, vol. xxvi, n° 1, pp. 3-10) (Notice biographique documentée du premier capitaine du port de Québec. De Lespinay est né au Canada en 1657).

SHORTT (Adam), Canadian Currency and Exchange under French Rule (Journal of the Canadian Banker's Association, vol. 271, 381, Vi. 1, 147-233 (1898-1899).

SMITH (William), The History of the Post Office in British North America, 1639-1870. London, Cambridge University Press, 1920. ix, 356 pp.

STEVENSON (James), The Card Money of Canada during the French Dominion (*Quebec Literary and Historical Society*, Transactions, 1873-1875, pp. 84-112).

SULTE (B.), The System of Card Money (dans *Mélanges historiques de l'auteur*, publiées par G. Malchelosse, 1918-1925). (Sulte croit que la monnaie de carte émise par Jacques de Meulles était la « first paper money ever used as a substitute for silver currency by the sons of Japeth ».

Commercial relations of Canada with the Antilles (*Ibid*).

Table of prices (*Ibid*).

WOOD (William), The Fight for Canada (guerre de Sept ans). Westminster, Constable, 1904. xxi, 363 pp. (Voir pp. 25-26; 32-34; 46 56; 63-67; 69-70; 174-177).

ZAY, Histoire Monétaire des Colonies françaises d'après les documents officiels. Paris, 1892.

p) ADMINISTRATION ET DROIT

ANTIER (Louis), Le Droit civil du Bas-Canada, Rouen, 1923.

CHAPAIS (Thomas), Jean Talon. Québec, Demers 1904.

The Great Intendant, a Chronicle of Jean Talon in Canada, 1665-1672. Toronto, 1915.

CLÉMENT (Pierre), Lettres, instructions et mémoires de Colbert, etc., Paris, 1861-1882. 10 vol. (Voir particulièrement, vol. III et VII).

CUGNET (P.-G.), Traité de la Loi des Fiefs. Québec, 1775.

DELANDE (J.), Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France, Québec, Proulx, 1927, 355 pp.

DE MONTIGNY (B.-A.), Histoire du droit canadien. Montréal, 1869.

DESMAZURES, Colbert et le Canada. Paris, 1879.

DOUTRE et LAREAU, Histoire générale du droit civil canadien. Montréal, 1872.

HISTORICAL section of the General Staff (ed.). A History of the Organization, Development and Services of the Military and Naval Forces in Canada from the Peace of Paris in 1763 to the present

- time. With illustrative documents. Vol. I: The Local forces of New-France. Ottawa, 1919, iv, 148 pp.
- LESUEUR (W.-D.), Count Frontenac, Toronto, 1906.
- LORIN (Henri), Le comte de Frontenac: Etude sur le Canada français à la fin du XVIII^e siècle. Paris, A. Colin, 1895. xiv, 502 pp.
- MARTIN (Olivier), Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, 1922.
- MCCARTHY, Dictionnaire de l'ancien droit du Canada. Québec, 1809.
- MOREAU DE SAINT-MERY, Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique, 6 vol. Paris, 1784-1790.
- MUNRO (W.-B.), The Office of Intendant in New France (*American Historical Review*, oct. 1906, pp. 15-38).
- PARKMAN (Francis), Count Frontenac and New-France, Boston, Little, 1878. 2^e édition. 2 vol., Boston, 1901.
- PARDESSUS (J.-M.), Collection de lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle.
- PETIT (Emilien), Droit public ou Gouvernement des colonies françaises. 2 vol., 1771. Seconde édition en 1783. Réimprimé en 1911 avec introduction de M. A. Girault dans la collection des économistes et des Réformateurs sociaux de la France, P. Geuther, éd.
- Dissertation sur le droit public des colonies française, espagnoles et anglaises, d'après les lois des trois nations comparées entre elles, 1778.
- POULIOT (le Juge), L'Ordonnance de la Marine de 1681 en regard de la législation canadienne et sa mise en vigueur au Canada sous le régime français. (*Revue du Droit*, Montréal, janv. 1925).
- RAUDOT (Claude-Marie), Deux intendants (les Raudot) du Canada sous Louis XIV. Auxerre, 1854.
- ROY (Régis), Les intendants de la Nouvelle-France (*Société Royale du Canada*, 1903, Mémoires, part. I, 69-73). Ottawa, 1903.
- ROY (Pierre-Georges), Les Secrétaires du Roi au Canada (BRH, vol. xxvi, n^o 6, pp. 184-185).
- SULTE (B.), The Captains of Militia (*The Canadian Historical Review*, vol. I, pp. 241-246).
- Troupes du Canada, 1670-1687 (*Mémoires de la Société Royale du Canada*, 3^e série, vol. xiv, part. I, pp. 1-21).
- Histoire de la Milice canadienne-française (1897).
- WEIR (R. S.), Administration of the Old Regime in Canada, 1897.

q) ÉDUCATION

COURCHESNE (Georges), Mgr de Laval et l'éducation en Nouvelle-France (*Canada Français*, mai 1923, pp. 307-320).

GOSSELIN (Amédée), L'Instruction au Canada sous le régime français. Québec, 1911.

Education in Canada under the French Regime (Canada and Its Provinces, t. 15, pp. 323-393).

r) DIVERS

CARON (l'abbé Ivanhoé), Le chemin de la rive nord du Saint-Laurent (Québec-Montréal) (BRH, août 1925, pp. 286-290).

COLBY (C. W.), Canadian Types of the Old Régime, New-York, Holt, ix, 366 pp.

GOSSELIN (Auguste), L'Eglise du Canada. 3 vol. Québec.

Vie de Mgr de Laval, premier évêque de Québec. Québec, 1890. 2 vol.

GRANT (W. L.), Canada versus Guadeloupe, an Episode of the Seven Years' War (American Historical Review, vol. XVII, n° 4, juillet 1912, pp. 735-744).

LE MOINE (J. M.), Maple Leaves (7 séries, Québec, 1863-1906).

Chronicles of the St-Lawrence, Montréal, 1878.

Historical Notes on Quebec and Its Environs. Québec, 1887.

MASSICOTTE (E.-Z.), Les incendies à Montréal sous le régime français (BRH, vol. xxv, n° 7, pp. 215-218).

ROY (Pierre-Georges), Les petites choses de notre histoire. Québec, 5 vol.

La protection contre le feu à Québec sous le régime français (B. R. H., mai 1924, pp. 129-140).

Les conflagrations à Québec (de 1640 à 1686). (BRH, mars 1925, pp. 65-76).

Le four banal dans la Nouvelle-France (BRH, septembre 1924, pp. 257-260).

PREMIÈRE PARTIE

Le milieu économique

CHAPITRE PREMIER

Le milieu physique : La nature.

Toute civilisation se résout, en dernière analyse, en deux éléments corrélatifs: la Nature et l'Homme. La nature dispense-t-elle ses dons avec parcimonie, l'homme végète dans la pâleur du dénuement et de l'ignorance. Les prodigue-t-elle au contraire à profusion, qu'ils s'entassent sur le sol et pourrissent sans effet, si personne ne possède l'intelligence ou la volonté d'en convertir les fruits à son usage. Il importe donc de nous instruire, à pied d'œuvre, des deux termes de notre équation, du caractère propre de la nation dont nous nous proposons d'évoquer la vie industrielle, et de la physionomie de l'écorce terrestre où cette collectivité humaine planta le soc énergiquement (1).

« At prius ignotum ferro quam scindimus æquor,
Ventos et varium cæli prædiscere morem
Cura sit ac patrios cultusque habitusque locorum,
Et quid quæque ferat regio et quid quæque recuset » (2).

I. — GÉOGRAPHIE

Le « pays de Canada » qui, sous le nom de « Nouvelle-France », fut ouvert, dès les débuts du seizième siècle, à la culture chrétienne, n'était autre que le versant du Dominion actuel qui fait face à l'Europe, l'exploratrice des anciens jours. L'aire qui, sous les mêmes parallèles, regarde vers l'Asie n'a vu que beaucoup plus tard, de ses pitons neigeux, poindre la gloire des nations blanches; le buffle puis-

(1) Cp. Semple (E.-C.), *Influence of Geographic Environment*, II.

(2) Virgile, *Géorgiques*, I. 50.

sant et lourd, errant à l'aventure, y martela seul, de longtemps, de son sabot l'écho des Cordillères (1).

Il s'en faut toutefois que le littoral de l'Atlantique soit également propice dans toutes ses parties aux entreprises du commerce et de la colonisation. Autant la zone méridionale dite des « terres-neuves » était favorable à un établissement, autant le bassin septentrional ou baie d'Hudson y répugnait.

Dans la langue des découvreurs, les terres-neuves ne comprenaient pas uniquement l'île aujourd'hui ainsi dénommée: elles embrassaient également l'Acadie (Nouvelle-Ecosse), le Cap Breton, l'Île Saint-Jean (Île du Prince-Edouard) et la Gaspésie, bref la ceinture du golfe Saint-Laurent, depuis l'Etat actuel du Maine jusqu'au stérile Labrador. Les Portugais désignaient, à bon droit, cet ensemble sous le nom générique de « *Baccalaos* », lequel signifie « lieux aux morues ».

Le poisson qui rend célèbres ces parages, la *morue*, n'a jamais plus de trois pieds, et communément il en a beaucoup moins. L'Océan n'en nourrit aucun dont la gueule soit plus large à proportion de la grandeur, ni qui soit aussi vorace. Il se montre dans les mers du nord de l'Europe, mais la nature est plus généreuse à l'égard de son espèce aux « bancs » de Terre-Neuve. Sa chair y est aussi plus délicate, quoique moins blanche.

Les *bancs* sont des montagnes qui se forment sous les eaux des débris du continent que la mer emporte et accumule. Les deux extrémités du plus grand se terminent tellement en pointe, qu'il n'est pas aisé d'en marquer exactement les bornes. On lui donne communément 900 kilomètres de long sur 300 kilomètres de large. Vers le milieu, du côté de l'Europe, est une espèce de baie qui a été nommée la Fosse. Les profondeurs dans tout cet espace sont fort inégales. Il s'y trouve depuis cinq jusqu'à soixante brasses d'eau. Le soleil ne s'y montre jamais, et le ciel y est le plus souvent couvert d'une brume épaisse et froide. Les flots sont toujours agités. Les vents toujours

(1) Lescarbot, I. 20; — Semple, *American History and its Geographic conditions* (N.-Y., Mifflin Co., 1903), ch. I, p. 1; *Ratzel, Politische Geographie des Vereinigten Staaten* (1893), p. 13; — W.-A. Mackintosh, *Economic Factors in Canadian History* (*The Canadian His. Rev.*, t. IV, p. 13). Le Père Biard, Jésuite: « C'est une autre France... en situation, à l'autre bord de nostre rivage ». (*Relations des Jésuites*, 1611, p. 67).

impétueux dans son contour. A quelque distance des bords, on est tranquille comme dans une rade, à moins d'un vent forcé qui vienne de loin (1).

Les Baccalaos offrent des ports excellents, où l'on entre et d'où l'on sort en toutes saisons, contre vents et marées; l'embouchure de la *Baie d'Hudson* n'est praticable, au contraire, que depuis le commencement de juillet jusqu'à la fin de septembre, encore est-elle assez dangereuse; les vaisseaux ont à s'y préserver des banquises de 500 à 600 mètres d'épaisseur. Le vent du nord-ouest, qui règne presque continuellement pendant l'hiver, et très souvent en été, excite dans la Baie, longue de 2.200 kilomètres et large de 950, des tempêtes effroyables. Elles sont d'autant plus à craindre que les bas-fonds y sont très communs. Dans les contrées qui bordent cette mer, lorsque le soleil se couche, l'aurore boréale en prend la place et blanchit l'atmosphère de rayons mouvants et colorés. Cependant le ciel est rarement serein. Dans le printemps et dans l'automne, l'air est habituellement rempli de brouillards épais. Le sol y est d'ailleurs d'une stérilité extrême. A la réserve des côtes, le plus communément marécageuses, où il croît un peu d'herbe et quelques bois mous, le reste du pays ne présente guère qu'une mousse fort haute, et de faibles arbrisseaux assez clairsemés. Ces parages ne sont intéressants, au point de vue économique, que par les fourrures, les plus belles de toutes, que l'on en peut tirer (2).

Si, prenant le départ à la Baie d'Hudson, on s'aventure *dans les solitudes* du Nouveau-Monde, on rencontre deux ordres de terrain: d'abord une plate-forme primitive, faite de vieilles montagnes, au modelé adouci, qui ont été recouvertes, à l'époque quaternaire, par un immense glacier, dont les moraines ont retenu les eaux formant les lacs Supérieur, Michigan, Erié et Ontario; puis une zone d'effondrement, un fleuve, parvenu à l'âge mûr, coulant de l'ouest à l'est dans un lit défini, qu'il s'est lui-même creusé.

(1) Sur les Baccalaos, V. Jean-Alfonse, *Cosmographie*, 1544; — J. Cartier, op. cit., I-103; — Sagard, op. cit., 29-43; — Lescarbot, op. cit., I. 228 et s., et ch. XII. — La Hontan, *Voyages* (édit. Nion), 3-4. — H. Lorin, *Le Travail en Amérique avant et après Colomb* (Paris, Alcan, 1914), 169 et ss; — Raynal, VII

(2) Lescarbot, I. 237; Raynal, op. cit., VII. — et la bibliographie que nous donnons infra. p. 206, pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. — BN. coll. Clairambault, 1017, et n. a. f. 9275.

Que, prenant l'estuaire de ce fleuve pour sommet, l'on trace un triangle dont les côtés se projettent par les Apalaches et les Laurentides, à la rencontre du chapelet des Lacs: la surface inscrite couvrira les *terres arables*, et les angles postérieurs marqueront, celui de gauche les sources du Mississipi, celui de droite la Confédération Iroquoise, deux *points stratégiques* autour desquels pivota, en Amérique du Nord, l'expansion française. Suivant la ligne médiane de la figure ainsi construite, ligne qui coïncide avec le cours du Saint-Laurent, devaient *s'orienter les échanges commerciaux*: à l'instar des montagnes et des rivières, ils infléchirent vers le sud-ouest, où, moins frileux, le soleil mûrit des fruits plus abondants et plus variés.

Bien que propre à nourrir un peuple nombreux, ce proche-midi ou, comme on disait à l'époque, « le *Pays d'en Haut* outre le Sault » de Lachine (1) garda, pendant deux siècles, le caractère primitif de territoire de chasse et de prédication. L'effroi des armes iroquoises y neutralisait l'appât de la nature. L'Européen préféra s'établir, loin des traits lumineux du jour, hélas! et des flèches indigènes au perruis de Québec, que la blanche neige outrage de sa chute, mais où devaient se mêler comme les ondes les races de l'Orient et de l'Occident. Le flux amer et grondeur apporta au colon épouse et domestiques, rhum et poudre; le poli des surfaces douces transporta sa pirogue au cœur du continent. Avant même que l'Angleterre n'eût débouché au-delà des Alleghany, la France a pu d'un coup, tant est indécise, sur certains points, la ligne de partage des eaux, remonter le Saint-Laurent austère, puis se laisser descendre à la dérive, ivre de parfums et de couleurs, le long du voluptueux Mississipi (2).

Ce n'est pas à dire que le *Saint-Laurent* était sans opposer d'obstacle aux entreprises de la politique. Il est fermé six mois de l'année par les glaces. Le reste du temps, ce sont des brouillards épais, des courants rapides, des bancs de sable et des roches à fleur d'eau qui rendent la navigation impraticable durant la nuit, dangereuse pendant le jour. Depuis Québec jusqu'à Montréal, la rivière n'était acces-

(1) Lescarbot, op. cit., III. 637.

(2) Pour description du Mississipi, voir le P. Dablon (Relations inédites de la N.-F. I, 195 et s.). — Sur les facilités du passage du bassin du S.-L. dans celui du Mississipi, voir Lettre du Comte de Frontenac, en date du 14 nov. 1674 (Arch. de la Marine). — aussi Semple, op. cit., ch. II, 19-36, *The rivers of North America in Early Exploration and settlement*.

sible que pour les bâtiments de 300 tonneaux. De Montréal au lac Ontario, les voyageurs trouvaient jusqu'à six cataractes, qui les réduisaient à la triste nécessité de décharger leurs canots, et de les porter avec les marchandises par des routes de terre assez considérables. En dépit de ces embarras, le fleuve Saint-Laurent devint à l'égard du Canada ce qu'est le Nil à l'Égypte et le Gange à l'Inde, l'axe de toute économie (1).

La clef du long chemin creux (2) qu'il s'est ouvert au travers des Laurentides est le *Cap Diamant* (3). La position de ce promontoire est surtout militaire; il s'avance entre le Saint-Laurent et la rivière Saint-Charles, face à la berge droite, qui porte aujourd'hui la ville de Lévis et n'en est éloigné que de 800 mètres; en aval, le fleuve s'épanouit et devient peu à peu un bras de mer; en amont, il présente une série de bassins et d'étranglements: Québec est bien le Gibraltar qui tient les clefs de la ligne d'eau.

Vers l'est, le fleuve coule entre des berges fort élevées et peu accessibles; la berge gauche surtout est abrupte, coupée de loin en loin par des brèches où des affluents dévalent en cascades; le saut Montmorency est l'un des plus remarquables. Parfois une plage est déposée au pied des falaises, ailleurs un glacis plus lent remonte jusqu'aux crêtes, ou bien encore le fleuve se divise autour de grandes îles plates, que sa protection désigne pour la colonisation: telles l'île d'Orléans, à portée de canon de la citadelle. Mais, en général, ces lieux sont peu propres à recevoir des établissements; çà et là, il y a bien quelques hâvres où l'on fit la pêche, où l'on commença l'exploitation de la forêt: un seul atteignit quelque importance, Tadoussac, à l'embouchure du Saguenay, voie des territoires de chasse du Nord, du lac Saint-Jean et de la baie d'Hudson (4).

(1) V. 3 RAQ 310. — Dawson (S. E.), *The St-Lawrence Basin*, Londres, 1905. — Cloué, *Pilote de Terre-Neuve*, (2^e édit., Paris, 1882). — Bayfield, H.-W. *The St-Lawrence Pilot*, 6 éd., Londres, 1894. — AC. C 11. A. 42. 269, 49. 435. 61. 61 63. 119, 65. 10, 67. 6, 104. 446.

(2) Du fond du lac Supérieur au détroit de Belle-Isle, le Saint-Laurent mesure environ 2.400 milles.

(3) Le cap Diamant s'élève à 350 pieds de hauteur. Sur la largeur du fleuve à Québec, V. Champlain, 1922, I. 129, et Lescarbot (édit. de 1611), p. 622.

(4) Champlain (1830), I. 162-164; Sagard, 43-53; Pierre Boucher, *Hist. véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la N.-F.* (1663), ch. III.

Vers l'Ouest, en amont de Québec, le niveau du fleuve et celui des plateaux ambiants tendent l'un vers l'autre; des rivières moins encaissées descendent vers le lit principal ouvrant des chemins plus faciles à droite et à gauche. Voici Trois-Rivières, au nom caractéristique, au-dessous du lac Saint-Pierre. Voici, dans l'archipel d'alluvions que forment en s'unissant le grand fleuve et la rivière des Outaouais, proche du lac Champlain et de la rivière Richelieu, route de New-York, le rendez-vous désigné du commerce; là grandira, nommée d'une belle colline basaltique qui domine les paysages circonvoisins aux ondulations douces, la capitale économique du Canada: Montréal (1).

II. — LE CLIMAT

L'étendue sur laquelle nous venons de jeter un coup d'œil couvre une superficie immense, égale à trois fois la France et les Iles britanniques réunies; mais cette immensité ne doit pas faire illusion: il y a de vastes surfaces gelées, de sorte que la partie utilisable est bien moindre. Quoique placé dans la zone tempérée, le Canada ne jouit pas d'un climat aussi doux que celui des Etats de l'Europe qui sont sous les mêmes parallèles. Il supporte des *hivers* plus longs et plus froids. Ceux qui n'attribuent cette singularité qu'aux bois, aux sources, aux montagnes, dont ce pays est couvert, n'ont pas tout considéré. D'autres observateurs ajoutent à ces causes du froid, l'élévation du terrain, un ciel tout aérien, et rarement chargé de vapeurs, la direction des vents qui viennent du nord au midi, par des mers toujours frigides.

La succession de *saisons tranchées*, également *rigoureuses*, conditionne le mode de vie: l'hiver qui glace les rivières et couvre le sol d'un manteau de neige dure, est l'époque de la circulation par terre, alors que le tapis végétal est endormi sous les frimas; la débâcle, au printemps, donne le signal d'une activité nouvelle: les marchandises accumulées en dépôts dans les criques des rivières descendent en bateau vers les confluentes; au printemps seulement, les vaisseaux de France peuvent monter jusqu'à Québec, cependant que les paysans

(1) Nous avons emprunté les trois derniers paragraphes à l'ouvrage de MM. Capitan et Lorin, *Le Travail en Amérique*, pp. 176-177; — Champlain (éd. 1830), I. 177, 248, 181-187, 194-197, III. 223 et s.; Sagard, 59 et s.; Cartier, 155; Champlain (1922), I. 150, IV. 42-43, 73, 74; Sagard, 115-117; Cartier, 295-299.

accomplissent, avec une rapidité inconnue outremer, le cycle complet des façons agricoles. Ainsi, tant qu'il n'aura pas corrigé la nature en créant des voies de communication artificielles et fondant des industries indépendantes de la marche des saisons, l'homme sera contraint, ou de demeurer pendant des mois enfermé dans ses habitations, ou d'employer les mois d'hiver à l'exploitation extensive de la forêt, au métier de coureur de bois (1).

Par la rigueur singulière d'un froid long et violent, la température canadienne ne perd, toutefois, rien de la salubrité: « on y est peu souvent malade et on y vit toujours très longuement » (2). Sans doute, les froidures exercent une influence marquée sur le cours du travail, en modifiant les occupations du dehors et en fermant la navigation fluviale. Mais la neige crée des emplois, si elle en supprime. Elle prime le vigoureux et gèle à mort l'être débile. Les frimas élèvent une barrière au flux des races molles. Le Canada ne connaît pas, comme les Etats-Unis, de zone noire et de question nègre. Un ciel boréal comme celui de la Nouvelle-France, âpre pendant de longs mois, enseigne la prévoyance; il guérit ou élimine le prodigue et le vagabond; et l'histoire démontre qu'à la longue il fait les races fortes (3).

III. — LES RESSOURCES (4)

Ces contrées, qui exhalent, qui respirent un air de longue vie, portaient, au moment où l'Européen s'y aventura, l'empreinte du grand et du sublime. La nature y déployait un luxe de fécondité, une magnificence qui commandaient la vénération.

La mer bondissant sur les côtes et dans les golfes qu'elle se plait à ronger, à créneler, y vomissait par bandes des morues, et d'énormes cétacés, des marsouins, des tortues et des crabes, qui venaient se jouer sur les rives désertes. C'est là que la nature exerçait sa force

(1) Pour ce paragraphe, Capitan et Lorin, loc. cit.

(2) Jean Talon, comte d'Orsainville, Lettre, 1665.

(3) Sur le climat, Lescarbot, I. 578; Sagard, 57; Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 61-62, 3. 42-70, 235, 246, 247, 258, 4. 193; Biard, Relations, 1616; La Hontan, 22.

(4) Sur les ressources en général, Lescarbot, III, liv. 6, ch. 23; Sagard, partie II, ch. 3 et 4; Boucher (P.), op. cit.; Biard, op. cit.; BN. a. f. f. 24225, 12223, 9094; Bougainville, 3 RAQ 42-70; Perrot, 58.

créatrice en reproduisant sans cesse les êtres qu'elle couve dans ses profondeurs abyssales (1).

Le sol produisait tout à son gré, sans aide et sans maître,

Ipsaque tellus

Omnia liberius, nullo poscente, ferebat (2).

La nature abandonnée à elle-même entassait sans cesse les uns sur les autres les fruits de sa fécondité.

Dans toutes les directions régnaient des *forêts* bruissantes, épaisses et profondes (3). Les gros arbres que la terre y avait poussés jusqu'aux nues, y étaient embarrassés de plantes rampantes qui en interdisaient l'approche. Avant tout travail de semailles, le pionnier dut faire le dur métier de bûcheron.

Les productions venaient en abondance, mais arrivaient lentement à la saison de leur maturité. On y voyait même beaucoup de plantes fleurir si *tard*, que l'hiver en prévenait la récolte; tandis que sous une latitude plus septentrionale, on en recueille en Europe et le fruit et la graine. Quelle était la raison de ce phénomène? C'est que le printemps renaissait des débris de l'automne. Les feuilles, dont chaque hiver dépouille la grande silve, formaient une couche de l'épaisseur de trois ou quatre pouces. L'été venait avant que les eaux aient entièrement pourri cette espèce d'engrais. Les plantes ensevelies sous des feuillages humides, qu'elles ne perçaient qu'à peine avec beaucoup de temps, s'étaient accoutumées à une végétation tardive (4). La culture a vaincu difficilement cette habitude enracinée par des siècles, et l'art n'a pas encore complètement corrigé le pli de la nature.

Mais ce terroir, si longtemps ignoré ou négligé par les hommes, offrait des dédommagements qui réparaient les vices et les effets de cet abandon. Il produisait presque toutes les espèces floristiques qui sont naturelles à la France. Il en a de propres à lui seul, entre autres

(1) Sur les poissons BN. a. f. 12223. 71 et s.; Champlain (1830) I. 7; Sargard, II, ch. iii; Boucher (P), ch. VII; Mémoire adressé à Choiseul, par la Chambre de Commerce de La Rochelle le 14 nov. 1761.

(2) Virgile. Géorgiques, I. 125.

(3) Cartier, 43, 47, 124; Lescarbot, I. 549: « Par tout où l'eau ne surnage point, s'il y a de la terre, il y a du bois »; Sargent (C. S), *Silva of North America*, II.

(4) Sur le phénomène de la tardivité de la végétation, Lescarbot, I. 548, II. 579; Kalm (Pehr), *Voyages* (éd. Marchand), I. 31-33, 118.

l'érable, qu'on appelle l'arbre à sucre, et le maïs ou « blé d'Inde » (1).

Elevé, par la nature, près des ruisseaux et dans les lieux humides, l'érable (2) croît jusqu'à la hauteur du chêne. Son tronc droit et cylindroïde est revêtu d'une écorce fine. Ses rameaux, toujours opposés, se couvrent de feuilles qui ont la même disposition, et sont blanchâtres en dessous, découpées en cinq lobes aigus. Ses fleurs, rassemblées en bouquet, ont un calice à cinq divisions, chargé d'autant de pétales et de huit étamines qui avortent quelquefois. Leur centre est occupé par le pistil, qui devient un fruit composé de deux capsules ou samarres comprimées et réunies par le bas, écartées et ailées par le haut, remplies d'une seule graine.

On fait, dans le mois de mars, au bas du tronc de l'érable, une incision de la profondeur de deux ou trois pouces. Un tuyau « goutte-relle », qu'on insère dans la plaie, reçoit le suc qui coule, et le conduit dans un vase placé pour le recueillir. La liqueur des jeunes arbres est si abondante, qu'en une demi-heure elle remplit une bouteille d'un kilogramme. Les vieux en donnent moins, mais meilleure de beaucoup (3).

Cette liqueur est un suc naturellement mielleux. Pour l'amener à l'état de sucre, on la fait évaporer par l'action du feu, jusqu'à ce qu'elle ait acquis la consistance d'un sirop épais. On la verse ensuite dans des moules de terre, ou d'écorce de bouleau. Le sirop se durcit en se refroidissant, et se change en un sucre roux presque transparent et fort agréable. Pour lui communiquer de la blancheur, on y mêle quelquefois, en le fabriquant, un peu de farine de froment, mais cette préparation altère toujours son goût. Ce sucre sert au même usage que celui de cannes.

L'érable est de haute futaie, le maïs, lui, a le port du roseau. Le pistil de ses fleurs, entouré de quelques petites écailles et surmonté d'un long style, devient une graine farineuse, presque sphérique, enfoncée à moitié dans l'axe commun. Le maïs réunit bien des avantages. La culture en est facile. On se contente de lever du gazon, de faire des trous dans la terre avec un bâton, et de jeter dans chacun

(1) Boucher (P.), ch. IV.

(2) Lescarbot, III. 865; Sagard, 102, 126; Kalm, 224; Raynal, VIII.

(3) Kalm, II. 122, 128-132; Ganong (W.-G.), Identity of the animals and plants mentioned by the early voyages to eastern Canada and Newfoundland Mémoires de la Sté Royale du Canada, 3^e série, 1901.

un grain de maïs qui en produit deux cent cinquante ou trois cents autres. Un terrain maigre, léger et sablonneux, est celui qui convient le mieux à cette plante. Sa semence peut être gelée au printemps, même à deux ou trois reprises, sans que les récoltes soient moins abondantes. Les préparations pour s'en nourrir ne sont pas plus compliquées. On le pile dans un mortier de bois ou de pierre, et réduit en pâte, il est cuit sous la cendre. Souvent même, grillé ou bouilli seulement, il est mangé. Sa feuille chiffonnée, large et fort longue, qui retombe en panache, constitue un fourrage utile pour les bestiaux. L'enveloppe immédiate de l'épi remplace avantageusement la paille pour garnir les lits. Triturée, on en peut même confectionner un papier grossier, mais excellent pour divers usages. Les épis encore tendres se confisent au vinaigre, comme des cornichons. Les rafles qui restent après que les grains ont été enlevés fournissent un excellent combustible. Un dernier produit que peut fournir le maïs est une notable quantité de sucre qu'on extrait de la matière parenchymateuse qui remplit la tige dont il est facile d'augmenter la quantité par un procédé de culture qui consiste à enlever les inflorescences avant tout développement floral (1). Cette espèce de blé que l'Europe ignorait alors, était la seule qui fut connue dans le Nouveau-Monde. Les Canadiens le conservèrent et le multiplièrent dans leurs établissements. Aujourd'hui, on a adopté la culture du maïs dans la plus grande partie du globe (2).

Les bois fournissaient encore aux colons d'autres ressources précieuses pour leur nourriture. Les troncs creusés par le temps, les joncs sortis des marais servaient de retraite à d'innombrables *oiseaux* et volatiles aquatiques. C'étaient l'outarde, l'oie sauvage, la grue, le canard, le héron, la bécasse, le coq d'Inde, la perdrix et la tourte ou caille (3). Les tourtes, appelées aussi ramiers, arrivaient en troupes

(1) Sagard, 83. — Lescarbot, III, 926: « Le roseau et le blé pris en leur verdure, ont le goût sucrin ».

(2) Pour description du maïs, V. Lescarbot, III, 925, 926, Sagard, 135, Kalm, II, 124, 192; — sur l'origine légendaire et divine du maïs. V. Schoolcraft. Onéata, 82.

(3) Sur les oiseaux, BN. aff. 12223, 65 et ss.; — Boucher, ch. VI. — Champain (1830), I, 5-6, 65; — Sagard, p^{tie} II, ch. I; — Dionne (C.-E.), Catalogue des Oiseaux de la prov. de Québec, Québec, 1889; Tavernier (P. A.), Birds of Eastern Canada, 2^e éd., Ottawa, 1922; J.-M. Lemoine, Ornithologie du Canada, 1861.

telles, au mois de mai et de juin, qu'elles obscurcissaient l'air. Leur nombre était si considérable certaines années que « l'évêque était obligé de les foudroyer à grosses gouttes d'eau bénite » pour mettre fin à leurs dépradations (1).

Non moins funestes étaient les *moustiques*. Parmi les fléaux qui assaillaient les colons, ils prenaient rang après les Iroquois et avant l'hiver (2). Comme on n'avait ni purifié l'air, ni défriché la terre, ni abattu les bois, ni donné de l'écoulement aux eaux, cette matière animée avait envahi sans obstacle toutes les productions de la nature, que nul être ne lui disputait (3). De tous les insectes, une seule espèce pouvait être utile à l'homme, et elle faisait défaut, l'espèce des abeilles. On dut en transporter des essaims de l'ancien monde au nouveau. Longtemps on n'en trouva que dans le voisinage des côtes. Les Sauvages l'appelaient, en raison de son origine étrangère, mouche anglaise (4).

À défaut d'animaux domestiques, les forêts abritaient des *bêtes fauves* (5) dont la toison était marchandise de prix en France. Elles s'y étaient prodigieusement multipliées, parce que le peu d'hommes qui couraient dans ces solitudes, sans troupeaux, laissaient plus d'espace et de pâture aux espèces errantes et libres comme eux. Si les conditions climatiques ne variaient pas ces espèces à l'infini, du moins chacun y gagnait par la multitude des individus. La plupart de ces animaux à fourrure étaient connus en Europe, mais ils y étaient en trop petit nombre pour fournir matière à un commerce étendu. Le caprice et la nouveauté leur donnèrent plus ou moins de vogue, du jour où la découverte de l'Amérique les mit en faveur dans les métropoles.

(1) La Hontan, 123-126.

(2) Classification donnée par P. Boucher, op. cit.

(3) Champlain (1830), I. 259; — Lescarbot, III, 642-643, 798; — Sagard, 56, 72-72. — Fuller (G.-N.), *Economic and Social Beginnings of Michigan* (Michigan, 1916), 46. — La Hontan, 65-66.

(4) AC. B. 76, 32, CII. A. 78, 360. — Kalm, I. 69. — Longfellow:

« Wheresoe'r they move, before them
Swarms the stinging fly, the Ahmo,
Swarms the bee, the honney-maker ».

(The Coming of the White men).

(5) Champlain (1830), I. 6-7. — Sagard, partie II, ch. II. — BN. aff. 17871. 136 et 12223; Raynal, t. 7. — Boucher, ch. V.

On tirait de l'hémisphère canadien, outre les « *menues pelletteries* » : loutre, fouine, rat; hermine, martre et loup-cervier, des peaux de cerf, de daim et de chevreuil; des peaux de renne, sous le nom de caribou; des peaux d'élan, sous le nom d'orignal. Leurs peaux fortes, douces et moëlleuses, servaient à faire d'excellents buffles, qui pesaient très peu. La chasse de tous ces animaux se faisait pour les Européens. Mais les Sauvages en avaient une par excellence, qui fut de tout temps leur chasse favorite. Elle convenait plus à leurs mœurs guerrières, à leur bravoure et surtout à leurs besoins: c'est la chasse à l'ours (1).

Un intérêt nouveau tourna leur instinct vers la chasse du castor.

Long d'environ un mètre et du poids d'environ trente kilogs, le *castor* (2) a la tête d'un rat et il plonge et nage avec la plus grande facilité. Ses narines sont mobiles et susceptibles d'empêcher l'accès de l'eau dans les fosses nasales. La même propriété se retrouve dans les oreilles qui sont disposées de façon à s'abaisser contre la tête et à fermer le conduit auditif. Les yeux ont une troisième paupière qui peut servir à les préserver du contact de l'eau. Les pattes postérieures, plus longues que les antérieures, font que le castor marche toujours la tête baissée et le dos arqué comme une souris; leur disposition palmée lui donne, à terre, une démarche qui rappelle un peu celle de l'oie. La queue, écailleuse, élargie en forme de palette ovale, sert de rame et de gouvernail dans la natation. Le pelage, abondant, est formé de deux sortes de poil, les uns de couleur marron, soyeux, plus longs, les autres d'un gris cendré formant en dessous une sorte de duvet moelleux et très chaud. Ces poils sont enduits d'une humeur grasse qui les empêche d'être mouillés par l'eau.

L'organisation du castor en fait donc un mammifère essentielle-

(1) Sur la chasse à l'ours, V. Lescarbot, III, 899; Perrot, 66 et s.; Relation de 1634 (IX, 43), de 1676 (III, 61, du ms. orig.), de 1672 (II, 38). — La Hontan, 135-136.

(2) Lewis H. Morgan, *The American Beaver*, Philadelphie, 1868. — R. T. Martin, *Castorologia*, a History and Tradition of the Canadian Beaver, Londres, 1892. — E. Trouessart, *Catalogue des Rongeurs* (Bull. de la soc. d'Etudes Scientif. d'Angers (1880), p. 42, avec une bibliographie très abondante. — Lescarbot, III, 896-898. — sur rôle du castor dans la création du monde, V. Perrot 3-4. — BN. coll. Clairambault, 1015, 171.

ment aquatique. Quatre molaires subégales, aux deux mâchoires, présentant sur leur couronne des replis d'émail disposés de manière à se contrarier en haut et en bas, en font, en outre, un rongeur, le plus grand qui soit après le cabiai. De ces incisives, il se sert comme d'ustensiles de cuisine et d'outils de charpente. Il vit d'écorces d'arbre (aune, peuplier ou saule), auxquelles il ajoute à l'occasion les longs et gros rhizomes du nénuphar. Pendant l'été, il mène une vie solitaire, dans un terrier qu'il se creuse au bord des eaux douces. Mais quand les frimas approchent, il quitte cette retraite, et se réunit à deux ou trois cents de son espèce, pour construire des quartiers d'hiver.

Quelquefois la société animale préfère les lacs dormant au milieu des terres peu fréquentées, parce que les eaux y sont toujours au même niveau. Quand elle ne trouve point d'étang, elle en forme dans les eaux courantes des fleuves, et c'est par le moyen d'une chaussée ou d'une digue.

Pour cela, les castors se posent d'abord sur leur train de derrière et coupent de jeunes arbres, en amont du point où ils veulent bâtir; ils les taillent en sifflet, à leur hauteur et les renversent du côté de la rivière, en appuyant fortement les pieds de devant au-dessus de l'encoche; puis ils les dépouillent grossièrement de leurs branches et les font flotter en nageant jusqu'au point voulu.

Les pieux sont alors redressés et enfoncés dans la vase, perpendiculairement du côté de la chute, obliquement de l'autre, en sorte de former un talus qui rompe par degré l'effort du courant. On les entrelace de branches et, dans les interstices, on coule du stuc.

« Après un lit de bois est un lit de mortier.

Chaque castor agit : commune en est la tâche ;

Le vieux y fait marcher le jeune sans relâche ; (1)

Maint maître d'œuvre y court et tient haut le bâton ;

La république de Platon

Ne serait rien que l'apprentie

De cette Famille amphibie ».

(LA FONTAINE)

(1) Ce serait le contraire, d'après Sagard.

Quand cet ouvrage est achevé en commun par le peuple ouvrier, le citoyen songe à se loger. Chaque famille se construit une cabane dans l'eau sur pilotis, ou répare l'ancienne. Il s'agit d'une cloche ou dôme, sans ouverture visible. Le plancher seul est muni d'un trou à fleur d'eau qui sert à l'animal pour entrer et sortir, toujours en plongeant. L'intérieur est simple ou à compartiments; la dimension de chaque hutte est assez variable, ordinairement de 2 m. au moins sur 1 m. au-dessus de la surface de l'eau. Le nombre de ces huttes s'accroît chaque année et devient quelquefois considérable, lorsque la colonie n'est pas inquiétée, ce qui est rare.

On prend quelquefois le castor à l'affût, après le coucher de soleil. Le castor cherche alors à gagner la terre, mais en s'entourant de toutes sortes de précautions. Il se tient à proximité du rivage, nageant entre deux eaux et laissant échapper une sorte de petit cri plaintif qui pourrait bien être un appel ou un avertissement; si rien ne lui paraît suspect, il aborde, mais à la moindre apparence de danger, il plonge, et c'est en vain que le chasseur l'attendra toute la nuit. L'eût-on blessé dans l'étang, s'il meurt de sa blessure, on le perd parce qu'il ne surnage point.

Un moyen plus sûr d'attraper les castors, est de dresser dans les bois des pièges semblables au quatre-de-chiffre avec une branche tendre de saule ou de peuplier comme appât. Dès qu'ils y touchent, un poids énorme tombe et leur casse les reins.

On tue encore ces animaux à la tranche. On attaque leurs cabanes pour les en faire sortir, et l'on va les attendre au bord des trous qu'on a pratiqués dans la glace, où ils viennent respirer. On prend ce moment pour leur casser la tête. D'autres fois, l'animal, chassé de son logement, tombe dans des filets dont on l'a environné tout autour, en brisant la glace à quelques verges de sa cabane. Veut-on prendre la peuplade entière? On ouvre la chaussée, pour laisser écouler l'eau de l'étang où les castors vivent. Restés à sec, hors d'état de s'échapper ou de se défendre, on les prend à loisir et à volonté. Mais on a soin d'en laisser toujours un certain nombre, mâles et femelles, pour repeupler l'habitation (1), et cette générosité n'est qu'avarice.

(1) La Hontan, 91.

IV. — LA MATIÈRE PAR EXCELLENCE DU COMMERCE

Une colonie ne saurait se développer en vase clos; il lui est indispensable d'entretenir des relations d'échanges avec la métropole nourricière, l'*alma parens*. Pour sortir de leur chrysalide de misère, les Anglais d'Amérique eurent la bonne fortune de disposer de marchandises, — tabac, rhum et coton, — que les qualités de haute valeur et de volume réduit rendaient éminemment propres au commerce au long cours. Les Français n'eurent, au contraire, au Canada, en dehors des pelleteries et de la morue, d'autres ressources immédiatement exploitables que le bois de construction dont la masse convenait peu au mode de transport de l'époque. En vain cherchèrent-ils dans le chanvre, dans la potasse et le goudron, dans le ginseng, le fer forgé et les bâtiments de mer, l'article qui jouirait à l'étranger et dans le royaume d'une consommation étendue; aucun de ces biens n'était de nature à lutter, sous le rapport du fini et du bon compte, avec les produits similaires de l'Europe. Force fut bien de se rabattre sur le castor. Condition même de l'établissement des chrétiens au Canada, la dépouille de l'animal architecte, de l'amphibie doux, touchant, plaintif, du castor qui ne nuit à aucun être vivant, qui n'est ni carnassier, ni sanguinaire, ni guerrier, devint la plus furieuse passion de l'homme chasseur (1).

Vivement pourchassé, le rongeur ne tarda pas à fuir dans le voisinage des côtes et à se replier au plus épais des bois. L'homme insatiable ne laissa pas de forcer les restes de sa race malheureuse jusque dans les taillis du Minnesota. Mais le déplacement de la « Castorie » fut gros de conséquences. Dans leur recherche du castor, les Français passèrent insensiblement du bassin du Saint-Laurent dans celui du Mississipi (2), prenant à revers les colonies anglaises et leur interdi-

(1) Sur la nécessité pour une colonie d'une denrée commerciale, V. Lorin le Comte de Frontenac, p. 166, et Scmple, op. cit., Mackintosh, article cité.

Sur le poisson et les fourrures comme base du commerce en Amérique du Nord: Day (Clive), *History of Commerce*, 19-20, 37-38, 67, 79-84, 103, et Webster (W. C.) *History of Commerce*, 7, 13, 14, 20, 21.

(2) Sur la diminution du castor et de ses causes, Kalm, II. 226-227; sur le déplacement de la castorie et de ses conséquences: avance vers l'ouest, et guerre avec l'Iroquois et l'Anglais, McIlwain (Ch. H.), *An Abridgment of the Indian Affairs by Peter Wxaxall*, 1915, introduction, ch. II.

sant toute expansion vers l'intérieur; il en résulta d'interminables démêlés (1), qui durèrent près d'un siècle et qui ne se terminèrent que par l'abandon du Canada et de la Louisiane à l'Angleterre, au traité de Paris (1763).

V. — CONCLUSIONS

Unité géographique des vallées du Mississipi et du Saint-Laurent, assurance d'un grand empire; habitat mobile des animaux à fourrures, source principale de revenus (2), tout au Canada du dix-septième siècle inspirait l'agitation, la mobilité, le mouvement, la « course » en tous sens. Terre d'exploration, d'aventures et de conquête, telle apparaissait la Nouvelle-France au matin de son histoire. Ses espaces infinis accueillaient d'un sourire plein de promesses le chercheur de routes nouvelles, le trappeur et le conquistador; son hiver faisait grise mine au colon qui aspire à fixer son rêve de bonheur sur les ondulations des épis par le vent balancés.

(1) Sur « La Rivalité de la France et de l'Angleterre », V. D. Pasquet, *op. cit.* I, ch. VIII.

(2) La Hontan, 116: « Le Canada ne subsiste que par le grand commerce des pelleteries, dont les trois quarts viennent des peuples qui habitent aux environs des grands lacs. »

CHAPITRE SECOND

Le milieu social : la population.

Au moment où le Canada surgissait à l'horizon de l'histoire, nous avons vu que la nature y apparaissait comme une invite à la mobilité, à la « course ». Il convient de nous demander maintenant si le peuple qui habitait cette contrée avait des dispositions à réagir contre l'influence dissolvante du milieu, ou s'il était au contraire d'un tempérament à céder à l'action centrifuge née de la topographie, du climat et des productions.

Deux éléments, différents d'origine et de culture, se juxtaposèrent, au début du XVIII^e siècle, sur les rives qu'arrose le Saint-Laurent. L'élément foncier ou primaire comprenait les multiples tribus, à l'humeur belliqueuse et nomade, auxquelles on a donné le nom générique d'Indiens ou de Sauvages. L'apport subséquent, est le contingent d'Européens sortis, pour parler comme les premiers occupants, des régions du Matin, armés de la foudre des canons et portés dans des pirogues aux grandes ailes frémissantes.

L'immigrant, tout autant que l'homme né du sol, se serait perdu, nous le montrerons, en agitations stériles pour la société et n'aurait rien fondé vraisemblablement de politiquement stable, permanent, si la forte main de l'Etat n'avait à propos dirigé ou rompu, selon le cas, son vouloir inquiet, son orientation tangentielle.

I. — L'INDIEN (1)

La race à la peau d'un jaune plus ou moins foncé, aux pommettes saillantes, aux cheveux noirs et lisses (2) que les blancs baptisèrent du nom de « race rouge », cette race qui se promettait l'immortalité (3), ne se rencontre plus aujourd'hui, ou peu s'en faut, en Amérique septentrionale, que dans les romans d'aventures. L'arrivée des colons, la destruction de la forêt et la mise en culture des terres lui apportèrent la misère et la ruine. Privé de sa subsistance, il fallut que l'Indien abandonnât son village, et s'enfuit toujours plus loin, chez les tribus étrangères. Les rares survivants de sa race expirent à nos portes. Mais au XVI^e siècle elle était maîtresse dans ses territoires et Antoine Bougainville, soldat au service du roi de France, consigne dans son *Journal* de 1757 : « Nous nous soutenons (au Canada) que par la faveur des Sauvages... La conservation de la Colonie en dépend, c'est le contre-poids qui fait pencher la balance de notre côté... Il faut leur faire part de tous les projets, les consulter et souvent suivre ce qu'ils proposent... » (4). Pour comprendre dans quelle mesure ils ont été un obstacle à la colonisation, et dans quelle mesure aussi leur existence l'a facilitée, il est indispensable d'entrer dans quelques détails.

Ce sont les Indiens qui, suivant en monômes, l'oreille alerte et l'œil perçant, les pistes tracées par le gros gibier et surtout par les originaux et les bisons, ont établi à travers les bois les premiers sentiers, sans lesquels la grande forêt aurait été presque inextricable; quelques-uns de ces sentiers correspondaient si bien à la nécessité géographique qu'ils ont été plus tard remplacés par des routes et souvent même par des chemins de fer. Ce sont les Indiens aussi qui firent con-

(1) Sous ce paragraphe on ne trouvera que des préliminaires; nous nous réservons de traiter en un chapitre distinct de l'activité économique des Indiens; ici nous faisons la statique, plus loin la dynamique.

(2) Pour une description très précise de l'Indien du Canada, V. Kalm II. 135; Pasquet, I. 8-21.

(3) Les Iroquois, selon Chateaubriand, s'appelaient eux-mêmes *Ongoueo-noué*, c'est-à-dire les « hommes de toujours », signifiant par là que leur race était éternelle et ne devait jamais s'éteindre (*Travels in America*, 2, 93).

(4) 3 RAQ 49, 285.

naître aux premiers explorateurs les portages qui permettaient de passer, par exemple, du bassin des Grands Lacs dans celui du Mississipi, et où ils avaient l'habitude de transporter ces canots d'écorce que les blancs leur empruntèrent. Grâce aux Indiens, les colons apprirent à tirer parti de toutes sortes de plantes nouvelles pour eux, à faire du sucre d'érable, à planter les gourdes qui variaient un peu le menu très monotone du pionnier. Surtout les Indiens leur donnèrent le maïs et le tabac et leur apprirent à les cultiver. On peut se demander ce que la colonie française serait devenue sans le maïs. Toute l'histoire de la colonisation devient incompréhensible si l'on fait abstraction de cette précieuse plante. A la manière indienne, les colons en semaient le grain parmi les arbres morts, enguirlandés de feuillages fanés, qu'ils ne prenaient pas le temps d'abattre. Non moins incompréhensible est cette histoire si l'on ne s'arrête au commerce des fourrures qui fournit dès le début le principal article d'exportation de la colonie et qui était avant tout un commerce indien. Les Indiens étaient les producteurs (1) : ce sont eux qui donnaient la chasse aux animaux dont ils échangeaient la toison contre la rassade des visages pâles. Sans eux, ce commerce essentiel eût été impraticable. L'Européen aurait eu à capturer lui-même, à grands frais, les fauves. Les nombreux comptoirs établis pour accommoder les diverses tribus n'auraient plus eu de raison d'être. Faute de preneurs, nulle marchandise n'aurait pénétré dans les terres (2).

En raison de ces services inestimables, l'Indien a bien mérité qu'on imprime dans la pierre l'image de sa silhouette altière et que la carte géographique du Canada conserve une toponymie riche de consonnances sauvages. Mais on ne peut non plus méconnaître qu'il fit obstacle d'autre part à la colonisation. Il n'approuva pas toujours l'invasion de ses territoires de chasse où blanchissaient les os de ses ancêtres (3) ; souvent il résista par la force. Que de tragédies s'en sui-

(1) Sauf les Iroquois (McIlwain, *op. cit.* ch. II) et les Hurons (Biggard, *Early Trading Companies*, p. 128), qui presque dès les commencements servirent d'intermédiaires entre les blancs et les tribus plus éloignées.

(2) Sur le rôle bienfaisant joué par les Sauvages, V. Kalm, II. 193-194.

(3) V. Harangue du chef Jérôme, 3 RAQ 260 et 1.108 : « l'Acte authentique des six nations iroquoises sur leur indépendance (Québec, 2 nov. 1748) : « Qu'ils avaient lié commerce avec les blancs tant français qu'anglais pour avoir des fusils, des couvertures et autres commodités qui leur étoient ci-devant incon-

virent! Que de « trappeurs » ont été ensevelis, sans croix ni pierre tumulaire, en un lieu douteux, en une ondulation indécise de l'interminable chemin fluide qui ne garde pas la trace des disparus!

Peut-être n'est-il pas inutile de remarquer qu'il n'y a presque aucune analogie entre les conditions que les Espagnols avaient rencontrées au Mexique et au Pérou et celles que les Français trouvèrent plus au nord. Dans ces deux pays, les conquérants espagnols avaient trouvé une population relativement dense, attachée au sol, vivant de l'agriculture, possédant des villes et une industrie déjà développée, pourvue, en somme, de presque tous les éléments essentiels de la civilisation européenne. La domination des Aztecs, au Mexique, et des Incas au Pérou, avait donné aux tribus indiennes une sorte d'unité qui, bien loin de nuire à la conquête, la favorisa: une fois en possession des grandes villes et du mécanisme du gouvernement, les Espagnols remplacèrent les Aztecs et les Incas comme classe dirigeante. Ils ne formèrent jamais qu'une minorité d'administrateurs, de soldats, de membres du clergé, de propriétaires de mines, de planteurs et de marchands. La population indigène se convertit au christianisme; elle adopta la langue et, au moins dans une certaine mesure, les mœurs et la civilisation des vainqueurs. Aujourd'hui encore, le fond de la nation s'y compose de métis et d'Indiens pur sang, plus ou moins complètement assimilés, si bien que le Mexique a eu des présidents de pure race indienne. Ce simple fait montre mieux que toutes les statistiques à quel point l'évolution du Mexique a différé de celle du Canada.

Au Canada la conquête franco-anglaise a fait place nette pour un grand peuple et pour une civilisation plus haute que celle qui aurait pu se développer chez une population de métis. Cette extermination progressive fut d'autant plus facile que la population indigène était peu nombreuse et sans cohésion. La nature des choses suffisait seule pour arrêter sa progression. Quoiqu'ils habitassent des contrées abondantes en gibier et en poisson, il y avait des saisons, quelquefois des années, où cette unique ressource manquait: la famine faisait alors d'horribles ravages chez des nations trop éloignées les unes des autres pour se donner des secours. Leurs guerres ou leurs hostilités pas-

nues; qu'ils avaient même vu avec plaisir s'établir des traiteurs dans leur voisinage, mais qu'ils n'avaient cédé leurs terres à personne; qu'ils comptent qu'elles sont toujours à eux; qu'ils ne les tiennent que du Ciel!... »

sagères, mais causées par des haines éternelles, étaient très destructives. Enfin, malgré les éloges qu'on donne à l'éducation la plus dure, spartiate, il est certain qu'un grand nombre de jeunes Sauvages périssaient par la faim, par la soif, par le froid et par les fatigues. Ceux mêmes dont le tempérament était assez vigoureux pour résister aux exercices communs dans ces climats, pour traverser les plus grandes rivières à la nage, pour faire des chasses de deux cents lieues, pour se défendre du sommeil durant plusieurs jours, pour se passer longtemps de nourriture: ces hommes en étaient moins propres à la procréation, et sentaient tarir en eux les germes de la vie. Peu parvenaient à la carrière que l'on fournit dans nos sociétés, où les habitudes sont plus uniformes et plus tranquilles (1).

Ces populations, si l'on excepte celles des Iroquois et des Hurons, n'avaient point, à proprement parler, d'établissements fixes, et campaient par groupes de tribus, au hasard des aventures de la chasse ou de la guerre; il est donc difficile de déterminer avec précision les territoires occupés par les uns et par les autres, et nous sommes réduits, sur la géographie ethnique de cette époque, à des données générales. Les principaux groupes de Sauvages sont au nombre de quatre: Les Esquimaux, à la Baie d'Hudson, les Abénaquis, entre le Bas Saint-Laurent et la Nouvelle-Angleterre, les Iroquois, au sud du lac Ontario, et les Outaouais ou Algonquins, dont le nom, moins précis encore que les précédents, était appliqué à toutes les nations du Bas Saint-Laurent et de la péninsule ontarienne.

Ces peuplades indigènes occupaient toutes les voies de développement de la future colonie: pour communiquer avec l'Acadie, elle devra s'assurer le passage à travers le pays des Abénaquis; les Iroquois commandent la route qui mène directement au Mississipi; enfin les Outaouais tiennent le chemin qui, de Montréal, conduit au Saut-Sainte-Marie, et, par ce détroit, à tout l'ouest du continent américain. L'obligation s'imposera donc à l'Européen d'établir des rapports réguliers avec les Sauvages, dès qu'il aura décidé de tirer parti du Canada (2).

Les Esquimaux se ressentaient de la stérilité de leur assiette terrestre. Ils étaient en petit nombre et d'une taille qui n'excédait guère

(1) Sur les causes du défaut de multiplication chez les Sauvages, V. Les-carbot, III. 831.

(2) McIlwain, *op. cit.* Introduction, ch. II; H. Lorin, Le comte de Frontenac.

quatre pieds. Cette nation faible et dégradée par la nature vivait constamment au voisinage de la mer, qui fournissait toutes ses provisions. Croirait-on que ces peuples passaient l'hiver sous des huttes construites à la hâte de cailloux liés entre eux par un ciment de glace, sans autre feu que celui d'une lampe allumée au milieu de la cabane, pour y faire cuire le gibier et le poisson dont ils se nourrissent (1).

On confond sous le nom unique de nations abénaquises trois tribus principales qui sont, du sud au nord, les Canibats, voisins des colonies anglaises, les Etchemins, qui habitent près de la baie de Fundy, enfin les Micmacs ou Souricquois, qui peuplent l'Acadie proprement dite et la côte orientale du Canada. Les Abénaquis passent pour être les moins prévoyants des Sauvages; ils vivent au jour le jour, de chasse, de pêche et de pillage; ce sera pour la Nouvelle-Angleterre des ennemis fuyards, insaisissables, comme les Iroquois pour les colons de Montréal (2).

Le pays des Iroquois s'étend près de quatre-vingts lieues en long sur un peu plus de quarante en largeur. Ses limites sont le lac Ontario, le fleuve Saint-Laurent et les contrées fameuses depuis sous le nom de New-York et de Pensylvanie. L'espace compris entre ces vastes bornes est fertilisé par de belles rivières. On y voit cinq nations qui comptent environ vingt mille guerriers. Sachant fuir en renards, — c'est leur langage, — attaquer en bisons et fuir en oiseaux, ils se mesurent sans cesse et avec succès avec les Algonquins (3).

Ceux-ci s'étendent du Saguenay à la tête du lac Supérieur sous des noms divers: Les Montagnais habitent le bas du fleuve Saint-Laurent, les Algonquins proprement dits occupent ses rives, depuis Québec jusqu'à Montréal, les Hurons ou Onédatats sont répandus autour du lac qui porte leur nom; quelques peuples moins considérables errent dans les intervalles. Réunis contre les Iroquois, sans pouvoir leur résister, ces nations verront dans les Français, leurs futurs hôtes,

(1) Kalm, II. 176-181; les travaux de Steensby sur les Esquimaux.

(2) Champlain, (1922), I. 308; Maurault, Hist. des Abénakis; Vetromille, *The Abenakis and their History*; Père Chrestien LeClercq, *Relation de la Gaspésie* (éd. Champlain).

(3) Colden, *History of the Five Nations*, Londres, 1747 et 1750. — et Morgan, *League of the Iroquois*, 1904. — Sur les rivalités entre Iroquois et Algonquins, Perrot, op. cit. ch. XIII et XIV; — Loiventhal (John), *Irokesische Wirtschaftsalternumer* (*Zeitschrift für Ethnologie*, 1921, pp. 171-233).

des alliés inespérés, dont ils se promettent un succès infaillible. Afin de les engager dans leur querelle, ils favorisent leur établissement (1).

II. — L'HOMME BLANC

A. — Technologie (2)

C'est au moment où se fermait en Europe l'ère du moyen-âge que la race blanche développa de jeunes pousses en Amérique. Ainsi la chute de Troie aurait naguère marqué la naissance de Lavinium. Et non moins pieusement qu'Enée sortit d'Ilion chargé du poids sacré d'Anchise, *oneratus pondera sacra*, dit Ovide, les pères de Québec transplantèrent avec eux en terre d'adoption les mœurs et les coutumes de leur pays d'origine (3). Aussi ne saurait-on bien comprendre la marche qu'ont suivie les institutions économiques au Canada, si l'on ne connaît au moins superficiellement le régime de production qui, à l'époque des découvertes maritimes, fleurissait en France.

Si l'anarchie entretenait les peuples de l'Amérique septentrionale dans la misère d'une vie errante, son antidote, la féodalité, tendait en Europe, par un excès contraire, à figer les énergies personnelles dans des cadres fixes et rigides. L'ordre aussi bien que le chaos risquait d'aboutir, — ironie des choses! — à des résultats identiques, à savoir à la stagnation, quoique à des niveaux différents, de toute vie productive. La structure seigneuriale pourra bien retrouver au Canada, en face d'un équilibre instable, voisin de la mobilité des inva-

(1) Sagard, op. cit.; Birket-Smith (Kaj.) A geographical study of the early history of the Algonquin Indians (Internationale Arch. für Ethnographie, vol. xxiv, 1918, pp. 174-222. — Blair (E.-M.), The Indian Tribes of the Upper Mississippi and Region of the Great Lakes, Bibliographies, notes, index, 2 vol. Cleveland, Clark, 1911; 412 pp. — Sur le désir des Sauvages d'entraîner les blancs dans leurs guerres et de faire commerce avec eux, V. Champlain (1922), I. 296, (1830), I. 179; Lescarbot, I. 228, 552 et III. 628.

(2) Voir Noël, op. cit., II, liv. I et II; Pigeonneau (H.), Histoire du commerce de la France, 2 vol., Paris, Cerf, 1889, II, 1-20. — Baudrillard (H.), J. Bodin et son temps. — Semple, op. cit., ch. I, 1-19. — Ed. P. Cheyney, European Background of American History, 1300-1600, N.-Y. Harper, 1904. — Margry (P.), Les navigations françaises et la révolution maritime du XIV^e siècle (1867).

(3) Kalm, I. 107.

sions barbares qui avait été sa raison d'être, un renouveau de jeunesse et pousser de nouvelles fleurs, mais dans son officine elle était condamnée à mourir et déjà l'on pressentait son déclin.

Néanmoins elle marquait encore tout de son empreinte, industrie, commerce, crédit, aussi bien que la constitution de la famille, celle de la propriété et celle de l'Etat. La France, où le servage n'était plus qu'une exception, était encore un pays de grande culture. La propriété roturière, c'est-à-dire la petite propriété et une faible partie de la moyenne (nous entendons par petite propriété celle qui ne dépasse pas 6 hectares, par propriété moyenne celle qui a plus de 6 hectares et moins de 50) occupait à peine un quart du sol, les trois autres quarts appartenant au roi, au clergé et à la noblesse.

La grande industrie, au contraire, n'existait pas. Dans la plupart des villes, les métiers étaient constitués en corporations, exerçant un monopole dans les limites de la commune. Les patrons qui se succédaient de père en fils, formaient une sorte d'aristocratie fermée; car le nombre des maîtres était le plus souvent limité, et le privilège dont jouissaient leurs fils et leurs gendres, les obstacles de toute espèce semés sur la route qui conduisait à la maîtrise, en interdisaient l'accès aux simples ouvriers qui n'appartenaient pas aux familles privilégiées. Chaque maître travaillait lui-même avec un petit nombre d'apprentis et de compagnons, suivant les règles minutieusement détaillées par les statuts de la corporation. C'était l'atelier, ce n'était pas encore la manufacture.

Les institutions de crédit répondaient à l'activité médiocre de la circulation et à la situation modeste de la richesse mobilière. Dans toutes les villes commerçantes, des changeurs, qui se livraient en même temps aux opérations de banque, et dont le ministère était rendu indispensable par la multiplicité des monnaies, par les perpétuelles variations du poids, du titre et de la valeur légale; l'intérêt commercial à 12 ou 14 %; l'intérêt du prêt sur gages à 35 ou 40 %; 800 à 850 millions de numéraire circulant en Europe, tel était l'état du crédit au commencement du XVI^e siècle.

Cet édifice économique, qui conservait encore son ordonnance toute féodale, était cependant fort ébranlé avant que les Basques et les Malouins eussent déchiré le voile qui couvrait les approches du Saint-Laurent. Dans toute l'Europe, les mœurs s'adoucissaient, les coutumes internationales prenaient un caractère plus stable; la formation des grands Etats, en améliorant la police et en faisant tomber une

partie des barrières intérieures, favorisaient les échanges: le rôle du commerçant grandissait. La prise même de Constantinople (1453), ne put entraver longtemps ses transactions avec le Levant et avec la mer Noire. Au contraire elle stimula la curiosité et l'esprit d'aventure des nations de l'Europe et les engagea à s'affranchir de l'intervention pénible et onéreuse des sectateurs du Prophète en recherchant une route nouvelle vers les Indes que des traditions lointaines semblaient leur révéler et dont la découverte transformerait assurément les relations internationales et l'existence même du vieux continent.

La découverte de la boussole ou l'application d'une force naturelle à la direction des navires devait bientôt satisfaire à ces aspirations nouvelles nées des événements et ouvrir à la science et aux ardeurs du prosélytisme chrétien vaincu dans sa lutte contre l'Islam un horizon désormais illimité. Le commerce, demeuré plus de cinquante siècles en possession des mêmes routes et des mêmes marchés, voit alors s'ouvrir devant lui des horizons inconnus et, en modifiant son allure et ses procédés, il allait faire avancer le monde à pas de géants dans la voie de la civilisation. Il était prêt pour l'exploitation de ces terres nouvelles que les découvertes maritimes lui révélaient. La Méditerranée cesse d'être la grande route du trafic avec les Indes; la vie commerciale se reporte vers l'occident: les ports de l'Atlantique, Séville, Lisbonne, Anvers et plus tard La Rochelle, Saint-Malo, Dieppe, Bristol, Londres, Amsterdam héritent de la prépondérance maritime de Venise, de Gênes et de Lubeck. En même temps qu'il se développe, le commerce change de caractère, il n'allait chercher au loin qu'un petit nombre de produits de luxe presque tous manufacturés, comme les soieries, ou des dentelles précieuses, comme les épices. La découverte de l'Amérique, de l'Afrique et des contrées de l'Extrême-Orient lui révéla des produits nouveaux, les bois de teinture et d'ébénisterie, l'indigo, le tabac, le café et lui permit de se procurer, à moins de frais, des marchandises jusqu'alors réservées à la consommation de luxe, le coton, les soies, le sucre, le poivre qui entrèrent dans la consommation courante. Chacun veut s'assurer une part de ces richesses; le commerce devient partout comme il l'avait été autrefois à Gênes et à Venise, colonisateur et conquérant. Dès lors, les ressources des particuliers ne suffisent plus, c'est l'Etat ou les compagnies privilégiées qui vont se substituer à l'initiative privée.

L'industrie voit à son tour des débouchés nouveaux devant elle; elle peut se procurer, en abondance et à bas prix, des matières pre-

mières, le coton, la soie, les bois précieux, les teintures que se réservaient jusque-là les républiques d'Italie, intermédiaires du commerce entre les Indes et l'Europe. En France, en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Espagne, elle étend sa fabrication, elle essaie de s'affranchir du monopole italien; mais en même temps elle réclame l'appui des gouvernements contre la concurrence étrangère; c'est au XVI^e siècle, et en faveur des industries nouvelles, que s'est organisé le système dont les timides essais n'avaient été jusqu'alors que des faits isolés et sans portée. Les prohibitions, les droits protecteurs, le pacte colonial, le monopole commercial de l'Etat, tout le système qu'essaieront d'appliquer le XVII^e et le XVIII^e siècle sont déjà en germe dans la pensée du XVI^e.

B. — Téléologie (1)

Les nouveaux venus au Canada pratiquent la propriété individuelle et le contrat d'échange, ils sont instruits dans les arts et métiers, ils arrivent pourvus d'outils, de semences, voire de vêtements et de provisions, pour subsister jusqu'à la première récolte. Grâce à l'apport de leur technologie, le Nouveau-Monde, jusque là stationnaire, va entrer résolument dans la voie du progrès. Toutefois, la révolution sociale et économique ne s'accomplira pas en un jour. Selon le mot de Choiseul, les immigrants ont à naître de nouveau sur le sol d'Amérique. La nature vierge, la pénurie des capitaux, les replacent dans les conditions primitives de l'humanité, au bas de l'échelle sociale. Le « milieu » recule l'aiguille du progrès et la remet à la première heure. Mais sa nouvelle révolution au cadran de l'histoire s'accomplit, en raison de l'expérience acquise, à une allure vertigineuse. Elle sonne coup sur coup les divers stades de l'évolution économique, et marque bientôt l'âge adulte de la nation.

L'aiguille ne s'avance guère d'un pas égal. Des influences diverses retardent ou favorisent tour à tour sa marche. Des forces psychiques, qui se présentent combinées et nuancées de toutes les manières possibles, l'une n'étant jamais complètement dépourvue de quelques traces de l'autre, agissent simultanément et en sens opposé: l'impulsion

(1) Cp. Georges Goyau, *Les Origines religieuses du Canada*, Paris, 1924, préface; — Fuller (G. N.), *Economics and Social Beginnings of Michigan*, 1916, p. v.

vers ce qui n'a ni face ni nom: l'inconnu, et l'impulsion vers la sociabilité. J'ai nommé la puissance morale, la puissance politique, la puissance économique, ou pour employer d'autres termes, les trois plans humains: l'Eglise, l'Etat et le Peuple. C'est avec ces éléments qu'on peut expliquer l'âme, le caractère, l'atmosphère de la nation canadienne à ses débuts, c'est d'eux qu'on peut déduire sa manière d'agir, de voir, sa volonté et son imagination, ses sentiments enfin sous tous ses aspects et comprendre ses institutions, comme des faits nécessaires se produisant et disparaissant successivement suivant une série régulière.

Que le pays se cultive (1), qu'à la faveur de ses richesses naturelles l'étranger s'y perpétue, que le Canada devienne un prolongation de la France: de cette destinée, les *marchands* n'ont cure, qui obtiennent, dans le principe, le monopole du commerce. Avant tout, leur étude est d'avoir en quelques points choisis de ces terres lointaines, un certain nombre d'agents qui soient de bons interprètes et de bons courtiers, leur appétit de « profiter » avec le sentiment de l'insécurité du lendemain, de « profiter » sur l'heure, sans attendre ou ne sait quelles maturités de l'avenir, profiter comme on respire, à pleins poumons.

Et quand le roi a réussi à transporter des laboureurs, ceux-ci, en mal d'imprévu, désertent habituellement les centres de colonisation, pour aller vivre la vie nomade, aventureuse et insouciant du coureur de savanes. A rôder dans les solitudes, allant où va le flot, ils apprennent quel ciel au loin brodent les étoiles, ils entendent la troublante symphonie des nuits magiques au désert, ils ont le frisson du merveilleux, quelques-uns font d'un coup des gains colossaux, mais leurs excursions menacent de devenir une source d'affaiblissement pour la colonie.

La mystique (2) agit, parallèlement à l'esprit mercantile, comme une force centrifuge qui éloigne chaque jour davantage le Canada entier du point qui est naturellement son ombilic: Québec. Plus encore que l'entreprise commerciale, écrit G. Bancroft, l'éminent historien des Etats-Unis, la religion porta la France au cœur du conti-

(1) Sagard: « pour crainte, disent-ils, que les Espagnols ne les en missent dehors ». (p. 58).

(2) V. C. P. Lucas, *A Historical Geography of the British Colonies*, vol. 5 (Canada) pp. 84-86.

ment américain, où elle s'épuisa (1). Ayant entendu la parole du Maître: « Enseignez toutes les nations », les missionnaires se sentent poussés plus loin, toujours plus loin (2), vers le sud dans les régions chaudes des lianes, ou vers le nord, sous les froids conifères, pour y trouver de nouveaux peuples où la lumière de la foi n'a jamais encore pénétré (3). Ils ont pour maxime ces mots de messire Jean-Jacques Olier, curé de Saint-Sulpice de Paris: « Le salut des infidèles est bien supérieur aux œuvres temporelles les plus pressantes, étant en soi une œuvre spirituelle d'un mérite plus grand ». Pour ce salut des infidèles et ce mérite ils se dispersent à travers l'inconnu; ils s'opposent à la colonisation huguenote et dénoncent le commerce des protestants; à leur école enfin se forment nombre de coureurs de bois. A l'expiration de leur contrat triennal de service, les « compagnons » laïques des « robes noires » reprennent leur liberté d'action pour s'attacher aux Sauvages et se livrer à un commerce clandestin des pelleteries. C'est ainsi que Nicolas Perrot, Charles Le Moyne, Jean Nicolet, et d'autres encore ont suivi les Jésuites (4).

(1) Bancroft, Histoire des Etats-Unis, traduction Gatti de Gamond, IV, p. 131. Paris, Didot, 1862; — Dans le même sens, l'abbé Lionel Groulx, Discours sur l'histoire du Canada rapporté dans *Le Devoir* du 26 nov. 1925, p. 2: « La pénétration française au cœur du continent fut tout autant une avance de l'apostolat catholique qu'une pénétration commerciale. » — Cependant voir B. Sulte: « Mr Thwaites properly observes that « it is not true, as Bancroft avers, that the Jesuit was ever the pioneer of New France; we now know that in this land, as elsewhere in all ages, the trader nearly always preceded the priest. But the trader was not a letter-writer or a diarist; hence we owe our intimate knowledge of New France, particularly in the seventeenth century chiefly to the wandering missionaries of the Society of Jesus. » (Note sur les « Relations des Jésuites », publiées par Thwaites, *The American Historical Review*, II, n° 3, avril 1897, pp. 522-523).

(2) V. Marie de l'Incarnation, Lettres, I, 84-85: « C'est une chose ravissante de voir tous nos révérends Pères prodiguer leur vie pour attirer tous ces peuples au troupeau de Jésus-Christ. C'est à qui ira aux lieux les plus éloignés et les plus dangereux, et où il n'y a aucun secours humain. Les souhaits qu'on fait ici les uns pour les autres sont: Allez, nous sommes ravis que vous alliez dans un lieu d'abondement. O plaise à Dieu qu'on vous fende la tête d'une hache! Ils répondent: Ce n'est pas assez; il faut être écorché et brûlé, et souffrir tout ce que la férocité des plus barbares peut inventer de cruel... Si cela arrive, leur dit-on, nous en chanterons le *Te Deum*... Voilà... des sentiments d'apôtre. »

(3) Georges Goyau, *op. cit.*, p. 202.

(4) V. R. P. Tailhan, note dans Perrot, Mœurs des Sauvages, pp. 257, 267, et Séraphin Marion, Les Relations, etc., ch. 7, p. 154.

Cependant l'apostolat n'est pas sans avoir acquis des droits à la reconnaissance et à l'estime de la patrie. L'idée de mission aide la Nouvelle-France à devenir populaire en Europe; la ferveur éveille la curiosité. Agents d'une propagande méthodique dans leur pays d'origine, les évangélistes contribuent aussi à la découverte des steppes du nord-ouest canadien et américain. Au milieu de quels dangers! Au prix de quelles fatigues! A chaque pas, la mort, qui les suit de son regard perçant, inlassable dans ses ruses, tourne autour du labyrinthe où ils errent. Elle les assiège de la crue des fleuves irrités, elle les épie dans la profondeur des gouffres où les cascades tombent en rugissant. Les forêts ferment la route, entrelaçant leurs chevelures, formant de noires murailles. Dans leurs profondeurs, au milieu des halliers obscurs, des draperies humides, oscillantes et visqueuses, pendent dans l'obscurité des nuits et tout un monde de reptiles siffle dans les ténèbres; chaque feuille froissée exhale une plainte et une pupille méchante brille dans chaque tanière. Combien, nus, misérables, abandonnés, sèment ce Golgotha et s'endorment du dernier sommeil!

De leur côté, les négociants concourent à augmenter l'influence politique de la France (1). L'échange des produits amène forcément l'échange des idées, le développement du bien-être. Civiliser un pays, c'est faire naître chez les habitants de ce pays des besoins nouveaux en leur procurant les moyens de les satisfaire. C'est, par exemple, inspirer à des peuplades le besoin de se vêtir, de se nourrir de façon plus saine et plus confortable, de se loger et de se meubler et leur fournir les moyens de satisfaire tous ces besoins. Or, c'est bien là le rôle des négociants qui créent des comptoirs dans le pays neuf. Et puis, d'entre les hommes venus pour vite s'enrichir et s'en retourner un grand nombre restent peu à peu captés par les charmes que versent nos climats. Il y vient, bien entendu, des oiseaux de proie, aux griffes rapaces; mais, dès les temps si durs de l'exploration et parmi les premiers transitaires, on voit des Français se laisser gagner par le sol qui a besoin d'eux. Ils ne se sauvent pas avec leur butin. Ils se différencient, en cela, des forbans et des corsaires qui, en ce même temps, désolent les mers, pillent et s'envolent insaisissables (2). Le

(1) V. A. Bougainville, 3 RAQ 271.

(2) Sur les « picoreurs de mer », Lescarbot, III. 650.

Français, sobre et tenace, demeure attaché à sa proie, avec une sorte de rude tendresse, avec une jalousie qui, peu à peu, transforme sa cupidité (1).

Si les courses lointaines des missionnaires et des négociants ont l'effet de reculer les bornes du Canada, qui ne voit qu'elles sont impuissantes à elles seules à constituer en Etat les terres conquises, à l'imitation des pays d'Europe. Elles procèdent d'un principe trop spécial: le « *trahit sua quemque voluptas*. » « Chacun tend à ce qu'il aime », observe Marie de l'Incarnation (2) « les marchands à gagner de l'argent par la traite des castors et les Révérends Pères et nous à sauver des âmes ». Il est à souhaiter qu'une notion plus large que celle des comptoirs, plus humaine que celle d'une théocratie anime les esprits (3). Les populations devraient tendre au sédentarisme, d'où résultent la stabilité, la cohésion et l'industrie, sources de culture et d'amples horizons de vie. Mais elles n'y sont pas portées d'elles-mêmes; elles rouleront et n'amasseront mousse, aussi longtemps qu'une puissance extérieure ne les brimera, ne les maintiendra en laisse.

Cette puissance qui pratiquera l'adage: « Il vaut mieux tenir que courir », où la chercher, sinon dans *l'Etat*? Quel autre que lui est en mesure d'assumer la tâche immense qui se déclare? De fait, il offre ses bons offices. Son génie ne tarde pas à découvrir l'étendue du mal et le cautère spécifique. Le succès ne répond pas toujours à ses efforts, mais nous commettrions un déni de justice que de l'accuser de ce chef de « n'avoir commis que des fautes » (4) dans la

(1) V. Lescarbot, I. 579: « Quand chacun eut fait ses semailles, c'étoit un merveilleux plaisir de les voir croître et profiter chacun jour... si bien que ce commencement de bonne espérance nous faisait presque oublier notre pais originaire. » Et I. 585: « Ce nous estoit grand deuil d'abandonner ainsi une terre qui nous avoit produit de si beaux blez, et tant de beaux ornements de jardins... » Aussi M. de l'Incarnation, I. 467.

(2) II. 218.

(3) Lescarbot, I. 13-14: « D'autres exposeraient volontiers leurs vies pour la conversion des peuples de delà. Mais il y faut au préalable établir la République... si l'on veut faire quelque avancement par-delà (car sans la République l'Eglise ne peut être) et y envoyer des colonies Françoises... »

(4) Gabriel Hanotaux, *La France vivante en Amérique du Nord*, p. 80. Paris, Hachette, 1912. — Dans le même sens, Rameau de Saint-Père, *Une colonie féodale en Amérique*, p. 301.

conduite de son entreprise coloniale. Il convient de distinguer entre la claire vision des problèmes, la rectitude des vœux et la grandeur des moyens.

Au moment où elle se met en frais d'informer le Canada, la France ne jouit pas d'une complète liberté de mouvement, ni d'un fonds d'énergie illimité (1). Le prince est sans cesse occupé à contenir une noblesse inquiète et puissante. La plupart des provinces qui composent la monarchie, se gouvernent pas des lois et des formes différentes. Tous les corps, tous les ordres ont des privilèges, ou toujours attaqués, ou toujours poussés à l'excès. La machine du gouvernement est compliquée. Pour la conduire, il faut manier une multitude de ressorts délicats. La nation négocie sans cesse avec le prince. N'est-il pas naturel que la fortune de la colonie suive les vicissitudes du royaume, progresse ou périclité avec lui?

Quels que soient les destins, c'est la gloire de la France d'avoir embrassé le problème de la colonisation dans sa plénitude (2). Immigration, fixation au sol par la répression des fugues, concentration des établissements et unité administrative, tel fut l'objet constant de sa politique canadienne. Elle ne négligea aucune ressource à sa portée pour la promouvoir. Concession de privilèges, gratifications, collation de titres de noblesse, elle stimula par tous ces appâts et ces récompenses l'énergie de ses sujets; elle mit elle-même directement la main aux mancherons de la charrue, à partir de 1663.

Durant le siècle consécutif à la découverte, le Roi a les mains liées. Son attention est retenue par des questions de politique intérieure; il a à faire face tour à tour à la Ligue, à l'Espagne et à la Fronde. Avant tout, il doit consolider son trône. Il ne saurait songer à accomplir seul le grand œuvre de la colonisation. Au lieu d'en laisser peser les charges sur le budget, il faut faire appel au capital

(1) Lescarbot, I. 4: « Que si le saint desir de ces bons Roys n'a réussi: comme il seroit à désirer, il en faut attribuer le défaut partie à nous-mêmes, qui sommes en trop bonne terre pour nous en éloigner, et nous donner de la peine pour les commoditez de la vie, après que la longueur de plusieurs centaines d'années nous a (faute d'exercice) affaiblissants: partie aux guerres externes et civiles qui ont continuellement surfaissé la France, et retenu nos François dans leurs bornes... soit lorsque l'étranger fomentoit nos divisions, et nous liguait les uns contre les autres, pour à notre ruine établir sa grandeur. »

(2) Contra: Adam Shortt, *Canada and Its Provinces*, Toronto, 1914, t. II. 446 et 477, sous réserves, p. 463-464.

privé. Mais le trafic à attendre au début, n'est pas suffisant pour rémunérer les capitaux engagés; le roi ajoute donc des concessions de terres, parfois aussi un monopole ou des privilèges pour certaines opérations commerciales. Longtemps même, il charge une compagnie d'assurer la sécurité, par l'organisation d'une force armée; et il lui donne une véritable délégation de la puissance souveraine, pour lever des droits et pour exercer la juridiction répressive et civile. Il hâte ainsi le développement de la colonie en faisant appel, pour la mise de fonds initiale, à des capitaux privés qui trouvent une rémunération dans l'exploitation des richesses du pays (1).

Naturellement, une fois cette première mise de fonds faite, il devient nécessaire de mettre un terme à des privilèges qui, étouffant la concurrence, finiraient par retarder le progrès d'une colonie devenue accessible à la liberté des entreprises; c'est ce que le Roi fait sous une forme mitigée en 1627, en créant la Compagnie des Cent Associés, et sous une forme absolue en 1663, alors qu'il est le seigneur incontesté de la France, que Versailles se couvre de palais et que des flottes entières sortent des chantiers maritimes. A partir de février 1663, tous les droits de propriété, justice et seigneurie, que possédaient au Canada les Cent Associés formant la Compagnie de la Nouvelle-France sont considérés par Louis XIV comme réunis à la Couronne de France; et quelques prérogatives qu'il accorde, en terre canadienne, à la Compagnie des Indes occidentales, c'est lui qui règne là-bas désormais, par un gouverneur et un intendant; la Nouvelle-France est à certains égards, assimilée à une province (2) de France (3).

(1) En faveur de cette politique, V. Colson, *Traité d'Economie politique*, I, p. 114, et Jean Bodin, et Montchrétien, et Roscher et Girault, et Chailly-Bert et Pauliat.

(2) « Pays d'exception » (Reinch) et non pas « pays d'élection » (Wrong).

(3) Sur la politique coloniale comparée de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Hollande, consulter: Herrick (C.-A.), *History of Commerce and Industrie*, 195-200, 227-229, 236-241; Bourne (E.-G.), *Spain in America*, 202-242; Moses (B.), *Spanish Rule in America*, 293-312; Munro (W.-B.), *The Seigneurial System in Canada*, 101-158; *Id.*, *Canada and British North America*, 133-155.

III. — CONCLUSIONS

Eclairée par ces vues préliminaires et d'ensemble, l'histoire industrielle du Canada, des origines à la domination anglaise, nous paraît se diviser logiquement en deux grandes périodes, l'indigénat ou l'économie naturelle, la colonisation ou l'économie d'échange.

L'éloignement dans le temps ne doit pas nous arrêter. Il faut aimer tous ceux qui sont nés sur ce sol et qui ont contribué à en faire un Etat. Les hommes de l'âge néolithique qui ont vécu entre les monts Apalaches et les blancheurs du pôle posaient déjà les assises du pays. Ils sont l'anneau premier d'une chaîne sans terme de générations. Nous leur devons une tendresse particulière, parce qu'ils ont combattu au bord des mêmes collines où s'est développée la longue lignée d'hommes dont le courage, les vertus et les défauts ont constitué le Canada. Aujourd'hui, le pauvre Indien, refoulé ou submergé, contemple, tel un panorama de rêve, les plaines que jadis ses pères ensanglantèrent de leurs pieds, il travaille et souffre en silence, mais imprègne un peu de sa tristesse le soleil impassible qui l'a abandonné. Et la nuit, l'engoulevent criard (notre bois-pourri) répète sans cesse la plainte des âmes des Peaux-Rouges morts dans les combats contre les Blancs (1).

D'entre les Européens, les administrateurs, auxquels va, et justement, notre admiration, auront une place à part; mais nous parlerons des humbles en même temps que des grands; c'est rendre à qui-conque travaille la justice à laquelle il a droit, c'est nous habituer à ne mépriser aucune tâche et à ne jalouser aucune gloire. Le Canada n'a pas été informé seulement par le glaive de ses capitaines et la pensée de ses hommes d'Etat: il est aussi l'œuvre du dévouement infatigable, du travail silencieux, de l'abnégation héroïque de la foule obscure de ses plus modestes serviteurs. C'est avec incroyable peine et incroyable risque que les précurseurs dans le domaine pratique de notre existence nationale ont, avec des mobiles ou des buts différents, mais avec une égale obstination, semé la vie et le mouvement dans les solitudes où ne régnaient que le silence et l'abandon. Ténaces et laborieux, répétant mille fois la même besogne ignorée, ne

(1) Pour cette légende, voir Kalm, I. 114.

se rebutant jamais, ils sont arrivés peu à peu à réunir les trésors anonymes qu'ils nous ont transmis et qui nous font relativement libres et opulents. Créateurs du « milieu », ils méritent, inconnus ou méconnus, d'apparaître comme les tisserands authentiques de l'épopée industrielle canadienne. Forcément ils ont détruit une civilisation indigène qui, d'ailleurs, portait déjà des germes de mort; mais, en la remplaçant dès leurs premiers pas par une autre d'essence supérieure, ils nous ont incorporés, corps et âme, à l'histoire d'Europe, et du continent nouveau ont fait la prolongation de l'ancien, et la réserve de son avenir.

SECONDE PARTIE

L'activité économique

TITRE I

L'indigénat ou l'économie naturelle

L'activité économique, au Canada, a tout d'abord son centre dans la maison. L'Indigène ne poursuit, à l'origine, d'autre fin que la satisfaction de ses besoins propres et de ceux de sa famille. Les relations d'échange font défaut à l'intérieur des premières communautés nord-américaines ou ne comptent pas (1). C'est seulement pour certains buts

(1) En effet, il ne faut pas être trop absolu. Les Peaux-Rouges font des échanges. Même, des tribus, telle celle du Petum ou des Cheveux Relevés (Champlain, 1830, I. 357; Sagard, 78, 124, 191-192), y consacrent presque exclusivement leur activité. Mais ces échanges prennent une forme originale, la forme de présents mutuels (Lescarbot, I. 52), sans marchandage aucun (Lescarbot, III. 885). Ils soulignent ou symbolisent, comme l'expliquent une pantomime et une harangue, les intentions désintéressées et tout amicales du donateur. En voici un exemple : « Tous étant assemblés et chacun ayant pris sa place, le grand Iroquois se leva, et regarda premièrement le soleil, puis ayant jeté les yeux sur toute la compagnie, il prit un collier de porcelaine en sa main, et commença sa harangue d'une voix forte en ces termes : Ononthio, prête l'oreille à mes paroles, je suis la bouche de tout mon pays... Il se mit à chanter... Après qu'il eut bien chanté, il dit que le présent qu'il tenait en la main remerciait M. le Gouverneur de ce qu'il avait sauvé la vie à Tokhiahenchiaron. Il en tira un autre, qu'il attacha au bras du sieur Couture (interprète) en disant tout haut : C'est ce collier qui vous amène ce prisonnier... Le troisième témoignait que les présents que M. le Gouverneur avait donnés à l'Iroquois qu'il avait renvoyé, avaient été distribués aux nations qui leur sont alliées, pour arrêter leur colère... Le quatrième collier était pour nous assurer que la pensée de leurs gens tués en guerre ne les touchait plus, et qu'ils mettraient leurs armes sous les pieds... Le cinquième présent fut donné pour nettoyer la rivière et en ôter les canots ennemis qui la pourraient troubler et empêcher la navigation... Le sixième pour aplanir les sauts et chutes d'eau... et avec ses mains et ses bras, il arrêta ces torrents et les mettait à l'uni. Le huitième frayait tout le chemin qu'il faut faire par terre. Vous eussiez dit qu'il

agraires qu'intervient l'économie collective ou de la peuplade (Sagard, 138).

I. — CAUSES SOCIALES

La non-circulation des biens découle en partie de l'uniformité qui, dans ce temps, caractérise la production. Les populations errantes d'alors se livrent exclusivement, ou peu s'en faut, aux mêmes indus-

abattait les arbres, qu'il coupait les branches, qu'il repoussait les forêts, qu'il remplissait de terre les lieux profonds. Voilà, disait-il, tout le chemin net et poli. Il se baissait contre terre pour niveler les campagnes de sa vue, et voir s'il n'y avait plus de pierre, ni de bois où l'on pût heurter en marchant : c'en est fait, on verra la fumée de nos bourgades depuis Québec, tous les obstacles sont ôtés. Le neuvième était pour témoigner que nous trouverions du feu tout prêt dans leurs maisons ; que ce feu ne s'éteindrait ni jour ni nuit et que nous en verrions la clarté de nos foyers. Le onzième nous invitait à manger avec eux... Le douzième, dit-il en élevant la voix, est pour dissiper tous les nuages de l'air, afin qu'on puisse voir à découvert que nos cœurs et les vôtres ne sont point cachés, et que le soleil et la vérité donnent du jour partout... Après que le grand Iroquois eût expliqué tout ce que ces présents voulaient signifier, il ajouta : Je m'en vais passer le reste de l'été dans mon pays, en jeux, en danses et en réjouissances pour le bien de la paix... La conclusion fut que les Iroquois, les Algonquins... et les Français danseraient tous ensemble et qu'ils passeraient la journée dans l'allégresse. » (Marie de l'Incarnation, I. 246-253). « Il n'est pas de la dignité de répondre sur-le-champ », (on le fait) « le lendemain » (Bougainville, RAQ 1923-1924, 270). Comme mesure des valeurs et moyen d'échange les Sauvages se servaient de colliers (connus encore sous les noms de « carquants », « matachia », « patenostres », « porcelaines », « wampum ») consistant le plus souvent en grains polis de « porcelaine » d'huître, parfois simplement de poils de porc-épic teints de diverses couleurs (La Hontan, 81-82). Pour les présents qu'ils faisaient en commun les Sauvages de chacune des tribus constituaient un « thresor de la Republique » (Sagard, 370-372), c'est-à-dire « un certain amas de collier de pourcelines, rassades, haches, cousteaux, et generally de tout ce qu'ils gaignent ou obtiennent pour le commun ; soit à la guerre, traicté de paix, rachapt de prisonniers ; péages des Nations qui passent sur leurs terres, et par toute autre voye et manière qui se présente ». « Toutes ces choses sont mises et disposées entre les mains, et en la garde de l'un des Capitaines du lieu, à ce destiné, comme Thresorier de la Republique : et lors qu'il est question de faire quelque present pour le bien et salut commun de tous, ou pour s'exempter de guerre, pour la paix ou pour autre service du public, ils assemblent le conseil, auquel, après avoir deduit la necessité urgente qui les oblige de puiser dans le thresor, et arrêté le nombre et la qualité des marchandises qui en doivent estre tirees, on advise le Thresorier de fouiller dans les coffres, et d'en apporter tout ce qui a esté ordonné, et s'il se trouve espuisé de finances, pour lors chacun se

tries extractives (1). La chasse, la pêche et la cueillette, dont les fruits sont immédiatement utilisables, sans transformation profonde, absorbent les énergies du Sauvage et satisfont à ses désirs rudimentaires. Mais l'inexistence du commerce est moins l'effet d'une cause économique que d'une cause juridique. Elle procède de l'ignorance où vivent ces peuples de la notion même d'un domaine. Ceux-mêmes qui s'arrêtent dans des habitations fixes, ne disputent à personne le droit de s'établir dans leur canton, pourvu qu'on ne les inquiète pas. La terre, disent-ils, est faite pour tout le monde; personne n'en doit retenir la part de deux. La franchise, qui couvre le fonds s'étend aux produits naturels pouvant se détacher du sol: l'eau, les pierres, le bois, les plantes, les fruits et les animaux sauvages. Tous les biens, meubles et immeubles, sont libres; rien dans la nature n'est objet de commerce. Le premier occupant d'une chose a la faculté d'en jouir; il ne lui appartient pas de s'en attribuer à perpétuité le profit exclusif.

Un mépris aussi profond de la propriété inhibe l'éveil de cet instinct d'acquisition qui porte l'homme à se créer un patrimoine et à l'accroître indéfiniment par voie de transactions. C'est moins par ce qu'il possède, que par ce qu'il donne, qu'un Sauvage aspire à la considération (2). Sa table et sa cabane sont jour et nuit ouvertes à tout venant (3). Il partage libéralement le peu qu'il a de provisions, avec ceux dont la fortune a trompé les espérances. C'est dans les fêtes (4)

cottise. librement de ce qu'il peut, et sans violence aucune donne de ses moyens selon sa commodité et bonne volonté; et jamais ils ne manquent de trouver les choses nécessaires et accordées, tant ils ont le cœur généreux et assis en bon lieu, pour le salut commun (Sagard, *ibid.*). — Lescarbot, II, 821. — Cp. Charles Gide, *Principes d'Economie politique*, Paris, Sirey, 1920, 22^e édition, p. 237: « Le *don* paraît avoir été pratiqué avant l'échange et on croit même que c'est lui qui a donné naissance à l'échange sous la fiction d'un don réciproque ».

(1) Sagard, 133.

(2) A. Bougainville, 3 RAQ 277.

(3) Sur l'hospitalité des Sauvages, v. Perrot, 71 et suivants; Sagard, 112; Relations de 1634 (V, 29 et XIII, 8), de 1635 (36 col. 2), de 1636 (VI, 118, col. I), et enfin de 1673 (II, 8 du manuscrit original).

(4) Sur les festins des Sauvages, l'étiquette qu'on y gardait et l'art culinaire, cf. Champlain (1922), I, 99-102, (1830), I, 113, 262, 374-377; Lescarbot, I, 288-290, 292, III, 644, 960, 967, et ch. 13: « Ils font tabagie (i. e. festin) tant que la provision dure: et celui qui a chassé est cil qui en a le moins. Car c'est la coutume qu'il faut qu'il serve les autres, et ne mange point de sa chasse. » — Sagard, 62, 69, 125, 135-141, et ch. IX (143-150), 222. — Perrot, 13-18, 39, 71; La Potherie,

que brille surtout cette hospitalité généreuse, qui fait un bien public des avantages d'un particulier. Dans ces occasions, le fruit d'une chasse de six mois est consommé en un jour. L'aspect du bonheur présent dérobe aux yeux du naïf enfant de la forêt le mal qui peut suivre. Il festoie avec gloutonnerie aux heures d'abondance, quitte à jeûner stoïquement aux heures de famine. Nul souci du lendemain; à défaut de gibier, il vivra de glands; à défaut de glands, il se nourrira de sève ou de « trippes de roche » (1).

L'imprévoyance de ce dépensier le prive de capitaux, condition d'une production ultérieure, plus féconde et variée. La pauvreté de l'outillage économique ne le cède qu'à la pénurie des approvisionnements (2). L'Indien n'a point inventé la charrue ni la roue, ni fait la conquête des ruminants, premier objet de la civilisation: le chien est le seul animal qu'il s'associe. Il dispose, à la vérité, de quelques instruments, mais frustes et peu efficaces. Le génie d'utiliser les métaux, dont il y a abondance de gisements, n'a pas encore été donné à l'homme sylvestre, sa main doit confectionner les rares outils, d'écorce, de peau ou de pierre polie.

Que ce prodigue, dénué de capitaux, vienne à mourir: que feront les survivants de son maigre héritage? La religion exige que les objets qui ont été à l'usage du défunt l'accompagnent dans la tombe. Quand on songe à la somme de travail que demande souvent aux primitifs la fabrication de leurs meubles, on ne s'explique pas le sacrifice consenti, à chaque décès, du produit de tant d'efforts et de patience. C'est que l'utilité effective des armes, des outils, apparaît à leurs yeux quelque chose de tout à fait secondaire, au prix du lien mystique

II. 184; Relations de 1634 (VI, 31, 32, 34, VIII, 37, XIII, 64 et 77, col. 2), de 1635 (IV, 15, col. 2, et 17 col. 2), de 1637 (II, 113, col. 2), de 1642 (X, 84, col. 2), de 1648 (XIV, 75, col. 1); — le P. Rasle dans les *Lettres Edifiantes* (VI, 176 et suivants); — La Hontan, 48.

(1) La « tripe de roche » est une espèce de lichen dont il est souvent parlé dans les anciennes relations du Canada; v. Relation de 1671 (IV, 35), de 1663 (VIII, 18, col. 2), de 1667 (II, 6, col. 1); — La Potherie (II, 57).

Sur les racines dont vivaient les Indiens, v. Kalm, I. 105-106 et passim.

(2) Sur les approvisionnements, sécherie, caches et greniers, cf. Champlain (édition Champlain), I. 410, (1830) I. 119, 165, 391, 321; — Lescarbot, III. 927; — Sagard, 68; — Relation du Père Le Jeune, 1634; — Marie de l'Incarnation, lettre de l'année 1665; — Neill (E. D.), *The History of Minnesota*, Philadelphie, 1858, 443.

qui fait participer ces objets à l'être de celui qui les a créés et qui en use. Ce lien mystique ne saurait être rompu par la mort (1).

II. — CAUSES PSYCHIQUES ET PHYSIQUES

Le défaut d'institutions qui consacrent les droits de propriété et de succession rend vaines les conventions d'échanges. L'état politique et religieux de sa nation ne lui permettant pas d'accumuler des richesses par la mise en vente sur le marché du surplus de son travail, l'Indien s'abstient de produire en superflu. « Des biens de ce monde, il ne fait compte » (2). Content de sa destinée, il n'éprouve pas non plus de besoins artificiels. Le sentiment inquiet de sa propre faiblesse; cette lassitude de tout et de soi-même qu'on appelle ennui; le désir de fuir la solitude et de goûter au milieu des raffinements des villes la délicatesse des arts, ne troublent pas sa quiétude. Seule la nécessité brutale de se nourrir, comme de se protéger contre les intempéries des saisons et la malice de l'ennemi, constitue le moteur de son activité.

Encore ne ressent-il pas la pression de cette force au point de renoncer à sa vie indolente et à s'astreindre à déployer une activité régulière. Le Peau-Rouge n'est pas à l'heure; il suit le soleil et la saison de l'année. L'assiduité au labeur quotidien, fut-il du meilleur rapport, lui répugne. Seules les entreprises de combat et d'aventure exercent assez d'empire sur sa nature insouciance pour la tirer de la torpeur à laquelle il s'abandonne. Sa vie et sa gloire, c'est la chasse, jeu d'aristocrate (3).

La nature elle-même favorise son humeur vagabonde. Les forêts ne sont qu'un vaste repaire rempli d'une multitude de bêtes fauves. La disette du gibier règne-t-elle au midi, on dirige les battues vers le septentrion. Le Sauvage n'a pas de maisons bien fermées, ni de foyers commodes; mais les fourrures lui servent de toit, de vêtement et de poêle.

(1) Sur les funérailles, Voir: Biard (VIII, 17-20); Champlain (1922), I, 49, (1830) I, 261, 393-395; Lescarbot, II, 49, III, 967; Sagard, 233-234, ch. XXI (282 et suivants); relations de 1636 (VIII, 128-131) et de 1639 (X, 46, col. 1); — La Potherie, II, 43-45; Lafitau, II, 388 et suivants; Charlevoix, III, 371-376; Ferland, I, 101, 102; — Lettres Edif, VI, 178-179.

(2) Lescarbot, I, 326. Voir aussi La Hontan, III, et Sagard: « Il n'a aucune passion pour les biens terrestres qu'il possède comme ne les possédant point ».

(3) Lescarbot, III, 860, 861, 873; — Marie de l'Incarnation, II, 3, 396.

Sa constitution physique même, douée de plus d'agilité que de vigueur, le rend plus propre à supporter les fatigues de la course que les peines du travail sédentaire. Une finesse de sens que tout cultive et rien n'émousse le prédispose à la vie nomade. Par la vue ou l'odorat, il découvre des vestiges sur le jeune gazon, sur la terre sèche et dure, sur la pierre même; il distingue à la manière dont ces figures sont imprimées, les traces des nations différentes, et ceux des hommes et des femmes. Sa mémoire topographique tient du prodige. Il suffit à ce peuple d'avoir été une seule fois dans un lieu pour en avoir une idée juste, qui ne s'efface jamais. Quelque vaste et peu battue qu'est la forêt, il la traverse sans s'égarer, et va déboucher précisément à l'endroit où il projetait de se rendre. Les fines modalités que revêtent les arbres et les buissons, suivant qu'ils exposent au nord ou au midi, lui tiennent lieu de boussole. Dans le temps les plus nébuleux, il suit plusieurs jours le soleil sans se tromper (1).

III. — LA RÉPARTITION DES TACHES

Dans cette économie, qualifiée par Aristote de naturelle, où chacun produit pour soi, en l'absence de commerce et de l'appropriation des biens, personne ne peut s'attendre à vivre des sueurs du prochain; le travail doit être universel. Tout individu doit pourvoir à sa propre subsistance et ne regagner souvent sa hutte, à la lumière des étoiles qu'après avoir dépensé des efforts qui, pour n'être pas toujours continus, doivent avoir à certains moments une extrême intensité.

L'usage veut que les tâches se répartissent entre les sexes (2). L'homme conscient de sa supériorité, s'attribue les travaux nobles, c'est-à-dire la chasse, les fonctions religieuses et les palabres; la femme, plus humble, se consacre aux travaux vils, non seulement du ménage, dont elle façonne les ustensiles, et les meubles, nattes, paniers, vêtements, poterie, mais aussi du transport, comme une vraie bête de somme, et même à la culture des champs.

(1) Sagard, ch. 14 (179-184); — Bougainville 3 RAQ 235; — La Hontan, 68.

(2) Sur la répartition des tâches, voir Cartier, 185; Thévet, Singularitez, réimpression de 1878, 410; — Champlain (1830), I. 381-382; Lescarbot, 805, 807, 808 et Liv. 6, ch. XVI et XVII; Sagard, ch. VII; Relations de 1633 (II, col. 2 et 12) et de 1634 (V, 28, col. 2); — Le P. Lafitau, II. 3, 63 et suivants, 106 et suivants; — Lettres édifiantes, VI. 179, 329; — Marie de l'Incarnation, II. 396.

L'homme ne participe, en général, aux plantations, que pour certaines opérations préliminaires ou finales. C'est à lui, par exemple, qu'il appartient de fabriquer les instruments aratoires, de marquer les champs et d'abattre les gros arbres. Mais le terrain déblayé, c'est la femme qui met la semence en terre, qui cultive la plante et emmagasine la récolte.

On a vu dans ce partage lésion un abus de la force. Cette explication n'est peut-être pas tout à fait inexacte. Mais telle n'est pas l'agronomie des indigènes. Suivant le Peau-Rouge, l'origine de cette division du travail est mystique (1). Si la femme est chargée, à peu près exclusivement, de l'araire, c'est qu'elle représente le principe de la fécondité. Pour que le terroir produise, il faut qu'entre lui et l'agriculteur il s'établisse une participation; il faut que la fécondité passe dans l'humus et que par conséquent ce planteur en porte en lui-même le principe. L'homme aurait beau, dans la clairière, prendre autant ou plus de soin que la femme, retourner la glèbe avec plus de force, biner et repiquer: peine perdue! La terre ne produirait qu'à contre-cœur et maigrement. Seul, le travail de la femme rend fertiles les jardins, car c'est le sexe qui donne cette vertu (2).

IV. — ORGANISATION DE LA PRODUCTION

Les individus de l'un et l'autre sexe ne travaillent pas isolément, sauf si la nature de leur labeur ne se prête pas au concours des forces. Personne n'aime le travail ni le jeu solitaire. Le clan, c'est-à-dire la communauté des mâles ou des femelles, considérée en dehors des cadres de la famille, forme l'unité industrielle. Ainsi les femmes choisissent, au printemps de chaque année, un chef de corporation. L'époque des semailles venue, l'équipe se rassemble, un matin, aux abords de la bourgade, pour de là gagner la campagne, où elle défonce le sol, puis l'ensemence. Elles ne procèdent pas différemment au temps de la récolte. De même les femmes font de concert, sous l'œil d'un contre-maître, du bois de chauffage et le charroi des fagots.

(1) Voir Schoolcraft, Onéota, p. 82 et Longfellow, *The Song of Hiawatha*, chant XIII, *Blessing the Cornfield*.

(2) Voir Lévy-Bruhl (L.), *Les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, Paris, F. Alcan, 1910, p. 34, et Id., *La Mentalité primitive*, 1922, ch. X, par. II, pp. 360-361. Aussi *l'Ame primitive*, du même auteur.

Les hommes recourent également chaque fois qu'ils le peuvent, à la coopération (1). Les chasses et les pêches poursuivies par des « partis » nombreux rapportent plus de fruits. Importe-t-il de « lever » une cabane de quelque dimension, on convoque les jeunes gens de la bourgade, on leur sert un festin pour leur donner du courage, puis, en moins d'une couple de jours, l'édifice est debout. Les Canadiens s'inspireront de ce procédé pour ériger leurs constructions.

Lorsque les deux clans tendent au même but, et que l'un devient solidaire de l'autre, le clan qui assume le rôle principal exerce aussi le commandement suprême. Ainsi dans les grandes chasses d'hiver, la corporation féminine se désagrège, et chaque femme se met au service de l'un ou l'autre des chasseurs. Inversement, dans la bourgade, les femmes dirigeant la production, les guerriers remplissent, séparément ou en corps, la fonction subalterne de sentinelles.

Sous la loi des clans, composés de sujets libres, vit une catégorie de producteurs moins avantageés : la classe des esclaves et des efféminés. Captifs épargnés à la mort précisément en vue d'être réduits en servitude, les esclaves font ce qu'il y a de plus dur et de plus vil dans tous les genres d'industries. D'aucuns finissent par gagner la confiance de leurs vainqueurs et ils sont adoptés comme des « frères ».

L'autre élément de la classe servile se recrute parmi les membres de la bourgade que la peur des fatigues et des privations de la chasse ou de la guerre a induit à désertier le camp des hommes pour se vouer aux occupations féminines. Ils en sont punis par le dédain et le mépris de leurs congénères. Quand un homme, autre qu'un infirme, un vieillard, s'abaisse à cultiver les champs, il est banni, sauf chez les Hurons, de la société de ses semblables, est classé comme femme, et exclu des conseils de sa nation.

V. — LA CHASSE

Les Indiens, dont l'on vient de décrire l'organisation industrielle, n'entreprennent rien sans l'aveu des songes (2). La consultation de

(1) Sagard, 96-97; Marie de l'Incarnation, II, 396.

(2) Sur les songes, leur origine d'après les Sauvages et les superstitions auxquelles ils donnaient lieu, consulter les relations de 1648 (XII, 70, 71), de 1663 (17, col. 2), de 1636 (II, 10, col. 2; et III, 109, col. 2), de 1642 (X, 86, col. 2), de 1662 (IV, 9), de 1670 (VII, 66, 73, 73), de 1656 (IX, 26, 27), de 1671 (III, 17), de

cet oracle n'est pas un simple préliminaire de la chasse ou de la pêche, comme la messe de la Saint-Hubert, par exemple, la poursuite effective du gibier ou du poisson demeurant l'essentiel. Au contraire, pour la mentalité indienne, les opérations mystiques seules peuvent assurer la présence et la capture de la proie. Si l'Indien ne parvient pas à apercevoir en rêve une troupe d'originaux ou de cerfs, c'est que, malgré son jeûne, ses danses, ses incantations, l'essence mystique de ces animaux lui reste hostile. Dès lors, à quoi bon chasser? Il n'en rencontrera pas. Ils demeureront invisibles, ou, s'ils se laissent voir, ils ne se laisseront pas atteindre. L'animal ne saurait être tué contre son désir ou sa volonté. S'il apparaît, au contraire, à l'Indien pendant son sommeil, ce rêve garantit que « l'esprit » de la bête s'est laissé fléchir, et que la chasse sera heureuse.

Le songe tarde parfois à venir. Alors on le provoque. Le jeûne (1) est le moyen de supplication ordinaire. Lors des grandes battues hivernales, les chasseurs observent un jeûne de huit jours pendant lequel il n'est pas même permis de boire une goutte d'eau. Ils ne cessent de chanter tant que le jour dure. Plusieurs se découpent la chair en divers endroits du corps. Tout cela pour obtenir des esprits qu'ils fassent connaître où l'on trouvera beaucoup d'ours. Avant que de partir, il faut que tous, ou du moins le plus grand nombre, aient vu en rêve des ours dans le même canton. Ensuite ils se baignent, quelque temps qu'il fasse, il y a un festin offert par le chef de la chasse, qui ne mange rien, mais raconte ses prouesses de chasse. Nouvelles invocations aux mânes des défunts ours. On se met ensuite en marche, barbouillé de noir, équipé comme pour la guerre, et parmi les acclamations (2).

Pour rendre la chasse (3) plus fructueuse et plus passionnante,

1672, (II, 38); Sagard, 128; Lévy-Bruhl, *La mentalité primitive*, 133 et s., 174; Id., *Les Fonctions mentales*, 263 et s.; Freud (Sigm.), *Totem et Tabou*, Payot, Paris, 1924, II et s., 13, 32-62, 141-148, 183-196; Reinack (S.), *Cultes, Mythes et Religions*, 1909, I, 17 et s.

(1) Sur les jeûnes, cf. *Relations de 1634* (III, 23, col. 2), de 1667 (V, 12, col. 2, XI, 22), de 1672 (II, 38, col. 2), de 1673 (*Relations inédites*, I, 107, 108).

(2) Charlevoix, *Journal* (1721), III, 115-116; Nicolas Perrot, 66-67; Boas, *The N-W. Tribes of Canada*, 1894, 460.

(3) Sur la chasse des Sauvages, voir Thévet, *Singularitez*, 403-404; Champlain (1839), I, 92-93, 334-335, 347-349; Lescarbot, III, liv. 6, ch. XX; Perrot, ch. XI; — *Relations de 1634* (IX, 41 et s.), de 1676 (III, 61 du ms. orig.); de 1672 (II, 38); Charlevoix, III, 128-129.

toute la nation y va (1), comme à la guerre; hormis les vieillards arrêtés par la décrépitude, tous se mettent en campagne, les hommes pour tuer le gibier, les femmes pour le porter, le sécher. Puis, on rivalise de courage et d'astuce. Tantôt on investit les bêtes dans un grand cercle, qui se resserre sans cesse, et au centre duquel, percées de coups, finalement elles tombent; tantôt, on les réduit à chercher refuge sur la plage d'un lac ou d'une rivière, et au moment où elles tentent d'échapper à la nage, des pirogues leur coupent la retraite; d'autres fois, affolés par la clameur des hommes et les aboiements de la meute, les quadrupèdes se précipitent par la porte étroite d'un enclos de pieux, dressés en embûche sur leur passage, et par le fait même se constituent captifs. On fait rarement une chasse malheureuse.

Le gibier abattu et ramassé, de nouvelles opérations magiques sont nécessaires, pour fermer le cycle que les songes ont ouvert; aux rites d'entrée correspondent des rites de sortie. « Dès qu'un ours est tué, le chasseur lui met entre les dents le tuyau de sa pipe, souffle dans le fourneau, et remplissant ainsi de fumée la gueule et le gosier de la bête, il conjure son esprit de n'avoir aucun ressentiment de ce qu'il vient de faire à son corps, et de ne point lui être contraire dans toutes les chasses qu'il fera par la suite » (2).

VI. — LA PÊCHE (3)

Le pêcheur, comme le chasseur, doit subir une préparation mystique. « En chacune des cabanes de la pêche, il y a ordinairement un prédicateur qui a accoutumé de faire un sermon aux poissons. Il prêche tous les jours après souper, après avoir imposé silence, et fait ranger un chacun à sa place, couchés de leur long sur le dos. Il exhorte, il conjure les poissons d'avoir bon courage, de venir et de se laisser prendre, puisque c'est pour servir à de leurs amis, qui les honorent et ne brûlent point leurs os » (4). On brûle aussi parfois, pour obtenir bonne pêche, du tabac, en prononçant des paroles caba-

(1) Marie de l'Incarnation, II. 396.

(2) Charlevoix, III. 118; Perrot, 66; Champlain (1830), I. 353; Heckewelder, *The Indians Nations* (Trans. of the *Amer. Philosophical Soc.*, I. 240).

(3) Champlain (1830), I. 106, I. 235. — Lescarbot, III, liv. 6, ch. XXII. — Sagard, ch. XIX.

(4) Sagard, 257-259.

listiques. On en jette aussi dans la même intention à l'âme de l'eau, en la priant de remplir les rêts.

Les rites propitiatoires accomplis, on procède à la capture. Trois cents, quatre cents hommes, quelquefois y collaborent. Dans ce cas, les uns marchent le long des rivages, en tenant les extrémités d'un immense treillis fait de ceps de vigne, tandis que d'autres, munis de fourches, en soutiennent le milieu; on balaye ainsi le cours d'eau et on dirige les poissons vers une natte, d'où les canotiers les retirent sans peine. Par ce moyen, ils attrapent quelquefois plus d'un millier de truites ou de saumons en une dizaine d'heures.

Enfin, après la pêche, comme après la chasse, il est nécessaire de pacifier « l'esprit » de la créature, de paralyser son ressentiment et de regagner son amitié: « Aussitôt qu'un esturgeon est pris, le pêcheur se met à chanter, et par ce chant il apaise l'animal qui se débat, et qui alors se laisse tuer » (1).

VII. — LA CULTURE DES CHAMPS

Dans l'intervalle des expéditions, l'indigène cultive le maïs (2). Pour faire mourir les arbres et déblayer un lopin de terre, on flanque les troncs d'une ceinture de haches rougies au feu, puis quand ils sont secs, on y met le feu. Entre les souches calcinées, on creuse avec des houes de bois, de trois en trois pieds, des fosses peu profondes. Dans chacune on dépose la graine et, à titre d'engrais, de la chair de poisson. A mesure que le blé croît, on le chausse. Entre les tiges, on plante des citrouilles, des pois et des melons. L'automne venu, on transporte les épis au village dans de grands paniers. Là, on procède, un jour, en commun et gaiement à l'« épluchette ». Quiconque a la veine de tomber sur un épi aux grains rouges, en reçoit deux aux grains blancs de la part de chacun des aoûterons (3). Nous retrouvons chez les colons ce même art de cultiver et de cueillir le maïs (4).

(1) Boas, 460.

(2) Sur la culture du maïs, V. Champlain (1922), I. 327-328. (1830); I. 95. 113, 258, 374, 391; Sagard, 133-134; Kalm, I. 44.

(3) Pour une autre version du sens donné à l'épluchette, v. Schoolcraft, op. cit. 264.

(4) Pour une description détaillée de la récolte et de la sécherie, v. Neill, op. cit. 443.

Les Sauvages « font aussi grand labourage de petum (i. e. tabac)... et ne peuvent faire fête à ceux qui les vont voir de plus grand'chose... Et noz François qui les ont hanté sont pour la plus-part tellement affolés de cette yvrongnerie qu'ilz ne s'en sçauraient passer non plus que du boire et du manger... Cette fumée de Petum prise par la bouche en suççant comme un enfant qui tette, ils la font sortir par le nez, et en passant par les conduits de la respiration le cerveau en est rechauffé et les humiditez d'iceluy chassées. Cela aussi étourdit et enivre, lase le ventre, refroidit les ardeurs de Venus, endort, et la feuille de cette herbe, ou la cendre qui reste au petunoir consolide les playes. Je diray encore que ce Nectar leur est si suave, que les enfans hument quelquefois la fumée que leurs pères jettent par les narines, afin de ne rien perdre... » (1).

« Il y a encore en cette terre certaine sorte de Racines grosses comme naveaux, ou truffes (i. e. pommes de terre); tres-excellentes à manger, ayans un gout retirant aux cardes, voire plus agreable, lesquelles plantées multiplient comme par dépit, et en telle façon que c'est merveille... Nous avons apporté quelques-unes de ces racines en France, lesquelles ont tellement multiplié, que tous les jardins en sont maintenant garnis, et les mange-on (cuites sous la cendre) ou avec du beurre et un peu de vinaigre cuites en eau. Mais je veux mal à ceux qui les font nommer Toupinambaux aux crieurs de Paris... » (2).

VIII. — LES ARTS

L'Indien possède peu d'arts. Ses courses incessantes l'en éloignent. Si l'on met à part le travail des os et de la corne pour des objets de parure, de la paille et de l'osier pour la confection des paniers et des nattes, et du bois pour les rondaches ou boucliers, les toboggans et les ustensiles de cuisine, on peut appeler l'âge industriel de l'Indien, l'âge du cuir, de l'écorce et de la pierre.

L'Indien tanne admirablement les peaux. Et c'est heureux, car son accoutrement est tout de cuir, depuis le mocassin qui, épousant la forme du pied, le protège sans l'alourdir, contre les cailloux et les épines traîtresses, depuis les guêtres à franges et la cape bigarrée de

(1) Lescarbot, III. 930.

(2) *Id.*, III. 931. — Voir aussi Denys, Description, II. 354, 398 (éd. de la Champlain Society, Toronto).

figures grotesques, jusqu'aux raquettes qui portent le chasseur sur les neiges profondes, et le carquois où se pressent, impatientes de bondir, des flèches empennées de plumes, de queues ou d'ailes. Ce cuir, l'Indien le décore par des procédés tinctoriaux. Sagard « prenait plaisir à voir les femmes peindre leurs robes, et faire plusieurs autres petites jolivetés avec des pointes de porc-épic, teintes en rouge cramoisi » (1). L'Indien a la manie de se tatouer le corps et le visage, soit pour se reconnaître de loin, soit pour se rendre plus agréable dans l'amour ou terrible à la guerre (2).

Il détache l'écorce avec une adresse consommée, découpant parfois un arbre entier en une seule pièce. Cet enduit, jeté sur une charpente de perches fichées en terre, mure la hutte, selon des contours qui rappellent, au gré du constructeur, la forme d'un tonneau ou d'un cône; une unique ouverture, pratiquée au sommet, fait fonction de fenêtre et d'issue à la fumée (3).

D'écorce on fabrique aussi le véhicule, le canot. Une membrure de bois résistant renforce le corps de l'esquif fait en façon de berceau large et ventru. Les bouts, étroits et relevés en bec d'aigle, ne coupent pas l'eau, et de ce fait restent parfaitement étanches. L'Européen qui ne pouvait s'imaginer qu'on se risquât dans de telles coquilles, même par un temps calme, fut ébahi de voir les aborigènes y affronter les tempêtes ou les cascades. La légèreté de la nacelle l'empêche de sombrer. Son poids plume facilite les « portages ». L'épaule ne plie pas

(1) Sagard, 47.

(2) Sur l'habillement, v. Lescarbot, III liv. 6, ch. 8, 11 et I. 292, III, 394. — Sagard, 191 et s., 207. — Champlain (1830), I, 111-112, 378-381, 120, 233.

Sur les armes, Sagard, 205-206 — La Potherie, II, 157 — Lafitau, II, 196, 197. — Charlevoix, III, 238 — La Hontan, 92 — Perrot, 64.

Sur les mocassins, Marie de l'Incarnation, I. 205 — sur les raquettes, Sagard, 104 — sur les « trainées » ou trains ou toboggans, Champlain (1830), I. 354.

Sur l'utilisation du chanvre sauvage (apocyn chavrin), Champlain (1830), I. 104-107, 380-381; Sagard, 131, 332; Kalm, I. 39, 114.

Sur le fait de se tatouer et de s'enduire le corps de peinture et d'huile, Champlain (1830), I, 95, 112. — Lescarbot, III. 812 et liv. VI^e, ch. X — Sagard, 75, 161, 192. — Que le coureur de bois se tatouait, Bougainville, 3 182 370. — De la matière et des plantes dont les Indiens tiraient leur peinture et en quoi les Canadiens ont imité sur ce point les naturels, Kalm, II. 12, 121, 122, 172.

(3) Sur les habitations des Sauvages, v. Champlain (1922), I. 105, (1830) I. 111. 372-374; — Lescarbot, I. 37, III 867; — Sagard, 63, 99-101, 115-121; — Marie de l'Incarnation, II. 331; — La Hontan, 109.

sous la charge d'une embarcation propre à contenir cinq, six et même, dans certains cas, douze navigateurs (1).

Les arts, tant de la paix que de la guerre, mettent la pierre à contribution. Les vulgaires cailloux servent, à l'état nature, aux fins de défense. Les habitants d'Hochelaga, dans la crainte d'une attaque de la part de Cartier, avaient empilé de ces grenades à l'intérieur des palissades. Deux pierres plates, mues l'une contre l'autre, écrasent le blé et le réduisent en poudre en vue de la consommation. Ces meules, rougies au feu et jetées dans la bouilloire à « sagamite » y dégagent la chaleur nécessaire à la cuisson. Mais on ne se contente pas d'user de pierres brutes. On en fragmente et polit, de manière à leur donner la forme des inoffensifs « calumets » (2), pipes néolithiques, ou encore le tranchant de la hache ou du ciseau, la masse du marteau ou du casse-tête. Les musées exposent une quantité de flèches triangulaires, de même matière, datant des jours antiques où l'arc était la seule arme à lancer des projectiles (3).

IX. — CONCLUSIONS

L'arc essayera bien de se bander contre le mousquet, mais la civilisation qui a pu asservir à ses fins les forces mystérieuses de la nature, ne manquera pas d'asservir l'animisme qui n'a su que les craindre et les adorer. Avec l'apparition du fer (4), la préhistoire est close, l'ère moderne commence. Et c'est par une inspiration prophé-

(1) Sur les canots, Champlain (1922), I. 338-339, (1830) I. 102-104, 156-157; — Lescarbot, III. 862-865; — Sagard, 129-130; — Denys, 420; — La Hontan, 54-62; Mémoire historique et anonyme adressé en 1705 au comte de Pontchartrain sur « les mauvais effets de la réunion des castors dans une même main ». — Sur les voyages, Sagard, 63, 126.

(2) Sur les calumets, Perrot, 246-251; Longfellow, *The Song of Hiawatha*, partie I; La Hontan, 80-81; Catlin, *Letters and Notes on the Manners, Customs, and Conditions of the North American Indians*, II. 160; Kalm, II. 174-175.

Sur la poterie, Lescarbot, III. 865; Sagard, 131, 142; Kalm, I. 78, 207.

(3) Sur l'utilisation de la pierre, Kalm, I. 95; sur les arcs et les flèches, Lescarbot, III. 861.

(4) Lescarbot, I. 8: « Une chose leur a manqué jusques ici, qui a causé, et cause encor leur nudité, c'est de n'avoir eu l'usage du fer... » — Kalm, I. 140: « Les Sauvages demandent de leur envoyer au lieu de ministres des forgerons ». — Dans le langage des Indiens, la France c'était « La Maîtresse du fer » (Neill, 149; Sagard, 97-98) ou bien encore « Le Canot de bois ».

tique que, s'adressant aux naturels en leurs propos trainants et savoureux, entrecoupés de pauses, Nicolas Perrot leur dira: « Je suis l'aurore de cette lumière qui commence à paraître dans vos régions. Le véritable Esprit créateur de l'univers a fait connaître aux Français le fer, et il leur a donné la capacité de le manier comme de la pâte, et par pitié pour vous, ses créatures, ce grand Esprit a permis à la nation française de s'établir dans votre pays. A vous, jeunes gens, je laisse mon fusil (il prend un temps, pour bien marquer l'importance du présent qu'il fait): voyez-y un gage de l'estime que m'inspire votre valeur. Vous devrez vous en servir si vous êtes attaqués, et le préférer également aux arcs dont vous faisiez usage contre les animaux. A vous, les vieillards, j'abandonne ma marmite (un temps). Je l'emportais partout, sans crainte de la casser, car elle est faite de cuivre et non de terre glaise. Vous pourrez y faire cuire la viande rapportée de la chasse par vos jeunes gens et les aliments que vous offrirez aux Français lorsqu'ils viendront vous visiter » (1).

(1) Voir, Perrot, 274; — aussi Emma H. Blair, *Indian Tribes of the Upper Mississippi Valley*, I. 310, 330-331.

TITRE II

Le francigénat de l'économie d'échange.

La terre canadienne était libre. L'émissaire de l'Europe y paraît, et le pays change de face. Aussitôt des bois impraticables s'ouvrent et reçoivent dans de larges clairières des habitations commodés. Les animaux destructeurs cèdent la place à des troupeaux domestiques; et les ronces arides, aux moissons abondantes. Le lin, le chanvre se substituent à la fourrure, le granit à l'écorce, le fer au bois. Les côtes se remplissent de cités, les havres de vaisseaux; et la Nouvelle-France subit le joug de l'homme à l'exemple de l'ancienne.

Quels ressorts puissants ont élevé ce merveilleux édifice de l'industrie et de la politique européenne? C'est l'institution de la propriété individuelle, c'est la pratique des conventions d'échange. Mis dans la possibilité de vendre ses produits, l'homme travaille d'une façon plus intense, plus égale. Il ne se contente plus de répondre aux besoins domestiques, il accumule des marchandises en vue du marché. Il invente une forme économique féconde, l'entreprise, qui n'associe pas, comme la famille, des individus pour tous les buts de la vie à la fois, mais qui réunit une multitude indéfinie de volontés humaines et les réserves de biens dues à l'épargne, dans le but unique et constant de la contre-prestation. Du coup, l'activité économique se décompose en des procès divers de production, de circulation et de consommation. Le cercle social s'élargit. La politique intervient, et par la monnaie, par des routes construites, par les lois sur l'agriculture, sur l'industrie et les transactions, par un système d'impôts et les institutions militaires, unit indissolublement les économies particulières qui se juxtaposent ou se superposent, des familles, des corporations

et des provinces. C'est de ces transformations considérables du droit économique que résulte la mise en valeur rapide du Canada. C'est à l'apport de cette technique améliorée, et au refoulement des traditions indiennes, que le Canada doit de s'être élevé au rang de puissance moderne, prospère et policée.

Il convient de reprendre le tableau par ses détails. Nous le ferons dans deux chapitres. Le premier retracera l'effort initial: la conquête de l'espace; l'enracinement fera l'objet du chapitre second. Le lecteur verra comment l'occupation extensive des débuts se transforme peu à peu en une colonisation agricole, en une association étroite et féconde de l'homme avec la terre.

LIVRE PREMIER

La colonie d'exploitation

La conquête économique de l'espace est le premier problème qui s'est posé au Canada, comme à tous les Etats neufs, maîtres d'immenses territoires en friche: les Etats-Unis, l'Argentine, l'Australie. Nous voyons que les corps qui coopèrent économiquement occupent successivement plus de surface et comptent plus d'hommes, jusqu'à ce que les collectivités nouvelles plus grandes reposant sur de plus vastes fondements géographiques, soient assez généralement constituées et capables de grands progrès.

La découverte des routes où doit s'engager la caravane ininterrompue des immigrants est un effet de l'amour du gain. Ce sont les navigateurs qui, dans leur intérêt propre, explorent les mers et les îles situées en marge du continent; ce sont les courtiers, en quête de fourrures, qui suivent avec ardeur, loin dans les bois, les abattures de l'orignal. Pêcheurs et traitants construisent ainsi, par un effort inconscient et grandiose, la géographie du monde nouveau.

Mais ces premiers représentants de la France sur nos bords n'achèvent pas leur œuvre. Il n'y a guère parmi eux de véritables colons qui s'établissent sur le sol révélé. S'ils sillonnent les eaux en tous sens, s'ils battent la brousse, de foyer ils n'en fondent point. Ils viennent et s'en retournent régulièrement suivant les saisons, à l'exemple du buffle migrateur. Quand ils ont fait fortune, ils discontinuent leurs voyages annuels, ne laissant derrière eux qu'un sillage éphémère. D'autres, plus tard, pourront suivre les mêmes sentiers. Mais les premières générations qui se succèdent ne font pas souche dans le pays.

Terre uniquement d'exploitation (1), le Canada présente alors l'aspect d'un vaste atelier maritime d'où on importe le poisson, d'un comptoir où les produits indigènes viennent s'échanger contre les marchandises européennes. Cette extraction des richesses naturelles exige relativement beaucoup de capitaux et peu de personnel. Les navires venant en grand nombre, le mouvement des échanges prend de l'ampleur, l'importance économique du Canada grandit, mais son importance politique reste quasi nulle.

Nous consacrerons trois chapitres à cette période des débuts. Dans le premier nous parlerons de l'industrie de la pêche; nous traiterons, dans le deuxième, du commerce des pelleteries; nous exposerons, enfin, dans un dernier chapitre, la recherche et l'exploitation des mines et carrières.

(1) Lescarbot, I. 932: « Ils écument la graisse de la terre ».

CHAPITRE PREMIER

L'industrie de la pêche (1)

I. — CRÉATION ET CONDITION JURIDIQUE DES PÊCHERIES

La pêche est au point de départ des relations économiques entre l'Europe et l'Amérique septentrionale. D'aucuns pensent que les mers en marge du Canada furent parcourues dès le XI^e siècle, c'est-à-dire plus de trois cents ans avant que Christophe Colomb eût quitté Palos (3 avril 1492) pour aller à la recherche d'un nouveau monde, par les pêcheurs du nord de l'Europe (Norsemen), habitants du Danemark et de la Norvège (2).

Les Basques français (3) prétendent d'un autre côté y être venus dans le cours du quatorzième siècle, près de deux cents ans avant les voyages de Jean et Sébastien Cabot, qui n'eurent lieu qu'en mai 1497

(1) Voir AM. C5. — Pêches: lettres, mémoires, états et pièces diverses qui remontent à 1422 et qui nous mènent à 1789; — BN. Coll. Margry, 9331, 549 fiches sur Terre Neuve (1611-1705); — Marc Lescarbot, III. ligne 6, chapitre XXII; — Nicolas Denys, Description, (Ed. Champlain); sur les parages de Terre Neuve, les bancs et la morue, supra, p. 19 et 5.

(2) Sur le Norse, Babcock (1913), Costa (1881), Ferrier (1865 et 1882), Fossin (1918), Gathorne-Hardy (1921), Langlois (1925), Larsen (1924), Larson (1922), Olson and Bourne (1906), Slafter (1870).

(3) BN. Coll. Margry, 9384 (Mémoires de 1910): AC. B. 46. 172 (5 février 1724); Archives communales de Bayonne EE 3. (1517-1638), Rôles des hommes du guet qui font le voyage de Terre-Neuve; — E. Ducrey, Recherches historiques sur la pêche de la morue et sur la découverte de Terre Neuve par les Basques et les Bayonnais (1893).

et 1498 (1). Adonnés de temps immémorial à la pêche de la baleine qui, dans les temps reculés, fréquentait le golfe de Gascogne, ils seraient arrivés, en poursuivant ce cétacé, qui, pourchassé, sans relâche, avait déserté les rivages de l'Europe, jusque sur les côtes septentrionales de l'Amérique, dans une île qu'ils baptisèrent d'un nom de leur pays: Cap Breton.

Les Basques ne se contentèrent pas de rapporter des dépouilles de baleines, ils complétèrent le chargement de leurs galions avec des morues. Puis dans leurs voyages suivants, ils armèrent des bateaux pour la pêche de ce poisson, et bientôt ce fut leur pêche exclusive.

L'exemple des Basques fut suivi par d'autres marins du même littoral. Dès l'automne 1504 les Bretons et les Normands (2) vinrent pêcher dans les eaux de Terre-neuve où la morue se trouvait en abondance. En 1506 un navire morutier était armé à Honfleur, et deux ans après, Ango père, de Dieppe, confiait le bateau *La Pensée* à Thomas Aubert pour aller pêcher à Port-Breton.

En 1524, le florentin Jean Vêrazzani (3) allait prendre possession de Terre-neuve au nom de François I^{er}, quand il fut probablement pris et mangé par les naturels. Dix ans plus tard, Jacques Cartier, de Saint-Malo, qui avait, dès l'adolescence prêté l'oreille aux récits des pêcheries lointaines et sentit naître sa vocation de navigateur au long cours, hissa le drapeau français sur les côtes du Golfe Saint-Laurent.

De son côté, Sir Humphrey Gilbert arborait en 1583 (4) dans l'île de Terre-neuve le drapeau d'Elisabeth et la déclarait possession britannique. L'entreprise avorta, les colons amenés furent rebutés par la difficulté de la vie et le climat. Gilbert périt avec son vaisseau en retournant en Angleterre, et de cette expédition est restée seulement l'expression « the oldest British colony », la plus ancienne colonie britannique.

(1) Voir: Winship, Cabot, Bibliography with an introductory essay on the careers of the Cabots. London, 1900.

(2) Voir: Champlain (1830), I. II; — Lescarbot, I. 228; — Paul Gravier, Découverte de l'Amérique par les Normands au X^e siècle; Harvut, Les malouins à Terre Neuve, 1893; — G. Musset, Les Rochelais à Terre Neuve (1500-1789), 1899; Pigeonneau, op. cit., II. 51-52.

(3) Brevoort, New-York, 1874; — Murphy, New-York, 1875; — De Costa, New-York, 1881.

(4) Pour biographie de Gilbert, W. G. Gosling, 1911; — Sur les Anglais à Terre Neuve avant Gilbert. voir Mac Ilhvain, op. cit., p. XII, note 4.

Les Anglais ne revinrent à la charge qu'en 1608, avec John Guyas, qui fonda Saint-Jean et occupa une partie de la côte sud-est. Mais déjà, eux aussi, les Français avaient pris possession du pays et fondé la ville, encore existante aujourd'hui, de Plaisance. Leurs voisins n'en déclarèrent pas moins que toute l'île leur appartenait, et bien qu'en 1621, George Calvert (Lord Baltimore) eût vu une tentative de colonisation échouer par suite de l'opposition des pêcheurs français, Charles I^{er} réussit, en 1635, à faire reconnaître à ceux-ci la souveraineté britannique, manifestée par la perception d'un droit de 5 % sur le produit de la pêche. En 1637, ce droit fut même concédé par ce monarque à une société de quatre seigneurs: le marquis de Hamilton, le comte de Penbroke, le comte de Holland, Sir David Kirke, et Sa Gracieuse Majesté profita de cette occasion pour renouveler ses prétentions à la souveraineté de Terre-neuve. En 1662 les colons français chassèrent les Anglais et fortifièrent Plaisance. Malheureusement le traité de Bréda (21 juillet 1667) remit les choses dans leur état antérieur. Un *modus vivendi* s'établit cependant, puisqu'en 1670 un arrêt du Conseil royal d'Angleterre autorisait les pêcheurs anglais à exercer leur métier sur toute la côte, avec défense aux étrangers de pêcher du cap Raye au cap Bonavista, c'est-à-dire dans la partie alors réellement occupée par les sujets britanniques. Cinq ans après, les Français s'affranchissaient du droit perçu par leurs voisins, et pendant la guerre de succession d'Espagne, ils se trouvèrent assez forts pour reconquérir encore toute l'île et s'emparer de Saint-Jean en 1708. Conquête éphémère, car l'étoile du Grand roi avait pâli, et aux brillants succès qui avaient marqué le commencement du règne, allaient succéder, avec les deuils de famille, les revers sur le champ de bataille, terminés par le traité signé à Utrecht (11 avril 1713) qui mit fin à la guerre dite de succession d'Espagne.

Par ce traité d'amitié la Grande-Bretagne enlevait l'île de Terre-neuve à la France. Désormais, les sujets du roi de France n'avaient plus la liberté d'établir dans l'île aucune habitation ayant un caractère permanent, à l'exception des établissements, cabanes ou échafauds destinés au séchage du poisson, sous la condition que ce serait pendant le temps de la pêche seulement. La pêche et la préparation « des poissonneries » n'étaient permises que sur une bande nettement déterminée du littoral, du cap Bona-Vista à la Pointe Riche, c'est-à-dire sur la côte nord-ouest et sur une partie de la côte nord-ouest de l'île, et ce, du 5 avril au 5 octobre. La situation de la France

aux Baccalaos après la paix d'Utrecht peut être comparée à celle d'un propriétaire qui vend sa maison, mais en conserve l'usufruit.

Terreneuve n'avait alors absolument aucune importance comme colonie. Les Anglais eux-mêmes, suivant leur propre expression, n'y voyaient qu'un navire mouillé près des bancs pour la commodité des pêcheurs.

Les bancs se trouvant en pleine mer, la pêche y appartenait à toutes les nations.

II. — LA FORMATION DES EQUIPAGES

La pêche à la morue se fait toute l'année, mais c'est ordinairement en avril que les flottes arrivent au banc, poussées par les alizés de Pâques (1).

Le recrutement des équipages (2) commence dès les premiers jours de décembre, près de deux mois avant la revue; les meilleurs pêcheurs sont même parfois retenus dès le retour de la campagne précédente.

La constitution d'un équipage doit se faire méthodiquement. L'essentiel pour un armateur est de mettre la main sur un capitaine ou un patron de pêche habile et expérimenté. Celui-ci s'assurera le concours d'un ou deux officiers, d'un bon saleur, de sept à huit patrons de doris

(1) Sur la date du départ, AM. B. 2. 56. 21; — de la rentrée, AM. B. 3. 63, 479, 482, 484, 487, 83, 536; — sur l'existence de flibustiers et de forbans, AC. B. 1. 2. 39, 2. 55, 156, 3. 269. 188, 209, 226, 230, 304, 524, 3. 288. 101. 124, 126, 170, 179, 181, 188, 242, 287, 301, 342, 408; — sur les mesures de sécurité: 1° congés ou permissions de sortir du royaume, AM. B. 3. 64. 195; 2° assurance des navires et des marchandises; 3° rétention des vaisseaux étrangers dans les ports de France quand les navires de pêche en sortent, AM. B. 2. 191. 191; 4° obligation de partir en flottes, AC. B. 17. 55, et de passer, à ces fins, acte de société, AM. B. 2. 48. 70, 50. 61, B. 3. 21, 39, 42, 45, 51; 5° escorte de vaisseaux de guerre à l'allér et au retour, AC. B. 17. 124, AM. B. 2. 31, 32, 34, 36, 68; 6° croisière sur les bancs, course et prise, AM. B. 2. 261, 199. 646, 214. 914, 270. 16, B. 3. 101. 128, 294. 7, 4. 38; 7° signaux sur le grand banc, AM. B. 2. 273. 24, 3. 293. 36; 8° garde des ustensiles de pêche sur les grèves dans la morte saison, AM. B. 3. 62.

(2) Rôles d'équipages, AM. C. 5; — fixation du nombre des matelots, AM. B. 3. 68. 317; — les levées, AM. B. 2. 220. 517-522; — matelots du roi autorisés à faire le voyage de Terreneuve (une année sur huit), AM. B. 2. 46. 347, 3. 132. 481.

connaissant leur métier, après quoi il sera toujours facile de trouver des avants, des novices et des mousses.

L'armateur délègue le plus souvent au capitaine ou au patron de pêche le soin de former son équipage et ce représentant, outre qu'il possède de nombreuses relations dans le monde des pêcheurs, sait parfaitement comment diriger ses recherches s'il connaît quelque peu les habitudes du pays.

Chaque année se tiennent des foires importantes dans les bourgs du littoral. C'est là que se rendent de nombreux « gars » cherchant à s'engager; ils viennent des campagnes voisines et sont pour cela appelés « terriens ».

Les capitaines vont aussi faire une tournée dans les auberges de la côte, autant de pépinières où l'on rencontre les vrais mathurins portant la chemise de laine et le béret traditionnels. Enfin quand le départ approche, les pêcheurs vont dans les ports; ils longent les quais, de préférence les jours de marché. Là ils s'abouchent aisément avec les capitaines et presque toujours se font accepter.

Les pourparlers s'entament le plus souvent à l'auberge après une série de micks à l'eau-de-vie et de bolées de cidre qui ne sont pas faits pour développer la lucidité d'esprit des contractants, mais, suivant la coutume, la charte-partie est signée chez les notaires; cette règle s'est accréditée pour cette raison que beaucoup de marins ne savent pas signer.

Aussitôt l'équipage entièrement formé l'armateur réunit les feuilles d'engagement accompagnées des permis et c'est d'après elles qu'il rédige le projet de rôle d'équipage. Ce projet est déposé avec la charte-partie au bureau du commissaire du port d'armement en principe le même jour que la revue.

La revue d'armement consiste dans la présentation par les capitaines conjointement avec leurs armateurs, lorsque ceux-ci sont sur les lieux, de toutes les personnes composant l'équipage au bureau des classes du port. On entend par classes l'enrôlement des matelots et autres gens de mer (1).

(1) La police pour la pêche n'a commencé à avoir des règles solides en France que sous Henri III (Edit de 1584). Raudot, qui avait établi le bureau de contrôle général des classes (en 1711), fit rassembler tous les anciens règlements et en dressa de nouveaux. Pour les règlements de pêche, voir Ministère Marine (Bibliothèque). vol. 2, 3 et 73 (1207-1779); BN. a. f. f. 17329-504; AC. B. 23.

III. — LES AVANCES AUX MATELOTS (1)

C'est au moment de la revue, en présence de l'administration, que l'armateur verse à l'engagé les avances, communes à tous les pays. Elles sont nécessaires pour deux raisons: d'abord le marin, quittant sa famille pour un temps assez long, doit lui laisser de quoi subvenir aux premiers besoins pendant son absence; d'autre part, le marin dans le rude métier qu'il exerce, exposé sans cesse aux coups de mer et aux intempéries, a besoin d'être bien vêtu: les avances lui permettent de « se grêr » convenablement.

Les frais de grèment d'un pêcheur sont assez élevés. Voici l'énumération des effets strictement nécessaires: un surouët (capuchon ciré ainsi appelé parce qu'il est destiné à protéger contre la pluie qui tombe le plus souvent par des vents de sud-ouest), 1 paire de bottes sans genouillères ou de sabots-bottes, 2 cirages (le cirage est un complet ciré imperméable), 1 grande garde-robe de peau, que l'on porte la laine tournée en dedans, 1 justaucorps et un tablier de même sorte, 1 grosse couverture de laine, 1 paillasse, 1 coffre ou 1 sac, enfin 1 hache d'abordage, dans la crainte des corsaires.

Les avances sont de deux sortes: les avances perdues, les avances à valoir. Les avances perdues restent définitivement acquises au pêcheur, quel que soit le résultat de la pêche. Les avances à valoir, au contraire, sont remboursables à l'armateur en fin de campagne sur la part, ou « retour de pêche », qui revient au marin.

Le taux des avances est essentiellement variable suivant les espoirs de la pêche; une mauvaise pêche réduit beaucoup leur montant pour l'année suivante.

Ces sommés représentent les deux tiers au moins du salaire total.

127 et B. 45. 929; Ministère Affaires étrangères fonds Ang. Supplément 2 (1681); AM. B. 2. 61. 86 et B. 3. 264. 31, 33. — Sur les amirautés de Louisbourg et Québec, AM. B. 3. 373 (1735).

(1) AM. B. 3. 250. 46 (1718).

IV. — LE SALAIRE DE L'EQUIPAGE OU LES FORMES D'ENGAGEMENTS (1)

On peut ranger les salaires sous trois chefs principaux: les salaires fixes, les engagements à la part, les engagements à la tâche.

L'engagement à salaires fixes, au voyage ou au mois, est pratiqué par les Français de la Guyenne, les Basques et les Portugais. On engage toujours les « graviers » au voyage. En dehors de ce salaire existent quelques gratifications peu élevées suivant la quantité de poisson pêché.

L'engagement à la part est celui dans lequel la rémunération du pêcheur est une portion du bénéfice total de l'opération. Cet engagement a donc pour effet de créer entre l'armateur et l'équipage une véritable société en participation et, théoriquement du moins, l'armateur d'une part, les engagés de l'autre, sont des associés apportant l'un ses capitaux et son navire, les autres leur industrie et leur travail. Ce type d'engagement peut se résumer ainsi: du produit brut de la pêche sont déduits les frais généraux; le produit net est divisé en un certain nombre de parts et chacun prend la part ou les parts qui lui reviennent. La répartition n'est pas absolument égale entre les divers membres de l'équipage et cela se comprend. Si nous prenons le rôle d'un équipage nous y lisons: Capitaine, 2 ou même 3 parts si la pêche atteint certain chiffre; second et saleur, chacun une part et demie; patron de doris, une part et 100 francs de patronage; avant de doris, une part; novice, $\frac{3}{4}$ de part; mousse, $\frac{1}{2}$ part. En plus les officiers reçoivent des pratiques et les meilleurs pêcheurs ont des primes.

Dans l'engagement à la tâche, le marin est payé suivant la pêche par lui faite, cette pêche étant évaluée soit au nombre, soit au last ou poids.

Les principaux de l'équipage sont payés au last. Le prix du last varie en fonction du tonnage du navire: il augmente quand le tonnage est plus faible et l'équipage moins nombreux. A cela s'ajoutent des

(1) Sur les formes d'engagement, voir MM. Bibl. vol. 31, p. 83; AM. B. 2. 173. 275; AC. B. 22. 9.

gratifications quand la pêche dépasse un certain chiffre. Quant aux matelots pêchant du bateau à l'aide de lignes à la traine ils sont réglés tant par morue pêchée. Dans ce mode de règlement toutes les morues ne sont pas comptées grosses ou petites; l'armateur stipule un minimum de poids. Des primes sont accordées aux meilleurs pêcheurs.

V. — DES NAVIRES DE PÊCHE

Les terreneuviers réunis forment en 1577 une escadre de quarante unités environ. Leur nombre se décuple vers 1578, et en l'an 1621 les colons de Québec représentent au roi de France que si l'étranger se rend maître du Canada il pourra « tenir en bride plus de mille vaisseaux de Sa Majesté qui viennent annuellement aux pêches » (1).

Les Bretons et les Normands montent des vaisseaux de faible tonnage, soit de trente tonnes. Les goélettes anglaises jaugent jusqu'à quatre-vingts tonneaux et se font accompagner de convoyeurs. Les biscayennes mesurent encore davantage, quelques-unes sont de quatre cents tonnes, et prennent à bord un équipage de quarante marins.

Ces vaisseaux s'avitailent (2) au départ pour l'espace de six mois. Les provisions de bouche consistent à l'ordinaire en quatre cents quintaux de biscuits et en deux barils de vin, outre le lard, les pois, les fèves et le beurre. Les engins de pêche comprennent des lignes, de fonds ou à la traine, des couteaux à dépecer et du sel en quantité suffisante pour mettre en salaison de trente à deux cents mille morues. De cartes, il n'y en a point. L'expérience supplée aux renseignements écrits. On s'abandonne « à la grâce de Dieu ». On dit : « le secret des terreneuves ».

VI. — LES OPÉRATIONS DE PÊCHE SUR LES BANCs

On distingue la pêche errante et la pêche sédentaire. La pêche errante se fait soit au banc, à la morue verte, soit à la côte, à la morue sèche.

(1) Archives départementales de Seine-et-Oise (Versailles), H; 18 août 1621.

(2) La description des appareils et des victuailles forme malheureusement, à la fin du XVI^e et au XVII^e siècle un état distinct du contrat d'armement entre bourgeois et maître et n'y est pas annexé.

Aussitôt arrivé sur les bancs, on construit une galerie depuis le grand mât en arrière, et quelquefois dans toute la longueur du navire. Cette galerie extérieure est garnie de barils défoncés par le haut. Les matelots se mettent dedans, la tête garantie des injures du temps par un toit goudronné qui tient à ces tourelles. Penchés coude à coude, ils jettent leur ligne le long du navire et pêchent à la traîne pendant que le navire reste en cape (1) sous la grand'voile; chaque ligne a une longueur de 150 à 200 mètres, à l'extrémité se trouve un plomb (calle) d'environ 4 kilogs traversé par une tige de fer de 80 centimètres qui porte à chaque bout un avançon avec un hameçon (ain). A côté de chaque pêcheur se trouve une manne dans laquelle il jette les langues de morues qu'il a prises, ce qui constitue une comptabilité très facile. On comprend aisément que des bateaux de faible tonnage conviennent mieux à cette pêche, des navires plus grands seraient moins commodes à cause de l'élévation de leur coque et feraient perdre le poisson au moment où on le hale à bord.

Le cabillaud pris, on « l'ébrouille », c'est-à-dire qu'on ouvre le poisson, qu'on en retire le foie et la roque qui sont mis à part et les intestins que l'on jette à la mer. Ensuite a lieu le « décollage », travail accompli par les novices, qui consiste à enlever la tête en arrachant le moins de chair possible. Puis le « tranchage », opération délicate réservée aux officiers: le poisson est fendu en entier et l'épine dorsale coupée à trois articulations au-dessous de la cavité abdominale. Enfin la morue est lavée et jetée par un écoutillon dans la cale au saleur qui l'empile soigneusement tête à queue. Celui-ci est considéré comme un des principaux de l'équipage; c'est que de son habileté dépend la bonne conservation du poisson. Il a soin d'observer qu'il y ait, entre les rangs, assez de sel pour que les couches de morue ne se touchent, mais qu'il n'y en ait que ce qu'il faut. Le trop ou le trop peu de sel est également dangereux; l'un et l'autre font avarier la morue.

Ce genre de pêche comporte de bien dures épreuves: la morue est pesante, elle résiste, les longues lignes qu'il faut sans cesse jeter ou relever blessent les mains et des brumes opaques à ne pas voir du gaillard d'arrière à la proue glacent le sang. Certains jours il ne mord pas un fretin. Si des bâtiments sont assez heureux pour parfaire leur

(1) Cf. Us et coutumes de la mer (Bordeaux, 1647), 2^e partie, pp. 29-30.

cargaison en moins de six semaines, d'autres, par contre, s'attardent quatre ou cinq mois, même davantage: tout dépend de la fortune bonne ou mauvaise.

VII. — LA PÊCHE A LA CÔTE AVEC SÉCHERIE

La pêche avec sécherie est moins pénible. Nous verrons cependant qu'elle ne manque pas de fatigues. Le navire mouille dans une rade. La moitié des équipages, les « graviers », reste à terre, pour donner à la morue les façons dont elle a besoin, l'autre moitié s'embarque dans des doris (1), chaloupes à fond plat, et très légères. Le doris est monté par deux hommes, le patron et l'avant. A quatre heures du matin, plus tôt même en juin et juillet, les hommes se lèvent, à peine remis de leurs fatigues de la veille, car ils n'ont pas toujours eu leurs cinq heures de sommeil. Ils avalent à jeun le boujaron d'eau-de-vie et sans autre nourriture s'affalent dans les doris, oubliant parfois les vivres; courbés sur les rames, ils nagent vers les bouées à peine visibles dans l'aube pâle surtout si le ciel est brumeux. Quand le soleil paraît à l'horizon, beaucoup de pêcheurs ont déjà retrouvé les barils qui marquent l'emplacement de leurs lignes; alors commence la relève. Quel travail! 1.000, 1.500, 2.000 mètres de ligne tendue horizontalement, cela donne parfois des centaines de morues, un fardeau qui pèse et charge l'embarcation à tel point que les pêcheurs doivent éviter de faire un faux mouvement sous peine de la voir emplitir d'eau. Les lignes relevées, cela a pu durer quatre à cinq heures suivant l'abondance de la pêche, il faut rallier la terre, parfois à marée contraire. Puis les morutiers déjeûnent à la hâte d'un repas préparé par le mousse. Il s'agit ensuite de mettre la cargaison en sécherie. La morue est tranchée au plat, lavée et énoctée, mise au sel, puis jetée sur les tréteaux ou chaffauds dressés au bord de la mer, où on la laisse jusqu'à ce qu'elle soit bien brunie. Alors les marins retournent à leurs lignes qu'il faut amorcer et démêler lorsqu'il y a du « brouillé »; c'est là un exercice de patience, chacun doit boëtter au moins cinq cents hameçons sur huit cents mètres de ligne; et pas de mouvement brusque, sans quoi l'on s'enfonce un hameçon dans les chairs. Enfin, exténués, d'aucuns transis, paralysés sous le cirage et

(1) Les chaloupes n'étaient pas, à cette époque, apportées entières d'Europe. On les mettait par quartiers dans le navire.

dans les sabots-bottes, les pêcheurs se jettent tout habillés dans l'étrôte couchette où pendant quelques heures ils oublieront leur vie de misère pour recommencer le lendemain. Heureusement, la salubrité du climat soutient la santé contre de si fortes épreuves (1).

On compterait pour rien les peines, si elles étaient mieux récompensées par le produit. Mais il est des havres où les grèves, trop éloignées de la mer, font perdre beaucoup de temps. Il en est dont le fonds de roc vif et sans varec n'attire pas le poisson. Il en est où il jaunit par les eaux douces qui s'y déchargent; et d'autres où il est brûlé de la réverbération du soleil, réfléchi par les montagnes.

Les havres, même les plus favorables, ne donnent pas l'assurance d'une bonne pêche. La morue ne peut abonder également dans tous. Elle se porte tantôt au nord, tantôt au sud, et quelquefois au milieu de la côte, attirée ou poussée par la direction du caplan, dont elle est friande, ou des vents. Malheur aux pêcheurs qui se trouvent fixés loin des lieux qu'elle préfère. Les frais de leurs établissements sont perdus, par l'impossibilité de la suivre (« faire dégrat ») avec tout l'attirail qu'exige cette pêche.

Ajoutons que les pêcheurs ne sont pas toujours faciles à mener; souvent au lieu d'aller à la mer, ils préfèrent « courir le marigot », c'est-à-dire se cacher dans les anses pour ne pas travailler. Ce n'est pas toutefois l'habitude des Basques, probablement parce qu'ils sont doués de plus d'énergie que les autres, mais aussi parce qu'ils sont mieux vêtus et souffrent moins de la rudesse du climat. Aussi les Basques font-ils souvent de meilleure pêche, et pour cela sont-ils traités de sorciers et sont-ils pris en haine par les autres pêcheurs. On les accuse de faire « jouer la barette, qui est une toque qu'ils portent sur la tête et qu'ils font tourner quand ils sont en colère » (2).

Enfin les pêcheurs sont quelquefois inquiétés par les Sauvages, qui impudemment vont aux navires et emportent ce qu'ils veulent. Et ils ne s'amuse pas aux morues, mais prennent des merlans, des

(1) Pour l'armement pour la pêche avec sécherie, BN. Coll. Clairambault, 1016. 295, 302, 308, 314, 316, 318; — sur la manière dont on fait la sécherie à Percée, Mémoire de Meulles, AC. CII. D. 2. 60 (1686); — sur le partage des grèves, AC. B. 22. 30, 43, AM. B. 2. 145. 56, aussi l'Ordonnance de la marine (1681).

Sur la vie de mer et de pêcheurs, d'après journaux de bord et comptes, BN. Coll. Clairambault, 854.

(2) G. Musset, op. cit., 120.

bars et des flétans. Il est bien difficile de les en empêcher, « d'autant qu'il eût toujours fallu avoir les armes en main, et la besogne fut de-meurée... » (1).

La pêche finit dès les premiers jours de septembre, parce que le soleil cesse alors d'avoir la force nécessaire pour sécher la morue. Tous les navigateurs n'attendent pas même cette époque pour mettre à la voile. Plusieurs se hâtent de prendre la route des Antilles ou de la Méditerranée, pour obtenir les avantages de la primeur (2), qu'on perdrait dans une trop grande concurrence.

Un pêcheur qui touche pour ses services annuels 50 à 100 livres s'estime heureux. Et, pourtant, il ne trouve pas toujours d'appoints pendant la morte-saison; il doit alors chômer jusqu'au renouveau. En présence de tels chiffres, il n'est pas téméraire de penser que ces humbles travailleurs de la mer ne s'amassèrent pas de fortune (3); mais, en introduisant les « visages pâles » dans les eaux douces de la Nouvelle-France, en les véhiculant de l'agitation de la mer au recueillement de la forêt (4), ils assurèrent, et c'est leur gloire si ce ne fut leur ambition, la découverte d'une patrie et la naissance d'un peuple vaillant. Celui-ci éleva en mémoire de cette origine un monument, le plus beau, sa langue: elle conserve l'odeur et la musique de la mer.

VIII. — LA PÊCHE SÉDENTAIRE (5)

Il n'abandonna pas, au surplus, la profession de ses pères. Il organisa la « pêche sédentaire », ainsi appelée par opposition à la « pêche

(1) Lescarbot, I. 598.

(2) Avantage d'un tiers, AM. B. 3. 42. 301.

(3) Sur la misère des pêcheurs, l'évêque de Boulogne, Jean-Marie Henriou, AM. B. 3. 334, 217-222 (1729).

(4) C'est vers l'an 1600 que les pêcheurs comprirent la valeur des côtes pour la sécherie, la cargaison de la merluche étant du double de celle du poisson frais Moore, 18); avant cette date, on n'osait, par peur de mille monstres, s'aventurer au-delà des bancs (*id.*, 16).

(5) Sur la pêche sédentaire, voir AM. B. 1. 42. 34, AC. CII. A. 40. 270 (Pêche à la faulx au Labrador); — AM. B. 1. 50. 384, 2. 220. 789, 869, 3. 337, 394, 396 (Etablissement de M. de la Boularderie); — AC. B. 27. 66, 29. 115, CII. A. 28. 3, AM. B. 1. 39. 40, 3. 229. 439 (Courtemanche); — AC. B. 42. 419, CII. A. 41. 64 (de la Valterie); — AC. B. 12. 39, 15. 4, 59, 22. 144, CII. D. 1. 193,

errante » des Européens. Le premier colon à l'entreprendre est un nommé Rivedou du Cap Sable. Lui, et ses imitateurs, les sieurs de la Giraudière et Doublet, en sont quittes pour leurs frais. « Pour cause, explique Nicolas Denys de Bonaventure, dit la Grande-Barbe, que pendant la morte-saison de l'hiver, ils ne trouvent pas d'emploi à leurs hommes, faute d'industrie complémentaire dans le voisinage, et consomment en pure perte les gains de l'été ».

François Bissot, de la seigneurie de Lauzon, est plus heureux. Il obtient (25 février 1661) le droit d'établir à l'Île-aux-Œufs et dans la baie de Mingan (Labrador), des pêcheries aux phoques, aux baleines et aux marsouins que les frères Charest, ses héritiers, continuent d'exploiter avec succès jusqu'à la conquête du pays par les Anglais.

Les Charest ne sont pas les seuls, au reste, à chasser les dauphins. Dès 1721, on signale sept pêches de ce genre établies à la Baie Saint-Paul, et six à la côte sud, dans les paroisses de Sainte-Anne de la Grande Anse, de la Rivière Ouelle et de Kamouraska. Cinq ans plus tard une société se forme, aux mêmes fins, à Québec, sous la raison sociale de Desautniers et Brouage. La mise de fonds s'élève à 128.000 livres. La compagnie possède, en plus, le brigantin *Saint-Charles*, le seneau *Marguerite* et plusieurs goélettes et barques jaugeant chacune de quinze à trente tonneaux. Ses efforts, unis à ceux des sieurs Denys Riverin, Charles Aubert de la Chesnaye, Constantin, de la Valtrie, de Lanouiller, de Beaujeu et d'autres encore, permettent d'exporter en France à partir de 1744 plusieurs centaines de barils d'huile de marsouins.

195, 2. 37, 41, 176, 185, 217, 4. 7, 9, 8. 33 (Compagnie de la pêche sédentaire de l'Acadie ou de Chédabouctou); — BN. aff. 11332. 165-169, 285-297, *Ibid.* naf. 2649-2652. 84, 112, 2550. 1, AC. B. 45. 905, 46. 172, 48. 210 (Comte de Saint-Pierre); — AC. B. 15. 47, 22. 5, 14, 224, 27. 85 (Denis Riverin, au Mont-Louis); — BN. Coll. Clairambault, 1016, 623 (R. Denys et D. Masson); — AC. B. 91. 30, CII. A. 65. 68, 67. 6 (De La Fontaine et sa pêche à la baleine avec des rêts); — AC. B. 27. 68 (Hazeur et Cie); — AM. B. 1. 41. 200 (Etablissements à Kégasca); — AC. CII. A. 81. 88 (Peyre et Boishébert); — *Ibid.* 43. 3, 109. 16, 28, 65, 310 (Pêche au Labrador); — *Ibid.* 44. 84 (à la baie Saint-Paul); *Ibid.* 45. 111 (à Kamouraska et à la rivière Ouelle); *Ibid.* 47. 273, 294 (Gastin et Peire au Grand Etang et à la riv. de la Madeleine); — *Ibid.* 49. 41 (Martin); — *Ibid.* 98. 437 (Jean Larreguy aux Sept-Iles); — *Ibid.* 64. 168, 65. 68, 72, 67. 6 et Arch. communales de Bayonne, EE-86 (1713-1789) (Simon d'Arrogory); — AC. CII. A. 46.260 (1724): état des pêches à marsouins depuis l'Île Verte jusqu'à la Grande Pointe, du côté sur du fleuve St.-Laurent.

C'est au fond de certaines anses où ils peuvent entrer avec la marée qu'on rencontre le plus communément les marsouins. On ferme l'entrée de ces anses d'un parc de filets que la mer couvre et découvre tour à tour. Le flot descendant laisse à sec les amphibiens qui se sont aventurés dans les ravoirs. On n'a plus alors la peine que de les assommer. Un coup de bâton sur le nez suffit pour leur donner la mort. On n'y arrive pas toujours facilement toutefois. La nature apprend à ces animaux à se rapprocher les uns des autres, quand l'eau s'éloigne, afin de se protéger mutuellement. Absolument inoffensifs avec leurs têtes, et ne pouvant se défendre que par le moyen de leur forte queue, ils se placent nez à nez, et s'ils sont en grand nombre, ils forment un rond. Alors il y a danger réel d'aller les frapper à la tête, le seul endroit vulnérable. Un coup de leur queue peut tuer l'imprudent, ou du moins le priver de connaissance ou lui casser les membres (1).

La peau des loups-marins servit originairement à faire des manchons. On l'employa depuis à couvrir des malles, à faire des souliers et des bottines. Lorsqu'elle est bien tannée, elle a presque le même grain que le maroquin. Si d'une part elle est moins fine, de l'autre elle conserve plus longtemps sa fraîcheur (2).

On convient généralement que la chair du loup-marin n'est pas mauvaise; mais on gagne davantage à la réduire en huile. Elle est longtemps claire; elle n'a point d'odeur; elle ne dépose point de lie; elle sert à brûler, ou bien à préparer les cuirs.

L'anguille est encore plus utile au colon que le marsouin; elle compte pour son principal aliment. Selon l'expression d'un missionnaire, ce poisson est une « manne dans le désert, manne inconcevable, qui se trouve à toutes les portes, qui ne coûte qu'à prendre et qui apporte avec soi tout son assaisonnement ». Dans la plupart des marchés de l'époque, on trouve l'anguille au rang de monnaie.

La pêche de ce poisson est des plus fructueuses. Dans les mois de septembre et d'octobre, on peut en prendre dans une pêcherie, quarante, cinquante, soixante mille. La Hontan consigne dans ses « mémoires » comment les riverains prennent l'anguille. Sur la plage d'où la mer se retire au reflux, ils disposent des haies d'osier entrelacées et si serrées qu'aucun poisson ne peut passer à travers. Dans l'enclos

(1) V. Lescarbot, III 920 et Kalm, II. 169-170.

(2) Cp. Kalm, II. 34.

formé par les haies, ils placent des verveux en forme d'entonnoir. Lorsque la marée monte, l'anguille monte avec elle; lorsque la marée se retire, le poisson rencontrant les haies, il les longe, passe dans la trappe et de la trappe tombe dans un vivier, d'où le pêcheur le retire. Les engins sont quelquefois si remplis qu'ils en rompent (1).

IX. — CONCLUSIONS

Louis XIV s'intéressa vivement au progrès des pêches sédentaires et il rappela aux administrateurs la grande importance qu'elles avaient tant pour le commerce que pour l'industrie de son peuple du Canada (2). Il leur recommanda d'accorder à ceux qui voudraient y appliquer leurs soins l'appui de leur autorité et de leur fournir tout le secours possible. De fait, les gouverneurs octroyèrent libéralement des gratifications. En ce faisant, la politique ne faisait que reconnaître ce qu'elle devait de puissance à l'industrie de la pêche. Comme les habitants de Saint-Malo le représentent au roi en 1736: la pêche « c'est le fondement de tous les différents commerces maritimes et sans elle les forces manquent soit pour les entreprendre, soit pour les soutenir; elle donne le mouvement à tous les ports du Ponant; jusque dans ses pertes, quoique ruineuses aux particuliers, elle ne cesse pas d'être utile à l'Etat dont elle occupe et entretient les sujets sans que les richesses réelles de la nation souffrent diminution: c'est à elle que la France doit la découverte de Terre-Neuve » et du Canada (3).

(1) Cp. Kalm II. 70.

(2) V: AC. B. 18, 23. 62, 101, 29. 25, 84.

(3) AM. B3. 379. 490 et s.

(4) Sur l'état de la pêche à la cession 4 RAQ 199-227. D'après Pitt, « les pêcheries de Terre-Neuve avaient pour l'Angleterre plus de valeur que le Canada » (Discours en chambre des communes contre la ratification du traité de Paris).

CHAPITRE DEUXIÈME

La Traite des Pelleteries.

I. — ÉTABLISSEMENT DU COMMERCE DES FOURRURES

A. — PASSAGE DE LA PÊCHE A LA TRAITE (1)

Le besoin de faire aiguade ou de sécher le poisson amène les morutiers à fréquenter les côtes orientales du Canada. Aussitôt accourent, curieux ou courroucés, les indigènes riverains. Pour acheter la paix, les parties échangent des présents (2). Les Blancs font offre de rassade, les Peaux-Rouges proposent des fourrures. Etant avantageuse à tous, on renouvelle la prestation et on la multiplie. Le symbole de l'amitié devient marchandise de troc. « Les Sauvages, voire seulement ceux des premières terres, écrit Lescarbot, viennent trouver les pêcheurs vers Baccalaos, et là, par manière d'acquit, troquent ce qu'ils ont presque pour néant » (3).

La traite se fait tout d'abord au petit bonheur. A l'occasion, maîtres et matelots arrondissent de ce chef leurs pécules (4); des explo-

(1) Cp. Biggar, *The Early Trading Companies of New France*, 17, 28-29; McIlwain, XII-XV et note 5.

(2) Les Blancs se permettent quelquefois des cruautés: Thévet, *Singularitez* (1878), 422-423: « Les nostres descenduz en terre, aucuns jeunes folastres par passetemps,... comme par une manière de tyrannie couppaient bras et jambes à quelques-uns de ces pauvres gens, seulement disoient-ils pour essayer, si leurs espées treuchaient bien, nonobstant que ces pauvres Barbares les eussent receu humainement, avecques tout douceur et amytié. » Voir aussi sa *Cosmographie universelle*, II. 1012v.

(3) Lescarbot, III. 637. Voir aussi id. I. 18, III. 834.

(4) Lescarbot, I. 534.

rateurs emportent des fourrures pour attester leurs découvertes. Esteban Gomez, qui visite le Golfe vers 1523, en rapporte une cargaison au Portugal. De même Jacques Cartier, de passage à la Baie des Chaleurs (1534), négocie avec les Sauvages montés à bord leurs nippes de poil et les congédie « tous nulz, sans aulcune chose avoir sur eulz » (1).

Mais le troc, d'intermittent qu'il est, ne tarde pas à devenir une institution régulière et permanente. On se spécialise dans un commerce qui promet d'être lucratif. Si l'usage des pelleteries paraît avoir été fort peu répandu dans l'antiquité, comme en témoigne le mépris des écrivains de ces temps reculés pour les peuples barbares qui s'habillaient de fourrures, il n'en est pas de même au moyen-âge. A cette époque la dépouille de certains animaux et particulièrement de l'hermine est en grand honneur. Ce goût dégénère même en passion, si bien que les rois de France et d'Angleterre, ainsi que plusieurs princes d'Italie, sont obligés de décréter des lois somptuaires pour arrêter cette singulière frénésie. Deux lois de 1334 et 1363 interdisent l'usage des fourrures à toute personne qui aura moins de cent livres de revenu. Ceci ne prouve pas seulement que les fourrures sont recherchées avec fureur; de pareilles prohibitions montrent aussi que cet article de commerce est alors excessivement cher et à la portée d'un petit nombre de fortunes (2).

B. — LA CHAÎNE DES COMPTOIRS

Les explorations poursuivies dans le nord de l'Amérique, en livrant à l'activité des nouveaux venus d'immenses régions peuplées d'animaux à fourrures, raniment en Europe le goût de la vente d'un article d'importation proscrit par les lois. Sous l'impulsion nouvelle, la traite prend du volume. L'anglais Hakluyt affirme avoir vu, à Paris, en 1583, chez un particulier, des fourrures de provenance canadienne, dont la valeur dépassait cinq mille couronnes. Dès lors l'Amérique septentrionale est exploitée pour ses fourrures, comme l'Amé-

(1) Cartier, 53; aussi id. 48, 52-53, 55.

(2) Pour l'histoire de la mode des fourrures, voir Sexe, Histoire d'une famille et d'une industrie (La maison Revillon) pendant deux siècles, 1723-1923. Plon-Nourrit, 136 pp. (1923); — Ordonnance de 1532 (Isambert, Anciennes lois françaises. t. XII, p. 361, Edit. du 8 juin 1532).

rique du Sud pour ses métaux précieux. La nature avait placé dans les deux hémisphères de ce continent un appât irrésistible pour la cupidité de l'ancien monde.

La vallée du Saint-Laurent se prêtait bien, au reste, par sa configuration, à la poursuite des fauves qui s'y étaient multipliés. Une série de lacs et de rivières la relie à tous les points d'une contrée où les routes par terre font défaut. Au sud, de courts portages la mettent en rapport avec la plaine du Mississipi; au nord, un réseau fluvial lui donne accès à la Baie d'Hudson et à la prairie du Nord-Ouest. Pour ces causes elle devient et reste pendant deux siècles le centre d'un trafic sans pareil, pour l'intérêt romanesque, dans l'histoire du commerce.

La traite, seul mode d'activité sur les frontières pendant deux siècles, joue dans l'histoire un rôle prépondérant. Elle rend légendaire le type du « coureur de bois », elle provoque de glorieuses découvertes, elle donne naissance à des guerres néfastes.

Grâce au trappeur, la civilisation française, après avoir suivi les cours d'eau pénètre dans les clairières des forêts de l'ouest et sur les confins des prairies. Elle s'enfonce dans les pistes qui ne connaissaient encore que le pas du loup, du renard et de l'ours, les bords du daim et du buffle, la marche des pieds nus ou chaussés de mocassins des indigènes. Louis Jolliet, qui explore, en la compagnie du Père Marquette, les sources du Mississipi (1673), René-Robert Cavalier de La Salle et le sieur Henri de Tonty qui en reconnaissant l'embouchure (1682), sont des chasseurs expédiant à l'arrière les peaux recueillies en chemin; des chasseurs, les Varenne de la Vérendrye qui reculent les bornes du Canada jusqu'au pied des Rocheuses stupéfaites (1^{er} janv. 1743). Ils marchent tous en silence, mais le bruit de leurs pas feutrés et des brindilles rompues est perçu par l'oreille alerte des Peaux-Rouges, et les endroits où ces commerçants du désert étalent leur pacotille devant leur clientèle ébahie, finissent par devenir de petits centres commerciaux, annonçant les futures grandes villes.

C'est d'abord Tadoussac, port situé à trente lieues au-dessus de Québec. Vers l'an 1640, Trois-Rivières, bâtie à vingt-cinq lieues plus haut que la capitale, devient un second entrepôt. Avec le temps, Montréal attire seul toutes les pelleteries.

L'avance, par vagues successives, des comptoirs français éveille la jalousie de l'Angleterre, et la colonie qu'elle a fondée à New-York

ne tarde pas à détourner la circulation. Son commerce est borné d'abord au pays des Iroquois. Les cinq nations de ce nom ne souffrent pas qu'on traverse leurs terres, pour aller traiter avec d'autres nations sauvages qu'ils ont constamment pour ennemies, ni que celles-ci viennent sur leur territoire leur disputer, par la concurrence, les profits d'un commerce ouvert avec les Européens.

Mais le temps ayant éteint ou plutôt suspendu les hostilités nationales entre les Sauvages, l'Anglais se répand de tous côtés, et de tous côtés on accourt à lui. Ce peuple a des avantages infinis pour obtenir des préférences sur le Français son rival. Sa navigation est plus facile, et dès lors ses marchandises s'offrent à meilleur marché. Il fabrique seul les grosses étoffes qui conviennent le mieux au goût des Sauvages. C'est avec cette facilité qu'il intercepte la plus grande partie des marchandises qui font la célébrité de Montréal.

Le commerce menace de passer entre les mains des nouveaux venus, en même temps que l'amitié versatile des indigènes et la puissance politique. Effrayé, le gouvernement adopte des mesures préventives. Défense est faite à quiconque d'expédier des marchandises aux colons de la Nouvelle-Angleterre, sous peine de confiscation: voyager dans leur pays, sans passeport, rend le contrevenant passible de la peine capitale (1).

D'autre part, pour surveiller de très près les Iroquois et empêcher leurs relations avec les habitants de New-York, il ajoute de nouveaux anneaux à la chaîne des postes (2). Le premier de ces nouveaux blockhaus est le fort Frontenac, bâti en 1671 à l'entrée du lac Ontario et du lac Erié, qui ont chacun trois cents lieues de circuit, est un continent de quatorze lieues. Cette terre est coupée vers le milieu par le fameux saut du Niagara, qui par la quantité, l'impétuosité de ses eaux, passe avec raison pour la plus étonnante catastrophe du monde. C'est au-dessus de cette magnifique et terrible chute, que la France élève ses secondes fortifications.

Au delà du lac Erié, s'étend une terre distinguée sous le nom de Détroit (3). Elle surpasse tout le Canada par la douceur du climat,

(1) Sur le commerce de contrebande avec les Anglais, voir AC. B. 15. 4, 29. 8. 78, 162. CII. A. 10. 343, 16. 130, 30. 478, 35. 81, 130, 40. 272, 44. 283, 48. 441, 49. 174, 53. 15, F3. 9. 302, 351, 10. 136, 12. 89, 231; AM. B. 1. 8. 501, 512, 545, etc.

(2) Sur les postes d'en haut, voir AC. CII. E. 13. 143, 191, 14, 15, 16.

(3) Sur Détroit et sa situation avantageuse, voir Margry (P.), Lettres de

par la beauté, la variété du paysage, par la fertilité du sol, par l'abondance de la chasse et de la pêche. La nature a tout prodigué pour en faire un séjour délicieux. Mais ce n'est pas la beauté du lieu qui engage les Français à s'y établir: c'est plutôt le voisinage de plusieurs nations sauvages, dont on peut tirer beaucoup de fourrures.

Ce commerce s'accroît avec assez de rapidité. Le succès de ce nouvel établissement fait déchoir le poste de Michillimakinak, placé cent lieues plus loin entre le lac Michigan, le lac Huron et le lac Supérieur, tous trois navigables. De Michillimakinak, les traitants poussent leur ambition vers le nord, où les belles pelleteries sont en plus grande abondance. Lorsque cette veine de richesse tarit ou diminue, le commerce se tourne vers le sud, où l'on découvre l'Ohio, qui mérite le nom de Belle-Rivière. Elle ouvre la communication naturelle du Canada avec la Louisiane. Les puissances rivales se heurtent sur ce terrain stratégique. La guerre s'y allume entre Français, Anglais et Indiens. Comme résultat, la France perd ses colonies américaines, et le commerce des fourrures, longtemps suspendu, ne reprend que plus tard, sous d'autres auspices.

C. — LE CHASSEUR

La présence des Indiens est, pour la traite des pelleteries, un facteur favorable de non moindre importance que la configuration du pays et de ses ressources. L'Indien est, en une certaine mesure, le producteur: c'est lui qui donne la chasse aux animaux. Le supprimer, c'est supprimer le commerce lui-même: on n'a plus devant soi qu'une industrie extractive.

Les rapports de trappeur à Indien sont tout à fait conformes au génie des deux races. Soutenus comme il convient, ils s'adaptent au mieux aux mœurs du Sauvage, dont ils améliorent la condition, et ne justifient aucun grief. Ils le laissent à sa vocation traditionnelle de la chasse, tout en lui apportant, par voie d'échange, des articles peu dispendieux, il est vrai, mais de nature à ajouter à son confort. Le négociant, d'autre part, est en état de mettre en campagne, à peu de

Cavelier de La Salle, Paris, 1879, 13-14, 244-245; Bougainville (1757), 3 RAQ 42-70.

Sur Détroit, Michillimakinac et les Illinois, 4 RAQ 125 et suivants.

Cp. sur le pays des lacs, Champlain, (1830), II. 371-372.

frais, une légion de ces producteurs naturels et d'écouler en Europe, avec bénéfice, le produit ainsi obtenu. Il fait des fourrures un cas que ne peut s'expliquer l'Indien, et celui-ci est heureux de pouvoir les trafiquer contre les biens aux couleurs éclatantes apportés d'un autre climat. Chacun se dessaisit d'une marchandise qui ne lui est pas d'un grand prix, et méprise le goût stupide de son co-échangiste (1).

D. — LES « MARCHANDISES DE TRAITE »

En échange de leurs pelleteries, les Sauvages reçoivent, à la vérité, des scies, des couteaux, des haches, des chaudières, des hameçons, des aiguilles, du fil, des toiles communes, des écarlatines, de grosses étoffes de laine, premiers gages de la sociabilité (2); mais on leur vend aussi ce qui leur serait préjudiciable même à titre de don, des fusils, de la poudre, du plomb et, surtout de l'eau-de-vie (3).

Cette boisson, le présent le plus funeste que l'ancien monde ait fait au nouveau, n'est pas plutôt connue des Sauvages, qu'elle devient

(1) Voir Lescarbot sur les « formes sordides des nôtres » et le mépris qu'en ont les Sauvages « qui ne marchandent point... » (III. 886); aussi Sagard, 183, 186; et « Mémoire historique et anonyme sur les mauvais effets de la réunion des castors dans une même main (1705), Archives de la Marine: « Les coureurs de bois font souvent mille bassesses auprès des Sauvages pour avoir leurs castors... Ils essuient les railleries piquantes, les mépris et quelquefois les coups de ces Sauvages (ils violent leurs sépulcres, id. II. 970), qui ne sauraient assez s'étonner d'une avidité si sordide, et de voir les François venir de si loin avec tant de fatigues et de dépenses pour ramasser des castors sales et puants, dont ils se sont habillés et dont ils ne font plus de cas ».

(2) « Instruments de servitude », d'après Bougainville (3 RAQ 266).

(3) Sur les marchandises de traite autre que les boissons et notamment les écarlatines: Margry (P.), Lettres de La Salle (1879), 17; 3 RAQ 42-70; 4 RAQ 201. AM. B. I. 19. 153, 29. 29; AC. B. 36. 338, 362, 39. 5, 20, 189, 230, 45. 207, 47. 1129. CII. A. 4. 91. 30. 485. 35. 83. 36. 151. 246. 37. 35. 74. 5. 103. 435. — Au début, en récompense des fourrures que « les Sauvages apportaient à l'envi l'un de l'autre, on leur attachait au front une bande de papier mouillée de crachat, dont ils étoient fort glorieux » (Lescarbot, I. 555), mais bientôt ils ne voulurent plus entamer les négociations avant « qu'il y eût nombre de vaisseaux, pour avoir meilleur marché de nos denrées: à quoi ils sont fort bien instruits depuis que l'avarice de nos Marchands s'est fait reconnaître pardelà » (Id., III. 637). Il arriva même certaine année que « l'avidité des Mercadens fut si grande que les trois quarts cuidans aller conquérir la toison d'or, ne conquièrent pas seulement des toisons de laine » (Ibid., III. 634).

l'objet de leur plus forte passion. Il leur est également impossible et de s'en abstenir et d'en user avec modération. On ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle trouble leur paix domestique, qu'elle leur ôte le jugement, qu'elle les rend furieux. Inutilement quelques Français honnêtes veulent les faire rougir de ces excès. C'est vous, répondent-ils, qui nous avez accoutumés à cette liqueur; nous ne pouvons plus nous en passer; et si vous refusez de nous en donner, nous en irons chercher chez les Anglais. Monseigneur de Laval, qui a à cœur le bien des Sauvages, après consultation de la Sorbonne, lance des excommunications contre les débitants d'eau-de-vie, et engage avec les autorités civiles, auxquelles il ne réussit pas à faire partager ses vues, une regrettable controverse. Sur ces entrefaites, un tremblement de terre ayant lieu, la population affolée y voit le jugement de Dieu. Une Ordonnance royale du 24 mai 1679 permet la vente de l'eau-de-vie dans les centres d'habitation, mais défend le trafic de cette liqueur avec les Sauvages dans la profondeur des bois (1).

E. — FOIRES ET « TRUCHEMENTS »

Grâce au concours de la mode, de la nature et des Sauvages, la traite devient une source abondante de profits. Elle excite la concurrence. On se dispute la confiance des Algonquins, les principaux fournisseurs. On s'offre à les aider dans leurs guerres (2) contre leurs ennemis implacables, les Iroquois. Pour leur accommodement, on organise, chaque été, aux carrefours des routes fluviales, des foires, qui deviennent un des événements pittoresques de la vie coloniale. Afin d'être sur les lieux à l'ouverture de la navigation avant tout autre, les sociétaires de Monts ouvrent, en 1608, à Québec, une factorerie permanente, qui doit s'élever au rang de capitale. On fait plus. « Pour le maintien de l'amitié et inciter à venir en traite » (3), on laisse,

(1) Pour l'histoire de l'eau-de-vie au Canada, BN. a. f. f. 13516. 45, 93, 105-123; Ibid. n. a. f. 2551. 74, 123, 9273; AC. B. 1. 86, 7. 6, 22, 9, 8. 16, 15. 47, 27. 36, 35. 47, CH. A. 4. 185, 5. 119, 12. 380, F3. 8. 322, 10. 130; Marie de l'Incarnation, II. 220-223, 256, 268-269.

(2) Ces marques d'empressement n'abusèrent pas les Sauvages, « ilz ne veulent faire la guerre qu'à noz Castors », dirent-ils entre eux. (Lescarbot, III. 628).

(3) Champlain, (1830) II. 233; Lescarbot, III. 633, 639.

pendant l'hiver, chez les tribus éloignées, des commis, les « hivernants ».

Les hivernants arrivent vers l'âge de vingt ans, quelques-uns à quinze ans. Ils possèdent une instruction plus qu'élémentaire, parlant le latin, l'anglais et le hollandais. Ils sortent de cette école d'interprètes de Normandie qui s'est formée au Brésil (1). Leur bravoure commande l'admiration (2) des Indiens, qui les aiment aussi pour leur adresse, pour leur complaisance, pour la facilité avec laquelle ils se conforment à leurs usages nationaux et parlent leur idiome. D'une hardiesse à toute épreuve, d'une activité que rien ne lasse, ce sont les ancêtres de ces héroïques trappeurs franco-canadiens dont les romans de Fenimore Cooper et de Gustave Aymard, nous ont appris à admirer l'énergie et la persévérance. Sur leurs brisées marcheront six ou sept générations de « voyageurs ». Ils rendent au commerce naissant d'inappréciables services. Le nombre des Sauvages venant en traite ne manque pas de grossir à mesure que le nom français s'étend au loin. Le récit de l'accueil qu'on leur a fait, la vue de ce qu'ils ont reçu en échange de leurs marchandises, tout augmente le concours. Jamais les Sauvages ne reviennent vendre leurs fourrures, sans conduire une nouvelle nation. C'est ainsi qu'on voit se former une espèce de bourse, où se rendent tous les peuples du vaste continent nord-américain (3).

2. — L'EXPORTATION DES FOURRURES DES COMPAGNIES DE COMMERCE A MONOPOLE (4)

A. — RAISON D'ÊTRE DES COMPAGNIES A MONOPOLE

Le commerce des fourrures est d'un ordre particulier. Par la nature et l'étendue de son objet, il exige de grands moyens et de

(1) Sagard, 266.

(2) Mais leur vie était dissolue (Sagard, 177), ils vivaient « en la plus grande abomination et vie Epicurienne qu'il est possible de raconter : sans Dieu, sans Foy, ne Loy... » (Lescarbot, I. 154).

(3) Des premiers truchements, nommons Vernet et Estienne Bruslé, de Champigny, interprètes des Hurons, Nicolas Marsolet, de Rouen, interprète des Montagnais, Gros Jean, de Dieppe, interprète des Algonquins, Pierre Raye, de Paris, Nicolas Vignau.

(4) Sur les compagnies de commerce, BN. a. f. f. 8036, Supplément fran-

l'unité; il ne peut être entrepris que par une association puissante. Si plusieurs sociétés se forment, elles sont portées par leur intérêt propre à se terminer en une seule et même compagnie. Il est de principe, on le sait, que la concurrence des vendeurs et des acheteurs réduit les marchandises à leur juste valeur. Lorsque la concurrence des vendeurs est plus grande que celle des acheteurs, le prix des marchandises tombe au-dessous de leur valeur; comme il est plus considérable, lorsque le nombre des acheteurs surpasse celui des vendeurs. Or, lorsque vous supposez que le commerce des fourrures s'étendra en proportion du nombre d'armements particuliers qu'on y destinera, vous ne voyez pas que cette multiplicité n'augmentera que la concurrence des acheteurs, tandis qu'il n'est pas en votre pouvoir d'augmenter celle des vendeurs. C'est comme si vous conseilliez à des négociants d'aller en troupe mettre l'enchère à des effets, pour les avoir à meilleur marché. De là il suit que plus il y aura de marchands européens occupés de ce commerce, plus la valeur des productions coloniales augmentera, plus celle de l'Europe diminuera; et qu'enfin ce ne sera qu'avec des exportations immenses que la France se procurera les marchandises qui lui viennent de l'Amérique. Mais si, par une suite de cet ordre des choses, chacune des sociétés particulières est obligée d'exporter plus d'argent sans apporter plus de marchandises, il en résultera pour elles une perte certaine; et la concurrence qui aura entamé leur ruine en Amérique, les poursuivra encore en Europe pour la consommer, parce que le nombre des vendeurs étant alors plus considérable, tandis que celui des acheteurs est toujours le même, les sociétés seront obligées de vendre à meilleur marché, après avoir été forcés d'acheter plus cher. Elles feront par conséquent monter le prix au Canada, elles le feront baisser en France, et causeront tout à la fois un dommage inévitable à elles-mêmes et à l'État.

Toutes ces considérations n'échappent point aux armateurs et aux capitalistes non plus qu'aux pouvoirs publics. Dès 1588, une requête que présentent au roi Estienne Chaton de la Jaunaye, et Jacques Noel, capitaine de marine, neveux et héritiers de Jacques Cartier (1),

çais. 5026; A. F. I. A. (les 48 premiers volumes, 1670-1762), 2. 13, 14, 15, 16; Biggar (H. P.), *The Early Trading Companies of New France*, Toronto, 1901; Bonnassieux (P.), *Les grandes compagnies de commerce*, 1892; Chailley-Bert, *Compagnies de colonisation sous l'ancien régime*, 1898.

(1) Lescarbot, I. 416.

aux fins de se faire octroyer le privilège exclusif de la traite des pelleteries au Canada, soulève la question qu'une politique commerciale et la querelle qui s'en suit entre les intéressés ne s'éteint qu'avec la domination française.

En raison des biens ou des maux qu'on fait envisager à ses ministres la Cour applique tour à tour, avec un égal insuccès, le régime de la liberté du commerce et celui du privilège. En vain tente-t-elle des compromis, comme celui qui consiste à diviser le pays en deux zones, l'une libre et l'autre réservée (1609), ou bien encore à agréger en une corporation tous les habitants du pays (1699); en vain elle réglemente la traite, elle proscriit en vain. Toute tentative d'harmoniser les intérêts privés et les intérêts généraux semble vouée à un échec.

Pour que des compagnies se forment, il faut leur donner des encouragements proportionnés à la difficulté de l'entreprise. On leur avance des fonds; on les décore de tous les attributs de la puissance souveraine; on leur donne le droit de faire la paix et la guerre; on leur abandonne l'administration de la justice. On sent en même temps qu'il est nécessaire de leur assurer les moyens de s'indemniser des dépenses d'établissement, qui doivent être considérables. De là les privilèges exclusifs, dont la durée est d'abord fixée à un certain nombre d'années, et qui se perpétuent par des circonstances que nous allons développer.

Les prérogatives brillantes que l'on accorde aux compagnies, sont, à les bien prendre, autant de charges imposées au commerce. Le droit d'avoir des forteresses emporte la nécessité de les construire et de les défendre. Le droit d'avoir des troupes emporte l'obligation de les recruter et de les payer. Il en est de même de la permission de lever des droits de douane. Tout cela entraîne après soi des dépenses de pure représentation bien propres à arrêter les progrès du commerce.

Cependant le gouvernement trouve fort commode d'avoir au Canada une espèce de colonie qui, en apparence, ne lui coûte rien; et comme en laissant toutes les dépenses à la charge des compagnies, il est juste de leur assurer tous les profits, les privilèges sont maintenus.

Les compagnies de commerce des pelleteries sont des compagnies de la forme qu'on appelle aujourd'hui anonymes. Des actionnaires, qui n'ont entre eux d'autre lien que celui de s'intéresser, chacun pour sa part, à une entreprise, ont souscrit des actions pour des sommes

variables. Ces actionnaires se réunissent sur une convocation des promoteurs de l'affaire et nomment des directeurs.

B. — LES COMPAGNIES D'HENRI IV (1)

Troïlus de Mesgouez, marquis de La Roche, — François Gravé, sieur du Pont, marchand de Saint-Malo, et Jean Chauvin, capitaine de vaisseau, — le commandeur Aymar de Chastes, gouverneur de Dieppe (1602), — puis le gentilhomme saintongeois Pierre du Guast, sieur de Monts, sont les chefs qui dirigent successivement les premiers essais.

Les frais de l'expédition de La Roche (1698) sont supportés en partie par l'Etat, qui doit fournir les vaisseaux, les équipages, les soldats, l'artillerie et les vivres, en partie par les négociants auxquels des permissions de commercer dans les contrées colonisées ne doivent être accordées par le Gouverneur que moyennant des cotisations fixées par un règlement spécial (2).

Du Guast reçoit, pour lui et ses associés, le monopole du commerce pendant dix ans. Les marchandises venant du Canada ne doivent payer que les droits d'entrée dûs par les marchandises du crû passant d'une province dans l'autre. Henri IV fera respecter au dehors le monopole. Ainsi il écrit aux Etats Généraux des Provinces Unies d'interdire à leurs nationaux le trafic du Canada (3). Le monopole étant une des raisons qui empêchent le parlement de Rouen d'enregistrer la commission de de Monts, dans les lettres de jussion que le Roi lui adresse le 17 janvier 1604, il représente au Parlement que l'entreprise n'a pas le caractère d'un véritable monopole, puisqu'il est permis à tout le monde de s'y associer en entrant dans la Compagnie (4).

Si, par suite de malheurs, les tentatives de La Roche (1598) et de Gravé (1599) aboutissent à un échec, celle du sieur de Monts promet

(1) Voir G. Fagniez, *Le commerce sous Henri IV* (*Revue historique*, de mai-juin 1881, t. XVI); — E. Gosselin, *Documents pour servir à l'histoire de la marine normande et du commerce rouennais*, Rouen, 1876, p. 18 et suivantes.

(2) 3 EO 7-10.

(3) *Lettres missives d'Henri IV*, t. VII, p. 465.

(4) *Lettres missives d'Henri IV*, t. VII, pp. 897, 899. — Voir encore sur l'entreprise de du Guast, Champlain et Lescarbot, *passim* et A. E. 12212. 194, E. 14431, AC. C. A. 1. 48.

d'être sérieuse quand, au début de l'année 1607, un arrêt du Conseil du Roi, rendu à la requête des marchands de Saint-Malo, enlève à la Compagnie son privilège. Mais les inconvénients de la libre concurrence ne tardent pas à ramener Henri IV au monopole, qui semble en effet, le ressort indispensable d'entreprises hasardeuses ayant à faire face sur terre aux incertitudes et aux inclémences des saisons, plus redoutables encore sous des climats mal connus, et à l'humeur et aux exigences des populations indigènes avec lesquelles il faut sans cesse négocier pour ne pas combattre, sur mer aux surprises d'une navigation toujours périlleuse pour des bâtiments dont beaucoup ne jaugeant pas 300 tonneaux et à des combats incertains entre rivaux égaux en force, en courage et en acharnement. La compagnie de Rouen formée en 1614 par M. de Chartres, et qui est ouverte à tous les commerçants, moyennant le versement d'un capital n'est que la réalisation d'une idée à laquelle l'expérience fait revenir Henri IV, à savoir l'idée de mettre le commerce des fourrures dans une seule main.

Avant l'expiration de son privilège — trois ou quatre années avant, — la compagnie de Rouen se voit dans l'obligation de poursuivre le maréchal duc Henri de Montmorency, grand amiral de France qui a fondé, en 1621, une société pour faire seule, pendant 15 ans, le commerce des pelleteries et des autres marchandises de la Nouvelle-France. Le conseil du roi rend un arrêt, en 1622, par lequel la compagnie de Montmorency est seule maintenue; mais le droit est accordé à tous les Français de s'y faire agréer dans l'année.

Un édit d'octobre 1626 ayant supprimé la charge d'amiral, le duc de Ventadour, alors en fonction, transmet le privilège de 1621 aux deux de Caen (Emery et Guillaume), à qui le duc de Montmorency avait fait des concessions en 1620 (1) et pris plus tard comme directeurs de son entreprise.

C. — LES COMPAGNIES DE RICHELIEU (2)

Les efforts des Hollandais, qui s'opposent par tous les moyens à leur portée au développement de la colonisation française dans l'Amé-

(1) Voir BN a. f. f. 8022, 181-186, les articles accordés par le duc de Montmorency aux Srs. de Caen (1620).

(2) Cf. Caillet, Administration de Richelieu.

rique du Nord, rendent à peu près inutiles tous les essais de compagnie jusqu'en 1627. D'ailleurs, la Fronde, en partageant le pays de France en deux camps hostiles et en y attirant l'étranger, l'avait épuisée d'hommes et surtout d'argent, et il était devenu impossible de songer avec suite à l'établissement de colonies lointaines, ni surtout au moyen le plus actif de les défendre contre les agressions, de les développer et de les alimenter, c'est-à-dire la reconstitution de la marine.

C'est alors que Richelieu rachète la charge d'amiral et que, sous le titre de Grand maître, Chef et Surintendant général de la Navigation et du Commerce de France, il prend pour lui la direction, sauf le commandement des escadres, de toutes les choses de la mer. Il forme le dessein de développer le commerce extérieur de la France et surtout son commerce maritime. Quant aux moyens d'exécution qu'il envisage, il en fait part dans son Testament politique (1). « Il faut voir comment nos voisins s'y gouvernent, faire de grandes compagnies, obliger les marchands d'y entrer, leur donner de grands privilèges, comme ils font. Faute de ces compagnies, et par ce que chaque petit marchand trafique à part et de son bien, et partent pour la plupart en de petits vaisseaux assez mal équipés, ils sont la proie des corsaires et des princes nos alliés, parce qu'ils n'ont pas les reins assez forts, comme aurait une grande compagnie, de poursuivre leur justice jusqu'au bout. Ces compagnies seules ne seraient pas néanmoins suffisantes si le roi de son côté n'était armé d'un bon nombre de vaisseaux pour les maintenir puissamment en cas qu'on s'opposât par force ouverte à leurs desseins ».

Les compagnies, Richelieu le comprenait, étaient une nécessité de l'époque. Pour mener à bien ces entreprises d'outre-mer, telles que les circonstances économiques et politiques les avaient faites, il fallait engager des capitaux considérables et les exposer à des risques énormes. Or, des capitaux considérables, quels particuliers, à cette époque, en possédaient? En Hollande, en Allemagne, en France, en Angleterre, on n'en eût pas trouvé cent. Pour s'en assurer, il suffit d'ouvrir l'histoire des grands financiers de ce temps: on les compte par unités.

Mettons qu'on en eût trouvé assez: imagine-t-on qu'à une époque où la richesse par excellence était la terre, où les biens immobiliers

(1) Edition 1764, p. 133.

étaient — et cela se traduisait dans les lois et dans les coutumes — seuls considérés, où l'argent comptant se plaçait, par contrats de gage, de rente ou de vente à réméré (remplaçant l'hypothèque, plus moderne), si sûrement sur des domaines princiers ou royaux, imagine-t-on que les possesseurs de grosses fortunes, heureusement acquises et conservées, allaient les exposer dans des entreprises à ce point aléatoire? C'eût été de la folie. Ces entreprises ne pouvaient tenter que des aventuriers ou tout au plus des esprits aventureux. Après eux, séduits par leurs promesses et rassurés par leurs talents, des capitalistes ou des grands seigneurs s'engageraient bien pour une certaine somme, fraction minime de leur fortune. C'était tout ce qu'on pouvait espérer. Et c'est, en effet, ce qui se produisit.

Pour inspirer cette confiance indispensable, le juif Isaac Lemaire, de Tournai, proposait que le roi et toutes les grandes villes prissent des actions dans la compagnie à créer et qu'elle jouît d'un monopole exclusif pendant un certain nombre d'années. L'Etat aurait eu le droit de fixer le maximum des prix de vente (1).

Richelieu avait l'intelligence des obstacles qui s'opposaient au développement du commerce français, mais il voulut faire trop grand et trop vite. Préoccupé par la nécessité d'organiser une compagnie capable de lutter avec celles de l'Angleterre et de la Hollande, et par crainte de diviser les efforts, il rêva tout d'abord, comme Law, un siècle plus tard, une sorte de compagnie de commerce universelle dont l'action s'étendrait au monde entier. Le 31 mars 1626, avant la suppression de l'amirauté, un édit royal sanctionna l'établissement d'une compagnie de *Cent Associés* (2), au capital de 1,600,000 livres pour tous les voyages du Ponant et du Levant. Les fondateurs de la compagnie étaient des négociants et des financiers: Brué, Duval, le Maréchal et Montmort. Elle recevait à titre de concession perpétuelle la rade et les îles du Morbihan, avec l'autorisation d'y construire un port franc: l'association aurait *l'investiture des terres de la Nouvelle-France*, à charge de confirmer les concessions antérieurs; et les vagabonds ou mendiants valides, astreints au travail dans les ateliers seraient mis à sa disposition pour coloniser ses possessions. La Compagnie n'avait du reste aucun monopole commercial; l'étendue même du commerce

(1) Dareste, Histoire de l'administration en France, t. II, p. 262.

(2) Nous écrivons en italiques les points qui se retrouveront dans la charte de la compagnie de la Nouvelle-France de 1628.

qu'elle prétendait embrasser rendait ce monopole impossible. Cette tentative échoua contre les résistances du parlement de Bretagne, malgré l'accueil favorable qu'elle avait trouvé dans les Etats provinciaux. Le parlement, atteint dans sa juridiction, refusa d'enregistrer l'édit, et la compagnie ne put s'organiser (1).

Mais Richelieu n'était pas homme à plier devant la magistrature pas plus que devant la noblesse. Au moment même où le parlement de Rennes se croyait débarrassé de la compagnie du Morbihan, elle renaissait à Nantes sous un autre nom: la Nacelle de Saint-Pierre fleurdelysée. Les fondateurs étaient un hollandais, Nicolas de Witte, un brabançon, Billoti de Bruxelles, et un français, Jean du Meurier, sieur de Saint-Rémy, établi à Redon. Le projet des statuts soumis à Richelieu et qui fut examiné et motivé par Mathieu Molé fut signé au château de Limours en 1627. Les prétentions de la compagnie dépassaient encore celles de la compagnie du Morbihan. Non seulement elle s'engageait à armer immédiatement 12 vaisseaux pour le trafic de l'Océan, de la Méditerranée et des mers de l'Inde, et à établir 400 familles dans les lieux qui lui seraient concédés, mais elle se proposait d'aborder toute espèce d'entreprise commerciale et industrielle, navigation, pêche, dessèchement des marais, exploitation de mines, fabriques de draperies, de soieries, de dentelles, de tapisseries, de verrerie, d'armes, de quincaillerie, de savons, de beurre et de fromages préparés suivant les procédés hollandais, brasseries, blanchisseries de toiles et de cire, plantation du riz et de la canne à sucre, *colonisation de la Nouvelle-France* et de toute autre terre qu'elle pourrait occuper ou conquérir. Le capital et le nombre des associés n'étaient pas limités. Tout étranger ou Français qui verserait la première année et pour six ans au moins un capital de 20,000 livres serait *anobli*; le titre d'écuyer était promis à 32 associés qui seraient désignés par les directeurs; la compagnie pouvait, comme celle du Morbihan, disposer des mendiants et vagabonds; elle n'aurait à supporter qu'un impôt de 2 % prélevé sur les marchandises qui se vendraient dans ses entre-

(1) La charte de la compagnie du Morbihan figure au *Mercure de France* de l'année 1628 (t. XII et XIV, p. 1, 140, 44); voir aussi, Mémoires de Richelieu I. 398-399 (Ed. Michaud); Lettres de Richelieu (Edition Avenel), III. 346, 349 VII. 586, VIII. 195; Forbonnais, Recherches sur les finances, I. 572; Ranke, Histoire de France au XVI^e et au XVII^e siècles. (Trad. Porchat, 1856), III. 265; Lebeuf, Histoire du commerce de Nantes, 67-90; Daresté, Histoire de l'administration de la France, II. 263-265).

pôts; mais elle ne jouirait d'aucun monopole, sauf dans les terres qu'elle occuperait au nom du roi et dont elle resterait propriétaire (1).

Des articles secrets stipulaient que les protestants ne pourraient exercer leur culte dans les lieux où se feraient les nouveaux établissements, qu'ils ne seraient pas enrôlés comme colons, et que le fameux oratorien, le père de Bérulle, aurait la direction spirituelle de l'entreprise et des missions qu'il pourrait fonder hors d'Europe (2).

La compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre eut le même sort que celle du Morbihan. « Une société qui voulait tout embrasser ne put même s'organiser » (3). Désabusé par ses deux échecs, Richelieu en revint au système des compagnies de Henri IV, visant un but déterminé, et à monopole.

Le Cardinal, « ayant jugé que le peuplement des terres découvertes était le seul moyen de tirer de ces pays quelque avantageux commerce », fait agréer au roi, en 1628, l'offre que des « personnes » (4) avaient faite, en avril 1626, de « fournir la dépense des embarquements ». Louis XIII, au vu des conventions intervenues entre son ministre et les promoteurs (5), révoque la concession précédemment faite aux protestants de Caen (6) et signe, sous La Rochelle, ville huguenote révoltée, la charte, empreinte d'orthodoxie, de la « Compagnie du Canada ou Nouvelle-France » (7).

Les organes de l'institution nouvelle avaient leur siège à Paris.

(1) Mémoires de Mathieu Molé, I. 423 et suivants, *Société de l'Histoire de France*, 4 vol.).

(2) Lettres de Richelieu, t. VIII, p. 195, publiées par Avenel.

(3) E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant la Révolution*, t. II, p. 157.

(4) Les personnes auxquelles il est fait allusion étaient pour la plupart des magistrats civiques, — maire, échevin, syndics, — de Paris ou des ports de l'Atlantique : Calais, Dieppe, Le Havre, Brouages. On relève parmi elles les noms suivants : Roquemont (Claude de), sieur de Brison, Houël (Louis), sieur du Petit-Pré, L'Attaignant (Gabriel), Dablon (Simon), Duchesne (David) et Castillon (Jacques).

(5) Conventions des 26 avril et 7 mai 1627.

(6) Le roi érigea (1640) en baronnie en faveur de Guillaume de Caen plusieurs petites Antilles.

(7) La charte fut ratifiée par arrêt du Conseil d'Etat rendu le 6 mai 1628.

Sources de la « Compagnie du Canada » : BN. a. f. f. 8038. 5-8, 18593. 343, 353; *Mercur de France* (1628), XIV. 236; I EO 1-31; AM 204; AC. B. 1. 75; Lair (J.), N. Fouquet (2 vol., Paris, Plon, 1890), I. 48, 49.

Ils consistaient en un bureau de direction, en une assemblée des sociétaires et en une intendance.

Douze membres, dont dix au moins devaient avoir « actuellement » résidence dans la capitale et quatre être marchands de leur état, constituaient le bureau. Leur nombre était renouvelable par moitié tous les deux ans. Ils concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs d'administration, sauf à rendre compte à l'assemblée générale : nomination aux emplois, ordonnancement des dépenses, distribution des terres et des profits, bref le maniement entier des affaires sociales.

Les directeurs, avant d'entrer en charge, devaient prêter serment devant un intendant, commun à l'Etat et à la compagnie, nommé par le roi sur présentation de cette dernière. Chez lui, ils devaient tenir leurs conseils, comme les sociétaires leurs assemblées. Le président au grand conseil du roi, Jean de Lauzon, fut appelé à exercer cette fonction à la fois de contrôle et de patronage. Il suivait dans la carrière le « grand audiencier de France » Dolu qui, dès 1618, avait joué un rôle identique auprès des compagnies du Canada nées sous la régence de Marie de Médicis.

Les directeurs étaient élus par l'assemblée réunie le 15 de janvier dans la maison de l'intendant pour aviser aux affaires les plus urgentes et les plus importantes. Les membres pouvaient comprendre dans leurs rangs des prêtres, des nobles, des administrateurs aussi bien que des gens de négoce. La déchéance de leurs droits qu'entraînait pour les personnes d'un ordre privilégié la pratique en France d'un commerce, n'était pas opposable aux actionnaires de la Compagnie du Canada. Bien au contraire, leur participation pouvait leur valoir l'anoblissement, le roi ayant expédié en blanc pour être remplies des noms des souscripteurs les plus notables douze lettres de noblesse. Mais l'avantage n'était pas accessible à tous, l'effectif étant limité à la centaine. En revanche, « chacun des cent pouvait en sa part associer tel que bon lui semblait ». Le sous-actionnaire toutefois n'était pas admis aux assemblées et ne pouvait rien réclamer qu'à son auteur. La part d'intérêt valait 300 livres. Les membres n'étaient tenus des dettes sociales que dans la mesure de leur apport.

La compagnie se proposait un triple objet, foncier, commercial et politique. Pour son obtention, il lui était accordé des privilèges étendus et divers.

Compagnie foncière, elle possédait l'Amérique du Nord « au long et au large » en propriété absolue et perpétuelle.

Compagnie commerciale, elle obtenait le monopole, valable pendant quinze ans, de tout commerce, dans son domaine, autre que la traite et la pêche, et le trafic pour toujours des cuirs, peaux et fourrures, sauf à permettre aux colons d'acheter ces articles des Sauvages en vue de les revendre à prix fixe (1) aux Cent Associés.

Compagnie souveraine, enfin, c'était son privilège de maintenir la sécurité du pays et du commerce et, pour ce, de lever des troupes, d'armer des vaisseaux, de bâtir des forteresses et de forger des canons. C'était à elle de gouverner par commandants et juges, capitaines et gouverneurs, présentés par son bureau à la nomination du roi. Les gouverneurs devaient soumission à l'Amirauté. Leur mandat était triennal.

En retour des avantages que nous venons d'énumérer, la Compagnie se voyait imposer une triple charge au profit du Royaume, de l'Eglise et de la Colonie. Le Roi attendait d'elle foi et hommage, l'Eglise l'entretien, la Colonie le peuplement. L'hommage devait être rendu selon la coutume de France à chaque avènement. Une couronne d'or du poids de 8 marcs devait en être le signe extérieur. Dans chaque centre d'habitations, il incombait aux associés d'établir au moins trois prêtres, de les loger, de les fournir de vivres, d'ornements, et généralement de les entretenir de toutes choses nécessaires tant pour leur vie que pour les fonctions de leur ministère. Cette dépense était commuable en donation de terres défrichées. Les membres s'engageaient enfin « solidairement » sur tous leurs biens, à assurer la levée, le transport, l'établissement et l'entretien pendant trois ans de 4.000 colons de l'un et de l'autre sexe, tous catholiques romains.

(1) Le prix arrêté en faveur des habitants était de « 40 sous la peau loyale, bonne et marchande ». La pièce cessa vite d'être l'unité de mesure dans le cas du castor. On s'attacha au poids. A la qualité de « loyale, bonne et marchande », s'ajouta celles de castor gras et de castor sec, puis de castor veule et de castor moscovite; chaque catégorie se subdivisa à son tour, suivant la saison de la capture, en castor d'été, castor bas automne et castor d'hiver. Le gras, et particulièrement celui pris l'hiver, était le plus estimé. On le paya, en moyenne 5 livres dans la période qui va de 1675 à 1724, et 6 livres dans la période qui va de 1724 à 1751. Dans l'intervalle, la monnaie avait subi une forte baisse par suite des mutations que la monarchie multipliait. Le prix minimum, soit 4 livres, fut donné en l'année 1722, le prix maximum, soit 7 livres 10 sols, en 1751. Il était d'usage, en temps de guerre, de relever le barème, afin que les Sauvages ne passent pas à l'ennemi, plus généreux. On alla même dans ces temps d'hostilité jusqu'à acheter des « rognures », des « rebuts », au coût de 10 à 30 sols la livre, quitte à les brûler ensuite au forum.

En dépit des obligations qui l'écrasent, la Compagnie de la Nouvelle-France arrive à subsister plus longtemps que les compagnies précédentes. Mais son existence est semée de malheurs. Tout d'abord les Anglais lui enlèvent sa colonie et ses premiers vaisseaux et ne les lui rendent, en ruines, que quatre ans plus tard, à la paix de Saint-Germain-en-Laye (28 mars 1632). Les Iroquois de leur côté, multiplient leurs incursions contre les établissements européens, désorganisent le commerce et découragent l'immigration. Les procès retiennent d'autre part l'attention des directeurs et consomment en pure perte les fonds disponibles. La justice condamne (1632) la compagnie à payer 40,000 livres, à M. de Caen, pour avoir confisqué trois navires que celui-ci avait envoyé à la pêche sur les côtes du Canada. Des dissensions intestines éclatent (1). Les dépenses d'établissement exigent 1,200,000 livres de plus que ne peuvent fournir les retours; 400,000 livres restent dues (1645) et il faut les répéter à grands frais des actionnaires qui, pour dégager leur responsabilité ou disposent en hâte de leurs intérêts pour quelque 300 à 400 livres ou même en signifient l'abandon pur et simple au bureau de la compagnie.

La Compagnie cherche alors un supplément de ressources ou du moins une rente annuelle certaine dans la cession de ses avantages. Son monopole de tout commerce autre que la pêche et la traite est expiré (1643), mais elle dispose de terres et du privilège, déjà entamé par les colons établis par ses soins, du trafic des pelleteries. Elle accorde donc des seigneuries (29) à des marchands, à des militaires ou à des corporations religieuses, contre une redevance modique. C'est ainsi qu'elle inféode l'Île de Montréal. Le fief tombe dans le patrimoine de Jacques Girard, seigneur de la Chaussée, mais Girard s'en dessaisit deux ans après (1634) en faveur de l'intendant Lauzon. Lauzon transmet à son tour l'emplacement de la future grande ville, partie à la Compagnie de Notre-Dame fondée par M. de la Dauversière, ou pour mieux dire au Séminaire de Saint-Sulpice à Paris (17 décembre 1640), partie au baron de Faucamp (1659).

D'autre part, la Compagnie transporte (1645) à la communauté des habitants de la Nouvelle-France (2) son droit de traite, sauf en

(1) Voir l'arrêt du roi en date du 29 juillet 1634: AA. E 1684. 52.

(2) Sources: Délibération du 6 décembre 1644, traité intervenu entre les députés de la colonie et les directeurs de la compagnie de la Nouvelle-France. Voir BN. a. f. f. 10207, AC. CII. A. I. 212; approbation du roi (1 EO 28-29);

Acadie, à Miscou et au Cap-Breton déjà cédés, moyennant décharge de l'entretien de la colonie et une annuité de mille peaux de castors. La communauté commet MM. Godefroy et Pierre Le Gardeur de Repentigny à la vente dans le royaume, rend le commerce des fourrures libre dans le pays, contre le paiement d'un droit, payable en nature, égal au « quart » des castors exportés (1653 et v. 1 EO 60), obtient la création du Conseil de Québec (1647) pour la dispensation de la justice et la surveillance de la police et de l'administration, et la nomination auprès du roi pour l'étude de ses affaires et le soutien de ses requêtes de trois conseillers d'Etat.

Maintenant que la Compagnie de la Nouvelle-France avait perdu ou converti en des droits faciles à lever tous ses privilèges, elle n'était pas loin d'avoir perdu sa raison d'être. C'est la conclusion à laquelle en vint le roi. En 1662, il avait cru devoir se féliciter des résultats obtenus au Canada (1), mais l'année suivante, sur le rapport du gouverneur Pierre Du Bois, baron d'Avaugour, il change d'avis et ordonne aux propriétaires des parts restantes, soit 36 seulement (2), de les remettre entre les mains des sieurs Daligre, Sève et Colbert, contre paiement de leur juste valeur. Au désir de Louis XIV, les associés se résignent à faire abandon de leur seigneurie de la Nouvelle-France, mais non sans faire observer qu'ils ne s'arrêtent à ce parti que « pour une preuve assurée de leur profond respect et de l'entière déférence qu'ils ont aux volontés de Sa Majesté (3).

La démission est « acceptée » dès le 1^{er} mars 1663 (4), mais le règlement des intérêts n'intervient qu'au 5 juillet 1687. Ce règlement fixait à 60,000 de principal et à 73,000 d'intérêt (du 24 février, jour de la cession au 1^{er} juillet 1687) l'indemnité due aux associés. Louis XIV supprime la société des Habitants et rembourse la mise des actionnaires (8 avril 1666, v. 1 EO 60), révoque la Compagnie du Canada et « retire à soy » la propriété de la Nouvelle-France, ainsi

Arrêt du Conseil d'Etat en conséquence rendu le 6 mars 1645, AC. CII. A. 1. 233 et 1 EO 28-29.

(1) Voir la charte et concession des isles Lucayes au sieur d'Ogeron (1662) : « Le dessein (de fonder des colonies françaises en Amérique) a heureusement réussi dans le Canada ».

(2) Voir AA. G7. 1312.

(3) Voir I EO 30, et AC. CII. A. 2. 40.

(4) Voir I EO 31, et AC. CII. A. 2. 3.

que tous leurs privilèges (1). Il conserve toutefois, ou mieux reconstitue le Conseil de Québec (2), il approuve la création du Séminaire de Québec, maison commune du clergé canadien, et l'établissement de la dime ou « treizième » « tant de ce qui naît par le travail des hommes, que de ce que la terre produit d'elle-même » (3), il départit un intendant dans la généralité formée par le « Canada, l'Acadie, Terre-neuve et autres pays de la France septentrionale » (4), et envoie enfin M. Dupont-Gaudais examiner, pour lui faire rapport, le pays (climat et culture), la population, la nature et l'étendue des dépenses et des ressources de la colonie (5).

D. — LES COMPAGNIES DE LOUIS XIV (6)

Louis XIV ne révoquait une société de commerce que pour en mettre une autre à la place mieux à même par l'étendue de son domaine et par la puissance de ses capitaux de soutenir la comparaison avec les compagnies de navigation de la Hollande et de l'Angleterre. Son édit de mai 1664 consumma ce projet. En vain Louis Houël, l'un des ex Cent Associés, s'opposa-t-il à la vérification des Lettres Patentes expédiées en conséquence le 11 juillet suivant.

Par ces documents le roi instituait la « Compagnie des Indes occidentales » (7), ainsi nommée du pays d'Occident (l'Amérique), livré à son exploitation. Il lui donnait comme armes un écusson d'azur semé de fleurs de lys, deux sauvages pour support et une couronne tréflée. Il fixait son siège à Paris.

(1) Lettres de réunion du 21 mars 1663: AC. CII. A. I. 25.

(2) I EO 37, avril 1663.

(3) I EO 35.

(4) Commission de M. Talon, 23 mars 1665: I EO 33.

(5) 7 mai 1663. Voir I EO 22.

(6) Les compagnies de Louis XIV sont les suivantes: la compagnie des Indes occidentales (1663-1674), la compagnie de la Baie du Nord (1682-1703), la compagnie d'Acadie (1683-1703), les Fermes (1674-1700), la compagnie des Habitants ou du Castor (1700-1706), la compagnie Aubert, Nérét et Gayot (1706-1717). Leur période dure un demi-siècle, exactement 53 ans. Leur vie respective est au minimum de 6 ans et au maximum de 26. De leur temps, l'Anglais s'établit en deux points du Canada actuel, à la baie d'Hudson (1670) et à l'Acadie (1713).

(7) Sources: I EO 40-60 et 74; BN. a. f. f. 17329. 219, 13057. 371-374; A. E 1728. 23, 24.

Anxieux de réunir le plus de fonds possible, il ne déterminait pas à l'avance le chiffre du capital, non plus que le nombre des actions. On recevrait toute souscription, non inférieure à 3.000 livres faite dans les 4 mois à compter du 1^{er} juin 1664, par qui que ce soit, Français ou étranger, noble ou ecclésiastique. N'auraient pourtant droit de séance et voix délibérative aux conseils de la société que les souscripteurs de 10.000 livres au minimum, et ne seraient éligibles à la direction générale que les sociétaires ayant apporté au moins 20.000 livres. Ces derniers jouiraient, en outre, du droit de bourgeoisie dans les villes du royaume où ils prendraient leur résidence; officiers, ils seraient dispensés de la résidence au lieu de leur office ou bénéfice tel que prescrit par la déclaration de décembre 1663; étrangers, ils seraient réputés Français, sans autre forme de naturalisation. Les parts ainsi que l'actif social ne pourraient être saisis pour quelque motif que ce soit, ni pour dettes de la compagnie ni pour dettes des intéressés, ni même par manière de représailles en temps de guerre.

Louis XIV promettait d'avancer, sans intérêt, à la Compagnie, le « dixième des fonds » souscrits. La bénéficiaire rendrait les deniers au bout de quatre ans, après prélèvement des pertes encourues.

La corporation se proposait de faire, en monopole, pendant 40 ans, tout le commerce, hors la pêche, des possessions françaises au Nouveau-Monde, ainsi qu'à la côte orientale de l'Afrique, du Sénégal au Cap.

Elle ne devait pas tarder, pourtant, en ce qui regarde le Canada moins Tadoussac à convertir son privilège (1) en droits d'un « quart » sur les castors exportés et d'un « dixième » sur les originaux.

Remise lui était faite de tous droits pour ce qu'elle prendrait dans le royaume pour l'avitaillement et l'armement de ses navires, pour ce qu'elle tirerait de l'étranger pour leur construction en France, pour les choses enfin qu'elle ferait passer en transit en France à destination de l'extérieur. Remise lui était encore consentie de la moitié des douanes frappant les denrées que sa flotte transporterait du royaume aux colonies ou vice-versa.

Le trésor royal gratifierait la Compagnie d'une prime égale à

(1) Arrêt du 6 avril 1666, I EO 60.

30 livres par tonneau de marchandises portées par elle de la métropole aux possessions outre mer et à 40 livres par tonneau de retour.

La Compagnie aurait la jouissance des places fortes, des mines, des droits seigneuriaux présents et à venir et, enfin des terres de sa concession, mais les terres ne demeureraient sa propriété au terme des 40 ans de monopole, qu'en autant qu'elles auraient été conquises sur l'ennemi ou sur la nature, c'est-à-dire habitées.

Toute latitude était laissée à la Compagnie pour la défense de son domaine. Les vaisseaux qu'elle armerait en guerre « ne pourraient être employés par le roi, soit à l'occasion de quelque guerre ou autrement sans le consentement de la Compagnie ». Libre elle était de traiter, au nom du roi, de paix et d'alliance avec les chefs indigènes, et, en cas d'insulte, de leur déclarer la guerre, de les attaquer et de se défendre par la voie des armes. En cas de trouble de la part d'Européens, le roi interviendrait et l'assisterait.

Aux avantages correspondaient des charges. Le roi se contentait de demander pour lui-même l'hommage lige et une couronne d'or du poids de 30 marcs. Pour l'Eglise il requérait davantage: le passage des prêtres et des missionnaires, l'érection des temples et des presbytères, l'entretien des bâtisses et des occupants avec décence et honneur en attendant que la Compagnie ne les dote. Pour les colonies le souverain n'exigeait plus le peuplement, mais les terres, on le sait, ne resteraient aux mains de la Compagnie, à l'expiration du privilège, que si elles étaient habitées. De plus, les dépenses du Canada, moins le traitement du gouverneur remis et les dépenses de guerre, seraient acquittés par la compagnie sur le pied habituel de 48.950 livres par année (1).

Les organes de la Compagnie des Indes répondaient aux deux objets qu'elle poursuivait, l'un économique, l'autre politique. La direction économique était confiée à une chambre générale ayant son siège à Paris, forte de 9 membres, marchands pour un tiers et tous intéressés pour 20.000 livres. Les directeurs seraient élus au nombre de trois chaque année, le 1^{er} juillet, à l'assemblée générale des sociétaires. Ils resteraient en fonctions pendant trois ans. Il était de leur attribution de nommer à tous les emplois sauf à ceux de secrétaire et de caissiers généraux, laissés à l'élection et à la destitution de

(1) I EO 60.

l'assemblée, de présenter à la nomination du roi les Gouverneurs, les prêtres et les curés entretenus, d'ordonnancer les dépenses et les paiements, d'arrêter en fin d'exercice les comptes, tenus en partie double, et les bordereaux de dividendes, à la réserve des deux premières années, pendant lesquelles il ne se ferait aucun partage.

La compagnie pouvait diviser son domaine en provinces ayant à leur tête des gouverneurs, des officiers et des juges. Les juges et officiers siégeant isolément ou en collège, constitueraient la juridiction le droit commun. Ils connaîtraient de toute affaire civile, administrative, commerciale, maritime et criminelle. Ils appliqueraient dans leurs jugements les lois et ordonnances du royaume et la coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris.

Les procès et les différends de nature civile qui viendraient à naître entre la compagnie et les citoyens ou entre directeurs et associés échapperaient à la juridiction ordinaire, pour ressortir dans le premier cas aux juges consuls dont les sentences et jugements s'exécuteraient souverainement jusqu'à la somme de 1.000 livres et au-dessus de cette somme par provision, sauf appel devant les juges civils, dans le second cas à trois directeurs dont serait convenu comme arbitres, et où les parties n'en auraient voulu convenir, nommés d'office sur le champ par les autres membres du bureau, qui jugeraient l'affaire dans le mois et dont les décisions s'exécuteraient comme si c'était arrêts de cour souveraine.

Tant d'avantages ne pouvaient manquer d'attirer les souscriptions. « Il y eut presse à porter son argent » aux lanceurs (1) de l'entreprise. Les fonds recueillis permirent d'armer en moins de six mois plus de 45 vaisseaux. A l'aide de cette flotte, la Compagnie prit aussitôt possession des lieux compris dans sa concession et elle y établit son commerce.

En général, c'était des salaisons d'Irlande qu'elle portait aux colonies. Quand elle exportait des viandes salées de France, le roi ne manquait pas d'en témoigner son contentement aux directeurs par des gratifications d'une couple de milliers de livres (2). Les retours se composaient partie de sucre, partie de tabac, d'indigo, de coton, d'écaillés de tortue et de pelleteries.

On aura deviné au genre de commerce les lieux avec lesquels la

(1) Berlioux, André Brue, p. 23.

(2) J. J. Guiffreu, Les comptes des bâtiments du roi, t. I, col. 552.

compagnie trafiquait de préférence. Les Antilles fournissant un champ assez vaste à son activité, elle ne fit guère d'efforts pour s'étendre dans l'Amérique septentrionale, encore moins en Afrique. Au contraire, le 8 novembre 1673, elle aliénait à messieurs François, Egrot et Raguenet la plantation du Sénégal et la faculté d'y négocier jusques à la rivière de Gambie, moyennant la somme de 75.000 livres par an (1). Au Canada, elle avait dès 1666, converti son privilège en des droits. Pour tous les points elle délivrait volontiers des permissions de commerce à des individus entreprenants, contre une modique redevance.

En se muant en simple créancière ou fermière de droits, la compagnie des Indes perdait de son utilité sociale. Le roi fut le premier à comprendre que « ces droits et revenus convenaient mieux à la première puissance de l'Etat » (2). On l'avait proprement établie pour faire rentrer dans les mains de la France le commerce d'Amérique que les Hollandais en avaient arraché. Cette vue se trouvait toute remplie, dès que les négociants français, à qui la Compagnie accordait souvent des permissions pour le négoce y avaient tellement pris goût et s'étaient si bien faits à cette navigation qu'on ne devait plus craindre qu'il repassât jamais chez les étrangers (3).

D'autre part, les pertes que les Anglais lui avaient fait subir, l'incendie de cinq vaisseaux en pleine rade à la Martinique n'avaient pas apporté la prospérité à la Compagnie des Indes. En dix ans elle avait accumulé un arriéré de 3.525.000 livres. Sans doute il lui restait de puissantes ressources. Elle pouvait se dédommager de ses pertes par l'augmentation de ses revenus, et le relèvement des droits et impôts. Mais « les particuliers associés pouvaient se lasser ou craindre de s'engager dans de nouvelles dépenses. Une compagnie doit faire valoir promptement ses capitaux » (4). Le monarque ne pouvait laisser perdre l'occasion de supprimer toute une compagnie devenue inutile, en paraissant la tirer d'un mauvais pas.

Le 9 avril 1672, il déchargeait la compagnie des Indes occidentales du commerce qu'elle devait faire. Le 22 février suivant il nomma

(1) AC. G7. 1312.

(2) Préambule de l'édit de révocation.

(3) Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique, Voir Compagnies des Indes occidentales, t. I, p. 641-642.

(4) Voir édit de révocation.

des commissaires pour régler l'emploi des effets appartenant à la moribonde. Le 31 décembre 1674 Sa Majesté mit la main sur tout l'actif. Toutefois il abandonnait les droits et revenus pendant six ans pour payer le passif, ainsi que 1.300.000 livres qu'il lui avait avancées au cours de la concession. Enfin il faisait deux répartitions de 4 pour cent aux actionnaires, prenait à ses charges le paiement des dettes, reconnaissait tout ce qui avait été fait par la compagnie. Il conservait d'ailleurs, comme directeurs d'administration coloniale trois des anciens directeurs de la compagnie. Le concours du souverain était dicté par l'équité: il n'eût pas été digne pour la couronne, en effet, de laisser supporter aux créanciers de la compagnie les charges que celle-ci avait assumées en mettant les colonies et plus particulièrement les îles en état de défense.

Quatre ans avant la révocation de la Compagnie des Indes occidentales, les Anglais, qui déjà concurrençaient la France dans le midi, étaient venus, conduits par Pierre-Esprit Radisson et Médard Chouart des Groseillers, s'installer au nord sur la baie découverte en 1610 par Henri Hudson. C'est, en effet, le 2 mai 1670 que Charles II avait conféré au prince Rupert, son parent, au duc d'Albermale, au général Monck et à quinze autres personnes formant une corporation au capital de 10.500 livres sterling, le monopole du commerce dans toutes les contrées dont les eaux sont tributaires de la grande mer intérieure (1).

Les « honorables aventuriers », pour les appeler par leur raison sociale, s'étaient empressés d'établir des forts sur les rivières qui alimentent la baie d'Hudson et ils avaient armé, à destination des factoreries nouvelles, des vaisseaux chargés d'une foule de marchandises de troc.

Satisfaits, pour l'heure, des profits énormes qu'ils retiraient de leur commerce avec les Esquimaux, les officiers de la Compagnie restaient comme accolés à des rivages où la rigueur du climat interdit

(1) Sources de la compagnie anglaise de la Baie d'Hudson: Thwaites (R. G.), *The Jesuit Relations*, t. LVI, p. 148 (Voyage du Père Albanel à la mer du Nord). — Mémoires de Radisson (Sculi (G.-D.) éd. Boston, 1885). — MA. Angleterre, 172; AC. B. 20. 42, 22. 1, 245; C11 A. 5 240, 7. 254, 260-265, 8. 67, 270-283, 26. 50, 32. 292; A. F2. 12; Histoire de la Cie anglaise de la Baie d'Hudson par H. Bancroft (1900), par G. Bryce (1900), par B. Wilson (1900), W. Schooling (1920), et History of the early Western fur Trade par Hiram Chittenden (1902).

tout espoir de culture et de peuplement, mais comment ne pas prévoir que, l'appétit ou la curiosité les poussant, ils remonteraient un jour les cours d'eau dont l'un au moins, selon les dires du temps, découpait de l'est à l'ouest les terres du prince Rupert, livrant passage en Asie, et finiraient par étendre, au détriment des voisins du sud, le périmètre de la puissance anglaise.

La France, chagrine de voir échapper à son emprise des territoires dont Jean Bourdon, procureur fiscal de la Compagnie des Cent Associés avait, en 1666, pris possession pour elle, n'hésite pas à pardonner à Chouart et à Radisson repentants et à leur confier le soin de fonder à Québec la Compagnie du Nord, destinée à supplanter les Anglais à la baie d'Hudson. Les traiteurs français élèvent bientôt le fort Bourbon (1682) au voisinage de ceux que le prince Rupert a fait ériger. Alors on voit naître entre les deux compagnies, l'une établie au Canada, l'autre en Angleterre, pour le commerce exclusif de la baie, une rivalité qui doit toujours croître dans les combats de cette funeste jalousie. Leurs comptoirs respectifs sont pris et repris, donnant lieu à des faits d'armes comme ceux du chevalier de TroYES, d'Iberville et de la Pérouse, auxquels on ne peut refuser le tribut de son admiration. Ces misérables hostilités ne discontinueraient sans doute pas, si les droits jusqu'alors partagés, n'étaient pas réunis en faveur de la Grande-Bretagne par le traité d'Utrecht (1713).

Tant pour détourner des chenaux anglais les chasseurs à peu rouge chargés des dépouilles des bois et des prairies, que pour découvrir « la mer de l'ouest », la France n'avait plus d'autres ressources que d'édifier une chaîne de postes outre le lac Supérieur. En exécution de ce dessein, Zacharie Robutel de la Noue, qui s'était battu à la baie d'Hudson, quitte Montréal (juillet 1717) et bâtit à Kaministiquia, sur le lac Supérieur, un entrepôt qui devait être l'embryon du fameux fort William des années subséquentes. Dix ans plus tard le célèbre Père Charlevoix est envoyé faire une reconnaissance au pays des Sioux, et sur son rapport, bien que contrairement à ses conclusions, on fait élever par une compagnie formée à Montréal (1) le fort Beauharnois au lac Pépin, expansion du Mississipi entre ce qui est aujourd'hui le Wisconsin et le Minnesota. Enfin, les Varenne de la

(1) V. les lettres patentes accordées le 6 juin 1727 à « la compagnie des Sioux » (RAC 1905. xxxiv).

Vérendrye, pourvus du monopole du commerce des pelleteries dans les contrées qu'ils découvriraient et commandités par les marchands de Montréal s'avancent graduellement (1731-1743) jusqu'aux premiers éperons des montagnes Rocheuses qu'ils atteignent en janvier 1743 à la hauteur du Montana actuel, après avoir fait face à des périls sans nombre et jalonné leur route de six comptoirs, à savoir : Saint-Pierre, sur le lac La Pluie (1731); Saint-Charles, sur le lac des Bois (1732); Maurepas, à l'embouchure de la rivière Winnipeg (1734); Rouge, au confluent de l'Assiniboine avec la rivière Rouge, la reine au Portage-la-Prairie (1738). Ils ajoutent plus tard deux anneaux, le fort Bourbon sur le Winnipegosis (1748) et le Fort Poskoyac, situé dans le voisinage de la fourche de la Saskatchewan. Sur la fin du régime français, Jacques Repentigny Legardeur de Saint-Pierre complète le système en faisant construire un fort spacieux sur la rivière de l'Arc, là précisément où s'élève aujourd'hui la ville de Calgary (29 mai 1751). Cet entrepôt fut connu sous le nom de fort La Jonquière.

Si nous revenons maintenant dans le bassin inférieur du Saint-Laurent, il faut nous demander qui succède en 1674 aux droits économiques de la Compagnie des Indes occidentales. Ces droits avaient été donnés à ferme (1), comme tous les impôts indirects perçus dans le Royaume, au plus haut enchérisseur, pour un prix forfaitaire. Les Iles d'Amérique fournissaient la plus grosse part des droits, un droit de capitation, 3 % sur les marchandises sortant de leurs ports, 40 % sur les sucres terrés et raffinés, sortant des Iles et introduits en France pour y être consommés. Le Canada produisait moins (environ 49.000 livres), le quart des castors et le dixième des orignaux exportés, 10 % sur les vins, eaux-de-vie et tabac, plus le monopole des échanges opérés dans les limites, d'ailleurs assez mal définies, du domaine de Tadoussac.

Le 24 mai 1675, la ferme du Domaine d'Occident est adjugée à Jean Oudiette, prête-nom d'un certain nombre de personnages, pour

(1) Sources des fermes : A. G.-1 ; Malézieux (M. de), Histoire des fermes du roi ; Encyclopédie méthodique, V^o Ferme ; Guyot, Répertoire, V^o Ferme gén. du roi ; Ferrière, V^{1s} Ferme du roi, Adjudication des Fermes du roi, Baux des Fermes du roi, Tiercement ; AC. B. 5. 65, 73, 7. 23 (16 av. 1676), 12. 51, 61, 15. 101, 20. 88, 139, 141, 213, C11, A. 169, 10. 177, 158, 171, 325, 121. 8, 34, 62, F3. 4. 406, 456, 8. 116, 149, 192, 218 ; A. E. 696. 89, 717. 177, 732. 272, 799. 85.

en jouir pendant l'espace de 7 années, moyennant une annuité de 340.000 livres (dont 49.000 environ seront affectés au paiement des charges du Canada) et l'obligation de recevoir à Québec et de payer 4 livres 10 sols la livre pesant, toutes les peaux de castor que lui apporteront les habitants. Charles Aubert de La Chesnaye, procureur d'Oudiette entre en possession de la ferme et en gère les affaires en France, tandis que Charles Bazire y donne ses soins au Canada.

Oudiette est bientôt réduit à quia, faute d'avoir prévu au bail des distinctions de qualités. Les habitants font un amas du castor le plus mauvais — castor d'été, gros cuir, rognures — et se prévalent des terres de la ferme pour imposer le tout à la recette. Acculé à la ruine, le fermier supplie le roi de reviser le tarif et de différencier les prix. Sur avis favorable de l'intendant, le Conseil d'Etat fait droit à sa demande. Désormais on reconnaîtra quatre catégories de peaux, à savoir: le castor gras, le castor sec, le veule et le moscovite. Le castor sec est celui que les Sauvages n'ont pas porté sur eux en manière de vêtement; le veule ne l'a été que d'un côté; le gras, tire son nom du fait que les Sauvages qui s'en habillent le pénètre de leurs sueurs et ont l'habitude d'y essuyer à table leurs doigts grasseyés; le moscovite n'est autre que le sec destiné au marché russe où on en fait des parements et des cols.

Oudiette souffre encore de la banqueroute d'un débiteur nommé Froman et du manque de probité de l'un de ses associés (Boisseau) avant l'expiration de son bail, laquelle arriva en 1681.

Colbert profite de la clôture du contrat pour réunir le Domaine d'Occident aux « Cinq grosses fermes » dont les tentacules étirent la France entière. Les fermiers généraux sous-afferment la levée des impôts en Amérique à une seconde société Oudiette formée pour trois ans et composée de presque les mêmes personnes que la première, qui en doivent jouir aux mêmes conditions. Les sous-fermiers à leur tour donnent en arrière ferme la traite de Tadoussac à M. de Vitry, qui la cède à Denis Riverin sur le pied de 18.000 livres.

Mais voilà qu'une compagnie se forme en 1683 sous le nom d'Acadie (1) pour l'exploitation pendant vingt ans de la région de ce nom. Elle est dispensée de porter les castors de sa traite à Québec,

(1) Sources: P. Bonnassieux, 354 et suivants; C.-A. de Boislie, Correspondance des Contrôleurs généraux, I. 46, 921, II. 498; Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique, I. 660-661.

et déchargée du paiement du quart. L'adjudicataire du domaine d'Occident l'ayant voulu troubler sous prétexte qu'il avait seul le privilège de recevoir tous les castors qui se traitaient dans l'Amérique française, elle est maintenue dans ses droits par la déclaration royale du 10 avril 1684, confirmée par l'arrêt du 20 juillet 1694 et du 9 janvier 1700.

Le bail d'Oudiette passe à Fauconnet en 1685, la sous-ferme du Canada au sieur Patu et l'arrière-ferme de Tadoussac à la Compagnie du Nord au prix diminué de 13.500 livres.

Après des changements de mains, la ferme tombe en la possession de Pierre Pointeau qui, faute de quantité-limite, est bientôt surchargé d'une masse de castor prodigieuse (1696) soit 4 millions de livres pesant alors que la consommation, année moyenne, n'atteint pas 40 mille livres. Il prie le roi de le libérer de ses obligations. Par bonheur un chapelier du Faubourg Saint-Antoine, à Paris, Louis Guigues, s'offre à continuer l'entreprise, à condition toutefois que le tarif soit modifié dans le sens de la baisse. Le Conseil d'Etat, tout heureux, fait droit à la requête de cet adjudicataire inespéré (24 fév. 1699).

Mais les habitants se montrent réfractaires à la Cour; ils se refusent à tout rabais (1). Ils prendront plutôt entre leurs propres mains tout le commerce. Il y a longtemps qu'ils mûrissent ce projet. D'abord de 1645 à 1666 ils formaient une Compagnie. En 1667, ils avaient proposé de se réorganiser (2), le 4 novembre 1684 ils avaient renouvelé le même vœu (3), enfin en 1689 (4) ils avaient précisé leur conception: « il faudrait faire entrer dans cette compagnie deux des habitants du Canada qui le voudraient, et indispensablement tous les négociants; cette Compagnie devant être composée de la meilleure partie des habitants du Canada, il ne semble pas qu'il y ait inconvénient à leur accorder la baie d'Hudson » (4).

Pour le malheur de la colonie, le Conseil royal a la faiblesse d'écouter ces réclamations. Il homologue le 9 février 1700, la convention intervenue à Québec, le 10 octobre précédent, entre les habitants et les fermiers (5). La colonie prend à forfait sur le pied de 70.000

(1) AC. F3. 8. 116, 23 septembre 1699.

(2) Proposition de Talon, AC. CII. A. 2. 351.

(3) AC. F3. 6. 148.

(4) AC. CII. A. 10. 325.

(5) Sources: AC. B. 22. 213, 23. 101, 27. 4, 11, 56, 61, 73, 28. 66, 29. 128, 32.

livres par an, la ferme annuelle du quart revenant au Domaine d'Occident dans le produit de la traite du castor. Elle aura le privilège exclusif de vendre le castor en peau, en poil ou en chapeaux, en Hollande, en Suède, au Danemark, dans les villes hanséatiques, dans les ports de la mer Baltique et en Moscovie. Le « général du pays » convoqué, souscrit, par coupures de 50 livres, le capital-actions (1). Mais le capital ne sera jamais « qu'un être de raison, les intéressés n'ayant rien déboursé ». Les fonds sont empruntés d'une part à des commanditaires parisiens (Pasquier et Cie, puis Bourlet et Goy), qui se chargent de la vente à commission (commission de 5 %), d'autre part au gouvernement de la colonie au grand déplaisir du gouvernement central. Dans la même réunion du 16 octobre il est nommé un conseil de sept directeurs, qui sont: Ruette d'Auteuil, procureur du roi, de Lotbinière, Denis Riverin, Hazeur, Gobin, Macart, Pierre-Aubert de la Chesnaye et de Lino représenteront la compagnie en France.

La communauté prend en outre à ses charges en 1703 les établissements de la baie d'Hudson, ceux de Frontenac et de Détroit, ceux de l'Acadie.

Elle a beau agrandir ses terrains de chasse et la sphère de ses débouchés, la colonie ne fait pas le plus léger bénéfice. Loin de là, elle se met dans un engagement de 1.577.780 livres, à la suite de fâcheuses opérations, de la perte de plusieurs vaisseaux pris par les Anglais ou les Hollandais, à la suite aussi de la cupidité et de coteries des directeurs. Elle n'a que des castors pour payer ses dettes et encore sont-ils à moitié mangés de vers. Force lui est d'abandonner l'aventure.

Le 10 mai 1706, les habitants du Canada font cession de tous leurs droits et privilèges à une compagnie dont les sieurs Aubert, Nérét et Gayot sont les principaux intéressés, et le contrat portant cette subrogation est confirmé et homologué par arrêt du Conseil du 24 juillet (2).

129, CII. A. 2. 321, 19. 299, 300, 21. 262, 23. 3, 4, 40. 159, 121. 34, 125 (1708). F3. 6. 148, 8. 116, 149, 192, 200, 214, 128, 222, 282, 323, 342, 9. 26, 4; AM.-B. 2. 168. 58; A. M 204 (27 janvier 1705); A. E 709. 262, 710 (1701), 1924 (1703); I EO 280.

(1) 16 octobre 1700: AC. F3. 8. 218.

(2) Sources: BN, a. f. f. 6800. 114-5; AC. B. 38. 208, 39. 247, 32. 128, 129, 36. 338, 362, CII. A. 121. 13, 30. 479, 35. 280, 36. 321, 8. 325, 343, 349, 351, 367, 38. 257, 39. 228, F3. 9. 21, 26, 166; A. E 1943. 207, 1949. 24, 1952. 98, 1954. 53; I EO 392.

Pour se tirer de l'embarras où elle s'est mise, la colonie a dû naturellement souscrire des clauses onéreuses. La convention stipule une quantité-limite et consacre une réduction appréciable dans les prix du castor. Le roi lui-même doit s'entremettre et accorder le transport gratuit sur ses vaisseaux de tout le fret du sieur Aubert et de ses associés. Ceux-ci, par contre, prennent à leur charge les dettes commerciales de la colonie (1.812.949 livres).

Comme la compagnie Aubert s'était formée sans verser de capital, elle eut beaucoup à souffrir du paiement d'intérêts usuriers. De plus, elle perdait en 1713, par le traité d'Utrecht, ses comptoirs de la baie d'Hudson et de l'Acadie. Malgré ces infortunes, elle demande une prolongation de son bail en 1717, mais elle ne devait pas l'obtenir.

E. — LA COMPAGNIE DE JOHN LAW OU D'OCCIDENT (1)

C'est que la Régence de Louis XV, réduite aux expédients par l'avilissement des fonds publics, fait siens les projets ambitieux de l'écossais John Law. Elle imagine, pour rendre aux valeurs d'Etat leur prestige, de lier le crédit du gouvernement aux destins chanceux du commerce. Elle espère pouvoir réaliser du même coup la déflation monétaire et la prospérité de la navigation en employant le surplus des billets en circulation à lancer une compagnie de conséquence. L'occasion s'offre belle d'en former une: l'Amérique attend un entrepreneur, le bail Aubert expire aux régions du Saint-Laurent, Antoine Crozat se désiste du privilège de faire seul dans le bas Mississipi le négoce des pelleteries autres que le castor. Le duc d'Orléans autorise donc, au nom du roi, l'aventurier de génie que la fortune lui envoie à former une société capable d'exploiter pendant l'espace de vingt-cinq ans, sous le nom de Compagnie d'Occident, tout le com-

(1) Sources : Recueil d'arrêts et autres pièces pour l'établissement de la Compagnie d'Occident (Amsterdam, 1720, 1 vol. in-12); Isambert, *Anciennes lois françaises*, XXI. 149; Saint-Simon, *Mémoires* (édition de 1856), XV. 237-238; BN. a. f. f. 7800. 248-251, 21778. 333-367; I EO 377, 395, 441; A. G-6; AC. B. 40. 506, 42. 56, 448, 44. 534, 535; CII. A. 38. 247, F3. 10. 123, 203, 246; AM. B. 1. 20. 24; MA. Amérique, 3 et 4, Documents relatifs à l'établissement de la compagnie d'Occident (1717-1720); MG, section histoire des archives vol. 2592; Davis (A. M.), *Law's System* (1887); Heinrich (Pierre), *La Louisiane sous la compagnie des Indes* (1717-1731), Paris, 1907; Levasseur (Emile), *Recherches historiques sur le système de Law*; Thiers (A.), *Law et son système de Finances*.

merce de la Louisiane, ainsi que d'acheter, transporter et vendre dans le royaume tout le castor offert sur le marché québécois (août 1717). Il s'engage même, au bout de quelques mois (11 juillet 1718), à voiturier sur ses propres navires, francs de port et quittes de tous droits, le quart compris, les ballots de fourrures du concessionnaire. Ses effets, il les déclare insaisissables; ses litiges il les défère à la justice de l'intendant; ses vaisseaux, il souffre qu'on les arme en guerre. Il impose une seule charge à la compagnie, l'obligation de reconnaître la suzeraineté du roi de France. Car, c'est à Paris, rue Quincampoix, qu'est établi le siège social; c'est en billets de l'Etat que sera payé un cinquième du capital, soit 25 millions de livres; c'est enfin, le Conseil de la monarchie qui pourvoit (12 sept. 1717) à la nomination des sept premiers directeurs. Il les tire du milieu de ses obligés. Il choisit deux receveurs des finances, Dartagniette (Auch) et Duché (La Rochelle), trois députés du commerce: Moreau (Saint-Malo), Piou (Nantes) et Mouchard (La Rochelle) et un seul négociant mais au nom joyeux, Castaigniette. Ajoutez naturellement à leur nombre le financier magicien, John Law.

Il n'en faut pas tant pour que les cent millions nécessaires soient recueillis avec facilité. Le 16 juillet 1718, la souscription est close. La compagnie si heureusement née ne doit pourtant pas fonctionner longtemps sous sa forme initiale. Tour à tour l'esprit de lucre de ses fournisseurs et l'ambition, le manque de probité des sociétaires eux-mêmes nécessitent des changements.

Tout d'abord, il faut trouver un moyen de mettre fin aux fraudes que les trappeurs du Canada commettent dans les livraisons du castor. Le bien de la chapellerie l'exige. Les peaux de castor gras, en effet, n'ont alors d'autre consommateur que l'industrie du chapeau. Mais elle est un grand consommateur. Le feutre fait de poils de castor est universellement estimé. Doux, lustré et poilu, il est porté par les Français, maîtres et valets. Remis sur la forme et enduit d'une substance mucilagineuse, il est expédié aux Espagnols qui le demandent dur, ras et sans poil. Après avoir rôdé d'Espagne au Portugal, il revient à la manufacture. Un coup de fer et on le revoiture à Lisbonne et de là au Brésil, où il est fort bien reçu pourvu qu'il soit molasse et « claquebord ». Lorsque, à force de servir il est plein de trous, le commerce le porte en Guinée: les galants de Bolama y passent des plumies. Enfin, le pauvre chapeau façonné en France d'une matière tirée du Canada, va mourir au Mozambique ou en Océanie,

après avoir fait des milliers de lieues et passé en différents pays où la diversité des goûts l'ont fait honorer dans quelque état misérable qu'il fût (1).

Dur ou mou, à poil ou épilé, le roi avait maintes fois ordonné que le chapeau fut toujours « pur ». Il avait fait défense au fabricant de faire usage d'une partie de laine, de poil de lièvre ou de poil de chameau (2). La consommation du castor en aurait été réduite et le Canada appauvri. Il était allé jusqu'à punir le chapelier délinquant par la privation de sa maîtrise et d'une amende de 2000 livres. De ces interdictions vient qu'au XVIII^e siècle, le demi-castor étant au chapeau fin ce que les femmes du demi-monde sont aux personnes honnêtes, toute femme de demi-virtu était appelée *demi-castor* (3).

Sans prendre garde que leur âpreté au gain pourrait amener la ruine du commerce des fourrures, comme il devait amener celui du ginseng, les trappeurs de la Nouvelle-France, s'autorisant de ce que la Compagnie d'Occident ne distinguait, pour des raisons de commodité que deux qualités de castor, le gras et le sec, livraient au receveur de la Compagnie à Québec des peaux pour la plupart défectueuses. Le castor gras était « engraisé » à l'huile au lieu qu'il ne devait avoir cette qualité qu'après avoir été pénétré longuement de la sueur des Sauvages auxquels il servait d'habillement; le castor sec était trop chargé de cuir et même de chair. Les chapeliers en avaient porté plainte, représentant que s'il n'y était remédié, les manufactures de chapeaux tomberaient infailliblement. Le Roi s'avise de supprimer alors l'intermédiaire et de mettre face à face producteurs et consommateurs. En conséquence il rend libre le commerce extérieur du castor et convertit le privilège de la compagnie en un droit de 9 sols par livre pesant de castor gras entrant dans le royaume et de 6 sols par livre de castor sec (16 mai 1720). Les calculs du monarque se trouvent porter à faux. L'ayant reconnu, Sa Majesté, révoquant la

(1) Pour le journal du chapeau de castor, voir les Mémoires du marquis d'Argenson, édition elzévirienne, t. I, p. 206.

(2) AC. F3. 6. 206 (8 février 1685); Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France, publiés sous la direction de Julien Hayem, Paris, Hachette, 1916, 4^e série, article d'Émile Ismard, sur l'industrie chapelière à Marseille au XVIII^e siècle, pp. 65-85.

(3) Voir Dictionnaire Trévoux. On peut lire à ce sujet, dans les Entretiens des Ombres (1722, 4^e entretien, p. 380), une curieuse page sur Mme Dumoyer. Reprise de ce mot dans *Chanteclerc* d'Edmond Rostand.

liberté du commerce, le rétablit dans les termes de la charte de 1717 (30 mai 1721 et 28 janvier 1722), sous deux réserves (16 mai 1725 et 30 mai 1726) : comme précédemment sous les fermes d'Oudiette et de Pointeau, il établit une classification élaborée des castors et une échelle de prix descendante : il distingue cinq variétés au lieu de deux : le gras, le demi-gras et l'engraissé, le sec et le veule.

C'est peu pour la Compagnie de se garder des dangers du dehors, elle doit souffrir encore des initiatives intempérantes et téméraires de ses propres directeurs. La souscription à peine close, ils déploient une activité sans pareille. La compagnie possède seize vaisseaux (mars 1719), ils en achètent ou en font mettre en construction trois cents (juin 1720). Ils fondent tout à la fois, en Europe le port de Lorient, en Amérique la Nouvelle-Orléans. Ils absorbent en janvier 1719, la compagnie du Sénégal, en mai celle d'Orient et de la Chine, en juin celle des Etats barbaresques, ils englobent enfin, en septembre 1720, les compagnies de Saint-Domingue et de Guinée. En conséquence de cette réunion, ils augmentent le capital de la compagnie d'Occident de 27,500,000 livres. Ils l'appellent désormais d'un nom plus compréhensif : Compagnie des [deux] Indes (mai 1717). Ils obtiennent pour elle, en mai 1717, une prolongation de son bail égale à 25 années. En juillet 1720, ils la font déclarer Compagnie *perpétuelle*. Bref, ils restent seuls dans le champ du commerce extérieur de la France et leur monopole leur sera jamais disputé.

Le succès obtenu, la hausse des valeurs, les engagent à réaliser mieux encore leur objet : celui de lier le crédit de l'Etat à celui des opérations du commerce et de la finance. Il leur faut mettre la main sur des institutions économiques intérieures de la nation. Ils se rendent coup sur coup adjudicataire de la ferme des tabacs et de la fabrication des monnaies, des cinq grosses fermes et des autres recettes de l'Etat. Toute rente sur le trésor royal est supprimée : la compagnie des Indes remboursera la dette publique. Law est nommé Contrôleur général des finances et régisseur de la Banque royale. Les titres, les honneurs de tous genres, parfois les plus inattendus, pleuvent sur lui : amateur de chimie, l'Académie des sciences lui offre un fauteuil ; récent converti, l'Eglise lui fait une place au banc d'œuvre de Saint-Roch.

Pour répondre aux besoins élargis, la Compagnie décide une nouvelle augmentation de son capital social de 50 millions de livres et bien que les actions créées à cet effet ne soient émises qu'au taux

nominal de 500 francs, elle les délivre avec 500 livres de prime, soit au cours de 1000 livres atteint par les titres primitifs. Les conditions avantageuses de la souscription ne manquent pas de provoquer un agiotage sans frein qui dégénère en un véritable vent de folie. Un bossu fait fortune à prêter sa bosse en manière d'écrivoire. Un abbé, soit erreur, soit fourberie, livre des billets d'enterrement au lieu d'actions. C'était un présage certain.

La fatale union de deux établissements où c'était le plus fragile, le plus ruineux qui prétendait soutenir l'autre, devait aboutir à une catastrophe. L'événement ne se fit pas attendre. Un arrêt ayant été rendu (10 mai 1720) portant réduction de moitié de la valeur des actions de la Compagnie des Indes, la panique s'empare de la place. Le Régent rapporte la décision, mais il est trop tard. Le 17 juillet, il y a émeute. Le 14 décembre, Law, devenu le bouc émissaire de fautes et d'égarements auxquels tout le monde avait pris part, s'éloigne de Paris, accablé de malédictions, quelques louis en poche.

L'œuvre de Law ne disparaît cependant pas toute entière avec son auteur. Le fond sur lequel repose la Compagnie d'Occident, dégagé des affaires de l'Ecossais et de l'Etat vaut plus de 300 millions. Elle se réorganise en se réduisant au rôle d'entreprise privée. Son capital, d'abord fixé à 112 millions de livres, divisées en actions de 10,000 livres chacune, est ensuite ramené à 102 millions. L'administration de ses affaires est répartie (30 août 1723) entre 12 départements, à la tête de chacun desquels est placé un directeur; huit syndics, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, surveilleront la gestion avec voix délibérative dans le conseil des directeurs; chaque année une assemblée générale étudiera et approuvera le bilan; tous les quinze jours, un conseil composé du contrôleur-général des Finances, de 4 inspecteurs que désignera le Roi, des syndics et des directeurs, examinera l'emploi des fonds, visera les nouvelles actions et déterminera le taux des dividendes.

Si précis que soit ce contrôle, l'assainissement n'est pas complet. Si tous les frais du commerce de la Compagnie sont payés par elle, elle voit lui échapper une grande partie des profits. L'abbé Morellet nous assure qu'elle en perdait la moitié. Les officiers de tous grades de la société, auxquels il faut joindre des fonctionnaires d'Etat et le roi lui-même, dit-on, agissant par l'entremise de Machault, réservent à leur pacotille personnelle une partie du chargement des navires.

Aux ennemis subtils du dedans, se joint bientôt l'ennemi du de-

hors. Dans les grandes luttes coloniales entre la France et l'Angleterre, la compagnie perd ses comptoirs. Le génie de Duplex et le courage du malheureux Lally-Tollendal ne peuvent que retarder la perte des Indes, beau fleuron, bien que le commerce de l'Inde n'occupât que dix à douze vaisseaux par an et que les ventes ne rapportent que 24 à 26 millions, alors que le commerce de Guinée et des Antilles occupait annuellement 400 vaisseaux et vaut plus de 140 millions. La conquête du Canada par les Anglais donne le coup de grâce à la compagnie. Dépouillé de son champ d'action, elle perd sa raison d'être. Un arrêt rendu le 13 août 1769 suspend son privilège. Huit mois après l'association se dissout. La liquidation du fonds social se fait sur l'estimation totale de 30 millions de livres. Le Roi se charge des dettes et prend tous les effets.

F. — CONCLUSIONS

Les compagnies dont nous venons de retracer l'histoire, ont subi, dans leur essence même, au cours d'un siècle et demi, des modifications profondes. Leur objet, pour commencer, se dédouble. De la quasi souveraineté du début, il ne reste plus aux compagnies, au bout de quelque temps, que la fonction économique, l'Etat assumant l'exercice des prérogatives politiques. Cette transformation se fait en trois étapes. Quand le Canada n'est encore pour la France qu'un « bout de de l'Asie » regardant l'Europe, « possédé par des Sauvages sans usage de raison » (1) il appartient aux compagnies d'« avoir une connaissance » (2) plus précise des terres entrevues et de chercher « par dedans » « un chemin pour aller en Chine » (3). « Le désir de découverte (4) une fois satisfait, il incombe aux compagnies de navigation « d'établir l'autorité royale » sur les contrées maintenant connues en les peuplant (5). Lorsque les Blancs sont enfin en nombre suffisant dans la colonie pour s'accroître par le fait seul de la multiplication naturelle, le roi retire à lui la puissance gouvernementale et pratique l'administration directe. De ce jour, les associations de commerce

(1) 3 EO 5.

(2) *Ibid.*

(3) 3 EO 11.

(4) 1 EO 1.

(5) *Ibid.*

n'existent plus qu'aux fins d'exporter les fourrures, ou même de percevoir les droits dont on a dû, pour subvenir aux dépenses du Canada, frapper à la sortie le castor et l'orignal.

Du même rythme que l'action des compagnies diminue en intensité, son théâtre grandit au point d'embrasser enfin la France coloniale entière, la métropole elle-même.

La diffusion des intérêts dans le monde marche du pas de la dispersion des activités dans l'espace. On passe tour à tour du cercle fermé de quelques marchands de la côte, au cercle ouvert à tout négociant du royaume, de celui-ci à celui des Français de tous ordres, du cercle national enfin au cercle cosmopolite où des hommes d'Amsterdam (Aubert) et d'Ecosse (Law) jouent les premiers rôles.

La révolution du Canada dans l'orbite d'un système commercial intense, dont les Antilles sont le foyer central, ne se fait pas sans résistance de la part des colons de Québec, qui se sentent négligés pour de plus brillantes constellations. L'esprit du protectionnisme descend en eux. Sous son inspiration, ils demandent et obtiennent par deux fois (en 1645 et en 1700) de prendre dans leurs propres mains les rênes du commerce extérieur des fourrures (1).

3. — DE LA COLLECTE DES FOURRURES OU DE LA TRAITE PROPREMENT DITE

Telle est l'histoire des avatars du commerce extérieur des pelleteries au Canada. Il nous reste à analyser le commerce intérieur de la même denrée.

A. — LA TRAITE DANS LES « HABITATIONS »

Dans le dernier état de la traite, le Canada fait l'objet d'une division économique tripartite. On distingue les Habitations, le Domaine de Tadoussac et le Pays d'en haut. Par cercle des Habitations, il faut entendre le territoire en voie de défrichement; il englobe les « gouvernements » de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal. En principe, la traite est ouverte dans cette étendue à toute personne tenant « feu et lieu ». On y tient des foires (2) à époques fixes en sorte d'atti-

(1) Ils font même rejeter l'incidence de l'impôt qui les atteint (le quart) sur les importations, opérations métropolitaines (1705).

(2) Sur les lieux de foire : AC. F3. 4. 488, 6. 238, 7. 387, 8. 235, 9. 81; 1 OI 32, Charte des Cent Associés, 1628; 2 RAQ 71.

Description des foires : La Hontan, lettres IV et VIII; La Poterie, lettre

rer les Sauvages de partout. Lors de ces assises, les canots descendent par légions des lacs jusqu'à Montréal. Ils atterrissent non loin du bourg dans un lieu qui leur est assigné. Les feux s'allument, les tentes s'élèvent pour la nuit. Le lendemain, la horde des barbares tient une réunion générale sur l'emplacement de la commune, entre la rue Saint-Paul et le fleuve. Le gouverneur-général préside à l'accoutumée, assis dans un fauteuil. Derrière lui les hôtes des bois prennent place, rangés tribu par tribu. Les chefs prononcent des palabres en leur langue traînante mais savoureuse, et font l'hommage de présents. Le calumet passe de bouche en bouche en signe de paix et d'amitié. La traite peut commencer; on s'y livre à partir du troisième jour. Négociants de haut et de bas étage, magistrats, simples particuliers, chacun étale sa pacotille le long des palissades, retient les services d'un interprète et se met en devoir de tirer sa part de bénéfice. Le tableau offre de ces contrastes pittoresques, caractéristiques de la vie primitive des Canadiens. Ici, c'est la troupe des Indiens armés d'arcs et de flèches, n'ayant pour tout vêtement que des plumes dans la coiffure et du fard au visage; là, ce sont les coureurs de bois français attifés de parures indiennes; plus loin, le spectateur distingue les marchands et les habitants grossièrement vêtus, et, promenant gravement au milieu d'eux tous leur robe noire, les Messieurs de Saint-Sulpice, seigneurs de l'Île. Les dignes abbés laissent tomber des paroles de paix, ils recommandent la sobriété, mais leur bizarre auditoire obtempère rarement à la consigne. La vente de l'eau-de-vie a beau être interdite, l'ivresse et la débauche ne manquent pas de clore la série des échanges. On a vu, dans un de ces moments de folie, le gouverneur de Montréal lui-même s'oublier jusqu'à troquer les insignes de sa charge et le Sauvage, qui s'en était porté acquéreur se pavaner par les rues, d'un air glorieux, dans la tenue du premier magistrat de la cité (1).

B. — LA TRAITE AU DOMAINE DE TADOUSSAC

Le Domaine de Tadoussac et le Pays d'en Haut diffèrent de la circonscription centrale des Habitations en ce que la traite des fourrures n'y est pas laissée à la libre concurrence; elle est réservée au

XII, I. 354; H. Lorin, Frontenac, 108; AC. CII. A. 121. 4, II. 86, 12. 287-292, 13. 104.

(1) V. AC. F3. 2. 76. Cp. Margry (P.), Lettres de La Salle, 121.

contraire à des factoreries que la Cour donne à ferme à des compagnies ou à des officiers militaires. Tadoussac marque la frontière septentrionale. Il renferme l'immense bassin du Saguenay et du Lac Saint-Jean. Ce vaste espace, qui ne comprend pas moins de 72,000 milles en superficie, est affermée un temps à une compagnie dite des Postes du Roi, d'où le nom de Domaine du Roi sous lequel il est depuis lors connu.

C. — LA TRAITE AU PAYS D'EN HAUT (1)

a). — LA FERME

Le Pays d'en Haut commence aux rapides de Lachine et se confond avec la péninsule ontarienne. Le roi confie d'abord le droit exclusif d'acheter et de vendre dans cette région au commandant de chacun des forts de Frontenac, de Niagara, de Détroit et de Michillimakinak, qui en assurent la domination. Ce privilège s'achète, mais comme il est toujours occasion de gain, souvent même de fortune considérable, il n'est accordé qu'aux officiers les plus favorisés. S'il s'en rencontre parmi eux qui n'aient pas les fonds nécessaires pour l'exploitation, ils trouvent aisément des capitalistes qui s'associent à leur entreprise.

On prétendait que loin de contrarier le bien du service, ce système lui était favorable, parce qu'il mettait les militaires dans la nécessité d'avoir des liaisons plus suivies avec les naturels du pays, de mieux éclairer leurs mouvements, de ne rien négliger pour s'assurer de leur amitié. Personne ne voyait ou ne voulait voir que cette disposition ne manquerait pas d'étouffer tout autre sentiment que celui de l'intérêt et serait la source d'une oppression constante.

Cette tyrannie, devenue en peu de temps universelle, se fait plus fortement sentir à Frontenac, à Niagara, à Toronto. Les fermiers de ces trois forts, abusant de leur privilège exclusif, estiment si peu ce qu'on leur présente, donnent une si grande valeur à ce qu'ils offrent en échange, que les Sauvages perdent peu à peu l'habitude de s'y arrêter. Ils se rendent en foule à Chouagen, sur le lac Ontario, où les Anglais leur accordent des conditions plus avantageuses (2).

(1) Sur le mode d'exploitation des Pays d'en Haut, soit par congés, en régie ou par commandant, voir Bougainville, 3 RAQ 42-70.

(2) Raynal, VII.

b). — LA RÉGIE

On fait craindre à la Cour de France les suites de ces nouvelles liaisons. Elle réussit à les affaiblir en prenant elle-même le commerce de ces trois postes, et donnant un meilleur traitement aux Sauvages que la nation rivale.

Qu'en arriva-t-il? Le roi est seul en possession des pelleteries qu'on rebute ailleurs; le roi a, sans concurrence, les peaux des bêtes qu'on tue en été ou en automne; ce qu'il y a de moins beau, de moins garni de poil, de plus sujet de se corrompre, est pour le compte du roi. Toutes ces mauvaises pelleteries, achetées sans fidélité, sont entassées sans soin dans des magasins où elles deviennent la proie des vers. Lorsque la saison de les envoyer à Québec est venue, on les charge sur des bateaux, abandonnées à la merci des soldats, des passagers, des matelots, qui n'ayant aucun intérêt dans ces marchandises, ne portent pas la moindre attention à les garantir de l'humidité. Arrivées sous les yeux des administrateurs de la colonie, elles sont vendues la moitié du peu qu'elles valent. C'est ainsi que les avances considérables faites par le gouvernement lui retournent presque en pure perte (1).

c). — LA COURSE DANS LES BOIS (2)

Comme nous l'avons vu, le gouvernement tient la main à ce qu'on attende la venue des Sauvages (3), soit dans les habitations, soit dans les postes; défense (4) est faite d'aller traiter dans les bourgades indiennes. Mais cette disposition n'est jamais observée. En tout temps il se rencontre des fauteurs pour courir les bois en quête de fourrures. Le peuple regarde même comme un fainéant et un lâche l'homme qui n'a pas fait ses campagnes dans le Pays d'en Haut. On trouve parmi les coureurs de bois des jeunes gens appartenant aux premières familles de la colonie, des fils de membres du Conseil. L'intendant Duchesneau accuse quelque part les seigneurs de « passer

(1) Raynal, VII.

(2) Pour une définition de la course des bois et des coureurs de bois, Voir d'Auteuil, 2 RAQ 60.

(3) *Ibid*, 37-38, 71-73.

(4) A.C. F3. 4. 488, 5. 43, 6. 238, 9. 39.

leur temps à la chasse, eux et leurs fils, et d'inviter les jeunes habitants à les suivre ». Presque tous les fonctionnaires cherchent dans un commerce clandestin, « un certain commerce souterrain qui est un vrai petit Pérou » (1), un supplément de ressources. Colbert doit même s'élever (1676) contre « la routine que les ecclésiastiques séculiers et réguliers ont prise de traiter ou faire traiter par leurs valets » (2).

Comment expliquer cet exode? C'est que, sans capital ni industries, la vie ne semble pas très estimable sur aucun point du globe et cette carence engendre l'esprit d'aventure. Puis la vie nomade et insouciante, considérée en elle-même, exerce bien de l'empire sur les imaginations. Et nous ne saurions nous en étonner. La plupart des hommes gardent en eux les caractéristiques latentes de leurs lointains aïeux qui habitaient la solitude. Les avantages de la civilisation sont tous acquis au prix de la liberté; et plus ils sont abondants, plus l'existence est rectiligne, bridée. On ne peut marcher, si ce n'est dans les chemins tracés d'avance; on ne peut cueillir les fruits qui s'offrent à la vue; on ne peut s'ébattre sur le gazon, si invitant soit-il, ni flâner sous les arbres, si délicieux que soit leur ombrage. L'amour instinctif de la liberté de mouvement s'irrite sous ces entraves, et il cherche un remède dans les courses aux savanes où l'on ne connaît pas l'épiement réciproque ni les perpétuelles promenades en rond dans des cages dorées. Les barrières fictives que la société érige entre l'homme et ses semblables: puissance de l'argent, distinction des classes, rien de cela n'existe au désert. Tous y sont égaux, tous partagent le poids du jour et la paix des nuits. Ajoutez la poésie des nonchalantes haltes parmi les frissons des feuillages, les chatolements argentés des saules, l'harmonieux murmure de eaux, la fraîche allégresse de toutes les fleurs enchevêtrées. Ajoutez la passion des aventures, si chères au cœur de l'homme. Les sensations de la chasse, le saut des cascades, les liaisons avec les Sauvages, sont autant de choses nouvelles et attrayantes bien propres à séduire les jeunes imagina-

(1) La Hontan, Lettre X, 8 juillet 1686 (Nion, 118).

(2) Sur la traite des dignitaires laïques et ecclésiastiques, AC. B. 7. 1, 15, 12, 25, 39, CH. A. 22. 297, CH. D. 4. 24, F3. 2. 76; Margry (P.), Lettres de La Salle, 225 et 251: « Dans la baie des Puans, est une maison des Jésuites, qui ont véritablement la clef du pays de Castorie, où un frère forgeron qu'ils ont et deux compagnons convertissent plus de fer en castor que les Pères ne font de Sauvages en Chrétiens » (1680); 2 RAQ 13, 21; Marie de l'Incarnation I. 207.

tions, traversées de mille lueurs, et à les lancer dans une vie que l'on quitte difficilement.

Le coureur de bois (1), tel que nous le dépeint la légende, est un homme au tempérament aventureux, propre à tout, capable d'être successivement ou tout à la fois, découvreur, interprète, bûcheron, colon, chasseur, pêcheur, marin, guerrier. Selon les besoins et exigences des temps et des lieux, il peut confectionner une barque et la conduire au milieu des orages du golfe, faire un canot d'écorce et le diriger à travers les rapides des rivières, lacer une paire de raquettes et parcourir dix lieues dans sa journée, porté par elles sur les neiges profondes. Il sait comment on prend chaque espèce de poisson dans chaque saison; il connaît les habitudes de toutes les bêtes de bois qu'il sait poursuivre ou « trapper ». La forêt, les prairies, la mer, les lacs, les rivières, les éléments se connaissent d'instinct. Mais c'est aussi une espèce d'homme bien indiscipliné que celui qui a la mission de servir d'intermédiaire, non seulement entre l'eau et la terre, mais entre la civilisation et la barbarie déjà corrompue au contact et au profit de la civilisation. Mais il ne faut pas le blâmer trop sévèrement de ses oscillations entre ces deux genres de vie. Il fait le pont de l'un à l'autre monde, et se confesse dans l'un des péchés commis dans l'autre.

Les deux genres de vie que mène le coureur transpirent dans son costume; couverture disposée en forme de capote, chemise de coton à raies, larges culottes de drap, guêtres de cuir, mocassins de peau de daim, ceinture de laine bigarrée supportant le couteau, le sac à tabac, la pipe et quelques ustensiles de campement, en un mot, un habillement moitié civilisé, moitié sauvage. Son équipement est très limité, car ses expéditions exigent qu'il soit libre, autant que possible, d'embaras. Un fusil et ses accessoires, des trappes, forment avec des couvertures de lit, tout son avoir au monde.

Le voyageur est présumé travailler dix-huit heures sur vingt-quatre. Il prend sa nourriture (2) chemin faisant, poisson, oiseaux

(1) Pour portrait du coureur, La Hontan, lettre 4 et lettre XIV; Perrot, 299; E. D. Neill, *The History of Minnesota from the earliest French exploration to the present time*, Philadelphia, Lippincott et Cie, 1858, p. 115 et suivantes; Pasquest, I. 145.

(2) « Ne prenaient de vivre que pour se rendre seulement au pays d'en haut », 4 RAQ 126.

ou gibier qu'il abat au passage; à leur défaut il consomme de la viande séchée dont il a eu la précaution de se munir. Malgré son dur labeur, malgré sa nourriture grossière, le coureur est heureux, de soucis il n'en a point, sauf, peut-être, pour une « blonde » qu'il a laissée là-bas.

En général, il vit moins sur terre que sur l'eau. Le canot est son mode de locomotion; les ondes son élément, et les vallées plutôt que les montagnes et la plaine, son habitacle. L'itinéraire qu'il suit est bien connu (1). Partant (2) de Montréal, il voyage jusqu'à Ottawa, il suit le fil de la rivière française, puis traverse la Baie Georgienne et le lac Huron. Entre le lac Huron et le lac Michigan il fait halte, à Michillimakinak, à la mission des Jésuites. Ici il y a bifurcation: il a le choix entre le chemin du sud par le lac Michigan, et la direction nord-ouest par le lac Supérieur. La première route conduit aux Illinois, la seconde mène au pays des Assiniboines.

Pendant qu'il avance ^{ici}, le coureur n'a d'ordinaire pour abri que le firmament et il couche à la belle étoile. Une peau jetée sur des feuilles et des branches de sapin lui sert de lit; son bagage lui tient lieu d'oreiller, et une couverture le défend de la fraîcheur de la nuit. En hiver, ou dans d'autres saisons quand il doit prolonger son séjour en un même endroit, il se bâtit une hutte sommaire pour mieux se protéger contre le froid, le vent et la pluie. Il la place près d'un ruisseau où il y a de l'herbe et du bois en abondance. En face, il allume du feu; à quelque distance il place des trappes.

Le service dans le désert ne manque pas de produire son effet sur la physionomie, le langage, les habitudes comme sur la manière de se vêtir du chasseur. La vie harassante qu'il mène laisse une profonde impression sur son apparence extérieure. Il a ordinairement la mine mince et élancée, la figure hâlée par le soleil, les cheveux longs et en désordre, tandis que sa toilette le distingue à peine du Sauvage. Le danger surtout de perdre la vie et le besoin d'être toujours aux aguets donne à son regard une pénétration étrange; le front légèrement incliné en avant, il plonge ses yeux inquisiteurs sur le visage du nouveau venu comme pour s'assurer s'il s'agit d'un ami ou

(1) Sur l'itinéraire que nous donnons, Lucas, 51; sur l'autre itinéraire, par La Chine et les lacs, voir Bougainville, 3 RAQ 42-70, et La Hontan.

(2) On avait l'habitude de faire son testament avant de se mettre en route pour les pays d'en Haut.

d'un ennemi. Né d'une race joviale et compatissante, son genre de vie tend jusqu'à un certain point à tarir en lui la gaieté et la tendresse. Il devient habitué aux scènes de violence et de meurtre et le problème de la conservation est pour lui d'une telle importance qu'il n'a pas de loisirs à consacrer aux vaines réflexions. Sa conversation, si elle se saupoudre parfois de traits légers, ne réussit pas toujours à dérider le sérieux des figures, et à exciter des éclats francs de rire. L'amitié et l'affection qu'il porte à ses camarades se traduit généralement en des termes d'un caractère opposé dont ses compagnons doivent deviner le véritable sens. En dépit, toutefois, de son apparente insociabilité, il est généreux, à l'excès même. Il compte si peu de relations qu'elles s'enracinent profondément.

Les alternatives de travail excessif et de complet désœuvrement, de privations aux frontières et de débauches aux retours, ne semblent pas être de nature à former un citoyen sobre et assidu. Il y a, cependant, un je ne sais quoi dans le caractère du Canadien qui l'immunise contre les influences déprimantes, et le coureur des bois, quand il réintègre sa famille, ne se distingue pas beaucoup du cercle de ses proches dont les voyages n'ont pas eu de but plus lointain que le clocher de la paroisse. Il laisse, peut-être, percer une pointe d'insouciance dans le ton et le port, il est peut-être enclin à raconter des histoires interminables juste au temps où il devrait faire la fenaison ou broyer le lin; mais comme ses récits abondent en situations émouvantes, et que sa bonhomie prend faveur auprès des femmes, il se rencontre toujours des volontaires pour s'associer à ses travaux de routines, d'autant plus qu'il est toujours prêt à payer de retour chaque fois que le besoin se fait sentir d'un homme d'une audace, d'une décision et d'une énergie hors de l'ordinaire. Une vocation qui convertirait un Anglais ou un Américain en un vagabond, altère à peine le moral du Canadien, et lorsqu'il abandonne la vie errante pour prendre femme et terre, il se montre mari affectueux, père tendre, ami constant et fidèle, bon citoyen.

Mais les coureurs de bois ne rentrent pas tous au foyer, et leurs excursions menacent de devenir une source d'affaiblissement pour la colonie (1). D'une part, en effet, elles font disparaître dans les forêts nombre d'hommes (800 sur une population de 2.500) solides et

(1) « All that was most active and vigorous in the colony took to the woods... », Parkman, *Old Regime*, 359-360.

énergiques, capables de faire valoir les terres, de l'autre, elles créent chez eux des habitudes d'indiscipline qui les poussent à l'exploitation des Sauvages et à la contrebande avec les colonies anglaises, où les attirent le bas prix des marchandises et la facilité de se procurer de l'eau-de-vie en échange de laquelle les Peaux-Rouges livrent tout ce qu'ils possèdent; ils interceptent les canots de ceux-ci et les empêchent de se rendre aux marchés naturels. Plusieurs se fixent parmi les Sauvages, pour se soustraire aux associés dont ils ont négocié les marchandises. Sur des lacs immenses, souvent agités de violentes tempêtes; parmi des cascades qui rendent si dangereuse la navigation des fleuves; sous le poids des canots, des vivres, des marchandises qu'il faut voiturier sur les épaules dans les portages (1) où la rapidité, le peu de profondeur des eaux obligent de quitter les rivières pour aller à terre; à travers tant de dangers et de fatigues (2) on perd beaucoup de monde. Il en périt dans les neiges ou dans les glaces, par la faim ou par le feu de l'ennemi (3).

D. — LES CONGÉS (4)

Le gouvernement ouvre les yeux sur ces inconvénients, et donne une nouvelle direction au commerce intérieur des pelleteries. En 1673 (5) paraît une ordonnance royale qui fait défense aux Canadiens de « vaquer dans les bois » plus de vingi-quatre heures, sans un

(1) Sur le mode dont se faisaient les portages, Neil, Minnesota, p. 429-430; aussi La Hontan. Sur l'ordre dans lequel les portages ont été découverts, avec carte, Semple, *op. cit.*

(2) Sur les fatigues des coureurs, Kalm, II. 210.

(3) Perrot, 130.

(4) Sur les inconvénients de la course et les mesures proposées: AC. B. 3. 22, 4. 64, 5. 25, CII. A. 3. 222, 4. 11, 44, 45, 182, 203, 5. 8, 32, 97, 331, 7. 55, 86, 271, F3. 2. 387, 5. 43, 6. 25; sur les amnisties aux coureurs, AC. CII. A. 5 (2 mai 1681), 67. 110, 156, F3. 9. 165, 348, O. 1. 25, 128, 129; AM. B. 1. 8. 232, 248, 425; sur les congés, AC. B. 1. 11, 18, 7. 15, 11. 40, 16. 17, 19. 84, 326, 55. 338, 89. 72, CII. A. 298, 4. 55, 5. 94, 5. 39, 154, 156, 24. 214, 40. 50, 42. 206, 34. 228, 279, 303, 45. 351, 79. 144, F3. 7. 387, 8. 82, 6. 10, 243, 9. 356, 374, 356, 12. 357; pour la liste des congés enregistrés à Montréal, 1 RAQ 189-225 (y compris analyse du contenu); pour un modèle de congé, *ibid.* p. 223-224; sur la nature des congés, 2 RAQ 190-265, 4 RAQ 386; note de Tailhan dans Perrot, 296-297, La Potherie, II. 142.

(5) Pour l'ordonnance de 1673 communément donnée comme instituant les congés, 1 EO 73; bien qu'on puisse les faire remonter à 1654, ordonnance du

congé. Les congés sont des permissions ou passeports donnés par écrit que le gouverneur accorde, au nom du roi, pour un an ou plus, et moyennant 250 livres, à des officiers en retraite ou à leurs veuves et orphelins, aux hôpitaux ou aux missionnaires, à ceux qui se sont signalés par une belle action ou par une entreprise utile, « de passer et de repasser librement avec deux canots équipés de trois hommes chacun et leur charge » et de faire la traite au-delà des Habitations. Ces permis ne doivent pas dépasser le nombre de vingt-cinq. Ils sont des espèces de privilèges exclusifs, que le titulaire exerce en personne ou par d'autres. Le plus souvent le bénéficiaire vend ou afferme son congé à des marchands; en 1683, Aubert de la Chesnaye et trois associés en achèteront douze, pour aller aux Outaouais. Un arrêt du Conseil de Québec, confirmé par une ordonnance royale (24 mai 1679) limite la durée de l'autorisation à trois mois, du 15 janvier au 15 avril, saison où la terre, durcie par la gelée, interdit tout travail agricole au laboureur.

Les congés ne sont pas longtemps distribués selon les ordres du roi. La Barre et Frontenac, deux gouverneurs, les livrent à de riches marchands qui les intéressent dans leurs bénéfices. L'intendant de Meulles avoue que, pour solder les appointements de ses secrétaires, il a vendu deux congés qui lui ont rapporté chacun sept cents livres de France. Le nombre des canots allant en traite avec des autorisations régulières serait en 1684 de cent vingt, au lieu de vingt-cinq que stipule l'ordonnance. D'autres licences de voyager et de trafiquer sont données sous le nom d'ordre ou de passeport. Puis l'effectif des coureurs de bois ne diminue en aucune manière. Le seul résultat que l'on obtient, et il est désastreux, c'est que, redoutant une répression sévère, ils rentrent de moins en moins dans la colonie (1).

La Cour décrète (12 mai 1696) la suppression totale des congés. Dorénavant la traite n'est autorisée que « dans les lieux publics et ordinaires de la colonie », et que si les pelleteries y sont apportées par les Sauvages (2). Cet arrêt est le dernier terme d'une série de dis-

gouverneur de Lauzon, 4 RAQ 382, renouvelée par l'arrêt du 12 mars 1658 (AC. CII. A. I. 298).

(1) Voir sur les abus des congés, Ruette d'Auteuil, 2 RAQ, 38; sur les abus pendant leur suppression, Id., *ibid.* 38-40.

(2) Par mesure de protection contre les colons, les marchands de la colonie étaient en faveur de la suppression des congés et du système des foires,

positions restrictives de la liberté du commerce des fourrures en Nouvelle-France. Un mémoire ministériel (27 avril 1697) formule la doctrine que ce commerce est immoral et dangereux pour la paix.

E. — MODE D'ENGAGEMENT ET PROFITS

Si l'on considère la nature pénible et périlleuse de leur besogne, si l'on tient compte qu'ils couchent sur la dure, en plein air, et qu'ils prennent une nourriture si grossière que les manœuvres d'aujourd'hui dédaigneraient, les coureurs de bois sont chichement rétribués. Le mode d'engagement le plus ordinaire paraît avoir été celui-ci : le gentilhomme, ou le marchand, fournit la cargaison, les marchandises destinées aux Sauvages; les coureurs des bois, de leur côté, équiperont leurs canots, pourvoient à leur propre entretien le long de la route, supportent les fatigues de l'expédition, et au retour de leur voyage qui dure parfois une année, ils reçoivent pour tout salaire la moitié des fourrures qu'ils ont amassées (1).

Il y a dans la colonie, notamment à Montréal, des capitalistes usuriers (bourgeois) qui leur avancent les fonds, moyennant un intérêt de trente-trois pour cent. Mgr de Saint-Valier dénonce cette exploitation et déclare ces prêts illégitimes et illicites; il enjoint aux confesseurs d'en faire un « cas réservé ».

Pour comble de disgrâce, l'économie et l'épargne ne sont pas entrées dans les mœurs des coureurs. Ils sont imprévoyants, pourrait-on dire, par profession. Ils méprisent toute frugalité et ne regardent pas à la dépense. C'est une gloire, une convention du métier, de gaspiller les gages aussitôt que perçus. Duchesneau, l'Intendant, se plaint au ministre que les coureurs de bois profitent peu de leurs peines,

où selon l'intendant de Meulles, ils rafflaient tous les bénéfices d'un seul coup. Voir AC. CII. A. 10. 325: « Il faudrait défendre à tous autres qu'aux sauvages de porter du castor dans la colonie sans aucune exception, les particuliers français ne pouvant plus être reçus à en aller chercher ni à en apporter, afin de laisser aux sauvages la liberté d'apporter leurs pelleteries dans la colonie et d'y prendre leurs besoins pour leur propre usage et pour le commerce avec les nations supérieures aux Outaouais. »

(1) Sur le mode d'engagement et les profits, voir AC. F50. 12, 3 bis, 101, AC. CII. A. 112, 235, Bougainville, 3 RAQ 42-70, et La Hontan: « Les coureurs de bois n'ont assurément pas volé les six cents écus ou à peu près qui restent à chacun d'eux ».

parce que, outre le prix des marchandises qu'on leur vend bien cher, on leur fait consommer en ivrognerie et en beaux habits le peu qu'ils gagnent. Leurs fortunes subitement amassées disparaissent aussi vite, semblablement à ces dunes mouvantes que le simoun élève et détruit tout à coup dans les sables de l'Afrique. D'autre part, ils ne fondent rien de stable qui puisse servir à un établissement national. C'est sur l'eau, qui ne garde pas d'empreinte, que le sillage de leurs pirogues écrit de nom de la Nouvelle-France.

CHAPITRE TROISIÈME

Des Mines.

I. — LA RECHERCHE

La France avait, au XVI^e siècle, recherché à l'occident un passage vers les Indes qui lui fut propre. Un continent ayant, d'une façon imprévue, barré la route à ses caravelles, il lui fallut, pour franchir l'obstacle, lever la carte de chaque faille, remonter les rivières après les fleuves, faire portages, livrer combat.

Pour vivre cependant, l'exploratrice exploita, d'abord les pêcheries que les voiliers rencontraient en route, puis les pelleteries dont les Sauvages chargeaient les canots voguant vers la fuyante Asie. Mais morues et castors rapportaient trop peu auprès des mines du Mexique et du Pérou, possessions de l'Espagne, pour que François I^{er}, concurrent de don Carlos à l'Empire, ne se préoccupât de tirer de l'Amérique des galions d'or.

C'est pourquoi l'ambitieux monarque fait partir, en 1534, pour « certaines îles » aux palais dallés « d'or massif » (1), Jacques Cartier, pilote de Saint-Malo. Arrêté au Mont-Royal par le grondement des cascades, par le silence des bois, le navigateur, avant de rebrousser chemin, demande aux naturels s'il ne se trouve pas de métaux précieux sous leurs latitudes. Oui, miment les Peaux-Rouges, là-bas, à l'ouest, vers les sources (2).

Le malouin communique à François de La Roque, titulaire du droit « d'ouvrir les mines du royaume » (3), les renseignements obtenus. La Roque passe au Canada (1541). Après tribut fait à l'hiver

(1) BN. a. f. f. 15628, n° 618; BN. Coll. Clairambault 1016. 302. 655.

(2) Biggar (H. P.), *Voyages of Cartier*, 168, 170, 171; Lescarbot, I. 370-371.

(3) BN. a. f. f. 5085. 271-273.

d'une cinquantaine d'hommes, il se dispose à pénétrer avec les survivants dans la terre promise des émeraudes. Jusqu'où portèrent ses pas, nous l'ignorons. Fait certain, c'est sans trésor qu'en 1643 il retourne en Picardie, théâtre des luttes nouvelles de François I^{er} contre Charles-Quint.

Samuel Champlain, traversant après Cartier et La Roque, les solitudes du Nouveau-Monde, pose à nouveau la question: « n'avez-vous point congnoissance », Indiens, « de quelques mines? » Si, font-ils une fois de plus, « nos brasselets » témoignent de l'existence d'une « mines de franc cuivre » « à la partie du Nort » (1). A la tradition, le Saintongeais ajoute ses expériences. A Montréal, la Place-Royale, rapporte-t-il « est bonne pour faire de la brique ». A Batiscan et à l'Île-aux-Coudres, « force ardoises » affleurent au ras du sol; en Acadie, on relève çà et là des traces de fer, d'argent et de cuivre (2). De pair avec « maistre Jacques », « homme entendu » aux recherches de ce genre, il va, à Port-au-Mines (3), « voir tout autour des costaux s'il trouverait de la gangue ». La présence dans les « rochers grisâtres et rouges » de « morceaux de cuivre de l'épaisseur d'un solde », lui permet de conclure au voisinage d'« une manière de mine », qui, en juge-t-il, « par l'apparence du terrouer, pourrait estre bonne, étant « incroyable que dessus la terre il y ait du cuivre pur, sans qu'au fond il n'y en eut en quantité » (4).

Que dire « quantité de cuivre », des orfèvres insinuent à Lescarbot, autre compagnon de Champlain, que c'est bien « de la mine d'or » qu'« il y pourrait avoir au dessous ». Peut-être, réplique le futur historien d'un ton dédaigneux, mais « il n'est pas de saison de s'amuser à la recherche ». « Du pain et du bestail », d'abord. Fi des mines! « L'abondance d'icelles tient l'homme en perpétuelle inquiétude. Avant les voyages du Pérou, on pouvait faire un long trait de chemin avec une bourse dans la manche; aujourd'hui, l'or et l'argent estant avilis, il faut une valize et un cheval exprès » (5).

Ne ferait-il pas de nécessité vertu? Son détachement pour les richesses « enchassées en rochers durs que la mer couvrent deux

(1) Champlain, (1922) I. 164.

(2) *Id.*, (1922) I. 131-132, 164, (1613) 29, (1830) II. 67, 72, 75.

(3) Aujourd'hui Advocate Harbour.

(4) Champlain (1922) I. 263, 374-375, (1613) 27-28, 100.

(5) Lescarbot, I. 441.

fois le jour » (1), s'accorde mal avec les courses incessantes où, sous l'orpailleur Champ-doré, son « conducteur ès-navigations », il interroge « marteau et ciseaux » en mains, les moindres falaises. Trouve-t-il de la pyrite de fer, qu'il en « fait provision » et « montre »; tombe-t-il sur « certaines pierres transparentes », qu'il se persuade et à son monde de les tailler, d'en faire hommage au Roy: « agréables à voir », « ne valant pas moins que les Turquoises », elles seront, pense-t-il « fort bien reçues » (2).

Les compagnies de traite, contemporaines de Champlain ou subséquentes, ont soin de se faire reconnaître à l'avance propriétaires des mines qu'on découvrirait dans leurs territoires. C'est, il est vrai, « conformément aux ordonnances » du royaume que la Compagnie de la Nouvelle-France pourra jouir des mines-d'Amérique, c'est-à-dire contre paiement au roi de certains droits (art. 3); mais il est fait remise de ces redevances (art. 25) à la Compagnie des Indes occidentales qui succède (1664). Pour donner effet à ce privilège, les titres de seigneurie que les compagnies octroient, stipulent, sauf deux, rapport par le seigneur à la couronne de toute découverte de gisement métallique faite dans son fief. Le seigneur se réserve, à son tour, pour le même motif, dans les censives, aucunes minières (3).

Le gouvernement entend-il se désintéresser des mines qu'il en cède la propriété? Nullement. Colbert fait envoyer au pays des vulcains compétents (1669). Sûr d'y trouver du bois, il se flatte de tirer du Canada « de grands avantages », si seulement il s'y trouve du fer, il y construira des navires. Puisque un Jésuite a ramassé (1667) au bord des lacs des parcelles de cuivre (4), c'est qu'il s'y cache des veines, comme les indigènes en donnaient l'assurance aux premiers explorateurs: qu'on s'ingénie à les repérer (5).

A ce mot, coureurs, ingénieurs et soldats, tous examinent le sol qu'ils foulent, consultent l'Indien qu'ils approchent. L'intendant com- met plus spécialement cette tâche (1671) à Daumont, sieur de Saint-Lusson (6), mais Jolliet et Péré canotent déjà dans ce dessein les

(1) Champlain, (1613) 100.

(2) Lescarbot, I. 443-444, II. 593.

(3) Munro (W. B.), *Seignorial System*, 1907, 138.

(4) AC. CII. A. 2. 311.

(5) A. K. 301 (24 mai 1669).

(6) AC. F3. 2. 22 (1671).

eaux de l'ouest (1667). Sur l'indication des Miamis dont il achète les fourrures, Nicolas Perrot reconnaît de son côté non loin de la Baie des Puants (Green Bay), au lac Michigan, une mine de plomb qui portait encore son nom au temps de Charlevoix (1).

Tant de zèle finit par provoquer les soupçons du pouvoir. Ne se commettraient-ils pas des abus? Annonce-t-on au ministre de la marine la découverte faite à Wabash (1711) du métal blanc (2), il se méfie d'un stratagème pour aller faire impunément la traite (3). De même, Vaudreuil, gouverneur à Québec, ne laisse un nommé Cartier équiper pour les pépites, qu'après avoir multiplié les précautions, de manière que l'impétrant ne puisse sous un faux prétexte faire commerce défendu (4).

Au demeurant, les prospections des premières années sont décourageantes; il n'y a pas d'or ou, si l'on en trouve, c'est par paillettes rares dans les rivières et les aventuriers ne s'attardent pas sur des placers pauvres; ils écrèment la *vena dulce*, lorsque la chance la leur offre; ils passent vite partout où il faudrait un travail de patience et des instruments dont ils ne disposent pas (5). Les indices recueillis permettent de conclure qu'il doit y avoir tout au plus des mines abondantes de plomb, de cuivre et de fer (6).

2. — L'EXPLOITATION

Ce n'est pas l'orfèvrerie qui façonne les métaux rares, mais l'industrie du meuble et du bâtiment qui met en œuvre les matières communes, qui devait conduire tout d'abord les Français à fouiller les entrailles de la terre canadienne. Le bois, qui abonde au Canada, le bois d'exploitation facile, se prête mal à certains usages, entre autres

(1) Charlevoix, Histoire de la Nouvelle-France, III. 397, 398; La Potherie, II. 251, 260.

(2) AC. B. 33. 124 (1711).

(3) AC. B. 35. 99 (1713).

(4) AC. B. 45. 823 (1722).

(5) Lescarbot, I. 17.

(6) Du *plomb* au lac Témisamingue (AC. CII. A. 13), à Varennes (AC. CII. A. 32. 10), au Portage-des-Chats, sur l'Outaouais (AC. CII. A. 62. 302, 310; AC. B. 63. 476, 486); du *pétrole* dans la région de Pittsburg (P. Boucher, ch. 15); du *marbre* à l'île Saint-Pierre (AC. CII. A. 9. 96; B. 53. 535, 54. 448).

à la confection des récipients, à celle des toits et des cheminées. Dès que les immigrants voulurent élever en Amérique des habitations plus commodes et plus durables que n'est la hutte indienne, il leur fallut tirer des glaisières et des lits ardoisés les pots, les briques, les tuiles et les ardoises dont ils avaient besoin (1).

De bonne heure donc, « le sieur de Poutrincourt fait faire (à Port-Royal), quantité de briques à bâtir cheminées » et fourneaux (2). De Port-Royal, les entreprises de poterie, de briqueterie et autres similaires se répandent sur les principaux points du territoire. Il s'en fonde à Port-Toulouse (Cap-Breton), à Québec et à Montréal (3).

Le pouvoir seconde les colons dans ce genre d'initiatives. D'une part, il leur envoie, passage gratuit, des ouvriers compétents (4); de l'autre, il leur procure un débouché en faisant entrer dans la structure des édifices publics le plus possible de matériaux à l'épreuve du feu (5). C'est ainsi que l'intendant Hocquart fait paver de briques tous les appartements et les greniers du Palais du Conseil à Québec. Michel Sarrazin, médecin ordinaire du roi et naturaliste (6), ayant tiré (1729) un certain nombre d'ardoises de sa seigneurie du Grand Etang, dans les monts Notre-Dame, le roi lui fait passer des hommes du métier, et lui commande 108.000 ardoises avec promesse d'en ordonner d'autres (7).

Sarrazin étant mort (8 septembre 1734) avant qu'on eut réussi à fendre proprement le minéral de son ardoisière, l'œuvre qu'il avait

de l'ardoise à l'île d'Anticosti (AM. B. 2. 199. 365) et à Porc-Epic en Acadie (AC. B. 65. 449. 455, 64. 479); du fer à Trois-Rivières et à Terrebonne (voir infra, Forges Saint-Maurice), à la Baie Saint-Paul (AC. B. 70. 50, 72. 27, 75. 88, 91. 40, 59; La Potherie, I. 287; Margry, I. 81); du fer et du cuivre à la Baie Sainte-Marie en Acadie (AC. B. 23. 117, 44. 141, 231); du plomb, de l'alun et de l'ardoise au lac Champlain (AC. CII. E. 13. 153; CII. A. 65. 10; B. 72. 48).

(1) AC. CII. A. 43. 265 (1721), 61. 65 (1734).

(2) Lescarbot, III. 922.

(3) AC. B. 29 (1708), 37. 72 (1715), 226, 39. 280 (1717); F3. 10. 189 (1721), CII. A. 50. 353 (1728), 48. 167, 169 (1726), B. 50. 528 (1727).

(4) AC. B. 15. 46 (1689), 23. 85 (1704), 29 (16 mai 1708).

(5) AC. B. 55. 501 (1731), 57. 626 (1732).

(6) Pour notice sur Sarrazin, 2 RAQ 139, 3 RAQ 394-399, et Biographie par le Dr. Vallée, Québec, 1927.

(7) Sur l'ardoisière de Sarrazin, AC. B. 53. 498, 527, 54. 454, 55. 501, 57. 623, 626, 682, CII. A. 51. 15, 357, 368, 52. 70, 54. 282, 55. 241, 57. 166.

commencée fut abandonnée. Le pouvoir central reporta son attention sur le projet que lui avait soumis, en 1732, Nicolas-Marie-Renaud d'Avène des Meloizes, seigneur de Neuville, capitaine d'infanterie, de faire construire des fourneaux à tuiles pour son compte si on lui avançait 6000 livres, ou de diriger les travaux si le roi optait pour la régie directe. Le roi consent l'avance des fonds demandés (1734). Il ordonne, en même temps, à l'intendant local, de faire usage de tuiles pour la couverture des poudrières, et d'engager les particuliers à se servir du même produit pour garder leurs toits des incendies. Les tuiles du capitaine Renaud, convenablement percées et vernies, résistent à l'épreuve redoutable de la gelée; aucun doute ne subsiste sur leur solidité: « elles sont sonnantes, bien ceintes et bien moulées » (1).

Non moins utiles aux colons que la pierre à bâtir, que la brique, la chaux et les tuiles, devaient être naturellement le charbon, le plomb et le cuivre. Aussi la garnison de Louisbourg tire-t-elle de bonne heure des charbonnages voisins le combustible à consumer dans ses corps de garde. Le monarque, averti, fait charger de cette même houille, reconnue de bonne qualité, les flutes royales qui, jusques-là, revenaient habituellement à vide du Canada. En même temps, il abaisse en faveur du charbon de provenance canadienne les droits qui frappent cette denrée à son entrée en France, de façon que les négociants du royaume qui font commerce avec l'Amérique du Nord puissent au retour remplir avec avantage de combustible les soutes de leurs navires (2).

Tout à l'autre extrémité du territoire, à Kaskakia, sur le Mississipi, le frère du traitant en fourrures Henri de Tonty, fait la découverte d'une mine de plomb (1707) Le plomb, quand la nouvelle en arrive aux autorités de Québec (1715) s'est mué en or et en argent. Mis en éveil, le fondateur de Détroit, La Mothe Cadillac, se trans-

(1) Sur les tuileries du Canada français en général: AC. B. 32. 99 (1710), 53. 111 (1711), CII. A. 53. 465 (1729); sur les projets d'Adhémar de Lantagnac: AC. B. 52. 528 (1728), sur l'établissement de Ramezay, à Montréal, CII. A. 50. 352 (1728), sur l'établissement de Renaud: AC. B. 59. 449, 61. 533, 537, 63. 492, 65. 423, 66. 32, 70. 50, CII. A. 63. 74, 65. 55, B. 72. 48, 74. 93, 78. 25, 81. 12, 42; sur celui du sieur Cotton, déjà chapelier, pelletier et tanneur, AC. B. 77. 25 (1743).

(2) AC. B. I. 120 (1669), 12. 59, 68 (1687), 53. 611, 613, 40. 48 (1729), 91. 23 (1750), F3. 2. 22 (1671); AM. B. I. 4. 136 (1717); F. 165. 97-100 (plan).

porte hâtivement sur les lieux (1715). Les indices qu'il y trouve l'y ramènent trois ans plus tard, accompagné cette fois de fondeurs et d'un minéralogiste, Philippe Renault. Renault remue si bien le sol que l'on peut encore voir de nos jours quelques-unes des excavations qu'il fit alors. Il s'arrête enfin à deux riches dépôts qu'il met en valeur, l'un dit de La Mothe sur la rivière Saint-François, l'autre de la Fourche à Renault sur la Grosse Rivière. Aidé de deux cents hommes venus de France et de cinq cents esclaves tirés de Saint-Domingue, il extrait et fond pendant vingt ans un métal de première qualité, qu'il expédie en pirogues à la Nouvelle-Orléans, et de ce port en France (1).

Plus au Nord, au Minnesota, le Sueur découvre une autre mine de plomb (Galena), ainsi qu'une de cuivre. De cette dernière, il tire 60 livres de minerai qu'il remet, pour épreuve, à son retour en France, au fermier général d'alors, L'Huillier. Satisfait, le fermier encourage Le Sueur à retourner. Celui-ci le fait avec une trentaine d'hommes, sur les vaisseaux d'Iberville, au mois de décembre 1699. Arrivé sur l'emplacement, il élève un fort auquel il donne le nom de son patron à Paris. Il tente ensuite, mais sans succès, de persuader aux Ayavois et aux Ojotzas, tribus industrieuses, instruites à travailler la terre, de s'établir en village sous les murs du blockhaus, de l'approvisionner du produit de leurs champs et de faire la fouille des mines. Après un hiver de reclusion au fort, il extrait, le printemps revenu, 30000 livres de minerai, dont il envoie 4000 des meilleures en France. Lui-même prend le chemin de la métropole le 10 février 1702. Ses manœuvres, en butte à l'hostilité des indigènes, le suivent au mois de mars de l'année suivante (2).

Plus au nord encore, sur la rive méridionale du lac Supérieur (Wisconsin), Denis de La Ronde, officier qui commande le poste de Chagouamigon (Bayfield), bâti au milieu des Sauteurs du chef Chingouabé, relève maintes traces de filons de cuivre: du vert de gris patine les falaises, verdit les eaux; des masses de bournonite embarrassent le cours des rivières; il est des coteaux où les indiennes vont recueillir et ouvrager des aigrettes d'un ton jaune, clinquant qu'elles

(1) AC. B. 29. 66 (1707), CII. A. III. 175 (1715); Coman (K.), *Economic Beginnings of the Far West*, 2 vol, New-York, MacMillan, 1912, p. 85.

(2) AC. B. 19. 221 (1697), 20. 217, 250 (1699); Neill, *op. cit.*, 152-154, 164-171, 175.

portent en manière de parure. Le commandant (1) expédie à la Monnaie de France, pour épreuve, quelques échantillons de ses trouvailles, priant le ministère de lui envoyer de fins mineurs qui sachent découvrir le corps de la mine et la faire valoir.

Une heure de cuisson, sans emploi de fondants, réduit 44 onces du minerai dont il s'agit en 42 de cuivre fort pur, et très malléable. Le résultat fait imaginer que la pièce soumise a déjà été fondue. A l'examen, toutefois, on reconnaît que c'est bien du cuivre à l'état natif. La Cour en conçoit de grandes espérances. « Le métal étant non encaissé dans le roc, il n'y a, juge-t-elle, qu'à se servir du ciseau et à faire fondre ». Le charbon de bois suffira à le couler « en lingots convenables pour le transport » Denis de la Ronde jouira (19 mai 1734) du privilège de cette mise en œuvre, pourvu qu'il lance sur les lacs deux barques qui puissent voiturier la matière première du carreau de la mine à Montréal. Pour l'aider à mener l'entreprise, deux mineurs d'une compétence reconnue, Jean et Christophe-Henry Forter, père et fils et allemands d'origine, rallieront le poste de Chagouamigon (1738).

L'œil exercé de ces experts décèle bientôt quatre différents dépôts de cuivre considérables et d'extraction aisée, sur le territoire qu'arrosent les rivières Tonagane, Sainte-Anne et Noire. Des chutes dévalent tout auprès des gisements qui activeront la machinerie. De toutes parts s'élèvent des futaies qui fourniront la chaleur aux hauts fourneaux. On se met en devoir d'édifier un blockhaus et des forges. On attirera une multitude de colons: la terre est grasse et féconde. Là s'arrête l'entreprise. Les clameurs de la guerre se sont fait entendre jusqu'aux déserts de Chagouamigon: Denis de La Ronde court assaillir Canso (1743), puis défendre Louisbourg investi (1745 et 1758), peu après la chute duquel il meurt (2).

Il faut se transporter au cœur même de la colonie pour trouver des mines dont on finisse par tirer réellement parti, à l'avantage des colons. Celles mêmes du lac Champlain ne peuvent être travaillées,

(1) La commission de Denis de la Ronde porte la date du 6 juin 1727, son privilège celle du 19 mai 1734.

(2) Sources: RAC 1923, 20-25; BN. n. a. f. 9286; AC. B. 1511, 45. 823, 53. 555, 54. 408, 55. 484, 57. 673, 59. 433, 61. 537, 63. 462, 506, 64. 7, 438, 445, 65. 38, 47, 178, 413, 423, 429, 68. 34, 70. 50, CII. A. 27. 116, 51. 69, 52. 103, 54. 80, 117, 57. 95, 63. 58, 74, 64. 59, 65. 81, 166, 67. 156, 69. 120, 71. 72, 74. 152, 87. 171, 90. 24, III. 173, 180, 190, E. 13. 250, 251.

la possession en étant contestée par les Anglais. Les terrains ferrugineux de Terrebonne (1), de la Baie Saint-Paul (2), du Saint-Maurice, sont plus accessibles. Ils ont déjà retenu l'attention des administrateurs. Un maître de forges, venu de Bretagne, Hameau, confirme en 1689, les conclusions favorables de l'intendant: « Je vis au cap (de la Madeleine), seigneurie de Saint-Maurice), rapporte-t-il, les monceaux de mines tirés par les soins de Talon. Après l'avoir bien traitée et lavée (la mine), elle me paraît riche » (3). Les veines sont superficielles, à peu près d'un pied d'épaisseur, et règnent sur plusieurs arpents. « Il se trouve de cette mine qui est à petits grains comme du plomb ». Tout près passe un ruisseau propre à laver et de force à faire un établissement considérable de forges » au Canada, c'est ici encore, les mouvements de guerre qui se produisent à cette époque (4).

Au retour de la paix, le seigneur de Saint-Maurice, François Poulin de Francheville (5), se fait concéder (25 mars 1730) le privilège exclusif d'ouvrir les mines de fer qui se trouvent dans l'étendue de son domaine. Comme il n'a pas l'expérience de la métallurgie, il envoie des artisans examiner les forges en la Nouvelle-Angleterre, et sur les plans et mémoires des enquêteurs il bâtit son usine. 2000 livres de fer sont mises en barres. Pour dédommager Francheville de ses frais d'établissement et lui permettre d'augmenter l'affaire, le roi lui avance 10.000 livres. Le bénéficiaire en profite pour s'associer un certain nombre de personnes (1733); mais le contrat n'est pas plus tôt intervenu que le promoteur trépasse. Les survivants ne se reconnaissant pas les connaissances requises pour continuer l'œuvre commencée, avisent le ministère de l'embarras où les jette la mort de Francheville.

Avant d'arrêter sa décision, le pouvoir central députe Olivier de Vézin, seigneur originaire du Bassigny, maître de forges, afin d'informer sur place des chances d'avenir de l'usine de Saint-Maurice. L'ingénieur conclut favorablement et il soumet un devis audacieux dont l'accomplissement exigera un capital de 100.000 livres. Personne au Canada n'a les moyens de les fournir; l'Etat en fait l'avance (11

(1) AC. CII. A. 70. 236 (1738), 71. 72 (1739), 112. 257 (1746), B. 85. 8 (1745).

(2) Voir description dans Kalm, II. 161-166 et supra, en note.

(3) AC. CII. A. III. 195.

(4) AC. CII. A. III. 193 (1686).

(5) Sur Francheville, Vézin et Simonet, voir 3 RAQ 394-399.

avril 1735, 15 mai 1736). Une société se forme (11 février 1737) sous la raison de Compagnie des Forges. En font partie Jacques Simonet, de Dampierre-sur-Vingeanne, maître de forges en 1730 à Villecomte, Ignace Gamelin, François-Etienne Cugnet, Thomas-Jacques Taschereau. Olivier de Vezin assume la direction des travaux. Par ses soins, des chemins sont ouverts, des haut-fourneaux, des forges hydrauliques et une affinerie sont érigés. Mais les calculs sont fautifs, l'exécution est déplorable. L'établissement devait revenir à 36.000 livres, il en demande 300.000. Force est au roi de compter la différence, soit 82.642 livres (6 mai 1738). Les bâtisses ne sont pas amenées à leur perfection que les fonds sont épuisés. Loin de produire annuellement 166.000 livres de fer, tel que le présomptueux constructeur l'a prévu, les forges ne rendent que 94.000 livres, somme qui couvre à peine les frais d'exploitation. La banqueroute est imminente. Dans sa détresse, la compagnie abandonne le matériel au roi, principal créancier hypothécaire (1741).

Le Conseil d'Etat attribue l'insuccès à la maladresse des gestionnaires. Suspendre les travaux lui semble un parti extrême: outre que ce serait renoncer aux avantages que la colonie en attend, le roi prendrait définitivement les 192, 642 livres, montant de ses prêts. La régie directe ne manquerait pas, d'autre part, d'être onéreuse. Mieux vaut passer la main à des particuliers. Le roi conviendra seulement de reprendre l'établissement à l'expiration du privilège, à titre d'acquit de sa créance. Mais éclate la guerre et tout espoir d'intéresser les capitaux privés s'évanouit. Le roi n'a d'autre alternative, pour se dédommager, que de faire opérer les Forges pour son compte. Il s'y résigne. Quant aux créanciers de second rang, il est prévu que le nommé Cugnet les remboursera à même les profits de trois postes de traite — Témiscamingue, Michipicotan et Kaministigoya — que, sous cette condition, on lui affirme de préférence.

Le subdélégué que l'Intendant se nomme à Saint-Maurice pour suivre les intérêts du roi réussit à équilibrer les recettes et les dépenses. Il fait aussi de nouvelles découvertes, lesquelles font cesser l'incertitude qui se produisait au sujet de l'abondance des mines. Les fourneaux fournissent aux colons, du fer en barres et en soc, du fer coulé en marmites, en poèles (197 en 1746) et toutes sortes d'ustensiles; ils produisent également pour les chantiers maritimes de Québec. La matière ayant été reconnue propre à fondre de l'artillerie, un officier, M. Lemercier, passe au Canada, après avoir visité et étudié

le fonctionnement des forges françaises à Metz, à Douai et à Parcheminier. De ce jour, Saint-Maurice fabrique des armes, des boulets de tous calibres et des canons. La production augmente en volume et en qualité et se diversifie, mais les finances n'en sont pas améliorées. Kalm, qui inspecte les forges, à la fin du régime (1749), note la précarité de leur état commercial et en détermine la cause: « Il y a sur place, observe-t-il, bien des officiers et des contremaîtres qui habitent d'excellentes maisons qu'on leur a bâties. Tout le monde admet que les revenus de l'usine ne soldent pas la dépense et, chaque année, le roi doit intervenir pour maintenir l'exploitation debout. On en rejette la faute sur les mauvaises dispositions de la population. Les quelques habitants du pays prétendent qu'ils ont assez à faire avec l'agriculture » (1).

(1) Kalm, II. 66-68. Sur les forges: BN. n. a. f. 2551, 49, 80; AM. B. I. 19. 65; A. K. 301; AC. B. I. 135, 10. 4, 12. 60, 64, 65, 22. 280, 29. 16, 39. 230, 42. 451, 45. 823, 46. 95, 50. 515, 52. 481, 53. 504, 54. 432, 486, 58. 6, 61. 537, 63. 462, 477, 64. 2, 27, 137, 438, 444, 65. 39, 178, 400, 423, 436, 66. 25, 67. 29, 68. 19, 34, 75. 48, 51, 64, 65, 70, 81. 51, 62, 83. 13, 85. 8, 87. 5, 51, 53, 89. 26, 45, 60, 65, 91. 4, 10. 65, 92. 14, 95. 46, 97. 46. CII. A. 51. 99, 276, 63. 74, 173, 184, 64. 173, 65. 55, 189, 67. 110, 208, 68. 39, 69. 200, 70. 236, 71. 143, 285, 78. 107, 79. 133, 218, 300, 80. 262, 82. 230, 85. 54, 81, 88. 16, 90. 40, 91. 67, 278, 92. 79, 140, 147, 93. 275, 95. 278, 96. 73, 140, 100. 164; 110 (1729-1741: 500 pages), 111 (1741: 400 pages), 112 (1741-1760: 450 pages); A. F. 83. 107; plans des forges et du terrain, Voir F. Canada, Mémoires généraux, 298, 299, 300, 301, 302, 427.

LIVRE SECOND

LA COLONIE DE PEUPLEMENT

Le travail extensif de la pêche, de la traite des pelleteries, des mines et de l'apostolat ont conquis l'espace, l'enracinement de l'homme au sol peut commencer. De fait, au lieu de battre les sapinières à la recherche du castor et du caribou, l'immigrant va désormais s'approprier le terroir par le sédentarisme. Au lieu d'adopter les habitudes nomades de l'indigène, le voilà qui prend une hache, fait une clairière, s'y construit un foyer et fait paître le cheptel dans le gazon riche de l'humus des siècles. Son étude n'est plus de franchir les rivières en vue d'un gain passager ou pour arracher au Sphinx des horizons vierges son secret, elle est d'ouvrir des routes durables le long des cours d'eau, de jeter des ponts, d'abattre les chênes au cœur dur pour en faire des bourgs permanents et des villes, alimenter les marchés de marchandises du crû. Grâce à ses mœurs de travail et de patience, l'éveilleur de la terre, le colon, va s'élever ainsi du niveau de l'agriculture et de la simple juxtaposition des individus au degré supérieur d'une société vivace et envahissante parce qu'elle est prolifique et productive. L'établissement définitif, cet acte économique si important, origine de toute nation, donne naissance au sentiment de la parentèle et de la communauté de lieu, à la notion d'intérêts communs, d'aspirations identiques. L'idée de patrie se dégage des groupes en formation, familles, seigneuries, provinces. Elle prend forme d'autant plus facilement que la société nouvelle ne tarde pas à posséder tous les éléments d'une vie sociale autonome: agriculture, industrie, commerce, finances publiques (1).

(1) Cp. Marmette (Joseph), RAC 1886, xxiii et sq.

Ces divers éléments appellent quelques développements; nous consacrerons à chacun d'eux un chapitre distinct. Après quoi, parvenu au terme du régime français, nous considérerons, d'un coup d'œil rétrospectif, la pente gravie, et nous formulerons nos conclusions.

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE DE PEUPLEMENT ET LA PRISE DE POSSESSION

Quand la France, désespérant d'atteindre l'Asie d'une seule traite, à travers le Canada, prend pour mieux « parvenir à la perfection de cette entreprise », le parti de « faire une demeure arrêtée » dans le bassin du Saint-Laurent (1), elle se heurte d'une part aux prétentions de l'Espagne sur toute l'Amérique, de l'autre, aux droits des indigènes, premiers occupants du sol.

1. — L'ESPAGNE ET LA BULLE INTER CETERA

A. — LE CONTENU DE LA BULLE

Les terres situées hors d'Europe et auxquelles on a donné depuis le nom d'Amérique, étaient complètement inconnues des milieux officiels européens, quand, en mars 1493, Christophe Colomb revint de son premier voyage de découvertes. De prime abord, les contrées que le navigateur génois révéla aux souverains de Castille et d'Aragon, étaient des terres libres, c'est-à-dire que, de par le droit public européen, elles étaient susceptibles de devenir la propriété du premier occupant : une nation n'avait qu'à y mettre le pied la première pour en acquérir la souveraineté.

Le roi Emmanuel de Portugal prétendit, toutefois, bien qu'il eût repoussé les avances de Colomb, que les terres du Nouveau-Monde devaient lui appartenir, en vertu du traité d'Alcacevas, par lequel l'Espagne avait accepté un arbitrage de Calixte III, reconnaissant au

(1) Champlain (éd. 1613), 3-4.

Portugal le droit exclusif de fonder des colonies et de faire le commerce depuis le cap Bojador jusqu'à l'extrémité méridionale de la Guinée inclusivement (1479). Ferdinand le Catholique, au lieu d'engager avec son voisin une guerre sanglante, en appela au Pape Alexandre VI (1492-1503), romain d'adoption mais espagnol de naissance.

Après plusieurs jours de négociations habilement conduites par le cardinal espagnol Bernardin Carvajal, Alexandre VI promulgua, les 3 et 4 mai 1493, trois des actes les plus importants de la papauté au XV^e siècle.

Le premier investissait l'Espagne « sous forme de donation, du droit de propriété exclusif sur les îles et territoires découverts ou à découvrir par Christophe Colomb » (1). En ces pays, les rois d'Espagne devaient jouir des mêmes droits et privilèges dont jouissaient les rois de Portugal pour leurs possessions d'Afrique occidentale.

Le deuxième document énumérait et précisait ces prérogatives.

Le troisième, le plus important des trois, la constitution *Inter cetera* (4 mai 1493) délimitait exactement les sphères d'influence de l'Espagne et du Portugal. Après avoir rappelé les expéditions de Christophe Colomb, « homme bien fait pour de si grandes choses », et décrit, d'après les renseignements qui lui avaient été transmis, les pays découverts, le pape louait le dessein formé par les rois Ferdinand et Isabelle « de soumettre, la divine Clémence aidant, les terres fermes et îles sus-mentionnées et leurs habitants ». Et pour que les souverains s'acquittent de cette mission « avec plus de courage », il leur donnait « de son propre mouvement, sans y être déterminé par leur instance ou celle de tout autre intercedant pour eux, mais de sa pure libéralité, en vertu de l'autorisation du Dieu tout-puissant, conférée au Pape en la personne du bienheureux Pierre, toutes les îles et terres fermes, découverte et à découvrir, à l'occident d'une ligne tracée du pôle Nord au pôle Sud et passant à cent lieues des îles dites Açores ». Il leur donnait ces pays « avec tous les domaines, cités, places fortes, lieux, droits et juridictions qui leur appartiennent ». Les souverains d'Espagne et leurs héritiers étaient « faits, constitués et députés, maîtres de ces terres, avec pouvoir, autorité et juridiction, pleine, libre et entière ».

(1) Pastor, Hist. des Papes, t. VI, p. 150.

Par ces actes, cependant, le pape n'entendait pas déroger aux droits « d'un prince chrétien quelconque qui posséderait actuellement les dites îles et terres ». Tous les autres princes, quelle que fut leur dignité, recevaient stricte défense, sous peine d'excommunication à encourir *ipso facto*, « d'aborder aux terres sus-mentionnées, pour y faire le commerce, ou pour toute autre cause », sans la permission des souverains espagnols ou de leurs successeurs (1). Enfin Ferdinand et Isabelle étaient tenus en conscience « d'envoyer en ces pays des hommes probes et craignant Dieu, doctes, habiles et experts, pour instruire les naturels dans la foi catholique et les bonnes mœurs ».

Un bref complémentaire, en date du 25 septembre 1493, statuait « que les nouvelles découvertes faites au cours d'explorations entreprises dans le sud et vers l'ouest, seraient attribuées aux souverains espagnols » (2). Enfin l'année suivante, le traité de Tordesillas transféra à deux cent soixante-dix lieues plus à l'ouest la ligne de démarcation créée par le pape (7 juin 1494) (3).

B. — LA CRITIQUE DE LA BULLE

a) L'AUTORITÉ DE SON AUTEUR

La question des droits exclusifs conférés par le pape aux Espagnols et aux Portugais était si capitale pour les peuples, que, tant en Allemagne et en Angleterre qu'en Hollande et en France, pendant deux siècles, il n'y eut pas de philosophe, d'homme de loi ou de controversiste un peu en renom, qui fût arrivé à la gloire, sans avoir essayé de la traiter en se plaçant à un point de vue nouveau, ou avec des arguments encore inédits.

Les actes d'Alexandre VI, qui devinrent la base de toutes les négociations relatives au partage du Nouveau-Monde, ont été attaqués dans leur fondement et comme lésant à la fois, et le droit des nations :

(1) Bullarium romanum, t. V, p. 361-364.

(2) Pastor, op. cit., t. VI, p. 151.

(3) Les actes d'Alexandre VI se trouvent dans Navarette, Coleccion de los viages y descubrimientos., Madrid, 1858 sq., t. II, p. 29 et s.; la constitution *Inter cetera* figure au Bullaire romain, t. V, p. 361 sq., et de larges extraits dans Raynal, Annales ecclesiastici, Lucæ, sq., ann. 1493, n° 18 sq.

sauvages à leur indépendance, et le droit des princes chrétiens à de libres rapports avec l'Amérique. Il convient de passer en revue ces trois reproches.

Marc Lescarbot, avocat au Parlement de Paris, ne se fit pas faute de contester au pape le droit à partager le monde entre ses deux premiers prétendants. « Je ne veux m'arrêter, écrit-il hardiment en 1617, au partage fait autrefois par le pape Alexandre sixième entre les rois du Portugal et de Castille » (1). « Personne n'y ayant droit ne les a fait héritiers ». (2) Il s'agit de « terres de conquête », et le pouvoir du pape « hors de son domaine est purement spirituel » (3).

Des défenseurs du Saint-Siège ont plaidé en réponse que le pape n'a prétendu aucun droit personnel ou fonctionnel dans le Nouveau-Monde, qu'il s'est contenté d'agir en qualité d'arbitre. Ils ne prennent pas garde que le pape lui-même rejette soigneusement cette qualité d'arbitre pour en prendre une autre: il n'adjuge pas, affirme-t-il, en juge départiteur, mais en maître, en possesseur. Il « donne et assigne de son propre mouvement, sans y être déterminé par l'instance des disputants, ou celle de tout autre intercédant pour eux, mais de sa pure libéralité, par sa science certaines ». Il ne rend pas jugement, il consent une « donation »: il investit l'Espagne « sous forme de donation, du droit de propriété exclusif sur les territoires découverts ». En outre, il précise les prérogatives gouvernementales dont jouiront les donataires. Il faut donc, de toute évidence, mettre de côté la défense d'arbitrage. Le pape n'agissait pas, dans son esprit, en qualité d'arbitre; il disposait simplement de son bien, de son domaine.

Néanmoins Alexandre VI comprit instinctivement que la notion juridique de pouvoir constituant implique elle-même la préexistence d'un certain ordre et d'une certaine organisation constitutionnelle. Aussi, lorsqu'il s'érigea en constituante, il ne prétendit nullement s'attribuer, de sa seule volonté et grâce à sa seule force politique, un pouvoir, dont il était juridiquement dénué: il a senti le besoin et il s'est efforcé de se créer à lui-même un titre juridique. Dans l'espèce

(1) Lescarbot, I. 30.

(2) *Id.*, I. 125.

(3) *Id.* I. 30. Cette dernière opinion de Lescarbot a été sanctionnée, on le sait, par l'Assemblée du Clergé de France dans sa célèbre Déclaration de 1682. (V. Isambert, Recueil des anciennes lois fr., t. 19, p. 384). Un édit de mars 1687 transforma en loi de l'Etat la Déclaration (*Id.*, *Ibid.*, p. 379).

présente, le souverain pontife pouvait difficilement alléguer, comme ses prédécesseurs avaient fait au cours de la querelle du Sacerdoce et de l'Empire, la théorie des droits historiques: abandon de la souveraineté sur l'Occident au pontife dans la donation de Constantin, ou confusion des deux pouvoirs, au décès de l'Empereur, dans la personne du pape, pendant l'inter règne, ou encore représentation par le même du peuple romain, détenteur de l'Empire: affirmations qui tendaient toutes à établir qu'il appartenait au pape de déléguer le glaive temporel à qui lui plaisait (1). Mais il lui restait la possibilité d'arguer d'une hiérarchie rationnelle entre l'esprit et la matière: autant l'âme l'emporte sur le corps qu'elle informe et gouverne, le soleil sur la lune qui ne s'éclaire que par reflet, autant le pouvoir spirituel devait l'emporter sur le temporel, qui ne saurait tirer que de lui son existence et sa légitimité (2). Il pouvait encore présenter l'Eglise comme une société parfaite, tenant son autorité de Dieu, munie des organes nécessaires au gouvernement des hommes, rendant par conséquent inutiles Etats et rois, fruits du péché et de la corruption des peuples (3).

En fait, il soutint, dès le début, qu'il possédait, en droit, « en vertu de l'autorité du Dieu tout-puissant conférée au Pape en la personne du bienheureux Pierre, et de la charge de Vicaire de Jésus-Christ qu'il exerce sur la terre » la puissance et même qu'il avait le devoir de donner de toutes pièces une Constitution aux nations nouvelles. De cette conception théocratique, les sanctions se trouvaient dans la faculté qu'avait le pontife d'excommunier les princes, de délier les sujets du serment d'obéissance.

C'est à l'aide de ce raisonnement que le pape arriva à prétendre qu'il n'appartenait qu'à lui de représenter la volonté souveraine de Dieu sur les peuples des terres « occidentales » Au cours de cette période de formation, le pape ne pouvait fonder son pouvoir sur une possession constante de souveraineté. A défaut d'un titre de légitimité fourni par le passé, il a recherché dans des théories la base rationnelle de son autorité.

(1) Bryce, *Le Saint Empire romain germanique* (trad. Doumergue), pp. 125-154, p. 197 et s., Solmi, *Stato et Chiesa*, 800-1122, Rome 1901, pp. 144 et s., 162 et s., 166 et s.

(2) *Bullarum amplissima collectio*, t. 9, n° 76, p. 279; Saint-Thomas d'Aquin, *Summa theologiae*, II, q. 60, art. 6, ad. 3 am, Parme, t. 3, p. 227.

(3) J. Declareuil, *Nouvelle Revue Historique*, Paris, 1903, pp. 184-189.

La Papauté, en invoquant à l'origine les Ecritures relatives à la hiérarchie des Pouvoirs, avait compris la nécessité de donner une base proprement juridique à ses prétentions d'ordre constituant. En cela, elle avait rendu hommage à cette idée, que le pouvoir constituant lui-même ne peut se concevoir comme un pouvoir d'essence juridique qu'autant qu'il prend sa source dans un ordre statutaire antérieur et qu'il s'exerce conformément à cet ordre préétabli.

Alexandre VI se comporta comme s'il y avait eu, dès avant sa décision, une Constitution, lui assurant le pouvoir constituant en tant que pape. En d'autres termes, bien loin de traiter le nouveau-monde comme inorganisé, il partait de l'idée que le nouveau-monde possédait déjà une certaine organisation et, en ce sens, une Constitution: il se posa juridiquement en organe régulier des nations américaines.

Cette thèse du mandant constituant de la papauté était néanmoins singulièrement fragile. Il n'existait à la vérité aucun statut primordial qui ait conféré au Créateur le pouvoir de fonder cette Constitution: celle-ci tirait sa force, non de la régularité de ses origines, mais simplement des circonstances de fait qui avaient permis à son créateur de l'imposer comme charte organique à la nouvelle communauté; et par suite, on peut bien dire qu'elle a été créée en vertu de la puissance de fait dont s'est trouvé investi son fondateur et ses bénéficiaires. La constitution originaire de l'Amérique, et par tant du Canada, n'était qu'un pur fait auquel il est impossible d'assigner une origine juridique.

b) LES PARTIES EN CAUSE

1° LES INDIGÈNES D'AMÉRIQUE

Les nations américaines étaient en fait organisées; mais elles ne l'étaient pas sur le plan que le pape présumait. Elles ne se reconnaissaient pas dans la dépendance du Dieu des Chrétiens et de son Eglise, mais de personnages mortels et d'assemblées démocratiques.

Par exemple, la nation des Hurons, forte de 36 tribus, qui habitait la partie orientale de la péninsule ontarienne, était formée, nous rapporte un témoin oculaire, le Frère Gabriel Sagard (1) « en

(1) Gabriel Sagard, *Le Grand Voyage du Pays des Hurons*, Paris, Denis Moreau, 1632.

provinces, qui portent divers noms, aussi bien que les provinces de France », et en « vingt-cinq villes et villages, sans y comprendre le commun, dont une partie ne sont point clos ni fermez, et les autres son fortifiez de fortes palissades ». « Chaque bourg ou village a ses armoiries particulières ». Leurs « trente ou quarante mille âmes » ont à leur tête des « capitaines ordinairement plutôt vieux que jeunes », qui « n'ont point autorité absolue » mais qui « conduisent le peuple plutôt par prières, exhortation, et par exemple, que par commandement ». Ces capitaines « viennent par succession, si le fils d'un Capitaine ensuit la vertu du père; autrement ils font comme aux vieux siècles, lorsque premièrement ces peuples eslurent des Roys. « Le grand Capitaine de province a d'autres capitaines sous luy, tant de guerre que de police, outre son Assesseur et Lieutenant qui, en son absence, ou quand il n'y pouvait vacquer, faisait les cris et publications par la ville des choses nécessaires et ordonnées ».

« Le gouvernement qui est entr'eux est tel, continue l'auteur, que les anciens et principaux de la ville ou du bourg s'assemblent en un conseil avec le Capitaine, où ils décident et proposent tout ce qui est des affaires de leur République ». C'est ordinairement dans la Chambre du capitaine local qu'ils tiennent conseil, autour d'un grand feu, et calumet en bouche. La Cabane fermée, le Capitaine commence à haranguer sur les problèmes à l'étude. Les conseillers opinent à leur tour, « sans s'interrompre les uns, les autres et en peu de mots ». Leurs « avis sont par après colligez avec des pailles ou petits jones, et là dessus est conclud à la pluralité des voix ce qui est jugé expédient.

« Les femmes(1), filles et jeunes nommes n'assistent point au conseil, si ce n'est en un conseil général de tous ceux du pays.

« Plus, ils font des assemblées générales, sçavoir des régions lointaines, d'où il vient chacun an un Ambassadeur de chaque Province, au lieu destiné pour l'assemblée, où il se faict de grands festins et dances, et des presens mutuels qu'ils se font les uns aux autres, et parmy toutes ces caresses, ces resjouissances et ces accolades ils contractent amitié de nouveau, et advisent entr'eux du moyen de leur conservation, et par quelle manière ils pourront perdre et ruyner tous leurs ennemis communs.

« En toutes les villes, bourgs et villages de nos Hurons, ils font

(1) Dans certaines tribus les femmes pouvaient être capitaines.

un certain amas de coliers de porcelaine, rassades, haches, couteaux, et généralement de tout ce qu'ils gagnent ou obtiennent pour le commun; soit à la guerre, traité de paix, rachapt de prisonniers; péages des Nations qui passent sur leurs terres, et par toute autre voye et manière qui se présente. Toutes ces choses sont mises et disposées entre les mains de l'un des Capitaines du lieu, à ce destiné, comme Thresorier de la Republique: et lors qu'il est question de faire quelque present pour le bien et salut commun de tous, ils assemblent le conseil, auquel, après avoir deduit la nécessité qui les oblige de puiser dans le thresor, et arrêté le nombre et la qualité des marchandises qui en doivent estre tirées, on advise le thresorier de fouiller dans les coffres et d'en apporter tout ce qui a esté ordonnée. S'il se trouve espuisé de finances, chacun se cottise librement de ce qu'il peut, et sans violence aucune donne de ses moyens selon sa commodité et bonne volonté; et jamais ils ne manquent de trouver les choses nécessaires, tant ils ont le cœur genereux et assis en bon lieu pour le salut commun » (1).

La nation huronne était donc organisée. Elle connaissait la répartition de la population en villes et provinces, elle usait de passeports et de douanes et d'impôts, elle avait son ministre des finances et son trésor, elle avait son gouvernement. La forme gouvernementale était celle de la démocratie directe et intégrale. Le souverain ici, c'est le peuple, envisagé dans ses membres individuels. Le peuple est le centre et la source de tous les pouvoirs. Les citoyens eux-mêmes forment en leur masse totale, l'organe essentiel et initial de l'Etat, en ce sens que la volonté étatique se confond, en principe, avec la volonté populaire. Notamment, il fait lui-même ses lois, ou — ce qui est juridiquement identique — il leur donne la perfection en les ratifiant. La justice se rend en son nom. Les agents administratifs se bornent à exécuter ses décisions souveraines. Leur activité législative ne s'exerce que sous réserve des droits supérieurs du corps des citoyens actifs, lequel — en un certain sens — est seul un organe de législation proprement dit, parce que seul, il apporte, dans l'exercice de sa compétence législative, le pouvoir de vouloir d'une façon absolue. L'Etat se résout ici en ses membres eux-mêmes, il se confond avec la totalité de ses membres. La vérité est, en effet, que dans la démocratie huronne, l'Etat — si on peut encore l'appeler de ce

(1) Sagard, 196 et s., 348-349, et passim.

nom — prend exclusivement sa consistance dans ses membres réunis *ut singuli*: il n'y a pas en lui d'autre volonté étatique que la leur, et l'unité étatique ne se trouve réalisée entre eux que par l'application de la loi de majorité. Les citoyens sont envisagés comme ayant chacun le droit primitif de concourir personnellement à la formation de la volonté souveraine. C'est le peuple qui fait la Constitution.

Les indigènes d'Amérique étaient ainsi maîtres de leur ordre juridique, quand, sans leur assentiment, sans leur avis, un souverain étranger disposa de leurs biens au profit d'une tierce personne et leur imposa un prince qui ne leur était pas connu.

2^o LES PRINCES D'EUROPE

Les Espagnols considérèrent que l'Amérique entière leur appartenait légitimement, en vertu des bulles pontificales. Lorsque Narvaez partit d'Espagne en 1527, pour la conquête de la Floride, il emportait des instructions aux termes desquelles il devait apprendre aux indigènes que Dieu avait donné la terre à saint Pierre et à ses successeurs; que le successeur de saint Pierre avait cédé l'Amérique au roi Carlos et à la reine Juana, sa mère; que les Indiens devaient en conséquence obéir aux souverains de l'Espagne et à l'Eglise catholique; que s'ils refusaient de le faire, ils y seraient contraints par la force et réduits en esclavage, eux, leurs femmes et leurs enfants (1).

« La nation espagnole, écrit Lescarbot, veut que l'on croye qu'elle marche d'un zèle de religion en la conquête des terres occidentales, ce que tout homme qui sait la vérité de leurs histoires ne croira jamais... La convoitise du gain... a été l'aguillon... qui a poussé les Portugais, Hespagnols et autres peuples de l'Europe à se hasarder sur l'Océan, chercher des nouveaux mondes deça et dela l'Equateur, et en un mot environner la terre; laquelle aujourd'hui se trouve toute recon nue par l'obstinée et infatigable avidité de l'homme, excepté quelques cotes... lesquelles ont été négligées, parce qu'il n'y avait rien à butiner... Les Hespagnols ne vont point es Indes y étant menés de l'honneur de Dieu et du zèle de la foi, ni pour secourir et avancer le salut à leurs prochains... dequoy à faulses enseignes ils se vantent: mais l'avarice et l'ambition les y pousse... Ils ont tous tués les originaires

(1) D. Pasquet, Hist. pol. et sociale du peuple américain, Paris, Picard, 1924, t. I, p. 22.

du pays avec des supplices les plus inhumains... Les Romains, — de qui l'avarice a toujours été insatiable, — ont bien guerroyé les nations de la terre pour avoir leurs richesses, mais les cruautés Hespagnoles ne se trouvent point dans leurs histoires. Ils se sont contentés de dépouiller les peuples qu'ils ont vaincus, sans leur ôter la vie » (1)

Cette théorie de la souveraineté espagnole, telle que contenue dans les instructions de Narvaez, était valable aussi contre les Européens qui s'installaient sur les terres du roi d'Espagne, comme Menende se chargea de le prouver plus tard à la petite colonie que les huguenots français avaient fondée sur la côte de Floride.

Au moment où le Pape avait lancé sa bulle, l'Espagne et le Portugal étaient les seuls pays qui s'adonnassent aux grandes entreprises de mer. Mais il arriva que d'autres nations européennes prirent goût à la navigation au long cours, et entrèrent dans la même voie que le Portugal, et l'Espagne. A peine effectivement la nouvelle s'était-elle répandue en Europe des richesses immenses que Portugais et Espagnole tiraient de leurs possessions des Indes, que ç'avaient été chez tous les esprits entreprenants du vieux monde un mouvement général pour se rendre dans les mêmes contrées. Mais tous se heurtèrent à une interdiction absolue de la part de l'Espagne et du Portugal, lesquels, s'appuyant sur la bulle de 1493, s'arrogeaient le droit exclusif d'aller dans ces contrées pour y faire le commerce ou y coloniser. Les prétentions de ces deux pays à cet égard étaient de telle sorte et si entières que, par le fait, les Indes orientales et les Indes occidentales se trouvaient absolument fermées aux nationaux de tous les autres Etats européens. L'impérialisme colonial était né. Il prend son origine dans la bulle *Inter cetera*. Le résultat des actes d'Alexandre VI avait été de partager l'Europe en deux camps: l'Espagne et le Portugal d'un côté, toutes les autres nations de l'autre. « Nous pouvons, fait remarquer Lescarbot, à bon droit maudire l'heure quand jamais l'avarice a porté l'Hespagnol en l'Occident, pour les malheurs qui s'en sont ensuivis... Par son avarice il a allumé et entretenu la guerre en toute la chrétienté et s'est étudié à ruiner ses voisins, et non point le Turc... Je ne veux pas m'arrêter au partage fait autrefois par le Pape Alexandre... d'autant que ce qu'il en a fait a esté comme arbitre de chose débattue entre ces rois: qui ne leur apparte-

(1) Lescarbot, I. 442, II. 13-14. III, 1.

nait non plus qu'à un autre. Et quand en autre qualité ledit Pape en aurait ainsi ordonné, outre que son pouvoir (hors son domaine) est purement spirituel, il est à disputer s'il pouvait, ou devait partager les enfants puisnés de l'Eglise, sans y appeler l'ainé... Au reste, les Terres-Neuves et Occidentales étant d'une si grande étendue que toute l'Europe ne suffirait à peupler ce qui est vague... » (1). François I^{er} s'était inspiré de la même idée, quand il avait demandé qu'on lui montrât la page du testament d'Adam qui l'excluait de l'héritage de la terre (2).

C. — L'EXÉCUTION DE LA BULLE

La Bulle *Inter cetera* fut cause qu'à partir de 1493, l'Europe ne pouvait espérer de communiquer librement avec les Indes qu'à la condition d'obliger le Portugal et l'Espagne à y consentir, c'est-à-dire qu'après avoir brisé les résistances que ces deux pays lui opposaient à ce sujet. Après le Portugal, l'affaire n'avait pas été longue. Dès les premières années du XVII^e siècle, vaincu par la Hollande, il avait été mis dans l'impossibilité de soutenir, les armes à la main, sa prétendue souveraineté sur toutes les contrées à l'est de la ligne des Açores. A partir de cette époque, les Indes proprement dites et la Chine pouvaient donc être regardées comme ouvertes, dans la réalité, à tous les commerçants et à tous les aventuriers européens, sans distinction de nationalité.

Mais, si quelques batailles navales avaient suffi pour obtenir ce résultat, on comprend qu'il avait été loin d'en être de même avec l'Espagne, incomparablement plus forte sur mer et qui, d'autre part, jouissait en Europe d'une puissance qu'il n'aurait pas été prudent

(1) Lescarbot, I, 30, 117, 442.

(2) Pour le récit et l'appréciation des faits, voir : Pastor, Hist. des Papes. t. VI, p. 149, sq. et les ouvrages auxquels il renvoie ; Hergenrother, Katholische Kirche und christlicher Staat, Fribourg, 1872, t. I, p. 337 sq. ; J. de Maistre, du Pape, chap. XIV ; Dictionnaire apologétique de la Foi catholique, publié sous la direction de A. d'Alès, Paris, Beauchesne, 4^e éd., 1909, pp. 83 sq. ; Louis Pauliat, La Politique coloniale sous l'Ancien Régime, Paris, pp. 22-34 ; Lescarbot, op. cit., passim ; Hugh Edward Egerton, The Origin and Growth of the English Colonies and of their system of Government, Oxford, Clarendon Press, 1904, pp. 30-31 ; S. E. Dawson, The Lines of Demarcation of Pope Alexander VI and the Treaty of Tordesillas (Transactions of Royal Society of Canada, vol. V, par. 2, 1899) ; A.-V. Humboldt, Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne, 5 t. 1811.

d'affronter. L'Espagne était si peu disposée à renoncer à tous ses droits sur les pays à l'ouest de la ligne, qu'elle saisissait, au contraire, toutes les occasions possibles de les affirmer avec la plus inébranlable obstination. Afin même de bien convaincre tout le monde qu'elle n'entendait pas les laisser périmer en quoi que ce fût, — comme en dépit de ses défenses, des émigrants hollandais, anglais, mais surtout français, allaient fonder des « habitations » de l'autre côté de l'Océan, — de temps en temps elle faisait partir des escadres avec mission de parcourir les colonies qui avaient pu s'y fonder en violation de ses droits. C'est même dans une expédition de ce genre, sous Charles IX, qu'un établissement très prospère, créé par des Français dans les Florides, avait été impitoyablement anéanti, tous les hommes pendus, les plantations détruites, les maisons brûlées. Tout Européen non Espagnol que les Espagnols rencontraient dans ces parages était en principe considéré comme forban et, sans plus de façon, traité immédiatement comme tel. Si la situation avait été modifiée du côté des Indes orientales, c'est-à-dire au regard des possessions portugaises, on voit que pour l'Europe, du côté des Indes occidentales, elle était aussi mauvaise que possible.

La Bulle reçut, il est vrai, son exécution entre le Portugal et l'Espagne (1), mais il n'en fut pas de même au regard des autres pays. Nous avons déjà vu que la Hollande l'ignora. Il en fut ainsi de l'Angleterre. Dès 1496, Henri VII se refusa à admettre d'autre principe que celui reconnu par le droit des gens, à savoir que la souveraineté politique suit l'occupation, occupation qui doit avoir cette qualité d'être à la fois constante et actuelle. Vainement la cour d'Espagne lui fit-elle faire des protestations par la bouche de son ambassadeur à Londres, le roi « ne voulut rien entendre » (2).

La France se montra plus prudente. Elle ne pouvait à cette époque espérer à elle seule renverser la balance des forces et entrer en possession de « sa part de l'héritage d'Adam ». Selon le mot de Lescarbot, « la France n'était plus alors la France, mais la proie de l'étranger, qui nous sappe tous les jours, nous débauche nos alliés, et se rend puissant à notre ruine en un monde nouveau qui sera tout à lui » (3). Sous François I^{er}, sous François II, sous Charles IX, sous

(1) Voir H.-B. Biggar, *Les Précurseurs de Jacques Cartier*, 1913, pp. XIV-XVI-XVII, XXI, XXIV, XXV-XXVI.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 29.

(3) Lescarbot, II, 8.

Henri III, elle prit donc l'initiative de nombreuses démarches auprès de la cour d'Espagne, dans le but de lui tirer quelque adoucissement à un état de choses qui lui était si préjudiciable. Mais tout avait été en pure perte. Les Espagnols s'étaient refusés à entendre à rien. La seule concession que Henri IV avait réussi à leur arracher de ce côté, consistait en un article secret du traité signé entre le roi de France et Philippe II d'Espagne à Vervins, lieu natal de Lescarbot (1), au mois de mai 1598. Et cet article va montrer combien l'Espagne prétendait rester inflexible dans le maintien intégral de ses droits.

Il spécifiait simplement, en effet, que dépassé une ligne tirée de l'île de Fer, la plus occidentale des Canaries, et rejoignant les deux pôles, ligne que l'on appela « la ligne des Amitiés », tout serait à la force; en d'autres termes, que toute tentative des Français au delà de cette ligne serait à leurs risques et périls, et que les dommages qu'eux ou les Espagnols éprouveraient là-bas du fait les uns des autres n'influeraient en rien sur les relations des deux pays en Europe: aucun des deux gouvernements ne pouvant jamais adresser de ce chef la moindre réclamation à l'autre (2).

On s'imaginerait peut-être aujourd'hui que cet article n'était dans le fond qu'un leurre et qu'il représentait peu de chose, puisqu'en allant commercer ou coloniser au delà de cette ligne, un Français avait tout à craindre de l'Espagne. Et cependant cette puissance était alors si redoutable, que cette concession fut regardée à l'époque comme une victoire considérable. Chacun estima, en effet, que c'était beaucoup que la France n'eut rien à souffrir sur son propre territoire de ce que ses enfants aventureux iraient tenter de l'autre côté de cette ligne des Amitiés, qui, trente-sept ans plus tard, par un édit de Louis XIII, devait devenir le méridien de la France et par la suite celui de tout le monde civilisé. En résumé, c'était le champ ouvert à l'audace, c'était la faculté accordée aux Français de tout entreprendre là-bas, pourvu qu'ils fussent en état d'y résister aux Espagnols et, si ces derniers venaient les y attaquer, de les repousser.

(1) Au cours des négociations, Lescarbot, qui venait d'être licencié en droit, prononça deux discours en latin devant le délégué du pape Clément VIII.

(2) La France inaugurerait à Vervins une politique coloniale qu'elle devait reprendre en 1686 (Traité de Whitehall) et renouveler en 1727, politique qui consistait en la neutralité de la métropole et de ses colonies, l'une au regard des autres.

Les résultats acquis expliquent la différence que l'on relève entre la politique coloniale française et celle de l'Espagne. Le roi de France en agissant par lui-même en Amérique se serait mis en conflit avec la cour espagnole et la papauté. Aussi n'a-t-il agi d'abord qu'indirectement, par l'entremise de particuliers dont les actes d'empiètement n'entraînaient pas un état de guerre avec l'Espagne. On sait qu'au contraire, l'Espagne a été elle-même maîtresse de ses flottes coloniales dès le début, que sa colonisation de l'Amérique a été une entreprise étatique: elle s'autorisait de la Bulle et du traité de Vervins (1).

Quoiqu'il ne fût pas douteux que l'article secret du traité de Vervins constituât un réel progrès, il n'en faut point conclure que la royauté française s'en est contenté. Il donnait libre carrière aux corsaires et aux aventuriers, mais il ne permettait pas la colonisation en masse. Une des premières questions que les agents d'immigration avait à répondre était celle de savoir « si le pays était hors des incursions de l'Espagnol » (2). On comprend alors que le plus ardent désir de la monarchie avait dû être que le courant d'émigration qui, dès les quinze premières années du XVII^e siècle, s'était dessiné en France vers les Antilles et le continent américain, ne fût pas en butte, là-bas, à l'hostilité ou aux déprédations des Espagnols. Elle se tourna vers la papauté pour avoir ses bonnes grâces en faveur de ses colonies. Comme, après tout, les droits dont se prévalait l'Espagne sur le Nouveau Monde n'avaient d'autre fondement qu'une concession papale, la France désirait se ménager auprès de la curie romaine une médiation bienveillante et autorisée, devant laquelle, à un certain moment, l'Escurial serait obligé de s'incliner. Visant même plus loin, elle songeait, vraisemblablement, à provoquer, au sujet de la bulle d'Alexandre VI, une interprétation qui fût conforme à ses intérêts (3). D'où, sans doute, l'esprit d'apostolat qu'affichent les écrits de Lescarbot et

(1) « Le sieur de Monts... voyant la France en repos par la paix heureusement traitée à Vervins, proposa au Roy un expédient pour faire une habitation solide des dites terres d'outre-mer sans rien tirer des coffres de sa majesté... » (Lescarbot, I, 416).

(2) Remarque du père missionnaire Paul Le Jeune, cité par Emile Salome, dans son ouvrage La Colonisation en Nouvelle-France, p. 67.

(3) M. Dawson dans l'étude que nous avons citée déclare qu'il se trouve, dans les archives secrètes du Vatican un long plaidoyer tendant à prouver que la décision du Pape ne s'appliquait pas au Canada, vu que la concession était limitée aux îles et terres fermes « *per nuncios et capitaneos vestros inventæ* ».

les chartes du roi de France octroyées aux compagnies de commerce.

« Dieu doit meilleur succès, prétend Lescarbot, aux entreprises qui se renouvellent aujourd'hui pour le même sujet, lesquelles sont vraiment saintes, et sans autre ambition que d'accroître le royaume céleste » (1). A ceux qui seraient tentés de lui opposer le protestantisme des officiers de la royauté, il répond par avance: « L'Amiral de Coligny n'a pas toujours vécu; un autre eût fait des colonies purement catholiques, et eût révoqué les autres » (2). « Je vois par les Commissions de nos rois qu'ils ne respirent que l'avancement de la Religion Chrétienne, sans aucun profit présent » (3).

Ce qui est certain, c'est qu'un caractère de propagande religieuse est systématiquement donné sur le papier à toutes les entreprises de colonisation que la France tenta alors. Ce caractère, sur lequel les chartes ne manquaient jamais d'insister, ressort notamment du préambule de la Déclaration signée en mai 1628 en faveur de la compagnie qui s'organisa pour la colonisation du Canada:

« Comme il est de la gloire de Dieu et du bonheur de cet Etat, y dit en effet le roi, que les soins que nous prenons de travailler pour l'avancement de la religion catholique, apostolique et romaine ne soient pas bornés dans la seule étendue de la France, mais qu'en imitant ce grand saint duquel nous portons le sceptre et le nom, nous fassions en sorte que la renommée des François s'espande bien loing dans les terres estrangères et que leur piété soit publique pour la conversion des peuples ensevelis dans l'infidélité et dans la barbarie; cette pensée nous a fait souvent jeter les yeux sur les peuples de l'Amérique, habitants de la Nouvelle-France dite Canada, et renouvelé le désir de procurer leur conversion » (4).

(1) Lescarbot, II, 193.

(2) *Id.*, II, 125, III, 4, II, 124.

(3) Adde commission de François I^{er} à Jacques Cartier: « pour l'augmentation de notre mère sainte église catholique, de laquelle nous sommes dit et nommé premier fils » (17 oct. 1540, 3 EO 5-7). Et Lettres Patentes pour le sieur de la Roche, 12 janvier 1598 (Henri VI) 3 EO 7-10. Etc. etc.

(4) I EO 1-11.

Il n'y aurait que ce seul cas, qu'il ne serait assurément pas nécessaire de s'y arrêter davantage; mais, comme des articles analogues figurent dans toutes les chartes sans exception qui furent octroyées à cette époque, on est en droit de penser qu'il dut y avoir là, sinon quelque condition convenue avec le Vatican, du moins une manœuvre destinée à agir sur lui et à l'obliger moralement, à l'occasion de prendre le parti des colonies françaises contre l'Espagne.

La tactique porta des fruits, puisque Lescarbot qui avait tout d'abord critiqué avec tant de virulence le partage fait par Alexandre VI du Nouveau-Monde, termine son volumineux travail par la note attendrie qui suit:

« Une chose doit remplir de consolation ceux qui sont vraiment pieux, que nôtre Saint-Père ayant reçu la missive que j'ai couchée à la fin du second livre, a été fort joyeux qu'en son temps une telle chose se face pour le bien de l'Eglise, et a prié Dieu pour [la] prospérité de l'entreprise du sieur de Poutrincourt [en Acadie] sur le corps des saints Apôtres, ce qu'il se propose de continuer, ainsi qu'on nous a dit: ayant donné pouvoir à Monsieur le Nonce de donner la benediction de sa part à tous ceux qui se presenteront pour aller habiter la Nouvelle-France » (1).

Toutes ces démarches et démonstrations furent moins efficaces toutefois que l'apparente stérilité du Canada. La fatale légende des « arpents de neige » avait déjà pris consistance: elle entraîna la renonciation volontaire à leurs droits théoriques des premiers prétendants à la propriété du Saint-Laurent. Le père Paul Le Jeune traduit cette idée quand il décrit son terrain de mission: « Cette part d'Amérique que nous nous sommes attribuée et dont il semble que les Espagnols, les Portugais, les Anglais, venus bons premiers, n'aient pas voulu » (2).

(1) Lescarbot, III, 932.

(2) V. Biggar, *Les Précurseurs*, 1913, pp. 7-8 et 86. — Pour tout cet article, voir surtout Pauliat, *op. cit.*

2°. — DES INDIGÈNES OU PREMIERS OCCUPANTS

Il nous reste à voir comment la France, libre du côté de l'Espagne, se comportera vis-à-vis des naturels du pays, puisque le Canada n'était pas inhabité avant l'arrivée des Français.

Les Espagnols, les Portugais s'étaient présentés aux Américains en conquérants. Suivant les lieux et les circonstances, ils les avaient refoulés ou asservis. La traite des noirs en Afrique leur avait appris Henri VII, roi d'Angleterre, avait donné aux Cabot, le 5 mars 1496, à considérer tous les naturels comme un butin ordinaire. De son côté, la faculté de s'assujétir les terres qu'ils découvriraient (1), et quand des marchands de Bristol revinrent des Terres-neuves en 1501 avec des indiens, — hommes, femmes et enfants — qu'ils avaient enlevés de force, il laissa transpirer une grande joie, convaincu « qu'il pourrait se procurer en Amérique un grand nombre d'esclaves propres à toute espèce de travail » (1).

Marc Lescarbot, dont l'hostilité à l'égard des bénéficiaires de la bulle *inter cetera* nous est connue, recommande à ses compatriotes d'en user avec moins de rigueur avec les premiers habitants du pays. « Je ne voudray pourtant exterminer ces peuples ici, comme a fait l'Hespagnol ceux des Indes Occidentales, prenant le prétexte des commandements faits jadis à Josué, Gedeon, Saul, et autres combattants pour le peuple de Dieu ». Il ne tire pas sa doctrine de l'Ancien Testament mais du Nouveau. « J'en ay quelquefois veu [des « hommes scrupuleux »] qui ont mis en doute si on pouvait justement occuper les terres de la Nouvelle-France, et en dépouiller les habitants: auxquels ma réponse a esté en peu de mots, que ces peuples sont sensibles à celui duquel est parlé en l'Evangile, lequel avait serré le talent qui lui avait esté donné dans un linge, au lieu de le faire profiter, et partant lui fut oté (Luc, 19, vers. 21). Et comme ainsi soit que Dieu le Createur ait donné la terre à l'homme pour la posséder, il est bien certain que le premier titre de possession doit appartenir aux enfants qui obéissent à leur père et le reconnaissent, et qui sont les aînés de la maison de Dieu, tels que sont les Chrétiens, auxquels appartient le partage premier, qu'aux enfants désobéissans, qui ont

(1) Biggar, op. cit., p. 66.

été chassés de la maison, comme indignes de l'héritage, et de ce qui en dépend ». « La terre donc appartenant de *droit divin* aux enfants de Dieu, il n'est ici question de recevoir le *droit des Gents* et politique, par lequel ne serait loisible d'usurper la terre d'autrui. Ce qu'étant ainsi, il la faut posséder » (1).

Lescarbot établit ainsi d'une façon irrécusable que, selon lui, l'objet de la France, en fondant des colonies en Amérique, devait être avant tout un objet économique et européen. « D'autres, dit-il encore dans le même sens, exposeraient volontiers leurs vies pour la conversion des peuples de delà. Mais il faut au préalable établir la République, d'autant que [comme disait un bon et ancien Evêque] *Ecclesia est in Republica, non Republica in Ecclesia*. ». Lescarbot admet donc le but religieux, mais en second ordre :

Et des villes bâtir, des maisons et bourgades,
Qui servent de retraite aux Françoises peuplades,
Et pour changer les mœurs de cette nation
Qui vit sans Dieu, sans loy, et sans religion (2).

Et quand il se mettra en frais d'évangéliser, il oubliera la douceur du Maître pour user de la manière forte :

C'est, mon Prince, c'est de toy
Qu'une antique destinée
A prononcé qu'un grand Roy
Seroit
Qui régirait
Les nations infidèles
Qui sont encore en maints lieux,
Et *par force* les rebelles
Conduirait dedans les cieux » (3).

(1) Lescarbot, II, 19-21.

(2) Lescarbot, III, 15.

(3) Id., III, 12. Le même, I, 124 « Quelques hommes sots et trop scrupuleux diront qu'il vaut mieux les laisser tels qu'ils sont, que de leur donner une mauvaise teinture : Mais je repliqueray que l'Apostre saint Paul se « réjouissait de ce que (quoy que par envie et contention, et non purement) en quelque manière que ce fust, ou par feintise, ou en vérité, Christ étoit annoncé ». (Voir Saint-Paul, aux Philipp. I, vers. 15, 16, 17, 18).

Le « prince » va-t-il suivre les conseils de son belliqueux écrivain? Non, il ne le fera pas. Lescarbot le reconnaît lui-même: « Ne voy en aucun écrit qu'en l'exécution de leurs entreprises [de découvertes et d'établissement] nos Roys ayent, comme les Hespagnols, cruellement depeuplé les provinces qu'ils ont voulu faire habiter, ayant plus estimé la conversion des âmes à Dieu, et la louange d'humanité, que la possession de la terre » (1).

Les Français, à la vérité, se permirent quelquefois des cruautés, du moins dans les débuts. « Les nostres descenduz en terre, rapporte Thévet, aucuns jeunes folastres par passetemps coupaient bras et jambes à quelques-uns de ces pauvres gens, seulement disoient-ils pour essayer si leurs espées treuchaient bien, nonobstant que ces pauvres Barbares les eussent receu humainement, avecques toute douceur et amytié » (2). Mais bientôt ils les traitèrent en amis, parce qu'ils avaient compris avec Champlain que « sans les Sauvages, il serait impossible de pouvoir descouvrir beaucoup de choses dans un grand pays, car il n'y aurait pas grande seureté, et ne leur faudrait que prendre une quinte pour nous laisser au milieu de la course » (3). Tandis qu'au contraire, « avec les canots des Sauvages l'on peut aller librement et promptement en toutes les terres, tant aux petites Rivières comme aux grandes. Si bien qu'en se gouvernant par le moyen des Sauvages et de leurs canots, l'on pourra voir tout ce qui se peut, bon et mauvais dans un an ou deux » (4).

De leur côté les indigènes firent bon accueil aux Français. Quand Jacques Cartier planta à Gaspé une croix aux armes de France (24 juillet 1534), ils protestèrent d'abord, croyant y voir un signe de prise de possession qu'on leur opposerait par la suite, mais le grand navigateur apaisa vite leurs craintes, en leur signifiant par gestes qu'il s'agissait là non d'une prise de possession mais tout simplement « d'une ballise pour entrer dedans le hable » (5). Les Sauvages « étaient en réalité, fort aise que sa Majesté peuplât leur terre » sous la condi-

(1) Lescarbot, III, 1.

(2) Thévet, *Singularitez*, réimpression de 1878, p. 422-423. Voir du même auteur, *Cosmographie universelle*, II. 1012 v.

(3) Champlain (éd. 1922), I. 152.

(4) Champlain, éd. 1933, I, 152.

(5) Biggar, *Voyages de Cartier*. p. 64-67; Lescarbot, I. 256-258.

tion qu'elle « fit la guerre à leurs ennemis » et leur « porte des commodités à l'avenir » (1). D'ailleurs, il y avait tant de place dans les immenses forêts de la Nouvelle-France! Longtemps encore, le colon pourra s'emparer du sol sans exproprier le Sauvage. Au surplus, celui-ci vivait presque exclusivement de chasse. Il n'attachait que peu de valeur à cette terre que le colon se hâtait d'entourer de clôtures.

(1) Lescarbot, I. 288, 552, III. 628.

CHAPITRE DEUXIÈME

La transmigration

1. — LES MODES DE L'IMMIGRATION AU CANADA

A. — LE VOLONTARIAT OU L'IMMIGRATION SPONTANÉE SIMPLEMENT SECONDÉE

A part certains déshérités de la fortune qui vinrent, vers 1520, de Vienne en Portugal travailler au Cap-Breton, en sous-œuvre de la pêche, à la tâche plus lente de colonisation (1); à part aussi quelques Français qui fondèrent, à côté des comptoirs de traite, des magasins d'étapes où ils accaparaient, comme il arrive aux fournisseurs dans les pays neufs, de substantielles commissions sur toutes les conquêtes des pionniers, il ne se rencontra guère parmi les intrépides navigateurs qui foulèrent les premiers le sol de la Nouvelle-France, d'homme au caractère de colon. Leur but ultime n'était pas de se fixer aux terres neuves sans esprit de retour eux, leur femme et leurs enfants et d'y former une nouvelle nation; leur dessein se bornait d'y faire une fortune qu'ils puissent rapporter pour en jouir dans leur ancien pays. Leurs visites annuelles amorcèrent, il est vrai, la reconnaissance officielle de la vallée laurentienne, mais cette prise de possession n'avait pas pour origine une pensée colonisatrice; c'est pour trouver une voie, soit plus courte, soit plus sûre, vers l'Orient plein de mystère et de richesses, l'Orient d'où viennent les soieries, les perles et les parfums, que Jacques Cartier s'avance jusqu'au saut Saint-Louis. Du

(1) D'après un document conservé à l'Université de Coïmbre en Portugal et reproduit par M. Biggar à la page 196 de son ouvrage « Les Précurseurs de Jacques Cartier ».

haut du Mont-Royal, le Malouin voit son rêve s'évanouir dans un immense désert de verdure, mais Champlain lui-même, le Saintongeois, le reprend; il en est longtemps possédé, et quand, déçu, il l'écarte, le peuple ne se sent pas porté de lui-même à l'émigration au Canada.

Comment le serait-il? Deux mobiles poussent généralement les hommes à quitter le pays natal, et ces deux mobiles ne jouaient pas, sous la monarchie, en faveur des plages canadiennes. L'un d'eux consiste dans le déséquilibre qui se rencontre parfois entre les ressources d'un Etat et le nombre de ses habitants; or, la France n'était pas, au moment des grandes découvertes maritimes, ni pauvre, dans l'ensemble, ni surpeuplée. L'autre mobile naît de la répartition inégale des biens: les classes possédantes accaparent à leur profit les moyens de production, la masse ouvrière, créatrice des richesses, végète dans le dénuement. Il est vrai qu'un millier de châteaux se tapissaient en France, avant la Révolution, de soie et de velours, alors qu'aux seuils somptuaires grouillait, l'œil jaloux, une populace « sans aveu »; il est vrai que les plus énergiques de ces va-nu-pieds ou de ces sans-travail s'expatriaient, la rage au cœur (1); c'est ainsi que Champlain, se « voyant sans aucune charge ny employ », résolut, « pour ne demeurer oysif », de monter sur les flottes d'une puissance ennemie de la France, sur les flottes de l'Espagne en partance pour le Nouveau-Monde (2); mais la plèbe que « les coups de fouet du Ciel » (3) chassaient hors du royaume, ne s'acheminait pas vers le Canada où son établissement aurait contribué à la gloire politique du Prince et donner naissance « à des négociations grandes sur les eaux » (4); elle gagnait de préférence les proches confins de l'Europe, où elle enseignait les arts et les métiers du pays d'origine aux gens du pays d'adoption (5). Elle « ne voyait bon d'aller » vivre aux bords neigeux du Saint-Laurent. Tout l'en détournait: la mer qu'il fallait franchir, le sol qu'il fallait « humaniser ».

Comment se sentir attiré vers un monde où l'on avait tant de chances de ne jamais prendre pied? En un temps où les navires jau-

(1) Lescarbot, I. 4, 18, 139-141, 405.

(2) Champlain, éd. 1922, I. 3.

(3) Lescarbot, I. 215-216.

(4) *Id.*, I. 18.

(5) *Id.*, I. 405.

geaient au plus cent-cinquante tonneaux, il valait vraiment mieux contempler de loin les vagues mugissantes de l'Océan :

Neptunum procul e terra spectare furem (1).

C'est la réponse que les prêtres de Paris firent à Poutrincourt qui les pressentait; ils « s'excusèrent sur les incommodités de la mer et du long voyage » (2). Voyage long et incommode, en effet, que celui de la Nouvelle-France! « J'ai été sept fois au Canada, écrivait de La Rochelle, en 1716, le capitaine de Voutron, commandant le *Saint-François*, et quoique je m'en suis bien tiré, j'ose assurer que le plus favorable de ces voyages m'a donné plus de cheveux blancs que tous ceux que j'ai fait ailleurs » (3). La traversée a duré parfois quatre mois et les vivres vinrent à manquer (4). Épuisé de fatigues et de misères, en proie aux maladies, un tiers de l'équipage trépassait. Les monstres marins en faisaient leur nourriture. Aux arrivages, les hôpitaux de Québec s'emplissaient de moribonds (5).

La fragilité des vaisseaux, les caprices de la navigation à voile rendaient aussi redoutables l'absence que la présence des vents. « Quelquefois, rapporte un voyageur, nous avions des calmes bien importuns durant lesquels on se baignait en la mer, on dansait sur le tillac, on grimpait à la hune, nous chantions en musique... Quand on voyait sortir de dessous l'horizon un petit nuage, il fallait quitter ces exercices, et se prendre garde d'un grain de vent enveloppé là-dedans, lequel se desserrant, grondant, ronflant, sifflant... était capable de renverser notre vaisseau c'en dessus dessous. Des tempêtes nous firent mettre voiles bas, et demeurez les bras croisez, portez au vouloir des flots » (6). On n'échappait souvent à la perfidie des ondes que pour succomber plus sûrement sous la hache d'abordage des « pyrates ».

Faut-il s'étonner par suite qu'on fût « rempli de jouissance » quand on commençait « à voir des avertissements de la terre... par des herbes, mousses, fleurs et bois, que l'on rencontrait toujours plus

(1) Horace, *Épître*, II, liv. 1.

(2) Lescarbot, I. 503.

(3) Margry, *les Navigations françaises*, 324.

(4) C'est ce qui s'est produit au retour de Pierre Boucher, en 1662.

(5) Kalm, II. 102.

(6) Lescarbot, I. 120.

abondamment plus on en approchait ». Le jour précis où les falaises exondaient s'inscrivaient à jamais dans la mémoire: « Le vendredi septième du mois nous découvrîmes à tribord une côte de terre relevée, longue à perte de vue. Les plus hardis montaient à la hune pour mieux voir, tant nous étions tous desirieux de cette terre vraie habitation de l'homme. Nos chiens mettoient le museau hors le bord pour mieux flairer l'air terrestre, et ne se pouvaient tenir de témoigner par leurs gestes, l'aise qu'ils avoient... Mais voici de la terre des odeurs en suavité nonpareilles apportées d'un vent chaud si abondamment, que tout l'Orient n'en saurait produire davantage. Nous tendions nos mains, comme pour les prendre, tant elles étoient palpables... » (1).

La joie de se sentir à terre, en la « vraie habitation de l'homme » durait l'espace d'un instant. On ne devait pas, pour éprouver cette seule joie éphémère, tenter « la grande aventure ». Le Canada « était décrié ». « Chacun plaignait [les voyageurs] sur les accidents de ceux qui y avoient été par le passé » (2). L'image qu'on se faisait des peuples et des ressources de la Nouvelle-France rebutait les meilleures volontés. « Les demandes ordinaires qu'on nous fait, rapporte Lescarbot, sont: Y a-t-il des trésors? et personne ne demande, Ce peuple [indien] est-il disposé à entendre la doctrine chrétienne? » (3). Mais de mines d'or ou d'argent, on n'en devait pas trouver dans les débuts. La terre apparaissait sauvage et inculte. On n'en connaissait pas le climat. « L'hiver des gens n'ayant la disposition du corps bien sympathisante avec le tempérament de l'air, étaient saisis » (4) du scorbut et en moins de rien leur sang se corrompait (5).

Les survivants restaient en butte à l'isolement. « En la Nouvelle-France, il n'y a nul plaisir. Il n'y a point les violons les masques, les danses, les palais, les villes et les beaux monuments de France » (6). La société des Sauvages ne suppléait pas à celle des

(1) Lescarbot, I. 531-534; aussi Sagard, *Hist. du Canada*; l'abbé Joseph Navières (1734), lettre reproduite dans la *Revue canadienne*, Montréal, 1886, p. 19; La Hontan, *Lettre 1^{re}*; Pasquet, I, ch. 3; 10 BRH.

(2) Lescarbot, I. 511.

(3) *Id.* I. 17.

(4) Lescarbot, I. 228.

(5) Sur le scorbut, voir N.-E. Dionne, *Rev. Can.*, 1889, 305-314.

(6) Lescarbot, I. 19.

Européens. Certains d'entre eux, les Iroquois, ne voulaient entendre parler de paix. « Un pauvre homme à dix pas de sa porte n'était point assurance, il n'y avait morceaux de bois qui ne pouvait être pris pour l'ombre ou la cache d'un ennemi » (1). Leurs tirailleurs réapparaissaient régulièrement chaque année avec cet autre fléau que sont les hautes neiges. Sur le blanc tapis ils traçaient en rouge avec le sang des Européens le seul vestige de leurs pas lestes. Rentrés dans leurs cantons, ils arrachaient les ongles aux captifs, leur broyaient les doigts, scalpaient la chevelure, en mangeaient enfin la chair avec une joie de cannibale. Ils se montraient d'autant plus audacieux dans leurs « partis » que des puissances européennes les soudoyaient. On avait eu raison de dire que « de la Terre vient la Guerre: et quand on sera établi en la Nouvelle-France, quelque gourmand paraventure voudra venir enlever le travail des gens de bien et de courage » (2).

Sans l'intervention opportune du gouvernement, il eut fallu ajouter aux violences de la nature et des peuples les conséquences juridiques déplorables de l'exil. C'était, en effet, au XVIII^e siècle, un acte beaucoup plus grave qu'on ne le supposerait de nos jours de quitter sa patrie pour aller se transplanter au dehors. Aujourd'hui, quelle que soit sa nationalité, un homme peut presque sans aucun désagrément, se fixer à demeure dans toute contrée qu'il désire. Dans n'importe quel pays hors du sien où il se transporte, il a, en effet, le droit de posséder, de tester, de vendre, d'acheter, d'hériter. Pour tous ces actes de la vie civile, il jouit des mêmes facilités que les républicoles eux-mêmes. Mais, aux siècles dont nous parlons, il était loin d'en aller de même. Etre du pays que l'on habitait constituait un privilège. Ce n'était qu'à grand'peine et par une tolérance pouvant cesser du jour au lendemain, que l'étranger obtenait le droit de séjour dans une contrée; et, en ce cas, il lui était interdit d'y avoir des immeubles et d'y hériter; et lorsqu'il venait à mourir, tout ce qu'il possédait tombait sous le coup du droit d'aubaine, c'est-à-dire que ses biens revenaient au prince. Il est certain que la perspective d'une pareille situation dut jadis arrêter bien des personnes qui, autrement, se seraient décidées à émigrer.

Les Etats d'Europe n'abrogèrent pas cette mesure, mais ils y firent

(1) Hist. manuscrite du Montréal, 1640-1672, publiée dans la *Rev. Can.* 1869, p. 199-200.

(2) Lescarbot, I, 498, III. 263.

exception en faveur de leurs colonies. Ils amenèrent par cette simple dérogation tous les courants d'émigration à aller se déverser dans les endroits où ils avaient le dessein de développer la colonisation. Nous lisons dans la plupart des chartes octroyées aux compagnies de commerce dont nous avons relaté d'autre part l'histoire, une clause comme celle-ci :

« Nous voulons que ceux qui passeront dans lesdits pays jouissent des mêmes libertés et franchises que s'ils étaient demeurant en ce royaume, et que ceux qui naîtront d'eux soient censés et réputés régnicoles et naturels françois, et comme tels capables de toutes successions, dons, legs et autres dispositions, sans être obligés d'obtenir aucunes lettres de naturalité » (1)

Cependant cet avantage n'était ouvert qu'aux seuls « naturels françois catholiques » (2).

Mais le roi de France n'entend pas se borner à lever des barrières au flot des fugitifs; il veut aussi accorder des privilèges aux migrations humaines, pourvu qu'elles restent sous sa dépendance. Il imite Peisthetairus, ce personnage des comédies d'Aristophanes, qui, pour induire Hercules à s'établir dans la ville qu'il vient de fonder promet d'abandonner au demi-dieu le « commandement » des troupes, d'en faire un « capitaine, un autocrate, tout ce qu'il voudra ». « Il régnera et gouvernera » « avec splendeur et opulence » (3). Il imite encore Cabot qui promet (1597) à un barbier une île et le titre de comte s'il veut l'accompagner dans sa prochaine expédition aux Terres-neuves, à de pauvres moines italiens, des évêchés et des archevêchés (4). Aux hommes d'initiative et d'audace qui, soit individuellement, soit formés en compagnie qui prendront sur eux et leur cassette de fonder des colonies, il cède à l'avance le gouvernement local, sous la seule réserve des droits de suzeraineté; il les institue capitaines, gouverneurs et lieutenants-généraux. Il fait plus. Il leur con-

(1) Voir la charte de la compagnie des Indes occidentales (1664), celle de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628) et les lettres patentes du roi d'Angleterre à Eliot (9 déc. 1502).

(2) Charte de la Compagnie de la Nouvelle-France.

(3) Aristophanes, *Les Oiseaux*, vers 2005-2010.

(4) Biggar, *Les Précurseurs*, 19-21.

cède à perpétuité, à charge de les faire habiter, les territoires de leur domination (1).

Afin d'assurer aux premiers concessionnaires des colons provenant des hautes classes de la société, Henri IV promet ensuite « aux gentilshommes et aux gens de mérite » de leur tailler dans les immensités nouvelles des fiefs, des seigneuries, des châtelainies, des comtés et vicomtés et des baronnies (2). Louis XII déclare à son tour que tout membre du clergé ou de la noblesse et les hauts fonctionnaires ont le droit, sans déroger ni perdre aucune de leurs prérogatives, non seulement de souscrire des actions de compagnies de colonisation, mais de commercer aux colonies et d'y avoir des plantations.

Cependant, comme la noblesse et le clergé sont trop bien partagés dans la métropole pour penser à s'en aller coloniser, le roi sent que c'est principalement dans la bourgeoisie qu'il a vraiment chance de trouver des colons. Dans les finances, le commerce, l'industrie, ou vivant de ses rentes, le tiers état renferme alors, en effet, une classe aisée, riche même, dont l'unique ambition, puisque ce n'est pas la fortune qui lui manque, est de sortir de sa condition sociale, en essayant de pénétrer dans l'ordre de la noblesse. Le roi ignore si peu cette ambition que, lors de la constitution du capital de plusieurs compagnies, il a promis aux initiateurs une certaine quantité de lettres de noblesse, destinées aux bourgeois qui prendront le plus de parts. Non plus cette fois pour obtenir des souscriptions, mais pour déterminer cette bourgeoisie influente, instruite et riche, à se transporter en personne aux colonies afin d'en exploiter les richesses naturelles, il arrête de faire de l'anoblissement la récompense des services notables qui seront rendus à l'œuvre de la colonisation. En 1624, le roi accorde à Guillaume de Caen, à titre de fief noble, le cap Tourmenté, l'île d'Orléans, et d'autres îles du voisinage. Le sieur Muis d'Entremont passant en Acadie avec Charles-Amador de Latour, en 1651, reçoit une terre érigée pour lui en baronnie. Le 9 avril 1656, la Compagnie des Cent Associés fait de la terre de Coulonge une châtelainie au nom de Louis d'Ailleboust. En 1661 des lettres de noblesse

(1) Commission de La Roche, Chartes des compagnies de la Nouvelle-France et des Indes occidentales.

(2) Voir la Commission de La Roche (12 janvier. 1698) et les chartes des compagnies de commerce.

sont envoyées à P. Boucher pour sa courageuse défense des Trois-Rivières (1653); en mai 1669 au sieur Dupont de Neuville, en récompense de son établissement au pays (1); en 1671 à Jean-Vincent-Philippe de Hautmesnil, pour services rendus en Nouvelle-France contre les Iroquois, à charge de demeurer dans le pays (2).

Pour assurer aux colonies les artisans qui leur sont nécessaires, le roi donne aux hommes rompus à la connaissance théorique et technique d'un métier la faculté de devenir maîtres sans avoir à faire face aux dépenses relativement fort grandes que leur réception à la maîtrise exigerait. Un article est inséré dans toutes les chartes, édictant au fond, sauf de légères variantes de forme, la même chose que le suivant:

« Pour exciter davantage plus de nos sujets à se transporter ès dits lieux et y faire toutes sortes de manufactures, Nous avons accordé que tous artisans qui auront exercé leurs arts et métiers en la Nouvelle-France durant six ans, en cas qu'ils veuillent retourner en ce royaume, soient réputés pour maîtres de chefs-d'œuvre, et puissent tenir boutique ouverte dans nostre ville de Paris et autres villes, en rapportant certificat authentique du service ès dits lieux, et pour cet effet tous les ans, à chaque embarquement, sera mis un rôle au greffe de la marine de ceux que la Compagnie fera passer à la Nouvelle-France » (3).

Auprès des ouvriers non qualifiés on fait valoir qu'il y a en Amérique pénurie de main-d'œuvre, que « les gages d'un laquais fidèle sont de 150 francs par année, et ceux d'une servante 100 francs; qu'un compagnon ouvrier gagne de trois à quatre francs par jour, et un simple journalier de 30 à 40 sous (4). Auprès des paysans on insiste sur l'abondance, sur la fertilité et le bas prix des terres. Les distributions de terre, répète-t-on, sont gratuites. En Europe, la condition de l'homme des champs est lamentable; en Nouvelle-France, le défricheur a la certitude d'obtenir, sans bourse délier, ou presque, un lopin de 20 à 40 hectares. A tous, la traversée est offerte pour une

(1) AC. B., I. 129.

(2) AC. B., 3. 50.

(3) Charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628).

(4) Kalm, II. 34.

somme modique, soit pour 36 livres par la compagnie de Montmorency (1).

Tant d'avantages accumulés, si précieux qu'ils semblent, ne peuvent déterminer le courant voulu. Les riches ne se soucient pas, de quitter une terre qui, selon le mot de Lescarbot, « les saoulent de félicité » ; les pauvres qui sont disposés à franchir les mers dans l'espoir de trouver au Canada des conditions de vie meilleures, sont trop souvent nus, loin des ports, sans moyens aucuns pour la traversée, sans capital de premier établissement.

Les colons se recruteraient-ils parmi les gens à l'aise qu'il subsisterait une entrave au progrès, la pénurie de la main-d'œuvre. Quand chacun prend terre pour son compte, les individus se juxtaposent de préférence, se dispersent sur une grande étendue, rendant impossible l'entraide et la hiérarchie. Or, ce qui manque ordinairement aux colonies, c'est, d'une part, la cohésion, de l'autre l'existence d'une classe à la fois éclairée, dirigeante, classe nécessairement dégagée des besoins rudimentaires et jouissant de certains loisirs. La terre est abondante, elle est fertile, « seulement nous sommes trop peu de monde », telle est la plainte que les colons font entendre depuis le temps de Pierre Boucher jusqu'à la fin du régime français. La rareté des manœuvres rend les gages élevés. Chacun pouvant sans difficulté s'établir à son compte, et vivre à son aise à peu de frais, on n'est guère porté à se mettre en service ou à travailler pour les autres (2).

Les familles souches en éprouvent de la malveillance pour les « volontaires ». Elles ne leur accordent aucune faveur. Ou ils nuisent, disent-elles, par une vie indépendante et désœuvrée, ou ils exigent un salaire exorbitant que les particuliers se voient, malgré eux, dans la nécessité de leur donner ne pouvant trouver d'autres auxiliaires dans le pays. Les dirigeants les dénoncent et les stigmatisent. Aux Trois-Rivières, on s'avise de fixer le salaire que les volontaires pourront exiger. Le 2 mars 1668 une Ordonnance est rendue conçue en ces termes :

« Sur l'avis qui nous a été donné qu'il y avait encore des

(1) Voir le préambule de la charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628).

(2) Kalm, II. 54.

travailleurs qui ne sont ni habitants, ni serviteurs, nous leur défendons de prendre plus de vingt sous par jour et de quinze livres par mois avec leur nourriture, sous peine de la prison et du fouet par la main du bourreau, et défense à eux de traiter aucune pelleterie avec les Sauvages » (1).

Le problème est de rétablir l'équilibre. Il faut que les colons disposent d'un plus grand nombre de travailleurs que leur capital ne leur permet d'avoir dans le cours normal des choses. Pour atteindre ce résultat, on devait songer d'un côté à la subjugation ou, du moins, à l'assimilation des Sauvages, de l'autre à l'immigration en masse par voie de la contrainte. Nous allons consacrer un paragraphe à chacun de ces modes.

B. — LA FRANCISATION DES ABORIGÈNES

Les colons français du Canada n'ont-ils pas été, dans leur besoin de vassaux, conduits à s'assujettir les races autochtones? Les Espagnols ont bien mis des armées d'esclaves au service de leurs mines en Amérique du Sud. Les planteurs anglais ont échaufaudé la fortune des Etats-Unis sur l'épaule meurtrie de légions nègres tirées du continent natal. La France elle-même a su rendre de la sorte prospères aux Antilles de vastes exploitations de cannes à sucre. Pourquoi ne pas appliquer au Nord une politique industrielle bienfaisante au Sud et au Midi?

A la vérité, les Français du Canada, obéissant à l'esprit de l'époque, ne se sont pas fait un scrupule de réduire en esclavage la tribu des Panis, molle et peu nombreuse. Des autres Peaux-Rouges, ils furent contraints de respecter l'orgueil national, le nombre et l'astuce. Les missionnaires eux-mêmes n'ont pu recruter de « compagnons » parmi leurs convertis; ils « ont été obligés d'avoir des domestiques français » (2).

Aux envahisseurs des terres américaines, la généralité des Sauvages, animés d'un idéal de liberté, calculent, dès le début, ne rien aliéner de leur indépendance native et de leur humeur vagabonde. Que le roi les appelle « ses enfants », s'il y tient, ils se refusent à reconnaître ses sujets. Ils le font savoir carrément à Cartier au pied

(1) Cité par Faillon, Histoire; voir encore sur gens de journée, AC. CII. A. 54. 106 (1731), AC. F3, 23 (2 nov. 1671); 20 BRH 272.

(2) L'Intendant Bochart de Champigny, cité dans la *Rev. Can.*, 1896, p. 104.

de la croix de 1534. Par la suite, ils s'affirment, en toutes occasions, les maîtres du sol, les mages de leurs destinées. « Cette terre que nous habitons, rappellent leurs orateurs au représentant de la couronne, est à nous; ce qu'elle produit est le fruit de nos peines. Fais-la fouiller et tu trouveras dans son sein les ossements de nos pères » (1). Pour leurs conseils nationaux ils revendiquent la puissance étatique sous sa triple forme, législative, exécutive et judiciaire. « En nous faisant régénérer dans cette même eau baptismale qui a lavé le « grand Ononthio », souverain des Français, nous n'avons pas renoncer, déclarent-ils hautement, à notre liberté, aux droits que nous tenons du maître de la vie. Si l'on veut y attenter on nous délivrera du serment de fidélité que nous avons fait; l'engagement est réciproque. C'est à nous seuls à nous donner des chefs » (2). Le Conseil de Québec, plein de prudence, respecte la volonté des naturels. Il prend soin de recueillir l'assentiment de leurs délégués avant d'étendre aux tribus demeurant au milieu des Français la législation, essentielle à tout ordre social, prohibant le meurtre, le viol et le brigandage, la seule commune aux deux nations (3). Il n'ose pas citer devant sa barre les malfaiteurs nés dans les bois. Leurs attentats contre les Français demeurent le plus souvent impunis. Quand les victimes obtiennent réparation, c'est à la suite de longues négociations, où les parties traitent d'égal à égal. Louis XIV hésite, dans tout son absolutisme à procéder avec vigueur contre les insoumis. Il recommande la manière diplomatique. « A l'égard de la prétention que les Sauvages ont qu'ils ne sont pas sujets aux lois du pays, la matière est délicate, remarque-t-il,... Il faut tascher à les accoutumer peu à peu à subir les lois... Il faut commencer par tascher de les accoutumer à la justice militaire » (4). Les autorités locales prennent, faute de mieux, des mesures préventives, ne liant que les colons. Des arrêts font défense aux habitants de faire crédit aux Sauvages, puisqu'on ne peut saisir, sans allumer de conflits, le peu que chacun d'eux possède à titre personnel; de leur donner ou vendre de l'eau-de-vie, puisqu'on ne peut tenir

(1) 3 RAQ 249.

(2) 3 RAQ 259-260.

(3) I EO 355. II. 16, 111; III. 138.

(4) AC. CII. A. 34. 32 (1713-1714).

les coupables responsables des délits qu'ils commettent en état d'ébriété.

Les Peaux-Rouges, qui se rient ainsi en temps de paix de toutes les défenses, de toutes les sanctions qu'elles comportent, n'hésitent pas en temps de guerre, alors que la discipline devrait être d'application stricte, à désobéir, quand leur intérêt s'oppose à celui des colons, aux ordres les plus formels. Certes, leurs guerriers suivent d'ordinaire les Français contre l'Iroquois ou contre l'Anglais, mais c'est moins par affection pour la France que pour assouvir des haines héréditaires ou plus exactement pour garder entre leurs mains le monopole du commerce des fourrures. Et quand ils « déterrent la hache » des combats, leurs chefs ne fournissent que les contingents qu'ils jugent bon, ils en retiennent par devers eux le commandement, ils ne donnent les mains à aucune manœuvre ou expédition à laquelle ils n'ont préalablement consenti en connaissance de cause. Sans motif apparent, sans plus d'avis, leurs troupes abandonnent parfois le champ de bataille au fort de l'action, soucieuses seulement de mettre en lieu sûr leur butin ou de livrer à la torture leurs prisonniers.

Ces peuples si réfractaires aux lois étrangères, n'a-t-on pas songé à se les attacher au moins par les liens de l'intérêt économique et de l'intérêt social? N'a-t-on pas voulu fusionner avec ceux que l'on ne pouvait subjuguier? N'a-t-on pas recherché l'union du sang? Oui.

Et tout d'abord, fait observer le ministre des colonies (24 fév. 1758), puisqu'il est certain que « c'est en général moins leur inclination que leurs besoins qui tiennent les Sauvages dans notre dépendance », soyons attentifs à ne pas affaiblir ces besoins. Ainsi, avant d'introduire au Canada la culture de la pomme de terre, « il est nécessaire d'examiner s'il n'y aurait pas quelque danger à faire connaître cette plante aux Sauvages qui, peu capables des soins que demandent les grains, pourraient se contenter de la culture des patates qui n'en exigent aucun. Trouvant facilement à se soustraire à notre dépendance par un légume qui pourrait servir à leur subsistance, peut-être trouverions-nous une diminution dans leur attachement » (1).

Loin d'éliminer les besoins, instruments par excellence de domination, il faut s'appliquer au contraire à en accroître le faisceau

(1) AC. B. 107. 25.

et l'intensité. Il est notoire que « les Sauvages prennent ordinairement intérêt pour la nation avec laquelle ils commercent » (1). A nous Français de rendre le commerce indispensable à la vie des indigènes. De fait, les colons sacrifient à la traite l'œuvre de l'établissement, c'est-à-dire la concentration des immigrants dans des lieux propices à l'agriculture, sacrifient le déboisement et le défrichement des terres, le travail des champs; un tiers de la population s'enfonce, aveugle des conséquences, dans les bois où, sûre de l'impunité, elle mène une vie dissolue; les traitants surfont le prix des fourrures, de manière que les Sauvages n'aillent pas vendre leurs pelleteries et leur alliance aux Anglais qui leur font des offres alléchantes. Il n'y a pas jusqu'aux dons auxquels on ne recourt, aux purs dons, faits sans espoir d'autre retour que la loyauté des récipiendaires. Chaque année, la colonie alloue 20.000 livres de présents aux Peaux-Rouges amis. Encore cette somme ne comprend-elle pas les frais de réception et les cadeaux d'usage que les incessantes ambassades des tribus entraînent. La « petite vérole » (syphilis) vient-elle à désoler les cantons, qu'aussitôt les peuplades atteintes accusent les Français d'être les auteurs de la contagion et n'apaisent leur colère qu'après l'envoi d'importants secours.

Un moyen, spirituel celui-là, d'attacher les Sauvages à la France, était de les attacher au Christ. La communauté de religion est un gage de paix, la diversité une source de dissensions. La religion enseigne le respect de l'autorité établie. « Plusieurs au moyen de la Religion vraie ou faulse ont dompté des peuples farouches » (2). Les compagnies de commerce à monopole ont charge d'établir dans chaque poste ou comptoir une mission, dans chaque village ou ville, une église (3).

La francisation ira de pair avec l'évangélisation. L'une secondera l'autre et en assurera le triomphe. Après la foi, c'est la langue et les mœurs qu'il faut uniformiser. Le ministre des colonies fait de cette œuvre d'absorption lente le devoir des intendants et des évêques. Ceux-ci reçoivent pour consigne de faire élever les enfants Sau-

(1) Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 64.

(2) Lescarbot, I. 194.

(3) Voir les chartes des compagnies de commerce, celle de la Nouvelle-France et des Indes occidentales, celle des Sioux.

vages « dans nos mœurs et dans nos coutumes » (1). Ils exciteront les communautés religieuses et les habitants à adopter des pupilles indiens pour les instruire dans « nos habitudes et nos maximes » (2). ils fonderont des écoles où l'on tentera de policer au moins la génération montante, les hommes et les femmes de demain. Le roi fait au gouvernement une règle de s'occuper « d'élever à la française » autant de Sauvages que possible « pour qu'ils ne forment qu'un peuple avec les Français » (3).

L'assimilation appelle la « domiciliation ». « Pour augmenter la colonie, il semble à Colbert que, sans attendre à faire capital sur les nouveaux colons que l'on peut envoyer de France, il n'y aurait rien qui contribuât davantage que de tascher de disposer les Algonquins, les Hurons et les autres Sauvages à venir s'établir en communauté avec les Français pour vivre avec eux » et comme eux (4). On mêlera les deux races (5), en prenant garde, toutefois, si la fusion doit se faire au profit des Blancs, d'établir les Sauvages parmi les Français « dans une proportion qui ne dépasse pas le septième » (6).

La perte de ses marques distinctives, nationales, doit sembler à l'indigène un bienfait. Dans ce but, on lui promet de le mettre, en droit privé, sur un pied d'égalité avec ses éducateurs, à la seule condition qu'il reçoive le baptême. Cette égalité civile ne se limitera pas au territoire colonial. Les Sauvages chrétiens « peuvent venir habiter en France quand bon leur semblera et y acquérir, tester, succéder et accepter donations et legs tout ainsi que les vrais régnicoles et originaires français, sans être tenus de prendre aucune lettre de déclaration de naturalité » (7). En retour de ces « os de poulets, os de pigeons », ils porteront naturellement la chaîne des lois étrangères, leurs conseils ne siègeront plus, leur justice sera abolie, le commandement de leurs troupes passera en d'autres mains, au communisme agraire sera substitué le régime de la propriété individuelle: en un

(1) AC. CII. A. 2. 199 (5 avril 1666).

(2) AC. B. 8. 13 (8 mai 1679).

(3) AC. B. 12. 25 (21 mai 1686).

(4) AC. CII. A. 2. 188 (5 avril 1666).

(5) AC. B. I. 15 (5 avril 1668), B. 5. 25 (1673).

(6) AC. B. 8. 13 (8 mai 1679).

(7) Charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628).

mot, il n'y aura plus qu'une foi, la même pour tous, qu'une langue, commune à tous, mêmes mœurs et mêmes aspirations. Seulement les pères ne vivront plus dans les fils!

On favorisera les unions mixtes. Champlain a déjà pensé à demander des femmes aux Sauvages pour ses compagnons. Le roi, pour décider les colons à épouser des filles indigènes, est prêt à les doter. La dot monte à cent cinquante livres (1).

Obtient-on de la forte race vivant sous les chênes, loin des Sodomes, de la race chaussée de souliers de daim et vêtus de peaux d'ours, qu'elle se dépouille de son âpreté première et de ses attributs silvestres? Non.

On ne réussit à fixer dans l'intérieur de la colonie qu'un nombre infime d'indigènes. On les groupe en missions: dans la banlieue de Québec: Lorette et Sillery; dans celle de Montréal: Saint-François-Xavier-du-Sault et la Montagne; plus haut: la Présentation.

Est-ce qu'on parvient à attacher à la glèbe ces rameaux détachés d'une famille errante? Non. C'est en vain qu'on essaie de donner aux « domiciliés » du goût pour les travaux de l'agriculture. Comme leurs aïeux, les élèves des missions ne veulent vivre que de la chasse et de la traite des fourrures.

Parlent-ils le français? Peu (2). A la demande du ministre, l'évêque fonde pour les enfants sauvages le petit séminaire de l'Enfant-Jésus: dix jeunes hurons s'y inscrivent pour désertier les uns après les autres. Les Sulpiciens, de leur côté, ouvrent une classe aux indigènes (1668): ils en doivent bientôt fermer la porte, faute de sujets. Les Jésuites tardent à emboîter le pas, ils se montrent même récalcitrants (3). A la fin ils admettent dans leur collège quelques jeunes Algonquins. Les gosses s'en retournent vite à l'académie romantique des torrents et des forêts qu'aimait l'auteur de l'Emile,

..... aux solitudes
Où tout croît dans les sentiers,
Excepté les habitudes
Des valets et des portiers (4).

(1) AC. B. 35. 47.

(2) Franquet, Voyages et mémoires sur le Canada.

(3) P. de la Rochemonteix, Les Jésuites et la Nouvelle-France.

(4) Victor Hugo, Le Romancero du Cid.

L'œuvre de la conversion elle-même échoue. « Toute l'esglise des Sauvages consiste (en 1671, après un demi-siècle de prédication) dans une centaine de personnes, petits et grands, qui se trouvent parmi les Hurons et peut-être parmi les Algonquins » (1). La doctrine du *cujus regio ejus religio*, suivant laquelle le sujet doit être de la religion du Prince, quelle que soit celle qu'il plaît à celui-ci d'adopter, ne flotte pas dans l'air vierge, indiscipliné du Nouveau-Monde. En Amérique du Nord, il n'est point de Tolbiac ni de pont Milvius, point de Clovis ni de Constantin. C'est un à un, chacun pour soi, que l'on abjure Manitou et qu'on encense Dieu. On ne se courbe pas sur les fonts en masse, par nations entières.

Ce qui est vrai des baptêmes, est vrai des mariages mixtes. Les uns et les autres sont des cas isolés. Dans le Pays d'en haut seulement, les interprètes s'identifient tellement avec les Indiens, qu'ils finissent par épouser des femmes de leur tribu, vivent de leur vie, à côté d'eux, prenant part à leurs combats, adoptant leurs costumes et leurs mœurs, donnant enfin naissance à la nation des Métis ou Bois-Brûlés du Nord-Ouest (2). Les Sauvagesses appréciaient hautement les prévenances et les galanteries françaises. Elles se sentaient grandir au contact de l'homme aimable et civilisé, de l'homme supérieur qui venait d'un autre monde.

A l'autre limite du Canada, en Acadie, on ne relève, de 1604 à 1686, époque où les immigrants étaient le plus en besoin de femmes du pays, que cinq mariages mixtes. Le plus remarquable d'entre eux est celui du baron de Saint-Castin, enseigne au régiment de Carignan, à Mathilde, fille du grand chef abénaquis Madockawando. Le gendre succéda au beau-père dans la capitainerie. Enaud, seigneur de Népissigny, suivit l'exemple de celui qui était son maître. Nous trouvons encore un Pierre Martin marié à une « squaw », et aussi un autre Martin demeurant à la Hève. Selon Pascal Poirier, il ne restait aucune trace en Acadie de ces cinq mariages, après 1710 (3).

Dans le Québec, les mariages entre Européens et Sauvagesses n'ont également fourni qu'une très faible part de sang mêlé, une goutte dans une mer. Les jeunes colons s'unirent plutôt, dès qu'ils le purent, à des jeunes filles venues de France pour partager leur fortune. Des

(1) AC. CIL. A. 3. 192.

(2) Sur les Métis, 5 BRH 17; 28. 211, 213; 29. 123.

(3) *Revue canadienne*, Montréal, 1874, p. 954.

2.226.232 actes de mariages relevés par Mgr Tanguay, 94 seulement mentionnent des alliances avec les Indiennes (1). Au nombre des unions constatées, il en faut ajouter quelques autres restées inconnues. Plusieurs enfants volés aux « Visages-Pâles » ou vendus ou donnés par eux, s'attachèrent tellement à leurs parents d'adoption, qu'ils refusèrent de les quitter lorsqu'on leur offrit de retourner chez les auteurs de leurs jours.

Ils n'ont pas dû garder le célibat. Au demeurant, il n'y a pas assez de sang indien dans les veines des Canadiens pour changer la couleur de leur sang français. Y en eût-il davantage qu'il n'en faudrait pas s'attrister. M. le commandant Viger n'a pas été un homme moins respectable pour avoir compté la fille du huron Aronthio au nombre de ses ancêtres (2). Gustave Flaubert doit peut-être à sa grand'mère Peau-Rouge son style beau de relief, de couleur, d'harmonie et surtout de concision forte et brillante (3).

Voici, d'après Benjamin Sulte, l'ordre et le détail des cinq premiers mariages mixtes qui ont été faits dans le Bas-Canada (4):

1644. A Québec, Martin Prévost épouse une Algonquine, Marie-Olivier-Sylvestre Manitouabouich. Ils eurent neuf enfants dont six se sont mariés.

1648. Pierre Boucher, interprète, et fondateur de Boucherville, se marie à Trois-Rivières avec la huronne Marie Oukibandinouke, que les Français appelle Marie-Madeleine Chrestienne, élevée et instruite par les Ursulines de Québec. Le 11 décembre suivant on baptise leur fils Jacques. Ni cet enfant ni sa mère ne vivent plus d'un an après cette cérémonie.

1654 ou même auparavant, aux Trois-Rivières, François Blondeau épouse la fille du chef algonquin Pigarouich. Ils ont laissé plusieurs enfants.

1657. Aux Trois-Rivières, Couc, dit Lafleur, épouse une Algonquine.

1660. François Pelletier se marie, à Québec, avec « Doro-thée la Sauvagesse ». Pas d'enfant.

(1) Emile Chartier, *Rev. Trimestrielle Canadienne*, Montréal, 1921, p. 116.

(2) Abbé Tanguay, *Rev. Can.*, 1873, 129-130.

(3) 5 BRH 352.

(4) *Revue Canadienne*, Montréal, 1878, 673-674.

1662. Laurent du Bocq épouse Marie-Félix Arontio, huronne, à Québec. Ils ont laissé plusieurs enfants, mariés, et une religieuse ursuline.

Jean Durand épouse, à Québec, Catherine Annenontak ou Annonta, huronne, surnommée « Créature de Dieu ». Elle avait treize ans. Ils laissèrent plusieurs enfants. En 1672. Catherine, devenue veuve, se remaria avec Jacques Couturier, et, en 1679, en troisième nocces, à Batiscan, avec Jean, fils d'Etienne de Lafond et de Marie Boucher, sœur de Pierre Boucher.

1683. Louix Couc, dit Montour (fils de Couc, dit Lafleur mentionné plus haut) prend une Socokie pour femme « à la manière des Sauvages ». Sa descendance existe dans le district des Trois-Rivières.

1697. Un des fils de François Pelletier précité né d'un second mariage avec une Française, épouse, à la Sainte-Famille, une Algonquine.

En conclusion de la présente étude de la politique de francisation, notons, après les fonctionnaires et les observateurs du temps, après le marquis de Denonville, après l'intendant de Champigny et la Mère Marie de l'Incarnation « qu'un Français devient plutôt Sauvage qu'un Sauvage ne devient Français » (1).

C. — L'IMMIGRATION PAR CONTRAINTE

a) L'OBLIGATION DE PEUPLER

L'insuffisance de l'immigration bénévole et l'échec de la francisation des Peaux-Rouges amènent de bonne heure le roi à faire usage de pression pour procurer aux familles originelles les auxiliaires indispensables à leur prospérité. Il pousse au peuplement, par des mesures énergiques, deux catégories de personnes: les classes possédantes ou en place et les classes souffrantes.

D'une part, il intime aux titulaires de privilèges, — fiefs, monopoles, congés de navigation ou charges, — d'employer, sous peine de

(1) Voir Charlevoix, *Hist. de la Nouvelle-France*, II. 98; N.-E. Dionne, *Rev. Canadienne*, Montréal, 1896, p. 103-105.

révocation de leurs bénéfices, toute l'autorité qu'ils ont en main et toute leur industrie pour accroître le nombre des habitants canadiens. L'augmentation de la colonie en population doit être, prononce-t-il, la norme et la fin des officiers de la couronne et des concessionnaires (1). Et par peuplement, le souverain n'entend pas uniquement la levée et le passage des colons, mais encore le cantonnement des frais débarqués dans des conditions et pendant un temps favorables à l'avancement de leurs intérêts (2).

Le souverain facilite, d'autre part, aux entrepreneurs forcés du peuplement l'accomplissement des obligations ainsi mises à leur charge, en imposant d'autorité l'expatriation à certaines gens ou classes de gens disponibles dans le royaume, ou, à tout le moins, leur entrée en service en Nouvelle-France.

Dans la suite des temps, l'immigration par contrainte de France au Canada, a présenté quatre modes, à savoir :

- 1° l'engagement civil,
- 2° l'engagement militaire,
- 3° la relégation, et
- 4° l'esclavage.

Nous allons consacrer à chacun de ces modes un paragraphe distinct.

(1) Sur le devoir de transporter, de sous-inféoder et de peupler, voir, pour ce qui a trait aux *compagnies*, les chartes qui les créent et les édits qui les révoquent ;

Pour ce qui a trait aux *seigneurs*, les arrêts de Marly, en date du 6 juillet 1711 (I EO 324) ; un mémoire de Frontenac (A. C. CII. A. 4. 25, 12 novembre 1673) ; la concession à Robert Giffard de la seigneurie de Beauport (15 janvier 1634 (l'acte de cette concession est dans les Titres seigneurieux, t. I, p. 386) ; la concession faite aux Jésuites, le 15 février 1634, de 600 arpents de terre ;

Pour ce qui a trait aux *censitaires directs*, voir acte concession en censive accordée le 25 Janvier aux frères Caumont, AC. CII. A. I. 131 ;

Pour ce qui a trait aux *armateurs*, les paragraphes ci-après où nous traitons de l'engagement civil et de la relégation ;

Aux *fonctionnaires*, la commission de Dupont-Gaudais, datée du 7 mai 1663 (3 EO. 22) ; les instructions aux gouverneurs et aux intendants et même aux évêques Clément, Colbert, III. 449, 452, 513 ; AC. B. I. 85 (5 avril 1668), 4,38 (1672), II. 5 (8 mars 1684) ; CII. A. 47. 428 (1725) ; AM. B. 3. 280. 101 (1722) ; Marie de l'Incarnation, II. 274.

(2) Voir charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628).

b) L'ENGAGEMENT CIVIL (1)

L'engagement civil est un mode d'enrôlement qui fut introduit, dès les débuts du XVII^e siècle, non seulement dans les colonies de l'obéissance du roi de France, mais encore dans celles de l'obéissance du roi d'Angleterre. D'un emploi général dans l'espace, l'engagement civil fut encore d'un emploi général dans le temps. De l'année 1628, date à laquelle la Nouvelle-France prend forme, jusqu'à l'année 1763, date où elle perd son nom, il ne cesse d'être pratiqué au profit du Canada.

Des historiens ont voulu voir dans l'engagement civil une institution originale. Il semble que c'était une application plus ou moins pure à l'œuvre colonisatrice d'un mode de recrutement d'ores et déjà usité dans l'armée et dans la marine. Pour une même fin, — la levée en masse d'hommes de service, — on en vint naturellement à user d'un même moyen: le contrat de travail à temps. La classe-réservoir d'où l'on tirait les recrues était la même: la foule des sans emploi et des sans pains, les prolétaires. Toute la différence résidait dans la nature du service fourni, la destination. Des effectifs nouveaux, l'engagement faisait ou des soldats, et c'était l'engagement militaire (2), ou des matelots, et c'était l'engagement maritime (3), ou des colons, et c'était l'engagement civil, le seul qui nous intéresse ici.

Déjà, sans doute, les explorateurs, — Cartier, Roberval, La Roche, — avaient en partie formé leur équipage d'engagés, l'autre partie étant constituée de repris de justice. Mais c'est le 30 septembre 1626

(1) Sources: AM. B. I. 51. 880, 30. 4. 2. 55. 156, 123.31, 137. 138, 3. 136. 218, 367. 81, 368.33; AC. B. 36. 338, 38. 204, 3. 22.34, CII. A. 31. 67, 34.4. F3. 9. 397, 280; 1^o EO 485; A. K 1232 (4 avril 1669); MM. bibliothèque, vol. 73, T. 28; MA. Amérique, 3 (1716); Bayonne (archives communales), EE-57 (1708-1788); Marseille (Archives), C 4. I. 15, 21, 78, 79; 2 BRH 176, 3.43, 10.321. Recueils de règlements, édits, déclarations et arrêts concernant le commerce, l'administration de la justice et la police des colonies françaises de l'Amérique et les engagés, avec le Code Noir (Nouvelle édition, 1765); Chailley-Bert, op. cit., 106, 107; Pauliat, op. cit., 114 et s., 150 et s.; 196-203, 263-276, 277-291, 302; Pasquet, op. cit., I. ch. 3; Munro (W.-B.), *Canada and British North America*, 133-155; Lippincott, op. cit., p. 75. avec bibliographie; Wells, op. cit., p. 62-71, avec bibliographie; McCormac, E.-I., *White Servitude in Maryland* (John Hopkins University Studies, XXII); E. Petit, *Droit public des colonies françaises d'Amérique*, p. 93 et s.

(2) Voir au paragraphe suivant (c.).

(3) Voir au chapitre des pêcheries: la formation des équipages.

que l'engagement à long terme apparaît pour la première fois dans un acte législatif comme une mesure de colonisation et avec tous ses caractères essentiels. L'auteur de cet acte est Richelieu. Le cardinal autorise la formation de la compagnie de Saint-Christophe, île des Antilles, sous la condition que les compagnons n'y transporteront « d'autres personnes que celles qui feront leur soumission pardevant les lieutenants des sièges d'amirauté, ou en leur absence, devant les juges des lieux de l'embarquement, de demeurer trois ans avec les représentants de la compagnie, ou ceux qui auront charge et pouvoir d'eux, pour servir sur leur commandement » (1). L'engagement civil ainsi consacré s'analyse en une promesse, obligatoirement consentie, par quiconque désire passer dans la colonie, d'y servir, pendant une durée non inférieure à trois ans, les armateurs ou leurs ayant droits.

Sous la même inspiration, Richelieu met, en 1628, à la charge de la Compagnie de la Nouvelle-France le soin de « faire passer » au Canada dans les 15 ans 4.000 personnes « de l'un et l'autre sexe », et de « les y loger, nourrir et entretenir de toutes choses nécessaires à la vie pendant trois ans ». Ici, sans doute, il n'est pas prévu en termes exprès que les sociétaires pourront exiger en retour aucun service ou paiement. Et ce silence trahit une évolution dans la politique coloniale de Richelieu. Car, si c'est au point de vue des colonisateurs que le cardinal s'est placé en 1626, et si son inquiétude a été de leur assurer de la main d'œuvre; en 1628, c'est, au contraire, du côté des recrues qu'il se range, et il s'occupe de leur procurer le passage, une habitation et du pain. Le grand ministre ne va évidemment pas jusqu'à imposer à la compagnie une fourniture aussi onéreuse sans lui donner une compensation. Le monopole du commerce ne constitue pas un dédommagement adéquat. Il resterait à expliquer comment il se fait qu'aux termes de la charte, les immigrants ne s'établiront à leur compte qu'après un séjour de trois ans au pays. Pourquoi ne prendraient-ils pas une exploitation dès leur arrivée? Que feront-ils dans l'intervalle? Bailleront-ils aux corneilles, assurés du présent et du lendemain, puisque, les trois ans faits, la compagnie ne sera relevée de l'obligation de leur fournir « la nourriture et l'entretenement » qu'« en leur assignant la quantité de terres défrichées suffisante pour leur subvenir, avec le bled nécessaire pour l'ensemencer la

(1) Petit, Droit public des colonies françaises, p. 2.

première fois et pour vivre jusqu'à la récolte lors prochaine, ou autrement leur pourvoir, en telle sorte qu'ils puissent, de leur industrie et travail, subsister audit pays et s'y entretenir par eux-mêmes? » (1). Richelieu aurait-il eu si peu de sens pratique? C'est absurde! La vérité, c'est que la compagnie était en droit de retenir les pensionnaires à son service, jusqu'à l'expiration du contrat d'engagement. En fait, elle en usa de la sorte.

L'obligation de peupler qui était à sa charge, la Compagnie en rejeta partiellement le fardeau sur ceux à qui elle concéda des seigneuries. Par exemple, l'article 4 de la première sous-inféodation qu'ait faite la compagnie, celle de Beauport (15 janvier 1634), stipule « que les hommes que le sieur Giffard et ses successeurs feront passer en la Nouvelle-France, tourneront à la décharge de la dite compagnie en diminution du nombre qu'elle doit y faire passer, et à cet effet en remettra tous les ans les rolles au bureau de la dite compagnie afin qu'elle en soit certifiée ». Un mois plus tard, le 15 février, la compagnie donne aux Jésuites 600 arpents de terre à prendre aux Trois-Rivières « dans lesquelles terres lesdits révérends Pères et autres de leur société feront passer telles personnes qu'ils choisiront pour les cultiver et dresser les habitations nécessaires ».

Les seigneurs, laïques et religieux, recoururent dans l'accomplissement de leur obligation de peupler au contrat d'engagement civil et ils levèrent des personnes « de l'un et de l'autre sexe », de préférence des familles formées. Les trois seigneurs les plus remarquables sous ce rapport furent ceux de Beauport, les Sulpiciens de Montréal et les Lauzon. Robert Giffard et Juchereau de la Ferté, son gendre, recrutèrent environ 80 familles dans le Perche, et les emmenèrent d'un groupe au Canada sur leur domaine. Trois cent mille individus se rattacheraient aujourd'hui à cette souche. Quant aux Sulpiciens, ceux qui les premiers s'étaient établis (1640) à Ville-Marie (Montréal) écrivirent en Europe à leurs correspondants ecclésiastiques, les priant de s'enquérir s'il ne se trouverait pas des familles chrétiennes désireuses de fonder dans la colonie un établissement durable, et d'une foi assez vive pour travailler à la conversion des Sauvages. Il se fit à leur appel un concours admirable de plusieurs provinces de France, même des plus centrales. A la suite enfin des Lauzon, dont l'un devient gouver-

(1) Charte de la Compagnie de la Nouvelle-France, 1628.

neur et l'autre sénéchal de la Nouvelle-France, le Poitou, leur province d'origine, envoya un contingent de 200 à 250 familles, en 1655.

Ce fut là la première et meilleure origine de la population française au Canada. Pour trouver des exemples d'énergie, de foi, de pureté comparables à ceux qu'apportaient en elles ces généreuses familles, il faut se reporter à ces âmes puritaines qui, fuyant la persécution de leur pays, vinrent dans la Nouvelle-Angleterre fonder les colonies de New-Plymouth et de Boston. Ces familles se transportèrent en Amérique avec leurs mœurs et leurs anciens usages, comme un arbre qu'on transplante avec la terre qui enveloppe ses racines, elles se trouvaient dans les meilleures conditions pour fleurir sur un nouveau sol.

La plupart des seigneurs répugnaient, cependant, à courir le risque que la traversée comportait. La perte en mer d'engagés, soit par suite de maladie, soit par suite d'un naufrage, retombait sur eux. Ils ne pouvaient se récompenser de leurs frais et de leurs peines par le service des disparus. Et ces peines et frais étaient d'autant plus considérables, les dangers de maladie d'autant plus nombreux, que les hommes de travail emmenaient avec eux femmes et enfants.

Ce régime devait bientôt voir la fin. On s'avisa, d'une part, qu'il valait mieux faire passer des individus que des familles. De l'autre on reporta tout le risque à encourir sur les armateurs ou sur le trésor de la métropole. Désormais les Canadiens se contenteront de venir rencontrer les navires à Québec, et là de se faire céder des domestiques sains et saufs transportés par les marchands ou par l'Etat.

La transformation eut lieu au terme de l'obligation pour la compagnie de la Nouvelle-France de faire habiter ses domaines (1643), quand les colons prirent en main, en même temps que le monopole des fourrures, l'administration de la colonie (1645). Le Conseil qui fut alors institué à Québec (1647), pénétré de la nécessité de fortifier la colonie en hommes, fit un règlement par lequel il était ordonné à chaque propriétaire de navire qui voudrait faire le voyage de France au Canada, d'y embarquer un homme pour chaque tonneau de fret, en telle manière qu'un navire de 100 tonneaux porterait 100 hommes et ainsi de suite. Le roi eut le projet pour agréable et n'expédia plus de passeports qu'à la charge de l'exécuter en tout (1).

(1) Ruelle d'Auteuil, 2 RAQ 63. — Pierre Boucher affirme en 1661 que le plus grand nombre des colons se sont établis dans la Nouvelle-France, au

Le 15 octobre 1663, le second Conseil de Québec complète le régime de l'engagement, en s'inspirant, sans doute, de la commission de Saint-Christophe (1626). Il décide que toute personne qui a été passée gratuitement et qui n'a de quoi prendre terre immédiatement, n'aura pas la faculté de faire la course des bois, le négoce avec les Sauvages, d'ouvrir un commerce ou de se mettre en journées; qu'elle devra faire trois années de probation avant d'acquérir les droits et privilèges des colons. En d'autres termes l'engagement civil à long temps est rendu obligatoire à tous les sans le sou.

De son côté, le roi réédite ou précise les ordonnances qui ont trait à la levée et au passage d'engagés. Tous les capitaines des bâtiments marchands qui iront aux colonies de l'Amérique, excepté ceux qui iront à la traite des nègres, seront tenus d'y porter des colons à leurs frais, selon la force de leurs bâtiments, savoir (1716) dans les bâtiments de 60 tonneaux et au-dessous trois engagés; dans ceux de 60 tonneaux jusqu'à 100, quatre engagés; et dans ceux de 100 tonneaux et au-dessus six engagés. Les colons qui sauront les métiers qui peuvent être utiles dans les colonies seront passés pour deux, et il sera fait mention du métier qu'ils sauront dans leur signalement. Le signalement des colons ainsi transportés sera mentionné dans le rôle d'équipage. La condition de porter les engagés sera insérée dans les congés de l'Amiral (1).

Comment opérait l'entrepreneur de peuplement? Il commençait généralement par se livrer à une étude raisonnée des localités de France dont les habitants pouvaient être plus facilement susceptibles de s'acclimater au Canada, ou bien où, pour une raison ou une autre, il y avait plus de chance pour lui d'enrôler des colons. Cette enquête préalable achevée, il s'arrangeait pour « faire afficher sur toutes les places publiques le dessein de l'établissement et le faire publier aux prônes des grand'messes du royaume » (2). Des autorisations spéciales devaient toujours lui être délivrées à cet effet.

Le plus souvent, cependant, une fois qu'il avait jeté plus spéciale-

moment où il écrit son *Histoire naturelle et véritable*, avaient passé la mer en qualité d'engagés (Hist. nat., p. 161).

(1) V. ordonnances du 19 février 1698, du 20 mars 1714 et du 16 novembre 1716.

(2) V. Emile Petit, op. cit.; la charte et concession des Isles Lucayes au sieur d'Orgeron (1662), reproduite dans Pauliat, 211-220.

ment son dévolu sur telle ou telle province, l'entrepreneur s'empres-
sait d'y envoyer des hommes à lui, ou de se mettre en correspondance
avec les officiers du roi, — intendants, ordonnateurs ou autres, —
dont la mission était de travailler la population, de lui exposer les
avantages offerts par la colonie, les chances de réussite, et de procé-
der à des engagements.

Ces engagements se faisaient surtout dans les ports où station-
naient les vaisseaux, par l'intermédiaire des capitaines qui, à son de
trompe, publiaient le prochain départ pour le Canada (1). Le recru-
tement des travailleurs était une industrie courante à Dieppe, au
Havre, à Saint-Malo et à Rochefort. Pendant 130 ans, de 1620 à 1760,
un courant s'établit de ces ports en Nouvelle-France.

Le roi lui-même payait d'exemple. A plusieurs reprises, il fit pas-
ser nombre d'engagés dont il défraya les dépenses. En 1664, il en leva
huit cents. Un fonds royal était constitué à cet effet.

Quelles étaient les conditions auxquelles s'effectuaient le passage
des colons? Ces conditions étaient de différentes sortes et variaient
au gré des parties; car cette question donnait généralement lieu à un
contrat sous seing privé ou par devant notaire. D'ordinaire l'engagiste
prenait toute la dépense à sa charge. Cette dépense se réduisait à
10 livres pour la levée, 30 livres d'avance pour hardes, 30 livres pour
le passage et 30 autres livres pour vivre dans le pays pendant quelque
temps (2). L'engagiste s'obligeait de plus à garder l'engagé à son em-
ploi pendant trois ans ou du moins à le placer chez un colon du Ca-
nada (1650), de le nourrir, loger, vêtir et assister dans les maladies,
en un mot de l'entretenir (3).

Naturellement les recruteurs rentraient dans leurs déboursés, sauf
en cas de perte en mer ou de désertion. Les avances et le prix du pas-
sage étaient payés aux maîtres des navires à leur arrivée à Québec.
La distribution des nouveaux débarqués se faisait sans retard entre
les colons. Le Conseil Souverain y avait pourvu. Tout au plus pré-
voyait-il qu'ils pouvaient demeurer trois jours sans maître. Le maître
nouveau remboursait les avances et le passage. Les avances étaient
« précomptées à l'engagés sur ses gages »; les 30 livres pour le pas-

(1) Voir la formation des équipages au chapitre des pêcheries.

(2) Ruette d'Auteuil. 2 RAQ 63; A. K 1232 (4 avril 1669); AC. B. 3. 34
(1671).

(3) Arrêt du Conseil d'Etat du 28 février 1670.

sage restaient en perte pour le patron, tellement qu'au lieu de 75 livres par an, c'était en réalité 88 livres qu'il en coûtait au maître du domestique (1).

Louis XIV, en vue de donner un coup de fouet à l'émigration, ayant un jour voulu, de son autorité royale, réduire de trois ans à dix-huit mois la durée des engagements aux colonies (2), fut obligé de rapporter presque immédiatement son ordonnance (3). Les protestations qu'elle avait soulevées, en effet, dans toutes les possessions françaises d'outre-mer, avaient été si vives et si universelles que l'on avait craint qu'il ne s'ensuivît des complications. N'est-ce pas l'indice que l'état de choses existant, avec trois années, était déjà plus qu'onéreux, aussi bien pour les capitaines de navires que pour les planteurs?

Les engagés étaient affectés au service de la maison et de l'exploitation domaniale, ou exerçaient de petits métiers. Ils ne s'affranchissaient pas en déguerpissant. Ils pouvaient être revendiqués, quand ils désertaient (4). La justice châtiait ceux qui s'enfuyaient, ceux qui les débauchaient, ceux qui leur donnaient asile (5). Les droits que les maîtres avaient sur les engagés étaient patrimoniaux. Rien d'étonnant qu'on en trafiquât, que le serf fût donné, vendu, échangé, transmis héréditairement. Ce qui était ainsi aliéné, c'étaient les profits qu'on tirait d'eux.

L'institution des engagés ne fonctionna pas longtemps, sans qu'il se produisît des abus. Les abus portaient sur la qualité des engagés et sur leur nombre. On en vint, d'une part, à lever des enfants de douze à quatorze ans « bons tout au plus à garder les vaches ». « Les habitants firent difficulté de les prendre, attendu qu'ils auraient eu de la peine par le peu de travail qu'ils auraient retiré d'eux à se rembourser de ce qu'ils leur avaient coûté » (De Meulles). Ils demandaient que pour ces engagés en bas âge on prolongeât la durée de la servitude de deux ans. Le 3 août 1707 une ordonnance du roi fixa l'âge, la taille et la capacité de travail des recrues. Les engagés « auront au moins 18 ans, et ne pourront être plus âgés de 40; ils seront de la grandeur au moins de 4 pieds, et en état de travailler ». Le Conseil Souverain

(1) D'Auteuil, 2 RAQ 63.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 février 1670.

(3) Arrêt du Conseil d'Etat en date du 30 Octobre 1672.

(4) AC. F3. 3. 9. 397 (11 août 1716).

(5) *Ibid.*

prescrivit, de son côté, de déporter en France « les personnes inutiles au travail et défrichement des terres tant à cause de leur vieillesse, infirmités naturelles, maladies, qu'à cause de leurs services et mauvais déportements, tous lesquels sont à charge au public » (1). L'intendant prévint aussi Colbert contre l'envoi d'immigrants qui ne seraient pas de bonnes mœurs et d'un physique vigoureux et agréable.

Sur le rapport du nombre, d'autre part, il arrivait parfois qu'après avoir signé leur contrat, des engagés cherchaient à s'y dérober. C'est que souvent « leur crédulité avait été surprise par les artifices des marchands, capitaines de navires et autres ». Sous l'effet de la boisson et dans l'ignorance des lois du pays de Canada, ils avaient signé « un long engagement dont souvent on ne leur avait dit rien avant leur départ ». Revenus de leur surprise ou de leur ivresse, ils s'esquivaient. La chose causait du scandale. « Plusieurs de nos sujets, déclare le roi, auraient perdu les pensées qu'ils avaient eues de passer aux isles et terre ferme de l'Amérique, pour y augmenter les colonies françoises qui y sont establies, par la juste appréhension qu'ils ont eues d'estre à leur arrivée engagés pour trois années au service et sous le pouvoir de gens qui leur sont inconnus et de qui ils pourraient craindre de ne pas recevoir un aussi bon traitement qu'il serait à désirer » (2). On en vint même à ne plus trouver de bons ouvriers pour aller au Canada, en vue d'une entreprise particulière, à moins de leur promettre avant le départ la liberté de revenir, la tâche terminée (3). Pour écarter « l'appréhension de cette espèce de servitude », le roi tenta, mais vainement, nous l'avons vu, de réduire de moitié la durée de l'engagement.

Les désertions inspirèrent aux armateurs une fraude courante dans l'armée. Ils imaginèrent de présenter au contrôle avant départ des individus qu'ils donnaient pour engagés et qu'ils renvoyaient qu'après la revue. Ils rapportaient ensuite des certificats de désertion. Pour réprimer cette supercherie, on ne permit plus aux capitaines d'exciper de leur bonne foi. Au départ de France, les commissaires de la marine ou des classes, à l'arrivée de Québec, l'intendant ou ses subrogés passèrent la revue des engagés. En cas de contravention aux règlements, les capitaines étaient contraints au paiement de 10 livres

(1) AC. F3. 2. 309.

(2) Arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 février 1670.

(3) AC. B. 12. 58 (9 avril 1687).

pour chacun de ceux qu'ils n'avaient point fournis ou fournis de mauvaise qualité, et d'une amende de 100 livres pour la contravention (1).

Demandons-nous maintenant quels étaient les avantages que l'institution des engagés présentait tant pour l'immigrant que pour l'armateur et la colonie. Moyennant l'exil et l'aliénation pendant trois ans de son travail, un émigrant quelconque de France avait le moyen de devenir propriétaire foncier. Il s'initiait à l'avance à son futur état. Pendant son servage, il faisait l'apprentissage de sa vie nouvelle. Pour certains, le stage était d'une nécessité absolue. Du jour au lendemain des écoliers, des soldats, des marchands, ne sauraient se transformer en laboureurs. Même pour les vrais paysans ce temps passé au service des anciens colons était profitable. Ils avaient beaucoup à apprendre à l'exemple de ceux qui les avaient précédés. Ceux-ci avaient intérêt à ce que l'engagé fut dans le plus bref délai possible initié aux cultures coloniales les plus avantageuses et aux meilleurs procédés de travail, puisque de par le contrat, ils étaient assurés pendant trois années d'en avoir tout le bénéfice. L'intérêt que les planteurs avaient à tirer tout le parti possible des engagés ne devaient pas les porter à abuser de leurs forces. Comme ils auraient eu à subvenir à toutes les dépenses de médecine et de remèdes, s'ils étaient tombés malades, et qu'ils auraient même perdu les trois années de travail, les travailleurs étant morts, ils devaient tout faire pour que les engagés supportent sans danger le climat du pays et les fatigues.

« Les propriétaires des navires y trouvaient même de l'avantage (à l'engagement civil) parce que ces passagers fortifiaient leurs équipages sans qu'il leur en coûtât » (2).

Quant aux colons l'engagement civil leur permettait de disposer d'un plus grand nombre de travailleurs que leur capital ne leur aurait permis dans le cours normal des choses. Et, conséquence indirecte, mais notable, il faisait avec des éléments de population divers une nation une. Il amenait la complète uniformité des mœurs et des coutumes et du langage. L'engagé vivait dans la famille, épousait souvent une des filles du maître et s'établissait près de lui. Graduellement les frais débarqués étaient assimilés dans une société homogène, ayant des sentiments et des ambitions communs, ils abandonnaient

(1) Règlement du 16 novembre 1716, du 3 août 1707.

(2) Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 63.

leurs différents patois pour ne plus parler que l'idiome le plus répandu (1).

c) L'ENGAGEMENT MILITAIRE (2)

Il ne débarquait à Québec, année moyenne, guère plus d'une centaine d'engagés, les manants aimant mieux porter le fusil en France que de manier la hache en Amérique. Ils entraient plus volontiers dans les troupes, qu'ils n'émigraient, si bien qu'en temps de guerre il ne s'en présentait plus pour les embarquements. Toute navigation à long cours eut probablement cessé en 1706, si Louis XIV n'eût suspendu pour le temps des hostilités l'effet des ordonnances qui obligeaient les capitaines de navires allant aux Indes de prendre à bord des engagés. La Nouvelle-France était si mal alimentée de recrues qu'on se les disputait dès le pont du navire et... jusque devant les tribunaux. On en réclamait toujours.

Le gouvernement trouvera bientôt moyen de tourner à l'avantage de ses possessions outre-mer la préférence que les gueux témoignent pour le sabre. Il habillera ceux qui en manifestent le désir de la tunique galonnée, se réservant de les envoyer ensuite en garnison au Canada pour les y réformer et habiller de la vareuse du paysan.

Colbert adopte cette politique dès le 27 mars 1665, c'est-à-dire avant même l'envoi au Canada des soldats qui doivent réduire les Iroquois. A cette date, en effet, le ministre de la marine instruit l'intendant Talon du projet qu'a formé le roi d'amener, la guerre imminente finie, les soldats devenus disponibles à se fixer dans la contrée affermie par leurs gestes. Les têtus qui ne condescendront pas au désir du souverain se verront refuser ses grâces; ils reverront, s'ils insistent, la terre natale, mais ils y coucheront sur la paille (3).

Le régiment qu'on destine à changer, après campagne, l'épée en bêche, et le métier de tuer les hommes en celui de les faire vivre est

(1) L'abbé Lionel Groulx, *La naissance d'une race*.

(2) Sources: AC. B. I. 75, 141, 3. 36, 17. 45, 73, 27. 66, 89, 49. 645, CII. A. 51. 22, G. I. 29; F3. 4. 45, 61, 8.83; 3 OI 286; 2 RAQ 63; Kalm, II. 13-16, 234; Pauliat, 299-311; Lorin, Frontenac, 6; Munro, *Seigneurial System*, 1907, 61-73; 5 BRH 116, 12. 286, 14. 209, 17.193, 25.134, 26.176, 28.176, 225, 257, 27.66.

(3) AC. B. I. 75; Clément, III. 395.

celui de Carignan-Salières, ainsi appelé du nom des deux colonels qui en ont le commandement : Thomas-François de Carignan, cinquième fils de Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie, et Henri de Chastelard, sieur de Salières, cousin du roi de France. Il a été, las de gloire, licencié au retour de la guerre aux Turcs, mais M. de Salières a bientôt reçu l'ordre de le reconstituer et de le conduire dans la colonie laurentienne.

Le vaisseau *Le Gagneur* en débarque les têtes de colonnes à Québec le 19 juin 1665. D'autres l'y amènent le reste, avec les vents d'automne. Il s'y ajoute quatre compagnies des régiments de Camballé, d'Orléans, du Poitou et de Broglie. Les détachements réunis, M. de Tracy, vice-roi des Indes occidentales, en assume le commandement et les met en campagne, frémissants.

Pendant que, au cri du chat-huant, la soldatesque brûle les cantons ennemis, les administrateurs posent, dans le silence de leur cabinet, les principes de ce qu'on appellera la colonisation militaire (1). Leur esprit s'inspire du système romain des *praedia militaria* et, peut-être, de l'utopie de Thomas Morus. Ils dépassent leur modèle. Leur dessein ne se borne pas à faire défricher par les soldats pour établir ensuite des familles qui viendront de France, leur ambition est de métamorphoser des hommes d'épée en hommes de charrue. Ils aideront par des faveurs les vétérans écumants de victoire à subir la transformation. En même temps que réservistes, ils les constitueront propriétaires et chefs de famille. Ils les uniront à des femmes, leur bailleront des terres, les unes en bois debout, les autres défrichées, leur fourniront enfin les premiers éléments de la ferme, des instruments aratoires, du bétail. Dispensant chacun selon son mérite, les troupiers recevront cent francs ou cinquante livres avec les vivres d'une année à leur choix, les sergents cinquante écus ou cent francs avec les vivres aussi d'une année, les capitaines seront investis de tous les droits de seigneurie.

Trois ans ne se passent pas que les Iroquois, forcés dans leurs tanières, crient miséricorde. On reçoit leur soumission. Les vainqueurs sont débandés, tout bouillants encore, avec invitation à fouil-

(1) Projets proposés par M. Talon le 24 janv. 1667 (AC. CII. A. 2. 334; 2 EO 29-34); Instructions de Colbert à Talon du 27 mars 1665 (AC. B. 1. 75); B. Sulte, *Le Régiment de Carignan*, 89; Munro, *Seign. System*, 67-73; Lorin, *Frontenac*, 6; *Les Relations des Jésuites*, 1668, p. 3.

ler, paisibles, avec la houe le sol désormais libre (1). Fort peu retournent en France avec M. de Salières (2). De ceux qui le font, beaucoup reviennent. La plupart prennent le parti qu'on leur conseille (3). Certains mêmes n'ont pas attendu la démobilisation pour demander au gouvernement de vastes concessions de terre promettant de les exploiter. Tel est le cas du capitaine Pierre de Saurel, gardant la main pleine de foudres, l'entrée du Richelieu. Plusieurs de ses égaux en grade suivent l'exemple qu'il leur donne; nommons les hardis de Saint-Ours, les de Contrecœur, les Jarret de Verchères, le Béquart de Grandville, les convertis Berthier. Ces gentilshommes fondent des seigneuries et des paroisses auxquelles ils lèguent leurs noms. Autour de leurs manoirs, grands corps de ferme, ils alignent leurs subalternes d'hier, aujourd'hui leurs censitaires. Ils « avancent leurs affaires par leurs alliances avec les familles du pays » (4). Ils tirent de la nuit une armée blonde d'enfants qui sourient, du terroir des blés où chantent les cigales.

Le régiment de Carignan-Salières et les bataillons auxiliaires augmentent la population de plus de 726 hommes. Leur postérité constitue près de la moitié de la population canadienne-française actuelle.

Le résultat induit le roi à continuer l'entreprise. Mais la défense n'exige plus le maintien sur pied ni le renouvellement de troupes nombreuses. Une fraction de régiment suffit aux besoins de la sécurité. Rien n'empêche toutefois que ce peu on en fasse un emploi rapide. Un torrent d'un faible débit peut écouler plus d'eau qu'un fleuve géant au cours ralenti. On enverra donc du royaume, chaque année, à jets continus, les 100 à 300 hommes qu'il faudra pour remplacer les soldats morts ou établis (5). Parlant des troupes, Kalm écrit vers 1750: « Ceux qui ont été envoyés de France ici servent généralement jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 40 ou 50 ans, après quoi, on les licencie et ils ont droit à un lot de terre qu'ils cultivent. Mais s'ils sont convenus à leur arriver de ne pas servir plus longtemps qu'un certain nombre d'années, on leur donne congé à l'expiration du terme fixé. Dès que le soldat s'établit sur une terre, le roi lui vient en

(1) Ruelle d'Auteuil, 2 RAQ 63.

(2) Les Relations des Jésuites, 1668, p. 3.

(3) 15 mai 1669 (AC. B. 1. 141).

(4) Marie de l'Incarnation, Lettres.

(5) Kalm, II. 15, 234.

aide et lui fournit des provisions, ainsi qu'à sa femme et à ses enfants, pendant les trois ou quatre premières années. Il lui procure de plus une vache et les instruments aratoires indispensables. Les camarades viennent lui donner un coup de main pour l'aider à se bâtir une maison, et pour ce service, ils reçoivent une gratification de la part du roi. Ces secours sont d'une grande utilité pour un pauvre homme qui commence à tenir ménage » (1). Le pouvoir s'efforce d'accélérer ce mouvement de colonisation militaire. Il permet notamment aux soldats qui auraient le goût de la terre de quitter le service avant terme, à la condition de se marier tout de suite à des filles ou veuves du pays. En dot ils recevront leur solde pendant un année et pourront garder leurs accoutrements (2).

Les administrateurs tentent d'amorcer à tout le moins le mouvement pendant le service. C'est la coutume d'accorder du terrain, pour jardin potager, aux troupes en garnison dans les forts éloignés des grandes villes. A Saint-Frédéric, sentinelle du lac Champlain, tous les officiers ont des vaches que leur fournit le roi. Chaque soldat a son jardinet en dehors du fort, et peut le cultiver à son aise et y planter ce que bon lui semble. Il y en a même qui s'y construisent des serres, où ils sèment toutes sortes d'herbes pour le potage ou la table (3).

On met même les soldats à la disposition des cultivateurs. L'affaire est avantageuse pour tout le monde. L'habitant y trouve des hommes de travail dont il n'a pas à payer le transport et qu'il paie moins cher que de véritables engagés. Le soldat est satisfait de gagner avec sa nourriture vingt à trente sols par jour (4). Le roi a d'abord toléré cette utilisation des forces, sous la condition que les soldats ne travailleraient pas en uniforme et qu'ils ne toucheraient pas plus de dix à douze livres par mois (5). Mais il se fâche quand on l'informe qu'il se commet des abus, que des capitaines cantonnent leurs compagnies sur leurs propres domaines à leur unique profit (6) ou que,

(1) Kalm, II, 13-16.

(2) 21 mai 1698 (AC. F. 3, 8, 83); 11 juin 1706 (AC. B. 27. 89).

(3) Kalm, II, 13-16.

(4) La paie du soldat est de cinq sous par jour et s'élève même jusqu'à trente sous quand il a quelque ouvrage particulier à faire pour le roi (Kalm).

(5) 2 OI 285; 28 avril 1685.

(6) AC. CII. G. 1. 29 (juin 1704).

sous prétexte d'indemniser ceux qui montent la garde à leur place, ils retiennent la solde des permissionnaires (1). Cette pratique se généralise. Au dire de Frontenac, il n'y a que quatre capitaines qui résistent à la tentation, quatre sur une trentaine. Le monarque, indigné, fait défense aux officiers de détourner les soldats du service de la défense; dans tous les cas, s'ils travaillent à la terre, il est juste, déclare-t-il, que ce soit pour leur compte (2). Mais il rabroue d'autre part Mgr de Saint-Valier qui, pour mettre fin au scandale s'est avisé d'en faire un cas de conscience et a défendu aux confesseurs d'absoudre les prévaricateurs. Il fait remarquer à l'évêque qu'il dépasse ses pouvoirs. « C'est à MM. de Frontenac et de Champigny qu'il appartient de décider ce qui peut être équitable entre officiers et soldats » (3).

Bon an, mal an, de 1713 à 1756, il s'établit environ trente soldats de carrière (4).

On ne saurait apprécier à sa juste valeur l'apport militaire ni, d'ailleurs l'afflux civil, puisque la source en est quasi la même, si l'on ignore comment le recrutement de l'armée régulière se faisait (5). L'armée se recrutait par engagements individuels en France et à l'étranger. Pour les troupes françaises, la formation et le maintien des régiments ou des compagnies étaient donnés à l'entreprise aux « mestres de camp », plus tard colonels (6) et aux capitaines, qui recevaient commission de lever un certain effectif dans une région déterminée. Pour une somme qui représentait les primes d'engagements aux recrues, les frais de racolage, d'habillement, d'équipement, ces chefs de corps devaient fournir au roi le contingent indiqué (7). Ayant donné commission de lui fournir à forfait les services d'un régiment ou d'une compagnie, le roi reconnaissait au colonel ou au capitaine une sorte de propriété, car ceux-ci, ayant affecté un capital à constitution de leur unité, en tirant profit ou s'y ruinant, désiraient en la cédant rentrer dans tout ou partie de leurs débours. Ils trafiquaient aussi des grades subalternes et toléraient que leurs titulaires les ven-

(1) AC. B. 17. 45 (1694).

(2) AC. B. 27. 66 (9 juin 1706).

(3) AC. B. 17. 73 (8 mai 1694).

(4) E. Chartier, *Rev. Trimestrielle Canadienne*, Montréal, 1921, p. 120.

(5) V. L. Mention, *L'armée de l'ancien régime*.

(6) Ordonnance du 28 juil. 1661 (Isambert, XVII, 406).

(7) Ordonnance du 5 déc. 1666; 6 fév. 1670 (Is. XVIII, 93. 329).

dissent, sauf l'acceptation des nouveaux officiers par le roi ou le grand maître de l'arme. Ces cessions, ou concordats, étaient souvent sollicités par des nobles riches ou des fils de la haute bourgeoisie d'officiers pauvres, dans l'espoir de plaire au roi par leurs services et de s'acheminer vers de plus hauts emplois. Le racolage, par affiches, et boniments, au son du tambour, de sous-officiers, agents recruteurs, donnait lieu à des incidents pittoresques et souvent critiquables, bien qu'il fût soumis à une réglementation minutieuse: nécessité pour la commission de l'attache du gouverneur ou du lieutenant-général, contrôle des autorités locales, à qui était remis l'état détaillé des engagements obtenus sur leur territoire, présentation des recrues aux contrôleurs des guerres devant qui les engagements étaient signés et qui pouvaient s'y opposer dans l'intérêt tant des particuliers que du roi (1). Mais, pour les obtenir, on ne répudiait guère que la violence physique: on y voyait le moyen en même temps que de recruter l'armée, de purger le pays de ses mauvaises têtes. A l'intérieur, on faisait la « presse » (2), on ne regardait pas de trop près à la liberté du consentement des engagés. On avait par ces procédés de bons soldats et de mauvais, que la discipline redressait en partie. Selon J. M. Le Moine, « ce n'était pas tous des saints comme Paul Dupuy que ces messieurs du colonel de Salières! Le major Lafrenière, par exemple, aurait pu rendre des points au plus enragé gamin que les *guards* de la reine Victoria aient compté dans la colonie deux siècles plus tard » (3). Au XVIII^e siècle, des règlements fixèrent l'âge, la taille et d'autres conditions requises pour les recrues et interdirent d'engager quiconque pourrait être tenu différemment à servir le roi, miliciens, matelots, etc. L'âge exigé fut de 17 à 40 ans, en temps de paix, de 18 à 20 en cas de guerre. La recrue dut présenter quelque garantie de moralité, s'engager librement devant témoins et prêter serment de fidélité au roi (4).

Les régiments et compagnies ainsi formés étaient soumis à la montre, c'est-à-dire aux revues trimestrielles des commissaires et des

(1) Ord. janv. 1629, art. 207, 308-323 (Is. XVI. 428 et s.).

(2) Sur la « presse » des matelots, voir BRH 3, 48. 3.91, 4.22; W. Shakespeare, première partie du roi Henri IV, Acte IV, Scène II.

(3) *Rev. Can.*, 1875, 270.

(4) En 1684 le ministre se plaint de ce qu'on a envoyé au Canada des soldats ramassés sans choix (AC. B. II. 3).

contrôleurs des guerres et d'autres agents du roi, qui s'assuraient du bon état et du nombre des effectifs. Mais grâce à la pratique des « passe-volants », des capitaines percevaient les soldes d'hommes inexistantes et en gardaient le montant, malgré les sanctions: peine capitale pour le faux soldat, perte du grade, de la noblesse, parfois peines corporelles pour les officiers fraudeurs.

d) LA RELÉGATION

Militaires ou civils les engagements ne réussirent pas à satisfaire le besoin d'hommes de travail que le Canada éprouvait (1). Tel était le manque de main-d'œuvre que le gouverneur de la colonie, M. de Vaudreuil implora, vers 1720, comme une faveur qu'on lui expédiât « des prisonniers » (2).

L'idée d'utiliser les récidivistes comme éléments de colonisation n'était pas nouvelle au XVIII^e siècle. Les explorateurs des Terres-neuves l'avaient produite longtemps auparavant. La peinture que l'Europe se faisait alors de l'Amérique était si dénuée de charmes que les Cabots (1498) et le marquis de La Roche (1598) ne purent racoler qu'une poignée d'honnêtes gens. Pour le surplus, ils furent réduits à tirer des geôles de l'Etat des coupe-jarrêt pour en faire leurs compagnons d'œuvre. Les « scélérats » sortirent avec plaisir de leurs cachots fétides pour courir la mer salubre, et chercher dans un monde nouveau un soleil qu'ils ne pouvaient imaginer plus mortel que l'ombre de la captivité dans l'ancien. En cela, la plupart s'abusaient. La Roche exposa ses escrocs, comme en des oubliettes, sur l'ingrate île de Soble, et quand, sept ans après, ils se ressoubint des abandonnés, ils avaient rendu leur âme noire, étranglés l'un par la main de l'autre ou desséchés par la misère. Les survivants, squelettes en haillons, plus bêtes qu'hommes, furent ramenés en Europe, où le roi, touché de compassion, lava leur souillure. L'origine des familles canadiennes ne remonte pas jusqu'aux malfaitlurs des premiers jours (3).

Mais voilà que de 1626 à 1663 sont invitées à puiser au même

(1) Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 64.

(2) AM. B. I. 50. 124 (1719).

(3) Pour les prisonniers de Cabot, voir Biggar, *Les Précurseurs*, 14, 19-21, 22-24; pour les prisonniers de La Roche, voir Guérin, *Les Navigations françaises*, p. 208.

fonds pervers ou du moins à la source empoisonnée qui l'alimentait les compagnies de commerce qui succèdent aux entrepreneurs individuels. Richelieu ordonne, en effet, aux « vagabonds et mendiants », valides, mais qui « passent leur vie à la gueuserie et à l'oisiveté, de se mettre au service » des compagnies de sa création, compagnies du Morbihan, de la Nacelle de Saint-Pierre, de Saint-Christophe et de la Nouvelle-France (1); « sinon, après un délai de deux mois, les Compagnies pourront s'emparer d'eux et les garder pendant six ans, sans leur devoir autre chose que la nourriture et le vêtement ». Au contraire, se soumettent-ils, ils demeureront « trois ans avec les représentants de la compagnie, ou ceux qui auront charges et pouvoirs d'eux, pour servir sous leur commandement » (2). Les notables de France, réunis en Assemblée, ratifient en 1627 la politique de colonisation adoptée par le ministre de Louis XIII et émettent le vœu que l'on établisse dans chaque Parlement une commission spéciale, nommée pour se concerter avec l'évêque diocésain sur ce que l'on fera des gens sans aveu propres au travail. Ils veulent que les personnes de cette sorte soient « obligés de prendre du service dans les compagnies de commerce, de s'embarquer pour les Indes ou de s'engager dans la marine » (3).

Avant qu'il ne repart aux compagnies de colonisation le gouvernement du Canada (1663), le roi, « porté d'autant de commisération pour les faibles que de juste sévérité contre les fainéants malicieux » (4), avait fondé à Paris, sous le nom d'Hôpital Général, une institution dont il devait tirer plus tard des sujets pour ses colonies d'Amérique (27 avril 1656) (5). Le nombre des pensionnaires y étant

(1) Pour les documents relatifs à ces diverses compagnies, voir le passage sur les compagnies de commerce de Richelieu dans notre chapitre des Pelleteries.

(2) Petit, *Droit public des colonies françaises*, p. 2, et supra, p. 352.

(3) Voir Pauliat, 279.

(4) Edit rendu en 1661 contre ceux que la royauté appelait les mendiants valides.

(5) Sur l'Hôpital général de Paris, voir p. Jourdan, *Edict. du roy portant établissement de l'hospital général pour le renferment des pauvres mendiants de la ville et faubourgs de Paris de 1656* (Paris, 1661); Id., *Histoires de l'establissement de l'hospital général avec les actes et pièces justificatives* (Paris, 1676); *Recueil des édits et déclarations concernant les hôpitaux et maladreries de France* (Paris 1675); *Recueil des édits, déclarations, arrêts et ordonnances concernant l'hôpital général des enfants trouvés, le Saint-Esprit et autres mai-*

monté de 5.000 en 1657 à 10.000 en 1662, année de terrible famine, Louis XIV ordonna l'établissement dans chaque ville et gros bourg du royaume d'un hôpital pour les pauvres et orphelins, « afin que chacun nourrisse » ses indigents et que l'immigration des nécessiteux de province sur la capitale soit arrêtée (1).

L'Hôpital général de Paris comprenait huit maisons: la grande et la petite Pitié, l'hôtel de Scipion Sardini, la Savonnerie de Chaillot, le château de Bicêtre, la Salpêtrière, l'Hôtel de Bourgogne et l'hôpital Saint-Jacques-aux-Pèlerins. La Pitié fut choisie pour être le chef-lieu de l'Hôpital général et fut consacrée à l'éducation des jeunes enfants pauvres ou sans naissance des deux sexes. La Grande Pitié reçut les jeunes filles. Depuis l'âge de quatre et jusqu'à six ans elles apprenaient à s'habiller et à faire leur prière. Depuis l'âge de six ans jusqu'à neuf, celles qui étaient susceptibles d'acquérir un peu d'instruction apprenaient à lire, à écrire, ainsi que le catéchisme, et quand elles étaient en état de travailler, on leur enseignait le tricot de saint Marceau, le tricot fin, la lingerie, la couture, le point de France et autres manufactures qui leur permissent de gagner leur vie et de servir quand elles entreraient en condition. On leur faisait fabriquer des draps pour l'habillement des hôpitaux et même des troupes. C'était à la Grande Pitié, ainsi qu'à la Salpêtrière, que beaucoup de personnes allaient demander des filles pour les servir. Quelques-unes étaient mariées à des artisans. Pendant quelques années un nombre considérable de ces jeunes filles furent embarquées pour aller peupler les colonies françaises d'Amérique où on les mariait (2). Dans une cour complètement séparée de la Grande Pitié et située derrière, on reçut de petits garçons de l'âge de douze à treize ans, dont la conduite et l'instruction étaient confiées à deux maîtres. Cette partie de l'hôpital fut appelée la Petite Pitié. Une des occupations de ces enfants consis-

sons y unies (1746); Recueil des règlements de l'Hôpital général (Archives de l'assistance publique, Paris); Code de l'hôpital général, 1670 à 1781 (Paris, 1786); Lallemant, Histoire des enfants abandonnés et délaissés (Paris, 1885); Monnier (A.), Histoire de l'assistance publique (Paris, 1886, 3^e éd.); Husson, Etude sur les Hôpitaux (Paris, 1862); Abbé de Récalde, Abrégé historique des hôpitaux, contenant leur origine, les différentes espèces d'hôpitaux, etc. (Paris, 1784); Guillier (Octave), Histoire de l'hospice de Notre-Dame de Pitié (1612-1882), (Paris, 1882).

(1) Juin 1662, Is. XVIII, 18.

(2) Voir infra le paragraphe consacré à l'immigration des femmes.

taient à assister aux enterrements. Enfin, dans une dépendance, appelée *Refuge* ou *Bon Secours*, furent aussi admises quelques filles ou femmes débauchées, résolues à reprendre une vie plus régulière. Ce refuge fut réorganisé par les lettres patentes de 1665; la nouvelle maison, installée dans la ruelle Sainte-Anne, contenait 60 cellules pour les femmes et filles enfermées de force ou les *Forcées*, et 60 lits pour les recluses de plein gré ou *Volontaires*. En dehors des enfants et des femmes l'hôpital recevait encore les mendiants valides qui se présentaient de leur plein gré et qui consentaient à aliéner leur liberté pour toute leur vie. Ils étaient tenus, dans ce cas, de contracter un engagement régulier. Les administrateurs devaient nourrir et habiller les mendiants engagés, qui de leur côté, étaient obligés d'exécuter dans l'intérieur des hôpitaux les travaux qui leur sont assignés (1).

Créés dans un but soi-disant hospitalier, les hôpitaux généraux avaient pris toutefois un caractère nettement pénitencier. Déjà un règlement du 23 mars 1680, afin d'ajouter « à la punition des gueux vagabonds que l'oisiveté plongeait dans un nombre infini de dérèglements » avait ordonné aux directeurs de les enfermer, soit à temps, soit pour la vie, dans une prison spéciale. Un autre règlement du 20 avril 1684 érigea Bicêtre et la Salpêtrière où, depuis longtemps, les femmes d'une débauche publique et scandaleuse étaient enfermées et soumises à un régime des plus rigoureux, en maisons de correction pour les enfants de famille des deux sexes, paresseux, indociles ou débauchés, dont le bureau de l'hôpital général devait ordonner l'arrestation, à la requête des pères et mères, tuteurs ou curateurs, ou des plus proches parents, et même, en cas de mort des parents, sur la dénonciation des curés des paroisses.

À la fin du XVI^e siècle, le roi imagina d'envoyer les mendiants valides aux colonies, afin d'en débarrasser le territoire du royaume et de soulager les hôpitaux généraux écrasés sous leurs charges. Déjà en 1697 et en 1699 des jeunes gens de l'hôpital de Paris avaient reçu l'ordre de s'embarquer pour les colonies (2), quand en 1718 les négociants de La Rochelle, et en 1719 le gouverneur de Vaudreuil, deman-

(1) Cpr les « donnés » aux hôpitaux du Canada et aux communautés religieuses (Faillon, *Histoire*, et 25 BRH 321).

(2) AM. B. 2. 123, 31; *ibid.*, 132, 23.

dèrent des ordres pour faire arrêter tous les vagabonds et gens sans aveu et les transporter dans les colonies (1):

« La nécessité d'envoyer des hommes dans ses colonies pour y servir comme engagés et travailler à la culture des terres ou aux autres ouvrages, sans lesquels le royaume ne tireroit aucun fruit du commerce de ces pays soumis à sa domination » engage le roi à rendre le 8 janvier 1719 une déclaration qui dispose que tous les gens sans aveu, mendiants, vagabonds ou en rupture de ban... qui, de par les édits ordonnances ou déclarations antérieures (2) auraient été passibles de cinq années de galères, auront leurs peines commuées en celle de cinq années de séjour aux colonies, en qualité d'engagés. Les engagés par condamnation devaient être enfermés immédiatement dans les hôpitaux généraux, à Bordeaux, au château de Ha (3), pour y être nourris et gardés jusqu'à ce qu'ils fussent conduits dans les ports pour y être embarqués.

Par une lettre, écrite le 18 juin 1720 à MM. les administrateurs (de Sorel et Mithon) des îles Sous le Vent, le souverain nous apprend qu'il a effectivement « destiné par différends ordres plusieurs particuliers à être transportés dans (ses colonies, suivant l'arrêt (du) Conseil du 9 du mois (précédent) ». Il précise qu'il a « donné (ses) ordres aux commissaires de la marine qui sont dans les ports, de remettre aux armateurs des vaisseaux les prisonniers pour être transportés dans (ses) colonies, et de prendre d'eux des soumissions de les remettre (au gouverneur, intendant) ou subdélégués des endroits où ils arriveront, n'étant pas juste qu'ils vendent des prisonniers, puisqu'ils ne leur coûtent aucun engagement ». « Je leur ai aussi ordonné, continue le jeune prince, de faire passer sur le pied d'engagés les femmes et les enfants de ces prisonniers qui sont destinés pour mes colonies, ou qui voudroient les suivre de bonne voonté. Mon intention est que vous fassiez engager les prisonniers pour cinq ans avec les habitants qui en auront besoin; vous aurez soin qu'ils s'établissent après dans la colonie; mon intention n'est point qu'ils reviennent en France... Comme il ne serait pas juste de faire engager les femmes et les enfants de ces prisonniers, qui ne sont point destinés par mes ordres parti-

(1) AM. B. I. 30. 4; *ibid.*, 50. 124.

(2) 31 mai 1682, 29 avril 1687 et 27 août 1701.

(3) AM. B. I. 51. 880 (1720).

culiers pour les colonies, vous les laisserez libres de travailler pour qu'ils voudront » (1).

La législation de 1719 ne resta pas longtemps en vigueur; les archers de l'Hôpital général, abusant indignement de leur mandat, arrêtaient en pleine rue des individus qui n'étaient ni vagabonds, ni mendians et qui, appelant les passants à leur secours, soulevaient de véritables séditions. L'indignation générale força le gouvernement à rapporter, le 5 juillet 1722, la déclaration de 1719, d'autant plus que les colonies elles-mêmes réclamaient énergiquement contre l'exportation des malfaiteurs. On ne voulait vraisemblablement pas recevoir ceux que la métropole expulsait de son sein, pour n'avoir pas à être confondu avec eux (2).

L'Hôpital général n'en continua pas l'envoi aux Indes de ses pensionnaires. « Le roi s'est déterminé à n'envoyer à l'avenir et le moins possible que des jeunes gens de famille enfermés pour correction dans les hôpitaux, lit-on dans un document en date du 14 mai 1726 (3) ou ceux qu'à la requête de leurs proches il atteint par lettres de cachet. Il envoya aussi des fraudeurs de ses droits. Les fils dévoyés, touchés par un ordre particulier, sauf un petit nombre de condamnés, tel Jean Rouleau (4) à servir dans les troupes (5), demeurent libres dans les limites de la colonie. Plus d'un en profite pour désertir chez les Peaux-Rouges ou chez les Anglais (6). Beaucoup sont incapables de toute espèce de travail et, à moins qu'ils ne soient secourus des leurs, tombent à la charge de la colonie (7).

Les contrebandiers ont surtout fraudé la gabelle: ce sont des faux-sauniers (8). A part quelques-uns qui sont incorporés dans les

(1) Pauliat, 277-291.

(2) *Id.*, *ibid.*

(3) AC. B. 49. 645.

(4) AC. B. 52. 549 (24 mai 1728).

(5) AC. CII. A. 51. 22 (25 octobre 1729).

(6) AC. CII. A. 48. 134 (28 septembre 1726), 155, 49. 93 (25 septembre 1727).

(7) AC. CII. A. 63. 43 (1735). 65. 60 (1736). Sur les fils de famille: AC. B. 49. 645, 57. 731, CII. A. 48. 134, 155, 49. 93, 51. 22, 52. 86, 63. 43, 65. 60; AM. B. 3. 367. 81 (1734).

(8) Sur les faux-sauniers: AC. B. 54 (28 mars 1730), 491 (25 avril 1730), 55. 82, 504, 57. 637, 670, 730, 59. 400, 434, 506, 61. 520, 526, 576, 62 (18 janvier 1735), 64. 28, 29, 426, 433, 459, 65. 178, 416, 418, 68. 1, 3, 23 CII. A. 42. 107

troupes, les prisonniers de cette catégorie sont traités comme des engagés. Ils sont distribués aux habitants. On leur laisse « la liberté de faire leurs conditions avec les habitants chez lesquels ils prennent du service » (1). Ceux-ci les gardent à leur service de trois à cinq ans (2) et leur fournissent un salaire annuel de cent livres (3). Quelques-uns passent au Canada avec leurs femmes (4). Tandis que les engagés civils sont à l'expiration de leur engagement, libres de retourner en France, les prisonniers, à moins qu'ils n'obtiennent les lettres de grâce, ce qui est fort rare, sont condamnés à passer leur vie dans la colonie (5).

Les premiers prisonniers ne débarquèrent pas sans provoquer beaucoup d'inquiétude dans certains milieux et quelques protestations assez vives (6). En tête des protestataires se plaça naturellement l'évêque. Il conjura le ministre d'empêcher la Nouvelle-France de « s'anéantir par l'envoi et la communication des personnes déréglées et capables de presque tous les crimes » (7). Il y eut pourtant un revirement rapide. Le coadjuteur même de l'évêque demandait bientôt qu'on lui laissât le premier choix de six faux-sauniers pour les mettre sur son domaine (8). Et l'intendant Hocquart insiste, en 1731, pour qu'on lui en expédie chaque année le plus grand nombre possible. « Y en eut-il quatre cents », il n'en sera pas embarrassé.

e) L'ESCLAVAGE (9)

Jean-Baptiste de Lagny des Brigandières, à qui le roi de France avait accordé en 1677 le privilège d'exploiter pendant vingt ans les

(26 octobre 1720), 54, 77, 56, 71, 200, 61, 61, 63, 52, 65, 55, 60, 68, 39, 77, 139 (1742); AM. B. 3, 373, 62, 63, 65, 66, 69, 102, 105 (1735), 1, 52, 30, 41 (1720) et passim.

(1) AC. B. 61, 520 (20 avril 1734).

(2) AC. CII. A. 42, 107 (26 octobre 1720).

(3) AC. B. 64, 426 (17 avril 1736).

(4) AC. B. 57, 670 (22 avril 1732).

(5) AC. B. 52, 549 (24 mai 1728).

(6) AC. B. 49, 645 (14 mai 1726).

(7) AC. CII. A. 47 (19 octobre 1725).

(8) AC. CII. A. 56, 200 (14 octobre 1731), et 4 BRH 374.

(9) Sources : 3 BRH 192, 4, 91, 149, 23, 254, 311, 25, 160, 31, 359, 398, 486, 1, 112, 125, 2, 44, 73, 136, 153, 186, 3, 6, 40, 6, 119, 24, 344, 28, 319; AC. CII. A. 41.

mines du Canada (1) représentait à la Cour en 1688 que les gens de travail et les domestiques étaient d'une rareté et d'une cherté si extraordinaire au Canada qu'ils ruinaient tous ceux qui faisaient quelque entreprise. Le meilleur moyen, préconisait-il, d'y remédier serait d'avoir des esclaves, c'est-à-dire des personnes appartenant en pleine propriété à leurs maîtres, et plus particulièrement des esclaves nègres (2). Le ministre consentit que les habitants du Canada y fassent venir des nègres, mais non sans faire remarquer qu'il était à craindre que ces nègres, venant d'un climat tout à fait différent, ne périssent en Nouvelle-France (3).

Les Canadiens achetèrent en fait un certain nombre de nègres et l'intendant Raudot rendit en 1705 une Ordonnance précisant leur condition juridique et faisant défense de les débaucher sous peine d'amendes (4).

Le gouvernement central tolérait l'esclavage; les intendants du Canada auraient voulu qu'il l'encouragea, qu'il en prit en main la direction. Répétant la plainte de Lagny et ses conclusions, l'intendant Bégon écrit en 1716: « Le peu d'habitants qu'il y a en Canada fait échouer toutes les entreprises par la difficulté qu'il y a de trouver des ouvriers journaliers qui y sont à un prix excessif. On pourrait procurer l'augmentation de la colonie et de son commerce en y faisant venir des nègres. Toute la Nouvelle-Angleterre ne s'est établie en peu de temps que par ce secours. La plupart des Anglais et Flamands du gouvernement de Manhatte (New-York) et de celui de Boston, contigus au gouvernement de Montréal ne travaillent point à la culture des terres, ce sont leurs nègres qui font tous leurs travaux. Les mêmes travaux se pourraient faire en Canada si on y avait des nègres. On pourrait objecter que la rigueur du froid serait contraire au tempérament des nègres, mais l'expérience fait juger du succès. On pourrait encore

31 (7 janvier 1720); CII. A. 6. 131 (1734), 95. 76 (1748); 2 EO 371; Garneau, Histoire du Canada 4^e édition, II. 167; Mémoires de la Société Historique de Montréal, 1859; Transactions of the Literary and Historical Society of Quebec, 1903; 2 RAQ 9, 3 RAQ 42-70; nos notes infra paginales ci-après.

(1) 2 EO 82. Il n'est pas fait mention par la suite que Lagny ait poussé plus loin son entreprise.

(2) Dans le même sens, le gouverneur de Denonville, 4 BRH 150.

(3) AC. B. 15. 55 et F3. 6. 329 (1 mai 1689).

(4) AC. CII. A. 30, 334, 342 (13 avril 1705) et F3. 12. 151 (29 mai 1733).

objecter la difficulté du paiement, mais il est certain que tous ceux qui seront en état d'en acheter en prendront » (1). Mais, M. de Vaudreuil ayant marqué en même temps au Conseil de la Marine qu'il croyait qu'il ne convenait pas de faire venir des nègres parce que le climat était trop froid et qu'il en coûterait trop aux habitants pour les habiller pendant l'hiver, et qu'il serait plus avantageux d'y faire passer des faux-sauniers », il fut décidé, le 26 janvier 1717: « cette proposition (de M. Bégon) ne paraît pas convenir pour le moment (2).

L'intendant ne se tint pas pour battu; il revint à la charge (3). Il fit valoir, entre autres choses, que les communautés religieuses et les principaux habitants de la colonie s'offraient de payer les nègres qu'on leur enverrait à raison de 600 livres « pièces d'Inde » (4).

En dépit des autorisations et des besoins, les nègres ne furent jamais qu'en très petit nombre au Canada. Pas le moindre indice qu'ils aient été soumis au travail de la terre; ils n'étaient que des domestiques attachés à la famille. Ils étaient un article de luxe et servaient généralement les hauts dignitaires et les riches.

Presque toujours le propriétaire d'un nègre ou deux, comptait également à son service plusieurs Panis (5), sauvages de race molle et sans défense importés de la vallée du Mississipi. On trouvait des esclaves Panis dans toutes les maisons bourgeoises de Montréal (6). L'abbé François Piquet, sulpicien, avait le sien; les Sœurs de la Congrégation le leur. Les esclaves sauvages qu'on conduisait dans la colonie, après avoir été élevés chez les officiers et les habitants, prenaient généralement le parti de les quitter à un certain âge et redevenaient sauvages. Ils étaient d'autant plus dangereux que, par les connaissances qu'ils avaient acquises du pays, ils étaient plus à portée que les autres d'y faire des incursions. Ainsi s'explique que le gouverneur,

(1) AM. B. I. 50. 129 (7 janvier 1720).

(2) AM. B. I. 50. 129 (7 janvier 1720).

(3) AC. CII. A. 41. 51 (16 janvier 1720), 43. 74 (26 octobre 1721); AM. B. I. 55. 70 (1721).

(4) AC. CII. A. 43. 116 (14 janvier 1721).

(5) AC. B. 61. 537 (27 janvier 1734), 63. 462 (11 avril 1735), CII. A. 65, 55 (1736); la capitulation de Montréal, 1760.

(6) Pour un Tableau des Familles possédant des esclaves de la nation des Panis, voir Abbé Cyprien Tanguay, A travers les Registres, Montréal, 1886, pp. 159-160.

M. de la Galissonnière proposa à la couronne, en 1647 et l'année suivante, de régler qu'on ne pourrait garder d'esclaves de cette espèce qui fussent au-dessus de 16 ou 17 ans et de défendre de donner la liberté à aucun d'eux (1). Il attendait de cette double mesure qu'« on achèterait des Sauvages des enfants à bon marché, lesquels, après avoir été instruits dans la religion et avoir appris à servir, pourraient être vendus aux Iles d'Amérique ». Il lui fut répondu qu'il y avait à son projet plusieurs objections, la plus capitale étant « l'effet que leur expatriation produirait sur les nations de la colonie » (2).

D. — L'IMMIGRATION DES FEMMES (3)

Certes, il vint des femmes au Canada dès les premières migrations. La « Demoiselle Marguerite » accompagnait son oncle Roberval et son coupable époux en 1541. Marie Nollet ouvrait à Québec en 1617 une école pour les enfants indigènes. Trois ans plus tard, la toute jeune Hélène Boullé, qui allait à peine sur ses treize ans, suivait en Amérique Samuel de Champlain, son bien mûr, son quinquagénaire mari. La beauté de sa personne, la coupe nouvelle de ses atours la firent passer pour une quasi-déesse auprès des naturels qui s'étonnaient comme d'un prodige que toutes choses, toutes personnes, eux-mêmes fussent enfermés dans le minuscule miroir que la jeune dame portait en parure.

Mais s'il se glissa des femmes parmi les premiers émigrés, ce ne fut jamais que dans la proportion des cantinières aux soldats du régiment. On était le plus souvent mâle et célibataire. On ne s'expatriait pas par familles, mais par individus. Ce sont des hommes seuls qui occupèrent Montréal dans les deux ou trois premières années de son existence, ainsi que Sorel et Tadoussac. Ailleurs, et jusqu'en 1661, le nombre des hommes était le triple de celui des femmes.

Ce rapport inégal entre les sexes devait nécessairement changer du jour où l'on se déciderait à « faire une demeure arrêtée » en Nouvelle-France. Point n'est de toit stable qui n'abrite une famille. Le

(1) On affranchissait par actes notariés, AC. CII. A. 63. 74 (1735) et 1 RAQ 109-123.

(2) AC. B. 89. 70 (4 mai 1749).

(3) Voir 31, BRH, 33, 306, 503 et infra.

foyer est encore ce qui rend le mieux sédentaire; il a l'avantage aussi, précieux dans une colonie, de multiplier les têtes (1) Les migrations ne produisent aucun changement durable sur la carte du peuplement et sur la répartition des races si la part de l'élément féminin est inexistante ou insuffisante. Les femmes sont l'élément conservateur et stabilisateur par excellence, qui fixe au sol nouveau les races déplacées, avec leur routine d'existence et leurs habitudes ancestrales. Si elles ne viennent pas avec les hommes, le courant migrateur ne modifie le peuplement qu'à condition de se renouveler sans cesse; même dans ce cas, l'établissement des émigrants manque de stabilité et de chances d'avenir. Si les femmes viennent en trop petit nombre, la société souffre des plus graves désordres, en pays neuf et désert; au cas où le pays est déjà occupé elle risque de se dissoudre rapidement au contact de la race primitive.

Au Canada il y eut contact des races blanches et rouges, il n'y eut pas fusion. Les colons français ne se trouvèrent pas de force à répéter l'enlèvement des Sabines et, s'ils ont songé à s'unir sans violence aux femmes indigènes, ils n'ont pas remporté de succès.

Où prendre alors les femmes nécessaires? En France, évidemment. Dans quelle classe de la société, car le Canada, c'est l'exil, la misère, les combats? La reine, Anne d'Autriche, trouva la solution en 1654. Elle prit sous sa protection le projet de choisir et d'envoyer au Canada « quelque nombre de filles honnêtes tirées des maisons d'honneur ». (2). Le projet fut repris par Colbert en 1665, quand le sieur Gaudais-Dupont eut fait rapport au roi qu'il « manquait dans le pays des femmes et des filles » (3). Le ministre fit faire à l'Hôpital général de Paris un choix de pupilles de l'État et les fit passer par centaines au Canada (4), aux frais du roi (5), pendant les années 1665 à 1674 (6).

(1) « Et n'en faut qu'une (femme) pour en peupler tout un pays : ainsi que le monde a multiplié par la fécondité de notre première mère » (Lescarbot, I, 23).

(2) B. Sulte, *Revue Canadienne*, 1789, 91.

(3) 3 EO 22-23 (7 mai 1663).

(4) Sur le passage des filles du roi : AC. B. 2. 5. 16, 30 (1670), 3. 20, 41 (1671), 5. 25 (1673); AM. B. 2. 53. 112 (1685), 24. 42 (1674), 1. 52. 171 (1720); *Le Journal des Jésuites*, du 2 octobre 1665.

(5) Sur le fonds de passage : ordonnance en date du 16 février 1669.

(6) L'année 1665, il vint de France cent filles; en 1666, deux cents; un nombre plus considérable encore en 1667 et 1668, et cent cinquante dans chacune des années 1669, 1670.

Les orphelines des maisons de charité ayant paru trop délicates pour les rudes travaux des champs, il fit appel en 1670 à l'archevêque de Rouen, Mgr Harlay, pour qu'il lui recrute dans chaque paroisse de son diocèse une ou deux paysannes. Mais déjà la population des deux sexes se trouvait de part et d'autre à peu près au même chiffre et les soldats ne s'établissaient plus en masse. Pour cette raison les autorités locales firent suspendre les envois. Bientôt même, le plateau de la balance pencha de l'autre côté. Vers 1750 il y a au Canada quatre femmes contre un homme (1), tant il succombait d'hommes en voyage et dans les combats, tant gagnaient les Indes occidentales pour s'y établir (2).

Le baron de Lahontan nous a conté les circonstances de l'arrivée des « filles du roi » en Nouvelle-France. « Ce chaste troupeau, dit-il, était mené au pâturage conjugal par de vieilles et prudes bergères... (3) Sitôt qu'on fut à l'habitation (4) les commandantes ridées passèrent leur soldatesque en revue, et l'ayant séparée en trois classes, chaque bande entra dans une salle différente... Au bruit de cette nouvelle marchandise, tous les bien intentionnés pour la multiplication accourent à l'emplette. Comme il n'était pas permis d'examiner tout, encore moins d'en venir à l'essai, on achetait chat en poche, ou tout au plus on prenait la pièce sur l'échantillon. Le débit n'en fut pas moins rapide. Chacun trouva sa chacune, et en quinze jours on enleva ces trois parties de venaison, avec tout le poivre qui pouvait y être compris (5). Vous me demanderez comment les laides eurent sitôt le couvert. Ne savez-vous pas qu'on se jette sur le pain noir pendant la famine?... Ceux qui voulaient se marier s'adressèrent aux directrices, auxquelles ils étaient obligés de déclarer leurs biens et leurs facultés (6), avant que de choisir dans une de ces classes celles de ces

(1) Kalm, II. 33.

(2) Kalm, II. 101.

(3) Nommons Mlle Etienne, Mlle Jeanne Mance, Mme Jean Bourdon.

(4) L'habitation, c'est Québec. A leur arrivée, toutes ces jeunes personnes étaient de suite placées dans les communautés des Ursulines et de l'Hôtel-Dieu.

(5) Cpr Marie de l'Incarnation : « Les vaisseaux ne sont pas plutôt arrivés que les jeunes hommes y vont chercher des femmes, et dans le grand nombre des uns et des autres on les marie par trentaines » (II. 363).

(6) « Les plus avisés commencent à faire une habitation un an avant que de se marier, parce que ceux qui ont une habitation trouvent un meilleur parti ; c'est la première chose dont les filles s'informent, et elles font sagement, parce

vierges... qu'ils trouvaient le plus à leur gré. Les parties étant d'accord, le notaire écrivait le marché, le père en faisait un sacrement, et elles commençaient à se connaître par le mariage... Les officiers, plus délicats que leurs soldats, s'alliaient dans les familles des anciens gentilshommes du pays, ou dans celles des plus riches habitants » (1).

Ainsi donc des filles étaient mises à bord en France à destination du Canada. Des prétendants canadiens se présentaient en nombre égal et dès la descente du navire, les prêtres célébraient les mariages par trente à la fois. Le lendemain, l'Intendant faisait l'hommage aux nouveaux couples du « présent du roi ».

Mais, de même qu'au courant de l'immigration des hommes dont nous avons parlé plus haut il importe d'ajouter les venues accidentelles, les marchands, les voyageurs, les artisans de toute sorte que peu à peu le courant des affaires attachait dans la colonie, de même il faut joindre au contingent des filles de l'Hôpital général de Paris, non seulement les femmes qui sont venues avec leurs maris, non seulement celles qui sont venues seules dans l'intention de prendre mari au Canada, mais encore des filles venues, par exemple dans un but exclusivement religieux et qui optèrent une fois sur place pour l'état du mariage. C'est ainsi que l'on voit le 2 septembre 1664, à Montréal, François Hertel, épouser Marguerite-Josephite de Thauvenet, native de Bourges-en-Berri, fille de Raymond de Thauvenet, capitaine au régiment de Brimon et d'Elisabeth de Mancelin, venue au Canada avec madame de la Peltrie pour se consacrer à l'éducation des jeunes Sauvagesses. Le même jour, au même lieu, Michel Godefroy, sieur de Linto, des Trois-Rivières, épouse Perrine Picoté de Bellestre, venue au Canada par l'entremise de Mademoiselle Mance, et qui était novice à la Congrégation lorsqu'elle se décida à renoncer à la vie religieuse pour convoler en justes noces (2).

Toute la législation coloniale tendait, non pas seulement à l'immigration des femmes, mais aussi à leur établissement. Les nouvelles arrivées et mariées recevaient du gouvernement « assez de provisions pour les encourager à mettre la voile sur cet orageux océan; ils entraient chez eux à peu près comme Noé dans l'arche avec un bœuf,

que ceux qui ne sont point établis souffrent beaucoup avant que d'être à leur aise... » (Marie de l'Incarnation, II. 363).

(1) La Hontan, Lettre II, 2 mai 1684.

(2) B. Sulte, *Revue canadienne*, 1879, 488-489.

une vache, un cochon, une truie, un coq et une poule, deux barils de chair salée, et une pièce d'argent » (1).

Le législateur favorisait également le mariage des filles du pays. Le 8 novembre 1663, le Conseil Souverain portait défense à toute personne de quelque condition qu'elle fût, « d'empêcher les filles de se marier quand bon leur semblerait ». En 1757, à la fin du régime, Bougainville note que « les lois du royaume sont suivies au Canada excepté sur le fait des mariages, où les enfants des simples habitants sont autorisés à se marier sans le consentement de leur père, les garçons à l'âge de seize ans » (2). Des faveurs spéciales étaient accordées aux pères qui mariaient leurs enfants à un certain âge: les garçons à seize ans, les filles à 14 ans. Par exemple, en 1700, le roi accordait 3.000 livres pour doter 60 filles, à raison de 50 livres chacune (3). Parfois, il fit reproche au gouverneur que le nombre des garçons et des filles au-dessus de 15 ans était trop considérable et qu'il n'avait pas dû encourager suffisamment les mariages (4). Il avoua ne pas comprendre que MM. de la Barre et de Meules aient empêché des soldats de se marier. Tout au contraire, il faut les y pousser (5). Non seulement il permit aux militaires qui servent dans la colonie de quitter le service s'ils se marient avec des filles ou veuves du pays, mais encore il leur promit leur solde pendant une année et le droit de garder leurs accoutrements (6). Quant aux « volontaires » et aux autres jeunes gens dont « la fainéantise empêche la colonie de se peupler » (7), il veut qu'ils soient privés du privilège de faire la traite ou d'aller à la chasse des fourrures, s'ils ne se marient pas quinze jours après l'arrivée des filles (8). Les veuves sont de toutes les personnes celles qui s'inclinent le plus volontiers devant la volonté du roi. Les veuvages sont courts. Les veuves de Languteau et de Labat

(1) La Hontan, Lettre II, 2 mai 1684.

(2) Bougainville, 3 RAQ 42-70.

(3) Sur le fonds des mariages, dot et pension du roi, AC. CII. A. 18. 130, 39. 3 (4 octobre 1718), B. 33 (7 juillet 1711); 1 EO 67 (12 avril 1670).

(4) AC. B. 33 (7 juillet 1711).

(5) AC. B. 12. 25 (21 mai 1686), 7. 15 (1676).

(6) AC. F3. 8. 83 (21 mai 1698).

(7) AC. B. 33. 13 (15 juin 1712).

(8) AC. F3. 2. 23 (2 novembre 1671), B. 3. 22 (mars 1671).

morts de leurs blessures convolent (1654) en secondes noces, six semaines après le décès de leur conjoint (1).

Le souverain voulait compenser le déficit de l'immigration par l'accroissement naturel de la population. « Ce fut un des points sur lesquels le roi questionna le plus M. Boucher, savoir si le pays était fécond en enfants » (2). Il décréta que tout canadien, père de douze enfants, nés en légitime mariage, non prêtres ni religieux ni religieuses, bénéficieraient d'une rente annuelle ou prime à la natalité de 300 livres (3)^o. La préférence devait être donnée, dans la distribution des places et des honneurs, aux hommes le plus prolifiques. Grâce à ces allocations familiales, la natalité ne manqua pas d'atteindre un chiffre remarquablement élevé. « Cela est étonnant de voir le grand nombre d'enfants », écrit Marie de l'Incarnation le 6 novembre 1662. « Un pauvre homme aura huit enfants et plus, qui l'hiver vont nupieds et nu-tête, avec petite camisole sur le dos, qui ne vivent que d'anguilles et d'un peu de pain; et avec tout cela ils sont gros et gras » (4).

2. — LA MANIÈRE D'ÊTRE DES IMMIGRANTS (5)

Instruits des causes qui favorisèrent ou entravèrent l'immigration canadienne ainsi que des modes divers par lesquels ce mouvement du peuple s'opéra, nous pouvons passer à l'étude des immigrants eux-mêmes. Il n'est pas sans intérêt de savoir quelle était la condition économique et sociale des nouveaux-venus, quelles étaient leurs capacités physiques et intellectuelles, leurs prédispositions, leurs tendances, leur vocation, de savoir si dans les plis de leurs casques ils emportaient la vertu ou le vice, la santé ou la maladie, l'érudition ou

(1) B. Sulte, *Revue Canadienne*, 1879, 94.

(2) Marie de l'Incarnation, II. 225 (6 novembre 1662).

(3) Arrêt du Conseil d'Etat en date du 3 avril 1666, AC. CII. A. 125, pas paginé.

(4) II. 225.

(5) Sources : 18 ВРН 24; 3 EO 25; Langevin, Notice sur Mgr de Laval, 53; Ferland, Cours d'histoire du Canada, II. 11-45, 36-37; Doutre et Lareau, Droit civil, 139; Th. Chapais, *The Great Intendant*, Toronto, 1914, 56 et suivants; Rambeau, *Revue Canadienne*, 1873, 125 et suivants, 1884, p. 593; W. B. Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, Toronto, 1915, 36-37; E. Salone, *La Colonisation de la Nouvelle-France*, passim; les renvois bibliographiques ci-après.

l'ignorance, car, tandis que nous croyons vivre, ce seraient les aïeux qui vivraient en nous, nous hériterions tout autant des ancêtres que de ceux que nous rencontrons, qui influent sur nous et dont l'âme pénètre notre âme, le tempérament, les instincts, le tour et les habitudes d'esprit.

Le peuple canadien, ont publié des observateurs placés en dehors du groupe qu'ils jugeaient, est de très basse extraction. La France a « fait une force au Canada avec des débris sociaux, fondé des familles de braves gens avec des sans-famille » (1).

Les membres du groupe, partagent, au contraire, les sentiments de la candide Miranda, disant:

I should sin

To think but nobly of my grandmother (2).

Ils rééditent, moins les réserves (3), le jugement métaphorique que le Père Charlevoix portait déjà vers 1720, à savoir: « La source de laquelle descend les Canadiens d'aujourd'hui est d'une grande limpidité » (3); « rien de trouble, rien de suspectement limoneux (ne s'agite en elle), mais seulement le reflet splendide des images d'églises, mêlées de croix champêtres » (4).

Ceux qui « avouent leurs ancêtres, tous leurs ancêtres » s'abuseraient-ils? Seraient-ils par hasard l'objet du phénomène qui se produit en nous les jours de Toussaint quand nous revenons de la visite aux êtres disparus, rapportant parmi les vivants un peu de la paix des morts. L'image des défunts s'est purifiée. Quand nous l'évoquons par le souvenir, elle nous apparaît sans le mélange d'aucune des taches essentielles à l'humanité. S'ils furent égoïstes et durs, si elles furent trompeuses et cruelles, et si de tout cela nous avons été torturés, nous ne le savons plus. Ou plutôt nous savons bien qu'aucune de ces imperfections ne subsiste en eux. Ils nous aiment enfin de cette

(1) E.-M. de Vogüé, *Le Gaulois*, Paris, 1904.

(2) « Ce serait pécher d'accuser ma grand'mère », Shakespeare, *The Tempest*, Act. I, Sc. II, vers 117-118.

(3) Charlevoix admet la déportation de quelques garnements et forçats.

(4) Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, I. 319.

(5) Abbé Lionel Groulx, *Semaine d'histoire du Canada*, 1925, *Le Devoir*, Montréal, 26 novembre 1925, p. 2; voir aussi Henri d'Arles, *Acadie* par Richard, 1919, I. 85, note 33.

tendresse que nous leur demandions, dévouée et fidèle; et, soit qu'ils chantent en s'accompagnant sur des harpes la gloire de Dieu, ou soit que, mêlés à l'universelle nature, ils se soient transformés dans la sève des arbres et dans la vigueur des plantes, ils nous ont en pitié et nous protègent. Nous les aimons.

En réponse à cette question, nous allons passer en revue les preuves, ou mieux les présomptions, que les tenants de la pureté intégrale des origines canadiennes font valoir.

1° Les historiens, allègue tout d'abord notre école, ont au point de vue colonisation, confondu à tort le Canada avec les Antilles. Autres pays, autres mœurs. Quand il s'est agi de peupler, le souverain a fait exception en faveur de la Nouvelle-France à la règle générale qu'il posa (1).

Nous n'avons pas trouvé trace de cette mise à part dans les instruments législatifs dont nous avons pris connaissance. Les décisions que prenait le roi en matière d'émigration étaient expressément exécutoires dans toutes « mes colonies d'Amérique », sans distinction. Leur ensemble formait un droit commun.

2° On juge l'arbre à ses fruits, reprend-t-on. Or, les familles originelles comptent entre autres parmi leurs descendants des hommes d'Etat, tels que Cartier et Langevin, des archevêques, comme Taché, Plessis et Blanchet (2).

Mais ces personnages illustres, outre qu'ils constituent des exceptions, sont non pas des fils, mais des petits et même des arrières fils. En moins de trois générations une famille se transforme du tout au tout, surtout dans les pays neufs, où il n'y a pas d'aristocratie de naissance et où les classes dirigeantes sortent nécessairement de l'indigence ou de la paysannerie égalitaires. Et les héros, a-t-on pu dire, n'ont pas de famille.

La réciproque, d'ailleurs, n'a pas moins de force, ou si l'on veut, de faiblesse :

De vertueuses entrailles ont porté de mauvais fils (3).

(1) B. Sulte, *Revue Canadienne*, 1879, 499-504.

(2) Abbé Tanguay, *Revue Canadienne*.

(3) « Good wombs have borne bad sons », Shakespeare, *The Tempest*, Act. I, Sc. II, vers 119.

3° Mais, réplique-t-on « la conduite qu'on leur a vu tenir dans le pays est une preuve que » les premiers colons étaient d'honnêtes gens (1).

On peut tout d'abord objecter que toute une école enseigne que c'est son état et son milieu qui font l'homme bon ou méchant (2). Tel fait la maraude en temps de famine, qui en temps d'abondance mène une vie monastique (3). La relation entre le genre d'occupation, les espoirs permis et la morale personnelle, est si étroite que monsieur Sulte a cru pouvoir déduire que les pionniers canadiens cultivaient les vertus sociales, puisqu'ils cultivaient la terre (4). Les abbés Chartier et Groulx ont parfaitement saisi ce point de vue, car ils ont souligné de leur plume que les immigrants ont, « grâce à leur genre de vie dans le Nouveau-Monde, greffé sur le fonds de saines qualités » qu'ils apportaient d'autres dons « d'acquisition locale » (5).

On ne peut dire pour autant que « la population canadienne ait été d'une rigoureuse moralité » (6). Ses inclinations n'étaient pas sans mélange » (7). « Quelques désordres accompagnèrent l'accroissement de la population » (8). Des brebis galeuses ont de bonne heure été expulsées du bercail: « Pour ce qui est des garnements, s'il y en passe (au Canada) c'est qu'on ne les connaît pas, et quand ils sont dans le pays ils sont obligés de vivre en honnêtes gens, autrement il n'y aurait pas de jeu pour eux: on sait aussi bien pendre en ce pays qu'ailleurs, et on l'a fait voir à quelques-uns qui n'ont pas été sages » (9). Mais de mauvaises têtes ont dû se fourvoyer, puisque les Jésuites s'évertuaient à préserver leurs néophytes indigènes du contact impur des Blancs. Si « quelques bons Français, gémit Sagard nous

(1) Charlevoix, *op. cit.*, I. 310.

(2) René Doumic, « C'est de souffrir qui rend méchants », *La Revue Française*, Paris, 1^{er} novembre 1927.

(3) La Fontaine, *Fables*.

(4) « Sauf quelques exceptions, toutes les familles cultivaient la terre. Ce n'est pas là une accusation de gens dépravés », Sulte, *Revue Canadienne*, 1879, 499-504.

(5) Chanoine Chartier, *Revue Trimestrielle Canadienne*, Montréal, 1921, pp. 121 et suivantes; Groulx, *La naissance d'une race*, p. 246 et suivantes.

(6) Sulte, *loc. cit.*

(7) Chartier, *loc. cit.*

(8) Abbé Casgrain, *Revue Canadienne*, 1875, 260.

(9) P. Boucher, pp. 155-156.

édifient beaucoup par leur conduite sage et honnête, les autres vivent comme des bêtes brutes » (1). Pour Lescarbot, les truchements vivaient « en la plus grande abomination: sans Dieu, sans Foy, ni Loy » (2). Champlain a flétri ses rivaux « les mercadens » et certains de ses compagnons. Les administrateurs et les évêques se sont répandus en reproches contre le quart de la population qui hantaient les bois, fraudaient les droits de la ferme, enivraient les Peaux-Rouges et les détroussaient, débauchaient les Sauvagesses. Des vestales des cantons iroquois, les Européens firent des filles de joie. Des fusils et des équipements que le roi leur distribuait en vue de la défense, les habitants faisaient de la marchandise de troc et revenaient en demander d'autres (3). Dans un passage mi-français, mi-anglais, Bougainville condamne le peuple et l'armée: « Mr de Montgolfier, grand vicaire, m'a dit que la plupart des pénitens croyaient que voler le Roi est peccadille, et que le Roi fait présent à Pâques de ce qu'on lui a pris... I am told by surest way, that there are only four officers to whom the king's affairs can be confided without any fear of rapine... Il n'y eût donc pas eu dans cette colonie de quoi sauver Sodome » (4). Par leur penchant, note enfin le chanoine Chartier, les Canadiens de l'ancien régime « s'apparentaient aux Indiens, leurs devanciers » (5).

Benjamin Sulte table sur le fait qu'il n'a relevé « que deux ou trois cas d'enfants illégitimes dans tout le 17^e siècle » (6). Il y en eut probablement davantage. D'après Marie de l'Incarnation (9 août 1668): « S'il y a des filles, quelqu'âge qu'elles aient, elles sont dans un danger évident, et l'expérience fait voir qu'il faut les mettre en lieu de sûreté... Les filles en ce pays sont pour la plupart plus savantes en plusieurs matières dangereuses que celles de France. Trente filles nous donnent plus de travail dans le pensionnat que soixante ne font en France » (7). Le Séminaire de Saint-Sulpice prit leur protection tant qu'il conserva

(1) Sagard.

(2) Lescarbot, I. 154.

(3) 3 RAQ 353.

(4) 3 RAQ 318, 322, 350-353.

(5) *Revue Trimestrielle Canadienne*, 1921 et suivants. Voir au sujet du vagabondage et du brigandage de grands chemins, AC. C11. A. 77. 135 (1742), 79. 137 (1743).

(6) *Revue Canadienne*, 1879, 44-504.

(7) II. 402.

la haute justice de l'île et la perception des amendes, mais, à partir de 1694, le roi y administra la justice et l'assistance. Une sage-femme à gages eut charge de recueillir les enfants et de leur procurer des nourrices. Dès qu'il était sevré, on plaçait l'enfant chez un citadin ou un campagnard qui recevait, d'ordinaire, 45 francs pour ce service, et pouvait, lorsque l'enfant était en âge de se rendre utile, le garder comme domestique, jusqu'à ce qu'il fût parvenu à l'âge de dix-huit ou vingt ans. Il arriva parfois — qui l'eut cru? — que les nourrices méconnaurent leurs engagements au point de donner ou vendre à des Sauvages les enfants dont elles avaient la garde. Ces faits se renouvelèrent assez fréquemment pour provoquer une ordonnance, consignée aux archives de la marine, édictant des peines sévères contre les coupables (16 novembre 1754).

Vers ce temps, les désordres inséparables des temps de guerre, la corruption des mœurs, le libertinage, accrurent considérablement le nombre des victimes de la débauche et de la misère. On en vit « ça et là, d'exposées dans les carrefours de la ville, et même par les grands chemins, presque toujours abandonnées à la merci des animaux et aux injures de la saison. Madame d'Youville apprit un jour qu'on avait trouvé deux de ces enfants noyés dans la petite rivière qui coule le long des murs de l'hôpital général, et qui n'était point alors renfermée comme aujourd'hui dans un canal souterrain. Dans une autre circonstance, étant sortie pour les affaires de sa maison, elle aperçut sur le chemin un de ces petits infortunés qu'on avait caché en terre et qui n'était enterré qu'à demi. Un autre jour que, pendant l'hiver, elle traversait sur la glace la rivière dont nous venons de parler, elle vit le corps d'un petit enfant tout gelé qui y avait été jeté, le poignard encore dans la gorge... » (2). En présence de pareilles calamités, la pieuse femme n'hésita pas à ouvrir la porte de l'hôpital général de Montréal dont elle était supérieure à tous les enfants abandonnés que Dieu lui enverrait, pour les sauver de la mort et en faire des hommes.

4° Les colons ont fait l'objet d'une sélection. Nous connaissons

(1) J. Germans, Histoire de la Charité à Montréal, *Revue Canadienne*, 1896, 425.

(2) Vie de madame d'Youville, p. 186.

les auteurs du choix. De l'honorabilité de ceux-ci nous pouvons conclure à l'honorabilité des élus (1).

L'argument est fragile, que l'on ait en vue le gouvernement, le clergé ou les colons. Les voies habituelles du gouvernement métropolitain, — levée d'hommes d'armes ou d'hommes de travail, recrutement dans les hôpitaux, — ne présentaient pas de garanties suffisantes, nous l'avons dit plus haut; et quand il usa de voies extraordinaires, ce fut pour jeter son dévolu sur des forçats (2). Lorsque le cardinal de Richelieu et l'Assemblée des notables de France eurent imaginé d'envoyer aux colonies les vagabonds du royaume, c'est aux avocats et juges des Parlements et aux membres du haut clergé qu'ils confièrent l'exécution de leur projet. L'évêque de Poitiers sollicita en 1704 la permission de faire exiler aux colonies deux gentilshommes qui occasionnaient des scandales dans son diocèse (3). Les appels de main-d'œuvre obligèrent d'autre part les premiers colons à ne pas se montrer trop exigeants au point de vue triage des recrues. Ils en vinrent à demander « des prisonniers de toutes espèces », faux-sauleux ou nègres. Ils n'eurent d'attention qu'à ce que les nouveaux-venus soient sains de corps, de haute taille et d'âge à travailler, et qu'au pays leur conduite soit conforme aux lois. Aux antécédents, ils ne regardèrent pas de trop près. Ils rapatrièrent toutefois, aux frais du roi, les inhabiles, à charge à la colonie (4).

5° « Les historiens ont accepté à l'aveugle, un bon nombre du moins, les billevesées du gascon La Hontan » (5). « La Hontan est seul de son avis » (6).

Que La Hontan était gascon de naissance et d'humeur, d'accord. Mais qu'il faille pour cette raison ne pas tenir compte de ses écrits, c'est discutable. Il n'est pas seul de son avis. Personne ne révoquera en doute le sérieux et la véracité de la Mère Marie de l'Incarnation. Or, ce chroniqueur considérable, non seulement corrobore de son témoignage les affirmations de La Hontan, mais encore en dépassent

(1) Sulte, *Rev. Can.*, 1879, 499-504.

(2) Voir nos paragraphes consacrés à l'engagement civil, à l'engagement militaire, à la relégation.

(3) *Rev. Can.*, 1885, 396-397.

(4) *AC. B. I.*, 144 (15 mai 1669), 3.22 (mars 1671), *F3.* 2.309 (23 août 1664).

(5) Chanoine Chartier, *loc. cit.*

(6) Sulte, *loc. cit.*

la portée. Le baron n'a d'irrévérence que pour les femmes venues par contingents, il ne rabaisse pas les hommes. Il se contente de marquer que des premiers colons, « les uns (sont) venus en France avec quelque argent pour s'y établir », que « les autres sont des officiers et des soldats du régiment de Carignan, qui le voyant casser, vinrent ici... (1). C'est en parlant des femmes qu'il s'élève au persiflage : « Après ces premiers habitants vint une peuplade utile au pays, et d'une belle décharge pour le royaume... Nos gens prétendent bien n'être pas cocus en herbe; ils vous soutiennent, mais de bonne foi, que ces filles ont recouvré pucelage, honneur, conduite, tout ce qu'il vous plaira en traversant la mer. A la vérité, le péché originel a laissé de vilains restes dans ces régénérées, ce qui leur cause souvent des rechutes » (2).

Marie de l'Incarnation ne distingue pas entre les sexes. Le 10 août 1662, elle consigne dans son journal qu' « il y a des familles et des gens de travail que Sa Majesté fait passer gratis (au Canada), afin que le pays (de France) en soit soulagé » (3). En 1669, elle fait cette réflexion que « le vaisseau arrivé était chargé comme d'une marchandise mêlée... » (4). « Il est vrai, dit-elle qu'il vient ici beaucoup de monde de France... Mais parmi les honnêtes gens il vient beaucoup de canaille de l'un et de l'autre sexe, qui causent beaucoup de scandale » (5). La pieuse sœur s'apitoye sur le sort de Madame Bourdon, « chargée en France de cent cinquante filles que le roi a envoyées en ce pays par le vaisseau normand. Elles ne lui ont pas peu donné d'exercice durant un si long trajet, car comme il y en a de toutes conditions, il s'en est trouvé de très grossières et très difficiles à conduire. Il y en a d'autres de naissance, qui sont plus honnêtes et qui lui ont donné plus de satisfaction » (6).

Si Alceste avait assisté au débarquement des « amazones » (La Hontan) et s'il avait été témoin des mariages qui s'y faisaient incessamment « par trentaines » (7), aurait-il grommelé,

(1) Lahontan, op. cit., p. 15.

(2) Id., ibid., p. 17.

(3) II, 219.

(4) II, 141.

(5) II, 436.

(6) II, 435.

(7) I, 363.

Mais l'amitié demande un peu plus de mystère,
Avec lumière et choix cette union veut naître;
Avant que de nous lier, il faut nous mieux connaître,
Et nous pourrions avoir telles complexions,
Que tous deux du marché nous nous repentions (1).

La précipitation avec laquelle on se mariait à Port-Royal en Acadie inspira au voyageur Dierreville en 1699 les vers suivants :

Plus qu'ailleurs on s'y mésallie,
On ne regarde point à la condition,
Dans son transport on se marie,
Rien ne relute et tout est bon.

Ce n'est pas seulement à la descente des vaisseaux que l'on convolait rapidement, mais sous tout le régime. La Hontan en attribue la cause à la sévérité des mœurs féminines canadiennes. « Ce qui fait, dit-il, qu'on se marie facilement en ce pays, c'est la difficulté de pouvoir converser avec les personnes de l'autre sexe. Il faut parler de mariage... au bout de quatre visites... ou cesser tout commerce. On ne saurait voir les femmes sans qu'on ne parle désavantageusement et qu'on traite les maris de comnodes » (2).

Pour conclure, les colons n'étaient pas tous empruntés aux meilleurs éléments de la métropole. Le Canada apparaissait comme un carrefour où des courants multiples déversaient des hommes venus qui de la noblesse, qui de la bourgeoisie, qui de l'armée ou de la terre, mais généralement sans emploi, « quelque peu titrés et parfaitement ruinés » (3). L'aristocratie française était alors divisée en deux catégories : « 1° les nobles qui exerçaient des charges importantes ou qui possédaient des domaines; 2° ceux qui n'ayant plus ni terres, ni fonctions, ni revenus, vivaient des miettes de la table royale. Au Canada, nous n'avons eu personne appartenant à la première de ces classes. Pourquoi? Parce que nous étions trop petits, trop peu

(1) Molière, *Le Misanthrope*. Acte I, scène II.

(2) Lettres II et VIII.

(3) B. Sulte, *Rev. Can.*, 1885, 304; Rameau, *La France aux colonies, Acadiens et Canadiens*, p. 88.

riches, trop éloignés de l'Europe pour tenter leur ambition. Quelques membres de la seconde catégorie se sont fixés parmi nous, mais à titre d'*habitants* ou de militaires; par conséquent ils appartiennent au peuple canadien-français et non pas à la noblesse comme on l'entend généralement... La position de ces derniers, au Canada, a pu être facilitée, plus ou moins, par leurs parents de France, mais ils n'ont exercé ni charges à titre de noblesse ni tiré de revenus autrement que du travail de leurs mains... Nous n'avons pas de renseignements assez complets pour dire combien il y avait de fils de la noblesse parmi les émigrés: c'est à peine si nous pourrions en citer dix bien constatés comme tels... Les gentilshommes du Canada, surtout ceux qui étaient venus de France, se voyaient dans la pauvreté » (1).

Un médecin de Paris du nom de Charretier conçut vers l'an 1610 le plan d'une « Société de François... pour aller habiter les Terrenouvelles... Menant avec soy des meilleurs Ecclésiastiques et des meilleurs Docteurs en Jurisprudence et état politique... » (2). Il vint, en effet, au Canada, des avocats, des notaires, des tabellions, des médecins, des chirurgiens, des apothicaires et des hommes de tous métiers. Le mieux que l'on puisse dire, c'est qu'ils étaient « suffisants dans leur art » (3). Il y a lieu de douter qu'ils aient été « les meilleurs » de leur état. L'auteur de l'Histoire du Montréal témoigne de sa sympathie pour M. Lemaitre, car « cet ecclésiastique avait de fort beaux talents que pour l'amour de Dieu il était venu *ensevelir* dans ce lieu ici » (4). Comme nous avons déjà traité plus haut des connaissances des premiers hivernants (5) et des aptitudes intellectuelles en général de la population blanche au Canada (6), il nous suffira ici de

(1) B. Sulte, *Rev. Can.*, 1885, 298 et s. Voir encore le même, L'Ancienne noblesse du Cda. (1650-1800) dans la *Revue Canadienne* de l'année 1885, pp. 298-307, 341-349, 396-406, 486-497, 548-557; abbé A. Couillard-Després, Noblesse de France et du Canada, 1916 (L'auteur indique les noms des Français de noble race qui émigrèrent dans la Nouvelle-France, ceux des familles canadiennes qui reçurent leurs blasons au pays, BRH 6. 274, 7.188, 9.109, 10.343, 20.60, 21.46, 24.326, 25.219, 27.282, 28.177, 363.

(2) Lescarbot, III. 527-529.

(3) Jugement que Lescarbot passe sur Louis Hébert.

(4) *Rev. Can.*, 1869, 354-355.

(5) Au chapitre des Pelleteries.

(6) Voir Le milieu économique, population blanche, technologie.

remarquer que « tous les premiers colons ou à peu près savaient lire et écrire » (1).

Pour devenir colon, il fallait être catholique. Lescarbot ne pouvait concevoir deux religions dans un même pays. Il faut « bien prendre garde, écrit-il, qu'il n'y ait point de variété en ce que chacun doit croire soit de Dieu, soit de ce qu'il a ordonné... Là où ce point venait à être débattu, les esprits altérés ont fait des bandes à part, et causé la ruine et désolation des royaumes et républiques... Et si les grandes assemblées des hommes qui sont fondées de longue main, sont bien souvent ruinées par cette division, que pourra faire une petite poignée de gens faibles et imbeciles de soy qui ne se peut à peine soutenir? Certes elle deviendra en proie au premier qui la viendra attaquer... » (2).

Faute d'uniformité dans la religion, Champlain désespérait de convertir les Sauvages: « Deux religions contraires ne font jamais un grand fruit pour la gloire de Dieu, parmi les infidèles que l'on veut convertir. J'ai vu le ministre et notre curé s'entrebattre à coup de poing sur le différend de la religion. Je ne sais pas qui était le plus vaillant et qui donnait le meilleur coup, mais je sais très bien que le ministre se plaignait quelquefois d'avoir été battu; et ils vidaient en cette façon les questions de controverse... Les Sauvages étaient tantôt d'un côté, tantôt de l'autre; et les Français, mêlés selon leurs diverses croyances, disaient pis que pendre de l'une et de l'autre religion » (3).

Charretier et Lescarbot ne faisaient appel qu'aux catholiques dans leur « Avis de Société » pour le peuplement des terreneuves. Des articles secrets stipulaient que les protestants ne pourraient exercer leur culte dans les lieux où la Nacelle de Saint-Pierre Fleurdelysée ferait ses établissements, qu'ils ne seraient pas enrôlés comme colons, et que le fameux oratorien, le père de Bérulle, aurait la direction spirituelle de l'entreprise et des missions qu'il pourrait fonder hors d'Europe. Ces articles furent repris dans la charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628).

Dans son « Adieu » en vers à la France, Lescarbot avait apostro-

(1) Chanoine Chartier, *Rev. Trim. Can.*, 121 et s.

(2) Lescarbot, I. 194.

(3) Champlain.

phé amèrement les gens d'Eglise, parce qu'ils tardaient à s'embarquer pour l'Amérique :

« Quoy donc souffrirez vous l'ordre du mariage
Sur votre ordre sacré avoir cet avantage
D'avoir eu devant vous le desir, le vouloir,
Le travail et le soin de ce Chretien devoir? » (1).

Maïs au bout de quelques années, le roi dut intervenir pour en limiter le nombre. Le 17 juin 1705 il fait écrire à M. d'Auteuil, son procureur près le Conseil Souverain de Québec, de ne pas souffrir l'établissement de communautés qui n'ont pas de lettres patentes, de même que les autres entreprises des gens d'église (2). Il fixe à un fort montant la dot des religieuses (3) et ne permet pas de compter les enfants entrés en religion dans le dénombrement fait en vue de la prime à la natalité (4). Par les instructions qu'il donnera au gouverneur général et à l'intendant de la colonie de Guyane le 20 septembre 1763, il renoncera à la clause touchant la religion catholique, dont pendant tout le XVII^e siècle, il a fait une condition *sine qua non* aux colons du Canada. Il admettra la liberté de conscience et le libre exercice des différents cultes (5).

3. — LE LIEU DE PROVENANCE DES IMMIGRANTS (6)

On ne peut se faire une idée très exacte du type d'homme qui a fondé le Canada, à moins d'être au fait du lieu de sa provenance. Il n'est pas indifférent de savoir si les immigrants formaient un assem-

(1) Lescarbot, I, 512; voir id., *ibid.*, 503 et id., *Les Muses de la Nouvelle-France*, Paris, Périer, 1618, p. 37.

(2) AC. B. 27. 47.

(3) AC. B. 57. 707 (15 mars 1732).

(4) Voir plus haut au paragraphe traitant de l'immigration des femmes.

(5) Ce Mémoire du Roy est reproduit par Pauliat, *op. cit.*, p. 299-311.

(6) Sources: BN. coll. Margry, 9276-9278, 9279: Actes de l'état civil... Listes chronologiques des émigrants rangés suivant leurs provinces d'origine. Notes sur divers familles de colons; Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, 7 vol., Montréal, 1871-1890; 20 BRH 196; 28 BRH, 45; Emile Chartier, *La Race canadienne-française*, *Rev. Trim. can.*, Montréal, 1921, 113-128; Sulte, *Origin of the French Canadians*, Royal Society of Canada, Proceedings, 1905.

blage hétérogène d'origines anthropologiques, d'appartenances linguistiques et de dépendances jurisprudentielles différentes ou s'ils présentaient, au contraire, dès le point initial, une certaine homogénéité, gage d'une prompte cohésion.

Pour M. Jean Brunhes, « il n'y a pas de race civilisée qui soit pure » (1). Seule la nation, ensemble politique, existe à ses yeux. Ce grand penseur trouverait-il un démenti dans l'histoire du Canada? La Nouvelle-France n'aurait pas joui seulement de l'unité de religion, si l'on en croit le verbe autorisé de M. l'abbé Groulx, elle aurait connu l'identité du sang. « Nul courant étranger, enseigne le savant professeur, ne s'est mêlé à la source française d'où a jailli notre race. Nous ne sommes que des fils de France » (2).

L'acte de fondation de la compagnie de la Nouvelle-France (1628) impose, en effet, aux associés l'obligation de « peupler la colonie de naturels français » et leur fait défense de « faire passer aucuns étrangers esdits lieux ». Marie de l'Incarnation constate toutefois que « des Portugais, des Allemands, des Hollandais, et d'autres de je ne sais quelles nations » débarquent dans la colonie et s'y établissent, ainsi que des « femmes maures, portugaises, françaises et d'autres pays. La première mariée est la mauresque, qui a épousé un Français » (3). Non que ces personnes vinssent en droiture de l'étranger. « Ce sont des gens qui ont été cassés du service du roi » (4). Ainsi M. de Salvay, capitaine au régiment de Carignan et de M. de Laubia, capitaine au régiment de Broglia, étaient d'origine italienne. De même Octave Zapaglia, secrétaire de Tracy, qui épousait en 1668, à Québec, Anne Guillemot, fille de Duplessis-Bochart, parent du gouverneur Jean de Lauzon (5). D'autres vinrent pourtant au pays sans passer par l'armée, tels les esclaves nègres, tels les Anglais qui obtinrent des

sec. II. 99 pp. et *Rev. Can.* 1919, 440-441; Ferland, Cours d'Histoire du Canada I, 511-516; Rameau, La France aux colonies (1859), ch. VI; Salone, La Colonisation de la Nouvelle-France, 1906, 112-113; François Daniel, Hist. des grandes familles françaises du Canada, Montréal, 1867; Edmond Lareau, *Rev. Can.*, 1884, 593-597; Groulx (Lionel), La naissance d'une race, 27-28.

(1) Histoire de la nation française, publiée chez Plon, G. Hanotaux, I. 105.

(2) Semaine d'Histoire du Cda., Montréal, 26 nov. 1925.

(3) II. 401.

(4) *Ibid.*

(5) BRH 2.182, 15.186, 27.347, 28.34, 74.

« lettres de naturalité » (1), tel enfin Abraham Martin dit l'Ecossois qui donna son nom aux célèbres plaines où Montcalm et Wolfe jouèrent le sort de la colonie.

Il est juste néanmoins d'observer que ces unités étrangères ne furent jamais assez nombreuses pour constituer un *courant* proprement dit et que, sauf de rares exceptions, les ancêtres des Canadiens sont bien d'extraction française (2).

Les colons se recrutèrent dans toutes les parties de la France. Mais les provinces du royaume ont concouru dans des proportions fort inégales. On vint en petit nombre des provinces d'accès et à circulation difficiles, de cette partie notamment du territoire français qui est engagée dans la masse continentale, des marches chevauchant ou ayant chevauché les frontières naturelles et les frontières politiques des grands Etats, dont le sort a été âprement disputé et dont en bien des cas une partie ou une parcelle est restée hors de la domination française, l'autre conservant sa langue, — basque, oc, catalan, provençal, flamand, son droit, — le droit écrit, sa religion, — la religion protestante, son administration particulière, — les Etats du Béarn, Etats de Provence, de Bretagne ou de Bourgogne: autant de régions qui étaient surtout réunies par le lien personnel de l'obéissance commune au même roi.

A peine vint-on, par exemple, de la région du Nord (3), (Picardie, Artois, Flandre), qui vit naître Ernest Lavisse et Gabriel Hantoux, à peine de la région de l'Est (Alsace-Lorraine), pays de Jeanne d'Arc et de Bartholdi, de Gustave Doré et de Maurice Barrès, à peine aussi de Bourgogne et de Franche-Comté, terre natale d'artistes comme Lamartine et Greuze, de savants comme Pasteur et Cuvier, de sociologues comme Fourier, Proudhon et Victor Considérant. Et cette émigration étriquée était « individuelle et accidentelle » (Sulte). Très peu de ces hommes portaient de leur village avec le dessein d'aller en Amérique. Etant quelque part en France, ils profitaient d'une occasion pour voir du pays ou même se fixer au Canada. Un, deux ou trois débarquaient chaque année, jeunes, non mariés, et souvent soldats. Il

(1) BRH 2.143, 176, 3.9, 22.226, 30.96.

(2) Chartier, *Rev. Trim. Can.*, 1921, 116.

(3) Les Flamands au Canada, 5 BRH 294; Lomier, *Quelques Picards au Canada, Nova Francia*, I. 2 (1925).

faut excepter le groupe qui exploita les forges Saint-Maurice: les Aubry, les Delorme, les Marchand. Pour des établissements aussi nouveaux dans le pays, il fallait des spécialistes. On embaucha des maîtres-ouvriers dans les bailliages de Châtillon-sur-Seine et de Dijon, ou près de bois taillis et de petites rivières comme l'Ource, l'Ignon, la Tille; la Vingeanne, à proximité de gisements de minéral, nombre de forges et de fourneaux (Marey, Tarsul) fonctionnaient depuis près d'un siècle. Ainsi une douzaine d'hommes, dont deux ou trois mariés ou ayant des enfants, tous ouvriers en fer, sont venus, en 1738, de la région de Langres et ont fondé des familles qui existent encore. On les avait engagés au service du roi comme chauffeurs de haut-fourneaux, faiseurs de charbon de bois, mouleurs, fondeurs et marteleurs. C'est de Bourgogne qu'était encore originaire Michel Sarrazin, médecin à Québec, botaniste, membre correspondant de l'Académie des Sciences de Paris (1).

On vint peu du Dauphiné et de la Savoie, bien que Carignan fût fils du duc de Savoie et que le Dauphiné qui donna à la France Bayard nous donnait les officiers et seigneurs de Saint-Ours, de Contrecœur, de la Pocatière, de Verchères et de Pierre de Saurel. Celui-ci est né à Grenoble, en 1628 de Mathieu de Saurel et de Dame Jeanne de Giraud.

On ne vint guère non plus du « midi », c'est-à-dire de la Provence à l'Est et de l'Aquitaine à l'Ouest, reliées par une étroite bande de territoire: le Bas-Languedoc. C'est dans les environs de Nîmes, pourtant, que le général de Montcalm est né, et si le fondateur de Détroit, La Mothe Cadillac, était le type du « méridional », vif, exubérant, prompt à entreprendre, mais vite découragé aussi, avec une tendance marquée à dépenser son énergie en paroles, au point que le ministre de la marine l'invitait à raccourcir ses mémoires et à mesurer plus froidement les difficultés qui s'opposaient à la réalisation de ses projets ambitieux, qu'il fût question de couvrir les lacs de flotilles ou de les lier par des canaux géants, — Louis Armand de La Hontan, du village de l'illustre Michel de Montaigne, ami de Leibnitz et de Bayle, cousin d'Artagnan, du véritable, à qui Le Sage, l'auteur de *Gil Blas* de Santillane emprunta certains traits de caractère pour les aventures de son chevalier de Beauchêne, était un authentique « cadet de Gas-

(1) Sur les Bourguignons au Canada, v. 28 BRH, 362.

cogne », hâbleur à la phrase mordante et irrespectueuse. Le Béarnais Henri IV s'intéressa à la colonisation du Canada, et sans écouter Sully qui voulait l'en dissuader, seconda les efforts de M. de Monts et de Samuel Champlain. Quant aux Basques, ils venaient, nous le savons, faire annuellement la pêche à la baleine dans le golfe Saint-Laurent. Faut-il rappeler qu'il a fallu trois siècles — du XIII^e au XIV^e — pour que le sud-ouest atlantique entrât, non sans douleur, dans l'unité française? L'annexion du Béarn et de la Basse-Navarre, au début du règne de Louis XIII est le dernier acte de ce travail de concentration. Le Béarn conserva ses Etats jusqu'à la Révolution. Ceux du Languedoc sont restés célèbres. Les guerres de religion n'épargnèrent pas ces contrées. Mautauban fut, après La Rochelle, la principale place de sûreté des Protestants.

Comme on vint peu du versant des Alpes et des Pyrénées, on ne vint presque pas des Massifs central et armoricain (Forez et Velay — Bourbonnais — Auvergne — Limousin — Marche), de la terre de Vercingétorix et de celle de Duguesclin, de Blaise Pascal et de Renan, des camisards, cévénoles et des fées, des mégalithes et des « pardons ». Le sol généralement pauvre et le climat rude de l'Auvergne est à la frontière linguistique entre langue d'oïl et langue d'oc (1). Si la langue littéraire est une, comme l'était le latin classique, la langue parlée en France est au moins double, et comprend deux dialectes, issus tous deux des langues romanes. Ces deux langages on les a distingués par la façon dont ils disent « oui » : ce fut jadis *oïl* dans le Nord (de *hoc illud*, cela même), et *oc* dans le Midi (de *hoc* tout court), d'où les noms de langue d'oïl et de langue d'oc. La Loire a très longtemps formé limite, et non seulement le Midi méditerranéen et languedocien, mais le centre était de parler d'oc. Jadis, dans le Midi de la France, l'emploi de la langue d'oc était général dans les villes comme dans les campagnes, et personne n'éprouvait le besoin d'apprendre la langue de Paris, au point que tel enfant du Nord qui passait à Marseille pour s'y embarquer avait plus de peine à s'y faire entendre qu'à Stockholm ou à Pétrograd où toute la société parlait alors le pur français classique. Ajoutons que dans le Massif Central l'esprit religieux était très vivace

(1) Voir « La limite et les zones-limites de la langue d'oc et de la langue d'oïl », fig. 109, Hist. de la Nation française publiée sous la direction d'Hano-taux, I. 318-319.

et les passions confessionnelles ardentes. Les Cévennes se révoltèrent après la révocation de l'Edit de Nantes (1685).

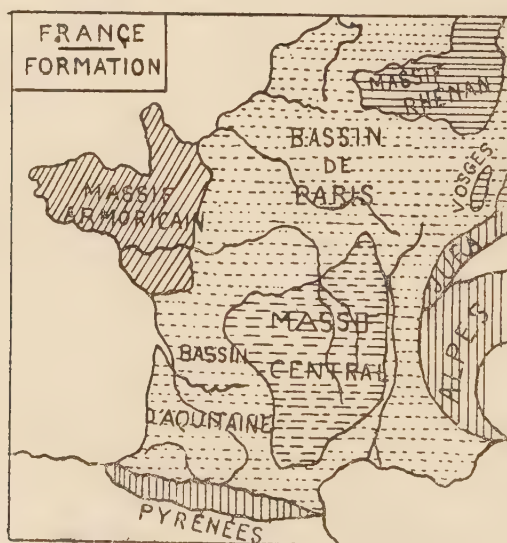
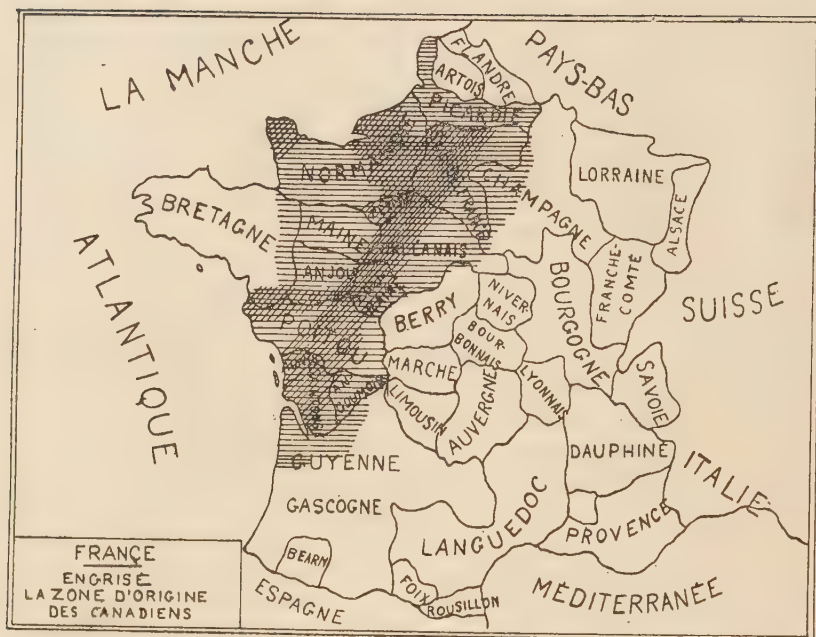
La Bretagne est un confin maritime, un arrière pays, qui de duché devint province et garda non seulement jusqu'en 1789 ses Etats, sa coutume, son Parlement, son unité administrative, tant militaire que financière, mais encore jusqu'à nos jours, sa tenace personnalité, double et une tout à la fois d' « extrémité paysanne et maritime ». De fait et à l'encontre d'une opinion très répandue, si la Bretagne nous a fourni Cartier et des pêcheurs, elle nous a fourni un nombre très faible de colons. De 1633 à 1680, il en vint 56; de 1725 à 1780, 200, en tout 400 colons (y compris 22 prêtres) de 1640 à 1670. Et ces immigrants ne venaient pas pour la plupart de la partie où l'on parle le plus breton mais de la Bretagne orientale qui se rattache largement au Maine et à l'Anjou, région de transition entre le massif d'Armor et les pays de la Loire. Nantes et la région de l'Estuaire s'enrichissait à la traite des noirs et au commerce avec le Canada, les Antilles (1).

Ce n'est pas dans les provinces marginales ni sur les hauteurs (2) mais bien sur le plat de la vaste plaine découverte, entrecoupée de monts et de collines, que se sont assemblés les éléments prédominants de la nation canadienne-française. La zone d'origine forme un ensemble cohérent, bien proportionné, défini par des limites naturelles, qu'on peut aisément parcourir en tous sens. Dans le bassin de Paris avec ses deux ouvertures (Normandie et Charente) sur la mer océane, ses « élections », sa langue d'oïl, son droit coutumier, sa foi catholique, les affinités de ses provinces en un mot, se préparait déjà en Europe le sentiment des cohésions nationales que les immigrants devaient encore fortifier en Amérique.

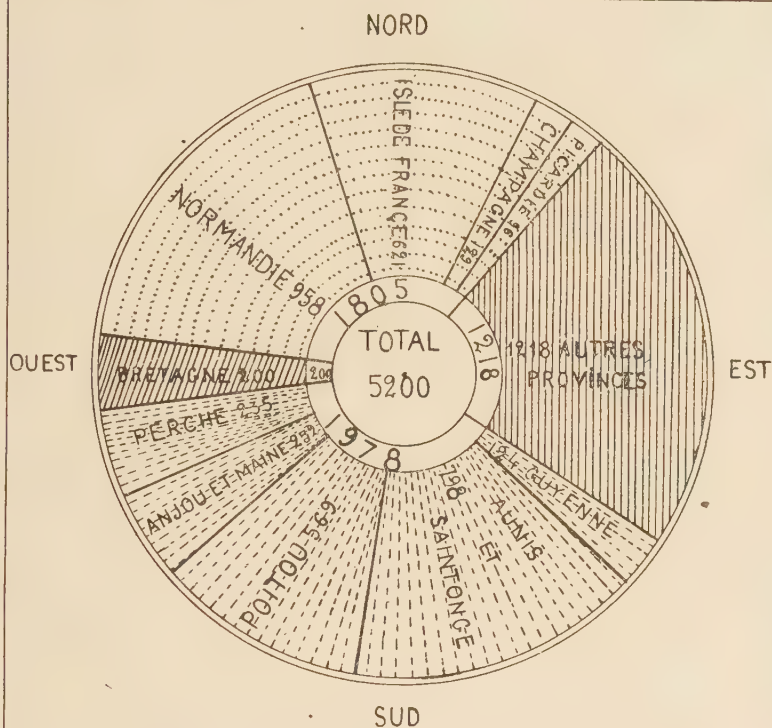
De l'Ile-de-France, centre de l'administration coloniale et source de notre Droit (la Coutume de Paris) sont issues 76 recrues de 1640 à 1660, 378 de 1660 à 1680, au total 621 de 1608 à 1700. Du nombre, il faut compter les jeunes filles de l'Hôpital général.

(1) Comme quoi la Bretagne n'a fourni que peu de colons au Canada, 2 B RH 181.

(2) Le traité de Westphalie (1648) donnait à la France l'Alsace, l'Artois, partie de la Flandre (Lille, Arras, Cambrai); le traité des Pyrénées (1659) lui donnait le Roussillon et une seconde partie des Flandres espagnoles; le traité d'Aix-la-Chapelle (1668) une troisième partie des Flandres; par le traité de Nimègue (1678) elle acquérait la Franche-Comté. — A comparer la carte en relief de la France avec celle de la zone d'origine des Canadiens.



LA ROSE
DE L'EMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA
AVANT 1720



Si l'on classe les provinces de France d'après le nombre d'émigrants qui en vinrent au Canada de 1608 à 1720, on obtient les résultats qui suivent :

1. — Normandie	958
2. — Aunis, Saintonge, Rhé et Oléron	798
3. — Isle-de-France	621
4. — Poitou	569
5. — Anjou et Maine (y compris le Perche)	487
6. — Bretagne	200
7. — Champagne	129
8. — Guyenne	124
9. — Picardie	96

	3982
Autres provinces	1218

Total	5200
-------------	------

La droite de l'Ile-de-France, la Champagne crayeuse, a fourni 129 colons, quelques-uns triés sur le volet. Comme c'est en Champagne que virent le jour la plupart des héros de ces romans « bretons » qui enchantèrent l'Europe de leurs aventures héroïques et de leurs exploits légendaires: le roi Arthur et ses chevaliers, Perceval le Gallois, libérateur du Saint-Graal, Tristan et Yseult, c'est en Champagne que naquit Maisonneuve qui se fit fort de fonder Montréal « dussent tous les arbres de l'île se changer en autant d'Iroquois », ainsi que les héroïques et vertueuses Jeanne Mance et Marguerite Bourgeoise.

La gauche de l'Ile-de-France, la Normandie, région d'agriculture et d'élevage très actif, tournée vers l'Océan et dont la population est formée de descendants des vieux peuples celtiques et des envahisseurs d'origine germanique établis dans le pays au cours du moyen-âge, intervint plus généreusement que toute autre province dans le peuplement de la Nouvelle-France, comme le laisse voir notre « Rose de l'immigration française au Canada avant 1720 ». Les premiers recruteurs étaient des marchands de Dieppe et de Rouen; ils opéraient tout naturellement aux environs. Débarqués les premiers, avec les Percherons, par familles entières, ayant à leur tête des chefs hardis comme Marsolet, Nicolet, les Legardeur, Hertel, Lemoine, Giffard et Juchereau, les Normands ont pu s'enraciner profondément dans la Nouvelle-France et donner par la suite la plus forte empreinte aux coutumes et à la langue. L'esprit de Perrin Dandin et de Chicaneau, — finaud et madré, chicanier, processif et prosaïque, s'imposa à la colonie, de même que l'humeur aventureuse et entreprenante des anciens pirates, des Rollon, et leur postérité canadienne fut au premier rang des conquistadors nord-américains (1).

Quand le monopole de l'immigration passa aux compagnies qui avaient leur base à La Rochelle, d'où partaient aussi pour l'Amérique tous les vaisseaux de l'Etat, le recrutement se fit plutôt dans tout le pays charentais — Angoumois, Saintonge, Aunis, Iles de Ré et d'Oléron. Les terrains bas, parfois marécageux, généralement fertiles de la Saintonge nous ont fourni l'immortel Champlain, habitant de Brouage où les terreneuviers allaient faire du sel. L'Aunis, bien qu'elle fût la plus petite des provinces fondatrices et le dernier foyer du protestantisme en France, — La Rochelle étant devenue la grande place-forte

(1) Sur les Normands au Canada, voir, 30 BRH 203, 204, 206.

des Réformés après la Saint-Barthélémy, expédia en Nouvelle-France 33 émigrants, de 1608 à 1640; 152, de 1640 à 1660; 433, de 1660 à 1680; en tout, de 1698 à 1700, 798 recrues. C'est de La Rochelle que le Canada importait les vins et les eaux-de-vie dont le rôle fut si grand dans la traite des fourrures. L'intendant de Rochefort, — pour un temps Colbert de Terron, cousin du grand ministre de la marine du même nom, était l'intermédiaire du pouvoir central et du pouvoir local du Canada pour tout ce qui regarde l'importation et l'exportation des hommes et des marchandises. Il régenta le commerce extérieur de la Nouvelle-France.

Si le bassin de la Charente joua un rôle aussi considérable dans l'histoire de la colonisation canadienne-française, c'est qu'il constituait, après la Normandie le premier débouché de la capitale sur l'Atlantique. Le seuil du Poitou met La Rochelle en communication facile avec Paris par la grande route historique Niort, Poitiers, Tours, Blois et Orléans. Les fabricants de grosses étoffes de la Gâtine eurent beaucoup à souffrir de la perte du Canada. En effet, ils exportaient à la Nouvelle-France, par le port voisin de La Rochelle, leurs gros et solides tissus, très appréciés dans les contrées froides de l'Amérique du Nord. En échange, ces industriels recevaient des pelleteries qui, apprêtées à Niort, ont rendu la chamoiserie de cette ville justement célèbre (1). La famille de Lauzon attira chez nous les Poitevins, qui figurent à la « Rose » au nombre de 569, alors que les Angevins et leurs voisins du Maine comptent pour 252. Ceux-ci acquirent une grande autorité entre 1640 et 1660 surtout; c'est qu'envoyés par M. de la Dauversière, qui était de La Flèche, ils fondèrent le Ville-Marie d'alors, l'actuel Montréal. Au Maine se rattache le Perche (Nogent-le-Rotrou, Mortagne), région de plateaux herbeux et de collines granitiques dont l'élevage du cheval est la ressource essentielle. De 1535 à 1640, le Perche dépêcha dans la colonie de 80 à 100 familles. Cette immigration du Perche reçut l'impulsion de M. Juchereau de la Ferté, qui épousa la fille de Giffard de Beauport, un des principaux seigneurs canadiens (2). On vint en plus petit nombre de la Touraine qui a de tout temps commandé l'un des plus importants passages du fleuve de la Loire, la route principale de l'ouest, de la Touraine dont le nom est associé d'ordinaire à l'idée d'un jardin continu: « le jardin de France,

(1) Thibeaudeau, Histoire du Poitou; Basquet, Histoire de Niort.

(2) Sur « les Percherons au Canada », BRH 17.329, 20.86.

c'est la Touraine » (Rabelais). C'est à Orléans qu'est né le grand jurisconsulte Pothier dont le commentaire de la Coutume de Paris a servi aux travaux de codification du Droit de la Province de Québec.

En résumé les Canadiens-Français sont issus du cœur même de la vieille France, de ces provinces d'ancien rayonnement politique, où l'homme est rieur et bon vivant, cultive la terre, parle la langue d'oïl, et pratique généralement la religion catholique, la seule dont le culte ait été admis au Canada. Les immigrants apportaient avec eux dans une terre nouvelle des ferments de cohésion, l'assurance de réaligner entre eux l'unité nationale, religieuse et linguistique.

4. — DÉMOGRAPHIE (1)

C'est à peine si 10.000 Français ont immigré au Canada, avant la conquête de ce pays par l'Angleterre (1760).

Ces dix mille ne traversèrent pas la mer en une seule fois, telle une armée d'invasisseurs, mais par pelotons de force numérique plus ou moins considérable, selon les contingences et les époques, et échelonnés de la façon suivante:

De 1608 à 1640	296
1640 à 1660	964
1660 à 1680	2.542
1680 à 1700	1.092
1700 à 1720	659
1720 à 1740	1.008
1740 à 1760	3.565
Total	10.126

(Voir graphique ci-après: Le Contingent français).

Ce dénombrement porte sur les arrivants et non sur les partants. Dans les années 1661-1664, un tiers des convois succombait avant de jeter l'ancre.

(1) Sources: A.-P — 1940 (Dénombrements); Johnson, *Summary of the Censuses of Canada, 1665-1871* (Ottawa, 1876); Tanguay (C.), *A travers les Registres*, Montréal, 1886, 3-179; Lortie (Abbé), *Bulletin du Parler français au Canada*, 1903-1904, p. 18; Lareau (Edmond), *Rev. Can.*, 1884, p. 593; Rameau, *ibid.* 1873, p. 296 et s.; Sulte (B.) *Ibid.*, 1879, p. 501; *Id.*, BRH de janvier 1921; Chartier (E.), *Rev. Can.*, 1920, 591 et s.

Les dix mille immigrants se répartirent à peu près comme suit :

Engagés	3.900
Soldats.	3.500
Filles ou veuves venues en vue du mariage.	1.100
Prisonniers	1.000
Libres, venus à leurs frais	500
Total	10.000

A l'afflux étranger, il faut ajouter l'apport du pays. Les ménages formés en France, — une couple de cent, — et les mariages conclus au Canada (25.464) donnèrent naissance à 138.251 enfants. Si l'on défalque du nombre des nouveaux-nés celui des personnes, nées ou non au Canada, défuntés dans la même période (1), on constate que le contingent canadien ne tarda pas à égaler le contingent français, à le dépasser même et à le septupler sur la fin du régime. Voici, d'ailleurs, ramassés dans un tableau les chiffres fournis par les actes de l'état civil. Dans une première colonne, nous donnons l'accroissement absolu par période décennale, dans une seconde le chiffre total, des origines à la date mentionnée.

LE MOUVEMENT NATUREL DE LA POPULATION

Périodes	Mariages	Naissances	Décès	Excédent
1608-1650	91	285	202	83
1651-1660	243- 334	737- 1.022	230- 432	507- 590
1661-1670	690- 1.024	2.026- 3.048	475- 907	1.551- 2.141
1671-1680	558- 1.582	4.093- 7.141	700- 1.607	3.393- 5.534
1681-1690	979- 2.561	4.632- 11.773	1.963- 3.570	2.660- 8.203
1691-1700	1.352- 3.913	6.980- 18.663	2.212- 5.782	4.678-12.881
1701-1710	1.462- 5.375	9.306- 27.969	3.901- 9.683	5.405-12.286
1711-1720	2.131- 7.506	11.954- 39.923	5.215-14.898	6.739-25.025
1721-1730	2.899-10.405	15.721- 55.644	6.907-21.805	8.814-32.839
1731-1740	3.669-14.074	22.079- 77.723	10.004-31.809	12.075-45.914
1741-1750	4.957-19.031	26.554-104.277	15.284-47.093	11.270-57.184
1751-1760	6.433-25.464	33.974-138.251	21.765-68.858	12.209-69.393

(1) La picote enleva d'un coup en 1700, 1.000 personnes, en 1703, 2.000.

Le flot des immigrants conjugué à celui des naissances, moins les décès, fit faire à la colonie les progrès démographiques suivants, tels que relevés par les administrateurs (1) aux 19 dates sous-indiquées :

1608	20	1688	11.562	1720	24.434
1660	2.300	1692	12.431	1721	24.951
1665-6	3.215	1695	13.739	1734	37.716
1667	3.918	1698	15.355	1739	42.701
1681	9.677	1700	16.000	1754	55.009
1685	12.263	1706	16.417	1763	65.000
		1710	22.530		

Ajoutons que l'Acadie comptait

En 1671	441	habitants	
1714	1.773	»	
1731	6.000	»	
	14.000	»	(Nouvelle-Ecosse)
1749	1.000	»	(Nouveau-Brunswick)
	1.000	»	(Ile du Prince-Edouard)

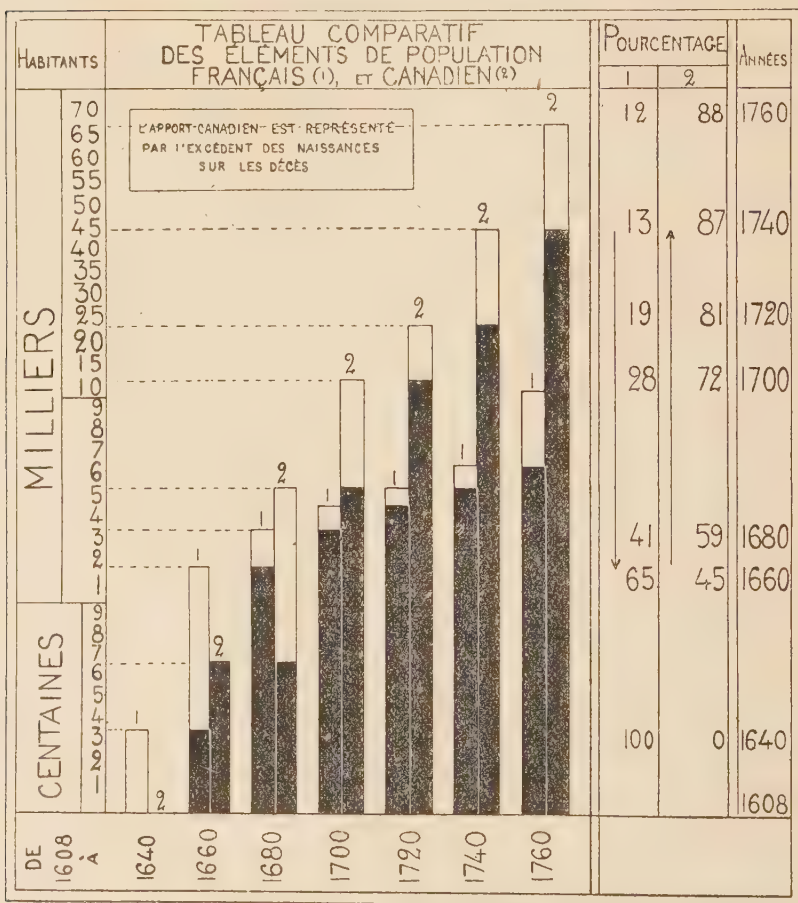
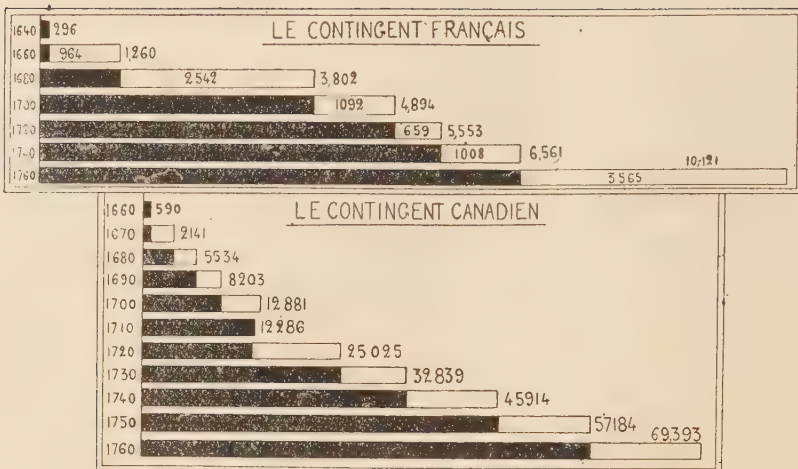
Il ne survécut pas plus de 1.800 à 2.000 Acadiens à la dispersion de 1755 par les Anglais.

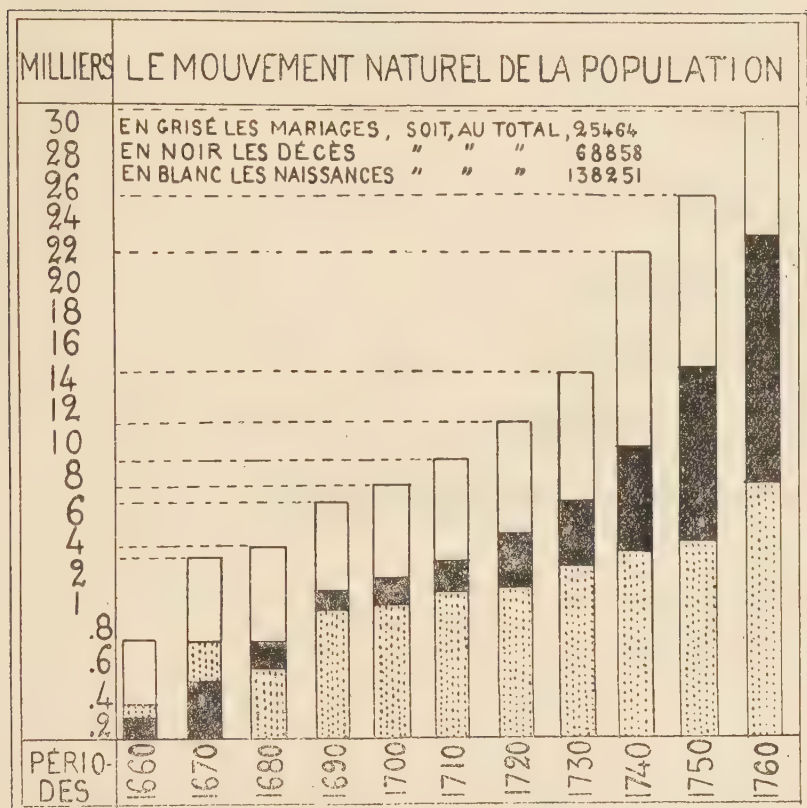
Lors de la conquête du Canada (1760-1763), il se fit un exode considérable de gens vers la France. Quatre mille personnes s'éloignèrent dont 1800 ménages d'officiers et de fonctionnaires. Il resta, avec 900 soldats, 129 représentants de la noblesse; 102 autres s'expatrièrent. Dans deux chapitres documentés de son ouvrage « La Noblesse de France et du Canada » (1 vol. 75 pp., 1916), l'abbé A. Couillard Després a cherché à établir cette vérité que la noblesse canadienne et la classe influente, instruite, n'ont pas tous laissé le Canada après la dé-

(1) Dupont-Gaudais, envoyé en commission spéciale, reçoit instruction, le 7 mai 1663 (3 EO 23) « d'apporter, s'il se peut, un rôle de tous les habitants ». Le roi ordonne à l'intendant Bouteroue, le 5 avril 1668, de faire recensement tous les deux ans (AC. B. I. 86), le gouverneur (Frontenac) devra contrôler ses résultats d'opération (AC. B. 7. 15 (1676)). Le 8 mai 1679 le ministre enjoint à l'intendant Duchesneau de faire aussi tous les ans, outre le recensement des Français du Canada, celui des Sauvages qui sont venus se fixer au milieu des Français, païens et chrétiens (AC. B. 8.13). Sur « le recensement sous le régime français, voir BRH 7.96, 115, 147, 9.192.

faite de Montcalm. Il explique les raisons qui ont paru égarer les tenants de la thèse de l'émigration en masse.

Nous avons joint des graphiques, les premiers du genre en la matière. Ils nous ont coûté de longs calculs, parce que les recensements n'ont pas été faits à des intervalles réguliers. Nous avons trouvé notre récompense dans les progressions que ces recherches nous ont révélées et que nous mettons ci-après en lumière.





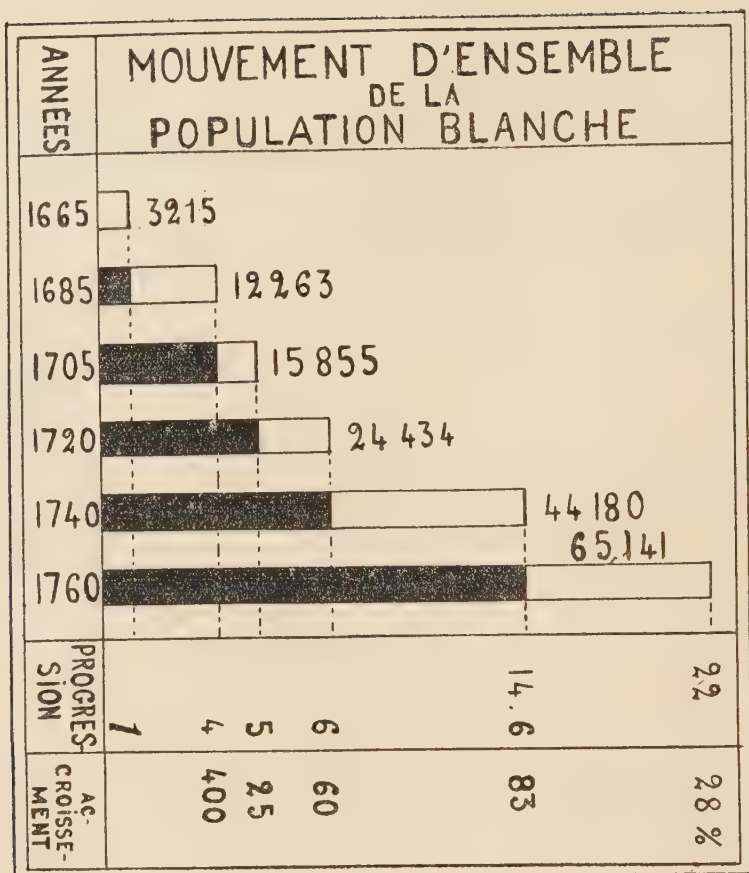
A noter que les nombres indiquant l'excédent des naissances sur les décès sont entre eux comme 0.05, 0.2, 0.5, 0.8, 1, 1, 2, 3, 4, 5, 6; autrement dit, nous avons, à partir de l'année 1710, une progression arithmétique ascendante régulière, le rapport constant étant 1.

De 1700 à 1710, le contingent canadien reste stationnaire. C'est le temps de la guerre qui conduit au traité d'Utrecht (1713), de la guerre qui conduit à la paix avec les Iroquois en 1701 (Paix de Montréal), des épidémies de picote (1700 et 1703).

Dans les trois périodes qui se terminent respectivement en 1670, 1680 et 1690, nous avons une autre progression arithmétique ascendante, le rapport commun étant 3, cette fois.

De 1660 à 1670, la population d'origine canadienne quadruple. Le même phénomène se répète dans les 20 ans qui suivent, c'est-à-dire dans un laps double de temps.

Les décès sont supérieurs en nombre aux mariages dans les deux périodes du début, à savoir 1660 et 1670.



1° D'après les données des recensements et les computations de l'abbé Tanguay.

2° Les périodes sont de vingt ans, sauf celle de 1705 à 1720, qui ne comprend que 15 années. Nous avons fait les corrections nécessaires dans l'établissement des progressions.

3° Les accroissements sont, en chiffres absolus :

		Moyenne annuelle	
De	1665 à 1685	9.048	452
	1685 à 1705	3.592	179
	1705 à 1720 (15 ans).....	8.579	572
	1720 à 1740	19.746	987
	1740 à 1760	20.921	21.048

Dans le chiffre 20.961 de la période 1740-1760, nous avons compris les 3.000 hommes de troupes venus avec le baron Dieskau et le général Montcalm.

4° Si au recensement fait en l'année 1763 on releva le même chiffre qu'en 1760, soit 65.000 habitants, c'est que le rapatriement des troupes en France, l'exode des administrateurs, des seigneurs et des riches, ainsi que les pertes par maladie et la guerre, avaient neutralisé l'effet de l'excédent des naissances sur les décès.

CHAPITRE III

L'Établissement.

I. — LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION FRANÇAISE AU CANADA

A. — RAISON DE L'INSTALLATION AU CANADA

Pourquoi les individus que nous venons de voir émigrer de France se dirigèrent-ils vers le Canada? Faut-il s'arrêter à l'explication que M. l'abbé Groulx propose?

« Si là-haut, dit-il, nous pouvions lire le dessein providentiel qui inclinait nos ancêtres de France vers le septentrion américain plutôt que vers les plages ensoleillées du sud, peut-être apprendrions-nous que les vents du ciel poussaient les caravales françaises vers les grands pays de chasse et les routes fluviales au bord desquelles vivaient les nations indigènes les plus peuplées, où s'ouvrait le plus vaste champ de l'apostolat » (1).

« Peut-être » Tirésias, s'il revenait sur terre, prononcerait-il un pareil oracle. Peut-être aussi un Créon opposerait-il au devin, que la France du seizième siècle convoitait une Amérique non pas giboyeuse mais aurifère, que l'Eglise a plus grossi les rangs de sa milice chez les Incas et les Aztèques, foisonnants et policés, que parmi les Peaux-Rouges, clairsemés et d'esprits obtus. Lescarbot démontre, à défaut de Créon, que c'est « l'ordre du mariage » qui a fait en Nouvelle-France pour les Européens le choix des terres de colonisation, et que, loin de louer Dieu de la présence des naturels, cet ordre vit d'un œil marri

(1) Semainé d'histoire du Canada, nov. 1925. Montréal.

grandir avec les multitudes autochtones le danger d'être bouté dehors (1). Bien vite, il était revenu de la joie que lui avait fait l'annonce que les terres d'Hochelaga, « garnies de bonnes commoditez » et « faisant un bout de l'Asie », étaient « inhabitées » ou « possédées par des gens sans usage de raison » (2).

Le laïque ne se désista pas pour autant de son entreprise, car il pouvait espérer venir à composition avec quelques-unes des tribus nordiques, alors que l'Espagne, cerbère du Midi, armée des droits que lui conférait la bulle *Inter Cetera*, pendait sans merci aux arbres de la Floride les Français qui avaient le malheur de s'y aventurer. Les eaux froides mais poissonneuses de Terre-neuve étaient, par le droit des gens, ouvertes aux mariniers de tout Etat. En s'établissant dans le voisinage des pêcheries, on s'assurait, dans la personne des pêcheurs, contre la destruction de ses propres navires, contre la famine et d'un messenger (3).

Réciproquement, les habitations prêteraient leur appui aux terreneuviers de même nation. Tous les peuples se rencontraient sur les « bancs » et entreprenaient les uns sur les autres. Il devint évident pour la France que, si elle entendait conserver son avantage aux Baccalaos, elle devait occuper et fortifier les territoires adjacents (4). Henri IV se pénétra si bien de cette nécessité qu'il ferma l'oreille aux conseils de Sully qui voulait le détourner des navigations à long cours. Le grand ministre, on le sait, s'opposait avec énergie à ce que son souverain « fasse des peuplades au Canada », « d'autant, faisait-il valoir, que l'on ne tire jamais de grandes richesses des lieux situez audesous de quarante degrez » (5).

(1) « Il ne leur faudrait (aux Sauvages) que prendre une quinte pour vous laisser au milieu de la course » (Champlain, éd. de 1830, II, 38).

(2) Commission de François 1^{er} à J. Cartier, 17 oct. 1540 (3 EO 5-7).

(3) Lescarbot, I, 499.

(4) BN. anc. fonds franç., vol. 4.925, fol. 15-16 (1612-1621): De la pêche et du commerce des Français en l'Amérique, devers la rivière du Canada ou de Saint-Laurent et devers l'isle de Terre-neuve et comme les Anglais les y peuvent empêcher — *ibid.*, 4.826. 17; Arch. départementales de Seine-et-Oise, dépôt de Versailles, H. 1621 (18 août): Article de la commission votée en assemblée générale des Français au Canada et remise au Père Georges le Baillif, récollet, envoyé en France pour faire connaître au roi les plaintes et les désirs des Habitants (Reproduit en 1888 par Réveillaud, dans son *Histoire du Canada*).

(5) Sully, *économies Royales* (Paris, 1664, II, chap. XXVI, p. 246).

Le monarque n'éprouva plus aucune hésitation quand M. de Monts lui « eut fait rapport de la fertilité de la terre » canadienne, et Champlain « du moyen de trouver le passage de la Chine, sans ces incommoditez des glaces du nord, ny les ardeurs de la zone torride, sous laquelle (les) mariniers passent deux fois en allant et deux fois en retournant, avec des travaux et perils incroyables ». « Sa Majesté commanda au sieur de Mons de faire nouvel équipage et renvoyer des homes pour continuer ce qu'il avait commencé » au Canada (1).

B. — DANS LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

Le premier « foyer d'appel » avait été la baie de Fundy que sa largeur et sa profondeur avaient fait prendre pour un bras de mer, un détroit ou l'embouchure d'un fleuve mettant en communication avec le Pacifique. Or la baie est une impasse. On le constata bientôt. Déçu, on descendit le long de la côte jusqu'au cap Cod sans rencontrer toutefois de cours d'eau de conséquence. C'est alors qu'on se ressouvint des explorations de Cartier et de la « grande rivière de Canada ». « Pour le désir qu'a le Sieur de Monts de pénétrer dans les terres jusques à la mer Occidentale, et par là, parvenir quelque jour à la Chine, il délibéra de se fortifier en un droit de la rivière du Canada... » (2) A l'ambition de découvrir un passage vers l'Asie, il se mêlait des raisons de défense et de « profit ». Champlain nous explique que son maître « changea de lieu, afin d'oster aux envieux (Basques et Bretons) l'ombrage qu'il leur avait apporté; meu aussi de l'esperance d'avoir plus d'utilité au dedans des terres où les peuples sont civilisez, et est plus facile de planter la foy Chrestienne et establir un ordre comme il est nécessaire pour la *conservation* d'un pays, que le long des rives de la mer, où habitent ordinairement les sauvages: et ainsi faire que le Roy en puisse tirer un *profit* inestimable: Car il est aisé à croire que les peuples de l'Europe rechercheront plutost cette facilité que non pas les humeurs envieuses et farouches que suivent les costes et les barbares » (3).

(1) Champlain, I. 231-232 (1922).

(2) Lescarbot, III. 614.

(3) Champlain, Les Voyages, Paris, Jean Berjon, 1613, 5-6.

C. — A QUÉBEC

La capitale dont les initiateurs allaient jeter les fondements dans la vallée que le Saint-Laurent arrose de ses eaux ne devait pas être une manifestation créatrice de la liberté des hommes. La nature prescrit ordinairement le choix des sites de villes. Si elle ne dicte pas toujours le point exact où se bâtira l'agglomération, elle précise du moins la zone où peuvent naître des possibilités urbaines.

Le point favorable à la croissance du centre projeté devait être marqué par des différences décisives dans les modes de circulation. Ce devait être une borne d'arrivée et une borne de départ. La ville devait prendre l'allure d'un port, d'un port à la fois fluvial et maritime. Il devait mettre en contact les mers Atlantique et Pacifique, avec les terres arables et les marchés de l'intérieur. Sur ses quais les colons, les approvisionnements et l'outillage débarqueraient. De ses entrepôts on exporterait les marchandises indigènes. Les explorateurs s'y mettraient enfin en route, refaits, bien munis, vers l'Ouest et les rivages asiatiques.

Les fondateurs n'étudièrent pas le site métropolitain simplement dans sa signification économique, dans ses rapports soit avec les échanges, soit avec la circulation. La capitale devait avoir une autre fonction, la fonction militaire. Les villes étant des points de concentration de richesse et d'activité humaine, ne sont presque jamais indifférentes à la protection qui résulte des conditions naturelles; mais il est des régions et il est des époques où les hommes recherchent dans la nature des sites exceptionnellement hostiles et difficilement accessibles qui soient pour eux des lieux de refuge et de sécurité. Le Canada était une de ces contrées et le XVII^e siècle une de ces périodes.

Nul emplacement ne parut mieux répondre à ce double besoin que le néolithique Stadaconé ou Kébecq. C'est là que la marée atteint sa limite orientale, là qu'est le point extrême de navigabilité marine: les océaniques pouvaient y remonter, mais pas plus loin en amont. Québec devenait l'étape nécessaire où se rencontrent deux régimes hydrographiques et deux régimes de circulation, le fluvial et le maritime. Son piston isolé dont les flancs abrupts défendent l'accès, commande toute la vallée: il était prédestiné à recevoir une ville forte-resse. C'est le premier point, en venant de la mer, où il est possible de communiquer rapidement d'une rive à l'autre. Sa valeur de passage se manifeste aujourd'hui par un pont gigantesque, le dernier qui

enjambe le Saint-Laurent dans la direction de l'embouchure. Les hommes du temps se croyaient être à Québec au croisement de trois routes menant au Pacifique, à savoir la voie du Richelieu et de l'Hudson, la voie du Saguenay et de la Baie du Nord, enfin le cours oriental du Saint-Laurent, car les naturels du pays attribuaient deux cours au grand fleuve, l'un allant à l'est, l'autre allant à l'ouest.

Pour toutes ces raisons « M. de Monts delibera de se fortifier à l'endroit que les Sauvages nomment Kebec » (1). Champlain, son lieutenant, « y fit bastir et édifier une habitation, et défricher des terres, et faire quelque jardinage » (2).

D. — LE PEUPLEMENT URBAIN

Le mouvement de pénétration vers l'intérieur est caractérisé, fait capital, par une progression rapide et continue vers l'ouest. La première habitation fut bâtie à Québec en l'année 1608; en 1670 il y avait des missions, centres d'un commerce actif, à l'entrée des lacs Supérieur et Michigan, et même plus au sud-ouest, au fond de la Baie des Puants (aujourd'hui Green Bay). Ni les embûches de l'Indien, ni le silence des froids hivers, ni les rapides des rivières, les tempêtes sur les lacs, les portages marécageux, deux mille milles de trajet, rien de tout cela n'a suffi pour arrêter la marée montante roulant vers l'ouest.

La raison de cette avance vers les Rocheuses, qui s'est poursuivie pendant trois siècles avec la régularité d'un phénomène de la nature, nous l'avons déjà signalée, nous n'y revenons pas. C'est l'ambition d'atteindre la fabuleuse « mer de Verrazano » qui attira Champlain sur les plages de la « mer douce » ou Géorgienne, qui fit découvrir le lac Supérieur à Nicolet, les sources du Mississipi à Radisson et Des Groseilliers, les bouches de ce fleuve à La Salle et les steppes herbeuses du centre nord américain à la Vérendrye.

Sur les pas des explorateurs marchèrent les trafiquants en fourrures, attirés par le recul des castors, et les missionnaires, brûlant de convertir au Christ de nouvelles nations. Les comptoirs, les missions

(1) Lescarbot, III, 614.

(2) Champlain, II, 151 (éd. de 1830).

se multiplièrent, le dernier servant de point de départ à de plus lointaines explorations.

Un rôle essentiel, dans l'histoire de la colonisation de l'Amérique a été rempli par ces hommes que l'on peut désigner d'un mot: les « coureurs », les coureurs d'horizons. Ils circulaient au milieu des tribus indiennes, souvent jusqu'à une très grande distance des lieux habités par les Européens, connaissaient les routes, les rivières, les passages des montagnes, la richesse ou la pauvreté des terres, et rapportaient de temps en temps à la côte une moisson de renseignements précieux.

Ordinairement les « coureurs » eurent pour successeur le « pionnier ». En un court espace de temps quelques milliers de Français s'échelonnèrent sur une ligne immense, de Québec à la Nouvelle-Orléans. Le génie des peuples de la Nouvelle-Angleterre était de travailler à bien cultiver la terre et de pousser les établissements de proche en proche: il n'y avait pas de grand fleuve pour les attirer dans l'intérieur du continent; ils étaient contenus par les Alleghany. Ils agrandirent leur domaine jour par jour, lentement, et ne perdirent jamais de vue les côtes de l'Océan. Les habitants de la Nouvelle-France, au contraire, voulaient aller toujours en avant sans s'embarrasser des établissements de la côte.

Mais cet esprit aventureux, cette expansion incroyable du petit peuple Franco-Canadien, s'ils sont étonnants, n'étaient pourtant pas sans danger pour sa vitalité. Il s'éparpillait sur un territoire immense. Son emprise sur le pays ressemblait à celle des petites tribus indiennes disséminées de toutes parts, dont il en vint à imiter les façons de vivre et l'économie rurale. Qui dit population éparsse dit culture extensive, superficielle et partant faible attache au sol. Les colonies anglaises étaient plus peuplées et mieux établies que les colonies françaises. A part ce qui leur venait de fourrures par les rivières Mohawk et Hudson, tous leurs revenus étaient tirés de la terre, des pêcheries et de l'industrie, particulièrement de l'industrie du bois. La Nouvelle-France pouvait être facilement détruite par toutes sortes d'accidents. Les établissements compacts des Anglais fournissaient une meilleure base aux opérations militaires que les postes éloignés les uns des autres de la France.

En 1642, de Maisonneuve, Jeanne Mance et un parti de soixante colons s'avisèrent d'aller fonder Montréal, en dépit des conseils du Gouverneur, qui les pressait de s'établir à portée de Québec

sur l'île d'Orléans. En voulant aller trop vite et trop loin, ils mirent en péril toute la colonie. Ils se jetèrent au milieu des Iroquois et leur fournirent une proie. Ils menèrent de longues années une existence précaire, sous leurs palissades, labourant les champs au risque de leur vie, souvent mis en pièces et réduits en captivité. Leur acte chevaleresque mais inopportun rendit nécessaire l'holocauste (1660) de Daulac et le massacre de Lachine (1689). Ils fournissent la preuve à l'ennemi que l'homme blanc manquait de force, qu'il n'était pas en mesure de porter secours à ses amis les Hurons ni à se protéger efficacement lui-même. En outre la jalousie alluma son flambeau entre le chancelant Montréal et le relativement fort Québec, entre les commandants et les ecclésiastiques. Et tandis qu'un temps précieux était ainsi perdu à jamais pour la France en bravades et en querelles, les Anglais, multipliant non les héros ni les martyrs, mais les pères de famille, s'enracinaient solidement dans le sol américain, et poussaient en paix le soc de la charrue le long des routes de colonisation (1).

Le roi de France s' alarma à la vue de cet éparpillement de forces prématuré. Tout le long du régime il réitéra l'ordre de concentrer davantage l'élément colonial. Il faut procurer la réunion des habitations, disait-il. Il est préférable d'occuper moins de pays et de bien peupler, de former des établissements compacts et accessibles, que de s'étendre au loin et avoir des colonies faibles. Il mettait en parallèle l'œuvre colonisatrice des Anglais et celle de ses sujets de Québec. Les édits devinrent de plus en plus sévères à l'égard des coureurs de bois de tous genres. Il fit défense de rayonner davantage du côté d'en haut, afin que la colonie puisse se fortifier dans ses limites, au-dessous de Québec plutôt qu'au-dessus, et particulièrement en Acadie. Cette règle souffrait toutefois des exceptions: tout d'abord les nécessités de la traite, puisque le castor était le soutien de la colonie; puis la menace d'une occupation par une nation étrangère; enfin l'à-propos de soutenir le sieur de La Salle au Mississipi (1685) et de développer le poste de Détroit dans l'intérêt de l'influence française (1702) (2).

(1) Cp. C. P. Lucas, *A Historical Geography of the British Colonies*, vol. V, Canada, partie I, pp. 84-86, Oxford, MDCCCL.

(2) Consulter: AC. CII. A. 298 (12 mars 1658); AC. B. I. 75 (27 mars 1665), 5.22 (1674), 7.15 (1676), 10.18 (1684), 11.6 (1685), 19.72 (26 mai 1696), 19.236 (28 avril 1697), 221 (27 avril 1697), 23.101 (14 juin 1702), 52.499 (24 mai 1728).

Les missions-comptoirs, qui devaient prendre bientôt la physionomie de villes, ne tachetèrent pas au hasard le sol de la Nouvelle-France. Dans la masse forestière qui s'élevait de toutes parts en barrages d'horizon, il n'y avait qu'une trouée praticable, la trouée des cours d'eau. Attirées par cette unique facilité de la circulation, les agglomérations se postèrent sur l'axe longitudinal du Saint-Laurent encadré comme de longues tapisseries vertes ou cloisons.

Mais les groupements urbains ne se lièrent pas à la circulation tout court. Ils se mirent dans la dépendance de certains faits précis de circulation. Un premier fait fut le fait distance. La distance par elle-même est un obstacle qui oblige à tracer des limites d'étapes. Les villes jouèrent le rôle de relais et s'espacèrent à des intervalles presque égaux.

Les villes d'étapes furent naturellement établies au voisinage des lieux où s'imposaient des points de repos : aux croisements de routes. Elles jalonnèrent les routes, à leurs points de plus important passage. Quels sont ces points ? Là où la circulation est aisée, facile et rapide ou bien là où elle est ralentie avec menace d'interruption ? De préférence là où ces deux qualités étaient réunies. De la présence de rapides ou d'une chute, il peut résulter une différence décisive dans les modes de circulation : le voyageur doit passer de la navigation à la circulation terrienne. D'autre part, c'est ordinairement à ce même endroit et pour cette raison que les rives du cours d'eau se rapprochent et il en résulte des facilités de passage d'un bord à l'autre. C'est le lieu des villes-ponts.

Sur la ligne longitudinale de l'ouest, les villes furent de préférence établies là où il y avait des changements de direction possibles, soit grâce à un coude du fleuve, soit en raison des confluent. Les zones marginales sollicitent l'établissement de points permanents d'échange. Les agglomérations vivantes sont presque toujours le lieu de routes qui divergent en étoile dans un certain nombre de directions.

Étapes, ponts, foires, les villes de la Nouvelle-France furent en plus des villes-forteresses. Comme on était à une époque d'insécurité les centres prirent une signification de commandement, une fonction protectrice. Québec et Montréal donnèrent la clef du Saint-Laurent ; Frontenac (Kingston), Niagara, Détroit, Michilimakinac et Sainte-Marie gardèrent l'entrée de chacun des grands lacs ; Saint-Xavier surveilla la première et la meilleure route commerciale conduisant au

Mississippi; le Fort Duquesne (Pittsburg) défendit l'Ohio supérieur, Vincennes la Wasbah, le fort Crève-cœur les Illinois, Louisbourg les pêcheries.

Peu à peu se sont développées, au cours des ans, les chances de fortune de chacune d'elles, s'est révélé le potentiel qu'elles apportaient en naissant. Les villes n'ont pas connu à leur origine tout l'avantage de leur situation; c'est le plus souvent dans la suite qu'elles ont pris conscience de la valeur complète de leur site et de leur type. Le plus grand nombre ne sont pas nées villes du premier coup; c'est à titre d'exception que certaines furent créées de rien; presque toutes ont été d'abord villages, ou forteresse, puis bourgs; la croissance d'une ville est un phénomène essentiellement complexe, et non le résultat fatal d'un simple facteur historique ou géographique initial. C'est grâce en partie aux chemins de fer que la petite station néolithique d'Hochelaga est devenue la grande région, la « nodalité » d'un million d'habitants qu'est Montréal; c'est grâce en partie à l'automobile que le poste de Lamothe Cadillac est devenue une non moins grande ville (1).

E. — LE PEUPLEMENT RURAL

Les habitants des campagnes s'établissent-ils, comme les habitants des villes, dans les endroits les plus avantageux pour l'époque et les plus susceptibles d'acquérir avec le temps de la plus-value ou une rente? L'ordre de succession dans les cultures est-il, au Canada,

(1) Le roi, qui voulait que l'on rapproche les villes entre elles, voulut aussi que, dans l'intérieur d'une même ville, les maisons fussent près les unes des autres. Le 15 juin 1712 il témoigne de sa surprise que Montréal est d'une grandeur prodigieuse: il y a plus de terrains vides ou en jardins que bâtis (AC. B. 33. 13). Dix-huit ans plus tard, le Conseil de Marine écrit à MM. de Vaudreuil et Chazel: « Il ne convient pas que les communautés religieuses nuisent à la construction et à la beauté des lieux en exigeant de ceux à qui ils vendent de ne bâtir qu'à un seul étage, afin de n'avoir pas vue sur les terrains ou de ne pas poser des fenêtres aux maisons qui donnent sur une rue. M. de Chaussegros, l'ingénieur du roi, s'est plaint de cela, et prétend que le résultat de ces restrictions abusives est que les gens ne veulent pas acheter, de sorte qu'il existe au cœur de la ville de vastes espaces non bâtis, avec ici et là quelques maisons basses qui sont loin de contribuer à l'embellissement de la ville » (AC. B. 48. 849). Sur « Les premières rues de Villemarie » ou Montréal, consulter un article de L.-R. de Lorimier paru dans la *Revue Can.*, 1917, pp. 401 et s. Sur « Les rues de Québec », J.-M. Lemoine, *ibid*, 1895, pp. 269-288.

en opposition ou bien en conformité avec la célèbre loi de Ricardo?

Avant de bâtir leurs demeures, les colons interrogent à la fois les alentours et le sol, car ils cherchent à se fixer aux lieux qui ont la plus grande valeur d'emplacement et la plus haute productivité. La valeur d'emplacement est fonction du paysage, des communications et des villes. A travers les vieux pays, le sol rural se présente sous deux principaux types de « vêtement » : l'un est paysage de champ : la surface semble à première vue exclusivement occupée par des cultures distribuées en damiers ; les arbres sont rares ; les maisons ne sont point dispersées parmi les terres rayées de sillons, mais groupées en bourgs. Ailleurs, au contraire, le paysage est d'arbres, en multiples bouquets et bosquets, mais non en vraies masses forestières, surtout en rangées disposées comme de longues clôtures entre les champs : c'est pays par excellence de dissémination des habitations : chaque groupe familial vit chez soi, en des fermes isolées, qu'enclorent encore des rideaux d'arbres. Le Canada, à l'inverse, apparaissait sous une unique vêtue d'épais massifs coupant l'horizon de leurs panaches feuillus. On y était en forêt impénétrable. Il n'y avait pas d'autres voies de communication entre les grands ormes et les hauts peupliers, que des sentiers indiens. Pour leurs besoins personnels, les colons en créèrent de nouveaux, à très peu de frais. On se contentait de marquer de temps en temps, en enlevant d'un coup de hachette un morceau d'écorce, les arbres le long desquels il fallait passer. Sur des sentiers de ce genre, on ne pouvait circuler qu'à pied ou à cheval. Les seuls moyens de communication pratiques entre l'intérieur et la côte étaient les rivières. C'est par les rivières que l'on pouvait recevoir les produits manufacturés indispensables, qui venaient presque tous de France ; c'est par les rivières également que l'on pouvait transporter les produits du sol.

Aussi est-ce en lisière de la mer, des rivières et des forêts que la colonisation se propage tout d'abord en minces franges vers l'intérieur. Le pays se peuple suivant les fatalités géographiques. Contournant la forêt, les hauts massifs, suivant le lit des rivières, les pentes douces qui aboutissent aux hauts plateaux, les populations clairsemées quoique grossissantes, suivent la ligne de moindre résistance et s'écoulent vers les zones et vers les chenaux ouverts entre les barrières. Ce n'est qu'à regret que les colons consentent à s'écarter des fleuves. Le fleuve, c'est l'eau potable, c'est la pêche, c'est le lavoir, c'est un panorama magnifique où descend la lumière recueillie des

crépuscules. Le naturel français demande que l'on puisse entretenir des rapports sociaux, et la voie accessible, l'hiver comme l'été, qui les rend faciles, c'est le fleuve. Il y a encore nécessité d'être proches, voisins les uns des autres afin de se porter secours à la première alarme. « Les Iroquois nous tiennent resserrés de si près, écrit Pierre Boucher, qu'on ne peut labourer les champs et encore moins faire les foins qu'en continuel péril, car ils dressent des embûches de tous côtés... Une femme est toujours dans l'inquiétude que son mari, qui est parti le matin pour son travail, ne soit pris ou tué et que jamais elle ne le revoie » (1). Chaque lot aboutit au fleuve.

On fut obligé, pour empêcher l'accaparement, de limiter la longueur du terrain que l'on pourrait obtenir en bordure d'une voie navigable. Ainsi, les cours d'eau, qui déterminèrent la direction des établissements français commandèrent encore les dimensions des concessions terriennes. Les « côtes » étant en faveur, les fermes étaient très étroites, se mesurant au mètre dans le sens de la largeur et au kilomètre dans le sens de la longueur. Les maisons faisant toutes face à l'eau, les habitants étaient proches voisins, à gauche et à droite et vis-à-vis. D'un canot on pouvait voir tous les logis campagnards (2). De Québec à Montréal, on avait le plaisir de faire soixante lieues entre deux villages (3) ou, plus exactement, au sein d'un bourg bâti sur une seule rue se prolongeant indéfiniment (4).

Cette disposition toute en longueur, en franges et rubans, contribuait à la faiblesse de la colonie. On aurait dit une fougère démesurée des tropiques ou des temps tertiaires, creuse et sans consistance. Les colons ayant assis leurs maisonnettes à des distances trop grandes, on ne pouvait leur venir en aide en cas d'alerte, ils ne pouvaient non plus se porter secours. L'administration de la justice, des sacrements et des soins médicaux souffraient des retards; la surveillance en commun du bétail, l'ouverture de chemins et la formation de centres commerciaux étaient rendues difficiles, sinon impossibles.

La Cour, alarmée, s'empressa d'intervenir et de faire entrer les villages et les villes dans la formule du peuplement rural. Pour les

(1) Sur l'obligation de faire le guet (1653), 4 RAQ 379; de se rendre au travail avec des armes à feu (1654) ib. 286.

(2) Parkman, *The Old Regime in Canada*, p. 297.

(3) La Hontan, pp. 35 et 37.

(4) Kalm, II. 61, 68-69.

besoins de la défense et de la vie en société, il fallait combattre le trop grand éparpillement des rustres, les grouper « en des corps de paroisses ou bourgades et les faire défricher leurs terres de proche en proche, afin de s'entresecourir au besoin » (1). L'intendant eut comme mot d'ordre de faire à Québec une ceinture de bourgs, en sorte que les villageois puissent fournir aux citadins les produits maraîchers et recevoir en retour les marchandises du royaume, afin aussi de servir de bouclier à la citadelle. En vue de réaliser ce tasselment, Colbert (1665) et, après lui, Richelieu (2) demandèrent aux administrateurs locaux de faire préparer des terres et des habitations chaque année dans les lieux les plus favorables. En donnant ces ordres, les ministres s'inspiraient du système romain des *praedia militaria*, qui consistait à faire défricher par les soldats pour établir ensuite les familles qui viendraient. Peut-être aussi avaient-ils lu et se proposaient-ils d'appliquer ce passage de l'*Utopie* de Thomas Morus (1478-1535):

« En dehors des villes, dans les campagnes, il y a des maisons confortables destinées aux citadins où chaque famille patriarcale envoie régulièrement vingt de ses membres afin qu'ils s'exercent pendant deux ans à l'agriculture. La première année, ils s'initient et s'habituent à l'économie rurale et l'année suivante, ce sont eux qui dirigent les nouveaux-venus, afin que le pays ne souffre pas du manque de vivres qui pourrait se produire si l'agriculture se trouvait entre les mains de gens inexpérimentés... Tout ce qui est nécessaire à la population rurale et que celle-ci ne peut pas obtenir par son propre travail lui est fourni gratuitement par la ville... Tous les habitants d'Utopie sont initiés à l'économie rurale, mais, en outre, chaque habitant connaît en outre un autre métier... »

(1) 3 EO 23.

(2) Cf. art. 1 de la charte de la Cie de la Nouv-France: « Ordonnons aux associés, faire passer hommes de tous métiers... les y entretenir de toutes choses... pendant trois ans... lesquels expirés les dits associés seront déchargés..., en leur assignant la quantité de terres défrichées suffisante pour leur subvenir, avec le bled nécessaire pour les ensemençer la 1^{re} fois et pr vivre jusqu'à la récolte lors prochaine... ».

Quoi qu'il en soit, on ne peut être que frappé de la similitude que l'économie en Utopie offre avec les projets que l'intendant Talon exposait ainsi :

« Après avoir réservé dans ces nouveaux villages ou bourgades les habitations nécessaires aux familles qui seront envoyées dans la présente année, il semble que la distribution de ce qui restera devra se faire à de vieux hivernants, capables d'informer les chefs de famille nouvellement venus et établis, de la manière de cultiver plus utilement la terre en la travaillant dans ses saisons, soit de vive voix, soit par l'exemple de leur application au travail; et j'ajoute que s'il se trouve des gens de différents métiers servant ordinairement à fournir quelque chose de leur profession qui soit utile à l'usage commun des habitants de ces bourgades, comme charpentier, maçon, savetier et autres, il sera très à propos de les introduire en icelle, afin que sans sortir du bourg, toutes les choses nécessaires, tant à la nourriture qu'au logement et vêtement de l'homme se trouvent pour la commodité de celui qui l'habite » (1).

L'administrateur veut donc que chaque nucléus de la nébuleuse qui enroule ses anneaux autour de Québec forme en soi une unité et vive, si besoin est, d'une vie complète et indépendante.

L'alignement même des bourgs en formation n'est pas laissé au hasard; il témoigne de beaucoup d'ingéniosité et de sens pratique. On trace les circonscriptions en triangles et on bâtit les maisons au sommet antérieur. Par cette sage disposition, les feux se trouvent rapprochés et leur file va aboutir à l'église, bastion de refuge en cas d'attaque. Plus tard, on tirera à une faible distance du premier pâtre de maisons un trait sur lequel on fera un chemin qui portera le nom de Trait-Carré. La seconde vague des immigrants érigeria ses demeures sur ce front élargi et couvrira de sa protection les premières lignes concentriques.

Mais ces projets ne furent pas vigoureusement amenés à exécution et des malheurs s'ensuivirent. Le premier mai 1689, l'année de grand

(1) AC. CII A. 2 334 (mai 1667).

massacre à Lachine, le roi, singulièrement ému, enjoignit à MM. de Denonville (le gouverneur) et de Champigny (l'intendant) de convoquer les notables du pays et de passer des ordonnances pour rassembler en villages les habitations qui étaient, au mépris de ses ordres les plus formels, répandues dans toute la colonie du Canada (1). Les métairies n'en continuèrent pas moins à être dispersées, comme il arrive toujours en pays de forêts. C'est en vain que M. de la Galissonnière passa, quelques années plus tard, un règlement obligeant au moins les habitants de certaines régions particulièrement exposées — Détroit, lac Champlain — à s'établir en hameaux autour du poste, pour subvenir aux besoins de la garnison et se garder de l'ennemi (2).

Pour obtenir une plus grande densité de la population, l'administration se refusa à accorder des concessions de terre en dehors des limites du semis fondamental, c'est-à-dire en amont de Montréal. MM. de Vaudreuil et Soulanges, M. d'Argenteuil et le comte de Créquy virent ainsi repousser leur première demande de seigneurie aux lacs Saint-Louis, Saint-François et des Deux-Montagnes (3). A plus forte raison, « Sa Majesté ne voulut point accorder au sieur Jolliet la permission qu'il demande de s'aller établir avec vingt hommes dans les pays des Illinois » (4). Car, Colbert l'avait dit, « il valait mieux se restreindre à un espace de terre que la colonie était elle-même en estat de maintenir, que d'embrasser une trop vaste quantité dont peut estre on seroit un jour obligé d'abandonner une partie avec quelque diminution de la réputation de Sa Majesté et de cette couronne » (5). La règle prescrivant la culture intensive souffrait une exception : « s'il est vrai, comme dit M. de la Barre, que les terres s'épuisent, l'intendant de Meules devra conseiller de nouveaux défrichements » (6).

Les terres défrichées d'avance ne tardèrent pas à manquer et il fallut s'attaquer à la forêt. Il existait, il est vrai, sur certains points, des parties dépourvues d'arbres, ou seulement couvertes d'une végétation

(1) AC. B. 15.55; F3. 6. 330.

(2) AC. B. 95. 34.

(3) AC. B. 27 (9 juin 1706), 29. 16 (16 juin 1708), 33. 61 (25 juin 1712), 42. 439 (5 juin 1720).

(4) Lettre de Colbert à Duchesneau en date du 28 avril 1677.

(5) Lettre de Colbert à Talon, 1666.

tation de broussailles; mais ces terres sont généralement les plus mauvaises — des marais ou des sols pierreux, sablonneux et arides. La nature apprend au futur agriculteur à dédaigner les terres aquatiques, sablonneuses; celles où le sapin, le cèdre cherchent un asile isolé. Mais quand il voyait un sol couvert d'érables, de chênes, de hêtres, de charmes et de merisiers, il lui demandait d'abondantes récoltes de froment, de seigle, de maïs, d'orge, de lin, de chanvre, de tabac, de légumes et d'herbes potagères de toutes les espèces (Raynal). Il eut bientôt fait de remarquer même que les terres les plus fertiles sont celles où les arbres sont le plus serrés et où croissent les bois les plus durs, et c'est à ces régions que la hache des « tuteurs » d'arbres s'attaqua de préférence. Cette idée finit par être si solidement ancrée dans l'esprit des pionniers qu'elle retarda plus tard la colonisation des prairies. La nature et la densité de la forêt étaient deux indices infaillibles de la bonté du sol.

2. — LE PARTAGE DES TERRES

A. — LE PROBLÈME

Un terrain fertile, avantageusement situé, n'est pas l'unique condition d'un établissement prospère. Le régime juridique des terres accélère ou ralentit la marche du progrès, selon qu'il est bien ou mal adapté aux besoins de la production. Il convient donc d'étudier les institutions agraires de la Nouvelle-France.

Il ne faut pas perdre de vue, la nature et les fins de la répartition initiale. Il ne s'agissait pas d'un simple échange, entre particuliers et à titre onéreux, de biens mis, depuis longtemps, dans le commerce. C'était un partage de butin entre envahisseurs. L'attribution des parts devait s'en faire d'autorité. La décision appartenait au souverain.

Les fins qu'on se proposait peuvent se résumer en trois mots: attirer des immigrants, fixer au sol la horde, l'organiser en Etat. Tout d'abord en attendait de l'appropriation qu'elle déterminât un grand concours de peuple et un fort déplacement de capitaux. Ce devait être un appât. Mais alors, « afin d'augmenter et accroître le bon vouloir.

courage et affection » (1) des personnes qui, par leur fortune et leur situation, paraissaient le plus en état, non seulement d'émigrer de France au Canada en personne, mais encore de collaborer à la colonisation en créant de leurs propres deniers des « hameaux, des villages ou des bourgades » (2), la prime offerte devait être dans un certain rapport avec le mérite, la qualité et la fortune des intéressés.

La récompense devait avoir, en outre, une vertu stabilisatrice. C'est elle qui devait retenir dans l'empire d'élection les inquiètes, mouvantes colonnes d'immigrants. Autrement le Canada n'eût été autre chose qu'un seuil de passage, une étape. Des esprits aventureux il fallait prévenir l'exode, des âmes promptes au découragement, le retour, des coureurs de bois les fugues répétées.

Pour faire œuvre permanente, enfin, il fallait réaliser l'association, la fusion féconde de ressources et de génies complémentaires, achever la coordination des forces, l'intégration. D'éléments épars, empruntés à des provinces et à des classes diverses, il s'agissait de tirer une nation une et forte. En présence de l'aborigène hostile, de l'Européen envieux, il était indispensable d'organiser le groupement en vue de la défense.

B. — LA SOLUTION

a) LA SOLUTION PROPOSÉE PAR CHARRETIER

Allait-on tailler dans du neuf ou dans du vieux le système agraire propre à développer un pâle appendice d'une société vieillie ou bien faire souche neuve sur un vieux tronc? « Le sieur Charretier, Docteur en Médecine à Paris », estima le moment de la fondation propice pour tenter une expérimentation sociale, pour faire surgir une entité originale et indépendante. Il élaborait un plan de colonisation qui, par certains côtés, apparentait son auteur aux réformistes du XIX^e siècle.

(1) Lettres Patentes de lieutenant-général du Canada octroyées par Henri IV au marquis de La Roche, le 12 janvier 1598, c'est-à-dire l'année même de la signature du traité de Vervins et de la promulgation de l'Edit de Nantes, 3 EO 7-10.

(2) Cf. Projet de règlement fait par MM. de Tracy et Talon sur la distribution des terres du 24 janvier 1667. AC. CII. A. 2. 334.

Sans se prononcer sur le mérite du projet, Marc Lescarbot en livra le texte à la publicité lors de la réimpression de son *Histoire de la Nouvelle-France*, dans les années 1611-1612 (1).

Aux termes des « articles et conventions » rédigés par Charretier, « tous ceux qui sont Catholiques, et pourront apporter seulement cent escus, estant armez et habillez seron receux » à former, de concert avec un nombre strictement limité de « Protecteurs ou Principaux » et des « Ecclésiastiques », une « Société de François » pour, en théorie, « aller planter la Foy és terres Occidentales », en fait, pour pourvoir à tous les buts de la vie.

Les Principaux « feront la dépense de leurs propres deniers ». Ils apporteront « pour le moins mille escus » ; ils armeront dix hommes « d'armes complettes » lesquels hommes devront « sçavoir quelque art ». Ce sont eux qui « donneront ordre à tout ce qui sera nécessaire ». Nul d'entre eux « ne se pourra attribuer plus d'honneur, plus d'autorité, plus de charge, ni plus de profit et émolument, que l'autre. Tout sera divisé entre eux justement et également, personnes, terres, maisons, villages, villes. Et par cette division, assure l'auteur, l'union sera conservée ». Toutefois, « l'un d'iceux sera élu chef pour un temps seulement : lequel fini, l'on fera élection d'un autre de la même qualité ».

Les « Ecclésiastiques selon les lois de l'Eglise se gouverneront, en gouvernant tout le troupeau, spirituellement ». Ils « s'occuperont » d'accord avec les gens de lettres « à retirer de perdition le peuple payen ».

« Le reste, — nobles, gens de guerre et de lettres, juristes, marchands, artisans, laboureurs et autres — « s'occupera à bâtir maisons et villes ; à labourer et cultiver la terre, pêcher, et chercher dequoy entretenir et amplifier le magasin commun de la Société ». Ils « dépouilleront » en entrant dans la Société « toute ambition et volonté particulière » et ils se placeront volontairement dans la clientèle de l'un ou l'autre des Protecteurs. « Ils lieront leur fortune » à la sienne, et lui promettent « tout service, fidélité, et obéissance en toutes choses ».

Tous, naturellement, « doivent esperer belle et grande recompense ». Charretier dispose tout d'abord, d'un ton affirmatif, des

(1) Lescarbot (Marc), *Histoire de la Nouvelle-France*, Paris, 1611-1612, livre V, chap. vi.

biens éternels: « Dieu à tous donnera une récompense éternelle ». Puis il consent des acomptes temporels. Chacun de ceux du premier voyage, aura « une maison bien bâtie dans la ville principale, « une portion de la terre cultivée », une autre « non cultivée », et il aura part, en sus, « en la tierce partie du magasin ». Il ne sera pas distribué de salaires ni de gages. La Société formera une coopérative de production. « Tout ce qui se rencontrera de profit et émolument par dons, trafic, conquête, invention, hasard, gain et en quelque manière que ce soit, et par qui que ce soit, sujets ou Principaux, le tout sera mis dans le magasin commun ».

La consommation est nécessairement individuelle. Du magasin commun l'on « tirera tout ce qui sera nécessaire pour un chacun particulier, tant grand que petit, sujet ou protecteur ». La répartition des biens et valeurs mobiliers est dans une mesure égalitaire, dans une autre proportionnelle, proportionnelle aux apports en argent. En effet, le produit net « sera justement divisé en trois parts ». Un premier tiers sera versé au fond de réserve. Un second sera partagé entre ceux qui « auront risqué leurs deniers », au prorata de leurs mises. Le tiers restant constituera le dividende collectif. Tout membre, de quelque rang qu'il soit, abstraction faite de ses besoins, du nombre de ses enfants, de ses talents et de la productivité de son travail, aura part égale dans ce dividende.

Le plan de Charretier demeura lettre morte. L'auteur ne se dissimulait pas, semble-t-il, qu'il eût fallu beaucoup d'abnégation pour que la « Société Sainte » fonctionnât sans heurt, puisqu'il conclut son exposé par ces motifs significatifs: « *Concordia parvæ res crescunt, discordia maximæ dilabuntur* ».

b) LA SOLUTION PROPOSÉE PAR LE PÈRE LEJEUNE

Un quart de siècle s'écoule et le supérieur de la mission des Jésuites à Québec, le révérend Père Lejeune, propose aux colons (1636) une forme de coopératisme qui ressemble, par plus d'un trait, à celle envisagée par son prédécesseur Charretier (1).

Convaincu que « les hommes à gages n'ont pas toujours suffisam-

(1) Le Père Lejeune est l'auteur de la Relation de 1636.

ment de cœur à l'ouvrage, le bon père recommande aux « gens moyennés » qui auront obtenu un lopin de terre en Nouvelle-France d'intéresser au succès de leur entreprise agricole les maçons, charpentiers et défricheurs dont ils auront soin de se faire précéder, en les appelant à partager par moitié dans les profits. Le contrat sera un contrat collectif. Les serviteurs se joindront ensemble par quatre ou cinq. Le maître nourrira l'équipe sans lui donner de gages. Maître et équipe partageront par moitié toute la terre, que celle-ci défrichera, par moitié aussi tout ce qu'elle retirera tous les ans des terres déjà mises en culture. Or, quatre hommes « ne faisant autre chose ny hiverner ny esté » peuvent défricher par an huit arpents de terre. Au bout de six ans, l'équipe restera donc en possession de vingt-quatre arpents, soit 6 arpents pour chacun des quatre manœuvres qui la composent (1). Six arpents peuvent nourrir neuf à douze personnes, selon la bonté du sol. C'est alors seulement que le maître et les travailleurs feront venir d'Europe leurs femmes et leurs enfants. Plus tôt, se seraient autant « de bouches inutiles ». Maintenant, « les femmes et les enfants arrivans icy seront tous consolés de trouver un logement pour eux, un jardin pour leurs rafraichissements et des personnes à leur service qui auront cognoissance du pais ». C'est alors seulement aussi que le propriétaire s'installera dans son domaine; jusque là, il habitera Québec où il aura eu soin de se faire bâtir maison.

Les coopératives imaginées par le Père Lejeune ne virent pas le jour. C'est en vain qu'il avait porté à la « moitié » le « tiers » que Charretier réservait aux manœuvres.

c) LA SOLUTION ADOPTÉE: LE DROIT FÉODAL COMBINÉ
AVEC LES INSTITUTIONS MONARCHIQUES, NOTAM-
MENT AVEC L'INSTITUTION DE L'INTENDANCE (1)

Le mode d'appropriation des terres canadiennes devait, en fait se mouvoir dans les catégories économiques existantes. Les Flamands

(1) L'arpent de Paris, qui était en usage dans la colonie, est à la fois une mesure de longueur et une mesure de superficie. Un arpent de longueur équivaut à 192 pieds, mesure anglaise. L'arpent de superficie est égal à 0,32400 hectares, mesure française d'aujourd'hui, ou aux 5/6 de l'acre, mesure anglaise.

(2) Sources: Les Lettres patentes et les chartes octroyées aux compagnies à monopole (voir 20); Edits, ordonnances, déclarations et décrets touchant la te-

introduisirent dans leurs établissements de New Jersey et du Delaware l'image de leurs « manoirs » des Pays-Bas; les Puritains appliquèrent le « common law » et le « socage » anglais dans leurs plantations d'Amérique; il était naturel que les monarques français étendent au Canada l'ensemble des lois et des coutumes qui régissaient l'ordre politique et social de leur royaume: la féodalité combinée avec les institutions propres de la monarchie. Les voies de l'esprit humain ne sont pas nombreuses. Pour épargner sa peine, l'homme adapte de préférence les institutions en vigueur aux besoins nouveaux, plutôt qu'il ne crée de nouvelles formes de toutes pièces. Il faut évoluer plus souvent qu'il ne révolutionne l'ordre établi.

D'une façon générale, dans le système juridique introduit au Canada, la terre jouait le rôle prépondérant; les personnes étaient considérées par rapport à leurs biens et par le droit qu'elles y avaient;

nure seigneuriale (Québec, 1854); Documents relating to the Seigniorial Tenure in Canada (Publié par W. B. Munro, Toronto, The Champlain Society, 1908); Cugnet (F. J.), Traité de la Loi des Fiefs (Québec, 1775); La Coutume de la Prévôté de Paris; Brevets de ratification des seigneuries (Québec, 1853); Déclaration du roi au sujet des concessions de terres (50 pp.): AC. CII. A. 37. 260 (5 juillet 1717); Mémoire de Gédéon Catalogne, ingénieur, « sur les Plans des Seigneuries et Habitants de Québec, les Trois-Rivières et de Montréal » (Novembre 9, 1712, AC. CII. A. 33. 278): une partie de ce mémoire se trouve en appendice dans l'ouvrage de Parkman, *Old Régime in Canada*; on le trouve encore imprimé dans BN. collection Margry, 9273. 15, 19, 36 et dans BRH 21. 257, 289, 321, 22. 228, 23. 166, 190, 24. 180, 276, 305, 25. 68, 26. 301; Salone, *La Colonisation de la Nouvelle-France*, 1906, pp. 55-62, 74, 128-130, 177-190, 229-233, 247, 271-272, 314-136, 316-323, 360-368, 368-369; Précis des actes de Foy et Hommage (Ottawa); Adam Smith, *Rech.*, t. II, livre IV, ch. VII, Des colonies; B. Sulte, *La Tenure seigneuriale*, *Revue Canadienne*, Montréal, 1882, pp. 437-443, 449-462; Edmond Lareau, *De la Féodalité au Canada*, *Ib.*, 1876, pp. 188-199, 271-281, 321-329; *Féodalité au Canada*, BRH 7. 142, 12. 45, 28. 175; Liste d'Ouvrages publiés sur la tenure seigneuriale, BRH 21. 318, 28. 176; Bouchette, *Topographie du Canada*, en appendice: « Extrait des concessions de terres octroyées en fief dans la province du Bas-Canada », avec un article pour chaque seigneurie (Londres, 1815); W. B. Munro, *The Seigniorial System in Canada* (N.-Y., Green and Co., 1907); *Id.*, *The Seigneurs of Old Canada* (Toronto, série *Chronicles of Canada*, vol. V, 1915); G. M. Wrong, *Canadian Manor and its Seigneurs* (Toronto, 1908); C. W. Colby, *Canadian Types of the Old Régime* (chap. IV) (N.-Y., 1908); W. P. Greenough, *Canadian Folk Life and Folk Lore* (N.-Y., 1897); Abbé H. R. Casgrain, *Une Paroisse Canadienne au XVII^e siècle* (Québec, 1880); Francis Parkman, *Old Régime in Canada* (Boston, 1893); Léon Gérin, *l'Habitant de Saint-Justin*, *Mémoires de la Société Royale du Canada*, 1898, pp. 139-216); les notes infrapaginales qui vont suivre.

il y avait en quelque sorte confusion de la souveraineté et de la propriété, les possesseurs du sol exerçaient sur leurs possessions les fonctions gouvernementales, administratives, judiciaires. Ces possesseurs n'étaient pas autonomes, indépendants; ils étaient liés entre eux par des règles de rattachement: les uns étaient dominants, les autres étaient servants ou subordonnés. On distinguait: 1° les suzerains; 2° les seigneurs; 3° les censitaires. Nous allons examiner séparément chacune de ces catégories de personnes.

aa) LA SUZERAINETÉ

On entend par suzeraineté la qualité de suzerain, le droit de suzerain et le territoire dans lequel ce droit s'exerce. Le suzerain est celui qui possède un fief ou domaine noble dont d'autres fiefs relèvent. Le suzerain ne relève de personne ou ne relève que du roi. Envisagé de ce point de vue, le roi c'est le *sire*. « Sire, c'est un titre qui se donne à la plus eslevée personne de nostre estat » (1). Sire et seigneur sont le même mot, l'un au sujet, l'autre au régime. Ceux qui ne relèvent que de la couronne peuvent se qualifier de grands vassaux, ou de *Dames* si ce sont des compagnes.

Par suite des découvertes de Cartier et de ses successeurs, le Canada devint domaine du Roy de France. Nul sujet ne saurait occuper ou conquérir un territoire qu'au profit de son souverain. Cette maxime de droit se trouve bien exprimée dans les Lettres patentes que Henri VII d'Angleterre accordait le 5 mars 1496 à Jean Cabot et à ses fils:

« Dedimus potestatem navigandi ad inveniendum, et licenciam dedimus affigendi banneras *nostras* et insigna in quacumque oppida, insula seu terra firma a se (Cabot et ses fils) noviter inventis. Et quod prenominati Johannes et filii ejusdem seu heredes et eorum deputati quascumque insulas... a se inventas, que subjugari, occupari et possideri possint, subjugare, occupare et possidere valeant, tanquam *vassalli nostri* et *gubernatores*, locatenentes et deputati eorundem, domi-

(1) Monstrelet, t. I, 387, dans Lacurne.

nium, titulum et jurisdictionem eorundem insularum ac terrarum firmae sic inventorum *nobis acquirendo* » (1).

Comme Henri VII, le chef de l'Etat français s'en remit, sous réserve de ses droits de suzerain, aux découvreurs et aux premiers exploitants de la Nouvelle-France du soin d'approprier et de disposer des terres nouvelles, comme de les gouverner et d'y administrer la justice. Ainsi François I^{er}, le 15 janvier 1540, et Henri IV, le 12 janvier 1598, délèguent, en termes identiques, l'un à François de La Roche, sieur de Roberval, l'autre au marquis de La Roche qui s'apprêtent à fonder un établissement au Canada le pouvoir de « faire bail d'icelles terres » que le navigateur pourrait acquérir au monarque, en faveur de ceux qui l'aideront dans son entreprise ou qui viendront demeurer dans son ressort. Dans cette répartition, Roberval et La Roche devront tenir « compte de la qualité des personnes. Pour les « gentilshommes » et les « gens de mérite », le gouverneur érigeria des « fiefs, seigneuries, châtellenies, comtés, vicomtés, baronnies... » « Aux autres de moindre condition », il donnera des terres à cens et à rentes. Les fiefs de dignité relèveront de la couronne, aux droits accoutumés. Les propriétaires à tous degrés seront obligés au service militaire. « La tuition et défense » du pais leur incombera. Les censitaires demeureront « quittes pour les six premières années » ou plus longtemps si Roberval ou La Roche le jugent utile ou nécessaire, des charges et redevances qui leur seront imposées, sauf « du devoir et service pour la guerre » (2). Telle fut l'instauration de la féodalité en Amérique du Nord.

Toujours sous réserve du « ressort », Louis XIII reconnaît, en 1628, comme Dame de la Nouvelle-France, la Compagnie des Cent Associés (art. 4). La Dame pourra aménager les terres de son domaine et en disposer de la manière ci-dessus décrite. « Néanmoins, en cas d'érection de duchés, marquisats, comtés et baronnies, seront prises lettres de confirmation de nous (le roi) sur la présentation du grand maistre, chef, surintendant général de la navigation et commerce de France » (art. 4). De plus, la Compagnie devra jouer de son fief, en ce sens qu'elle ne sera dégagée de l'obligation que le roi lui impose de faire passer des colons et des ecclésiastiques et de les entretenir pendant

(1) Biggar. Les Précurseurs de J. Cartier, p. 7-8.

(2) Lettres patentes accordées à Roberval, Coll. de documents... relatifs à la N.-France, Québec, 1883, t. 1; Lettres patentes accordées à La Roche, 3 EO 7-10.

trois ans qu'en leur assignant, après ce temps, « la quantité de terres défrichées suffisante pour leur subvenir, avec le bled nécessaire pour les ensemençer la première fois et pour vivre jusqu'à la récolte lors prochaine, ou autrement leur pourvoir... » (art. 1) (1). Les associés avaient déjà arrêté entre eux, quelques jours auparavant (le 7 mai) que la faculté d'accorder des terres appartiendrait aux directeurs et que ceux-ci pourraient à cet effet et pour déterminer les conditions « commettre tel sur les lieux » qu'ils trouveraient bon (art. 7) (2). « Les directeurs, précisèrent-ils encore, en cas qu'ils voulussent aliéner quelques terres excédant deux cents arpents », seront tenus de convoquer le plus grand nombre des associés, et d'obtenir l'adhésion d'au moins vingt d'entre eux, « en la présence du sieur intendant des affaires du pays de la Nouvelle-France ». Pour les octrois de terres de moindre étendue, il suffira de recueillir la signature de quatre des directeurs et du secrétaire (art. XI) (3).

Louis XIV perpétue le 24 mai 1664 (4) l'institution féodale pré-établie. Il subroge la Compagnie des Indes Occidentales aux droits et devoirs seigneuriaux de la Compagnie de la Nouvelle-France (art. 21, 22, 23). Comme sa devancière, la Compagnie des Indes devra jouer de son fief si elle veut en conserver la propriété, seigneurie et justice à perpétuité. A l'expiration de ses 40 années de privilèges, elle ne gardera la jouissance que des terres qu'elle aura conquises ou qui seront « établies » et « habitées » (art. XX. XXI). Autre restriction: toutes les transactions et les jugements devront être conformes à la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris (art. 34). De fait, la Coutume de Paris est invoquée avant cette date au Canada. Le 17 décembre 1640, la Compagnie des Cent Associés concède à Pierre Chevrier et à Jérôme le Royer une grande partie de l'île de Montréal et la seigneurie de Saint-Sulpice, « le tout suivant et conformément à la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris, que la Compagnie entend être observée et gardée par toute la Nouvelle-France » (5). Il y eut pourtant des dérogations. On trouve assez souvent mention de la Coutume de

(1) Voir édit d'établissement, mai 1628, I EO 5-11.

(2) Voir Articles et Conventions, I EO 12-17.

(3) *Ib.*

(4) Voir édit d'établissement, I EO 40-48.

(5) Voir Titres des Seigneuries, p. 365.

Vexin, même après 1664. (1). Le 10 juin 1678 (2), le ministre dut rappeler à l'intendant Duchesneau que « toutes les concessions devaient être suivant la Coutume de Paris » (3).

A partir de 1666, ce ne furent plus les directeurs ni les agents de la compagnie qui exercèrent, sauf pour les concessions en censives directes, la prérogative d'inféodation. Ce furent les représentants du roi, le gouverneur et l'intendant, maintenant départi sur les lieux. Il n'y a de concessions en fiefs au nom de la Compagnie que pendant l'absence de Talon en 1673 (4). Ce changement ne s'opère pas sans protestations. Tout d'abord Le Barrois, agent général de la Compagnie demande, dans une requête qu'il adresse à Monsieur de Tracy et à Messieurs le gouverneur et l'intendant, « que le papier terrier com-

(1) Comme exemples, les titres des fiefs Saint-Jean de la Rivière-du-Loup (1700) et de Saint-Etienne des Grès (1737). Voir B. Sulte, *Revue Canadienne*, 1879, p. 96.

(2) AC. F3. 244 (10 juin 1678).

(3) La première rédaction de la Coutume de Paris remonte à 1510. Elle fut réformée en 1580. En 1510, c'est-à-dire à l'époque de sa première rédaction, cette coutume contenait cent quatre-vingt-dix-neuf articles, répartis en 17 chapitres. Après sa réformation elle se composait de 16 titres formant en tout 362 articles. Les titres sont disposés dans l'ordre suivant :

- I. Des fiefs.
- II. Des censives et droits seigneuriaux.
- III. Quels biens sont meubles et quels sont immeubles.
- IV. De complainte en cas de saisine et de nouvelleté et simple saisine.
- V. Des actions personnelles et d'hypothèque.
- VI. De la prescription.
- VII. Du retrait lignager.
- VIII. Arrest, exécution et gageries.
- IX. Des servitudes et rapports de jurés.
- X. Communauté de biens.
- XI. Des douaires.
- XII. De garde noble et bourgeoise.
- XIII. Des donations et don mutuel.
- XIV. Des testaments et exécution d'iceux.
- XV. De succession en ligne directe et collatérale.
- XVI. Des criées.

Des changements successifs ont enlevé près de la moitié des dispositions de cet ancien droit. Sur ces changements, voir D. H. Sénécal, Histoire de la Coutume de Paris en Canada, *Revue Canadienne*, 1864, p. 163 et suivantes.

(4) Ce sont les concessions à François Divin, du 15 novembre, et à Daulier-Duparc, du 23 décembre, la concession de la Rivière du Loup et de Madoueska.

mencé par monsieur l'intendant soit fait au nom de la compagnie » (1). Puis la compagnie remontre en 1669 « que les grandes terres et seigneuries ont été concédées, depuis deux ans sans sa participation » (2).

Jusqu'à la révocation de la compagnie des Indes occidentales, c'est l'intendant seul, sauf de rares occasions où c'est le gouverneur (3), qui procède à la distribution des fiefs. Le roi spécifie en 1669 dans les pouvoirs renouvelés de l'intendant Talon, que celui-ci aura le droit, en attendant la confirmation royale, de distribuer, par provision, les terres aux habitants anciens et nouveaux (4). Talon fait une répartition de nombreuses seigneuries en 1672 (5).

Par un édit du mois de décembre 1674, Louis XIV révoque la Compagnie des Indes occidentales et décrète l'union et l'incorporation au domaine de la couronne des terres et pays qui appartiennent à la compagnie (6). La jouissance en est cependant continuée à la société jusqu'au mois de janvier de l'année 1681, afin de permettre à celle-ci d'acquitter ses dettes en souffrance. A partir de cette date la gestion des revenus des terres canadiennes ressortit aux fermes royales. Quant à l'inféodation elle reste de la compétence des administrateurs locaux, sauf qu'à l'avenir le gouverneur et l'intendant auront à agir « conjointement » (7). Il est de plus stipulé: 1° que les concessions ne seraient accordées qu'à la condition par les bénéficiaires d'en défricher les terres et les mettre en valeur dans les dix années consécutives, sous peine de nullité; 2° qu'elles ne pourront être accordées que de proche en proche et contiguës aux concessions antérieurement faites et défrichées; 3° que faute de confirmation royale dans l'an de l'investiture, la concession sera caduque (8).

Le règlement est habituellement suivi. Cependant il arrive que Duchesneau s'en écarte. Le 10 juin 1678, le ministre lui fait grief

(1) Requête de Le Barrois, art. XXV, I EO 52.

(2) AC. CII. A. 3. 37.

(3) Le 10 juillet 1670 le gouverneur, M. de Courcelles, crée le fief de Normanville; du 22 mars au 2 septembre 1674, M. de Frontenac distribue plusieurs seigneuries (AC. CII. A. 101 (18 mai 1679).

(4) AC. B. I. 125 (10 mai 1669).

(5) AC. GI, Fois et hommages, t. I.

(6) Voir Edit de révocation, I EO 74. -

(7) 20 mai 1676: AC. CII. A. 4. 145, et I EO 89.

(8) *Ib.*

d'avoir fait des concessions en son seul nom. Il lui rappelle qu'il n'a ce pouvoir conjointement avec le gouverneur. Il ajoute que l'intendant n'a aucun pouvoir de changer les anciennes concessions, ni d'en augmenter ou diminuer le cens (1).

Au pouvoir, au moins théorique, pour les compagnies de la Nouvelle-France de disposer des terres de leur concession, et d'en toucher les revenus accoutumés, se joignent des droits politiques et la justice. De ces droits nous avons dit un mot à l'article des compagnies, chapitre de la traite des fourrures, nous n'y reviendrons pas. Ce sont questions en dehors de notre sujet.

Somme toute, le vasselage actif se résume à fort peu. De même en est-il du vasselage passif, si l'on fait abstraction de l'obligation de coloniser. Le Canada est concédé sous condition de foi et hommage et ses détenteurs sont assujettis à certains services et à certains tributs. Dans les Lettres octroyées au marquis de La Roche, Henri IV stipule que les fiefs relèvent de lui. Louis XIII se réserve, en établissant la Compagnie des Cent Associés, « le ressort et la foi et hommage » qui doit lui être rendu et à ses successeurs par les associés ou l'un d'eux, avec une couronne d'or, du poids de huit marcs, à chaque mutation de rois, et « la provision des officiers de la justice souveraine » (art. 3). Louis XIV maintient, avec de légères modifications, ces mêmes clauses. Il spécifie que l'hommage sera l'hommage *lige*, et il augmente le poids de la couronne d'or à 30 marcs (art. 21).

La Foi et Hommage est la marque fondamentale d'un fief ou d'une seigneurie. Un fief ne peut être un fief sans elle (2). C'est une promesse de fidélité et de devoirs faite au seigneur par le vassal, l'acte par lequel un seigneur devient l'*homme* d'un autre seigneur, qui prend le titre de suzerain. Cet acte exprime l'état de subordination dans lequel la terre détenue place le vassal. « Quiconque a hommage par raison de aucune chose est fondé d'avoir, sur icelle, juridiction, si ce n'estoit hommage de devotion, comme celui qui est donné en franche aumosne à l'Eglise: lequel hommage de devotion n'emporte fief ne juridiction ne autre devoir » (3).

On distingue, selon l'étendue des devoirs qu'ils impliquent, l'hom-

(1) AC. F3. 5. 244.

(2) Voir M. de Fremerville, *Pratique universelle pour la rénovation des terriers et des droits seigneuriaux*, vol. I, p. 157.

(3) Coust. génér., t. II, p. 579.

mage simple et l'hommage lige. Dans l'hommage simple, ou « de bouche et de mains », le vassal, tête nue, les mains dans celle du suzerain, se reconnaît l'homme de celui-ci; le suzerain le relève, l'embrasse sur la bouche, et déclare le recevoir et prendre à *homme*. Cet hommage n'oblige qu'à la fidélité. « Celui qui doit l'hommage lige, le doit faire mains jointes sur les évangiles, nue teste, desceint, et le baiser (son seigneur) en faisant les serments requis » (1). Par cet hommage, le vassal s'engage à défendre son seigneur envers et contre tous, sauf le roi.

Le vassal doit au seigneur le *service d'ost* ou service militaire, le *service de cour* ou d'assistance dans l'administration de la justice. Réciproquement, le suzerain doit protéger son vassal en toutes circonstances.

En France, le fief était indivisible. Il se transmettait par succession à l'aîné des descendants mâles du seigneur défunt, ou, à défaut, aux collatéraux, mais jamais aux ascendants. Entre vifs, il ne pouvait être aliéné, en principe, sans le consentement du suzerain. Au Canada, au contraire, le Grand Vassal, et nous le verrons, les seigneurs, ont le devoir de *jouer* de leurs fiefs, c'est-à-dire d'en faire le lotissement. Si bien que les Compagnies sont successivement déchues de leur privilège pour ne s'être pas conformées à cette règle. Tel est le châtiment qu'encourent les compagnies de de Caen, de Montmagny, des Cent Associés et des Indes occidentales. A partir de 1663, le roi fait certaines réserves, outre celle du jeu de fief, au droit de propriété des compagnies. Ces réserves sont dictées par l'intérêt public. Nous verrons à l'article suivant en quoi elles consistent.

bb) LES SEIGNEURIES

Le « Sire » et la « Dame » du pays de la Nouvelle-France distribuent des parcelles de leur domaine, soit à titre de fief ou seigneurie, soit à titre de censive ou roture (2).

(1) Coust. génér, t. II, p. 9.

(2) Il n'y eut que deux fiefs en franc-alleu au Canada : Charlesbourg et les Trois-Rivières. Une terre en franc-alleu ne relève d'aucun seigneur, sauf pour la justice. Il y eut également peu de fiefs en franche-aumône, en dehors de ceux de mainmorte.

1^o LES DÉTENTEURS DES SEIGNEURIES

De la fondation de Québec (1608) à l'institution de la Compagnie des Cent Associés (1626), il n'a été accordé que quatre fiefs, à ce que l'on sache. Comme il convient, c'est Louis Hébert, le premier chef de famille à s'établir au Canada d'une façon définitive, qui obtient le premier fief. L'acte porte la date du 4 février 1623. Il est revêtu de la signature du duc de Montmorency, vice-roi de la Nouvelle-France (1). Trois ans plus tard Hébert est confirmé dans ses droits. En même temps, il acquiert une deuxième bande de terre à prendre sur la rivière Saint-Charles. Cette fois c'est le vice-roi Henri de Lévy, duc de Ventadour, qui signe le titre. Deux ans auparavant, en 1624, le roi avait érigé en baronnie, en faveur de Guillaume de Caen, commerçant en pelletteries, le cap Tourmente, l'île d'Orléans et des islets du voisinage. Enfin, les Jésuites obtiennent en 1626, du duc de Montmorency, un fief, chef de file de nombreux autres, celui de Notre-Dame des Anges, près de Québec.

La Compagnie de la Nouvelle-France commence à distribuer des « parchemins » en 1634. Elle recrute ses soixante vassaux parmi les corps religieux, — Ursulines, Hospitalières, Jésuites, — ou parmi les commis, les interprètes, les officiers et les membres de sa propre corporation ou de la Compagnie précédente (Robert Giffard). Chacun semble vouloir accaparer le plus de terres possibles, sans compte tenir de sa capacité d'exploitation. Lauzon, qui préside, en sa qualité d'intendant de la Nouvelle-France, aux séances des directeurs de la Compagnie se fait attribuer trois fiefs, dont deux le même jour, et du coup le voilà seigneur du plus grand domaine privé qui soit peut-être en France ancienne et nouvelle. La famille Legardeur n'en obtient pas moins (Fiefs de Repentigny, Cournoyer et Saint-Michel), ni la famille des Leneuf (Portneuf, La Poterie, Dusablé), ni Jean Bourdon (dont Dautré et Saint-François), ni les Godefroy (Godefroy, Lincot, Fort à Michel). Pierre Boucher se contente de deux pour le moment. Le gouverneur Montmagny participe au partage: la Rivière du Sud, les Iles aux Oies et aux Grues tombent dans son lot (1647).

Par pudeur, sans doute, quelques-uns accèdent à la propriété par personnes interposées. Un fief à prendre sur la rivière Jacques Cartier passe dans le patrimoine d'Anne Gasnier, femme de Jean Bour-

(1) Voir Titres des seigneuries, p. 373.

don (1649). Jean de Lauzon fait avantager son fils François, encore à la mamelle; l'enfant aura comme hochet la seigneurie de la Citérie qui s'étend, sur le papier, du lac Saint-Louis à la rivière Saint-François (1635); il fait avoir au prête-nom, Simon Le Maistre, la Rivière Bruyante (plus tard Lauson) et à l'homme de paille Girard de la Chaussée l'île de Montréal (15 janvier 1636).

Les uns prennent un fief en co-propriété. C'est ainsi qu'Antoine Cheffaut de la Regnardière, Jean Rosée et Olivier le Tardif entendent exploiter par indivis la « côte de Beaupré (1636) »; François Marguerie, Veron, Grandmesnil et David l'île aux Cochons (1652).

Il est rare qu'un titre de noblesse soit attaché à l'un de ces premiers fiefs. Cependant, en 1651, le sieur Muis d'Entremont passant en Acadie avec Charles Amador de Latour reçoit une terre en baronnie, la baronnie de Pobomcoup; le 9 avril 1656 la Compagnie érige la terre de Coulonge en châtellenie, au nom de Louis d'Ailleboust.

Sous l'intendance locale, de 1663 à 1760, plus de trois cents inféodations ont lieu. L'intendant fait volontiers largesse de la terre canadienne à quiconque promet d'employer quelques deniers à l'œuvre du défrichement. C'est que le choix des vassaux est limité. La plupart des seigneuries vont soit aux administrateurs eux-mêmes, qui ne sauraient s'oublier, — gouverneurs, intendants, conseillers, soit à des officiers en réforme, soit aux communautés religieuses, c'est-à-dire à des gens hors d'état, par la médiocrité de leur fortune ou par leur peu d'aptitude à la culture, de mettre eux-mêmes en valeur de vastes possessions (1). « Les officiers et les fonctionnaires, comme le fait observer M. Salone, sont incapables d'être des seigneurs utiles » (2).

L'intendant Talon est fait baron des Islets (1671) et comte d'Orsainville (1675). Certes il avait mérité ces honneurs. Son neveu, le gouverneur de Montréal, Jean-Marie Perrot, devient seigneur de l'île du même nom. Le gouverneur des Trois-Rivières, Pierre Boucher, ajoute Boucherville, les Iles Percées et Yamachiche à sa seigneurie de Grosbois; un de ses fils est saisi du fief Gatineau; son gendre, Varennes, est pourvu du domaine qui conserve son nom. Les conseillers au Conseil Souverain — Rouer de Villeray, Mathieu Damours de Chauffours, Denys de Vitré, Charles Aubert de la Chesnaye, et presque tous

(1) Raynal, VII. 271.

(2) Salone, *op. cit.*, 366.

leurs collègues, le procureur-général d'Auteuil, le « gardenottes » Romain Becquet et ses deux filles sont dotés de fiefs. Les Jésuites, les Ursulines, le séminaire de Saint-Sulpice, s'agrandissent, de même que de Repentigny. Les fonds seigneuriaux de La Valtrie, de Verchères et de Contrecœur, de Sorel, de Chambly et de Berthier, de La Bouteillerie (ou de la Rivière Ouelle), de Laubia (connu plus tard sous le nom de Cressé), et de La Durantaye (La Durantaye et Kamouraska) perpétuent le souvenir des officiers au régiment de Carignan-Salières. La seigneurie de Longueuil, assignée à Charles Le Moyne le 24 septembre 1647, est érigée en baronnie en l'année 1700.

2° L'ÉTENDUE DES SEIGNEURIES

Il n'est pas indifférent de savoir si les possessions terriennes ainsi dispensées sont d'aire moyenne, grande ou petite. Les biens-fonds sont-ils distribués d'une main parcimonieuse, la société nouvelle souffre des maux d'un Etat ancien et surpeuplé, elle supporte en plus l'inconvénient qui procède de la nature sauvage du pays. Elle ne peut choisir les endroits les plus fertiles ni les sites avantageux; elle ne peut se livrer à la culture extensive, qui seule compense la pénurie de la main-d'œuvre, la grossièreté des instruments aratoires et le faible rendement des terres en bois debout. Inversement, prodigue-t-on le territoire avec une imprévoyante profusion, des maux d'une autre nature se font jour. De vastes étendues deviennent la propriété de particuliers qui les laissent en friche et inhabitées. Des déserts s'interposent entre les colons diligents; la difficulté de communiquer augmente; les habitants ne sont pas seulement dispersés sur un espace immense, ils sont encore séparés les uns des autres par des massifs impraticables; l'agriculteur n'est pas à la portée des halles où il pourrait écouler ses produits, les plus grands obstacles s'opposent au travail en commun, à l'échange, à la division des tâches, aux services généraux, au culte, au gouvernement et à l'instruction, à la formation des villes, à la diffusion des nouvelles, à l'acquisition d'un esprit national et même aux influences civilisatrices des simples rapports sociaux et des réjouissances publiques.

Au Canada, les seigneuries sont d'étendue inégale. En moyenne elles couvrent dix milles carrés. Les personnes qui peuvent se targuer de quelque noblesse, dont le mérite est éclatant ou la fortune au-des-

sus de la moyenne, sont traitées avec plus de munificence. On leur adjuge de véritables principautés. Olivier Morel de la Durantaye est nanti de 70.000 arpents. Le baron de Longueuil s'est rendu maître de 150 milles carrés de la meilleure terre. Le 10 avril 1684, le roi met à propos le gouverneur en garde contre la multiplication de latifundia (1). Les seigneuries affectent la forme de parallélogrammes ou de trapèzes qui s'enfoncent au loin dans l'intérieur et s'évasent, tandis que le côté donnant sur le fleuve est relativement étroit. La longueur et la largeur sont généralement dans le rapport d'un à cinq. Les titres de seigneuries énoncent les « tenants et aboutissants », mais c'est d'ordinaire en termes vagues, faute d'arpentage préalable.

De tous les patrimoines, c'est celui de l'Eglise Catholique qui occupe le plus d'espace. Ne sommes-nous pas en pays de mission? En 1760, Rome détient au Canada par ses prêtres et ses religieux, les deux-septièmes de toutes les terres concédées. Les couvents possèdent entre eux plus de deux millions d'arpents; les laïques s'en partagent moins de six millions. L'Eglise tient, d'une façon générale, en franchise-aumône; elle n'est astreinte à d'autre obligation que d'avouer tenir les terres de qui les lui a fournies; les particuliers laïques paient la dîme. Et c'est juste. « La considération de la Foy et Religion Chrétienne mérite bien que l'on octroye quelque chose à ceux qui employent leurs vies et fortunes pour l'accroissement d'icelle, et en un mot, pour le public » (2).

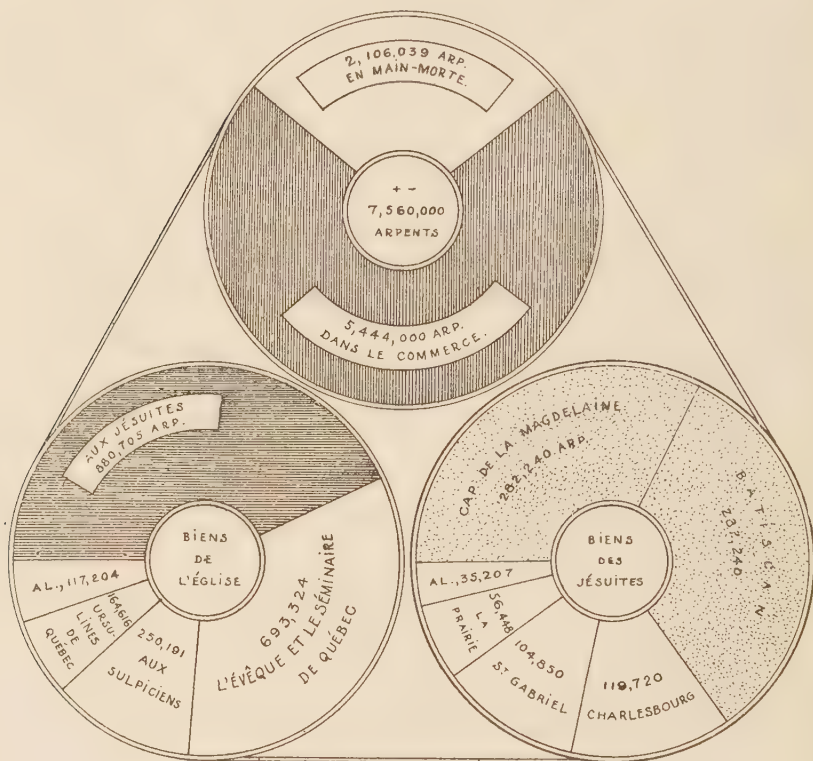
Le Séminaire de Saint-Sulpice a, pour sa part, au moment de la conquête anglaise, un quart de million d'arpents. Ce domaine ecclésiastique comprend l'île entière de Montréal, la seigneurie de Saint-Sulpice et celle des Deux-Montagnes. Des 16.000 âmes qui peuplent la Nouvelle-France en 1706, trois mille portent le cens à Messieurs de Saint-Sulpice. Ce n'est pas pour ceux-ci une source de revenus considérables, puisque le roi leur donne tous les ans une gratification de deux mille livres.

L'évêque et le séminaire de Québec sont plus riches en terres que les Sulpiciens. En 1760, ils ont fini par accumuler entre leurs mains, par dons, legs et fondations, 700.000 arpents. C'est dans leur domaine que l'on retrouve les deux belles seigneuries de la côte de Beaupré et

(1) AC. CII. A. 6. 244.

(2) Lescarbot, édition de 1922, I. 405.

TABLEAU COMPARATIF DES TERRES CONCÉDÉES EN NOUVELLE FRANCE



NOTE. — Environ 370 terres ont été données pour être tenues en fiefs et 22.000 pour être tenues en censives.

Des 370 fiefs, les uns n'ont jamais existé que sur le papier, d'autres ont été révoqués après un commencement d'exploitation, d'autres enfin ont été ou réunis ou démembrés.

l'île Jésus, « jumelle de Montréal » (Salone). Un moment, la terre des Récollets et le comté d'Orsainville ont appartenu à Mgr de Saint-Valier, mais l'évêque en a fait cession à l'Hôpital Général.

Quant aux Jésuites, « dans tous les quartiers on voit des seigneuries qui leur appartiennent » (1). Le Canada leur est un second Paraguay. Bourg-Royal et Bourg-la-Reine, créations de Talon, leur sont venus par l'entremise de l'Hôpital Général. Ajoutez une dizaine de seigneuries. Mesurez : c'est une superficie d'un million près d'arpents (2). En 1706, les missionnaires de Jésus comptaient moins de tenanciers que leurs émules de Saint-Sulpice, soit : 2000. Il n'en restait pas moins qu'« au début du dix-huitième siècle, près de la moitié des habitants du Canada (étaient) concentrés dans les seigneuries ecclésiastiques » (3). L'Eglise a fait en Nouvelle-France œuvre colonisatrice en même temps que de prédication. Par sa population, par sa richesse, son héritage était « hors de pair ».

Les monarques n'avaient pas été sans prendre des mesures pour empêcher ou ralentir cette accumulation de biens entre les mains des congrégations. Entre autres, un règlement de 1703 et des lettres patentes du mois d'août 1721 avaient soumis toute future acquisition de terres ou de maisons par des corps religieux à la condition de l'amortissement, c'est-à-dire à la permission expresse et par écrit du sou-

(1) Auteuil à Pontchartrain, 17 octobre 1705 (AC. CII. A. 22. 402).

(2) Sur les biens des Jésuites en Nouvelle-France, voir Déclaration des terres que les Pères Jésuites possèdent en Nouvelle-France (A. K. 1232 (1663); Énumération des seigneuries des Jésuites (2 RAQ 20); De la façon dont les Jésuites entrent en possession de Sillery, mission abénaquise (2 RAQ 13); Des biens temporels des Jésuites (12 BRH 152); Noël, Histoire du commerce du Monde, 1894, p. 199; Des revenus des Jésuites et des Sulpiciens (Kalm, II. 110 et 114); Énumération des propriétés données aux Jésuites et acquises par eux (AC. B. 7. 18 (1678); Taché, Plan for the commutation of the seigniorial tenure; Acknowledgement and Enumeration of the Estates of the Jesuit Fathers in Canada, dans Jesuit Relations and Allied Documents publiés par Thwaites, LXXXI. 65. 95; Smith, History of Canada, I, appendice; W. B. Munro, The Seigniorial System of Canada, 1907, p. 180, en note; Rucette d'Auteuil rapporte en ces termes une concession de terres faite aux Jésuites en termes généraux : « Les lettres patentes données par Sa Majesté au mois de juillet 1651 donne en tous les lieux où il y aura un fort et une garnison française une lieue sur le fleuve avec quatre lieues de profondeur sous la régie et administration des Pères Jésuites sans qu'ils soient tenus d'en rendre compte qu'à leurs Supérieurs ». (Mémoire de R. d'Auteuil au ministre au sujet de la seigneurie de Sillery, 29 mars 1707 (2 RAQ 31).

(3) Salone, 314-316.

verain, à peine de réunion au domaine de la couronne. Nonobstant ces défenses, les appropriations avaient continué comme ci-devant. Aussi, pour empêcher que les établissements religieux ne « multiplient des acquisitions qui mettent hors du commerce une partie considérable des fonds et domaines (des) colonies, et ne pourraient être regardées que comme contraires au bien commun », Louis XV décrète-t-il; le 25 novembre 1743, qu'à l'avenir il ne sera plus fait aux colonies aucune fondation de maisons ou communautés religieuses et que les communautés actuelles ne pourront acquérir ni posséder aucuns biens meubles, immeubles, habitations, maisons ou héritages, si ce n'est par permission expresse, délivrée en forme de lettres patentes et enregistrées par les cours souveraines (1). Mais les dispositions de Louis XV ne sont guère mieux observées que celles du Régent et de Louis XIV, et la Nouvelle-France voit se constituer un immense domaine peu productif pour l'Etat.

3° LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE DES SEIGNEURIES

Comme les Iroquois et la forêt barrent l'intérieur du pays, la région immédiatement colonisable se trouve réduite aux rivages du Saint-Laurent, et plus spécialement aux cent lieues environ qui séparent le Sault-Saint-Louis du cap Tourmente, Montréal de Québec. Cette ligne est attaquée sur trois points à la fois, à Québec (1608), aux Trois-Rivières (1636) et à Montréal (1640). Ces trois noyaux deviennent trois villes, sièges chacune d'un gouvernement. Dans chacune il y a un gouverneur, un intendant ou un subrogé, et un tribunal. Les appels des juges de Montréal et des Trois-Rivières ressortent au Conseil Souverain de Québec. C'est autour de ces chefs-lieux que l'on taille de préférence les premières seigneuries. On ne s'en éloigne pas impunément, à cause des barbares (Repentigny, Assomption, Cournoyer). Les deux ailes se développent plus rapidement que le centre où le progrès est lent. Talon se donne comme tâche de combler les vides qui séparent les trois « habitations » et qui affaiblissent la colonie. Il fait porter l'effort de la colonisation militaire sur la péninsule soreloise. Quand les devantures se sont raréfiées sur le front du fleuve,

(1) Déclaration du roi concernant les Ordres Religieux et Gens de Mainmorte établie aux colonies française, 25 novembre 1743 (1 EO 576-581).

les seigneuries s'établissent en second rang, dans la profondeur des terres (1684-1713). Hubert (1698) s'adosse à Saint-Gabriel et à Saint-Ignace; Maillou (1702) et les Etchemins font arrière-plan à Lauson. Ainsi, il se forme dans la région centrale une deuxième, et même en quelques parts, une troisième ligne de seigneuries. Dans le même temps, le front se déploie à gauche et à droite. Beauharnois, Rigaud et Argentueuil viennent renforcer Montréal, soit du côté des lacs, soit sur l'Ottawa. La Grande Ance, l'île Verte (1684), Trois-Pistoles (1687), et Rimouski (1688), La Rivière de la Madeleine (1689), Notre-Dame (1691), Cabo (1696), l'Ance de l'Etang (1697), Paspébiac et Montlouis (1707), s'échelonnent depuis Québec jusqu'à la Baie des Chaleurs. Enfin les seigneuries remontent les affluents du grand fleuve, le Richelieu et la Chaudière. De 1733 à 1739, Sabrevois, Bleury, Noyan, Bellecour, Foucault, l'ingénieur Chaussegros de Léry, Denis de la Ronde, Péan, Ramezay bordent le Richelieu depuis Chambly jusqu'au lac Champlain; Daine, Lusignan, La Gauchetière, Rambault prennent possession des alentours du lac; une seigneurie royale est même créée au-delà, sur la frontière, au fort Saint-Frédéric. Sept concessionnaires viennent (1736, 1737, 1738) peupler à son tour le bassin de la Chaudière, bassin si fertile qu'on l'appelle Nouvelle-Beauce. Pour terminer, La Mothe-Cadillac fonde en 1700 sur la rivière Détroit, la seigneurie Pontchartrain.

4° VASSELAGE ACTIF ET PASSIF OU DROITS ET DEVOIRS

Les seigneurs reçoivent généralement leur fief « en toute propriété, justice et seigneurie, à perpétuité ». L'investiture en est faite par l'acte de Foi et Hommage « à rendre et porter au Roy au Chateau Saint-Louis de Québec ». L'intendant en donne acte sous sa signature et celle du comparant. Le document fait mention de la contenance de la seigneurie, de sa situation, du titre de concession et des principales obligations. Il se termine par une requête du seigneur « qu'il plaise à Sa Majesté de recevoir à la foy et hommage », à laquelle l'intendant accède, et par la prestation du serment « de bien et fidèlement servir le Roy et d'avertir (l'intendant) s'il apprend qu'il se fait aucune chose contre son service » (1).

(1) Sur la Foi et Hommage, voir, pour l'expression, BRH 2. 144, 3. 27, 4. 242; comment elle se rendait, *ib.* 23. 285; ordonnance au sujet de, *ib.* 25. 171;

Quarante jours après avoir été reçu en foi et hommage, le vassal est obligé de fournir *aveu et dénombrement*. On entend par là un état détaillé, accompagné d'un plan, fait par le tenant fief à son suzerain des héritages qu'il *avoue* tenir de ce dernier, des censitaires et des droits qui en dépendent (1). L'ensemble des aveux et dénombrements forme la matière d'un recueil connu sous le nom de *papier-terrier* (2). C'est surtout quand on veut révoquer des concessions que l'on sent le besoin d'un terrier. C'est le seul moyen de contrôler, avec chance d'exactitude et de justice, les résultats acquis. Lorsque Richelieu décide de déchoir le nommé de Caen de son privilège il donne l'ordre à Champlain de faire « dresser un arpentage de toutes les terres, labourage et jardinages estant en valeur ès dits lieux, depuis quel temps ils ont été défrichés, combien de famille ledit de Caen a fait passer en Nouvelle-France » (3). A son tour Colbert n'ose révoquer les concessions faites par la Compagnie des Cent Associés, sans avoir eu au préalable sous les yeux une sorte de cadastre et de plan du Canada. Le 7 mai 1663 il envoie le sieur Gaudais-Dupont à Québec, avec ins-

Actes conservés à Ottawa (Précis); définition et description, Munro, *The Seigniorial System*, 1907, p. 56; A. P-1 940 (Hommages). Les actes de foi et hommage, de même que les aveux et dénombrements rendus au château Saint-Louis de Québec sont conservés aux Archives de la province de Québec. Quant aux actes de foi et hommage, aveux et dénombrements rendus par les propriétaires d'arrière-fiefs aux seigneurs principaux, on les trouve généralement dans les greffes des anciens notaires de la Nouvelle-France (5 RAQ 331-350).

(1) On trouve les aveux et dénombrements aux Archives de la province de Québec, ainsi qu'aux Archives Nationales, à Paris (AC. G-1: Huit volumes; *ib.* P-1 carton 940). Citons encore les *Cadastres abrégés* (1863) 1^o des seigneuries du district de Québec, 2 vol.; 2^o des seigneuries du district de Montréal, 3 vol.; 3^o des seigneuries appartenant à la Couronne, 1 vol. (1863). Et 5 RAQ 340 et suivantes, 3 BRH 27.

(2) AC. G-1 contient 8 volumes du terrier de la Nouvelle-France; A. F50. 12: Terrier du domaine d'Occident au Canada (1 vol. de 500 pages qui provient de la Chambre des Comptes de Paris; AC. P-1 941-1936 (Terriers). Voir encore 1 EO 52 (Requête de Le Barrois, art. XXV); 2 EO 297 (24 décembre 1722); AC. B. 5. 59 (4 juin 1675), 8. 21 (1679), 47. 1129 (30 mai 1724), 48. 770 (15 mai 1725), 50.494 (22 avril 1727); *ib.*, CII. A. 45. 23 (14 octobre 1723), 49. 320 (1727), 50. 169, 516 (1728), 51. 297 (1729), 54. 40 (1731), 55. 42 (1731), 57. 67 (1732), 58. 352 (1732), 61. 4 (1734), 64. 34 (1735), 70. 200 (1738), 72. 63, 228 (1739), 80. 99, 344 (1743), 81. 427 (1744), 83. 217 (1745), 85. 375 (1746), *ib.*, F3. 4. 430 (4 juin 1675), 5. 244 (10 juin 1678).

(3) Champlain, *Ceuvres*, édition Laverdière, pp. 181-182.

truction de faire rapport sur la situation géographique du pays, sur la fertilité du sol, de décrire les habitations et les villes, d'apporter, s'il se peut, un rôle de tous les habitants, de dresser une forme de carte, de faire mention enfin du nombre d'arpents de terre qui seront labourés, et de la quantité de bled que le pays peut produire, année commune (1). Le 27 janvier 1667 Tracy et Talon proposaient en ces termes la confection d'un terrier: « Qu'il soit faite une ordonnance qui enjoigne à tous habitants et à tous étrangers de déclarer ce qu'ils possèdent, soit en fief d'hommage lige, soit d'hommage simple, arrière-fief ou roture, par denombrement et aveu... Par là, il sera connu ce qu'on prétend avoir été distribué de terre en Canada, ce qui en a été travaillé et mis en valeur, ce qui en reste à distribuer de celles qui sont commodément situées, si les concessionnaires ont satisfait aux clauses mises dans leur contrat et surtout s'ils n'ont pas empêché ou retardé par leur négligence l'établissement du Canada » (2). La confection du registre est ordonnée. Le lieutenant-général et criminel, M. Chartier, est avec l'intendant, le premier commissaire à terrier (3). L'achèvement du livre est retardé par la prétention qu'ont les communautés religieuses de se soustraire à la foi et hommage et par leur refus réitéré de remettre un état de leurs revenus. Le roi menace de les y forcer par les voies de droit, faute de les y amener amiablement (4). Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, c'est M. Verrier, le procureur général près le Conseil souverain et professeur de droit, qui est commis au terrier de la Nouvelle-France (5). Dans le même

(1) Instructions au sieur Gaudais-Dupont allant examiner le pays de la Nouvelle-France, 7 mai 1663 (3 EO 23).

(2) Voir projet de règlement fait par MM. de Tracy et Talon sur la distribution des terres du Canada, 24 janvier 1667 (AC. CII. A. 2. 333).

(3) Voir mémoire pour le sieur Duchesneau, intendant, devant servir à le guider dans la confection du papier-terrier du Canada (AC. F3. 5. 244 (10 juin 1778).

(4) Sur cette difficulté voir AC. B. 48. 770 (15 mai 1725), 50. 494 (22 avril 1727), CII. A. 49. 320 (1727), 50. 476 (1728). On lit dans le premier document: « Tous les héritages possédés au Canada par les main-mortes doivent être compris dans le terrier qu'on y fait, avec cette différence que les héritages donnés par le roi sans charge de féodalité n'y doivent être compris que par une simple déclaration qui en explique en détail la consistance au lieu que les héritages que ces main-mortes ont acquis comme fardeaux y doivent entrer et contenir les actes de foi et les aveux ».

(5) Voir AC. CII. A. 73. 143 (1738), 80. 344 (1743).

but de connaître les résultats obtenus, l'ingénieur Gédéon de Catalogne prépare, à la demande des autorités, et soumet en 1712, après deux ou trois ans d'étude, les plans des 93 seigneuries alors existantes dans les trois gouvernements de la Nouvelle-France, avec un long mémoire explicatif (1). Catalogne donne pour chacune la situation et l'étendue, la nature du sol et les productions auxquelles il se prête le mieux, les gisements miniers et le bois debout, les avantages qu'y trouveront l'industrie et le commerce, le nom et le rang du seigneur, l'énumération de ses titres de propriété, les mesures prises en faveur du culte, et une foule d'autres renseignements utiles. Au temps où M. Salone écrivait « les plans demeurent introuvables » (2). Nous sommes heureux de dire que depuis on en a retrouvé deux : celui du gouvernement de Québec et celui du gouvernement des Trois-Rivières (3).

En général, les seigneuries étaient données « en toute justice ». La patrimonialité de la justice est le trait caractéristique de la tenue féodale, celui qui la distingue de tout autre. Les juridictions seigneuriales étaient de trois sortes : la haute, la moyenne et la basse (4). La haute justice est celle qui a pouvoir de faire condamner à une peine capitale, et de juger toutes les causes civiles et criminelles, excepté les cas royaux. La moyenne justice a droit de juger des actions de tutelle et injures dont l'amende ne peut excéder soixante sous. La basse justice connaît des droits dûs au seigneur, du dégât des bêtes et injures dont l'amende ne peut excéder sept sous six deniers, et on l'appelle autrement justice foncière. « La coustume ne faict différence entre justice basse et foncière » (5).

Les seigneurs canadiens jugent eux-mêmes, par économie, ou bien installent un juge ou deux, selon les besoins, qui entendent les causes une à deux fois la semaine. Il y a appel de leurs décisions à la justice royale.

Les seigneuries sont enfin concédées « en toute propriété », avec

(1) 7 novembre 1712. AC. CII. A 33. 209. Nous avons signalé plus haut les impressions qui ont été faites de ce mémoire.

(2) Salone, *op. cit.*, p. 318.

(3) Voir sur l'arpentage au Canada sous le régime français, BRH I. 12, 33, 49, 24. 303, 340, 25. 223.

(4) Loysel, *Inst. coutum.*, 272.

(5) Coust. génér., t. II. 1034.

faculté de « donner en fief, ou à cens et à rentes, toute ou une partie des lieux » (1). Le droit de propriété souffre toutefois des limitations. Tout d'abord, le roi se réserve généralement (2) les terrains nécessaires aux fortifications (3), les bois de chêne propres aux constructions navales (4), les « mines, minérés et minéraux » (5), des droits de passage le long des côtes, les havres. A ces réserves s'ajoutaient souvent des défenses: la défense pour le seigneur et ses censitaires, par exemple, de faire négoce avec les indigènes ou de prélever un droit de passage sur les bateaux qui navigueraient dans les eaux de la seigneurie. Mais par-dessus tout l'obligation de sous-concéder atteint les vassaux de la compagnie comme la compagnie elle-même. Les seigneurs n'ont de droit de propriété que dans la mesure où ils consacrent leur activité propre à la réalisation de la solidarité sociale. Ils ont mission de mettre en valeur les terres. Ce but ne peut être atteint s'ils ne les font habiter, défricher et cultiver. Défense est faite aux seigneurs et autres propriétaires de vendre des terres en bois debout, sous peine de nullité. Les concessionnaires doivent faire valoir leur lot dans un délai déterminé. Originellement ils ne sont pas tenus à la résidence, ils doivent « tenir ou faire tenir feu et lieu dans l'an sur la seigneurie ». Négligent-ils de lotir, l'administration peut procéder d'office. Dans ce cas, les redevances ne sont pas payées au seigneur, elles accroissent au fisc (6). L'aveu et dénombrement rendu le 3 septembre 1677 par René Robineau, sei-

(1) Voir Concession à Robert Giffard, en date du 15 janvier 1634 (Titres seigneuriaux, t. I, p. 386).

(2) AC. B. 57. 652 (22 avril 1732); 1 EO 531 (15 mars 1732); AC. CII. A. 57. 5, 67 (1 octobre 1732).

(3) Ce délai est fixé à quatre ans le 4 juin 1672 (AC. CII. A. 3. 213), à six le 20 mai 1676 (1 EO 89). Voir encore AC. CII. A. 2. 8 (1663).

(4) La Roche a le pouvoir de bailler des terres à ceux qui l'aideront dans son entreprise « *et même à ceux qui demeureront es dites terres.* » (Lettres patentes, du 12 janvier 1598, 3 EO 7. Par sa charte la Compagnie des Cent Associés peut « distribuer à ceux qui habiteront ledit pays *et autres* ». (Edit d'établissement, mai 1628, art. 4, 1 EO 1-11). Le 29 octobre 1672 Verchères est fait seigneur « à la charge de tenir *ou* faire tenir feu et lieu sur la seigneurie » (Concession, AC. G-I, t. 1, hommage 2, p. 4).

(5) Concession au sieur de Verchères, AC. G-I. 4.

(6) Voir sur le jeu de fief, les Arrêts de Marly, en date du 11 juillet 1711 (1 EO 324), l'arrêt de Versailles de l'année 1732 (1. EO 531), la déclaration royale de 1743 (ib., 572).

gneur de Bécancour, pour le fief de Portneuf, se termine par ces mots: « Se soumettant (le déclarant) de donner et concéder le Surplus des terres et de la dite Seigneurie aussytôt qu'ils se présentera des personnes qui les voudront prendre et habituer » (1). Le morcellement doit se faire sans charge. Le seigneur n'est pas admis à percevoir un droit d'entrée. Bon nombre éludent cette disposition. Ils ont « soin de s'en faire payer la valeur sans en faire mention dans les contrats ou d'en faire passer des obligations aux concessionnaires sous prétexte de sommes qui leur sont dues d'ailleurs » (2).

La jouissance par le sire du tréfond de prérogatives est subordonnée à l'établissement de censitaires et même à leur réussite. Le défaut de récolte chez les vilains entraîne pour le maître la carence de revenus; la richesse de l'un dépend de la prospérité de l'autre. Souvent le seigneur ne s'acquitte pas de ses obligations. Pour que le fond ne reste pas à l'état inculte, il faut sévir. Guillaume de Caen se voit enlever sa baronnie du cap Tourmente (3). Un arrêt du Conseil d'Etat, rendu en 1663, révoque la majorité des soixante seigneuries concédées par la Compagnie des Cent Associés. C'est à peine si cinq à six seigneurs ont pris résidence sur leurs domaines (4). Une ordonnance de 1672 retranche la moitié de toutes les terres concédées auparavant (5). D'autres encore viennent réduire les domaines restés en friche, — en 1676, en 1679 et en 1747, malgré le mauvais vouloir des membres du Conseil Souverain, les principaux intéressés (6). Au jugement de l'ingénieur Catalogne (1712), les habitants ne sont pas en mesure de faire valoir le quart de leurs possessions (7).

Il n'est rien dû au seigneur dont le fief est mouvant si le fief descend en ligne directe; mais à chaque mutation à laquelle la vente ou la donation donne lieu, le suzerain a droit à la cinquième partie du prix du fief, c'est-à-dire au *quint*. Lorsque le fief passe aux mains d'un héritier collatéral, cet héritier est soumis au droit de *relief*, c'est-à-

(1) 5 RAQ 341.

(2) Lettre de Beauharnais et Hocquart, 10 oct. 1730 (AC. concessions, 1670-1676. Non folioté).

(3) Edit d'établissement de la Compagnie des Cent Associés, loc. cit.

(4) I EO 33, 5-11 (art. 5).

(5) AC. CII. A. 3, 213, B. 72 (1672).

(6) 2 EO 70 (4 juin 1672). AC. 18 (1676), Salone, op. cit., 366.

(7) 9 nov. 1712. AC. CII. A. 33.

dire au paiement de la valeur d'une année de revenu. L'intendant Raudot estimait qu'il était bon que les seigneuries se perpétuent dans les mêmes familles (1). On ne semble pas avoir exigé au Canada le requint que l'on payait en France, outre le quint. Le requint est égal au cinquième du cinquième du prix d'un fief. Ces droits ne constituèrent pas une source de revenus considérables pour l'Etat, les mutations n'étant pas fréquentes sous le régime français, et les terres n'atteignant pas de hauts prix.

Comme nous renvoyons à l'article suivant l'étude des droits féodaux, nous aurons tout dit des seigneurs, quand nous aurons ajouté qu'ils doivent le *service militaire*. Au milieu d'une population indienne inquiète et hostile, le manoir doit former un point d'appui armé propre à abriter, défendre et concentrer les paysans dans les moments critiques. En 1674 le gouverneur Frontenac donne l'ordre aux seigneurs d'exercer leurs censitaires au métier des armes, aussi souvent que possible (2). Il leur est aussi imposé d'élever dans les seigneuries des forts de pieux (3). Presque tous construisent leurs moulins à farine en maçonnerie et les percent de meurtrières. Lemoyne de Longueuil se fait bâtir un vaste château flanqué de quatre tours ou bastions (4). « Son fort et sa maison donnent une idée des châteaux de France fortifiés » (5).

cc) LES CENSIVES

1^{re} CENSIVES DIRECTES OU ROYALES

A côté des seigneuries, les suzerains créent des censives. Ils jugent bon de laisser autour des villes une banlieue en laquelle il n'y ait « aucunes terres tenues en fief ». « Les terres tenues en icelles

(1) Lettre de Raudot à Pontchartrain, 18 oct. 1708 (AC. CII. A. 28. 175).

(2) Documents relatings to the Colonial History of New-York, IX. 116.

(3) AC. CII. A. 52. 88 (1730)

(4) Jodouin et Vincent, Hist. de Longueuil, 296-297.

(5) Lettre de Frontenac au ministre, 15 oct. 1698, AC. CII. A. 16.

(seront) tenues en censive de la compagnie » (1). Ce sont des censitaires directs ou vilains qui peuplent Québec, les Trois-Rivières, le fort Saint-Frédéric et Détroit. Montréal fait exception à la règle. Louis XIV songe même à étendre ce régime à toute la colonie. « Si toutes les terres de la Nouvelle-France, fussent en roture, écrit le grand roi, en 1714, elles seraient mieux habitées » (2). Tout le tort pense-t-il, vient que les concessions de terre emportent justice dans la majorité des cas. Il fait annoncer qu'il n'en accordera plus de cette espèce (3). Ses successeurs respectent cette nouvelle politique jusqu'en 1731, époque où les distributions de seigneuries reprennent de plus belle.

Les censives se distinguent des fiefs: 1° en ce qu'elles sont nobles du côté du concédant, et roturière du côté du cessionnaire; 2° en ce qu'elles n'établissent entre le seigneur et le vassal qu'un rapport réel, et non personnel; 3° en ce qu'elles n'emportent pas de droits politiques; 4° en ce qu'elles sont de moindre étendue, ce sont des « parts de laboureurs » et, enfin, 5° en ce qu'elles sont possédées sous la condition d'un cens. On appelle cens une redevance en argent ou en denrées que certains biens doivent au seigneur dont ils relèvent. « Le cens n'est requérable, ains rendable et portable » (4). « Pour faciliter leur succès (à ses censitaires directs, la Compagnie des Cent Associés) leur accorde, pour trois ans, sur ses vaisseaux, le transport gratuit de toutes les provisions, de tous les auxiliaires dont ils peuvent avoir besoin » (5). De même, le gouverneur la Galissonnière promet en 1749, à tous ceux qui prendront à cens des héritages dans les environs de Détroit deux ans de farine avec les instruments aratoires nécessaires (6). Des seigneurs obtiennent des censives en plus de leurs fiefs, nommons Pierre de Repentigny et Juchereau, sieur de Maure.

(1) M. de Montmagny, en 1636, AC. Actes de Foy et hommage, vol. I, 1^{re} partie, 1667, p. 369.

(2) AC. B. 36. 338 (1714).

(3) Le ministre à M. de Ramezay, 13 juil. 1715 (AC. B. 37. 201); le même à M. de Soubras (Ile Royale), 4 juin 1715 (AC. B. 37. 216); AC. F3. 9.306 (10 juillet 1715).

(4) Loisel, Inst. coutum., 531.

(5) Salone, op. cit., p. 61.

(6) 5 oct. 1749 (AC. CII. A. 93. 31); ib., 95. 1750. 8 (2 janvier 1750), cité par Salone, op. cit., p. 369, note (3).

D'autres prennent des censives en co-propriété, tels les frères Caumont (1637) (1).

2° LES CENSIVES SEIGNEURIALES

Il y a beaucoup plus de censives dans la mouvance des seigneurs, qu'il n'en relève des compagnies ou du roi. L'auteur du mémoire de Saint-Pétersbourg en a compté vingt-deux mille (2).

C'est dans un acte passé par devant notaire que le censitaire canadien trouve stipulés les redevances et les services auxquels il est assujéti à cause de son héritage, à la différence du « copyholder » anglais, qui, moins bien protégé, doit invoquer la Coutume, diverse et fuyante, dans les conflits qui s'élèvent entre lui et son seigneur. En attendant que l'acte soit rédigé en la force authentique, il est donné des « billets d'assurance », en tenant lieu. Les intendants tiennent la main à ce que les promesses de censive ne soient pas données de bouche seulement. Ils ne laissent pas de surveiller même à ces « billets », parce que des seigneurs peu consciencieux arrachent par après aux tenanciers qui, sur leur foi, se sont mis au travail, et craignent de perdre le fruit de leurs peines, l'adhésion à des contrats qui imposent de nouvelles obligations, sous prétexte de préciser le contenu des « assurances ».

Car ces officiers de la couronne assument la charge de protéger les tenanciers à l'encontre de leurs maîtres. Tous les abus, dès qu'ils viennent à leur connaissance, ils les dénoncent. Ils ne tolèrent aucune oppression. Sans leurs contrôle de tous les jours, il est à croire que la tenure seigneuriale eût reproduit au Canada les maux qu'elle fit naître en France. Les Anglais, après la conquête, ne gardèrent pas l'institution de l'intendant: les abus se multiplièrent, il fallut commuer les droits seigneuriaux (1854). Seigneurs eux-mêmes, les membres du Conseil Souverain exécutent avec diligence les édits qui obligent les censitaires, sous peine de déchéance, à résider sur leurs terres et à les mettre en culture (3); ils se montrent lents à enregistrer les arrêts du roi en retranchement des seigneuries, rendus pour les mêmes causes en vertu des mêmes édits; ils trouvent mille prétextes

(1) AC. CII, A. I. 131 (25 janv. 1637).

(2) Mémoire anonyme dit de Saint-Pétersbourg, 4 RAQ 193.

(3) Le second Arrêt de Marly, en date du 11 juillet 1711 (I EO 324).

à délai, ils arguent mille circonstances atténuantes. Raudot leur reproche de n'avoir pas porté à la connaissance des tenanciers, des arrêts du Conseil d'Etat qui leur étaient favorables, et qui conféraient de nouveaux droits ou diminuaient leurs charges (1).

L'acte de concession délimite la censive. Elle énonce les droits y afférents. Généralement de forme oblongue, les rotures (rotures et censives c'est tout un) consistent en trente à quatre-vingt-dix arpents de profondeur sur deux à quatre arpents de front. Comme on a introduit au Canada la Coutume de Paris, qui ordonne que tous les descendants d'un même chef de famille aient une part égale à la succession, le domaine familial est réduit avec le temps, par des partages multipliés, à de minces et longues bandes de territoire. L'exploitation en souffre. Le cultivateur perd du temps à aller et venir de sa maison à ses champs. La Cour avisée, ordonne, en 1745, qu'il soit défendu à tout habitant de bâtir sur une terre, à moins qu'elle ne soit d'un arpent et demi de front. Cette précaution aurait été bonne, si elle eût été appliquée. L'intendant Bigot ayant commandé que l'on démolît certaines maisons construites à l'Ange-Gardien en contravention de l'ordonnance de 1745, les propriétaires inculpés poussèrent de telles lamentations, que l'ordre fut rapporté.

Ce ne sont pas les lois ni la Coutume de Paris qui fixent la nature et la quotité des cens et rentes. Les modalités en sont spécifiées au contrat. Il est exigé du censitaire une à 5 livres de rentes, selon l'étendue de la concession, un à trois chapons vifs par arpent de front, et un à huit sous de cens pour le tout. Il est réclamé un chapon pour le « droit de place au village » et deux à huit journées de corvées ou autant de boisseaux de bled pour « le droit de commune » ou de passage. Les cens et rentes sont portables « chacun an, au Domaine de la Seigneurie, au jour, feste de Saint-Martin d'hyver » (2). Le censitaire s'engage à moudre au moulin du seigneur et lui céder pour droit de mouture, la quatorzième partie de la farine (3); il s'engage à lui payer un douzième pour les lods et ventes et reste soumis au droit

(1) Munro, *The Seigniorial System of Canada*. 1907, p. 107; id., *The Seigneurs of Old Canada*, 1915, p. 48.

(2) Sur les cens et rentes, voir Déclaration du roi du 5 juillet 1717 (AC. CII. A. 37. 260), du 14 oct. 1723 (AC. CII. A. 45. 23); sur leur mode de paiement, 28 mars 1730 (AC. B. 54).

(3) I EO 255-256 (4 juin 1686).

de retrait (1). Beaucoup de seigneurs négligent de bâtir moulins. Le roi ordonne en 1686, qu'ils s'exécutent dans l'année. Faute par eux de ce faire, il sera loisible aux particuliers de bâtir des moulins avec droit de banalité (2). La banalité c'est l'usage obligé d'une chose dans une seigneurie, moyennant redevance au seigneur (3).

Il arrive à des seigneurs de stipuler des droits que n'autorise pas la Coutume de Paris. L'intendant fait justice de leurs exigences illégales. Le roi s'objecte au retrait, c'est-à-dire à la faculté pour le seigneur de rentrer dans les terres concédées toutes les fois qu'elles sont vendues en remboursant à l'acquéreur le prix de vente, s'il n'est stipulé dans l'acte d'inféodation (4). Le retrait avait été emprunté à la Coutume du Vexin français. Louis XIV formule même l'avis d'abolir toutes les redevances aux seigneurs, parce qu'elles donnent lieu à vexation.

Si Louis XIV s'oppose avec énergie à ce que l'on prodigue en son nom le territoire canadien, s'il incline vers la tenure roturière, s'il vise à la suppression des justices et des redevances seigneuriales, c'est que l'expérience l'a convaincu que le Droit féodal, à moins qu'on ne le réforme, est inapproprié à l'établissement d'une colonie américaine, de même qu'il survit, pour le malheur de l'Europe, aux causes qui l'y ont fait naître.

(1) AC. B. 7. 1 (1677); ib., 38. 204 (16 juin 1716); ib., 47. 1091 (22 mai 1724).

(2) Sur les banalités au Canada, v. 5 BRH 136, *Rev. Can.*, 1876, 321-329.

(3) AC. F3. 9. 105 (13 juin 1708).

(4) Ib., 10. 16 (mai 1717).

CHAPITRE IV

Le déboisement, l'agriculture et l'élevage, l'habitant

A. — LE PROBLÈME

Une fois qu'il a pris possession d'un héritage « en y arrachant des herbes et en y jetant des pierres » devant témoins, le Canadien-français s'installe et il en vient à l'ordre des faits d'exploitation : « n'y a rien plus juste que celui qui habite une terre jouisse du fruit d'icelle » (1). Le colon, en faisant de la culture nourricière l'objet principal de son activité, entre dans les vues du gouvernement. De Champlain à Maurepas, les administrateurs poussent « au labourage de la terre avant toutes choses » leurs ressortissants. On se flatte qu'ayant sur les lieux le fondement de la nourriture, tout le reste viendra par surcroît, que « cela estant le pays fournira avec abondance tout ce que la vie peut souhaiter, soit pour la nécessité ou pour le plaisir » (2).

Mais avant que le soc resplendisse frotté par le sillon, il faut « faire la terre ». Une terre de bonne dimension n'échange le gland contre le gras épi, en pays neuf et boisé, que trois générations n'ait arrosé la glèbe de ses sueurs. Une première abat la forêt sur quelques hectares; elle édifie la maison et quelques dépendances. La deuxième arrondit l'héritage et l'« améliore », tandis que des routes s'ouvrent et que des voisins défrichent les aboutissants. Mais ce n'est qu'à la troisième ou même à la quatrième génération que les temps difficiles sont passés. La race pousse vague après vague sur la falaise verte,

(1) Lescarbot, I. 405.

(2) Champlain, éd. de 1830, I. 5, II. 14; — dans le même sens, AC. B. 95 27 (10 mai 1752) et ib., 97. 15 (8 juin 1753).

avant que la falaise ne cède un modeste champ à la civilisation. C'est la destinée du pionnier de s'éteindre avant d'avoir contemplé de ses yeux les nappes de froment entrevues en rêve. Ecoutez la complainte de Samuel Chapdelaine attristé par la mort de son épouse: « J'ai clairé bien des arpents de bois, et bâti des maisons et des granges en me disant toutes les fois qu'un jour viendrait où nous aurions une belle terre, et où ta mère pourrait vivre comme les femmes des vieilles paroisses avec de beaux champs nus des deux bords de la maison aussi loin qu'on peut voir... Et voilà qu'elle est morte tout de même dans une place à moitié sauvage, loin des autres maisons et des églises... » (1). Pour entreprendre de transformer la forêt vierge en « champagnes » riches de cultures, il fallait croire d'abord, croire aux destinées du pays.

Le bûcheron doit compter avec le temps; il doit compter avec l'hiver et l'Iroquois. Au Canada, l'hiver dure six mois. « L'hiver commence incontinent après la Toussaint, c'est-à-dire les gelées et, quelque temps après, les neiges viennent qui demeurent sur la terre jusqu'au quinze d'Avril pour l'ordinaire » (2). Le froid est rigoureux. Le fleuve « prend » à pouvoir le traverser en voiture (3). L'habitant de ces frimas ne peut élever d'animaux qu'en autant qu'il a du fourrage pour les nourrir et des étables pour les protéger pendant la moitié de l'année (4). Il a à se barricader lui-même contre les intempéries, à calfeutrer les fenêtres et les portes, à amasser le bois de chauffage, quand les feuilles tombent mordues par la bise. A la chute des neiges, les éléments se liguent contre la hutte isolée dans une auréole de bocage. Alors c'est l'inaction, ce sont les maladies loin des médecins, c'est la mort au milieu d'une nature brutale, rude et perverse. L'Iroquois n'est-il pas là à l'affût d'un « scalpe » ? Il « resserre » le colon « dans un petit coin et l'empêche de s'en écarter » (5). L'hiver a cet inconvénient de réduire le nombre des jours où l'on peut travailler, à une époque où les fêtes chômées sont déjà trop nombreuses, au gré du

(1) Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, p. 239.

(2) P. Boucher, *Histoire véritable*, 1663, ch. II.

(3) Bougainville, *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France*, 1757, 3 RAQ 42-70.

(4) Id., *ibid.*

(5) P. Boucher, *op. cit.*, ch. XIII.

peuple qui murmure. Près de quarante fêtes religieuses s'ajoutent aux cinquante-deux dimanches. On « fait le pont » les lundis et mardis de Pâques et de la Pentecôte. Le patron de la paroisse a son jour de prières d'obligation. Il ne reste que quatre-vingt-dix jours ouvrables dans la belle saison. L'ingénieur Catalogne attribue pour une bonne part à ces solennités l'abandon du sol pour le négoce du castor (1).

Pour combattre la nature et l'Iroquois la masse des premiers colons n'apporte avec elle d'autres moyens que son énergie et son amour du travail. « Quand ils se mettent à eux (après trois ans de service), d'ordinaire ils ont peu de chose. Ils se marient ensuite à une femme qui n'en a pas davantage... » (2). « Il (leur) faut deux ou trois années avant que d'avoir de quoi se nourrir, sans parler du vêtement, des meubles, et d'une infinité de petites choses nécessaires à l'entretien d'une maison... » (3). Les seigneurs eux-mêmes « n'ont communément pour tout capital que la maigre dot d'une fille d'habitant ou d'une orpheline qui a reçu le présent du roi » (4). « Les trois premières familles de la colonie » (Les Repentigny, les Denis et les d'Ailleboust) vivent dans la misère; elles font trop d'enfants (5).

Beaucoup n'ont pas le courage, faute de moyens, de mettre leurs concessions en valeur. Les uns se contentent de léguer leur nom à une solitude. D'autres (Laubia en 1673, Chambly en 1679) cèdent leurs droits fonciers à la première occasion. D'autres obéissent à leur humeur inquiète et nomade; au lieu de déposséder la forêt et semer des moissons dans les clairières conquises, ils quittent les rives du bas Saint-Laurent et partent vers l'ouest, à la recherche des fourrures. D'autres enfin, ne se résignent pas à circonscrire, à limiter leur effort. Ils entreprennent au-delà de leurs forces. Simon Denis laisse sa concession en face de Montréal en friche pour aller faire la pêche sédentaire et se ruiner à Canseau, vers le Cap-Breton (6). Il n'en est pas qui n'ait la manie de faire son pré carré. Le Canada en est à la phase de la culture extensive.

(1) Catalogne, *Mémoire sur les seigneuries*, 9 nov. 1712, AC. CII. A. 33.

(2) P. Boucher, *op. cit.*, ch. XIV.

(3) Marie de l'Incarnation, II. 313-314.

(4) Salone, 233.

(5) Frontenac au roi, 6 novembre 1679, AC. CII. A. 5. 12.

(6) Talon au roi, 2 novembre 1671, AC. CII. A. 159. — Frontenac à Colbert, 6 novembre 1679, AC. CII. A. 5. 8.

B. — LA POLITIQUE AGRAIRE

Les colons ont besoin d'avances; le roi les leur procure. Il « prétend faire la dépense entière pour former le commencement des habitations » (1). Les colons reçoivent chacun cent francs, des provisions pour une année, — « quand on peut avoir une année d'avance en ce pays, on peut défricher et se faire un fond pour les années suivantes » (2), — des hardes et des instruments aratoires, des bestiaux. Quelques-uns prennent des fermes prêtes à être labourées et reçoivent à titre gratuit des grains en quantité suffisante pour ensemençer deux acres, tandis que d'autres sont rémunérés par l'Etat pendant les deux années qu'ils déblayent leurs concessions (3). En retour, les bénéficiaires sont tenus de mettre deux arpents en état de culture, dans les trois ans de leur arrivée, au profit des familles à venir de France (4). Le roi attribue d'importantes gratifications aux gens de qualité, pour favoriser leur établissement (5). Il leur vient en aide à toute occasion (6). Il dote leur femme (7).

Un disciple de Linné, Pehr Kalm applaudit en 1749 au zèle que l'on déploie en la Nouvelle-France pour l'avancement de l'Histoire naturelle. « Il y a peu de pays, constate-t-il, où l'on fasse d'aussi bons règlements dans le but de généraliser les observations ». Par règlements il entend le « mémoire du gouverneur de la Galissonnière sur

(1) V. projet de règlement fait par MM. de Tracy et Talon sur... la distribution des terres, 24 janvier 1667, AC. CII. A. 2. 234. — Marie de l'Incarnation, II. 269. — Mémoire de Talon sur le Canada 1673, AC. CII. A. 3. 77; — Relations des Jésuites, 1668, p. 3. — AC. CII. A. 2. 334. — Mémoire de Talon, 1670, AC. CII. A. 78. — Projet de La Galissonnière pour coloniser Détroit, 5 octobre 1749, AC. CII. A. 93. 31. — La Jonquière et Bigot, Règlement qui concerne les familles qui montent au Détroit pour s'y établir, 2 janvier 1750, AC. CII. A. 95. 17. — Kalm, II. 13-16 (1749).

(2) Marie de l'Incarnation, II. 269.

(3) Projet de MM. Tracy et Talon cité plus haut.

(4) Ibid.

(5) V. AC. Canada, registre des expéditions, 27 (1760); — ib., 110 (26 mars 1669).

(6) AC. CII. A. 2. 199 (5 avril 1666).

(7) 26 mars 1669, AC. Canada, registre des ordres du roi, 1663-1669, fol. 110; — Talon à Colbert, 27 octobre 1667, AC. CII. A. 2. 306.

les arbres et plantes de la Nouvelle-France » (1). L'écrivait était une liste des arbres et des plantes de l'Amérique septentrionale dont il était bon de faire la collection et la culture à cause de leurs propriétés utiles. Il y était fait mention des lieux où elles croissaient. Quelques espèces étaient décrites. De même en était-il des minéraux et des curiosités du règne animal. On y demandait des échantillons de toutes sortes pour en faire l'envoi au Jardin Royal de France (2). La manière de faire des observations et des collections y était aussi enseignée. A ces recommandations, on ajoutait celle de s'enquérir, par tous les moyens possibles, de l'usage que les Indiens faisaient de certaines productions de la nature, plantes ou minéraux. L'écrivait se terminait par une injonction aux officiers de transmettre au gouverneur général les noms des simples soldats qui auraient apporté le plus de diligence dans la découverte et la collection des plantes et autres curiosités naturelles; Son Excellence se proposait de leur donner de l'avancement ou de les récompenser d'une manière quelconque (3). Quand le savant Suédois est mis en relation avec le marquis de La Galissonnière, son admiration ne connaît plus de bornes. « Son savoir est vraiment étonnant, s'écrie-t-il, et s'étend à toutes les branches de la science, surtout à l'histoire naturelle, dans laquelle il est si versé, que, lorsqu'il commença à discourir sur cette matière, je crus entendre un autre Linné » (4). Kalm généralise; il fait ce parallèle tout à l'avantage des Canadiens: « J'ai trouvé ici que les gens de distinction ont, en général, beaucoup plus de goût pour l'Histoire naturelle et les lettres que dans les colonies anglaises, où l'unique préoccupation de chacun semble être de faire une fortune rapide, tandis que les sciences sont tenues dans un mépris universel » (5).

L'administration ne fait pas seulement œuvre de science, elle vise à des résultats pratiques. Elle encourage les colons à rendre leurs terres le plus productives possible en y développant tous les genres

(1) Voir ce mémoire, 2 BRH, 192.

(2) Le Dr Michel Sarrazin, médecin en chef du roi à Québec et membre correspondant de l'Académie Royale des Sciences de Paris, avait fait l'envoi de plantes à Paris pour le Jardin Royal (AM. B. 2. 141. 92 (1699), ib., 3. 243. 440 (1717), 251. 274 (1718), AM. B. 1. 29 (1718). C'est lui qui découvrit la Sarracène, genre de plantes marécageuses, à fleurs éclatantes.

(3) Kalm, II. 4-6.

(4) *Id.*, II. 182-183.

(5) *Id.*, II. 6.

de culture. Elle ne se borne pas en ce point à donner des conseils généraux : elle indique comment la culture doit être conduite, comment le produit doit être préparé ; elle-même fait les expérimentations nécessaires, assure le débit aux produits nouveaux soit qu'elle crée des débouchés extérieurs, notamment aux Antilles, soit qu'elle en achète toute la récolte pour l'usage du royaume, rend enfin obligatoire la construction de moulins à farine à aménagement moderne (1).

Colbert (2) et Pontchartrain (3) enjoignent aux intendants de détourner les colons de la chasse du castor, qui fait négliger la culture des terres, et de les pousser vers l'agriculture, la pêche, le commerce et l'industrie, base d'un établissement stable. Le roi (4) et ses ministres (5) sont aises d'observer que les années où les Iroquois paralysent les opérations de comptoir sont celles où les habitants s'attachent avec le plus de succès aux travaux de la ferme (6).

Mais alors, il y a des gens, ennemis de l'inaction, qui, sachant tout faire, travaillent toujours à quelque chose. « Buchage », labour, semence, récolte, « batage », ils font tout ; ils font le « train », le « radoub » des harnais et des instruments aratoires, ils « échouchent », ils clôturent, ils « lèvent » des bâtiments. Ils font tout et ils le font tous les jours ; les jours de la semaine ne suffisent pas à éteindre leur ardeur : il leur arrive de rompre le repos dominical. L'administration doit, sur l'instance du clergé, sévir contre les perturbateurs (4). En revanche, l'Eglise doit reporter au dimanche, la célébration de dix-sept fêtes non-ouvrables. Elle s'exécute d'ailleurs à contre-cœur : « La

(1) Nous verrons ci-après de nombreux exemples de cette politique. On en trouvera quelques-uns aux chapitres de l'industrie et du commerce.

(2) Le 10 août 1688, AC. CII. A. 10. 63 ; 4 juin 1672, AC. B. 4. 59.

(3) 10 juin 1705, AC. CII. G. 2. 58.

(4) Instructions au sieur de la Jonquière, AC. B. 83. 25 (21 mars 1746).

(5) AC. B. 29. 25 (30 juin 1707) ; *ib.*, 16 (6 juin 1708) et 66 (30 juin 1708).

(6) Sur la politique agraire en général, voir le jugement favorable de Munro, dans son étude du Seigneurial System, 1907, 126.

(7) Voir une Ordonnance de M. de Boyvinet (Trois-Rivières) sur le travail du dimanche, 22 BRH 160 ; le 5 mai 1705 l'Intendant Raudot rend une Ordonnance défendant aux habitants de la colonie de travailler avec leurs harnois, les fêtes et dimanches, sans la permission de leur curé, AC. CII. A. 30. 338 ; dans le même sens, AC. F3. 136 (1709).

colonie, observe Mgr de Pontbriand, ne peut avoir dans le ciel trop de protecteurs » (1). Au reste, l'Eglise seconde l'Etat; le plus grand propriétaire foncier de la colonie use de son autorité ecclésiastique et de la discipline religieuse pour maintenir les habitants à l'œuvre qui donne le cens et la dîme (2).

C. — LE DÉBOISEMENT

La forêt fait en toutes parts obstacle à la marche du pionnier. A l'origine, elle est ennemie des prairies et des champs arables. L'homme doit commencer, contre elle, cette gigantesque lutte qui lui permettra d'ouvrir, à même le bois, à coups de clairières, des places pour lui et ses auxiliaires: les animaux domestiques et les plantes cultivées. Par le fait que la surface du pays est entièrement couverte d'arbres, les yeux des habitants sont rassasiés de cette vue romantique. On regarde les arbres comme un fléau, et l'homme qui en souçhète le plus grand nombre est considéré comme le citoyen le plus industriel. D'un bras vigoureux, le bûcheron attaque les vastes massifs forestiers. Pour ébranler les grands ormes ridés, moussus, à la ramure chargée de nids, il faut bien des coups de cognée. N'importe! Il frappe, sans prendre garde aux perdrix qui fuient lestement dans les hautes végétations buissonneuses, il frappe, frappe, et les arceaux sonores résonnent bientôt du craquement lugubre des pins séculaires tombant avec fracas sur le sol qui les a nourris. Au milieu de la solitude, il représente la vie, le mouvement, l'action humaine, à laquelle tout ce qui existe sur le territoire canadien devra incessamment obéir et se soumettre.

Mais, c'est pas à pas que la futaie recule. Un homme n'en peut abattre qu'un arpent et demi par an, qui travaille hiver et été, à la

(1) Voir le mandement de Mgr H. M. Dubreuil de Pontbriand renvoyant au dimanche la célébration d'un certain nombre de fêtes, afin de ne pas trop nuire aux travaux des champs et autres, 24 novembre 1744, AC. F3. 13. 190; voir encore sur la translation des fêtes, AC. C11. A. 86. 250 (10 novembre 1746), AC. B. 81 (12 mai 1745), *ib.*, 81. 42 (28 avril 1745), 85. 22 (13 mars 1747).

(2) Munro, *The Seigneurial System of Canada*, 1907, pp. 178-180; *id.*, *The Seigneurs of Old Canada*, 1915, pp. 124-125; D. A. Henneker, *The Seigniorial Regime in Canada, Québec*, 1927, pp. 200-202.

hache ou à la scie, sans se donner aucune distraction (1). Pour aller plus vite en besogne, on ne tarde pas à emprunter aux indigènes leur procédé des « taillades » (2). On se contente d'enlever l'écorce à mi-tronc et d'émonder toutes les branches, que l'on brûle au pied de l'arbre pour le « faire mourir ». Les arbres cessent d'émettre des feuilles; ils séchent sur pied, et l'on peut immédiatement cultiver les essarts, après écobuage. On sème sur brûlis et, la récolte faite, ce champ passager devient souvent maquis. A la longue, les arbres finissent par pourrir; un bon coup de vent les jette par terre. On en tire du bois de chauffage ou de charpente ou même on y met le feu sur place: « plus l'on fait grand feu, plus on abat de la forest et plus on se fait de terres nouvelles » (3). On n'extirpe pas les racines avant que plusieurs hivers ne les aient amollies. Longtemps les terrains découverts restent piqués de souches calcinées (4). Beaucoup d'endroits de la province de Québec portent encore le nom de « chicot ».

Voulait-on dans son impatience, aller plus vite encore et faire place nette pour les cultures? On brûlait les arbres et les sous-bois sur les lieux mêmes, à feu courant, au risque de détruire les chênes que l'on était tenu de respecter. Pendant ces « brûlements », il arrivait que le feu se communiquât aux arbres secs et aux pins résineux qui restaient encore debout. C'était alors un spectacle saisissant que de voir flamber sur plusieurs hectares d'étendue ces immenses candélabres. Mais l'illumination n'était pas sans danger. On raconte qu'en 1663 « un incendie qui s'était pris dans ces vastes forêts et qui avait déjà brûlé plus de dix-huit lieues menaçait les habitations... et toutes les terres heureusementensemencées ». L'émoi fut grand dans la population. Par bonheur « les processions et les prières publiques y apportèrent un prompt remède » et conjurèrent le péril (5). Tant pour prévenir ces incendies destructeurs que pour employer utilement la morte-saison, on ne fait plus les « abattis » qu'en hiver, dès qu'on a

(1) Relation des Jésuites, 1636, p. 45.

(2) Sur le mode indien de « désertier », voir Champlain, édition de 1830, II, 113, 258, 391.

(3) *Ibid.*, 1660, p. 4.

(4) *Ibid.*, 1636, p. 45.

(5) Cité par B. Sulte, *Revue Canadienne*, Montréal, 1879, p. 336.

gagné quelques toises sur la futaie (1). Dans un pays sans routes carrossables, il est avantageux de charroyer les troncs et les rondins sur des schlittes qui glissent sur la neige (2). Raudot rend en 1710 une Ordonnance qui défend aux Canadiens de briser les clôtures, d'abattre les arbres et d'enlever le bois sur les terres qui ne leur appartiennent pas (3). Cette Ordonnance est renouvelée par Bégon trois ans plus tard (4).

Voici l'évaluation statistique du déboisement. La trouée est tout d'abord lente et pénible; mais à partir de 1706 la coupe s'accélère:

En 1666	il y a	11,174 arpents	de terres arables	
En 1667	»	11,448	»	»
En 1668	»	15,642	»	»
En 1681	»	24,827	»	»
En 1688	»	28,603	»	»
En 1698	»	32,524	»	»
En 1706	»	43,671	»	»
En 1719	»	71,050	»	»
En 1734	»	148,893	»	»
En 1739	»	213,701	»	» (5)

Kalm rapporte qu'en 1749 les rives du fleuve étaient ouvertes, dans le gouvernement de Montréal, jusqu'à une profondeur d'environ trois quarts de mille; au-delà c'était la forêt et la solitude. Les petites rivières de ce district qui se jettent dans le Saint-Laurent étaient pareillement labourables de chaque côté. Dans le voisinage immédiat des trois villes principales, la campagne était dénudée dans un rayon de douze à dix-huit milles. Les grandes îles du fleuve étaient en bonne partie déboisées. Plus on approchait de la capitale, plus le pays était découvert. Toute la contrée immédiatement au nord de Québec était divisée en champs, en prairies ou pâturages (6). Au recensement de

(1) « Il se fera durant l'hiver prochain un grand abattis » (Talon à Colbert, 27 octobre 1667, AC. CIL. A. 2. 306).

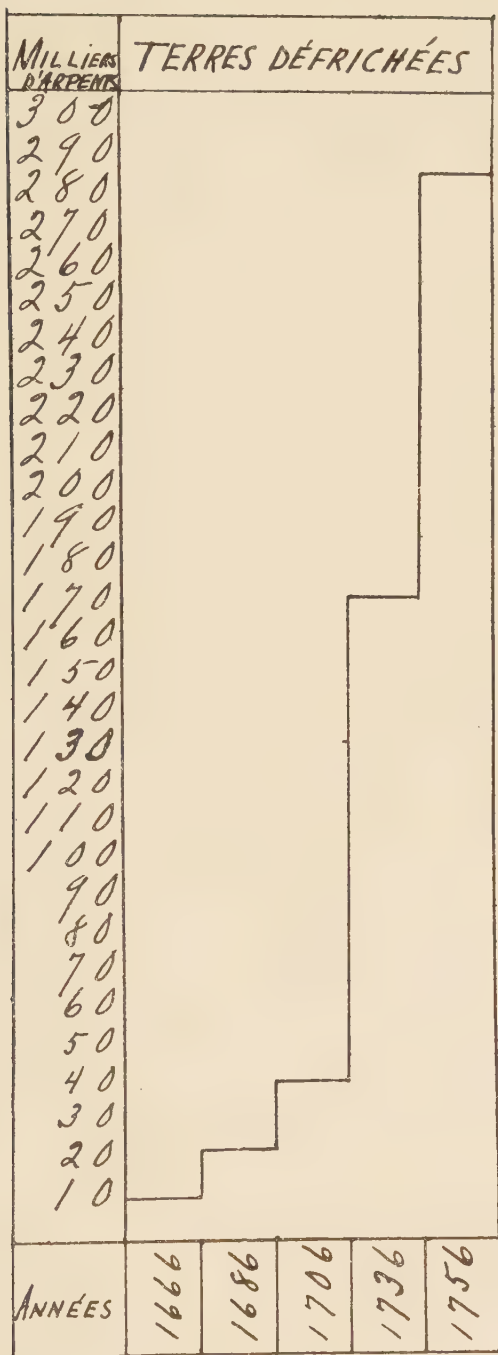
(2) Ordonnance de Raudot, AC. F3. 9. 179 (3 juillet 1710).

(3) Ordonnance de Bégon, AC. F3. 9. 263 (27 décembre 1713). Voir encore sur le déboisement en général, BRH 29. 171, 31. 318; Fuller, op. cit., 42-44.

(4) Voir P. Boucher, ch. V.

(5) Nous avons tiré ces chiffres des Censuses of Canada (1876, vol. IV).

(6) Kalm, II. 66-69, 70, 144.



1762, on relève 75.238 arpents en état d'être mis en valeur dans le seul gouvernement de Québec (1). L'aire de culture, en tout et partout, au moment de la conquête anglaise, aurait été, d'après M. Munro, d'environ 300.000 arpents (2). Ce ne serait là que la vingt-cinquième partie des terres concédées en fiefs et en censives. Per capita il n'y aurait eu alors que cinq acres d'ouverts et plats. C'est peu!

D. — L'AGRONOMIE

a). — LES PREMIERS « CULTEURS »

Lescarbot se fait gloire « d'avoir été des premiers culteurs » du Canada (3). Dès le lendemain de son arrivée en Acadie, en 1606, il se met à remuer la terre avec une ardeur tout édifiante dans un avocat. Ce lui est « un merveilleux plaisir », semailles faites, « de voir croître et profiter chacun jour » (4) « de beaux blez et de beaux ornements de jardins » (5). C'est toutefois à Monsieur de Monts qu'il attribue l'honneur d'avoir jeté en terre canadienne la première semence. Jean de « Poutrincourt étant allé à l'île Ste-Croix (en 1606) trouva du blé mur de celui que deux ans auparavant le sieur de Monts avait semé, lequel était beau, gros, pesant et bien nourri ». Sur le Saint-Laurent, à Québec, Champlain fait semer du blé le premier octobre 1608, du seigle le quinze et le vingt-quatre il fait planter « des vignes du pays » (6). Mais ce ne sont là, et encore en 1617, que des jardins (7) quand débarque l'homme qui sera le premier cultivateur du Canada. Il s'agit de Louis Hébert, apothicaire de Paris, qui quelques années auparavant, à Port-Royal « prent grand plaisir au labourage » (8). Hébert est accompagné de Marie Rollet, sa femme, de son fils et de ses deux filles. On lui fait l'octroi d'une douzaine d'arpents de terre près

(1) Recensement du Gouvernement de Québec fait en 1762, mss conservé au Séminaire de Québec (310 pp.) et reproduit au 5 RAQ I-140.

(2) Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, Toronto, 1915, p. 32.

(3) Lescarbot, I. 599.

(4) *Id.*, I. 579.

(5) *Id.*, I. 585. Voir encore le même, I. 557.

(6) Champlain, édition Berjon, 1613, 197.

(7) *Id.*, édition de 1922, II. 52.

(8) Lescarbot, I. 557.

de l'habitation de Québec, sur les hauteurs. Il y fait surtout du jardinage. En l'été de 1618, Champlain trouve les terres d'Hébert « chargées de toutes sortes d'herbes, comme choux, laitues, pourpiées, oseille, persil et autres herbes, citrouilles, concombres, melons, pois, fèves et autres légumes aussi beaux et avancés qu'en France, ensemble les vignes transportées et plantées ». C'est qu'il faut labourer « à bras » (Champlain). C'est seulement un an après la mort d'Hébert, le 27 avril 1628 que son gendre Guillaume Couillard « entame (la terre) avec le soc et les bœufs » (1). Dès lors les graminées s'ajoutent avec abondance aux légumineuses: blé, orge, seigle et avoine (2).

b). — LA CORVÉE

Nous savons qu'il y a pénurie de main-d'œuvre en Nouvelle-France, bien que les Indiens de nations amies consentent à « s'engager au temps de la moisson » (3). Aussi tous les membres de la famille vont aux champs. « Les enfants (du seigneur de Saint-Ours) ne s'épargnent pas, car j'ai vu deux grandes filles couper du bled et tenir la charrue » (4). Denonville qui rapporte ce trait au ministre, en 1686, dit la même chose l'année suivante de la famille du conseiller et gentilhomme Tilly: « Sa femme et sa fille labourent la terre tous les jours » (5). La fraternité existe entre familles voisines comme entre membres d'un même foyer. La coopération du travail fleurit sous le nom de corvée. On appelle corvée un service gratuit rendu en commun par des personnes de différentes familles. Ce service est obliga-

(1) Champlain cité par P. G. Roy, *Les Petites Choses de notre Histoire*, 5^e série, Lévis, 1923, pp. 40-42.

(2) Relation des Jésuites, 1636. Hébert « levait des grains chaque année » (Champlain, édition de 1830, II. 223-224), mais naturellement en petite quantité. Voir sur Louis Hébert, BRH I. 17, 4. 339, 5. 106, 179, 295, 6. 64, 88, 218, 16. 158, 18. 56, 19. 301, 18. 223, 20. 45, 224, 30. 5, 20, 55, 24. 90, 20. 123, 225, 201, 281, 24. 88, 26. 342, 28. 320; — Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, 1915, pp. 61-70; — Abbé Couillard-Després, *Louis Hébert, premier colon canadien*, et sa famille.

(3) Kalm, II. 89.

(4) Salone, p. 310.

(5) Denonville et Champigny au ministre, 6 novembre 1687, AC. CII. A.

toire ou volontaire, selon qu'il est fait dans l'intérêt public — corvée royale et corvée seigneuriale — ou dans l'intérêt propre d'un particulier — le « coup de main ».

Les associations fraternelles de voisinage sont une des coutumes les plus jolies et l'une des plus révélatrices de la nature sociable et charitable des populations de la Nouvelle-France; on se rend à la corvée comme à une fête parce qu'elle fournit l'occasion de se rencontrer nombreux, de rire et de causer, et de rendre service. Aussi tout prétexte est-il bon pour faire une corvée vicinale: l'érection d'un bâtiment (1), le charroi de « billots », l'épluchette du blé-d'inde (2).

L'épluchette du maïs est peut-être la plus populaire des corvées. Elle rapproche les jeunes gens des deux sexes et facilite l'éclosion des amours. Reproduisons le tableau pittoresque et vivant que nous en donne Pamphile Lemay: « Au milieu de la cuisine s'élève une pyramide d'épis chaudement enveloppés dans leur robe et l'on attend le signal de l'attaque. Le voici. On se précipite, en poussant un cri de joie, à l'assaut du joyeux rempart. Je ne sais comment cela se fait, mais le dieu de l'amour a si bien favorisé tout le monde que chacun se trouve auprès de l'objet aimé. On forme une ceinture aux épis, on se presse les uns contre les autres, à la seule fin, croyez-le bien, d'être plus près du blé d'inde. Les chaises feraient perdre un espace précieux; on les laisse dans leurs coins et l'on s'assied à terre. Un étrange froissement de feuilles sèches annonce que le travail commence. On dépouille complètement les épis qui doivent être égrenés bientôt; on laisse trois ou quatre feuilles à ceux qui doivent être gardés en tresse. Les plus éveillés de la bande des éplucheurs ont toujours quelque riposte à lancer, quelques drôleries à faire. C'est un besoin pour eux de faire rire les autres, comme c'est un besoin pour d'autres de rire toujours. Les feuilles tombent drues, s'amoncellent et forment bientôt de moelleux coussins. Une espérance anime les travailleurs, l'espérance de trouver un blé d'inde d'amour, — on appelle ainsi un épi rouge, — car ce blé d'inde est mieux qu'un talisman; non seule-

(1) « Dès que le soldat s'établit... les camarades viennent lui donner un coup de main pour l'aider à se bâtir une maison, et pour ce service, ils reçoivent une gratification de la part du roi » (Kalm, II. 14.).

(2) Sur l'épluchette de blé d'Inde au Canada, consulter BRH 5. 96, 186, 29.196, 30.339.

ment il vous préserve de la mauvaise fortune pendant la soirée, mais il vous investit d'un doux privilège, celui d'embrasser qui vous plaît. Quelquefois le possesseur de l'heureuse trouvaille dissimule son plaisir et son épi: il va traîtreusement déposer un chaud baiser sur une joue qui ne s'y attend pas, et ne produit qu'ensuite, au milieu des éclats de rire et des applaudissements, la pièce justificative. Quelquefois, il pousse de suite un cri de joie, puis il agite comme un trophée l'épi de pourpre. Alors les yeux cherchent sur qui va tomber la faveur. Souvent la préférée, — qui n'est pas sans quelque pressentiment, — se trahit d'avance en rougissant tout à coup... Les jeunes filles qui développent un blé d'inde d'amour, ne peuvent cacher ni leur émotion ni leur contentement, mais, d'ordinaire, elles ne se prévalent point du privilège qu'il donne... Elles ne se refusent pas cependant de prêter à leur ami cet épi qui les embarrasse et l'ami galant ne manque jamais de prouver sur-le-champ sa reconnaissance... Pendant que l'on travaille, le feu s'allume dans la cheminée, l'eau bout dans le grand chaudron pendu à la crémaillère et les plus beaux épis cuisent pour le réveillon. Ceux qui préfèrent le blé d'inde rôti n'auront qu'à s'approcher du foyer et à tourner, devant la braise, les grains d'ambre, qui vont prendre une saveur exquise. Le réveillon sera gai; le reste de la nuit s'écoulera dans les amusements de coutume; car toutes ces fêtes et corvées ne sont, après tout, que divers chemins pour arriver au même but... » (1).

Aux termes de la Coutume de Paris, le seigneur peut requérir de ses vassaux des journées de corvée, mais dans le cas seulement où il stipule expressément à cet effet dans le titre de concession (2). Il n'appert pas que, dans les premiers temps de la colonie, le seigneur ait usé de ce droit. Plus tard (vers 1708), cependant, la coutume s'établit de stipuler un certain nombre de journées de corvée par année. D'ordinaire, ce nombre varie, avec l'étendue de la concession. Rarement, toutefois, dépasse-t-il six jours en tout, et ces jours sont répartis entre les diverses saisons, à savoir un jour aux semailles, un jour à la fenaison, un jour aux récoltes et les autres au labourage (3). Comme cette obligation est commuable en une faible somme, — paya-

(1) P. Lemay, Fêtes et corvées.

(2) Article 71.

(3) 2 EO 437 (1714).

ble à la première réquisition (1), — elle peut être considérée tout au plus comme étant un impôt spécial en nature. Le seigneur n'est pas tenu, comme on l'a dit, de nourrir les travailleurs ni de leur procurer les outils et instruments aratoires (2).

Le seigneur peut dans certains cas précis demander des journées supplémentaires. Il s'agit alors de construire ou d'entretenir les chemins et les ponts, l'église paroissiale et le presbytère, et parfois le manoir ou le moulin banal (3). Bien que les tenanciers n'y sont pas tenus de droit commun, le titulaire du fief peut appeler de leur refus à l'intendant qui, sur le bien-fondé de la demande, prévoit une peine contre les récalcitrants.

L'intendant Bégon fait des instances auprès du Conseil de la Marine (4) pour obtenir la suppression de toute corvée seigneuriale (1716). Un projet rédigé dans ce sens est soumis à l'examen du Conseil (1717) (5), mais il ne reçoit pas la sanction du Régent (6).

De temps à autre, à partir de 1706 (7), le Conseil supérieur de Québec ordonne lui aussi des corvées dites royales aux fins de construire ou de réparer les fortifications, d'ouvrir des routes (8). Ainsi, les habitants tracent une voie carrossable en bordure du fleuve entre Québec et Montréal, et relie le Sault-Saint-Louis au Lac Champlain (9).

(1) 2 EO 437 (1714).

(2) *Ibid.*, 445 (1716).

(3) Sur les corvées d'Eglise, voir 3 EO 284, 205, 216, 217, 303, etc., et JN 378 et 293, et OI 281; — Munro, *The Seigniorial System of Canada*, 1907, 184-185.

(4) Voir le jugement de Bégon rendu le 22 janvier 1716 contre le sieur de la Chevrotière (2 EO 445), et sa lettre au ministre, du mois de février 1716, AC. CII. A. 26. 90.

(5) *Titles and Documents*, I. 18-19.

(6) Henneker, *The Seigniorial Regime in Canada*, Québec, 1927, p. 134.

(7) 2 EO 137 (1706).

(8) Exemples, 3 EO 176, 197, 216, 217, 284, 436, etc.

(9) Consulter sur la corvée en général, BRH 5. 96, 216, 7. 256, 284, 17. 243, 28. 21, 30. 338; — *La Corvée* (Concours littéraire de la Sté St.-Jean-Baptiste de Montréal), 1907, 1 vol., 240 pp. — Garneau, *Histoire du Canada*, 5^e édition, p. 203, note 38.

c). — LES INSTRUMENTS ARATOIRES

La charrue, la herse et le rouleau constituent tout l'outillage proprement aratoire du paysan canadien, et encore ces instruments sont-ils frustes et lourds. La herse est faite d'un bâti de bois triangulaire auquel sont fixées des dents également en bois, longues d'environ cinq pouces, et distantes d'autant les unes des autres. Deux des côtés de l'appareil ont six pieds de long, le troisième en mesure quatre. Les charrues sont assez mal construites. Les roues du train sont aussi épaisses que celles d'un tombereau, et toute la charpente est si lourde qu'il faut la force d'une bête de somme pour tirer la machine en terrain uni. Dans les débuts ce sont des bœufs qui actionnent la charrue, la herse, tout comme le traîneau; mais sur la fin du régime les habitants ne labourent presque plus qu'avec des chevaux, préférant le fouet à l'aiguillon. Dans les colonies anglaises les bœufs tirent par le garrot comme les chevaux, au Canada ils tirent avec leurs cornes. Les moissonneuses mécaniques ne sont pas encore connues. Les outils de la récolte sont actionnés à bras; ce sont: la faux, la faucille, la fourche, le râteau, le fléau, le van, et le battoir. L'habitant dispose encore d'une charrette ou d'un tombereau dans lequel, une fois ou deux par an, il transporte ses produits à la ville prochaine, s'il n'aime mieux le faire en canot ou en yacht. Le dimanche il monte en carriole ou en calèche suivant la saison. Quelques-uns ont des attelages de chiens, dont ils se servent surtout pour le transport de l'eau (1).

d). — LES FAÇONS AGRICOLES ET LES PRAIRIES

Le fermier de la Nouvelle-France n'a pas le temps de donner à la terre toutes les façons qu'elle reçoit en Europe. Si la France n'était pas mieux cultivée que ne l'est le Canada, remarque l'ingénieur Cata-

(1) Consulter sur les instruments aratoires, P. Boucher, ch. V; — Kalm, II, 16, 142-143, 221; — Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70; — Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, 1915, p. 115; — on trouvera à la page 61 de *l'Economic History of the United States* par T.-W. Van Metre (London, Pitman, 1925), une intéressante vignette des Farm Implements of the XVIIIth century.

logne dans son rapport sur les seigneuries (1712), les trois quarts de la population y souffriraient de la famine. Kalm trouve singulier que les peuples de l'Amérique du Nord, — Anglais, Suédois, Hollandais et Français semblent avoir adopté le système agronomique des Indiens (1).

L'aire labourable est divisée en champs, en prairies ou pâturages. Parfois les pâturages sont rejetés au-delà du bocage, le plus souvent ils sont en deçà. Les pièces sont grandes. Il n'y a de fossés nulle part; ce n'est pourtant pas sans besoin. Comme les bestiaux sont parqués dans les pâturages de l'autre côté des bois, et confiés à la garde de vachers en cas de nécessité, beaucoup de colons se dispensent de clôturer leurs terres. Ceux qui font une enceinte à leur héritage, la font soit de longues perches superposées, soit en palissades, soit encore, dans les terrains pierreux, de pierres des champs (2).

Les terres ne sont pas alors disposées par assolement, comme aujourd'hui. La jachère est absolue ou morte; elle ne reçoit pas de semence. Les premières années où le sol est cultivé, pour la première fois peut-être depuis la création, il produit naturellement une récolte magnifique; l'année suivante le colon laboure encore la même pièce, sans y mettre le moindre engrais, et il continue ainsi d'année en année jusqu'au complet épuisement du sol. Alors, il laisse son champ en friche, de deux années l'une, afin qu'il puisse reprendre les poussières de l'air et des eaux, le limon des rosées et des pluies, et les autres secours de la nature bienfaisante, qui toujours travaille à rétablir ce que l'homme ne cesse de détruire; il prend sa hache et se taille en pleine forêt un autre champ, qu'il traite de la même façon. Toutes les pièces ayant passé par ce système de culture, le laboureur retourne à son premier champ, qui a eu le temps de se refaire, puis il l'abandonne pour le second, qu'il laisse reposer à son tour. On ne laboure pas les jacherées pendant l'été, de sorte que les mauvaises herbes les envahissent. On fume les friches au printemps. Les prairies élevées du Canada sont de beaucoup préférables, au dire de Kalm, à celles des environs de Philadelphie et des autres colonies anglaises. Plus on avance au nord, plus elles sont belles, et plus le gazon est riche et fourni. L'herbe y est de deux sortes, savoir: une espèce d'herbe à feuilles étroites (*Poa angustifolia*, Linné), et dont les épis contiennent

(1) Kalm, I. 121.

(2) Kalm, II. 144, 119, 222.

trois ou quatre fleurs si petites que la plante pourrait facilement être prise pour l'agrostis, et dont la graine est à base pubescente; l'autre plante qui croît dans les prairies ou friches, est le trèfle blanc (*trifolium repens*, Linné). Ces deux sortes forment le foin, et ce foin est très fourni. Le paturin des prés (*Poa*) a une tige assez élevée, mais ses épis sont très minces. Au pied de cette herbe, le sol est couvert de trèfle, de sorte que l'on ne peut trouver de meilleures prairies que celle-là. Toutes ces jachères ont été des champs de blé auparavant; on y voit encore la trace de la charrue (1). Il y a pourtant des terrains couverts naturellement de plantes herbacées, fourragères, surtout en remontant vers Montréal. Un bras du Saint-Laurent emprunte précisément à cette circonstance son nom de Rivière des Prairies. « Mais il est assez dangereux d'avoir le foin (qui y pousse), car les faucheurs ou les faneurs sont toujours en danger d'être tués par ces Iroquois » (2).

Quelques cultivateurs déchaument les terrains en friche, tard en automne, d'autres attendent jusqu'au printemps pour le faire; mais le premier mode est préférable au second, et donne une bien meilleure récolte. Les labours d'automne sont des labours profonds, entrepris pour que les alternatives de gel et de dégel pulvérisent la terre, et l'ameublissent. Ceux du printemps sont superficiels. Pendant l'été on effectue les labours de semailles et des labours de jachère. L'habitant fait le labour en planches larges de deux ou trois mètres entre les raies; les bandes sont versées moitié dans un sens, moitié dans l'autre. La hauteur perpendiculaire d'une planche, de son milieu au fond du sillon, est de près d'un pied (3). « C'est dans le seizième (jour d'avril) que la terre se trouve libre et en état de pousser les plantes et d'être labourées » (4). Le blé, l'orge, le seigle et l'avoine sont hersés, mais les pois sont semés avant le labour. L'ensemencement se fait ordinairement vers le quinze avril, et on commence par les pois (5). La terre ensemencée est entretenue par un hersage, qui peut être suivi de roullages, de sarclages et autres soins culturaux.

« Dès le commencement de mai, les chaleurs sont extrêmement

(1) Kalm, I. 50, 121; II. 39-40, 118, 221.

(2) P. Boucher, ch. 13; — Lescarbot, I. 548.

(3) Kalm, II. 119.

(4) P. Boucher, ch. II.

(5) Kalm, II. 22.

grandes et on ne dirait pas que nous sortons d'un grand hiver; cela fait que tout avance et que l'on voit en moins de rien la terre parée d'un beau vert » (1). Le fauchage doit s'exécuter vers la fin et quelquefois au milieu d'août (2), quand les plantes de la prairie sont en pleine floraison, c'est-à-dire quand elles ont acquis leur développement, et qu'un plus long séjour dans le sol ne pourrait que leur faire perdre de leurs éléments constitutifs. On coupe l'herbe à la faux, et l'on profite, pour effectuer ce travail, de l'humidité du matin ou du soir, qui permet à la faux d'entailler franchement les tigelles. Le fanage s'exécute au moyen d'une fourche à trois dents. Le plus souvent, quand la rosée du matin s'est évaporée, on étend la fauche sur le sol, et dans le cours de la journée, on la retourne en la soulevant doucement; le soir venu, on la remet en veillotte. Deux ou trois jours suffisent ordinairement pour sécher l'herbe de cette manière avant la rentrée au fenil. Mieux vaut, d'ailleurs, attendre un peu plus longtemps, et ne rentrer au fenil que du foin bien sec, le foin mouillé pouvant fermenter et même s'enflammer spontanément. On fait quelquefois le fanage par fermentation (3). Alors le fourrage est entassé en grosses meules. Au bout de 24 à 36 heures, la fermentation s'y développe, relevant la température de la masse; la meule est alors démontée et le fourrage écarté. Le point délicat est de suivre le développement de la fermentation, pour démolir le tas au moment voulu. On n'entre pas toujours le foin, surtout quand la récolte est abondante. On le laisse en meulons coniques sur la prairie de fauche (4). Comme le printemps commence tard, on ne coupe les foins qu'une fois l'an; les regains après pousse et fauchaison sont trop courts; on fait pâturer les regains sur place (5). Les Sauvages amis se louent volontiers aux fauchailles; contre les ennemis on travaille, les « Montréalistes » du moins, l'arme au dos, sans se perdre de vue, prêts, au premier coup de tocsin ou bien à l'abolement des dogues, à faire le carré autour du chef (6).

(1) P. Boucher, loc. cit.

(2) Kalm, II. 22.

(3) Kalm, II. 118.

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) *Id.*, *ibid.*

(6) Dollier de Casson, Histoire du Montréal, pp. 59, 51-87.

Quand la fenaison finit, la moisson approche. « On moissonne en septembre, et même en octobre, où parfois la neige surprend le paresseux » (1). On juge qu'il est temps de moissonner quand le grain ne s'écrase plus sous la pression des doigts, mais se coupe à l'ongle facilement, et que son contenu, de laiteux qu'il était, est devenu consistant et farineux. Il ne faut cependant pas attendre, pour moissonner, que le grain soit arrivé à complète maturité, parce qu'alors il tomberait de l'épi sous le moindre choc. La moisson se fait à la faux, à la faucille ou à la sape. Les céréales abattues sont javelées et achèvent de mûrir sur le chaume avant d'être engrangées.

e). — LES CÉRÉALES (2)

Les colons cultivent les céréales que les Sauvages connaissaient avant l'arrivée des Français: le blé d'Inde, le tournesol dont on tire une huile délicate et de bon goût et les « faizoles ou arricots », espèce de pois du pays. Le maïs cultivé est de l'espèce naine, qui mûrit plus tôt que l'autre, en trois mois de temps; ses grains sont plus petits, mais ils donnent plus de farine et d'une meilleure qualité en proportion. Il vient à maturité généralement au milieu et quelquefois à la fin d'août. Le maïs et les pois valent en Nouvelle-France le même prix que le froment. La récolte de maïs donne :

En 1718	4.493	boisseaux
En 1729	6.487	»
En 1734	2.223	»
En 1739	5.939	» (3)

On utilise l'enveloppe de l'épi à la confection des paillasses, de même que la paille du seigle et la bale d'avoine (4).

Les pois verts sont préférés pour la semence. Ils viennent très bien dans un sol pauvre, mais élevé, sec et mélangé de sable grossier. Le rendement des pois va parfois jusqu'à quarante minots pour un; mais d'autres années il ne dépasse pas dix et varie beaucoup (5). D'a-

(1) P. Boucher, pp. 18-19.

(2) P. Boucher, ch. VIII: « Noms des blés et autres grains apportés d'Europe qui croissent en ce pays ».

(3) Ces chiffres sont fournis par les Censuses of Canada, 1876, vol. IV.

(4) Kalm, I. 44, II. 124, 192, 229.

(5) *Id.*, II. 221.

près les recensements, la récolte de pois aurait été en 1734 de 64.549 boisseaux, en 1739 de 91.153 boisseaux.

On sème beaucoup d'avoine de France, mais seulement pour les chevaux et les bestiaux. L'avoine rapporte de quinze à trente minots pour un (1). On moissonne en 1719 50.416 boisseaux d'avoine, en 1734 163.988, et en 1739 162.207 boisseaux. De même on ne sème d'orge, ou peu s'en faut, qu'en vue de l'élevage. Le rendement est de 3.462 minots en 1734 et de 8.443 en 1739 (2). L'intendant Talon fait planter et cultiver sur sa terre des Islets six mille perches de houblon qui produisent du fruit en abondance et de bonne qualité (3), mais son exemple n'est pas imité par le peuple. En 1757, les Récollets de Québec sont les seuls, à la connaissance d'Antoine de Bougainville, qui aient une houblonnière. Les Pères en font de la bonne bière (4). Sous tout le régime on sème du seigle (5). Le seigle est une céréale précieuse, car il a l'avantage de venir là où le blé ne pourrait être cultivé et de supporter des climats rigoureux. Bien qu'elle soit moins blanche que celle du froment, la farine de seigle est panifiable et donne un pain bis qui se conserve longtemps frais.

Le blé l'emporte sur toutes les autres sortes de grains (6). Le semis est pratiqué à la volée. On ne sème que du blé d'été, le blé blond ou clair (7) de Norvège, sauf dans l'île Jésus où quelques cultivateurs sèment leur blé en automne. Le blé d'automne, également de Norvège ou de Suède, est sujet à trop d'accidents. Lorsque les neiges viennent trop tard ou qu'après la fonte des neiges, il y a des gelées, ce blé périt en herbe (8). Près de Québec, il arrive quelquefois, lorsque l'été est moins chaud ou que le printemps est plus tardif que d'ordinaire, qu'une grande partie du blé d'été n'a pas le temps de mûrir parfaitement avant que le froid commence. La récolte donne généralement

(1) Kalm, II. 221.

(2) *Id.*, et Censuses of Canada, 1876, vol. IV.

(3) AC. CII. A. 3. 159.

(4) A. de Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757 3 RAQ 42-70.

(5) Kalm, II. 221; — P. Boucher, ch. VIII; — Champlain, Œuvres, passim; — Relations de, 1636.

(6) Kalm, II. 39-40.

(7) *Id.*, *Ibid.*, 119, 221.

(8) Hocquart, Détail de toute la colonie, AC. CII. A. 67. 95.

quinze ou vingt minots pour un (1). Pierre Boucher assure que le pain est aussi beau qu'en France (2); mais cette assertion est contredite par Pehr Kalm (3).

Voici l'évaluation statistique des récoltes en blé:

En 1685	100,971	boisseaux
1695	129,154	»
1698	160,978	»
1706	211,634	»
1716	252,304	»
1734	737,892	»
1739	634,605	» (4)

f). — LES PLANTES TEXTILES

A ceux qui demandent à Pierre Boucher, vers 1663, pourquoi on ne recueille pas le chanvre au Canada, le propagandiste répond que c'est qu'il faut songer au blé d'abord (5). Mais quand les plantes vivrières se sont pour une bonne fois acclimatées, on ne manque pas de cultiver les plantes textiles. On le fait pour plusieurs raisons. Tout d'abord aucune culture ne paraît plus convenable aux Canadiens que celles du lin et du chanvre: ils ont six mois d'hiver pendant lesquels ils ne peuvent travailler la terre; ils peuvent employer utilement ce temps, les femmes à tisser les chanvres et les hommes à battre le lin au foulon (6). Avec le temps, ils auront, de leur culture et de leurs propres fabriques, la meilleure partie et peut-être toutes les toiles nécessaires à leur usage, toiles dont ils consomment pour plus de soixante mille livres année commune (7). Colbert a l'ambition de construire des vaisseaux au Canada, et ces constructions demandent des cordages et, partant, du chanvre (1669). Enfin, s'il y a un surplus, on ne sera pas en peine pour en disposer. La France est obligée d'importer

(1) Kalm, II. 221; — Franquet, Voyages et mémoires sur le Canada, p. 181.

(2) Pierre Boucher, Histoire véritable, p. 82 et ch. VIII.

(3) Kalm, II. 125.

(4) Voir ci-après notre article sur le commerce des grains au chapitre de la « Circulation ».

(5) Pierre Boucher, op. cit., ch. XIII.

(6) AC. CII. A. 121. 70 (16 juin 1716).

(7) Talon au roi, Mémoire sur le Canada, 2 novembre 1671, AC. CII. A. 3. 159; — Bégon, AM. B. I. 50. 129 (1719).

ter des pays du nord le chanvre dont elle a besoin (1). Les administrateurs proposent aux Canadiens de satisfaire à la consommation de la marine à Rochefort (2).

Talon, Vaudreuil et Bégon s'empresment à se conformer aux ordres du roi (3). Ils font des expérimentations, afin d'introduire et de propager le lin et le chanvre. Le ministère leur fournit la graine nécessaire et leur envoie des instructions sur l'art de cultiver la plante qui porte le chènevis (4). La plante vient fort bien (5). La qualité est aussi bonne qu'en Bretagne (6). La préparation en est toutefois défectueuse (7). Pour amener les habitants à se livrer à ces nouvelles cultures, Talon accapare tout le fil qui se trouve dans la colonie et il n'en laisse avoir qu'à ceux qui prennent l'engagement de le rembourser en filasse (8). Forcément les habitants s'y adonnent, particulièrement ceux de Batiscan et de Champlain (9); les habitants de Montréal se laissent tirer l'oreille (10). Talon achète au nom du roi tout ce qu'il trouve de chanvre et de lin sur le marché de Québec « pour faire connaître à tous qu'ils en auront le débit » (11). Un de ses successeurs, Michel Bégon, fait annoncer, en 1720, par les curés des paroisses que les magasins royaux recevront le chanvre à soixante livres le quintal (12). La tactique réussit, puisque les magasins prennent en 1723 1.644 livres de chanvre, en 1724 5.795 et en 1727 44.200. Toutefois les habitants, « consultant plutôt leur commodité que leur intérêt » (13) cultivent le lin en plus grand: en 1719, ils lèvent 45.970 livres de lin, 54.650 en 1720 et 92.246 en 1734 (14). Le roi fait savoir

(1) AC. CII. A. 121. 70 (16 juin 1716); AC. B. 23. 75 (6 mai 1702).

(2) De Meulles, 12 novembre 1682, AC. CII. A. 6. 81.

(3) Marie de l'Incarnation, II. 446 (27 août 1670); — AM. B. I. 51, 129 (1719).

(4) AC. B. 23. 33 (5 avril 1702), CII. A. 50. 134 (1728).

(5) P. Boucher, op. cit., ch. VIII; AM. B. I. 50, 126 (1719).

(6) AC. B. 48. 818 (29 mai 1725).

(7) AC. B. 57. 632 (8 avril 1732).

(8) 18 mai 1669, AC. CII. A. 3. 39.

(9) AC. B. 52. 481.

(10) AC. B. 23. 75 (6 mai 1702).

(11) 18 mai 1669, AC. CII. A. 3. 39.

(12) Bégon au ministre, 26 oct. 1720, AC. CII. A. 43. 74; — AM. B. I. 51
129 (1719).

(13) Le ministre à Raudot, 7 juillet 1711, AC. B. 33. 111.

(14) Censuses of Canada, 1876, vol. IV.

qu'il est charmé d'apprendre que le lin réussit bien au Canada, mais qu'il n'entend pas envoyer de tisserands pour l'utiliser sur les lieux; son but était qu'il fut envoyé en France pour y être manufacturé et remplacer la matière brute venant de l'étranger (1). Quant au progrès de la culture du chanvre au Canada, le Conseil de la Marine juge qu'il est assez considérable. Croyant que le temps est venu de diminuer le prix que l'on donne aux habitants pour cette denrée, il invite l'intendant Dupuy à le ramener d'abord à 40 livres le quintal (2), puis à 25 livres seulement (3). Le dernier prix n'entrera en vigueur que le premier janvier 1730. Jusqu'à cette date le chanvre abonde, les magasins en sont encombrés (4). Le ministère se félicite d'avoir pris des mesures pour modérer l'ardeur des habitants (5). Mais voilà que cette ardeur se ralentit si bien qu'il ne se fait plus d'envois en France de lin ni de chanvre (6). Les Canadiens n'en ont pas abandonné la culture, mais ils se contentent d'alimenter les corderies locales et de satisfaire à leur propre usage (7). La production se maintient aux environs de vingt mille livres pour le chanvre (8) et de 120.000 quintaux pour le lin (9). Le 15 avril 1750 le ministre écrivait à Jonquière et à Bigot qu'il trouvait fâcheux que les habitants aient cessé de produire les plantes textiles en vue de l'exportation, et qu'il se proposait d'envoyer dans la colonie quelques familles qui en entendaient parfaitement la préparation et de payer le chanvre 30 livres le quintal au lieu de vingt-cinq (10).

E. — LA CUEILLETTE

Pendant que les adultes se dépensent aux champs, les enfants font la cueillette des baies le long des rivières et dans les sous-bois.

(1) AC. B. 23. 101 (14 juin 1702).

(2) AC. B. 48. 818 (29 mai 1728).

(3) AC. B. 481 (11 mai 1728).

(4) AC. CII. A. 51. 240 (1729), 315 (1729), 52. 2 (14 janvier 1730) et 113, 162.

(5) AC. B. 54 (le ministre à Hocquart, 21 mars 1730).

(6) Le ministre à Hocquart, AC. B. 63. 471 (12 avril 1735).

(7) Kalm, II. 167; — AC. B. 64. 421 (10 avril 1735).

(8) CII. A. 68 34 (11 octobre 1737), 70. 19 (12 oct. 1738), 71. 243 (14 octobre 1739), 77. 344 (24 oct. 1742), 80. 99 (1743), 81. 427 (1744). 85. 54 (1746).

(9) M. de Beaucas, Mémoire sur le Canada, 1758, AC. CII. A. 103. 488.

(10) AC. B. 91. 19 (15 avril 1759).

Il se rencontre tant de « petits fruits, et en telle quantité, que c'est merveille » (1). « Cela vient par dépit » (2). Il y en a de rouges, tels les fraises, les framboises et les airelles d'Amérique ou « atocas » (Cranberry, canneberge); il y en a de noirs, comme les mûres et les cassis; il y en a de bleus et on les appelle précisément « bluets » (3). On fait entrèr les primeurs dans la préparation des tartes et de plusieurs autres pâtisseries, ou bien on les mange à l'état nature.

On fait encore la recherche du capillaire, fougère dont on extrait un sirop très apprécié pour ses propriétés stomachiques et dont on fait surtout usage contre la toux. Le capillaire d'Amérique est regardé par les hommes de l'art comme fort au-dessus de celui qu'on recueille en Europe. Aussi en envoie-t-on des quantités considérables en France chaque année. D'ordinaire cette herbe vaut, à Québec, de cinq à quinze sous la livre (4).

Le ginseng est l'objet pendant quelques années d'un plus grand trafic encore. Cette araliacée que, pour ses vertus médicinales, les Chinois achètent au poids de l'or, fut, en 1715, reconnue dans les forêts du Canada par le Père Lafitau. Elle devient bientôt l'un des articles les plus en demande du commerce canadien. Il en sort en 1752 pour 500.000 francs. Il s'était vendu l'année précédente jusqu'à vingt francs la livre au Canada et même trente francs à la Rochelle. Cette plante aime l'ombre et croît dans un terreau profond et riche; un sol humide ne lui convient pas plus qu'un sol élevé. Elle n'est pas commune partout. Parfois on la cherchera inutilement dans l'espace de plusieurs kilomètres sans en découvrir un seul pied. Mais là où elle croît, on la trouve en abondance. On ne l'a jamais trouvée au nord de Montréal. Elle fleurit en mai et juin, et ses baies sont mûres à la fin d'août. « L'empressement qu'excitait cette plante poussa les Canadiens à cueillir dès le mois de mai ce qui ne devait être cueilli qu'en septembre et à faire sécher au four ce qu'il fallait sécher à l'ombre et lentement (deux mois). Cette faute décria le ginseng du Canada chez le seul peuple de la terre qui le recherchait; et la colonie fut cruelle-

(1) Champlain, éd. de 1830, II, 321.

(2) P. Boucher, op. cit., ch. IV.

(3) Champlain et Boucher, loc. cit.; Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ; — Kalm, II, 161.

(4) Kalm, II, 90-91; Bougainville, loc. cit.

ment punie de son excessive avidité, par la perte entière d'une branche de commerce qui, bien dirigée, pouvait devenir une source d'opulence » (1).

F. — LE JARDIN POTAGER

Champlain avait eu l'élégance de faire planter des rosiers au fort de Québec, mais peu d'autres fleurs de France, sinon l'œillet, la tulipe, le lys blanc, les passeroses et les pieds d'alouette n'avaient encore été transplantées au Canada en l'année 1663 (2). L'auteur qui nous fournit ce détail décrit les herbes sauvages les plus connues alors: le cerfeuil « dont la feuille est plus large que celle de France et est d'aussi bon goût », le passepierre, le persil sauvage, l'angélique, le pourpier, la cigue et l'ellébore... (3).

Au temps de Kalm, chaque femme est pourvue de son jardin potager rempli d'herbages et surtout d'oignons dont les paysans font une grande consommation les vendredis et samedis et les jours de jeûne (4). La citrouille est pareillement très abondante. On la sert de diverses manières, mais généralement on la coupe, par le milieu, en deux morceaux qu'on met rôtir devant le feu, l'intérieur tourné du côté de la flamme; on mange la pulpe du potiron après l'avoir pelée; les gens à l'aise la saupoudrent de sucre. Le petit potager contient aussi des carottes, de la laitue, de l'ail, du persil, de la chicorée, de l'oseille, des épinards, des « gadelliers » (5). Les buissons de gadellier sont tellement chargés de fruit que le vert de leur feuillage se perd dans la pourpre de leur baies. Le panais se trouve partout le long des rivières

(1) Raynal, VII. 277; — consulter encore sur le ginseng du Canada, Kalm, II. 86; — Charlevoix, Journal d'un voyage dans l'Amérique septentrionale, t. VI, lettre XII, p. 24; — Franquet, Voyages et mémoires sur le Canada, pp. 177-178; — Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70; — Lettre du ministre à M. de Montaron, 3 août 1752, AC. B. 96. 125; Taché, Mémoire au nom des marchands du Canada, AC. CII. A. 98. 460 (1752); — Salone, 380.

(2) P. Boucher, ch. VIII.

(3) *Id.*, *ibid.*

(4) Kalm, II. 192.

(5) P. Boucher, loc. cit.

et dans les champs (1). Il paraît peu sur la table (2). Le chou blanc surtout réussit à merveille, mais il est souvent attaqué par les vers (3). Le melon d'eau est beaucoup cultivé. A peine y a-t-il un paysan qui n'ait son champ planté de pastèques (4). La betterave rouge, le raifort et la rave ordinaire, le thym et la marjolaine viennent très bien, ainsi que les navets, dont il se fait une grande consommation, principalement l'hiver (5). Des personnes du Canada expérimentées dans la culture des herbes de cuisine et dans le jardinage rapportèrent à Kalm qu'elles étaient obligées de faire venir des graines fraîches de France chaque année, parce que la semence perdait généralement sa force à la troisième génération et produisait des plantes inférieures aux premières par rapport au goût et à la qualité (6). Kalm remarque encore que « peu de gens connaissent la pomme de terre ». Les Français d'ici, lorsqu'on leur demande pourquoi ils ne plantent pas de patates, répondent qu'ils ne leur trouvent aucune saveur, et ils se moquent des Anglais qui en sont si friands » (7). Chaque ferme plante près de sa maison une quantité de tabac plus ou moins considérable, suivant sa famille. Le roi n'avait pas voulu tout d'abord que l'on semât du tabac au Canada en vue de la vente, afin de ne pas causer de préjudice à la culture que l'on en faisait aux îles françaises d'Amérique (8); mais il changea plus tard d'avis, et les fermiers furent autorisés à s'en pro-

(1) Kalm, II. 51.

(2) *Id.*, II. 91.

(3) *Id.*, II. 199.

(4) *Id.*, II. 91.

(5) *Id.*, *ibid.*

(6) *Id.*, II. 92.

(7) *Id.*, *ibid.* La pomme de terre était connue des Indiens. Ils en mangeaient, comme nous l'avons vu au chapitre de l'Economie indigène. Contrairement à ce qu'avance Benjamin Sulte (La Pomme de terre, *Revue Canadienne*, 1893, pp. 84-92) la pomme de terre ne fut pas introduite en Acadie par les Anglais; elle était connue à Port-Royal dès le temps de Lescarbot, et nous avons reproduit plus haut ce que cet historien rapporte sur la culture de la patate faite à Paris de son temps, c'est-à-dire trois quarts de siècle avant la campagne entreprise en sa faveur par Parmentier (1780); voir encore Lescarbot, III. 930; Denys, Description, II. 354-398; Lettre du Ministre à Vaudreuil et Bigot, AC. B. 107. 25 (24 février 1758); réponse de ceux-ci, AC. C11. A. 103. 3 (8 août 1758).

(8) Le Ministre à Talon, 4 juin 1672, AC. B. 4. 59 et F3. 4. 85.

curer sur la place de Québec. C'est que le royaume avait considérablement accru sa consommation et qu'il était maintenant dans l'obligation d'en tirer du tabac des colonies anglaises (1). Les échantillons de l'île d'Orléans, de l'île du Pas et des environs de Montréal furent considérés de qualité supérieure à ceux des Trois-Rivières (2). Ceux-là même ne furent pas trouvés du premier coup tout à fait propres pour la consommation du royaume et l'on adressa à M. Cugnet, directeur du Domaine à Québec, des instructions pour que l'on donna les soins convenables au tabac canadien, et plus particulièrement à sa préparation (3). La Vallée du Saint-Laurent produisait déjà plus de 215.000 livres de tabac par année (1739), quand les fermiers généraux décidèrent d'en donner 25 livres le quintal, poids net rendu en France (4).

G. — LE VERGER

Quelques cultivateurs ont des vergers, c'est le petit nombre (5). Les pommiers remontent à Pierre du Guast de Monts (6) et à Louis Hébert (7). Leur fruit est excellent, principalement les rainettes, les calvis et les apis; « le plus beau fruit est à Montréal dans les vergers de Messieurs de Saint-Sulpice » (8). Des particuliers font du

(1) AC. B. 64. 424 (17 avril 1736).

(2) *Ibid.*

(3) AC. B. 74. 50 (17 avril 1741).

(4) AC. B. 76. 111 (13 juin 1743). Voir encore sur le tabac canadien, BRH 27. 289, 293, 296; Mémoire sur les tabacs du Canada (Dépôt des Fortifications des Colonies), Canada, Mémoires généraux, 303 (1737); AC. CII. A. 69. 243, 70. 19, 167 (1738), 80. 19, 76 (1743), 81. 446 (1744), et 336 (Tabacs du Canada: Etat des tabacs étrangers débarqués à Québec en 1744); Kalm, II. 192; AC. CII. A. 59. 1732, fol. 318; AC. CII. A. 409 (1728); Sur les procédés de culture du tabac en Amérique du Nord, voir Bonnefons, Voyage au Canada dans le Nord de l'Amérique septentrionale fait depuis 1751 à 1761, pp. 155 et 156; AC. CII. A. 67. 95 (1741), 80. 3 (1743), 81. 446 (1744); Salone, 379-380.

(5) Kalm, II. 60.

(6) 16 BRH 157.

(7) P. Boucher, 53.

(8) A. de Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757.

cidre de pomme pour leur usage ménager (1). Plusieurs espèces de poires délicieuses qui viennent bien à Montréal, ne réussissent pas à Québec, et la gelée détruit fréquemment (2). Le prunier sauvage (*Dra-paneés*) se multiplie sur les côteaux et le long des ruisseaux, autour de Montréal. Il est tellement chargé de fruits que ses branches fléchissent sous leur poids. Les prunes sont mangeables quand elles ont la couleur rouge. Elles ont bonne saveur. On en fait des confitures (3). Différentes espèces de pruniers, importées de France, réussissent bien aussi. Le froid de l'hiver ne leur est pas trop dommageable (4). Il y a beaucoup de cerises (5). Il vient de très mauvaises noix et des châtaignes médiocres du côté de Niagara (6). Plusieurs habitants de Montréal ont fait venir des vignes de France et les ont plantées dans leurs jardins. Il y a deux sortes de raisin, l'un d'un vert pâle ou presque blanc, et l'autre rouge foncé. On n'en fait pas de vin. Cela n'en vaudrait pas la peine. Mais on les passe en grappes au dessert. En hiver, on recouvre les racines de fumier afin d'empêcher le froid de détruire les ceps. Il paraîtrait que les raisins dégénèrent au Canada (7). La vigne sauvage, qui est très abondante dans les bois, grimpe en s'élançant autour des grands arbres. On en plante dans les jardins, près des berceaux pavillons d'été faits en treillages de lattes. Ces tonnelles sont très fraîches (8).

Kalm se demande pourquoi les arbres importés d'Europe — les pommiers par exemple — fleurissent plus tôt que les arbres indigènes de même espèce. Cette précocité des individus exotiques lui paraît inexplicable, à moins d'admettre qu'ils ouvrent leurs enveloppes florales dès qu'ils ressentent la chaleur qui provoque l'efflorescence dans les pays d'où ils sont originaires, tandis que les individus indigènes, instruits en quelque sorte par l'expérience à ne pas se fier aux premières apparences du beau temps, diffèrent prudemment leur entrée

(1) 18 BRH 69; Kalm, II. 228. Voir aussi, sur les pommes au Canada, 17 BRH 200.

(2) Kalm, II. 115; Bougainville, *loc. cit.*

(3) *Id.*, II. 51.

(4) *Id.*, II. 182.

(5) Bougainville, *loc. cit.*

(6) *Id.*, *ibid.*

(7) Kalm, II. 199.

(8) *Id.*, II. 225, 149.

en floraison jusqu'à ce que la saison étant plus avancée, les nuits froides ne soient plus à craindre. Aussi, arrive-t-il souvent que les arbres importés d'Europe péricassent par la gelée, alors que les indigènes de même espèce n'en souffrent aucunement (1).

H. — L'ÉLEVAGE

Les indigènes n'avaient pas d'autre animal domestique que le chien (2) dont ils réservaient la chair pour leurs tabagies. Les Français importèrent le chat et les autres espèces apprivoisées de l'ancien monde. Sauf le baudet, l'acclimataion s'opère sans peine.

Le baron de Caen entretient au cap Tourmente un grand troupeau de vaches (3) dont il tire la viande fraîche indispensable contre le scorbut. La race bovine multiplie vigoureusement. Dès 1636, il n'est plus nécessaire d'amener des taurailles de France; il est possible de s'en procurer sur place (4). On attèle les bœufs au traîneau et à la charrue (5). En 1666, les bêtes à cornes sont représentées dans la colonie par 2.136 têtes, en 1667 par 3.107, en 1685 par 7.474, en 1698 par 10.209, en 1607 par 14.191, en 1719, par 18.241, en 1734 par 33.179 et en 1739 par 38.821 (6). Le recensement de 1762 relève 15.249 bœufs, vaches et taurailles dans le seul gouvernement de Québec (7).

Le 16 juillet 1728, l'intendant Dupuy rend une ordonnance portant défense de traire les vaches dans les clos (8). Le 22 avril 1732 il est ordonné de tuer les veaux depuis le 2 mai jusqu'à la fin de juin; avant ou après ces dates, on ne pourra en abattre ayant moins de cinq ou six semaines (9).

Les vaches varient de couleur, mais la plupart sont ou rouges ou noires. Généralement elles portent des cornes, mais on en voit dont le

(1) *Id.*, I. 118.

(2) Contra, Salone, p. 123.

(3) Champlain, édition Laverdière, t. VI, p. 125, 155-156; Relation des Jésuites, 1636, p. 53.

(4) Relation des Jésuites, *ibid.*

(5) P. Boucher, ch. V; Kalm, II. 142-143; 24 BRH 256.

(6) Censuses of Canada, 1876, t. IV.

(7) Recensement du Gouvernement de Québec fait en 1762, 5 RAQ 140.

(8) 16 juillet 1728, AC. F3. II. 164.

(9) 22 avril 1732, AC. B. 57. 652.

front est dépourvu de cet appendice. Une vache sans cornes serait une curiosité en Pensylvanie. La chair des bœufs et des veaux engraisés à Québec est préférable à celle des animaux de boucherie élevés à Montréal, elle est beaucoup plus grasse et plus savoureuse. Cette différence est attribuée aux prés salés du bas du fleuve (1).

Les porcs ne tardent pas à devenir en Nouvelle-France aussi communs que dans l'ancienne (2). Ils figurent au recensement de 1688 pour 3.701 individus, en 1698 pour 5.147, en 1719, 14.418, en 1734 pour 23.646 et en 1732 pour 26.258 (3). On en trouve 9.251 dans le gouvernement de Québec en 1762 (4). On est obligé de faire des règlements pour empêcher les cochons de gâter les cultures. Il est prescrit aux habitants de mettre des « carcans » au cou des porcs, à défaut de quoi il est permis à ceux qui trouveront de ces animaux dans leurs grains de les tuer et d'en garder la carcasse à titre de dommages. Les cochons qui errent de par les rues de Québec seront confisqués au profit des hôpitaux (1731) (5).

Chaque habitant élève ordinairement quelques moutons qui lui fournissent la laine dont il a besoin pour se vêtir (6). En 1686 Denonville propose au roi, qui a la chose pour agréable, d'obliger les marchands à nourrir chacun trois ou quatre brebis (7). De 85 qu'ils étaient en 1667 les moutons passent à 787 en 1685. Entre 1698 (994) et 1707 (1820) ils triplent leur troupeau. Dans les treize années qui suivent ils se multiplient par le coefficient sept (8.435 têtes en 1719). Au recensement de 1734 les moutons figurent pour 19.815 et à celui de 1739 pour 26.260 (8). Il y en a 7.751 en 1762 dans le gouvernement de Québec (9).

(1) Kalm, II. 142-143. Voir encore sur la race bovine au Canada, BRH 5. 296, 20. 167.

(2) P. Boucher, ch. V.

(3) Censuses of Canada, 1876, t. IV.

(4) Recensement du Gouvernement de Québec fait en 1762, 5^e RAQ 140.

(5) D. A. Henneker, *The Seigniorial Regime in Canada*, Québec, 1927, p. 237.

(6) Kalm, II. 143; P. Boucher, ch. V; BRH 5. 296, 30. 408; 16 février 1668 (AC. B. 1. 101).

(7) 3 juin 1686, AC. F3. 6. 266.

(8) Censuses of Canada, 1876, t. IV.

(9) Recensement du Gouvernement de Québec fait en 1762, 5^e RAQ 140.

Le mouton importé, de même que tous les autres bestiaux, dégèrerait, et sa progéniture encore plus que lui-même. Cette dégénérescence est attribuée à la rigueur de l'hiver qui oblige de tenir les bestiaux à l'étable et de les nourrir au sec (1). Avec les ânes et les chèvres, on échoue complètement. Ni Bigot, ni ses prédécesseurs ne réussissent à en propager l'espèce (2). Ces bêtes n'ont pas de postérité.

La race chevaline compte au Canada en 1692 400 bêtes, en 1698 684, en 1706, 1872, en 1719, 4.024, en 1734, 5.056, en 1739, 9718 et en 1765, 13.488 (3). Au dire de Kalm, tous les chevaux canadiens sont forts, vifs, bien faits, aussi grands que les chevaux de cavalerie d'Europe. Les habitants ont la coutume de couper la queue à leurs courriers. C'est une cruauté, puisqu'on les prive ainsi de leur unique moyen de défense contre les moucheron, les taons et les hippobosques. Cette coutume viendrait de ce qu'ils attellent leurs chevaux l'un devant l'autre. Pour empêcher celui de devant de blesser les yeux de celui qui est dans les timons en agitant sa queue, ils auraient pris le parti d'écourter leurs bêtes (4). Au Fort Saint-Frédéric, où le climat est plus doux, on laisse les chevaux errer dehors à l'aventure pendant l'hiver; ils broutent les herbes sèches qui sont très abondantes dans les bois; ils s'accoutument fort bien de cette pâture; au printemps ils sont gras et pleins de santé (5).

Le monarque s'inquiète de faire transporter des poulains au Canada, à ses frais (6). Les Sauvages, à qui cette monture est inconnue, témoigne d'une grande curiosité en la voyant; ils l'appellent, par analogie, « original de France ». Son caractère traitable, sa soumission à la fantaisie du cavalier, provoque leur admiration (7). Etalons et cavales sont distribués aux gentilshommes les plus zélés pour la

(1) Kalm, II. 142-143.

(2) 2 BRH II; 16 février 1669, AC. B. I. 101; 6 novembre 1720, AC. CII A. 42. III; 14 octobre 1723, AC. CII. A. 45. 96; 3 février 1750, AC. B. 91. 19; Kalm, II. 143.

(3) Censuses of Canada, 1876, t. IV.

(4) Kalm, II. 142.

(5) Kalm, II. 12.

(6) AC. B. I. 101 (1669), 2. 30 (1670), 3.20 (1671).

(7) P. Boucher, p. 137; Ernest Gagnon, Le Fort et le Château Saint-Louis, pp. 331-332; BRH 6. 218, 8. 256, 279.

culture des terres (1). Ils se multiplient tellement que les administrateurs doivent prendre des mesures pour en restreindre le nombre (2). « Chaque garçon qui a la force de manier un fouet a le sien, c'est ce qui empêche l'habitant d'élever autant de bœufs qu'il le ferait. Au lieu de trois ou quatre chevaux, il aurait dix à douze bêtes à cornes, et outre cela il pourrait élever plus de cochons, parce qu'il n'est point de garçon d'habitants qui ne vole son père pour donner de l'avoine ou d'autres grains à son cheval, afin qu'il soit gras et vif » (3). La facilité d'avoir un équipage fait perdre à la jeunesse l'habitude d'aller en raquettes (4). Elle s'effémine.

Les poules, les dindons, les pigeons peuplent les basses-cours (5). L'intendant Talon entretient sur sa terre des Islets « toutes sortes de volailles, de coqs d'Inde, de canards, d'outardes, d'oies, de pigeons et choses semblables pour distribuer aux habitants » (6). On se sert à Montréal d'éventails faits de queues de dindons sauvages. Dès que l'oiseau a été abattu, on lui enlève la queue, que l'on étend en éventail, et on la soumet à un procédé de dessiccation qui lui fait garder cette forme. Les dames et les hommes de distinction portent ces éventails, en marchant dans les rues, durant la grande chaleur du jour (7).

I. — LE GIBIER ET LE POISSON

« Dans la saison, qui est le printemps et l'automne, tout le pays est rempli de gibier » (8). La chasse offre ainsi aux colons d'abondantes ressources. Le gros gibier est représenté par l'ours noir, l'orignal, le caribou et le cerf. « La patte d'ours fait un morceau déli-

(1) AC. F3. 4. 5 (1670).

(2) AC. B. 32. 7 (10 mars 1701); 1 01 80 (1709); 2 EO 273 (13 juin 1709); AC. F3. 9. 170 (10 juin 1710); 10 juin 1710, AC. Canada, Mémoires, 1706-1716 fol. 170; AC. B. 35. 47 (25 juin 1713); AC. B. 57. 652 (22 avril 1732); *ib.*, 682 (29 avril 1732).

(3) A. de Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70; Kalm, II. 142.

(4) AC. CII. A. 31. 15 et 67 (1710); AC. B. 55. 537 (22 mai 1731).

(5) P. Boucher, p. 73.

(6) AC. CII. A. 3. 192 (1671).

(7) Kalm, II. 50-51; La Hontan, p. 112.

(8) P. Boucher, ch. VI.

cieux et recherché » (1). Le caribou est fort bon surtout en pâté (2). « Le mufle d'orignal est au-dessus de tout ce qu'on peut manger » (3). On ne voit pas de lapins (4). Bougainville nous dit que les lièvres « sont mauvais ». On les prend au collet. Le poil leur blanchit en hiver et devient roux l'été (5). Les Canadiens font grand cas du castor, décidé maigre. D'un goût un peu fade, il faut le relever avec une sauce piquante. La queue est un des trois morceaux, — les deux autres sont le mufle d'orignal et la patte d'ours, — qui font les délices des colons. On la donne comme tout ce qu'il y a de plus rare (6). Le gibier à plumes est d'une très bonne chère. Les perdrix abondent et elles sont « bien aisées à tuer, car elles ne s'enfuient quasi pas du monde » (7). Elles sont « grosses comme des poules » (8). En 1717, Vaudreuil et Bégon rendent une ordonnance portant défense de tuer les perdrix depuis le 15 mars jusqu'au 15 juillet (9). Dans certaines îles les oiseaux pullulent tant « qu'on les peut tuer aisément à coups de bâton » (10). Il est facile d'abattre « quarante ou quarante-cinq » tourtes « d'un coup de fusil » (11). On en fait des salaisons. De petits oiseaux appelés culs-blancs, aussi bons et délicats que les rouge-gorges de Verdun, sont une espèce de manne pour le pays dans l'arrière saison (12). Il est défendu d'aller à la chasse dans les terres ensemencées (13).

Le fleuve Saint-Laurent, les rivières et les lacs produisent abondamment du poisson dont beaucoup sont d'une grosseur énorme. On trouve le saumon, le hareng et le maquereau en aval de Québec. En

(1) A. de Bougainville, *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France*, 1757, 3 RAQ 42-70.

(2) *Id.*, *ibid.*

(3) *Id.*, *ibid.*

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) *Id.*, *ibid.*, et P. Boucher, p. 60.

(6) Bougainville, *loc. cit.*

(7) P. Boucher, ch. VI.

(8) *Id.*, *ibid.*

(9) AC. F3. 10. 124 (28 janvier 1717).

(10) Champlain, édition de 1830, II. 65.

(11) P. Boucher, ch. VI; La Hontan, 123-125.

(12) Bougainville, *loc. cit.*

(13) AC. CII. A. 30. 341 (20 août 1705); 20 avril 1709, 3 EO 427

Acadie, Lescarbot a pu, en une demi heure, prendre des morues pour quinze jours et des plus belles (1). Denys parle d'huîtres grosses comme un soulier. On vante beaucoup les poissons dorés, la truite, la carpe, le brochet et les maskinongés. La barbue multiplie partout. L'anguille rapporte encore davantage. On la met en caques. « Il y a tel homme qui en a pris plus de cinquante milliers pour sa part » (2). Le seigneur réclamait de ses tenanciers un poisson sur onze pris en vue de la vente (3).

J. — L'HABITANT. SON APPARENCE, SON CARACTÈRE ET SES MŒURS

Un proverbe dit « tant vaut l'homme tant vaut la terre ». En Nouvelle-France, l'homme est bien fait de sa personne, de haute stature et d'un tempérament vigoureux (4). Les armateurs du royaume donnent le quart plus de paie aux Canadiens qu'à leurs compatriotes (5). Les femmes sont généralement belles. Celles de Montréal surpassent celles de Québec en beauté (6).

De par sa tenue, son port, ses manières, le Canadien n'a pas l'air grossier et rustiqué du paysan de La Bruyère (7). Il s'offense même au nom de paysan (8). Il faut qu'on le traite de *Monsieur* et de *Madame* (9). Ce qui ne l'empêche pas de se chausser de sabots ou de moccasins et de porter des jambières et ceintures comme les indigènes. Ses cheveux sont noués en couette par derrière. Certains font usage de perruques. « Les fistons des paroisses portent une bourse aux che-

(1) Lescarbot, I. 597.

(2) P. Boucher, ch. II; Voir aussi ch. III.

(3) Henneker, *The Seigniorial Regime*, Québec, 1927, p. 136.

(4) Hocquart au ministre, 30 octobre 1737, AC. CII. A. 67. 76; Kalm, II. 27; P. Charlevoix, *Journal d'un voyage dans l'Amérique septentrionale*, t. V, lettre VIII, p. 255; Le Beau, *Aventures du sieur C. Le Beau*, 1728, première partie, p. 63.

(5) Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 59.

(6) Kalm, II. 215.

(7) Hocquart au ministre, *loc. cit.*

(8) Bougainville, *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France*, 1757, 3 RAQ 42-70; La Hontan, p. 14.

(9) Kalm, II. 193-194.

veux, un chapeau brodé, une chemise à manchettes » (1). La plupart se coiffent, même en voyage, d'un bonnet de laine (tuque), rouge dans la région de Québec et bleu dans celle de Montréal (2). Il n'en est pas qui ne fume la pipe. Les marchands et les gens de condition mettent du linge garni de dentelles. Tous les officiers de la couronne ont l'épée. Les gentilshommes, lorsqu'ils vont en ville par un jour qui menace d'être pluvieux, portent leur manteau sur le bras gauche. Toutes les femmes du pays, sans exception, portent le bonnet. Elles ornent leurs cheveux d'aiguilles brillantes et d'aigrettes et les poudrent chaque jour. Elles se papillotent chaque nuit, coutume qui n'est pas introduite dans les colonies anglaises. Chaque jour de la semaine, le dimanche excepté, les femmes portent un mantelet petit et élégant sur un court jupon qui descend à peine à mi-jambe; une croix d'argent leur orne la gorge. Les talons de leurs souliers sont élevés et étroits. Lorsqu'elles sortent, elles s'enveloppent d'un long manteau gris, brun ou bleu, qui couvre tous les autres vêtements et qui leur permet de sortir en déshabillé sans que personne s'en aperçoive. Le dimanche elles se serrent la taille d'un petit tablier propre. Les jours de réception, elles s'habillent avec magnificence. Il n'y a point de distinction à cet égard entre la femme d'un petit bourgeois et celle d'un gentilhomme et d'un capitaine. Elles imitent avec grand soin les modes de France, mais avec un an ou plus de décalage, car les vaisseaux ne viennent qu'une fois tous les douze mois. Les femmes de la capitale sont tous les jours parées autant que pour une fête à la cour. Et cependant leurs semblables de Détroit, en plein pays d'en Haut, loin de toute civilisation, font encore plus grand étalage. Il n'entre que des étoffes de soie dans leurs robes. Leur soulier est brodé d'or ou d'argent. Mgr de Saint-Valier s'alarme avec raison dans l'un de ses Mandements (22 octobre 1686) « du luxe et de la vanité que l'on voit régner par tout le pays parmi les filles et femmes du siècle. On ne se contente pas, dit-il, d'avoir sur soi des habits dont le prix et l'éclat sont beaucoup au-dessus des moyens ou de la condition de celles qui les portent, l'on affecte encore des coiffures immodestes, paraissant dehors et dans la maison, et souvent même dans les églises la tête découverte, ou qui n'est couverte que d'une coiffe transpa-

(1) Franquet, *Voyages et mémoires sur le Canada*, pp. 26-27.

(2) Kalm, II. 102-103.

rente, avec un assemblage de rubans, de dentelles, de frisures et autres vanités; et, ce qui est encore beaucoup plus à déplorer... on ne fait aucune difficulté de se rendre les instruments du démon..., découvrant des nudités de gorges et d'épaules, dont la vue fait périr une infinité de personnes » (1).

Les marchands de Québec poussent la somptuosité dans les repas jusqu'à la folie. Les habitants de la campagne n'ont guère plus que le strict nécessaire. Ils font toutefois trois repas par jour, le déjeuner, le dîner et le souper. Le déjeuner se prend, en général, entre sept et huit heures, car on est matineux; mais il ne manque pas de gens qui ne déjeûnent qu'à midi. Les uns se contentent d'un morceau de pain trempé dans de l'eau-de-vie, d'autres commencent par « le petit verre » et mangent ensuite un crouton ou bien avalent une tasse de chocolat; beaucoup de dames prennent du café. Il est rare qu'on fasse usage du thé, car on doit le faire venir de Chine. Midi est l'heure du dîner, repas où l'on sert une grande variété de mets chez les gens de qualité et aussi chez les bourgeois, quand ils reçoivent. A la campagne, lorsque le mari reçoit la visite d'une personne de distinction, et l'invite à dîner avec la famille, sa femme ne se met pas à table, mais elle se tient derrière l'hôte et le sert. Dans les villes, cependant, les dames ont meilleur ton. Le pain, de forme ovale, est fait de farine de froment. Le couvert de chaque personne se compose d'une serviette, d'une cuillère et d'une fourchette; on donne des couteaux quelquefois, mais en général on les omet, chacun ayant soin d'apporter son propre tranchant. Les cuillières et les fourchettes sont d'argent et les assiettes en porcelaine de Hollande. Le repas commence par une soupe qui se mange avec beaucoup de pain, puis viennent les viandes fraîches de toutes sortes, bouillies et rôties, le gibier, les volailles, fricassées ou en ragoût, et diverses espèces de salades. « Les bons cuisiniers sont aussi rares que le vin » (2). On boit géné-

(1) AC. F3. 6. 272 (22 octobre 1686). Voir encore sur la toilette, Kalm, II, 42, 81, 193-194, 214, 102-103, 61-62; Hocquart, *loc. cit*; Mémoire anonyme sur le Canada conservé à la Bibliothèque de Saint-Petersbourg, 4 RAQ 125-126; Le tablier dominical, 30 BRH 373.

(2) Joseph Navières, curé de Beauport, Lettre, 1734, *Revue Canadienne*, 1886, p. 32. Cette lettre est adressée « du royaume des Maringouins ». Cp. La Hontan, Lettre II, 2 mai 1684, p. 14: « Je souhaiterais aussi bonne cuisine à toute notre noblesse délabrée de France ».

ralement du bordeaux, mêlé d'eau, au dîner. Les dames boivent de l'eau, rarement du vin. Le dessert comprend une grande variété de fruits: des noix, des noisettes et des amandes, du raisin, plusieurs espèces de baies qui viennent à maturité dans la saison d'été. Le fromage entre aussi dans le dessert, ainsi que le lait que l'on prend à la fin, avec du sucre. Le lait entre dans la préparation de presque tous les mets du fermier. Le beurre se voit rarement sur sa table et encore est-il presque toujours fait avec de la crème sûre. Il ne se fabrique pas de fromage à Montréal vers 1750; il faut le faire venir d'ailleurs. Celui de l'île d'Orléans est regardé comme le meilleur. Petit, mince, rond de forme et de quatre à la livre de France, il se vend trente sous la douzaine. Le pudding est inconnu. Immédiatement après le dîner, les Canadiens prennent un café nature. Le souper se donne d'ordinaire à sept ou entre sept et huit heures du soir et il se compose des mêmes mets que le dîner. On ne dit de grâces ni avant ni après les repas, mais on fait le signe de la croix. Le vendredi et le samedi on s'abstient de viande. Ces jours-là, on fait bouillir toutes sortes d'herbes comestibles et de fruits, on sert du lait, du poisson, des œufs. Le concombre est mangé nature à la croque au sel comme on fait des raves ou bien il est tranché et servi avec la crème. On offre le melon avec du sucre, jamais avec du vin ou de l'eau-de-vie. Le sucre royal se tire de France ainsi que le sel. La mélasse vient des Antilles. Le peuple et les indigènes font une grande consommation de ce produit. Ils l'étendent sur le pain comme on ferait une confiture (1).

Certes, il y a en Nouvelle-France des hommes qui s'attachent aux sciences et aux lettres (2), mais en général les paysans « ne sont pas propres aux sciences qui demandent beaucoup d'application et une

(1) Sur la table consulter Kalm, II. 61-62, 81, 146, 176, 138-140, 171, 194, 229, I. 73; Sagard, 9; La Hontan, 3^e lettre, 14 mai 1684, p. 25; Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70; Ce que buvaient nos ancêtres, 16 BRH 157; Le thé, BRH 12. 320, 30. 199. Le chocolat et le café, 30 BRH 199; La bière d'orge et d'épinette, 16 BRH 157; The daily fare of New France, Munro, the Seigneurs of Old Canada, Toronto, 1915, p. 110-113. (L'auteur est toutefois dans l'erreur quand il écrit: « There were potatoes, of course », p. 111).

(2) Kalm, II. 6.

étude suivie » (1). A peine les enfants d'officiers et des gentilshommes eux-mêmes savent-ils lire et écrire, ils ignorent les premiers éléments de la géographie et de l'histoire (2). « On est peu occupé à l'éducation de la jeunesse, qui ne songe qu'à s'adonner de bonne heure à la chasse et à la guerre » (3). Il y a pourtant sur la fin du régime des écoles des sœurs de répandues dans presque toutes les paroisses; les Jésuites à Québec, les Sulpiciens à Montréal enseignent le latin et préparent à la prêtrise; les Ursulines ont ouvert deux couvents et des écoles externes à Québec et aux Trois-Rivières; le procureur général près le Conseil Souverain donne des leçons de droit, d'autres initient les jeunes gens aux arts techniques et au pilotage (4). Il n'en serait pas moins à désirer que les Canadiens fussent plus instruits. Si mal partagés qu'ils soient du côté de l'enseignement, ils ne laissent pas d'avoir « de l'esprit naturellement; ils parlent avec aisance... leur accent est aussi bon qu'à Paris, leur diction est remplie de phrases vicieuses empruntées de la langue des Sauvages, ou des termes de marine, appliquées dans le style ordinaire au Canada ». Au demeurant les simples habitants sont d'une meilleure étoffe, ont plus d'esprit, plus d'éducation que ceux de France (5). C'est le témoignage du colonel Antoine de Bougainville: « Quoiqu'il n'y ait point de maîtres à danser dans le Canada, les femmes qui ont bonne grâce et de l'oreille dansent assez bien » (6). Personne ne peut les accuser de manquer d'esprit ni d'attraits. Leur seul défaut, c'est d'avoir trop bonne opinion d'elles-mêmes (7). Les gens de la campagne n'entreprennent et ne concluent rien de quelque conséquence sans leur avis et leur approbation. Beaucoup de femmes de négociants gouvernent les affaires de leurs maris (8). La Québécoise est une vraie dame française par l'éducation

(1) P. Charlevoix, Journal, t. V, lettre VIII, p. 255.

(2) Hocquart au ministre, 30 octobre 1737, AC. CII. A. 67. 76; J.-C. Bonnefons, Voyage au Canada fait depuis l'an 1751 à 1761, p. 49.

(3) Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70.

(4) *Id.*, *ibid.* Voir à ce sujet notre chapitre de l'Industrie.

(5) Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70.

(6) *Id.*, *ibid.*

(7) Kalm, II. 216.

(8) Hocquart au ministre, 30 octobre, 1737, AC. CII. A. 67. 76.

et les manières. Elle a l'avantage de pouvoir causer avec des personnes appartenant à la noblesse, qui viennent chaque année de France passer plusieurs semaines dans la capitale canadienne. A Montréal, au contraire, on ne reçoit que rarement la visite d'hôtes aussi distingués (1). Voici ce que le général Montcalm consigne dans son journal en janvier 1757: « Québec m'a paru une ville d'un fort bon ton; et je ne crois pas que dans la France il y en ait plus d'une douzaine au-dessus de Québec pour la société » (2).

Les manières douces et polies sont propres à tous, et la rusticité, soit dans le langage, soit dans les façons, n'est pas même connue dans les campagnes les plus écartées (3). Kalm fait cette remarque que « la politesse des habitants (canadiens) est bien plus raffinée que celle des Hollandais et des Anglais des colonies appartenant à la Grande-Bretagne » (4). Le Montréalais salue indistinctement, en ôtant son chapeau, toute personne qu'il rencontre dans la rue. Il est d'usage de rendre une visite le lendemain même, en eût-on des vingtaines à faire dans la journée (5). Les amis de l'un et de l'autre sexe, qui ne se sont pas vus depuis quelque temps, se donnent l'accolade lorsqu'ils se rencontrent (6). Un étranger entre-t-il dans la maison d'un cultivateur canadien, aussitôt il se lève, salue le visiteur d'un coup de chapeau, l'invite à s'asseoir, puis il remet son chapeau et se rassied lui-même (7).

Les habitants de la campagne, malgré leur pauvreté, sont d'humeur joyeuse et gaillarde (8). Ils ont trop de penchant pour l'eau-de-feu. Ils sont braves, surtout ceux qui voyagent dans les pays d'en Haut, mais s'exposent peu; ils se battent à l'indienne en s'éparpillant et en se couvrant de gros arbres (9). Comme les Sauvages encore, ils sont hauts, glorieux, peu véridiques; ils aiment la distinction et les

(1) Kalm, II. 214.

(2) Collection Lévis, Journal du marquis de Montcalm, 5 janvier 1757, p. 145.

(3) P. Charlevoix, Histoire du Canada, I. 371, III. 80.

(4) Kalm, II. 102-103.

(5) *Id.*, II. 44.

(6) *Id.*, II. 102-103.

(7) *Id.*, II. 193-194.

(8) *Id.*, II. 146.

(9) Bougainville, *loc. cit.*

câresses, sont extrêmement sensibles au mépris et aux moindres punitions; ils passent pour hospitaliers: « Un Français peut aller avec tout l'agrément possible et sans argent depuis Québec jusqu'à Montréal » (1); ils ont trop bonne opinion d'eux-mêmes, ce qui les empêche de réussir comme ils pourraient le faire (2). Leur vie d'aventures, en exaltant leur imagination, a créé chez eux une tendance à la vantardise. Infatigables pour la chasse, la guerre et les voyages (3), ils sont paresseux pour la culture des terres (4). Le froid excessif des hivers, qui suspend le cours des fleuves et enchaînent l'activité des vivants donne au cultivateur canadien une habitude de l'oisiveté dont il se départ difficilement dans les mois de la germination et des récoltes (5). Les dames de Québec, surtout celles qui ne sont pas sous puissance de mari, mènent une vie passablement oisive et frivole. Les femmes d'officiers en général aiment la dissipation; les maisons du gouverneur et de l'intendant, sont souvent leur lieu de rendez-vous. Leurs jeunes demoiselles se lèvent à sept heures et s'occupent de leur toilette jusqu'à neuf heures, et cela en prenant leur café. La toilette finie, elles se placent à la fenêtre donnant sur la rue. Elles cousent un point de temps à autre, mais sans cesser de regarder au dehors, et quand un jeune homme entre dans la maison, soit qu'elles le connaissent ou non, elles mettent immédiatement l'ouvrage de côté, et vont s'asseoir près de lui pour causer, rire, plaisanter. Pendant ce temps, la mère supporte tout le fardeau du ménage. A Montréal, les filles sont moins frivoles. En fait d'économie domestique, elles surpassent grandement les Anglaises des plantations, qui ne se gênent pas de jeter le faix du ménage sur leur mari, tandis qu'elles se prélassent toute la journée, assises, les bras croisés. Ainsi l'affirme du moins Pehr Kalm. Elles vont, habillées pour l'occasion, dans les cuisines et les celliers pour s'assurer que tout y est en ordre. Elles se lèvent de bonne heure, et se couchent aussi tard que personne. Elles vont au

(1) Le Beau, *Aventures du sieur C. Le Beau*, première partie, p. 65; Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, I. 371, III. 80: « Il semblait que tous les biens fussent communs dans cette colonie, on fut assez longtemps sans rien fermer sous la clef, et il était inouï qu'on en abusât. »

(2) Hocquart, *loc. cit.*; Bougainville, *loc. cit.*

(3) Bougainville, *ibid.*; R. d'Auteuil, 2 RAQ 59; Hocquart, *loc. cit.*

(4) Bougainville, *loc. cit.*; Franquet, 3 RAQ 134-135.

(5) Hocquart, *loc. cit.*

marché, de quelque rang qu'elles soient, et rapportent avec elles les provisions qu'elles ont faites. Les femmes du bas peuple sont dures au travail et à la peine. On les voit aux champs, dans les prairies, aux étables, ne répugnant à nulle espèce d'ouvrage. Elles se relâchent un peu à l'égard de la propreté des ustensiles et des appartements. Dans quelques maisons, aussi bien à la ville qu'à la campagne, les planchers ne sont lavés qu'une fois par six mois. Pour empêcher la poussière de nuire à la santé, on asperge le parquet plusieurs fois par jour et aussi souvent que la poussière est sèche et se soulève. Lorsqu'elles travaillent dans les intérieurs, les femmes fredonnent toujours, les filles surtout, quelques chansons dans lesquelles les mots *amour* et *cœur* reviennent souvent (1).

Les Canadiens témoignent d'un profond respect et de l'amour pour le Roi et les seigneurs, parce qu'ils sont très bien instruits dans la crainte de Dieu et de leurs devoirs par leurs dignes curés (2). Mais l'amour de l'indépendance et de la liberté qui les caractérise, ainsi que les Sauvages, les rend assez indociles aux directives des gouverneurs et des intendants. Ils ont un grand fonds de religion; ils sont même très superstitieux (3). La Hontan estime les mœurs de par trop sévères, et parle de « despotisme spirituel ». « Vous avez au moins en Europe les divertissements du carnaval, confie-t-il à son oncle, mais c'est ici un carême perpétuel... Il ne faut pas penser ni au jeu, ni à voir les dames, ni à aucune partie d'un honnête plaisir. Tout est scandale et péché mortel... Il n'y a que les volumes de dévotion qui vont ici tête levée: tous les autres sont défendus et condamnés au feu. On défend sous peine d'excommunication la lecture des romans aussi bien que les masques, le jeu d'ombre et le lansquenet... Chacun est obligé de donner à Pâques un billet de son confesseur... Les gouverneurs généraux qui veulent avancer entendent deux messes par jour et sont obligés de se confesser une fois en vingt-quatre heures...

(1) Kalm, II, 42-44, 61-62, 215-216; Hocquart, *loc. cit.*

(2) Ruette d'Auteuil, 2 RAQ 59.

(3) Marie de l'Incarnation, I, 8, 46 (note 2), 46-46, 96, II, 4, 207, 208-210, 231, 377-380, 226-244, 245-251, 268-269, 336, 397, 417, 460, 461, 463, 491-492, 503, 531-533; Mémoire anonyme sur le Canada conservé à la Bibliothèque de Saint-Pétersbourg, 4 RAQ 104; Franquet, 3 RAQ 134-135; Abbé Casgrain, 1875, p. 262: « Quant au reproche de superstition, nous l'admettons volontiers. La crédulité publique était grande dans notre pays à cette époque, comme partout en Europe... »

Mon bourru de curé a des espions partout. Ces argus ont toujours les yeux ouverts sur la conduite des femmes et des filles... » (1). Evidemment le fougueux baron exagère. Il a du penchant pour la satire, genre où il excelle. On s'explique qu'il soit devenu l'ami de Beyle. Kalm est sans doute plus près de la vérité quand il écrit : « Les manières m'ont semblé quelque peu trop libres dans la société de Québec; j'ai remarqué à Montréal plus de cette modestie qui va si bien au beau sexe. Les femmes en général sont vertueuses, (à Montréal), et elles ont un laisser-aller qui charme par son innocence même et prévient en leur faveur. Une fille de dix-huit ans passe pour bien mal partagée, si elle ne compte pas au moins vingt adorateurs. Les filles de Montréal ne voient pas, sans en éprouver un grand dépit, celles de Québec, trouver des maris plus tôt qu'elles... » (2). Le marquis de Montcalm confesse qu'il a trouvé chez les Canadiennes « plus d'envie de plaire que d'aller au fait » (3). Dans l'ensemble la moralité est très satisfaisante (4).

(1) La Hontan, 16, 29, 102-106.

(2) Kalm, II. 42, 215, 216, 217.

(3) Collection Lévis. Lettres du marquis de Montcalm, Lettre à Bourlamaque, 16 juin 1757, p. 168. Kalm assure que « la maladie vénérienne est commune » dans la colonie (II. 27). Les femmes de mauvaise vie et les syphilitiques étaient enfermés à Montréal à l'hôpital Charron (Bougainville, *loc. cit.*). On relève en 1736 une proportion de bâtards considérable pour le chiffre de la population, soit 390 pensionnaires du Domaine. Le nombre décroît par la suite (Salone, 356).

(4) Pour le portrait des Canadiens, voir encore : Talon, 27 octobre 1667, AC. CII. A. 2. 493-524; Duchesneau, 10 novembre 1679, AC. CII. A. 5. 32; Denonville, 13 novembre 1685, AC. CII. A. 7. 81, 10 novembre 1686, *ibid.*, 8. 129, 210; Champigny, 1687, *ibid.*, 9. 144, 187; Mémoire non signé en date du 1^{er} décembre 1719, AC. CII. A. 40. 241, 256; Mémoire anonyme, mais probablement d'Hocquart, AC. CII. A. 67. 97; abbé Joseph Navières, Lettre, 1734, *Revue Canadienne*, 1886, p. 30; Bougainville, Portrait des Canadiens, 28 BRH 143; Le Bourgeois sous le régime français, BRH 24. 278, 348, 29. 21, 225; Catlin (George B.), The Story of Detroit, 1923; Fuller (G. N.), Economic and Social Beginnings of Michigan, 1916, ch. III, p. 95 et suivantes; Raynal, VII. 268; Wood, Fight for Canada, pp. 69-70; Edmond Lareau, *Revue Canadienne*, 1884, pp. 595-596; Séraphin Marion, Pierre Boucher, Québec, 1927, pp. 162-170; Chanoine Emile Chartier, *Revue Trimestrielle Canadienne*, Montréal, 1921, p. 123; Salone (Emile), pp. 431-438; Munro (W. B.), Seigniorial System of Canada, 1907, ch. IX, pp. 159-178; *id.*, The Seigneurs of Old Canada, Toronto, 1915, pp. 117-121; *Id.*, A comparison of New England village life with that of a French colonial village, dans Crusaders of New France, pp. 180-227.

CHAPITRE V

L'Industrie

A. — L'INDUSTRIE DOMESTIQUE

L'homme ne vit pas que des fruits de la terre; certains biens de la civilisation, tels le vêtement, les meubles, sont indispensables au plein épanouissement de sa personne. Les populations chasseresses et agricoles du Canada tirent, à l'origine, une part de ces objets du royaume de France; mais les exportations de la colonie n'assurent pas un retour d'articles ouvrés adéquat à la demande: force est au colon primitif d'être à lui-même, qui son ébéniste, qui son tailleur, qui son savetier (1).

Par bonheur, le colon se plie facilement à la pluralité des professions (2). Avant de conduire l'araire n'a-t-il pas été artisan? Lors des dénombrements, chacun se donne, par gloriole, pour charpentier ou pour maçon, pour tonnelier, tisserand ou serrurier, voire pour

(1) Abbé Joseph Navières, Lettres du 14 avril 1734, *Revue Canadienne*, 1886, p. 30.

(2) « Personne, dit Charlevoix, ne peut leur contester (aux Canadiens) un génie rare pour les mécaniques; ils n'ont presque pas besoin de maîtres pour y exceller et on en voit tous les jours qui réussissent dans tous les métiers sans en avoir fait l'apprentissage » (Journal d'un voyage dans l'Amérique Septentrionale, t. V, Lettre VIII, p. 235). — Dans le même sens, l'intendant, Hoquart, 1737, AC. CII. A. 67-76. — Ce qui est vrai des « engagés » d'avant l'année 1663 semble ne l'être pas des soldats licenciés dans la suite, ainsi s'explique le jugement de Kalm: « Les arts mécaniques tels que l'architecture, l'ébénisterie, la confection des ouvrages au tour, etc., ne sont pas aussi avancés ici qu'on devrait s'y attendre... » (II. 44).

imprimeur (1). De fait, on ne voit paysan qui ne manie la hache avec adresse; on n'en compte guère qui ne fasse de ses mains les outils destinés à l'usage domestique, depuis les ustensiles de cuisine jusqu'aux lourds tombereaux employés à l'exploitation rurale. Chacun voit à bâtir sa maison, sa grange. Rarement on recourt à l'industrie du village voisin. Achète-t-on des bottines du royaume, en prévision de noces à célébrer, on s'en désaisit dès que les bruits de la fête meurent. Les gens à l'aise et les galants sont seuls à mettre dans la vie ordinaire ces chaussures de luxe. Encore ne les ajustent-ils à leurs pieds qu'à la descente de voiture, au moment de paraître en public; au retour des réunions, ils n'ont pas atteint la demeure, qu'ils ont repris les souliers de bœuf laissés intentionnellement sous le siège de la calèche. Chacun se fait un point d'honneur de fabriquer sa propre pipe et d'en charger les fourneaux de sculptures (2). L'hiver on fait subir au chanvre diverses manipulations, — rouissage, broyage et teillage —; on foule le lin, on moule les chandelles (3). Au printemps, on raffine la sève de l'érable et du merisier pour en tirer du sucre dont on fait des tablettes qu'on envoie en France (4). L'automne, on fabrique la bière du pays, la sapinette (5), et le balai de cèdre qui empegne d'une odeur forte toutes les maisons (6).

La femme rivalise avec l'homme dans le domaine de l'industrie domestique. Non seulement elle fabrique « les boulettes de beurre » (7)

(1) Imprimeur sans imprimerie (Kalm, II. 173-138); P.-G. Roy, Les Petites choses de notre histoire, 5^e série, février 1923, pp. 186-189, 209-211; — 10 BRH 190.

(2) Kalm, II. 174-175.

(3) Sur le mode de fabrication des chandelles et le mode d'éclairage en Nouvelle-France, voir P.-G. Roy, Les Petites choses de notre histoire, 5^e série, 1928, pp. 133-136.

(4) Diéreville, 1699. — Kalm, II. 224; — Kalm décrit avec soin la manière de fabriquer le sucre d'érable dans les Mémoires de l'Académie Royale des Sciences de Suède, Collection de l'Année 1721. — Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70. — M. Sarrazin (P.-G. Roy, Les Petites choses de notre histoire, 5^e série, 1923, pp. 144-147. — Sucre qui se fait à Montréal, AC. B. 29. 113 (30 Juin 1707).

(5) Bougainville, *ibid.* — La manière de brasser cette bière est décrite par Kalm (II. 228 et Mémoires de l'Académie Royale des Sciences de Suède, année 1751, p. 190).

(6) Kalm, II. 130.

(7) Kalm, II. 171. 194. 229.

et fait cuire « la battée de savon » et le « pain de ménage (1), mais ses doigts tissent encore la toile et les étoffes qu'on appelle droguet (2), ils tricotent diligemment la laine des moutons et nouent une sorte de carpette du nom de « catalogne » (3). Il n'est mère dont l'aiguille n'habille les membres du groupe familial (4). Cape de drap épais, culotte à bavalaises, mitaines, toutes les pièces de l'équipement sont son œuvre personnelle ou de ses filles, et les crémones et les ceintures fléchées, et les tuques et les bottes sauvages où s'engouffrent les cendres chaudes (5).

B. — L'ARTISANAT

A ce stade social, il arrive rarement à un individu de vivre exclusivement de son industrie. C'est exceptionnellement qu'il travaille pour le public, tels Jean Amounet qui, sur la fin de 1664, fond à Québec, un carillon de trois cloches (6). Pour dépendre uniquement de la clientèle, Campeau sera à la fois cultivateur, bûcheron, charpentier, boulanger et blanchisseur; Jean Etienne Dubreuil est cordonnier, bedeau, huissier et notaire royal; Jean Bourdon est tout à la fois ingénieur en chef de la compagnie des Cent Associés, arpenteur, boulanger et canonnier du fort; et ce qui est bien étonnant, il exerce encore ces professions après qu'il a été établi procureur général au Conseil de Québec (7). La division du travail ne joue pas encore.

La répartition des tâches ne s'effectue que lentement, selon le rythme de l'accroissement en population. On a, tout d'abord, pour

(1) BRH 12.288, 347, 18.31.

(2) Marie de l'Incarnation, II. 446.

(3) BRH 2.16, 30.

(4) Franquet, 3 RAQ 134-135. — Hocquart, loc. cit.

(5) Sur l'habillement en général, Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, 1915, pp. 108-110. — sur le tapadord, BRH 1. 95, 30. 143. — sur la tuque, 30 BRH 144.

(6) Les fondeurs de cloches au Canada, 26 BRH 334; BRH 6. 192, 14. 54, 26. 187, 334. — 9 BRH 301. — Les premières cloches fondues au Canada, dans *Les Petites Choses de Notre Histoire* par P. G. Roy, 5^e 1923, pp. 104-107. — voir encore fabrication des orgues, *ibid.*, pp. 94-95.

(7) Faillon, *Hist. de la colonie française*, II. 195; — P.-G. Roy, op. cit., pp. 44-46. — *id.*, *ibid.*, p. 41.

vivre de son art, à solliciter en tous lieux l'achalandise: on se fait ambulant. Voici les ramoneurs, qui nettoient mensuellement la pierre du foyer (1). Voici le fondeur de cuillers et de croix. Il imite le fondeur de cloches qui, dans les provinces de France passe, convoquant tout le monde à jeter dans le creuset brûlant le métal dont sortira le bourdon; donateur, anonyme et mystérieux, chacun vient, jetant au brasier joyeux or, argent ou métal, et de tous ces dons fondus et mêlés ensemble, amalgamés à jamais sort l'airain qui jettera à tous les échos, en une musique sonore, ses appels successifs d'espérance, de joie et de consolation (2). De même passe le fondeur de vaisselle, d'épinglettes et de pendentifs (3). Son moule ne cesse de recevoir une matière renouvelée. On se dispute ses services. Tout en faisant tourner du pied l'émeri, il débite des histoires, il répand les nouvelles, il écoute les confidences, celles des jouvenceaux et des pucelles surtout. Il arrive à l'amour de prendre feu aux étincelles qui jaillissent de la meule de l'humble artisan, et celui-ci, quand il revient, est appelé à couler l'alliance, symbole de l'indéfectible foi.

L'« ouvrier » survient sur l'heure, muni du niveau et du fil à plomb. Il s'offre à édifier le toit de la famille qui se fonde. La corvée s'assemble, joyeuse, pétulante; le maître d'œuvre la dirige et se réserve les travaux qui exigent de l'expérience. On lui fournit la matière première, l'emplacement, le gîte et la nourriture; il n'encourt pas de frais, et il touche un salaire, partie en nature, partie en espèces sonnantes.

Une fois que la population s'est accrue et que les bourgs se dessinent, l'artisan peut ouvrir boutique et fournir lui-même la matière

(1) Sur les ramoneurs en Nouvelle-France, voir Lettre de Beauharnais et Hocquart en date du 1^{er} novembre 1729 demandant au ministre qu'il soit envoyé 4 savoyards de 12 à 14 ans pour Québec et Montréal: « les deux qui furent envoyés, il y a quelques années, étant devenus trop gras pour entrer dans les cheminées » (AC. CII. A. 51. 114). — pareilles demandes, AC. CII. A. 53. 205 (25 oct. 1730) et *ib.*, 98. 293 (1752); — Ordonnance de Bégon, portant que les particuliers de Montréal feront ramoner leurs cheminées tous les mois (AC. F3. 10. 197 (8 juillet 1721); — pareille Ordonnance de M. Dupuy au sujet du ramonage des cheminées, *ibid.*, 313 (22 octobre 1721).

(2) Ainsi fut recueillie la matière des cloches fondues à Québec en 1664. voir Gosselin (A.), Vie de Mgr de Laval, I. 395.

(3) « Les habitants se sont munis en couverts, écuelles et gobelets d'argent en faisant fondre des écus » (Bougainville, 3 RAQ 42-70); — Les fondeurs de cuillers, 4 BRH 128, 158.

première. Il ne recherche plus le consommateur, le consommateur vient à lui. Nicolas Marion, marchand de Québec, commande 300 sabots à Pierre Pouillard, son concitoyen. Aux Trois-Rivières, un ouvrier confectionne jusqu'à deux cents canots par an pour le compte du roi. Il possède mieux que personne le secret de déterminer les courbures des deux extrémités. Il n'emploie que l'écorce du bouleau et des varangues arrondies. Les coutures, recouvertes de gomme de pin, sont parfaitement imperméables. On n'a qu'à éviter les roches. Dès les débuts, le roi se nomme encore un charpentier, un ingénieur et un armurier (1). Les premiers ouvriers sédentaires sont les travailleurs en bois — « bûcherons, faiseurs d'ustensiles » (2), charpentiers et menuisiers, — les ouvriers en fer — forgerons, arquebusiers et taillandiers (3), les maçons et les costumiers — tailleurs, cordonniers et fourreurs (4).

La France fait de l'expansion de l'artisanat sédentaire un objet de sa politique canadienne. Elle s'efforce d'introduire et de grouper les divers corps de métiers, elle les dispense des lettres de maîtrise et double l'apprentissage d'écoles techniques.

Jean Talon, l'intendant, définit en ces termes sa politique industrielle: « S'il se trouve des gens de différents métiers servant ordinairement à fournir quelque chose de leur profession qui soit utile à l'usage commun des habitants, comme charpentier, maçon, savetier et autres, il sera très à propos de les introduire dans les villages, afin que sans sortir du bourg, toutes choses nécessaires, tant à la nourriture qu'au logement et vêtement de l'homme se trouve pour la commodité de celui qui l'habite ». Les efforts de l'administration rencontrent le succès puisque, vers 1749, le voyageur suédois, Pehr Kalm, note que les hameaux du Canada consistent surtout en les maisonnettes des artisans (5).

Parmi ces derniers, on remarque Honoré Langlois dit Lachapelle,

(1) L'armurier du roi à Québec 31 BRH 161; — Le charpentier du roi à Québec, 29 BRH 148; — L'ingénieur du roi, AC. B. 15. 11 (8 mars 1688), *ibid.*, 76 (1^{er} juin 1698).

(2) AC. CII. A. 2. 216.

(3) Sur ces ouvriers, voir B. Sulte, *Mélanges historiques*, vol. 6, p. 17; — *Id.*, *Revue Canadienne*, 1879, p. 485.

(4) *Censuses of Canada*, vol. IV, pp. 4-5.

(5) Kalm, II. 60.

natif de Paris, qui, après avoir servi dans la garnison à Montréal vers 1651, s'adonne par la suite, d'une manière permanente, au métier de chapelier. D'autres le suivent dans la carrière. Tel Quénét à Québec, puis à Lachine (1). Mais les Iroquois détruisent par le feu la maison et l'atelier de celui-ci, et le roi lui donne (3 mai 1702), pour le dédommager, la permission de traiter les pelleteries avec les Sauvages au Sault-Saint-Louis (2).

Pendant trente ans le roi continue sa protection à la chapellerie locale. Mais la régie déficitaire du commerce extérieur des fourrures met bientôt la Cour dans l'obligation d'étendre le privilège de la Compagnie des Indes (1717) et quand celle-ci, sur avis que les chapeliers coloniaux ont formé le projet de fabriquer des chapeaux de castors à demi-foués pour les faire passer en France où ils seraient finis et vendus, réclame leur suppression, la Cour doit céder, sous peine de détruire la traite des fourrures. Mais elle représente avec force que l'interdiction ruine le sieur Cotton, à Québec, et les nommés Huppé et Chauffour, à Montréal, qui fabriquent ensemble, annuellement, de 1200 à 1500 coiffures, et obtient, pour cette considération, une indemnité en faveur des chapeliers du Canada (3).

L'incident n'est qu'une verrue inévitable et justifiée à la politique générale de liberté et d'assistance. Dans le même temps, le pouvoir favorise la corderie. En 1732, le Conseil de Marine accorde passage à sept compagnons et à trois maîtres cordiers et se flatte que « par la suite il sera peut-être possible d'expédier en France le chanvre filé

(1) AC. B. 12. 60 (30 avril 1687).

(2) AC. B. 23. 60 (3 mai 1702).

(3) Sur la chapellerie canadienne, consulter AC. B. 12. 60 (30 avril 1687), 20. 269 (2 août 1699), 22. 85 (5 mai 1700), 22. 144 (23 mars 1701), 23. 60 (3 mai 1702), 29. 70 (9 novembre 1708), 49. 649 (14 mai 1726), 52. 503 (14 mai 1728), 62. 110 (27 décembre 1734), 63. 462 (11 avril 1735), 64. 24 (6 mars 1736), 14. 438 (15 mai 1736) 65. 17 (11 février 1737), 67. 7 (27 janvier 1738), 67. 23 (24 février 1738); AC. CII. A. 3. 150 (2 juin 1670), 37. 317 (31 août 1717), 63. 74 (1735), 64. 150 (29 octobre 1735), 65. 24 (12 septembre 1736), 67. 110 (1736); — AC. F3. 6. 206 (8 février), 8. 323 (18 avril 1703), 12. 89 (4 janvier 1733), 12. 291 (6 septembre 1736); AM. B. 1. 19. 356 (1717), B. 1. 548 (1718), V 7. 124; — A. F. 100. 59 (16 mai 1754); — Julien Hayen, *Mémoire et Documents pour servir à l'Histoire du commerce et de l'industrie en France*, Paris, Hachette, 43^e série, 1916, pp. 66, 67, 71, 73; — supra notre article sur la Compagnie des Indes, perpétuelle au chapitre du Commerce des Fourrures; BRH 27. 193, 195, 196, 28. 373, 30. 147, 165.

et goudronné au lieu du chanvre brut ». Il donne instruction à l'intendant en exercice de favoriser l'établissement à Québec du nouveau métier (1).

Nous venons de parler de compagnons et de maîtres; il n'y a pas de maîtrise obligatoire au Canada. Dans la Charte accordée par le roi à la Compagnie de la Nouvelle-France (29 avril 1627), nous lisons (art. 13): « Pour exciter les sujets de Sa Majesté à se transporter és dits lieux et y faire toutes sortes de manufactures, accordera Sa Majesté que tous artisans qui auront exercé leurs arts et métiers en Nouvelle-France, durant six ans, en cas qu'ils veulent retourner en ce royaume, soient réputés pour maîtres de chef-d'œuvre, et puissent tenir boutique ouvertes dans Paris et autres villes, en rapporter certificat authentique du dit service és dits lieux » (2).

Colbert adopte les vues de Richelieu. Il écrit à Talon (5 avril 1666): « Vous savez que l'établissement des lettres de maîtrise a été fait dans l'esprit d'exclure tous les mauvais ouvrages et de donner simplement cours aux bons, et sur ce principe je crois que dans une colonie qui est encore naissante, comme le Canada, il s'agit plutôt d'y attirer toutes sortes d'ouvriers indistinctement que de s'attacher dans les commencements à ne recevoir que ceux qui réussissent dans chaque art » (3).

Par conséquent, les artisans, pour travailler de leurs métiers, au Canada, ne sont pas obligés, comme en France, de se pourvoir de lettres patentes. Il suffit à un ouvrier de s'établir dans le pays pour jouir de tous les avantages attachés à sa profession. Sauf quelques

(1) AC. B. 57. 665, 688 (1732), 59. 463 (12 mai 1733), 64. 421 (10 avril 1731); AC. CII. A. 75. 329 (1741).

(2) I EO 5-11, art. 12 et 13; dans le même sens la Charte de la Compagnie des Indes occidentales, 1664, I EO 40 et suivantes, article XXV.

(3) A Québec, l'intendant, d'accord avec le Conseil souverain et les principaux habitants, a, pourtant, qualité pour conférer des lettres de maîtrise à ceux qui en méritent (Salon, 197). Cette investiture n'eut probablement lieu que très rarement sinon jamais, car en 1729, Simon Sicard, constructeur de l'un des premiers moulins à scie, au Canada, s'attire cet éloge d'un sulpicien « charmé d'en voir marcher le mécanisme avec tant de régularité et d'accord », que « s'il y avait maîtrise en Canada, il en procurerait à Sicard qui s'est si fort distingué dans cet ouvrage ». Voir sur une lettre de maîtrise accordée par les officiers de l'amirauté de Louisbourg au sieur Jean Cointret de Dieppe, AM. B. 3. 349, 384, 386 (1732).

branches réservées, dans l'intérêt public, toutes les vocations sont libres et chacun peut les exercer sans maîtrise, quand il s'en juge capable.

A l'inverse, les gens de professions et de métiers se constituent en corporations et confréries au Canada tout comme en France. A la procession du Saint-Sacrement de l'année 1646, des représentants des divers corps de métiers du pays : charpentiers, maçons, matelots, tailleurs, brasseurs et boulangers figurent dans le cortège et portent des torches (1).

On sait, en effet, que les corporations ouvrières du moyen-âge, outre leur caractère d'être des associations de patrons ou maîtres, ont celui d'être des confréries religieuses. Ce n'est pas assez que la corporation soit soumise à une discipline sévère, qu'il soit défendu, par exemple, de travailler le soir « parce que l'ouvrage ne serait pas bon », ou le samedi après-midi, à cause de la solennité du lendemain, ou un jour de fête d'apôtre; que l'ouvrier doive se coucher de bonne heure afin d'être levé à la pointe du jour, lorsque « la cloche de la paroisse voisine retentira de nouveau pour annoncer l'ouverture des églises »; qu'il doive s'abstenir d'aller au bal, aux spectacles et aux cafés, il faut positivement qu'il soit chrétien et parfait citoyen (2).

Généralement, chaque corporation de métier en France a sa chapelle particulière, et parfois, quand la gilde est puissante, ces chapelles sont de vastes bâtiments qui ont la grandeur d'une église de village. Le seizième siècle surtout en voit construire un grand nombre dans presque toutes les villes, et les architectes les plus habiles, comme les sculpteurs les plus renommés, sont employés à leur érection.

Les gildes qui n'ont pas les moyens de se faire construire une chapelle particulière ont des autels consacrés à leurs patrons dans les églises paroissiales. On ne conçoit pas, en effet, une confrérie ou un métier sans le patronage d'un saint ou d'une sainte.

Et toutes ces compagnies rivalisent entre elles de luxe, tant pour la splendeur de leurs autels ou de leurs chapelles que pour la richesse de leurs ornements sacerdotaux. Dans les processions, où aucun métier ne manque jamais d'assister, c'est à qui figurerait avec le plus

(1) Journal des Jésuites, mai 1646.

(2) Etienne Boileau, Le Livre des Métiers.

de pompe, rien n'est épargné: reliquaires, drapeaux, chandeliers, blasons.

La procession a lieu surtout au jour de la fête patronale, et chaque métier a sa fête propre. Ce jour-là, un crieur parcourt les rues, une clochette à la main, en annonçant le lieu et l'heure de la réunion. Les confrères, parés de leurs plus beaux habits, se réunissent à l'église pour entendre une grand'messe en l'honneur de leur patron, accompagnée du sermon et de la procession et suivie des vêpres. C'est après ou même pendant les Vêpres, que le bâtonnier en exercice est remplacé. Dans ce dernier cas, au moment où l'on chante le verset du *Magnificat: Deposuit potentes de sede*, le bâtonnier sort de charge, et aux mots suivants: *et exultavit humiles*, on installe son successeur. C'est ce qu'on appelle faire le « *deposuit* ».

Les premiers menuisiers de Québec ne tardent pas à s'ériger en corporation. Jean Levasseur, ancien maître de l'« Antique Confrérie des Menuisiers de Paris », mène l'entreprise. Québec n'est alors qu'un hameau dont la population, y compris celle des établissements voisins, s'élève à peine à douze cents âmes; l'église paroissiale, malgré les plus grands sacrifices pour en hâter la construction, ne vient que d'être livrée au culte, et déjà l'on songe à y établir une confrérie avec sa chapelle, ses meubles et son autel. Le projet n'est pas même nouveau en 1657 quand Levasseur présente la « Requête des Associés de Québec pour l'établissement de la Confrérie de Sainte-Anne »; « il y a déjà plusieurs années que les menuisiers de cette ville, désireux d'imiter la piété de ceux de Paris, sollicitent l'établissement de cette confrérie et pratiquent certains exercices aussi édifiants pour leurs concitoyens, que capables d'encourager les supérieurs ecclésiastiques à l'autoriser, si la petitesse de l'église paroissiale n'y mettait pas obstacle » (1).

Voici le texte de la requête que présente Jean Levasseur: « Supplient humblement les menuisiers de ce pays et disent que par ci-devant, depuis plusieurs années, ayant fait dire à leurs frais et dépens la grand'messe et autres services de Madame sainte Anne, au jour de sa fête, en la paroisse de Notre-Dame de Québec, dans le dessein et intention d'y ériger la confrérie à perpétuité sitôt que l'église sera en état de les y recevoir et aurait lieu et chapelle commodés à cet effet.

(1) Manuel de la Confrérie de Sainte-Anne, Québec, 1867.

« Et ayant eu parole, il y a plus de deux ans, du R. P. Jérôme Lament, alors faisant fonction de curé, tant pour la chapelle que pour la place d'un banc de la dite confrérie, ce qui néanmoins ne s'était pu exécuter à raison de quelques difficultés intervenues entre les dits menuisiers, iceux s'étant enfin accordés désirent présentement et sans délai exécuter leur pieux dessein.

« C'est pourquoi ils requièrent humblement qu'il vous plaise mander et donner pouvoir au sieur curé d'ériger et établir la dite confrérie en sa dite paroisse de Notre-Dame de Québec, et aux sieurs marguilliers de les y recevoir et donner place en ladite chapelle de sainte Anne et leur assigner lieu pour y construire un banc à leur usage es fins d'y exercer toutes leurs fonctions et dévotions ordinaires selon les statuts et règlements de la dite confrérie, ainsi qu'ils le pratiquent partout ailleurs, avec les privilèges, indulgences et autres grâces et faveurs apostoliques, à eux accordés par les papes, aux charges et conditions d'observer par eux les règlements qu'ils promettent garder et observer ici quand leur dite confrérie sera reçue et établie en tant que l'état et disposition du pays le permettra au jugement et sous l'aveu du supérieur ecclésiastique de ce pays.

Ainsi signé en l'original des présentes: Jean Levasseur, Pierre Levasseur, G. Loyer, Pierre Biron, F. Gariépy, Miville, Raymond Pagé ».

Le P. De Quen, vicaire-général, à qui la requête est adressée, l'approuve et signe le 8 avril 1757. Trois semaines après, le premier mai, le P. Poncet, curé de la paroisse érige dans son église la « Confrérie des Menuisiers de Madame Sainte Anne » (1).

Le Père Cahier nous explique, dans une note de ses « Caractéristiques des Saints », pourquoi sainte Anne a été choisie comme patronne par les menuisiers. C'est que le tabernacle étant considéré comme un des chefs-d'œuvre de leur profession, sainte Anne, en devenant la mère de la Vierge Marie, est disent-ils, la première qui ait fait un tabernacle, le tabernacle du Fils de Dieu.

Le jeton des menuisiers de Paris, frappé en 1748, confirme l'ex-

(1) Voir sur cette corporation les Annales de la Bonne Sainte-Anne de Beaupré, Canada, vers 1883. Nous avons perdu la référence exacte. Pour les statuts de la corporation, rédigés par les soins de Mgr Laval, dans l'esprit du temps, voir G. Bélangers, La Bonne Sainte Anne au Canada, Québec, 1923, pp. 27-28.

plication du P. Cahier. Il a pour sujet la scène de la lecture et pour exergue: *Sic fingit tabernaculum Deo*. Les premiers statuts que nous connaissons de cette confrérie lui ont été donnés par Charles IV, en 1396. Plus tard, en 1467, ils sont confirmés par Louis XI, et l'un d'eux porte que « Quiconque voudra ouvrour du dit mestier à Paris, faire le pourra, pourvu qu'il soit ouvrier suffisant: et, en outre payera douze sols parisis d'entrée dont le Royaume aura six sols, les jurés du dit métier quatre sols pour leur peine, et deux sols à la confrérie Madame Sainte-Anne, établie au dit métier, sauf que les fils des maîtres ne payeront point d'argent pour leurs entrées ». La première union ouvrière créée au Canada remonte donc, par sa filiation, à une date très lointaine, soit à l'année 1396.

La seconde corporation connue prend naissance en 1676. Cette année-là, Pierre Gadois, René Fézeret, Jean Rousquet, Olivier Quesnel dit Tourblanche et Simon Quillery, tous armuriers, arquebusiers ou serruriers de Montréal, s'unissent en société et décident de chômer le premier de décembre de chaque année, la fête de saint Eloi, leur vénéré patron. Le programme de la journée comporte une grand'messe avec diacre et sous-diacre, puis un dîner plantureux. Chaque membre à tour de rôle fournit le pain bénit que le bedeau distribue pendant l'office divin; chaque membre, également, est tenu de contribuer une pistole, un mois avant la fête, afin de défrayer les dépenses du repas qui se prend à l'issue de la cérémonie chez l'un des associés. La corporation de Saint-Eloi est la première à notre connaissance qui ait été établie à Montréal (1).

Plus tard, les cordonniers de la même ville se constituent en société. Leur corps est connu sous le nom de « La communauté des Maîtres cordonniers de Montréal ». Leur fête patronale est celle de Saint-Crépin (2).

La coutume des corporations conduit à la nomination des jurés. Un règlement de police, en date du 11 mai 1676 dispose (art. 22): « Il sera créé en cette ville de Québec des maistres jurez de chaque métier qui presteront serment entre les mains du Lieutenant-général, en présence du procureur du roi, après avoir été élus et nommés par la

(1) Voir les armuriers de Montréal et la Saint-Eloi, 23 BRH 343; René Fézerets, expulsé de la corporation des armuriers, 4 BRH 376; Arquebusiers à Montréal, BRH 14. 84, 23. 343, 26. 94, 29. 337.

(2) Les Cordonniers à Montréal, leur communauté, 24 BRH 126.

pluralité des voix et suffrages des artisans de leur profession afin que les dits jurés aient inspection et droit de visite sur les ouvrages de leur métier et d'user des mêmes pouvoirs, droits, privilèges et honneurs que sont les maîtres jurés de chaque métier de la ville de Paris » (1).

Pour multiplier chaque espèce de métier sans qu'il soit nécessaire de faire appel tous les ans à la France, le Conseil souverain enjoint aux maîtres de recevoir des apprentis (2). Zacharie Jolliet, frère puiné de l'explorateur du même nom, est placé comme apprenti tonnellerie chez le sieur Noël Morin (1689). En 1691, Nicolas Dasny, âgé de 14 ans, est engagé par sa mère, à V. Lenoir, menuisier, pour sept ans, en qualité d'apprenti. Voici le texte même d'un brevet d'apprentissage en date du 27 mai 1732: « Par devant le notaire royal de l'île de Montréal. Fut présent sieur Jean Louis Plessis Bélair, marchand tanneur, demeurant près cette ville, lequel met en apprentissage Etienne, panis de nation, son domestique, pour cinq ans, à commencer ce jour, avec le sieur Em Moreau, maître cordonnier de cette ville, y demeurant, à ce présent et acceptant, qui l'a pris et retenu à son service pendant ledit temps, et promet pendant icelui lui montrer et enseigner son métier de cordonnier du mieux qu'il lui sera possible, le traiter doucement et humainement comme il appartient, lui fournir son boire, manger, feu, gîte et luminaire, l'entretenir de hardes, linge et chaussures, suivant son état, l'élever dans la religion catholique, apostolique et romaine; l'envoyer au service divin et au catéchisme comme il pourrait faire à un de ses enfants propres. En conséquence, le dit Etienne Panis sera tenu d'obéir au dit sieur Moreau, le servir fidèlement, faire son profit, éviter son dommage, l'en avertir s'il vient à sa connaissance, et généralement faire tout ce qui lui sera commandé de licite et honnête et qu'il pourra faire; sans pouvoir quitter le dit service sous les peines des ordonnances, à quoi le dit sieur Bélair tiendra la main, afin de lui faire faire son devoir; même en cas de

(1) 2 EO 65; Le 6 mai 1741 le ministre écrit à Hocquart qu'il approuve sa proposition d'établir un maître cordier à Québec avec droit d'inspection sur les autres cordiers (AC. B. 72. 44).

(2) On tiendra la main à ce que les maîtres prennent « des apprentis pour commencer à multiplier et perpétuer chaque espèce de métier sans qu'il soit nécessaire de retomber tous les ans sur la France » (Talon à Colbert, La Rochelle, 21 mai 1665, AC. CII. A. 2. 137); Rèlements sur l'apprentissage, JN 12.

fuite, soit par libertinage ou autrement, le faire chercher, s'il le trouve le ramener pour parachever le temps du présent engagement. Cet apprentissage ainsi fait à la charge que le dit sieur Moreau sera tenu comme il promet et s'oblige de bailler et livrer au dit apprenti à la fin des dites cinq années, un capot, une veste de mazamet, une paire de culottes de peau de chevreuil ou de mazamet, une paire de bas de Saint Maixant, deux paires de souliers, six chemises de caudebec, le tout neuf et la somme de trente livres une fois payée ».

On recommande encore aux écoles des Sœurs d'apprendre à filer aux femmes, aux jeunes filles et aux enfants; le roi envoie de France six femmes pour apprendre à tricoter et filer et faire de la dentelle aux sauvagesses des environs de Montréal (1). Dans le but de nourrir l'inclination naturelle des Canadiens pour la navigation, Talon rêve de fonder à Québec une Académie de Marine qui deviendrait « une pépinière de navigateurs, de pêcheurs, de matelots et d'ouvriers ». L'école prend une modeste forme, autour de la chaire de Martin Boutet ou Saint-Martin, frère donné aux Jésuites. Le frère décerne plusieurs diplômes de pilotes. Longtemps après sa mort, Jean-Baptiste-Louis Franquelin, du diocèse de Bourges, « qui fait des cartes » et « sait de bonnes choses » est nommé hydrographe du roi à Québec aux appointements de 400 livres par an (1686). Il réunit dans un « grand lieu » plusieurs élèves auxquels il enseigne le dessin, la navigation et l'arithmétique. Louis Jolliet (1697-1700), Jean Deshayes (1702) et les Pères Jésuites Le Blanc (1717), Bonnecamp et Allieux lui succèdent dans l'enseignement de l'hydrographie. C'est pendant l'hiver que les cours se donnent. Après avoir suivi un cours théorique, les écoliers sont confiés au capitaine en second du port, prennent la mer sur des barques et, par la pratique, deviennent des pilotes propres aux découvertes maritimes. C'est dans leur groupe que se recrutent la plupart des capitaines qui conduisent les vaisseaux en Nouvelle-France (2). Vers 1680, Mgr de Laval, avec l'appui du Gouverneur et des patrons de la colonie à la Cour de France établit à Saint-Joachim une école des arts et métiers. C'est de la fondation de cette

(1) AC. F3. 6. 81 (1683); Marie de l'Incarnation, II. 446 (1670).

(2) Sur l'école de marine, voir AM. B. 2. 161. 639 (1702), B. 1. 19. 153 (1717); I BRH 51, 52; P.-G. Roy, *Les Petites Choses de notre histoire*, 5^e série, Lévis, 1923, pp. 129-131; *Id.*, *Le Vieux Québec*, Québec, 1923, pp. 79 et suivantes; 3 RAQ 61 (Bougainville).

école que date la première période de l'histoire de l'art français au Canada, période qui se prolonge jusqu'en 1715, alors que l'école est fermée à la suite de deux incendies. L'école des arts et métiers est dirigée par des professeurs venus de France. Citons Jean Soumande, directeur et professeur d'architecture; Michel Flouchons, apprenti sculpteur; M. de Cordenats, artiste peintre; Claude Baillif, Guillaume Jourdain, Le Vasseur, maître menuisier, et les deux maîtres les plus remarquables: Jacques Lebond de la Tour et Gabriel Le Prévost. Le Tour expose en France; Le Prévost signe, entre autres œuvres, la statue de Sainte-Foye. C'est l'école de Saint-Joachim qui plante au Canada le style renaissance, type François 1^{er}, style qui devait se perpétuer jusqu'à nos jours (1). L'enseignement est donné à Montréal, encore pendant de trop courtes années, à la « maison des frères de la Croix de Saint-Joseph », mieux connue sous le nom d'Hôpital Charron (2). L'un des pensionnaires de cette maison, Pierre Le Ber, fils de Jacques Le Ber, natif de Pistre, diocèse de Rouen, consacre une grande partie de son temps à des ouvrages de goût, en particulier à la peinture. « S'il n'a pas eu la gloire d'y exceller, il eut du moins le mérite d'être le premier canadien qui ait cultivé les arts. Ses préférences pour les sujets religieux lui permirent d'orner plusieurs églises de ses tableaux. Enfin, c'est à son pinceau que les sœurs de la Congrégation Notre-Dame doivent le portrait de la vénérable Mère Bourgeoys. Sans doute des artistes plus habiles ont perfectionné son œuvre, mais sans lui, les traits authentiques de cette femme héroïque nous seraient inconnus » (3). Pierre Le Ber mourut le 2 octobre 1707, « en réputation de sainteté » disent les Annales de l'Hôtel-Dieu de Québec, et dans sa trente-neuvième année seulement (4).

(1) Voir conférence prononcée par M. Marius Barbeau au « Cercle universitaire », à Montréal, le 20 mars 1925, et rapportée à la page 2 du journal *Le Devoir* de Montréal, livraison du 22 mars 1925.

(2) Pour l'histoire de l'Hôpital Charron, voir l'Hôpital Général des Sœurs de la Charité, Montréal, 1916, t. I, pp. 11-80; *Revue Canadienne*, 1895, p. 603; A.C. CIL. A. 17. 76 et 46. 27 (1724); BRH 14. 79, 22. 62, 365, 370, 23. 150, 252, 30. 143; 4 RAQ 370 et suivantes; 3 RAQ 163-192.

(3) Vie de Mlle Le Ber, page 330.

(4) L'Institut Charron comptait encore, — outre des forgerons, des menuisiers, des brasseurs et des menuiers, — un sculpteur sur bois, le sieur Charles Chabouillé (ou Chabouiller), né en 1638 à Saint-Rémy de Troyes, en Champagne, et inhumé à Montréal le 20 août 1708. Il fut l'ancêtre d'une famille fameuse de traitants.

C. — LES MANUFACTURES

Une demande plus étendue donne naissance aux manufactures, c'est-à-dire à des ateliers où un certain nombre d'hommes de peine travaillent sous les ordres d'un entrepreneur, le patron, à la transformation de matières premières. Le régime capitaliste fait son apparition sur les bords du Saint-Laurent (1).

Il est passé en dicton que, ambitieuse de conserver son commerce d'exploitation, la métropole vit d'un œil jaloux l'établissement de manufactures dans un pays que ses négociants avaient coutume de considérer comme un simple comptoir.

Cette théorie est diversement fondée. L'abbé Raynal la professe par esprit d'opposition systématique à la Cour de Versailles (2). Les écrivains de langue anglaise, dont Parkman, concluent, par simple analogie et pour des raisons de synchronisme (3), à l'identité des régimes industriels mis en vigueur dans les colonies de la France et celles de l'Angleterre (4). D'autres historiens, dont on ne peut suspec-

(1) « J'ai formé des ateliers qui ont entretenu près de 350 hommes durant tout l'été » (Talon à Colbert, 2 novembre 1671, AC. C11. A. 3. 172).

(2) La condamnation de l'Histoire philosophique et politique se faisant attendre, on prête ces vers à l'abbé Raynal :

Quoi, dit l'abbé Raynal, ce chien de Parlement
Ne veut pas d'un fagot honorer ma mémoire !

(3) Voici un exemple de cette sorte de raisonnement : « Madame de Repentigny... en 1707, avait vingt métiers à Montréal... M. Raudot demanda pour elle une gratification du roi. L'histoire ne dit pas s'il réussit. C'est assez peu probable, vu qu'à la cour l'on s'imaginait bouleverser tout le système colonial en permettant à l'industrie étrangère de faire concurrence à l'industrie de France... » (N. E. Dionne, *Les Raudot*, *Revue Canadienne*, 1895, pp. 605-606). Or, l'histoire dit que la Cour encouragea et gratifia Madame de Repentigny, voir AC. C11. G. 2. 164 (6 juin 1708).

(4) A l'encontre de Parkman citons ce témoignage d'un des savants qui ont le mieux approfondi l'histoire économique de la Nouvelle-France : « That jealousy of industrial development which marked the policy of England toward her American colonies seems never to have characterized the policy of France toward Canada... The French government strove very earnestly to foster it by encouragement of various sorts... Despite these various encouragements, however, colonial industry would not thrive... The main obstacle was found in the superior profits of the fur-trade... » (W. B. Munro, *The Office of Intendant in New France*, *The American Historical Review*, vol. XII, octobre 1906, pp. 33-

ter la bonne foi, font état de certains passages (1) de la correspondance échangée entre le pouvoir central et le pouvoir local, qui forment une doctrine dont voici l'expression la plus complète: « On n'établie (les colonies) que pour l'utilité du pays qui les forme et jamais dans l'intention de se passer de ces pays » (2).

La forme lapidaire de cette pensée, concise, absolue comme l'énoncé d'une loi physique, suffirait à nous mettre en garde contre sa vertu pratique, si d'autres documents, si des actes positifs, ne venaient confirmer que nous sommes en présence d'un hommage de style consenti aux dogmes, aux axiomes du siècle, et nullement en face d'un principe d'action gouvernementale. Toujours réaliste, la monarchie ne régla jamais sa conduite sur de pures théories. Le ministère de France était trop clairvoyant pour ne pas voir que, le travail des champs n'occupant pas toute l'année les habitants de la colonie, c'eût été une tyrannie que de les obliger à perdre, dans l'inaction, le temps que la terre ne leur demandait pas; que les produits de l'agriculture et de la chasse ne fournissant pas à toute l'étendue de leurs besoins, c'eût été les réduire à la misère, que de les empêcher d'y pourvoir par un nouveau genre d'industrie; enfin que la prohibition des manufactures ne tendrait qu'à faire renchérir toutes les denrées dans un Etat naissant, qu'à en diminuer ou arrêter peut-être la vente, qu'à en écarter tous ceux qui pouvaient songer à s'y aller fixer.

La preuve que le passage de la correspondance que nous citons demeura inopérant, appert au contenu des chartes successives octroyées aux compagnies concessionnaires, à la teneur des instructions, précises, détaillées, remises aux intendants, ainsi qu'à la nature d'une série d'actes que nous allons rapporter: l'histoire proteste contre les détracteurs de la politique suivie par la France au Canada.

La charte de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628) prévoit des mesures pour « exciter les sujets de Sa Majesté à se transporter es dits lieux (du Canada) et y faire toutes sortes de manufactures ». Elle relève notamment les ouvriers de l'obligation de se pourvoir de

34); et cet autre passage du même auteur: « As usual, the king, professing his constant interest in the development of colonial industry... » (*Id.*, *The Seigniorial System in Canada*, 1907, p. 116).

(1) Voici où l'on trouvera quelques-uns de ces passages: AC. B. 23. 62, 101, 29. 66, 32. 173, 39. 230, 42. 451, 52. 481, 87. 48.

(2) Le roi, 14 juillet 1704, AC. B. 23. 101.

lettres de maîtrise (art. 13), et elle exempte (art. 14) les marchandises ouvrées au Canada « de tous impôts et subsides bien qu'elles soient voiturées, amenées et vendues en ce royaume » (1).

On retrouve des clauses de même nature dans l'ordre du roi Louis XIV, créant en mai 1664 la compagnie des Indes Occidentales. Il investit la nouvelle société du pouvoir de fabriquer de la poudre, fondre des boulets et forger des armes, et la dispense des droits d'entrée et de sortie sur les munitions de guerre, bois, cordages, goudrons, canons de fer et de fonte (2).

Dans le même temps, le puissant monarque fait observer au sieur Talon, s'en allant prendre charge de l'Intendance « que l'un des plus grands besoins du Canada est d'y établir des manufactures et d'y attirer des artisans pour les choses qui sont nécessaires à l'usage de la vie; car jusqu'ici il a fallu porter en ce pays des draps pour habiller les habitants, et même des souliers pour les chausser, soit qu'étant obligés de cultiver la terre pour leur subsistance et celle de leur famille ils en aient fait leur seule et plus importante occupation, soit par le peu de zèle et d'industrie de ceux qui les ont gouvernés jusqu'à présent. C'est pourquoi il examinera tous les moyens que l'on pourra embrasser pour l'introduction d'une chose si utile au dit pays, à laquelle Sa Majesté contribuera par l'ouverture de ses coffres, étant bien persuadés qu'elle ne saurait employer une bonne somme d'argent à un meilleur usage » (3).

Conformément à la volonté du roi, Talon s'attache dans son ressort à développer l'agriculture en y annexant diverses industries: lui-même fonde à Québec une tannerie; il fait commencer aussi la brasserie dont le bâtiment sera affecté, par la suite, aux séances du Conseil Souverain (4).

Colbert l'encourage et lui trace la forme de ses efforts: « Il est

(1) Acte pour l'établissement de la Compagnie de la Nouvelle-France, mai 1628, I EO 5-II.

(2) Edit d'établissement de la Compagnie des Indes Occidentales, mai 1664, I EO 40 et suivantes, art. 19, 25, 26, 35.

(3) AC. CII. A. 2. 169.

(4) Talon à Colbert, 21 mai 1665, AC. CII. A. 2. 137; *id.*, 5 avril 1666, *ibid.*, 2. 199; *id.*, 18 mai 1669, *ib.*, 3. 39, etc.; *id.*, 2 novembre 1671, *ibid.*, 3. 159, 172; *id.*, 10 novembre 1670, *ib.*, 3. 77; Frontenac à Colbert, 2 novembre 1672, AC. CII. A. 3. 233; Description du Canada, 1671, *ib.*, 3. 192; Patoulet à Colbert, 11 novembre 1669, *ibid.*, 3. 61; Relation des Jésuites, 1667-1668, p. 3.

de grande conséquence, écrit-il que vous excitiez les habitants à profiter de la nécessité que l'on a aux Iles d'Amérique (Antilles) de bois propres à la confection des barriques et des futailles, par l'utilité et les avantages qui leur en reviendra ». « Pour ce qui est des manufactures de toiles, droguets et tanneries, il n'y a que le nombre des habitants et la nécessité qui puissent faire ces établissements; ainsi, il faut laisser agir l'industrie et observer néanmoins d'aider ceux qui voudront s'y appliquer ». Le même Secrétaire d'Etat suggère un moyen de multiplier chaque espèce d'animaux, « en moins de temps parce que quand le Canada sera rempli d'une quantité de bêtes à laine et à cornes, on pourra, par le moyen de leur dépouille et de leur peau, manufacturer des draps et autres étoffes et des cuirs que l'on convertira en divers usages, à la commodité et à l'avantage des habitants ». Il conseille « d'ensemencer du chanvre, et au bout de quelques années y établir une manufacture de toiles qui par la qualité du chanvre deviendra peut-être aussi florissante que celle de la Basse-Bretagne ». Enfin, il enjoint de construire des fourneaux et de construire des navires. « La règle et la fin de (sa) conduite c'est de « mettre la colonie en état de se suffire » et même d'alimenter le commerce extérieur. En 1675, en effet, la Cour ordonne à l'intendant Duchesneau « qu'il porte les habitants à établir des manufactures de laines, de cuirs et généralement de tout ce qui peut leur être nécessaire (aux Canadiens), *même qui peut servir à envoyer au dehors* » (1). Le roi émet le même vœu en 1687, car il voit « que la cause principale de la disette qui est dans le pays (de Canada) est l'extrême cherté de toutes les marchandises que les habitants sont obligés de faire venir de France pour la nourriture et le vêtement. ». Et que l'on ne prétende pas que cette politique d'initiative et d'assistance industrielle suivie par Louis XIV et Colbert pendant toute leur administration n'ait pas été continuée après eux. Si Pontchartrain intime à Raudot de ne pas encourager les manufactures canadiennes au détriment de celles de France, il s'empresse d'ajouter que l'intendant ne doit pas non plus les décourager. Il les subventionne (2).

(1) AC. Canada, expéditions 1674-1675, fol. 43 (7 juin 1675).

(2) Citons entre autres pièces, AC. B. 2. 16 (mai 1669), 133, 135, B. 3. 22, 61 (1671), 4. 59 (1672), 5. 25, 29 (1673), 7. 4, 15 (1676), 26 (1677), 10. 4 (1682), 12. 19 (1686), 39. 60 et 61-64 (1687); F3. 2. 85 (1672), 6. 266 (1686), 7. 107 (1692); C11. G. 2. 58 (1705), 164 (1708), 3. 5 (705); B. Sulte, Les Canadiens français, V. 27; Marie de l'Incarnation, II. 446, etc.

Telle est l'idée directrice, libérale, et étendue, de la politique industrielle de la France au Canada. Scrutons maintenant le détail des applications.

Tout d'abord on s'adonne naturellement aux industries de première nécessité. Ce sont les fruits de la pêche et de la chasse, des bois, des champs et du cheptal qu'on transforme au début: on a dans cet ordre la colle forte (1), l'huile de poisson et de tournesol; les cuirs les brasseries (2), l'industrie textile et l'exploitation du bois et de ses sous-produits.

Une seconde catégorie d'établissements que nous avons étudiés au chapitre des Mines travaillent le minerai. Quelques-uns, on s'en souvient, visent à fournir les matériaux de construction: briques, tuiles, ardoises, chaux (3); les autres, de caractère plus extractif, tendent à alimenter le marché de charbon, de fer et de cuivre.

C'est à Jean de Poutrincourt, seigneur de Port-Royal en Acadie, qui établit, vers 1606, le premier moulin à grains que nous ayons eu au Canada. Apparemment ce moulin était actionné par la force de l'homme, puisque Lescarbot raconte de Poutrincourt que « considérant combien le moulin à bras apportait de travail, il fit faire un moulin à eau, qui fut fort admiré des Sauvages » (4). C'est également à bras qu'était mû le premier moulin de Québec, celui des Pères Jésuites (5). Mais on ne tarda pas à avoir des meules à Tadoussac (6) et

(1) Sur la colle forte de poisson, voir AC. B. 68. 6 (7 avril 1739), 74. 43 (17 avril 1741), 105 (18 juin 1741); CII. A. 71. 142 (28 septembre 1739), 76. 28 (28 octobre 1741), 326 (6 septembre 1741), 80. 99 (24 octobre 1743), 81. 427 (24 octobre 1744).

(2) Dans le but de mettre un frein à l'abus des liqueurs alcooliques (Ordonnance du Conseil Souverain en date du 5 mars 1668), Jean Talon fit construire à Québec une importante brasserie, capable de « fournir deux mille barriques de bière pour les Antilles et en travailler autres deux milles pour l'usage du Canada, ce qui donnera lieu à la consommation de plus de 12.000 minots de grains par chaque année » (Talon au ministre, le 2 novembre 1671). La brasserie de Talon ne fut pas longtemps en opération. Vers 1675 on cessa d'y faire de la bière, parce que les Canadiens préféraient les vins et eaux-de-vie (Voir P.-G. Roy, *Les Petites Choses de notre histoire*, 5^e série, Lévis, 1923, pp. 120-123; AC. F3. 2. 22 (1671), CII. A. 8. 69; 4 BRH 185.

(3) « Je laissé (à mon retour en France en 1624) deux fourneaux de chaux cuïtte » (Champlain, édition de 1830, II. 91).

(4) Lescarbot, II. 580.

(5) Champlain, édition de 1830, II. 204.

(6) *Id.*, *ibid.*, 205.

d'utiliser pour les mettre en action la force de l'eau (1). A quelque temps de là une troisième sorte de moulin fit son apparition, dont le toit en planches « tourne avec les ailes suivant la direction du vent » (2). C'est en 1647 ou en 1648 que « pour barguer davantage les Iroquois on commença le premier moulin de Montréal » (3). Le recensement de 1719 dénombre 76 minoteries, celui de l'année 1734 en mentionne 118. Il y en a 120 en 1739. Chaque seigneur près a le sien, d'obligation. Dans le seul moulin de Saint-Nicolas il est moulu 60.000 boisseaux par an. « Afin d'épurer de toute poussière et mauvaises graines et convertir en bonne farine » les blés panifiables d'exportation, le roi expédie en Amérique à ses frais des cribles cylindriques, dont six pour Québec (1732-1737) et quatre pour la région de Montréal. Défense est faite, sous peine d'amende de moudre sans bluteau. Le roi accorde six deniers de prime pour chaque minot tamisé. Les criblures font retour, sans frais, aux paysans (4).

Au cours de l'année 1668, Bissot, censitaire de la seigneurie de Lauzon, fait une prise d'eau au ruisseau qui borne son domaine en vue d'alimenter des cuves à tannin. La colonie et la métropole secondent ses projets. Le roi fait à l'entreprise l'avance, considérable pour l'époque, de 3.200 livres; la communauté des Habitants lui baille la moitié autant et dispose que les boucheries seront tenues de livrer aux tanneurs les peaux provenant des abattoirs. Grâce aux subsides et à ce règlement, la tannerie Bissot est bientôt en état de fournir de cuirs la cordonnerie québécoise. Elle obtient même de l'Etat de chausser les troupes. Peu s'en faut même qu'elle commande le marché. Etienne Charest, successeur de Bissot, son beau-père, retient à long terme les services d'une douzaine de manœuvres et de quelques bottiers, et garde toutes les peaux pour la consommation de sa fabrique et ne les vend qu'à des prix exorbitants. Privés de matière première, les savetiers libres et les marchands de crêpins vont être réduits à

(1) *Id.*, *ibid.*, 206.

(2) Kalm, II. 62.

(3) Dollier de Casson, Histoire du Montréal, *Revue Canadienne*, 1869, p. 201.

(4) Voir sur les moulins à farine en Nouvelle-France, AC. CII. A. 41. 6 (26 octobre 1719), 54. 57 (1731), 57. 293 (1732), 61. 3 (1734); EO I. 255-256, II. 39, 62-63, 65-73, 169-170, 352, 353, III. 241, 286-289, 323; AC. F3. 6. 325; 30 BR4 180; Munro, *The Seigniorial System*, 1907, 110-116; Henneker, *The Seigniorial Regime in Canada*, 1927, 113-131, 189-195; Salone, 377.

fermer boutique. Ils en appellent à l'administration. Afin de mettre fin à l'accaparement, le Conseil souverain fait défense aux corroyeurs de donner la dernière façon aux cuirs. Charest devra apporter à la ville et céder aux cordonniers de la place à un prix fixé par expertise tous les cuirs propres à la confection des souliers (1).

Le succès de l'entreprise Bissot-Charest engage d'autres colons à embrasser la même carrière. Mais il y en a qui ne connaissent pas le métier, d'autres, par avidité, ne laissent pas les peaux assez longtemps dans les fosses, pour qu'elles atteignent la perfection voulue; l'intendant Raudot doit intervenir pour maintenir la qualité de la marchandise. Il n'accorde licence à Montréal qu'aux nommés de Launay et Barsolot (2); à Québec, qu'aux cinq tanneurs Charest, Larchevêque, Thivierge, Jehan et Dedieu (3).

Il ne suffit pas à la France que sa colonie d'outre-mer trouve sur place le froment et le cuir dont elle a besoin, elle l'engage à s'habiller elle-même. Talon est bientôt en mesure d'annoncer que l'on fait au Canada, avec les laines du pays, du droguet, du bouracan, de l'éta mine et de la serge de seigneur et que l'on se propose de faire du drap (4). Et comme on vient d'ouvrir une tannerie et une cordonnerie et qu'il y a des chapeliers, l'Intendant se vante qu'il a « des productions du Canada de quoy (se) vestir du pied à la teste » (5).

Entrant dans les vues de la Cour, les frères hospitaliers de Saint-Joseph de la Croix (Frères Charron) (1694-1747), font bâtir à Montréal, non loin de la rivière Saint-Pierre, un bâtiment de 150 pieds

(1) Sur la tannerie de Bissot, voir Histoire de la Seigneurie de Lauzon par M. Edmond Roy.

(2) 20 juillet 1706, AC. F3. 9. 24. et 2 EO 265.

(3) 29 janvier 1707, AC. F3. 9. 42 et 1 OI 25. Voir encore sur la tannerie de M. Bégon, AC. B. 58. 130 (21 avril 1733), sur celle du sieur Muirion à Louisbourg, AC. B. 68. 22 (11 juin 1739), celle du sieur Juchereau au Mississipi, AC. B. 22. 263 (4 juin 1701) et CII. A. 36. 395 (1701-1702), sur la chamoiserie de M. de La Mothe-Cadillac, AC. B. 27. 73 (9 juin 1706), sur les souliers sauvages et les souliers de bœuf, 30 BRH 379, sur le scandale des seigneuries, 29 BRH 359, sur les tanneries en général, AC. F3. 6. 266. (C'est l'ordre donné à Denonville de soutenir les tanneries qui s'établissent (1686); enfin sur l'industrie du cuir, 31 BRH 80. L'existence d'une tannerie est signalée en 1669 par Patoulet (11 novembre 1669, AC. CII. A. 3. 61). Sur ce qu'on faisait autrefois de la peau d'anguille, 4 BRH 63, 118. Marie de l'Incarnation, II. 446.

(4) AC. CII. A. 3. 159 (2 novembre 1671) et F3. 2. 22.

(5) *Ibid.*

qu'ils destinent à des fins d'éducation technique, d'hôpital et de manufacture. Le roi, à qui ils demandent le passage de six ouvriers et de vingt tonnes de fret le leur accorde, laissant l'intendant maître de leur permettre ou de leur refuser de conduire en leur enclos l'eau des rivières voisines et d'usiner. Versailles émet des lettres patentes en leur faveur le 30 novembre 1698 (1), que le Conseil Souverain homologue le 9 décembre 1704. De ce jour les frères produisent des toiles et des étoffes, des articles de laine et de fil. A partir de 1707, l'établissement « ne subsiste plus que de la gratification (3000 livres) que l'Etat donne tous les ans. Sa perte serait consommée en 1719, par suite de la mort du directeur de la manufacture, François Charron, si François Darle et André Souste de Rochefort n'avaient convenu d'y fabriquer au métier des bas de soie, de fil et de coton (2). Dès l'été de 1721, tous deux se voient congédiés du service de la maison. La liquidation suit.

Au temps même où l'infortuné Charron débutait dans l'industrie textile (1705), une veuve du nom de Repentigny (née Agathe de Saint-Père), s'était mise à tisser elle aussi de la toile, du droguet et de la serge, mais avec cette originalité qu'au lieu d'utiliser du chanvre et du lin, elle empruntait ses éléments à la nature sauvage. Pour faire de la filasse, c'est des orties qu'elle emploie, c'est le brin d'un cotonnier inculte « qui renferme au haut de sa tige un duvet dont on fait les lits », c'est encore la laine des buffles (3) qui paissent dans la val-

(1) Il ne s'agit pas ici des lettres patentes d'établissement, lesquelles portent la date du 15 avril 1694, mais des lettres patentes du roi portant permission aux Frères Hospitaliers de Montréal d'établir des manufactures d'arts et métiers dans leur hôpital (AC. F3. 8. 109).

(2) Aux références que nous avons données plus haut sur l'Institut Charron (article sur l'artisanat), ajoutons les suivantes, savoir : AC. B. 19. 90 (26 mars 1696), 22. 85 (5 mai 1700), 40. 7 (5 juillet 1718).

(3) Le bœuf sauvage donne de quatre à cinq livres de laine (Neill, *op. cit.*, p. 171). Cette laine est, dit-on, en longueur et finesse, égale sinon supérieure à la laine du mouton. On en fait des bas, des chapeaux, du drap, des gants et diverses étoffes, qui paraissent aussi bonnes que si la toison du plus beau mérinos en avait fourni la matière première (Kalm, II. 46-48). Au temps de Kalm (1749), les Canadiens étendaient les robes de bison sur le plancher, en hiver, pour se tenir les pieds chauds. Ils se servaient de leurs cornes, courtes mais très épaisses à la racine, en guise de poudrières de chasse. La chair du bœuf sauvage vaut celle du bœuf domestique, au dire de certaines gens, tant en substance fibreuse qu'en graisse, et sa peau, lorsqu'elle a une épaisseur suffisante, ce qui arrive quelquefois, est d'aussi bon service que le cuir de la vache d'Europe. Ces qua-

lée du Mississipi. La dame prend comme auxiliaires neuf prisonniers anglais achetés des Sauvages (1). Les tissus qu'elle livre à la consommation, quoique d'un bon usage, manquent de fini, parce que les cardes qu'on a commandées en France ont péri en mer. Toutefois elle réussit à leur donner une apparence agréable au moyen de teintures extraites d'essences forestières et d'une terre bleue (2). Le roi estime qu'il y a lieu d'être satisfait des résultats acquis et témoigne sa gratitude à la dame de Repentigny sous forme d'une gratification

lités, sans compter beaucoup d'autres qu'il a en commun avec le bœuf domestique et à un plus haut degré de perfection, ont induit quelques expérimentateurs (Nicolas Gatineau dit Duplessis et François-Etienne Cugnet dit Provençal, AC. CII. A. 52. 90 (1730), 53. 356, 54. 210, 22 (1731), 56. 11, 57. 99 (1732), B. 54. 491 (25 avril 1730), 87. 50 (1 avril 1748), 89. 10 (11 avril 1749) et BRH 22. 223, 23. 275, 277) à tenter de l'apprivoiser, afin de mieux tirer parti de sa fourrure pour l'industrie, et de sa grande force pour l'agriculture. Dans ce but, on s'est procuré des veaux qu'on a apportés à Québec et dans d'autres localités, pour les croiser avec des animaux domestiques; mais ils moururent au bout de trois ou quatre ans. Bien qu'accoutumés à voir du monde constamment, ils avaient toujours retenu leur férocité naturelle et leur caractère ombrageux, dressant les oreilles et tremblant à la vue d'un homme, ou prenant la clef des champs; de sorte qu'on n'a pu encore aujourd'hui trouver moyen de domestiquer le bison (Kalm, *loc. cit.*, AC. CII. A. 57. 99 (1732). Les bœufs sauvages étaient en si grand nombre dans la vallée du Mississipi qu'une seule bande de Sauvages, sans chevaux pour forcer leur proie, en tuaient parfois jusqu'à douze cents en huit jours. Cavelier de La Salle espérait pouvoir « en tirer avec le temps jusqu'à cent mille par an ». (Margry, *Lettres de Cavelier de La Salle*, Paris, Maisonneuve et Cie, 1879, p. 244); L.-A. Prud'homme, *Le Bison*, *Revue Canadienne*, 1906, pp. 229-259.

(1) Voir Baker (C. Alice), *True Stories of New England Captives carried to Canada during the Old French and Indian War*, 1897.

(2) « Il se rencontre des teintures de toutes sortes de couleurs dont les Sauvages se servent... Ils se servent (d'une petite racine de bois) pour teindre en couleur de feu qui a la couleur bien vive. Pour les autres couleurs, ils se servent d'herbes, de pierres et de terre. Tout ce que je peux dire, c'est que leurs couleurs me semblent bien belles et bien vives; je leur ai vu du bleu semblable à notre azur, et je ne sais pas si ce n'en est point ». (P. Boucher, *op. cit.*, ch. XV). « Le gaillet des teinturiers, *galium tinctorum* appelé Tisa voyanne rouge (Rubiaceées) par les Français du Canada, abonde dans les bois autour de cet endroit, se plaisant dans un sol riche mais humide. Les Indiens se servent des racines de cette plante pour teindre en rouge les dards de porc-épic américain, qu'ils emploient dans plusieurs parties de leurs ouvrages, et il est rare que la couleur change, quoiqu'exposée à l'air, au soleil ou à l'eau. Les Français du Canada, pour teindre leurs vêtements en rouge, se servent aussi des racines de cette plante, qui sont petites comme celles du *galium luteum*, ou gaillet jaune

annuelle de 200 livres (1). En 1707, la dame avait vingt métiers à Montréal; l'année suivante, elle en a soixante-treize. En 1725, le naufrage en mer du navire *Le Chameau* avec toute sa cargaison vint donner une nouvelle impulsion à l'industrie textile du pays (2). Bougainville nous apprend que sur la fin du régime on travaillait beaucoup en broderie dans les couvents des religieuses Ursulines à Québec et aux Trois-Rivières, et en « quantités d'ouvrages faits dans le goût des Sauvages et que l'on envoie comme s'ils les avaient faits » (3).

L'exploitation des bois prend une ampleur que ne connaît pas l'industrie textile. Le Canada est une contrée couverte de cupulifères et de pins, essences éminemment propres à la confection de planches, mâts et merrains, de brai, de potasse et de goudron (4); le fleuve et ses affluents innombrables sont des voies de transport économiques et facilement accessibles (5). On ne saurait négliger tant de richesses.

(Kalm, II. 12). « Les femmes teignent la laine en jaune avec les graines du myrthe-bâtard appelé poivrier ici et qui se plaît dans les terrains humides » (*id.*, II. 172). Voir encore le même, II. 121. « Chaque habitant élève ordinairement quelques moutons qui lui fournissent toute la laine dont il a besoin pour se vêtir » (*Id.*, II. 143).

(1) AC. B. 23. 85 (14 juin 1704), 29. 113 (30 juin 1707), 16 (juin 1708), 67 (6 juin 1708), CII. A. G. 2. 58 (10 juin 1705), 154 (6 juin 1708), 1. 3 (10 juin 1704), 3. 5 (1705); AC. CII. A. 22. 343 Lettre de Mme de Repentigny, 13 octobre 1705). Denonville signale au ministre, le 8 mai 1686, que les habitants des côtes de Beupré font des toiles (AC. CII. A. 8. 6). *Revue Canadienne*, 1895, p. 605.

(2) 14 mai 1726, AC. B. 49. 545. Un document du 26 septembre 1747 nous apprend qu'il n'y a point d'étoffes manufacturées dans le pays à part celles que les habitants font pour eux-mêmes (AC. CII. A. 90. 40). Voir encore AC. CII. A. 91. 67 (1747). Dans le bas Poitou, les fabricants de grosses étoffes de la Gâtine eurent beaucoup à souffrir de la perte du Canada. En effet, ils exportaient à la Nouvelle-France, par le port voisin de la Rochelle, leurs gros et solides tissus, très appréciés dans les contrées froides de l'Amérique du Nord. En échange, ces industriels recevaient des pelleteries qui, apprêtées à Niort, ont rendu la chamoiserie de cette ville justement célèbre (Cf. Thibeau, Histoire du Poitou; Basquet, Histoire de Niort). Voir ce que nous disons des écarlatines fabriquées à Montpellier à l'article « Marchandises de traite », chapitre des Fourrures.

(3) Bougainville, Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France, 1757, 3 RAQ 42-70.

(4) Les bois au Canada, 22 BRH 279, 23. 222.

(5) Les cajeux à Québec en 1759, 9 BRH 356, 364; Les cajeux à l'Abord-à-Pleuffe, 28 BRH 344.

La Cour fait connaître ses vues à l'Intendant pour qu'il les communique aux colons. Un Mémoire expose les avantages qu'on attend de la mise en valeur des forêts, étudie le mode qu'il convient de donner à l'entreprise et promet le concours royal. La coupe des bois, observe le Conseil, peut former l'objet d'un commerce maritime considérable, capable d'occuper vingt à trente navires. Elle tirera l'homme de son inaction pendant l'hiver; elle augmentera l'aire de l'élevage et des emblavures; elle ouvrira la région qui sépare Lévis de l'Acadie et de l'Île Royale, faisant de tous les Français établis en Amérique du Nord un seul tenant compact et redoutable. A la Baie Saint-Paul, à Chicoutimi, dans les vallons du Richelieu, partout la France enverra des ouvriers entendus, — mateurs, charpentiers, faiseurs de douves, — qui enseigneront comment travailler les bois, pour qu'il y ait justes proportions et jamais de rebut dans les fournitures. M. de Tilly, lieutenant de vaisseau, sera commis à l'inspection des futaies, au choix des coupes et à la conservation des chênaies et des pinières. Il importe, en effet, que « les Canadiens se conservent pour les temps à venir les moyens de continuer ces fournitures de bois », et, pour cela, « il est nécessaire de régler les coupes qui s'en feront de façon que les bois se reproduisent comme en France ». L'envoi d'un maître-ès-forêts ne signifie pas que l'Etat exploitera par régie directe; l'œuvre appartient aux particuliers. La marine ne se réserve pour son service que les chênes (1). Des moulins à scie hydraulique seraient avantageusement

(1) Sur la coupe des chênes, 201 289 (20 mars 1740), et 301 261; Sur les moyens pour établir le commerce des bois du Canada propres pour les constructions, AM. B. 2. 24. 336 (1674); Bois de construction à l'Île Royale, AM. B. 1. 55. 104 (1721); Les Mémoires du sieur de La Potherie sur les bois du Canada, AM. B. 2. 160. 59, 67 (1702); Demande des députés de la colonie du Canada sur des chargements de bois, AM. B. 3. 111. 73 (1700); Havre: offre par M. Bégon de fournir des bois du Canada, AM. B. 3. 342. 118 (1731); On trouvera dans la sous-série D3 (AM. B.) des pièces relatives aux bois de construction du Canada; Conservation des bois, AC. B. 78. 25 (24 mars 1745); Qualité des bois; recherche des bois, AC. B. 101. 16 (15 juillet 1755); Que les bois de l'Acadie se sont trouvés bons et abondants, qu'il en faut continuer l'exploitation (Le ministre à Bégon, 15 février 1702, AC. B. 23. 8); Mémoire de M. de la Potherie au sujet des bois du Canada qu'il s'offre à fournir, AC. B. 23. 83 (6 mai 1702); Ordre du roi aux capitaines des vaisseaux du roi de prendre à leur bord des mâts et autres bois pour le compte des particuliers, AC. B. 27. 82 (1705); Mémoire du roi au sieur de Tilly, lieutenant de vaisseau, pour le service qu'il doit rendre au Canada au sujet de l'exploitation des bois de construction, AC. B. 47. 1197 (6 juin 1724); Le Conseil de Marine à Vaudreuil et Robert, Observations sur l'ex-

établis, puisqu'une roue mécanique débite autant que « douze scies à bras, pour chacune desquelles il faut trois hommes ».

En fait, des moulins surgissent de toutes parts: d'abord, c'est à

exploitation des bois que l'on propose de faire à la baie Saint-Paul et à la Malbaie, AC. B. 47. 1194 (6 juin 1724); Le ministre à Bégon: Ne croit pas que les propositions du sieur Carrey pour la fourniture de merreins, bois tors et plançons puissent être acceptées sans modifications. Les prix sont convenables, mais on ne peut lui donner le pouvoir de prendre ces bois sur les terres des habitants à un prix déterminé. Il pourrait en abuser pour ravager les terres contre le désir des habitants, AC. B. 48. 815 (29 mai 1725); Le ministre à Beauharnais et Dupuy: Il conviendrait que l'exploitation des bois à la Baie Saint-Paul et à Chicoutimi se fit par contrat et non directement. L'endroit le plus avantageux semble être celui de la rivière Richelieu où l'on a coupé des mâts de 78 pieds de long, de 22 pouces de diamètre à 17 pieds du gros bout et 15 au petit, AC. B. 49. 638 (14 mai 1726); Le ministre: Il faut veiller à la conservation des chenaies du lac Champlain et de la rivière Richelieu et réserver au roi les bois propres à la construction de ses vaisseaux, AC. B. 59. 423 (14 avril 1733); Le ministre à M. de Villebon (Acadie): Le roi envoie une escouade de charpentiers pour couper des bois, frênes, ormes et autres qualités pour les arsenaux de Sa Majesté. Ils seront chargés dans une flûte qui sera envoyée plus tard, AC. B. 20. 130 (18 mars 1699); Mémoire de François Hazeur, marchand de Québec, touchant les bois que l'on peut tirer de la Malbaie pour le service du roi, AC. CII. A. 11. 139, 279 (1690); Prix des espars, chevrons, et « bordilles » (bordailles) au Canada, AC. CII. A. 28. 318 (27 octobre 1708); Mâts, planches et madriers fabriqués dans le pays, AC. CII. A. 34. 303 (12 novembre 1714); Bois de construction, *ib.*, 45. 184, 198, 205 (14 octobre 1723); Procès-verbal avec détails d'une visite de Louis Morguez, maître charpentier des galères de Marseille, aux pinières des environs de la Malbaie, AC. CII. A. 46. 295 (18 septembre 1724); Aux pinières de la Baie Saint-Paul et de l'Île aux Coudres, *ib.*, 46. 297; Sur le bois de Gaspé et de la Baie des Chaleurs, *ib.*, 48. 243 (1726); Bois, fournitures du roi, *ib.*, 48. 243 (1729); Bois de construction, *ib.*, 48. 297 (21 octobre 1726); Exploitation des bois, *ib.*, 49. 18 (20 octobre 1727); Hangards requis pour la conservation du bois scié et coupé. Bois de construction et de chauffage, *ib.*, 49. 274 (20 octobre 1727); Etat des bordages de chêne et de pin embarqués, AC. CII. A. 53. 164 (19 octobre 1730); Coupe de bois et construction de vaisseaux, *ib.*, 58. 5 (1 octobre 1732); Feux dans les bois et moyens de les prévenir. *ibid.*, 60. 21 (1733); Exploitation des bois, *ib.*, 299 (1733); Dangers des couvertures en bardeaux, *ib.*, 61. 65 (1734); Bois, *ib.*, 62. 265 (1734), 64. 91 (1735), 66. 2 (7 octobre 1736), 73. 121 (1740); Mémoire pour servir d'instructions au sieur Corbin, maître-charpentier, au sujet de la coupe des bois de construction, AC. CII. A. 74. 285 (29 septembre 1740); Bois de construction; ouvriers charpentiers à Québec, *ib.*, 75. ?. (2 octobre 1741), 81. 427; L'emploi des bois de construction, *ib.*, 85. 375 (1746); Merrains, *ib.*, 92. 147 (1748); Brevet nommant le sieur Le Vasseur inspecteur des bois et forêts au Canada. Mesures à prendre pour la conservation des bois et forêts, *ib.*, 98. 8. (1752); Bois de construction, *ib.*, 98. 367; Mémoire concer-

la Malbaie (1), sur la seigneurie du négociant François Hazeur (1687), puis à la Baie Saint-Paul, sur le domaine des messieurs du séminaire de Québec; en 1739, on compte 70 moulins en activité de service (2). L'un d'eux, celui de M. de Ramezay, fournit, chaque année à l'administration, pour les chantiers de France, huit mille pieds de bordages et quatre mille madriers (3).

Mais pourquoi le Canada « bien instruit de la manière de gabariter et façonner toutes les sortes de bois », n'aurait-il pas ses propres chantiers? Le lancement dans la colonie de vaisseaux de guerre pour le compte du roi semble à Colbert un exemple de nature à porter les colons à bâtir chez eux des flottes de commerce (24 mai 1699) (4); il envoie donc au Canada des personnes compétentes dans les constructions navales avec ordre de mettre en chantier deux vaisseaux armés en guerre. Quarante mille livres sont affectées à cet objet. Trois mille

nant la conservation du bois au Canada, *ib.*, 98. 445 (1752); Mémoire de Levasseur, cadet, sur les bois du Canada, 11 octobre 1740, Dépôt des fortifications des colonies, Canada, Mémoires généraux, 309; sur la confection des mâts, ou nature, AC. B. 16. 44 (12 mai 1691) et 45, 20. 9, 30 (1697), 20. 145 (8 avril 1699). 20. ? (27 mai 1699: Rapporter 113 mâts du Canada), 22. 4 (1700), 28 (17 mars 1700), 23. 2 (4 janvier 1702), AC. B. 23. 33 (5 avril 1702), 60 (6 mai 1702), 191 (4 juillet 1703), 46 (4 juin 1704), AC. CII. A. 12. 262-265 (1693), 17. 76 (1699), 18. 92 (1700), 34. 303 (12 novembre 1714), 40. 145 (14 novembre 1719), 41. 31 (7 janvier 1720), 42. 224 (21 octobre 1720), 47. 228 (10 juin 1725), 264 (31 octobre 1725), 47. 311 (21 avril 1725), 99. 509 (1752), 102. 118 (1727), AC. CII. D. 6. 20 (1704); Faire préparer d'avance du bois et du goudron pour le retour des vaisseaux du roi, chaque année, AC. B. 41. 549 (10 juin 1719); Le sieur de Tilly et la direction de la coupe des mâts au Canada et la visite des bois de construction, AC. B. 47. 1081 (13 mars 1724), 1183 (6 juin 1724).

(1) AC. F3. 7. 107; Le chanoine Joseph Thierry vend la seigneurie de la Malbaie au Roi, 1 BRH 123; sur François Hazeur, voir 12 BRH 98; AC. CII. A. 11. 139, 279 (1690), 12. 86 (3 novembre 1692); Requête de F. Hazeur, marchand de Québec, et de Jean Grignon, marchand de La Rochelle, son associé, à MM. de Frontenac et de Champigny, exposant qu'ils ont depuis 6 ans établi à grands frais des moulins à scie à la Malbaie, et qu'ils feraient des pertes considérables si Sa Majesté ne leur venait en aide en mettant ses vaisseaux à leur disposition pour transporter leur bois en France. Ordonnance faisant droit à cette requête, AC. F3. 7. 107 (30 octobre 1692).

(2) Censuses of Canada, 1876, t. IV.

(3) Sur les scieries, voir AC. B. 7. 4 (9 avril 1676), 29. 10 (1 juin 1707), 45. 809, 859 (1722), 50. 528 (8 mai 1727); BRH 11. 352, 12. 5, 24. 214; sur les fournitures de M. de Ramezay, AC. B. 47. 1126 (30 mai 1724).

(4) AC. B. 1. 133, 135.

autres seront distribuées à titre de primes entre les différents ordonnateurs de navires marchands. Alléchés par les allocations royales, les armateurs de partout, de Québec, de Bordeaux, de Rouen, commandent des vaisseaux. Une égale activité règne sur d'autres points du territoire. Dans les pays d'en haut, La Salle lance « *Le Griffon* » (1) et Cadillac des barques légères pour intercepter le commerce des Anglais. En Acadie, M. de Brouillan arme de 14 canons la frégate *La Biche*. A Louisbourg, on met à la mer chaque année de dix à douze bâtiments neufs. L'industrie est florissante; le roi cherche à l'accroître encore. Il augmente de soixante charpentiers le personnel existant déjà sur les lieux, met à leur tête l'ingénieur René-Nicolas Levasseur (1739), homme d'expérience, ouvre un chantier nouveau au Cul-du-Sac (1745-1747), près de Québec, et donne ordre de bâtir pour sa marine des flutes du port de cinq cents tonneaux et armés de soixante-douze canons, qu'il décore de noms du pays: *Canada, Caribou, Castor, Saint-Laurent, Orignal, Algonquin, Sauvage, Outarde, Abénaquis, Québec...*

Par malheur les résultats ne rencontrent pas les espérances. Les matériaux employés à la charpente des grosses frégates se trouvent être de mauvaise qualité. Il faudrait couper le bois sur les hauteurs, où le froid et l'air rendent les arbres plus durs en resserrant leurs fibres; on les prend constamment dans les marais et sur le bord des rivières, où l'humidité leur donne un tissu gras et lâche. Au lieu de les transporter dans des barques, on les fait flotter en « trains » ou « cajeux » jusqu'à l'endroit de leur destination, où ils sont oubliés et laissés dans l'eau: ils contractent une moisissure, une espèce de mousse qui les échauffe. Il faudrait les recevoir à terre sous des hangars; ils restent exposés au soleil de l'été, aux neiges de l'hiver, aux pluies du printemps et de l'automne. De là, trainés dans les chantiers, ils y essuient encore pendant deux ou trois ans l'inclémence de toutes les saisons. Pour toutes ces raisons, il arrive un ordre de France en 1750 défendant de mettre en chantier des vaisseaux de guerre, permettant néanmoins de finir ceux qui y étaient déjà (2).

(1) Voir une vignette représentant Le Griffon dans K. Coman, *Industrial History of the United States*, 1905, p. 21.

(2) Kalm, II. 145. L'auteur ajoute: « On a trouvé, paraît-il, que le chêne d'Amérique ne vaut pas celui d'Europe pour la construction des navires. Cet arbre est assez rare près de Québec, et lorsqu'il y croît, il est si petit qu'il ne

On ne se contente pas d'utiliser le bois comme tel, on en vient à en extraire de la forêt divers sous-produits. C'est même une nécessité, dès les débuts. Lescarbot rapporte que ses compagnons et lui furent arrêtés dans la « charpenterie d'une barque, à Port-Royal, parce qu'on n'avait point de « bray pour calfeuster » le bâtiment. « Cela [qui étoit la chose principale] avoit été oublié au départ de la Rochelle Que fit-on, « En ceste nécessité importante, ledit sieur de Poutrincourt s'avisait de recueillir par les bois quantité de gommés de sapins. Ce qu'il fit avec beaucoup de travail, y allant lui-même avec un garçon ou deux le plus souvent: si bien qu'en fin il [en] eut quelques cent livres. Or après ces fatigues ce ne fut encore tout. Car il falloit fondre et purifier, cela, qui étoit un point nécessaire, et inconnu à notre Maître de marine, Champ-doré, et à ses matelots, d'autant que le bray

peut servir. Aussi, fait-on venir le chêne des régions du Canada qui avoisinent la Nouvelle-Angleterre. Mais tous les chênes de l'Amérique septentrionale ont la propriété de durer plus longtemps et de résister mieux à la pourriture, à mesure qu'ils croissent plus au nord et vice versa. Le bois de construction qui vient des confins de la Nouvelle-Angleterre est apporté en trains flottants ou radeaux par les rivières qui se jettent dans la grande rivière Saint-Laurent, près du lac Saint-Pierre. Une partie du chêne employé vient aussi du pays situé entre Montréal et le fort Saint-Frédéric ou fort Champlain, mais il n'est pas aussi estimé que le premier, sans compter qu'il faut le faire descendre d'une distance plus considérable ». (*Ibid.*). Lescarbot rapporte que Pontgravé fit construire une barque, la première construite au pays, selon toute vraisemblance (Lescarbot, I. 499). Sur le dessein de bâtir des vaisseaux au Canada; établissement de marine au Canada, AM. B. 2. 159, 167, 188 (1669); AM. B. 1. 22. 55 (1717), 55. 25c (1721); AC. B. 1. 133 (16 mai 1669), 3. 22 (mars 1671), 16. 93 (28 mars 1692), 27. 38 (17 juin 1706), 29. 95 (30 juin 1707), 48. 875 (5 juin 1725), 50. 500 (29 avril 1727), 512 (29 avril 1727), 515 (8 mai 1727), 569 (4 février 1727), 52. 481 (11 mai 1728), 55. 487 (17 avril 1731), 501 (27 avril 1731), 562 (10 juillet 1731), 57. 632 (8 avril 1732), 59. 470 (12 mai 1733), 61. 537 (27 avril 1734), 63. 462 (11 avril 1735), 524, 578 (5 avril 1735), 528 (19 avril 1735), 65. 51 (3 mai 1737), 67. 13 (24 février 1738), 68. 22 (11 juin 1739), 34 (1^{er} mai 1739), 74. 5 (12 juin 1741), 50 (17 avril 1741), 75. 88 (31 mai 1745), 76. 5 (12 juin 1745), 78. 25 (24 mars 1745), 81. 54 (5 mai 1745), 85. 23 (13 mars 1745), 91. 22 (15 avril 1750), 101. 16 (15 juillet 1755); AC. CII. A. 48. 90 (30 octobre 1726), 50. 247, 428 (1728), 51. 276 313, 355. 343 (1743), 80. 99, 317 (1743), 81. 12, 202, 217, 214 (1744), 82. 3, 87, 309, 83. 262 (1745), 85. 4, 54, 86. 253 (1746), 87. 122, 169, 90. 3, 18, 91. 269, 92. 79 (1747), 106, 140, 284, 308 (1748), 93. 267, 95. 23, 87, 96. 24, 97. 225 (1751), 98. 192 (1740), 75. 323, 76. 284, 292, 77. 54 (1741), 355, 78. 166 (1742), 79. 270, 300, 65. 55 (1736), 68. 28 (1737), 72. 239 (1739), 73. 68 (1740), 121 (1741), 73. 331, 74. (25 octobre 1729), 53. 181 (1730), 54. 106 (1731), 55. 19, 88 (1731), 56. 11 (1731), 57. 166, 58. 5 (1732), 59. 163, 60. 65 (1733), 61. 65, 107 (1734), 63. 74, 128 (1735),

que nous avons vient de Norvège, Suède et Dantzig. Néanmoins ledit sieur de Poutrincourt inventa le moyen de tirer la quinte essence de ces gommés et écorces de sapins: et fit faire quantité de briques, desquelles il façonna un fourneau tout à jour, dans lequel il mit un alambic fait de plusieurs chaudrons enchassés l'un dans l'autre, lequel il emplissait de ces gommés et écorces: puis étant bien couvert on mettait le feu tout à l'entour, par la violence duquel se fondait la gomme enclose dans ledit alambic, et tombait par embas dans un bassin. Mais il ne falloît pas dormir à l'entour, d'autant que le feu se prenant à la matière tout étoit perdu. Cela étoit admirable pour un personnage qui n'en avoit jamais veu faire: dont les Sauvages étonnés disoient en mots empruntés des Basques, *Endia chavé Normandia*, c'est-à-dire que les Normands savent beaucoup de choses... Ce remède nous vint bien appoint: car ceux qui nous vindrent querir étoient tombés en même faute que nous » (1). Mais ces industries complémentaires du bois prennent du temps à s'établir d'une façon permanente dans la vallée du Saint-Laurent. Ce n'est pas que l'Intendance refuse son attention et des subsides aux initiatives qui se manifestent dans ce domaine. Au bienveillant « faseur de goudron » Arnolf Allix (1671), elle accorde le nombre d'ouvriers qu'il demande, et l'em-

250 (1752), 100. 146 (1755), 101. 121 (1756), 101. 318, 102. 119 (1757), 104. 53 (1759); AC. CII D. 5. 3 (15 avril 1704), D. 6. 20 (1704); AC. F3. 4. 44 (1671), 9. 208 (1711); Deux plans du cul-de-sac de la ville de Québec par l'ingénieur Chaussegros de Léry, 1^{er} octobre 1744, Dépôt des fortifications des colonies, Canada, Mémoires généraux, 422-423; Plan du chantier de construction des vaisseaux à Québec et d'une partie de la rivière Saint-Charles, par M. le Ch. Lemercier, sans date, *ibid.*, 453); « Le sieur de La Salle a fait bâtir au fort Frontenac des barques pontées », Margry, Lettres de Cavalier de La Salle, Paris, Maisonneuve, 1871, pp. 11, 15, 31. Il commence une barque de 40 tonneaux au fort nommé Crève-cœur, pp. 32, 50, 51, 73, il fait la perte d'une barque, p. 67, naufrage du *Griffon*, vers le 20 de septembre 1679, « bastiment de cinquante tonneaux », p. 76; François Plet, de Paris, construit barque à Frontenac, 31 octobre 1680, *ibid.*, p. 110; Salome, 203, 330, 388; Raynal, VII, 279-280; BRH 2. 133, 8. 309, 9. 134, 224, 10. 179, 184, 185, 21. 337 23. 315, 27. 184, 186; P.-G. Roy, Les Petites Choses de notre Histoire, Québec, 1923, 5^e série, pp. 175-178; I EO 377, art. 29.

(1) Lescarbot, I. 581 et III. 922. Ce qui étonne les Sauvages c'est le procédé et non pas le résultat, car « afin que l'eau n'entre point dedans (leurs canots), ils enduisent les coutures (qui joignent lesdites écorces ensemble, lesquelles ilz font de racines) avec de la gomme de sapins » (*Id.*, III. 863); P. Boucher, ch. IV.

placement favorable à ses projets. De même elle comble de privilèges Collinet et Nicolas Follin, qui prétendent connaître le secret de faire les savons mous de Hollande et la potasse moscovite, potasse qui « blanchit mieux et use moins le linge que les soudes d'Alicante ». Talon leur remet tous les ateliers requis, leur avance des fonds suffisants pour opérer pendant un an. Il se promet que cette utilisation des sous-produits des forêts mettra les colons, les gens de peine, à même de réaliser un gain appréciable, soit en coupant, soit en réduisant en cendres les bois nécessaires. Certains de rentrer immédiatement dans leurs frais, les paysans se hâtèrent de défricher leurs terres. On évalue à quarante francs le coût du déboisement d'un arpent de terre; or chaque arpent d'abattis rendra de vingt à vingt-quatre barriques de cendres qui, remises au magasin de potasse, seront payées à raison de quarante sous la barrique. Mais la suite ne répond pas aux promesses. Follin n'a pas la compétence dont il se targuait. C'est alors que le gouvernement fait distribuer parmi les habitants un certain nombre de copies des mémoires qui sont composées à leur intention par MM. Mithon et d'Erchigny. Il envoie un expert goudronnier, M. de Chevigny, lequel s'établit à la baie Saint-Paul et produit, en 1733, dix mille livres de brai sec et de résine. « Afin de pousser à la production, et sur l'avis de Bégon, le roi s'est fait acheteur de goudron, de brai et de résine. Il fait même des avances aux constructeurs de fourneaux. Tous ces efforts sont couronnés de succès. Les fourneaux se multiplient. On en signale à la baie Saint-Paul, à Kamouraska, à la rivière Ouelle, à Sorel, à Dautré, à l'île Sainte-Thérèse, bref dans toutes les parties de la colonie » (1).

(1) Salone, p. 385. Voir sur la fabrication du brai, de la résine, du goudron, de la térébenthine, de la potasse et des savons : AC. B. 5. 25 et 29 (13 juin 1673, 2. 70 (1670), 23. 94 (4 mai 1702), 29. 16 (6 juin 1708 et 5 mai 1709), 40. ? (6 juillet 1718), 41. 549 (10 juin 1719), 59. 463 (12 mai 1733); AC. CII. A. 3. 77 (10 novembre 167), 4. 32 (1673), 6. 474, 30. 271 (1709), 43. 34 (1721), 49. 303 (20 octobre 1727), 50. 247 (15 octobre 1728), 49. 274 (20 octobre 1727); 51. 240, 276, 315, 320 (1729), 53. 113, 162, 219 (1730), 55. 88 (1731), 58. 5, 71 (1732), 59. 67 (1733), 60. 21, 219 (733), 62. 265 (1734), 53. 220 (Rôle des sergents et soldats qui ont été à la goudronnerie du roi en 1729), 65. 88 (1721), 70. 19 (1738), 71. 243 (1739), 77. 344 (1741), 85. 54 (1746), 92. 147 (1748), 64. 91 (1735), 68. 31 (1737), 70. 19. (1738), 71. 243 (1739), 73. 162, 74. 329 (1741), 83. 270 (1745), 85. 54 (1746); Jugements et Délibérations du Conseil souverain, t. I, p. 664 (Concession faite à N. Follin); Franquet, Voyages et mémoires sur le Canada, pp. 83-84; Salone, 203, 248, 384-385; AC. F3. 2. 395 (1670); BRH 10. 224, 277, 11. 21,

D. — L'INDUSTRIE DU BATIMENT (1)

C'est encore à la forêt que les Canadiens demandent tout d'abord de quoi charpenter leurs demeures. N'est-ce pas l'usage, en tous pays, de construire avec ce qui tombe sous la main, en lave sur la lave, en granit sur le granit? Le pionnier installe sa tente d'écorce dans une clairière, à portée d'un cours d'eau, et s'y élève, avant que les neiges ne tombent, une hutte faite de troncs d'arbres non équarris, ajustés à angles droits, sans clous, au moyen de tenons et de mortaises, ou plus simplement à l'aide de simples entailles pratiquées à la hache aux faces supérieures et inférieures des extrémités de chaque poutre. La mesure debout, il la couvre de bardeaux attachés avec des chevilles, ou même de chaume et de branchages. Dans le cube il découpe à la scie une première ouverture qui sera la porte et, quelquefois, une baie où il adopte un volet de bois. Il calfeutre les joints avec de la mousse et de l'écorce de cèdre, s'il s'en trouve, sinon avec de la terre glaise. Pour la cheminée, il procède comme pour la porte; il pratique une ouverture carrée, en arrière de laquelle il construit un fourneau et une conduite qui font ainsi saillie en dehors de la chaumine. Si la

277, 26. 283, 28. 217. « On fait du goudron en grande quantité à la Baie Saint-Paul. On n'emploie que le pin rouge pour faire le goudron. Tous les autres pins, dont il y a plusieurs espèces ici, sont trop pauvres en sucres gommeux, et encore n'utilise-t-on que les racines — toujours remplies de résine — après les avoir entièrement arrachées de terre avec environ deux verges de tronc, laissant tout le reste de côté. On ignore encore ici l'art d'attirer la résine sur un seul côté de l'arbre en enlevant l'écorce; du moins, on n'y prend jamais ce moyen. Les quarts de goudron sont d'environ moitié moins grands que les nôtres (en Suède). Une tonne contient 46 pots et se vend maintenant 26 francs à Québec (1749). Le goudron est excellent à ce qu'il paraît » (Kalm, II. 166-167). En 1735, M. Hocquart fit embarquer sur le vaisseau du roi 350 livres de térébenthine et 400 barils de goudron, fournis par les habitants de la Baie Saint-Paul, de la Rivière Ouelle et de Chambly (Ferland, Cours d'histoire du Canada, II. 450). Sur le charbon de bois, P. Boucher, ch. 13.

(1) Sources: Marie de l'Incarnation, 26 août 1644, I. 202-204; Pierre Boucher, 1663, 39, 140; La Hontan, 1684, 23, 26, 27, 36, 38, 43; Kalm, 1749, II. 11-12, 29, 39, 40, 59, 60, 64, 74, 77-79, 105, 120, 147-148, 231; Les Aveux et Dénombrements; P.-G. Roy, Vieilles Maisons (1927), et Vieilles Eglises (1925); Leclaire (Alphonse) Le Saint-Laurent Historique (*Revue Canadienne*, 1906); Gagnon (Ernest), Le Fort et le Château Saint-Louis (*Revue Canadienne*); Munro (W. B.), The Seigneurs of Old Canada, 1915, pp. 105-108.

cheminée est faite en bois, il en garnit la surface intérieure d'une épaisse couche d'argile; mais il est préférable de se servir pour cet objet de pierres à chaux ou d'un autre schiste calcaire. Pour le foyer, on emploie des pierres de grande dimension. La loge est achevée lorsque le bâtisseur l'a pavée en terre glaise ou en pierre à chaux noire ou qu'il a établi un plancher, fait de petits arbres fendus en deux. La forêt voisine fournit également les quelques meubles nécessaires; dans un coin de l'unique pièce, un lit de mousse et de feuilles attend le défricheur rompu de fatigues. Elles sont humbles ces maisons de pionniers, mais elles sont si bien protégées contre les vents par l'épaisseur des bois que, l'hiver, les Sauvages domiciliés à Lorette, près de Québec, n'hésitent pas à quitter leurs maisons de pierres et à aller « cabaner dans les bois où il ne fait pas si froid » (1).

Dans les débuts, le laboureur « n'a qu'un angar » (2), mais dans les années suivantes, il prend le loisir de s'établir plus au large. L'asile primitif est transformé en dépendance, en grange ou en étable et la ferme s'enrichit d'une maison de poutres équarries, posées « pièces sur pièces », ou mieux encore bâtie de « colombage pierroté » (3), sur une substructure de pierre. Quelquefois ces constructions sont enduites à l'extérieur. Elles sont non seulement commodés, mais très élégantes dans leur simplicité. Si l'on trouve dans le voisinage, comme c'est le cas dans la région de Québec, de la bonne pierre à sablon à chaux noire, ou meulière, du granit ou des moellons, on utilise de préférence ces matériaux. Quand nous disons qu'alors la maison se vêt de pierres, il ne s'agit pas de pierres de taille. Il n'y a généralement que la chaîne d'encoignure, les jambages des portes et les allèges des fenêtres qui le soient. « Il en coûte trop à les tailler » (4). Les murs mesurent rarement moins de deux pieds d'épaisseur. Ils sont le plus souvent blanchis à l'extérieur et à l'intérieur. Le toit est à combles toujours hauts et fort inclinés, en sorte que la neige ne s'y accumule pas. Le milieu du faite repose sur deux ou tout au plus trois chevrons. L'avant-toit dépasse légèrement et fait corniche et lar-

(1) Marie de l'Incarnation, *loc. cit.*

(2) C'est là une mention que l'on relève dans les Aveux et Dénombrements.

(3) Telle est l'expression dont use la Mère Marie de l'Incarnation (*loc. cit.*). P. Boucher décrit ces maisons comme étant « basties de collombage ou charpente, et maçonnées entre les deux » (p. 39).

(4) Marie de l'Incarnation, *loc. cit.*

mier. Toutes les maisons, à la réserve des édifices publics, qui sont couverts en ardoise, et de l'hôtel de l'Intendant, qui soutient une toiture en fer-blanc, toutes ont une couverture de planches doubles ou de bardeaux, contregarnie de planches par le dessous. Les planches sont ajustées parallèlement aux chevrons ou aux bords des toits, et quelquefois obliquement « en façon d'ardoise » (1). Les fenêtres, à deux battants, sont rares et petites. On y adapte des contrevents. Au lieu de vitres, on a le plus souvent des carreaux de parchemin qui ne laissent pénétrer qu'une lumière tamisée mais douce. La porte est pratiquée au centre ou aux trois-quarts du plus grand mur. De chaque côté de la porte, on place un banc où l'on vient s'asseoir et causer, aux heures de relâche.

La maison rurale est petite de dimension. Le froid ne permet pas qu'on fasse des lieux plus vastes. Au point de vue proportion, elle est basse, et plus longue que large: c'est un rectangle. Le manoir mesure 50 pieds de long sur 22 de large (Vincelotte, 1724), parfois 35 pieds sur 24 (Varennnes, 1723). Le logement du tenancier s'étend sur vingt pieds de long et dix-huit de large. Elle compte rarement plus qu'un étage ou grenier en plus du rez-de-chaussée. Les marchands qui habitent la basse ville de Québec ont, dès 1684, de très belles maisons à trois étages de même style (2). Quant au couvent des Jésuites dans la capitale (1750), Kalm le qualifie de « magnifique ». Il « a une apparence superbe tant du dehors qu'à l'intérieur. On dirait un vrai palais. C'est un édifice en pierre à trois étages, — outre le grenier — à toit carré très élevé et couvert en ardoises; il ressemble au nouveau palais de Stockholm, et renferme entre ses murs une cour spacieuse. Ses dimensions sont telles que trois cents familles pourraient y loger à l'aise, et cependant, dans le moment, il n'abrite pas plus de vingt jésuites » (3). Il en faut dire autant du Séminaire des Sulpiciens à Montréal (La Hontan).

Les maisons à la campagne contiennent au plus trois ou quatre pièces au rez-de-chaussée et un dortoir qui court dans toute la longueur de l'étage. Il n'entre que des ais de pin dans les cloisons, « car autrement on ne pourrait pas y échauffer » (4). Les pièces d'en bas

(1) Abbé Joseph Navières, Lettre de 1734, *Revue Canadienne*, 1886.

(2) La Hontan, p. 23.

(3) Kalm, II. 105.

(4) Marie de l'Incarnation, I. 202-204.

se distribuent en salle commune ou à manger, en cuisine et chambres. Chaque pièce comporte une cheminée ou une chaufferette (1730), ou les deux ensemble. Les cheminées sont « extrêmement grandes, car on y fait des feux à les sentir de loin » (1). Elles percent ordinairement le pignon. Les poêles sont de forme oblongue ($2\frac{1}{2} \times 1\frac{1}{2} \times 1\frac{1}{2}$ pieds) et faits de fonte des Trois-Rivières, ou bien de briques ou de pierres coiffées d'une plaque de fonte. Un tuyau y prend la fumée et la conduit à la cheminée. L'été on enlève les poêles (2).

L'ameublement est très simple: dans la salle d'entrée des « catalognes » fortes en couleur et des peaux de bison, une table assez grande pour y asseoir au moins huit convives, la huche, le banc des seaux, le balai de cèdre dont l'odeur imprègne l'air, des placards, un dressoir et un énorme buffet qui va d'un plancher à l'autre; puis, accroché au plafond, un fusil tout chargé, avec son sac à plomb et sa corne de poudre. Ajoutons à ces meubles quelques sièges rustiques, le rouet, le métier et des images de saints et nous avons une idée de l'intérieur rural. Le salon, les chambres et la cuisine se commandent, — la cuisine avec son âtre, son chenet, sa crémaillère et sa batterie d'ustensiles, les chambres avec leurs « bancs-lits » doublés de couvertes ou de serge que l'on ferme et l'on ouvre comme des armoires. En haut de l'escalier sur lequel un panneau (trappe) se rabat, nous sommes dans le dortoir des enfants et la lingerie. Tout le monde se couche de bonne heure, car on n'a, pour éclairer la maison, chez les uns que des chandelles de suif fixées dans des chandeliers en fer-blanc ou en cuivre, chez les autres que des lampes alimentées avec de l'huile de marsouin ou de phoque. Chez les riches on se sert de lampes fixées au mur ou au plafond et de chandeliers en argent (3).

Dans les premières années, le censitaire ne déclare posséder qu'un « angard » (4), mais dans la suite il « a maison, grange, étable ». Souvent une section de la grange sert d'étable et d'écurie. Tantôt le four à pain adosse ses briques à la maison, en appentis, avec

(1) La Hontan, 21.

(2) Kalm, II. 120; Les poêles au Canada sous le régime français, BRH 2. 53, 22. 334.

(3) P.-G. Roy, Les Petites Choses de notre Histoire, 5^e série, Lévis, 1923, pp. 133-136 (Le mode d'éclairage).

(4) Aveu et Dénombrement, 5 RAQ 35.



L'Eglise de campagne



Le Moulin Banal



Le Manoir



La Maison Rustique

bouche dans la cuisine, tantôt il s'élève à un jet de pierre de l'habitation de l'homme. Au manoir de Vincelotte (1724) « une autre maison [est] joignante servant de boulangerie, construite de pièces sur pièces de 32 pieds de long sur 18 de large, une autre maison aussi de pièces sur pièces pour loger le fermier, de 20 pieds de long sur 18 de large, une grange, étable, et écurie joignant l'une l'autre, aussi de pièces sur pièces, le tout de 68 pieds de long sur 25 pieds de large, un moulin à vent à faire farine construit en pierre » (1). Les dépendances sont couvertes en chaume. Autour de la ferme, qui se détache en blanc sur le fond vert de la forêt, on remarque le potager et les cordes de bois de chauffage.

La maison de tous, l'église, dessine les silhouettes caractéristiques des villages et des villes et leur confère une valeur sociale et une dignité. L'église rurale ne diffère de la maison qu'en ce qu'on y entre par l'un des côtés, alors que la façade de cette dernière est perpendiculaire aux versants du toit, en ce que les ouvertures sont cintrées au lieu d'être rampantes et qu'en la place de la cheminée, c'est un clocher qui, par la ligne verticale de sa flèche, donne au pignon, au bourg, un élancement vers le ciel. L'abbé Joseph Navières, qui avait vécu à Paris où les églises ne manquaient pas de son temps, affirme en 1734, que « les églises paroissiales de campagne en France, ne sont pas comparables à celles du pays [qu'il] habite » « J'ai, dit-il, plus de 12 ornements différents pour la messe, tous propres et beaux; les linges, soit sacrez, soit aubes et surplis, sont presque sans nombre, les vases sacrez, riches et d'argent doré; le soleil grand et d'un bel ouvrage; l'église vaste, ornée de tableaux. Le maître autel est d'une architecture rare, et le retable l'emporte pour la richesse et la magnificence sur tout ce que j'ai vu » (2).

Le gouvernement, on le pense bien, ne se désintéresse pas de la construction. Il se préoccupe de l'alignement. Nous avons vu plus haut que le roi avait fait défense aux habitants de bâtir sur les terres, à moins qu'elles ne fussent d'un arpent et demi de front sur trente à quarante de profondeur (3). On édicte encore de faire de bonnes clô-

(1) Aveu et Dénombrement de Joseph Amyot, 5 RAQ.

(2) Abbé Joseph Navières, curé de Beaupré, Lettre en date de 1734, reproduite dans la Revue Canadienne de l'année 1886, voir à la page 31-32.

(3) 28 avril 1745, 1 EO 585.

tures le long du front des habitations et des fossés de ligne, en ayant soin de laisser deux perches libres au-dessus des plus hautes marées, le long du fleuve, pour chemin, passage des bestiaux et charroi (1). Des mesures sont prises au sujet des « batteries » et des quais bâtis devant les maisons (2). Frontenac reproche aux maisons de la basse ville de Québec d'avoir été construites à la fantaisie des propriétaires, « sans aucun ordre » (3). On fait l'alignement des rues (4) et le secrétaire d'Etat à la marine prescrit aux administrateurs locaux de forcer les citoyens à bâtir sur cet alignement (5). D'autres règlements disposent que toute maison doit compter deux étages et avoir caves fouillées (6). Il existait au centre de Québec de vastes espaces non bâtis avec ici et là quelques maisons basses qui étaient loin de contribuer à l'embellissement de la ville. C'était le résultat de restrictions abusives de la part des corps religieux. Le Conseil d'Etat, sur la plainte de M. de Chausségros, ingénieur du roi en Nouvelle-France, instruit MM. de Vaudreuil et Chazel qu'il ne convient pas que les communautés religieuses nuisent à la construction et à la beauté des lieux en exigeant de ceux à qui ils vendent de ne bâtir qu'à un seul étage afin de n'avoir pas vue sur les terrains ou de ne pas poser des fenêtres aux maisons qui donnent sur une rue. La nature des constructions présentant un danger constant d'incendie, il est fait des règlements sévères pour en prévenir l'événement. Personne en ville ne doit fumer dans les rues, ni garder chez soi du fourrage ni jeter de la paille ou autres matières facilement inflammables dans les rues. Tout citadin est tenu de rendre accessible en tout temps le toit de sa maison, au moyen d'échelle ou autrement, et de répondre au premier coup de tocsin avec hache et seau. Les cheminées doivent être ramonées de mois en mois, et la place du poêle est déterminée par les ordonnances. A la suite d'incendies désastreux, tant à Québec qu'à Montréal, l'Intendant Dupuy rend, le 7 juin 1727, une Ordonnance décrétant que,

(1) AC. CII. A. 30. 332 (28 juillet 1705); 2 EO 270 (12 mars 1709); 2 EC 297 (10 juin 1724); 2 EO 24.

(2) AC. CII. A. 51. 370 (1729).

(3) AC. CII. A. 3. 233 (2 novembre 1672).

(4) AC. B. 23. 81 (6 mai 1702). AC. CII. A. 49. 33 (20 octobre 1727).

(5) AC. B. 52. 528 (24 mai 1728).

(6) 2 EO 314-321.

à l'avenir, il sera défendu de bâtir aucune maison dans les villes et les gros bourgs, où il se trouvera de la pierre commodément autrement qu'en pierre (1). Nous avons vu au chapitre des mines les encouragements que donna l'administration française aux tuileries et briqueteries du pays. Nous n'y reviendrons pas (2).

(1) 2 EO 314-321.

(2) Sur la protection contre le feu sous le régime français, voir BRH 6. 221, 30. 129; sur les incendies et conflagrations à Québec, *ib.*, 31. 65, 97, 4. 160. à Montréal, 25. 215.

CHAPITRE VI

La Circulation

A. — LE PROBLÈME DE LA CIRCULATION

La faculté offerte à l'individu de s'approprier les ressources naturelles du pays a eu pour effet, avons-nous vu, d'attirer au Canada les multitudes de l'Ancien Monde, lesquelles, selon leurs aptitudes et les possibilités de l'heure, ont appliqué leurs énergies manuelles et cérébrales à des professions diverses: pêche, agriculture, industrie à domicile ou en atelier, coupe des forêts, extraction des métaux jacents sous les strates terrestres. Des efforts conjugués des travailleurs, fécondés par l'intelligence du souverain et de ses ministres, est née une masse imposante de richesses. Mais, en raison de la division des tâches, chacun ne consomme pas directement son apport au patrimoine social: le producteur d'une catégorie donnée d'objets cède ce qu'il en possède en trop à d'autres hommes qui lui donnent à la place ce qu'eux-mêmes ont en surabondance. Les biens passent ainsi de mains en mains, du pays en d'autres pays, par voie d'échange: il y a circulation. C'est cet ensemble de transactions qui va maintenant retenir notre attention, c'est le commerce intérieur (circulation locale, entre le citadin et le campagnard) et le commerce extérieur (circulation grande et éloignée) que nous allons définir, en même temps que les phénomènes concomitants, de la valeur (monnaie et prix) et des finances publiques.

B. — LES AUTORITÉS EN MATIÈRE DE CIRCULATION

La source des institutions qui rendent possibles les échanges, le point d'origine de la propriété et le gardien de l'ordre des contrats, c'est, en ce qui touche le Canada, — à la réserve des droits de la ferme du Domaine d'Occident, lesquels sont du ressort du Contrô-

leur général des finances, — ce département du ministère de France qui est connu sous le nom de secrétariat de la Marine, et dont le siège est établi à Versailles (1). Le service colonial forme, dans cette administration un bureau spécial dont le chef porte le titre de Directeur du commerce. Ce directeur a la liberté de correspondre avec les négociants du dehors et avec les intendants; néanmoins ces derniers rendent compte de leur gestion au ministre. C'est ce directeur qui fait signer et expédier tous les passeports pour les négociants du royaume qui vont commercer en Amérique et qui reçoit annuellement les dénombrements qu'envoient les intendants. C'est lui qui rédige les instructions des gouverneurs et intendants du Canada; et, quand il survient, dans l'exécution, quelque fait important, comme dans la conjoncture où il s'agit d'envoyer du secours au Canada pour le mettre en sûreté contre les Iroquois et assurer le retour en France des navires qui y sont allés, c'est le directeur du commerce qui en confère avec le ministre (2). Ce sont aussi les trésoriers de la marine qui contrôlent et font la dépense de la Nouvelle-France (3).

(1) Voici le tableau des ministres de la marine et des colonies, de 1588 à 1766:

Ruzé de Beaulieu	1588-1613
De Loménie de la Ville-aux-Clercs	1613-1615
Guénégaud de Plancy	1643-1662
De Lyonne	1662-1669
Colbert, Jean-Baptiste	1669-1683
Colbert de Seignelay	1683-1690
Phéliepeaux de Ponchartrain (Louis)	1690-1699
Phéliepeaux, Comte Jérôme de Pontchartrain	1699-1715
Conseil de Marine (le)	1715-1718
Fleuriau d'Armenonville	1718-1722
Morville, Fleuria, (Comte de)	1722-1723
Maurepas, Phéliepeaux, Comte de	1723-1749
Rouillé, Comte de Jouy	1749-1754
Machault d'Arnouville	1754-1757
Péraine de Mairas	1757-1758
De Massiac, Marquis	1758
Le Normant de Mézy (assistant)	1758
Berryer (Nicolas-René)	1758-1761
Choiseul (Etienne-François, Duc de)	1761-1766

(2) D'après un Mémoire daté du 9 novembre 1690 et cité par M. Edmond Roy à la page 228 de son Rapport sur les Archives de France relatives au Canada (Ottawa, 1911).

(3) Id., *ibid.*, p. 157-159. Voir encore sur le pouvoir central dans ses rapports avec la colonie (Munro, *Seigniorial System*, 1907, pp. 14-15); — 13 BRH 312.

L'agent de la Marine commis au Canada, c'est l'Intendant (1). Relevant sans intermédiaire du roi et des ministres, correspondant directement avec chacun d'eux, l'intendant rattache sa circonscription au centre du pouvoir, mais cependant garde une initiative et une liberté d'allure que notre conception actuelle du fonctionnariat permet difficilement d'imaginer. Il est, sur place, souvent plus à même que les ministres pour juger de ce qu'il convient de faire, de l'opportunité ou non d'exécuter leurs ordres. Il collabore avec les ministres plus qu'il ne leur obéit.

Sa grande autorité tient à sa Commission royale, mais presque autant à sa valeur personnelle et à son mode de recrutement. Le roi le nomme sur la présentation du Secrétaire d'Etat à la Marine. La charge reste jusqu'à la fin une Commission révocable *ad nutum*. Elle est conférée sans limitation de temps; des intendants administrent la colonie pendant 12 (Bigot), 16 (de Meulles) ou 16 ans (Hocquart).

(1) Sources: Munro (W.-B.), *The Office of Intendant in New-France* (*The American Historical Review*, vol. xii, oct. 1906, pp. 15-39); — Godard (Charles) *Les Pouvoirs des Intendants sous Louis XIV*, 1901; — Petit (Emilien), *Le Droit public des colonies françaises*, éd. Geuthner (pp. 102 et s.); — Hanotaux (Gabriel) *Origines des Intendants des Provinces* (Paris, 1901); — Roy (J.-E.), *Les intendants de la Nouvelle-France* (Procès-verbaux de la Soc. Royale du Canada (1903). — J. Delalande, *Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, Québec, Proulx, 1927, pp. 148-150, 174-192; — *Les commissions des intendants au volume trois des Edits et Ordonnances*; — I EO 83, 238, 395 (art. 17), 406 (art. 2); — *Les Ordonnances des Intendants du Canada* (44 volumes manuscrits); — *Les rapports et mémoires des intendants dans la série CII. A. aux Archives nationales de France* (Correspondance générale); — Thomas Chapais, *Les Ordonnances des Intendants* (préface au recueil des Ordonnances des Intendants (1. O. I.), publication du gouvernement de la province de Québec); — Id., Jean Talon, 1904; — Claude-Marie Raudot, *Deux intendants du Canada sous Louis XIV* Auxerre, 1854; — *Sur Dolu*, v. Champlain, éd. de 1830, I. 300, II. 9, 10, 11, 25, 27, 37, 57; — *Sur Lauzon*, Id., I. 311, II. 329, 330, I EO 5-11 (articles 11, 21, 26, 29-31 des Articles et Conventions de société et compagnie, du 7 mai 1627); — *Attributions des intendants*, 7 BRH 256, 8. 55; — *Honneurs dûs aux intendants*, 12 BRH 86; — *Ordonnances des intendants*, 25 BRH 161; — *L'incendie du Palais des Intendants*, 18 BRH 55; — *Appréciation des intendants*, 22 BRH 214; — Voici le jugement de W.B. Munro sur les intendants de la Nouvelle-France: « As a class no men served the French crown more steadfastly or to better purpose » (*The Seigneurs of Old Canada*, Toronto, 1915, p. 23), celui de G. Thwaites: « with a single important exception, the eleven

La fonction est peu rétribuée. L'Intendant ne dispose que d'un personnel restreint: un secrétaire, un nombre variable de commis (1). Quelque assidu qu'il soit au travail, l'Intendant ne peut seul administrer un territoire grand comme dix fois la France. Sa commission comporte le droit de se choisir des collaborateurs appelés subdélégués. Nommés et révoqués par lui, ils sont ses agents personnels dont il est responsable. Tantôt la délégation est temporaire et pour une affaire déterminée (Forges de Saint-Maurice); tantôt elle est générale pour l'ensemble des attributions de l'intendant dans un district de la province (Québec, Montréal, Trois-Rivières, Détroit, Michilimackinac, Acadie, Ile Royale).

Les attributions de l'Intendant, qui sont presque illimitées, dépendent des lois et de sa commission (2), mais peuvent être groupées sous les trois rubriques: justice, police, finances.

Commissaire du roi, conseiller en son Conseil d'Etat, l'Intendant est investi du droit de juger sans limitation au civil et au criminel sous la seule condition de constituer son tribunal et d'y procéder con-

intendants who actually performed the duties of their office in New-France exercised their wide powers with moderation and judgement as well as with honesty (France in America, New-York, 1905, p. 134), celui de Champlain sur Dolu (qui avec Lauzon a été jusqu'ici omis de la liste des intendants que les différents auteurs ont donnée); « S'employe de toute son affection (à apporter quelque bon règlement à la Nouvelle-France), bruslant d'ardeur de faire quelque chose à l'avancement de la gloire de Dieu, et du pays et mettre nostre Société (Sté de Montmorency) en meilleur estat de bien faire qu'elle n'avait fait » (Champlain, éd. de 1830, II, 300); voir en appendice notre liste des intendants et supra notre article sur la Compagnie des Cent Associés; — N.-E. Dionne, Les Raudot, intendants de la Nouvelle-France, *Rev. Canadienne*, 1895, pp. 597-610; — Champlain se qualifie quelque part d'intendant départi « Mon dit seigneur (le Prince de Condé) me continua en l'honneur de la lieutenance de feu Monseigneur le Comte (de Soissons), avec l'intendance d'icelle... » (Champlain, éd. de 1830, II, 311).

(1) L'Intendant fut d'abord seul. Plus tard, le ministère de la marine nomma un Contrôleur. Voir sur la charge de contrôleur de la Marine BRH 11. 294, 22. 215. La Marine nommait des Commissaires ordonnateurs (BRH 6. 352, 7. 127) et des gardes-magasins du roi, BRH 22. 179, 31. 161, 329.

(2) Sur les pouvoirs des Intendants conférés par les lois, voir Petit, Le Droit public des colonies, p. 102 et s.; sur les pouvoirs des Intendants conférés par les commissions, v. le même, p. 108 et s.

formément aux ordonnances. Sa juridiction constitue une forme de la justice retenue. Il n'en use que rarement, — en arbitre plutôt qu'en juge, et sans frais pour les parties, — sauf en ce qui regarde le contentieux administratif et la justice consulaire. Surveillant de toutes les juridictions judiciaires et administratives, dans sa généralité, il y a entrée et séance avec voix délibérative, même au Conseil souverain qu'il préside à partir de 1695. Ses instructions l'invitent à écarter les conflits de préséance et lui donnent mission d'y réformer les abus sans faire sentir le supérieur. Il doit plier les tribunaux et les justices seigneuriales à l'observation des lois, empêcher les empiètements soit sur les juridictions voisines, soit dans le domaine politique ou administratif, en quoi il a fort à faire. Son action s'étend jusqu'au choix des magistrats (1).

L'Intendant a des attributions de police. Police a ici le sens général d'administration. Il exerce le pouvoir réglementaire en cette matière seul ou conjointement avec le Conseil Souverain, à son gré (2). Le Conseil n'a pas le pouvoir de connaître de ses Ordonnances, et s'il prétend qu'elles ne sont pas juridiques, il n'y a pour lui que la voie de s'en plaindre au roi et, pour les particuliers, celle de se pourvoir au Conseil du roi (3). Il n'est point de partie de l'administration qui échappe à l'emprise de l'Intendant ou à son contrôle. Il est le véritable animateur de la vie agricole, dont Colbert demande qu'on lui tienne à jour le tableau complet: états juridique des terres et social des propriétaires (terrier); modes de culture et productivité du sol, charges de toutes natures, démographie. Il préside, conjointement avec le gouverneur et sauf confirmation par le Conseil d'Etat, au partage des terres et à leur réunion au domaine en cas de déchéance; il réglemente certaines cultures, pousse à la plantation du chanvre et du lin, de la pomme de terre, du ging-seng et du tabac, il stimule l'élevage des bestiaux. Responsable de l'approvisionnement de sa Généralité, le commerce des blés surtout attire son attention: tantôt il en défend la sortie, tantôt il s'efforce d'en importer. Ayant la police des foires et marchés, il établit, en temps de crise, un maximum.

(1) 1 EO 72; JD V. 5.

(2) Commission de Duchesneau, 3 EO 42.

(3) Lettre du ministre à M. Mithon (aux Iles) sur les pouvoirs des conseils quant aux ordonnances des administrateurs, en date du 14 avril 1709, reproduite par Morceau de Saint-Méry à la page 142 de ses Lois et Constitutions.

Même rôle en ce qui touche le commerce (1) ou l'industrie, les travaux publics. Agent de renseignements et de liaison du ministère de la marine, il lui adresse des rapports (2) sur l'état économique et commercial de la généralité, sur les cours des monnaies, les réformes législatives désirables, il homologue des actes de société (3). Il stimule la construction et l'armement des navires, réquisitionne au besoin les matières premières (chêne), racole des souscripteurs aux grandes compagnies de commerce (4).

L'Intendant est aussi l'élément dirigeant des finances de la colonie (5). A cet égard, il participe à l'émission de la monnaie, il confectionne et exécute le budget, il asseoit ou répartit les impôts, il en contrôle le recouvrement et en a le contentieux. « Il faut, disait Colbert dans les instructions aux intendants du Canada, que l'intendant connaisse bien le revenu du pays, l'emploi des deniers, les dettes déjà contractées, afin qu'il remédie à tout » (6).

S'il est vrai que le Conseil local perdit peu à peu, au profit de l'Intendant et du Gouverneur, le droit de faire des ordonnances en matière de police et de finance, il ne laissa pas d'avoir ce droit de par les actes de son établissement et même de l'exercer. « Seront audit Conseil, lisons-nous à l'arrêt d'établissement du 27 mars 1647, veus, examinez et arrestez tous les comptes, reglez les gaiges et appointements des officiers et commis et généralement pourveu à tout ce qui sera nécessaire pour la traiter et le bien dudit pays... Seront les offi-

(1) « Ce qui regarde le commerce en général et ce qui peut être contraire à sa liberté, est de pure police, et regarde uniquement l'ordonnateur [l'Intendant]; et dans certains cas le Gouverneur et lui... » (Lettre du ministre à M. Mercier (des Iles), datée du 25 juillet 1708 et reproduite à la page 125 de l'ouvrage de M. Moreau de Saint-Méry, *Lois et Constitutions*).

(2) « The minister of his subordinates went carefully through them, and, in case of the more lengthy ones, made abstracts for the personal perusal of the king. His Majesty then made marginal comments, which formed the basis of despatches sent by the minister to the intendant in the following spring... » « Very frequently he (l'intendant) united with the governor in a joint report » (Munro W.-B., *The Office of Intendant in New-France*, *The American Historical Review*, vol. 12, oct. 1906, p. 26).

(3) Pour un exemple d'homologation, v. 2 EO 297 (5 juilt. 1722).

(4) Formation de la Compagnie du Castor de la Colonie du Canada, 1699-1706

(5) V Ruelle d'Auteuil, 2 RAQ 42 et s.

(6) Cité par B. Sulte, *Revue Can.*, 1882, p. 613.

ciers comptables tenus de rendre conte (sic) audit conseil de leurs managements... un mois apres l'arrivée des vaisseaux à Québec... par chacun an..., dans lequel (mois) aussy toutes les affaires importantes se traiteront et resouldront... (Le produit de la vente des peaux de castor sera) employé au bien et augmentation des colonies françoises (du Canada), et à la conversion des sauvages ainsi qu'il sera ordonné par ledit conseil » (sous la réserve d'une liste civile que nous analyserons au chapitre du budget) (1). Les mêmes dispositions se retrouvent dans l'édit d'avril 1663 créant le second Conseil de Québec: « Voulons, entendons et nous plait, que dans le dit conseil il soit ordonné de la dépense des deniers publics, et disposé de la traite des pelleteries avec les sauvages, ensemble de tout le trafic que les habitants peuvent faire avec les marchands de ce royaume; même qu'il y soit réglé de toutes les affaires de police, publiques et particulières de tout le pays » (2).

On installe des sièges de l'Amirauté à Québec et à Louisbourg. Les officiers de ces sièges ont des attributions de deux sortes: les unes judiciaires, les autres administratives. Comme officiers de justice, ils connaissent, sauf appel au Conseil Souverain de Québec de toutes les causes relatives aux contrats maritimes, tel que « les contrats d'association, les chartes parties, les affrètements, connaissements, polices d'assurances, obligations à la grosse aventure et autres semblables » passés soit entre des négociants régnicoles, soit entre ceux-ci et des négociants étrangers. Ils connaissent aussi des dissensions entre les armateurs, les capitaines de navires, et les gens des équipages; des saisies de navires; des difficultés sur les réclamations des effets naufragés; en un mot, de toutes les questions qui naissent du commerce maritime. En temps de guerre, ils sont chargés de constater la validité des prises faites sur les ennemis, et c'est sur leurs procédures que le conseil des prises rend ses jugements. Au point de vue administratif, les officiers d'Amirauté ont la police des ports, quais et havres et celle de la pêche; ils surveillent les maîtres des quais, les-teurs et délesteurs, interprètes, courtiers, jaugeurs et autres fonction-

(1) V. les arrêts du 27 mars 1647 et du 5 mars 1648 portant règlement en faveur des habitants du Canada, AC. CII. A. 1. 237 et 247. L'arrêt de mars 1647 est reproduit intégralement dans la *Revue Canadienne* de 1894, pp. 351-357; — BRH 4. 217, 5. 53, 29. 314, 31, 176, 146.

(2) 1 EO 37 et ss.

naires qui leur sont subordonnés, s'emploient au sauvetage des navires et effets naufragés, à la conservation des épaves de mer, à celles des prises maritimes, veillent à l'exécution des traités de commerce et de navigation, à l'observation des lois sur le fait de la contrebande par mer (1).

C. — LES MOYENS DE COMMUNICATION (2)

Pour faciliter les échanges le gouvernement ne manque pas de créer des routes et d'améliorer celles déjà existantes. Les communications océaniques sont naturellement les premières à retenir son attention. Il fait lever la carte du Saint-Laurent par Cartier, par Jean Alfonse, Champlain, Joliet, Franquelin (1685) et d'autres hydrographes. Il établit le port terminus à Québec au pied du Cap Diamant. Là, les vaisseaux peuvent mouiller à l'aise et en sûreté dans vingt-cinq brasses d'eau et sur un fond excellent pour l'ancrage. Le seul vent du nord-est y est un peu à redouter, parce qu'il souffle avec une violence extrême. Le sieur de la Richardière et les capitaines du port font le sondage du fleuve, depuis Québec jusqu'à la mer. Des avenues sont pratiquées à travers certaines îles, notamment à l'île aux Réaux, pour servir d'amers aux navigateurs. Des professeurs sont nommés et installés à Québec pour enseigner l'hydrographie et former des pilotes. La police et la juridiction maritime est confiée aux deux sièges d'Amirauté de Québec et de Louisbourg. Comme il n'est pas possible, à cause des glaces de faire plus d'un voyage par année ni de retenir les vaisseaux plus tard que le huit octobre, on fait étudier s'il ne serait pas possible aux bâtiments de faire deux voyages par année au moyen d'un entrepôt dans le bas du fleuve ou à l'Acadie. On cherche tout au moins un endroit où les vaisseaux puissent hiverner non loin de Québec. On croit un instant, mais à tort, l'avoir trouvé dans l'anse de la rivière Chaudière. D'Iberville découvre que des deux chenaux de l'île d'Orléans c'est le chenal du sud qu'il faut prendre. Dans

(1) 1 EO 313, 358, 391, 546-550; — P.-G. Roy, *Le Vieux Québec*, 1^{re} série, Lévis, 193, pp. 173-186.

(2) V. sur la navigabilité du Saint-Laurent, notre partie *Le Milieu*; sur la traversée, les débuts du chapitre de la Transmigration; sur les constructions navales et l'école d'hydrographie, le chapitre de l'Industrie; sur la recherche d'un passage vers la Chine, *passim*; sur les communications dans leur rapport avec la colonisation, le chapitre de l'Etablissement.

le principe, le roi charge son fret pour la Nouvelle-France sur les vaisseaux des compagnies à monopole ou des marchands particuliers dont il se réserve un cinquième du tonnage utile, mais ensuite, sur les plaintes qui lui sont adressées, il arme ses propres navires, — *La Seine, La Loire, L'Atalante, Le Héros, l'Eléphant, Le Chameau* et d'autres encore, qu'on appelle, pour cette raison, « les vaisseaux du roi ». A Québec et au Cap-Breton s'ouvrent des chantiers et l'on y construit des frégates et des navires marchands (1). La forteresse de Louisbourg est établie pour garder la route du Saint-Laurent. Des vaisseaux y font le guet.

Le Saint-Laurent, qui met le Canada en relation avec la mer et l'Europe, est encore l'artère médiane de pénétration intérieure par ses affluents et les Grands Lacs. Dans cette partie, le gouvernement eut à résoudre un triple problème: 1° jalonner la route trans-Canada d'entrepôts et de forts; 2° transformer les moyens de transports; 3° supprimer ou faciliter les portages.

Nous avons vu aux chapitres des Fourrures et de l'Etablissement quels furent les « postes » successivement établis le long du Saint-Laurent et quand, où et comment ils furent établis. Nous prions le lecteur de s'y reporter.

Tout d'abord on se servit en haut de Québec du canot indien, parfois formé d'un simple tronc d'arbre creusé, plus souvent fait d'écorce de bouleau, Petits [de dix à vingt pieds de longueur] et légers, les pirogues étaient commodes pour les endroits peu profonds et pour les portages. La Hontan estime qu'ils auraient été « admirables pour le passage du Styx »; « ils porteraient un assez bon fret d'âmes et d'ombres. Ce sont de vraies chaises de poste pour l'autre monde » (2). Pour peu qu'ils touchent ou chargent sur les cailloux ou sur le sable, l'écorce s'entrouvre, et l'eau entrant par les crevasses gêne les vivres,

(1) Sur les moyens pris pour rendre la navigation de Bas-Saint-Laurent plus facile, v. AM. B. I, 19, 163 (1717); — AC. B. I, 135 (17 mai 1669), 17. 72 (4 juin 1694), 119 (18 juin 1694), 23. 94 (mai 1702), 50. 520 (8 mai 1717), 75. 40 (12 avril 1742), 127 (1 nov. 1742), 91. 4 (25 mars 1750); — AC. CII. A. 13. 296 (10 nov. 1695), 33. 09 (1712), 46. 183 (26 oct. 1724), 49. 11 (10 oct. 1727), 435 (1 nov. 1727), 54. 323 (1 nov. 1731), 59. 219 (15 oct. 1733), 61. 61 (7 oct. 1734), 63. 119 (18 oct. 1735), 67. 16 (1 oct. 1737), 77. 355 (24 sept. 1742), 104. 446, 451 (22 fév. 1759); — Charlevoix *Journal d'un Voyage fait dans l'Amérique septentrionale*, t. V, lettre II, p. 98; — Kalm, II. 80, 234.

(2) La Hontan, Lettre VI, 20 juin 1784, p. 55.

les marchandises et toute la cargaison. Chaque jour il y a quelque nouvelle crevasse ou quelque couture à gommer. Même si les canots sont étanches par dessous, ils ne sont pas propres pour autant à la conservation des vivres et des marchandises. Elles sont sans cesse exposées à la pluie et aux vagues des lacs et des rivières; aussi n'arrivent-elles la plupart du temps que pourries ou avariées. Les farines et les pois ne peuvent être que dans des sacs pesant soixante livres ou dans de petits ancrs de même poids, afin que les hommes qui conduisent ces voitures puissent en faire le portage commodément; car ils sont encore obligés de porter leurs canots avec tous leurs agrès et appareils. Toutes les nuits on est obligé de décharger la pirogue à flot et de la porter à terre, où on l'attache à des piquets de peur que le vent ne l'emporte. La navigation en canots prête aux fraudes de la part des avironneurs. Les eaux-de-vie et les vins qui arrivent dans le Pays d'en haut pour le compte du roi sont moitié eau. Tantôt c'est un canot que les vagues ont jeté sur le rivage, ou submergé dans la rivière, ce qui entraîne pour le roi la perte des effets; tantôt c'est une voie d'eau qui s'est déclarée pendant la traversée d'un lac, ce qui obligea de jeter les effets pour s'alléger, et conserver la vie aux voyageurs. Voilà les procès-verbaux. Rien de tout cela le plus souvent. Il s'agit seulement de remplir le vide d'une vente faite à quelque négociant rencontré en route, qui aura payé comptant, et donné des pelleteries en échange (1). Il est vrai que les canots portent de petites voiles, mais il faut un temps à souhait pour s'en servir. Si le vent est un peu fort, quoiqu'en poupe, il est impossible d'en profiter sans s'exposer à faire naufrage. Il n'y a que les vents modérés qui soient propres pour ces sortes de voitures. Les canoteurs agissent successivement à genoux, debout et assis. Ils sont à genoux lorsqu'ils descendent les petites cataractes ou les cascades des rivières. Ils sont debout lorsqu'ils piquent de fond avec des perches pour refouler les courants et les rapides, et ils sont assis sur les talons dans les eaux dormantes (2).

La Mothe Cadillac et le comte Antoine de Bougainville, s'appliquèrent à substituer des gabares ou barques pontées et à font plat de 40 à 60 tonneaux aux fragiles pirogues indiennes. Leur plan consistait à éviter les quarante lieues de rapides qui obstruent le passage de

(1) V. le Manuscrit anonyme de Saint-Petersbourg, 4 RAQ 124-125.

(2) La Hontan, loc cit.

Montréal au lac Ontario en faisant un établissement considérable à Détroit ou Pontchartrain. « Détroit étant établi, rien ne serait si aisé que de faire descendre tous les secours nécessaires en vivres et en bestiaux pour fournir les postes de Niagara, de Frontenac, de la Présentation et les autres du côté de la Belle-Rivière (Ohio). Ces mêmes gabares pourraient dans la suite communiquer dans le Lac Huron, et aller à Michilimakinac, qui est l'entrepôt des postes du nord, et même aller dans le lac Michigan jusqu'à la baie qui est éloignée de Michilimakinac de cent lieues et plus, de même qu'à Saint-Joseph... Un canot d'écorce porte environ quatre mille pesant [40 peaux d'orignal ou 6 à 700 castors]... Un bâtiment de quarante tonneaux portera vingt canotées... Il faudra pour cette voiture cinq à six hommes, au lieu que pour vingt canots il faut cent-vingts à cent quarante hommes... Il monte ordinairement chaque année quatre-vingt canots d'écorce, ou environ, [pour les seuls postes du lac Ontario et du lac Érié]... Tous les effets que les voyageurs montent dans les Pays d'en Haut pour le commerce coûtent plus de dix sols la livre de transport... Il est vrai qu'ils descendent une partie de leur retour avec ces mêmes hommes et canots... Le roi pourrait prendre vingt francs par cent pesant pour rendre [en gabare] les marchandises du fort Frontenac au Détroit, et douze francs par paquet pour descendre du Détroit au fort Frontenac » (1). Tel est le projet de Bougainville. Longtemps auparavant, Cavelier de La Salle lui avait donné un commencement d'exécution en faisant construire plusieurs barques à Frontenac (1679-1684) (2). Cadillac l'avait repris, avec l'approbation du roi, afin de barrer le passage aux Anglais (3) Sur la fin du régime, des barques et des « yachts » font le service entre Montréal et Québec (4), entre Québec et Lévis (5), et enfin, entre Sorel et Saint-Frédéric sur le Richelieu (6).

(1) Bougainville, Mémoire de 1757. 3 RAQ 44-45, 64, 124; — Ms de St-Pétersbourg, 4 RAQ 124.

(2) Margry, Lettres de Cavelier de La Salle, Paris, Maisonneuve, 1879, pp. II, 15, 16, 17, 31, 32, 50-51, 67, 73, 110.

(3) AC. B. 16. 93 (28 mars 1692), 49. 329 (20 oct. 1727); — AC. CII. A. 61. 65 (7 oct. 1734), 65. 55 (12 oct. 1736); — A. F 50 12. 3 bis 101.

(4) Kalm, II. 62.

(5) D. A. Henneker, The Seignorial Regime in Canada, Québec, 1927, p. 240.

(6) Kalm, II. 13, 30, 33, 36; — AC. CII. A. 73 (5 oct. 1740); — F. Canada, Mémoires généraux, 503 (9 juin 1748); — AC. CII. A. E. 13. 153 (nov. 1707).

Pour éviter les nombreux rapides, courants et cascades, qui rendent par endroits la navigation du haut Saint-Laurent difficile, on projeta tout d'abord le creusement de canaux. Le marquis de Vauban prévoit de bonne heure qu'un canal finira par unir le bassin du Saint-Laurent à celui du Mississipi: c'est le canal de Chicago (1). Il s'intéresse aussi aux propositions que M. de la Mothe Cadillac fait d'unir les lacs Erié et Ontario, mais l'entreprise passe alors pour absurde: c'est le canal Wellan (2). Le canal de Lachine reçoit, au contraire, un commencement d'exécution. Quelques années à peine après la fondation de Montréal, ils s'était formé des établissements à Lachine, à Sainte-Anne, à Carillon, etc., de fait à la tête de tous les rapides qui rompaient la grande voie de communication entre Montréal et le pays de fourrures, c'est-à-dire la région du nord qu'on atteignait par l'Ottawa ou les Grands Lacs. Le premier échelon, dans cet immense escalier qui montait aux grands lacs et aux sources de l'Ottawa, du Saint-Maurice et du Saguenay, était le saut Saint-Louis, suites de rapides extrêmement tourmentés par lesquels les eaux du lac Saint-Louis se précipitent dans la vaste baie de la Prairie de la Madeleine et dont la dénivellation n'est pas inférieure à quarante-cinq pieds dans un parcours de moins de sept milles. Ces rapides, aujourd'hui domptés, et où de grands navires n'hésitent plus à s'engager, étaient alors la terreur des voyageurs qui se dirigeaient vers le pays d'en haut. C'était avec des peines et des fatigues infinies que les canots pouvaient, en suivant de très près le rivage, en remonter ou en descendre les parties les moins agitées. Il fallait faire portage à plusieurs endroits et presque partout recourir à la cordelle et malgré les plus grandes précautions, les accidents n'étaient pas rares, dans lesquels hommes et embarcations étaient perdus. Comme toujours le remède était à côté du mal; et le remède ici, c'était un petit cours d'eau insignifiant, la rivière Saint-Pierre, qui venait se jeter dans le Saint-Laurent, au pied même des rapides, en faisant un saut de quelques pieds et qui remontait parallèlement au fleuve, jusqu'à une flaque sans profondeur et de peu d'étendue, aujourd'hui à sec, et qu'on appelait le lac Saint-Pierre.

(1) Vauban, *Projet de colonisation*, Arch. du ministère de la marine, France, série G., n° 76 (1699).

(2) BRH 21. 178, 22. 189; — AC. B. 29. 102 (30 juin 1707), 162 (6 juillet 1709).

En coupant obliquement à travers les terres on arrivait, environ un mille plus loin, aux eaux relativement tranquilles qui sont à la sortie du lac Saint-Louis.

En 1681, M. Dollier de Casson, l'annaliste, propose à ses supérieurs du Séminaire de Saint-Sulpice, seigneurs de l'île de Montréal, de perfectionner cette route et d'y construire deux ou trois moulins à farine. Le projet n'a rien de gigantesque; il s'agit tout simplement de débarrasser la rivière des plus grosses pierres et des troncs d'arbres qui l'encombrent, puis de faire, à partir du lac Saint-Pierre, une coupe qui y amènera les eaux du Saint-Laurent. Le supérieur général est d'avis qu'il vaut mieux s'occuper de placer la maison sur une base solide (1). Pourtant, on s'attaque à l'ouvrage. Mais les entrepreneurs prennent mal leurs mesures, le cours d'eau se dessèche pendant l'été, gèle pendant l'hiver, et certains particuliers se plaignent qu'on leur prend du terrain. En 1698, toute l'affaire est abandonnée (2). Le 3^e octobre 1700, M. Dollier, devenu lui-même supérieur la reprend. Il passe, ce jour-là, un marché avec Gédéon de Catalogne, ingénieur de la colonie, par lequel ce dernier s'engage à mener l'œuvre à bonne fin avant le mois de juin 1701. Le canal proprement dit, sans écluses, aura vingt-quatre arpents de longueur et une largeur de douze pieds au plan d'eau; aux plus basses eaux du Saint-Laurent, il doit y avoir au moins dix-huit pouces d'eau dans la tranchée. Au mois de février 1701, il ne reste plus, pour terminer l'ouvrage qu'à pousser le creusage de trois ou quatre pieds en profondeur sur une distance de 2.400 pieds. Sur un tiers de la longueur de la coupe on n'a à faire qu'à des argiles mêlées de cailloux roulés, ailleurs on rencontre du roc solide. L'entrepreneur ne l'avait pas prévu, c'est sa ruine et celle de l'entreprise. Dans un règlement de compte fait avec celui-ci au printemps, M. Dollier de Casson lui verse 12.500 livres. Il meurt peu de temps après (octobre 1701). Son successeur, M. de Breslay, cherche à intéresser la Couronne dans l'achèvement du canal. Il obtient les encouragements du Gouverneur, de l'Intendant et du Ministre. Mais il ne trouve nulle part les dix mille livres que les ingénieurs Levasseur et Beaucourt déclarent être nécessaires. La communauté refuse d'engager ses ressources disant que c'est là « une entreprise de prince ».

(1) Faillon, Ms. Index, p. 78.

(2) Faillon, Ms. Index, 406.

Mais, d'année en année, elle remet le projet sous les yeux des gouverneurs et de la Cour de France. Enfin, en 1708, Louis XIV, reconnaissant le canal de Lachine d'utilité publique, ordonne qu'on lui présente les plans et les devis. Mais les malheurs de la fin du règne ne permettent pas de donner suite aux bonnes intentions du roi. Dans les années qui suivent, la correspondance échangée entre les Sulpiciens de Montréal et ceux de France revient à chaque instant sur le canal de Lachine. Au cours de l'année 1717, M. Chaussegros de Léry, ingénieur militaire et civil, fait un relevé de l'ouvrage qu'il trouve aux trois quarts achevé. Seize ans plus tard, en 1733, il présente un nouveau mémoire, cette fois accompagné de plans et d'un devis estimatif. Il prévoit des écluses et des dimensions plus grandes. La dépense s'élèvera à plus de 250.000 livres. Le ministre se montre satisfait des éclaircissements qu'on lui donne au sujet du canal projeté à Lachine. « Il n'y faut pas penser... Le roi n'en ferait pas la dépense » (1). De leur côté, à partir de ce moment, les messieurs de Séminaire n'en font plus mention. Montréal n'aura son canal qu'au milieu du dix-neuvième siècle (2).

N'étant parvenu à supprimer les portages on s'appliqua à les alléger. On traça des routes dans l'île de Montréal et de Chambly à Sainte-Thérèse où le portage est fait avec des chevaux et des charrettes portant six quintaux chacune (3). Bougainville déplore dans son mémoire de 1757 que les plumistes écrivains et les commis en tiraient avantage pour avoir des équipages aux dépens du Roi (4).

Ailleurs il ne pressait pas d'avoir des routes par terre, puisque l'été on usait du fleuve et des pistes des Indiens et des bêtes qui décroient de petites courbes opportunistes pour éviter les roches et les souches, et que l'hiver la glace et la neige facilite l'exploitation des

(1) AC. B. 61. 568 (17 mai 1734).

(2) Sur le canal de Lachine, v. AC. B. 362 (22 mars 1714), 59.483 (4 août 1733); — AC. CII. A. 59. 54. (25 sept. 1733), 33.209 (1712); — F., Canada, Mémoires généraux, 483 (Plan); — *ibid.*, 484 (1^{er} octobre 1733 (Mémoire)); — Ernest Marceau, *Les Origines des Canaux du Canada*, Rev. Can., 1908, vol. 2, pp. 431-437 (avec trois cartes); — Salone, 332).

(3) Mémoire anonyme de Saint-Pétersbourg, 4 RAQ 136; — Kalm, II. 36; — AC. CII. A. E. 13. 153 (nov. 1707); — Bougainville, *Mémoire de 1757*, 3 RAQ 45.

(4) Bougainville, *op. cit.*, pp. 66-68.

bois et la communication en tous lieux. Les rivières et les ruisseaux étant gelés et la neige égalant la surface de la terre, les chemins se font aisément, sans dépense de ponts ni de fossés et levées dans les lieux marécageux, et un cheval, un bœuf, tirent plus pesant sur un traîneau que ne font quatre sur une charrette (1). Toutefois, en certains lieux, comme dans le gouvernement des Trois-Rivières, les cours d'eau ne menaient pas partout. Tantôt on s'y trouvait arrêté par les marécages et les inondations, tantôt par les écorres et la pente abrupte des falaises. Et il est bien difficile d'établir des villes sans ouvrir des rues dans l'agglomération. Puis la route permet de substituer la traction animale à la force des bras et à l'inconstance des vents. Il fallait quelquefois, par vents contraires ou calme plat, un mois entier pour l'aller et le retour de Montréal à Québec (2).

Aussi la Compagnie de la Nouvelle-France nomme-t-elle, dès 1657, l'un de ses associés, René Robineau de Bécancourt, baron de Portneuf, Grand-Voyer du Canada. Le Conseil Souverain prend charge des routes en 1663. Mais en 1668 il réinstalle Robineau dans ses fonctions (3). En tout, il y eut en Nouvelle-France, cinq Grands-Voyers, savoir: René Robineau de Bécancourt, père (1657-1699); Pierre Robineau de Bécancourt, fils (1699-1729) (4); E. Lanouiller de Boisclerc (1731-1751); M. de la Gorgendière (1751-1759) et, enfin, M. de Lino (1759-1760) (5).

Sur présentation d'une requête par des citoyens pour l'ouverture de route, le Conseil déléguaux deux de ses membres pour étudier le projet. Si les conclusions de la commission de la voirie étaient favorables, le Conseil rendait une ordonnance pour que le chemin fût pratiqué, et il en déterminait le parcours et la largeur, laquelle était le plus souvent de dix-huit pieds. Tantôt les riverains devaient aplanir eux-mêmes la section qui longeait leurs terres, tantôt on recou-

(1) Ruelle d'Auteuil, 2 RAQ 30.

(2) Dupuy au ministre, 20 oct. 1727, AC. C. A. 355.

(3) Acceptation et installation, par le Conseil Souverain, du sr Robineau de Bécancourt, père, à la charge du Grand Voyer de la Nouvelle-France (AC. F3. 2. 344 (21 août 1668).

(4) Provisions pour le sr de Bécancourt, fils, à la charge du grand-voyer, AC. B. 15. 69 (24 mai 1699).

(5) Sur les Grands-Voyers, v. BRH 2. 79, 124, 139, 187, 10. 228, 11. 96; — Th. Chapais, *The Great Intendant*, Toronto, 1914, pp. 69-70.

rait à la corvée, tantôt enfin on employait les troupes ou bien on louait les services de terrassiers au salaire de 30 sous par jour (1).

Au mois d'août 1664, le Conseil Souverain publie un arrêt ordonnant aux habitants des environs de Québec de débayer dans la quinzaine la route attenante à leurs propriétés et de l'élargir de telle façon qu'elle puisse donner passage à des charriots. Le 3 septembre suivant, il inflige plusieurs amendes de 20 sous par arpent à ceux qui ne se sont pas conformés à ses ordres et menace les délinquants d'amendes plus fortes s'ils ne mettent pas la route en état avant la chute de la neige. Le Conseil donne également l'ordre aux habitants de Québec de paver la rue en face de leurs maisons, sous peine de voir leurs propriétés saisies et vendues (1690) (2). Il ne semble pas que l'arrêt ait reçu son exécution, car le ministre marque à M. Levasseur, le 6 mai 1702, qu'il croyait que les rues de Québec étaient pavées (3). Un autre arrêt du 15 mars 1713 oblige les citoyens des Trois-Rivières de faire un trottoir devant leurs maisons, afin que l'on y puisse passer commodément pendant les pluies d'hiver et la fonte des neiges au printemps (4).

Dès 1667 une grande route relie Québec aux seigneuries environnantes: il ne s'agit donc plus de rues ni de chemins de portage mais de chemins de jonction comblant les vides et mettant les villages et les villes en relation les uns avec les autres. Des raisons militaires forcent Tracy à établir une voie stratégique rudimentaire entre Montréal et Chambly (1666). Plus tard Callières propose d'employer les soldats à la rétablir (5). Le baron de Longueuil « la pousse plus loin jusqu'à quatre lieues et demie. Mais il interrompt là des travaux qui lui coûtent fort cher » (6). Lanouiller de Boisclerc reprend l'œuvre abandonnée et la mène à bonne fin. La nouvelle voie part de Laprairie, en face de Montréal, et court jusqu'à la frontière en passant par

(1) Salome, 372; — Kalm, II. 38; — Ms de Saint-Pétersbourg, 4 RAQ 136.

(2) J. Delalande, *Le Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, Québec, 1927, pp. 245-246.

(3) AC. B. 23. 81 (6 mai 1702).

(4) 3 EO 432

(5) AC. CII. A. 21. 180 (1703).

(6) AC. CII. A. 33. 209 (1712).

Sorel, Saint-Jean et le fort Saint-Frédéric (1). Elle traverse, dans l'opinion de Kalm, la plus belle contrée de l'Amérique du Nord (2).

Des raisons également stratégiques amènent le gouvernement à chercher à mettre fin au blocus des glaces, du mois de novembre à la mi-avril. Talon et Callières tournent tout d'abord leurs yeux sur la vallée de l'Hudson et New-York calculant de les prendre ou de les acheter, mais les Anglais leur coupent l'herbe sous le pied. On se rabat sur l'Acadie. Le sieur Patoulet vient, de la part du ministre de la marine, examiner les moyens de rendre faciles les communications par terre entre le Canada et la baie Française ou de Fundy. Il prend par les vallées de la Chaudière et de Pentagoët. Talon se propose de jalonner ce parcours de soixante lieues d'entrepôts où l'on pourra faire étape. Mais il n'a pas commencé ce travail qu'il doit quitter le pays. L'affaire reste en suspens (3).

Au contraire, de Boisclerc parvient en 1733 à faire le raccord de tous les tronçons de chemins vicinaux établis entre Montréal et Québec, parallèlement au rivage. Une voiture attelée d'un seul cheval peut faire le trajet en quatre jours (4). Le Grand-Voyer jette treize ponts sur les rivières qu'il faut traverser en cours de route, sauf trois cours d'eau qui sont trop larges, — Batiscan, Saint-Maurice et des Prairies. Il se contente d'y établir des bacs (5). On élève des croix de distance en distance (6). Nul cabaret sur la route, « mais l'on trouve des maisons de bons habitants qui exercent noblement l'hospitalité, et on les paie encore plus noblement et arbitrairement » (7). Diverses Ordonnances enjoignent aux habitants et aux seigneurs de « baliser » les chemins, pendant l'hiver, dans l'étendue de leur seigneurie et de

(1) AC. CII. A. 89. 218 (4 nov. 1747); — Ms de St.-Pétersbourg, 4 RAQ 138; — Bougainville, Mém. de 1757, 3 RAQ. 53.

(2) Kalm, II. 40.

(3) AC. B. 3. 22. 54, 55 (mars 1671), 15. 41 (1 mars 1689); — AC. CII. A. 2. 298 (25 août 1667), 3. 98, 159 (1671), 4. 32 (1673).

(4) AC. CII. A. 60. 378 (17 oct. 1733).

(5) AC. CII. A. 80. 218 (4 nov. 1747); — AC. B. 63. 486 (19 avril 1735). AC. CII. 60. 378 (17 oct. 1733), 64. 263 (31 oct. 1735), 66. 121 (28 oct. 1736), 68. ? (11 oct. 1737), 71. 243 (14 oct. 1739), 72.223 (28 oct. 1739), 89. 218 (4-5 nov. 1747) 96. 42 (15 oct. 1750); — 21 BRH 286; — Franquet, Voyages et mémoires sur le Canada, pp. 133, 136.

(6) Kalm, II. 60.

(7) Bougainville, Mém. de 1757, 3 RAQ 64.



La Calèche



La Carriole

leurs habitations et de les battre à chaque « bordée » de neige, à peine d'amende contre chacun des contrevenants (1).

Voilà pour les organes de communications par terre. Demandons-nous quel était le mode de transport. Dans les débuts de la colonie les chevaux étaient tellement rares que presque tout le roulage se faisait avec des chiens (2). La Hontan et Pehr Kalm rapportent avoir vu des mâtins d'assez forte taille, attelés à une petite charrette, l'un devant l'autre, complètement harnachés comme des chevaux et le mors en gueule (3). On leur faisait porter de l'eau, du bois et d'autres fardeaux. On usait surtout de ces attelages en hiver et chez les pauvres. Quand les chevaux furent introduits, on les attela à la calèche (4) et à la carriole. Seuls le Gouverneur général et les notables de Québec et de Montréal avaient carosses (5). Il y eut des postes ou relais d'établissements entre Québec et Montréal; on payait les voitures à une seule place sur le pied d'un cheval, à deux sur le pied de deux chevaux, et on les payait à raison de vingt sols par lieue pour un cheval. Presque tout le monde voyageait en poste, et personne ne courait la distance à franc-étrier. On voiturait les marchandises en de petites charrettes, ou en « traines » pendant les frimas, avec un cheval en relais. Pour les petites distances, les voyageurs se servaient l'hiver de raquettes ou de patins (6). Les charretiers de Québec s'étant refusé à différentes reprises (1705, 1708) « de fournir leurs charrois au prévôt de la maréchaussée pour transporter les choses nécessaires pour les exécutions de justice » (7), l'Intendant Raudot décida, le 18 avril 1708, qu'à l'avenir les charretiers tireraient au sort, à chaque exécution capitale, pour savoir qui fournirait le cheval nécessaire au transport du cadavre, et pour les récompenser de la tâche désagréable qu'il leur imposait, il leur donna, dans la même occasion, le monopole

(1) 3 EO 412 (Janvier 1706), AC. F 3. 9. 262 (10 déc. 1713), II. 113 (15 nov. 1717).

(2) Kalm, II. 141.

(3) Kalm, II. 140-141; — La Hontan, 3^e lettre, 15 mai 1684, p. 31.

(4) Kalm, II. 142.

(5) Bougainville, Mém. de 1757, 3 RAQ 63; — BRH 2. 48, 77, 23, 27, 27, 211, 29., 368, 30. 32, 12. 4, 18. 56, 21. 115.

(6) Sur les patins, v. 2 BRH 167; — sur les corbillards, v. 29 BRH 210.

(7) Ordonnance de Raudot rendue le 26 novembre 1705.

du « voiturage » à Québec (1). L'Intendant Dupuy, par son ordonnance du 21 mai 1727, força les charretiers de Québec à prendre des numéros au bureau de l'Intendance et à les mettre, bien en vue, sur leurs véhicules (2).

Le service des lettres entre le Canada et la Nouvelle-France se faisait tout naturellement par les vaisseaux du roi, du moins les communications officielles. L'hiver, le courrier passait, en temps de paix du moins, par la voie de la Nouvelle-Angleterre et l'intermédiaire des sauvages d'Orange (Albany) (3). Dans l'intérieur du pays, le Grand-Voyer voyait à la transmission du courrier par la poste de Montréal-Québec. Ailleurs le gouvernement et l'Eglise mettaient des messagers en campagne ou profitaient du passage des voyageurs et des marchands pour leur confier leurs lettres et leurs colis postaux (4). La Mère Marie de l'Incarnation nous informe que « Boquet, le courrier apostolique fait le circuit des lieux où sont les pères... à peine est-il de retour qu'il part pour recommencer ses courses, et fait des voyages immenses parmi des hasards continuels... Il nous apporte de leurs nouvelles et leur reporte les nôtres » (5).

D. — LE COMMERCE

a). — LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur précède, en Nouvelle-France le commerce local. Longtemps, en effet, les Européens ne considèrent le Canada comme n'étant qu'une colonie d'exploitation.

Les expéditions canadiennes ne fournissent jamais, sous le régime français un objet considérable. Le Canada est, de toutes les colonies françaises, celle qui coûte le plus au Roi, en même temps que celle dont le Royaume retire la moindre utilité. Les petites îles du Vent occupent deux cents navires, les quinze au plus qui vont de France à Québec dans les bonnes années reviennent presque à vide..

(1) P.-G. Roy, *Le Vieux Québec*, 1^{re} série, Québec, 1923, pp. 207-210.

(2) Id., *ibid.*, pp. 139-141.

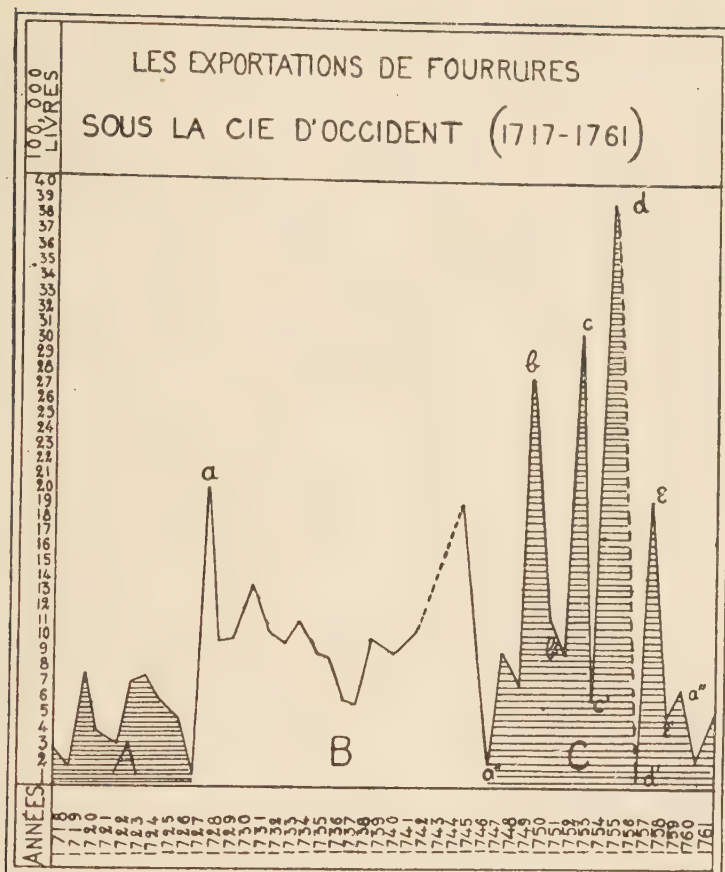
(3) AC. B. 3. 22 (mars 1671); AC. CH. A. 35. 57 (7 novembre 1715), 40 166 (1719), 51. 131 (17 avril 1729).

(4) Le système postal sous le régime français, 2 BRH 77; 28. 211; 29. 368.

(5) Marie de l'Incarnation, II. 415-416 (1 septembre 1669).

A cette torpeur il y a diverses causes apparentes. Le premier obstacle au développement est le défaut de crédit: au premier échec les négociants du pays sont à bout de ressources; toujours les intérêts amoindrisent leurs profits. Le deuxième repose dans le caractère uniforme et modique de la production: on a le tort de se vouer à la chasse, au lieu de faire valoir les autres ressources naturelles qui pourraient donner de l'activité aux échanges: le sot et le bétail. La consommation du castor est peu extensible: elle est limitée à 200.000 livres environ; celle du froment nécessiterait, au contraire, vingt à trente navires; et on pourrait en dire autant de la laine et des salaisons. La collecte des pelleteries, comme les récoltes en céréales sont d'ailleurs d'une irrégularité déconcertante. Pour cette raison, les négociants hésitent à s'engager à l'avance vis-à-vis de leurs correspondants. Le potentiel de consommation est limité à l'intérieur non seulement par le chiffre peu élevé de la population, mais encore par ce fait que les citadins tirent, pour une bonne part, sinon en totalité, de leurs propres terres et de leurs propres potagers tout ce dont ils ont besoin pour leur subsistance. Les troupes en garnison n'ajoutent pas au nombre des bouches, jusqu'aux jours de Bigot, parce que l'Etat les pourvoit du royaume, préférant ne pas descendre sur le marché local où l'on prélève sur la vente un bénéfice qui dépasse souvent le prix de France de 50 p. 100 pour les vivres, de 100 p. 100 pour l'habillement. Le fret, les assurances, les commissions, les droits d'entrée grossissent démesurément le prix d'achat. En 1712 le fret seul est à deux cents livres le tonneau. Les pertes en mer sont fréquentes et lourdes et réagissent sur le taux d'assurance. Petits, à voiles, naviguant des mers brumeuses, infestées par les corsaires, quantité de navires périssent ou sont pris. Bien qu'on ait soin de les faire partir en flotte et de leur donner une escorte, on ne peut les tenir ensemble, à cause des brumes, aux approches de Terre-neuve. On pourrait exporter des chevaux, les tentatives faites en ce sens échouent, les vaisseaux ne s'y prêtent pas. On pourrait exporter du bois, le bois est encombrant, d'un faible rapport pour un gros volume. On pourrait construire des bateaux, mais on manque de fonds et de main-d'œuvre exercée. D'autre part, on pourrait importer mille nécessités de la vie, que l'on ne trouve pas sur place, mais les moyens de paiement font défaut (1).

(1) Voir supra notre paragraphe sur « La matière par excellence du com-



N. B. — Les chiffres sont tirés d'E. Garnault, les Rochelois et le Canada, p. 14.

Pour l'examen critique de ces données, voir Salone, pp. 397-398.

Notons une orientation générale ascendante à trois cycles ou niveaux, A. B. C. Les variations en hausse et en baisse sont continues ; elles sont surtout considérables dans A et C. Le cycle B débute par un bond vertical pour continuer en une chute par paliers, un retour offensif et la dégringolade de la Guerre d'Autriche. Le cycle C correspond à la Guerre de Sept Ans, à sa préparation et à l'administration de l'intendant François Bigot. A remarquer la corrélation entre les intensités de hausse et de baisse, leur fréquence, leur retour périodique.

Dans les commencements de l'établissement du Canada, le commerce extérieur est réservé aux compagnies propriétaires du pays à charge colonisation. Une fois le peuplement assuré, le monopole des échanges passe aux citoyens de Québec (1745). Un arrêt du Conseil d'Etat, du 10 septembre 1668, permet à tout Français de faire le commerce dans toutes les colonies, avec les permissions de la compagnie des Indes occidentales, qui en tire le droit réglé ou à régler. Un autre arrêt du même conseil porte que ce droit de congé, d'abord fixé à six livres par tonneau, est changé en un droit de cinq pour cent des marchandises exportées des colonies; et enfin, un troisième arrêt du Conseil d'Etat, du 4 juin 1671, réduit les cinq pour cent à trois pour cent payables au domaine d'occident à l'entrée des denrées de toutes les colonies dans les ports de France (1).

Les règlements visent, par des exonérations d'impôts et des primes à l'exportation à multiplier les relations entre la métropole et ses colonies, à accroître leur solidarité (2). Des lettres de noblesse sont accordées aux armateurs les plus entreprenants (3). Par protectionnisme commercial et politique, les rapports avec l'étranger sont interdits, sauf dispenses expresses. La concurrence forcerait les négociants régnicoles à vendre au rabais et à mettre le prix aux achats; une flotte rivale, mouillée en rade de Québec, pourrait, d'un coup de main, dépouiller la France du fruit de ses œuvres. On se relâche de ces règlements en certaines occasions pour le bien général. Il est permis aux armateurs d'alimenter les colonies de bœuf salé et de lards d'Irlande, de fournir le Canada d'écarlatines anglaises, de prendre à Boston les plantes, les légumes et les navires nécessaires à l'établisse-

merce », première partie, « Le Milieu »; Ruette d'Auteuil, *Mémoire sur l'état présent du Canada*, 12 décembre 1715, 2 RAQ 68; Antoine Raudot, *Mémoire du 1706 sur le commerce du Canada*, cité par Dionne à la page 607 de la *Revue Canadienne* de l'année 1895; Colbert à Talon, 1671, AC. registre des dépesches, 1671, fol. 22; Duchesneau au ministre, 13 novembre 1681, 2 RAQ 117; Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, Paris, 1744, vol. 3, p. 91 (Lettre datée de Québec le 15 février 1721); AC. CII. A. 33. 3; *ib.*, 36. 118; *ib.*, 121. 64, 78, 84; CII. G. 2. 164; *Mémoire de Vaudreuil*, 3 RAQ 98; Salone, 330.

(1) Voir Emilien Petit, *Le Droit public des colonies françaises*, p. 42.

(2) Voir les chartes de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628) et de la Compagnie des Indes occidentales (1664).

(3) Lettres de noblesse accordées à M. Aubert de la Chesnaye, AC. B. 41. 549 (24 mai 1692).

ment de Louisbourg; par réciproque, il est prévu que les fourrures en surplus pourront être exportées en Hollande et en Moscovie et que, en temps de surabondance, sur congé spécial et moyennant certaines précautions, les navires anglais pourront venir s'approvisionner de blé dans le Saint-Laurent (1686) (1).

En vue d'assurer la même protection au commerce national sans être obligé de recourir à des mesures coercitives, les rois de France et d'Angleterre concluent à Whitehall (Londres), le 16 novembre 1686, un traité par lequel les parties contractantes s'engagent « à ne faire aucun commerce ni pêcher dans tous les lieux dont l'un ou l'autre sera en possession de part et d'autre dans l'Amérique » (Art. 5 et 6) (2). Par malheur le roi Jacques II d'Angleterre est bientôt déposé par ses sujets et la guerre reprend entre les deux puissances. C'est en vain que la Convention de Londres est renouvelée en 1727 (3). Les colons de la Nouvelle-Angleterre persistent à venir pêcher au large de

(1) Sur la réglementation du commerce maritime et plus particulièrement du commerce avec l'étranger et de ses exemptions, voir BN., anc. fonds, vol. 11332, Règlements, traités, mémoires ayant rapport au commerce maritime aux colonies, etc., faits depuis 1715 jusqu'en 1730. Ce recueil est précédé d'une table chronologique et suivi d'une table alphabétique des matières (720 pp.); *ib.*, anc. fonds, vol. 21777, fol. 40-102; I EO 401, 425, 463, 489, 505, 512-520, 581-584; AC. B. 3. 22 (mars 1671), 62 (18 juil. 1671), 12. 25 (31 mai 1686), 47. 1129 (30 mai 1724), 48. 180 (15 mai 1725), 49. 649, 695 (1726), 52. 497 (14 mai 1728), 53. 531 (2 mai 1729), 57. 759 (19 juin 1732), 63. 528 (19 av. 1735), 74. 57 (15 juin 1741), 76. 5, 91. 18 (19 mai 1750); — AC. CII. A. 49. 52, 96, 122, 430 (1727), 51. 335, 339 (1725), 53. 15, 45 (1730), 55. 51, 184, 249 (1731), 56. 11, 211, 303 (1731), 57. 5 (1732), 61. 116 (8 oct. 1734), 69. 120, 243 (1758), 71. 243 (14 oct. 1739), 81. 12 (12 oct. 1744), 125 (pas paginé et sans date, Mém. de M. de Laboulaye; — A. F. 89. 226 (21 avril 1735), 82. 394 (12 mai 1736); — AC. F 3 6. 237 (12 août 1685) 9. 182, 372 (1710 et 1715), 11. 110 (29 sept. 1727), 12. 48, 58 (1732); — AM. B. I. 8. 512, 545, 561 (1716); B. I. 19. 153 (1717), B. I. 29 27 (1718), B. I. 52. 45 (1720), B. 3. 294. 336 (1724), B. 3 315. 280 (177), B. 3. 320. 5, 7, 119 (1727), B. 3. 329. 197 (1729), B. 3. 337. 314 (1720), B. 3 361. 52, 54, 62, 146 (1733), B. 3. 375. 239 (1736); — Arch. communales d'Ille et Vilaine Saint-Malo), C-1 593 (1749-1765), Règlement de 1744; — Ach. de Marseille, C4, 1-43, 86, 119, C4, 8-106, C4, 29-5.

(2) Sur le traité de Whitehall, I EO 257; Jean Dumont, Corps Universel Diplomatique, etc., Amsterdam 1726-1731, vol. VII, Partie II, pp. 141 et s; — Adam Shortt., New France in Its Economic Relations, Canada and Its Provinces, vol. II, p. 489.

(3) V. F.-W. Pitman, The Development of the British West Indies (1700-1763), Yale University Press, 1917, p. 280.

l'Acadie et à prélever de fortes sommes sur le commerce des castors canadiens. Il s'organise notamment entre les particuliers des deux nations naissantes une contrebande audacieuse de ce dernier article. En 1728, on l'évalue à près de 200.000 livres (1). En 1737, la plus grande partie du castor serait allée aux Anglais, grâce à la connivence des Sauvages domiciliés (2). Ce trafic permet d'éluder l'impôt du quart sur les fourrures et distrait du fisc une forte somme.

Des documents nombreux et bien faits nous renseignent sur la nature et le volume du commerce extérieur du Canada sous l'ancien régime. Ils sont de la plume de l'intendant, du Conseil de Marine ou de particuliers. L'intendant transmet chaque année au Conseil de Marine: 1° un état en forme de table contenant les noms des bâtiments, leur port, les lieux de leur destination ou de leur provenance, leur cargaison (3); 2° un extrait du registre du Domaine d'Occident où sont décrites et évaluées les marchandises importées et exportées (4); 3° un état de la balance des comptes et son examen critique (5), enfin

(1) AC. CII. A. 409 (1728).

(2) AC. CII. A. 69. 120 (1738).

(3) V. BN., nouv. acquisitions, vol. 2.649, fol. 53 (1717) et 115-116 (1720), vol. 2.550, fol. 11 (1723), 15 (1724), 28 (1725), 47 (1726), 43 (1726), 76 (1726-1727), 78 (1727), 103 (1728), vol. 2.551, fol. 31 (1728-1729), 83 (1729-1730), 86 (1730), 156 (1730-1731), 158 (1731), 182 (1731-1737), 184 (1732), vol. 2.552, fol. 60 (1732-1733), 62 (1733); — AC. CII. A. 96. 298 (Mémoire par de Montauban, de l'état du Canada après 1748. Le nombre et le port des vaisseaux qui y vont annuellement, l'espèce et la valeur des marchandises que ces vaisseaux y apportent, la quantité et l'espèce qu'ils en exportent); AC. CII. A. 121, 174 (1741), ib., 176 (1748).

(4) Exemple. AC. CII. A. 121. 139 (Extrait des marchandises venues de France, l'Île Royale et des îles françaises de l'Amérique en l'année 1736, suivant les déclarations qui en ont été faites au bureau du Domaine d'Occident à Québec, avec indication de la quantité de marchandises venues pour le magasin du Roi, pour la traite du domaine du roi, pour le compte de la Cie des Indes, etc.).

(5) AC. B. 45 (1 juin 1722). Lettre du Conseil à Michel Bégon; ib., 59. 401 (17 mars 1733), 64. 423 (10 avril 1736), 65. 411 (22 av. 1737), 66. 20 (13 mai 1738), 68. 13 (7 avril 1739), 70. 22 (24 avril 1740), 70. 19 (13 mai 1740), 72. 27 (17 mai 1741), 74. 63 (20 avrie 1741), 74. 50 (1 juin 1741), 76. 78 (14 mai 1743); — AC. CII. A. 55. 353 (17 oct. 1731), 58. 116, 121 (27 oct. 1732), 64. 99 (15 oct. 1735), 67. 295 (2 oct. 1737), 73. 393 (25 oct. 1740), 79. 319 (8 oct. 1743), 84. 167 (3 seup. 1745), 85. 456 (31 oct. 1745), 121. 88 (11 février 1737), 121. 96 (26 fév. 1739), 121. 104 (1745); — AC. CII. C 9: Tableaux du commerce du Canada, l'Acadie, l'Île Royale. Ce volume contient une trentaine de grands tableaux, donnant un état détaillé... depuis 1733 jusqu'à 1756.

4° un exposé des mesures à prendre pour promouvoir le mouvement commercial (1).

Le Canada entretient des relations d'échange avec la Baie d'Hudson, Plaisance en l'Île de Terre-Neuve, l'Île Royale ou Cap Breton, les Îles du Vent (Antilles) et la France. Le triple commerce Québec-Canada-France se fait en un voyage circulaire d'un an. On quitte le Saint-Laurent après la moisson et avant la fermeture du fleuve, c'est-à-dire en novembre; et l'on arrive à la Martinique, à la Guadeloupe ou à Saint-Domingue, que l'on appelle les *îles à sucre* au moment où la récolte des cannes se termine. Là les navires déchargent leur cargaison et se chargent de sucre pour la France vers laquelle ils se mettent en route en février ou en mars et d'où ils reviennent à Québec en juin ou juillet (2).

Les envois du Canada se composent surtout de fourrures, d'huile de loup-marin, de froment et de pois et de bois de construction. Il importe des boissons et du sucre, des fruits et des épices, des étoffes et des merceries, des articles de toilette, des ustensiles de cuisine, de

(1) Citons entre autres : AC. B. I. 135 (17 mai 1669), 10. 18 (10 avril 1683), 48. 180 (15 mai 1725), 50. 515 (8 mai 1727), 52. 542 (24 mai 1728), 53. 512 (19 avril 1729), 55. 569 (10 juillet 1731); — AC. CII. A. 3. 146 (16 décembre 1670), 12. 295 (4 novembre 1693), 121. 64 (16 juin 1716), 121. 78 (20 février 1717), 121. 84 (7 novembre 1720); — CII. G. 2. 164 (6 juin 1708); A. F. 54. 285 (16 octobre 1708), etc.

(2) Marie de l'Incarnation, II. 446-447 (27 août 1670). — Sur le commerce de l'Île Royale et des Antilles, voir : AC. B. EE. 18 (10 avril 1683), 40. 512 (7 décembre 1718), 42. 439 (5 juin 1720), 49. 69 (4 juin 1725), 49. 81 et 93 (1725), 49. 695 (8 janvier 1726), 50. 515 (8 mai 1727), 541 (24 mai 1728), 52. 542 (24 mai 1728), 53. 512 (19 avril 1729), 55. 487 (17 avril 1731), 562, 659 (1731), 57. 659, 733, 759 (1732), 61. 537 (27 avril 1732), 616 (17 mai 1734), 62. 9, 45. 54 (1735), 63. 528, 541, 543, 563 (1735), 64. 466 (4 mai 1736), 65. 53 (10 mai 1737), 65. 480 (13 mai 1737), 66. 20 (13 mai 1738), 70. 19 (13 mai 1740), 72. 27 (17 mai 1741), 74. 57 (15 juin 1741), 76. 113 (28 octobre 1743), 76. 5 (12 juin 1743), 83. 19 (14 mars 1746), 91. 18 (19 mai 1750); — AC. CII. A. 3. 146 (16 décembre 1670), 5. 324 (23 février 1681), 7. 177 (1685), 49. 52 (1727), 49. 430 (1727), 50. 565 (24 mai 1728), 51. 52 (25 octobre 1729), 259 (1729), 60. 126 (18 octobre 1733), 61. 65 (7 octobre 1734), 64. 91 (15 octobre 1735), 65. 55 (12 octobre 1736), 189 18 juillet 1736), 66. ? (7 octobre 1736), 67. 47 (2 octobre 1737), 110 (1737), 79. 343 (9 octobre 1743), 81. 12 (12 octobre 1744), 125 pas paginé, sans date, Mémoire de M. de Laboulaye pour faire connaître qu'il est très important pour le service du roi de révoquer la permission qui a été accordée aux prétendus négociants du Canada et des Îles du Vent, de lier ensemble un commerce maritime (16 pp.); — AC. CII. 69 (1733-1756); CII. D2 (1686); — A. F. 54. 285 (16 octobre 1708).

la vaisselle et de la quincaillerie, des outils, des engins de chasse et de pêche, du charbon, du plâtre et du plomb, du tabac de la Louisiane et des médicaments et des drogues.

A l'époque la plus florissante, l'ensemble des exportations et des retours atteint 4 à 5 millions de livres au Canada, et 3 millions à l'Île Royale. Habituellement les entrées en Nouvelle-France accusent un excédent sur les sorties de 600.000 livres. Et par sorties nous entendons non seulement les denrées, mais encore les 700.000 livres ou plus de lettres de change qui représentent les frais de régie de la Ferme des fourrures et les dépenses administratives et militaires du roi. Il y a un surplus à l'exportation, au moins en trois années, en 1732 (17.011 livres), en 1739 (184.296 livres) et en 1742 (230.791 livres). Il faut prendre garde, les autres années, que l'excédent des entrées est moins considérable qu'il ne paraît à la lecture des Etats du Commerce, attendu que les marchandises importées dans la colonie sont portées au prix vendant tandis que celles expédiées le sont à leur valeur à la sortie. D'autre part les envois en contrebande n'entrent pas en ligne de compte (1).

b). — LE COMMERCE INTÉRIEUR

Une foire s'ouvre à Québec à l'arrivée du premier vaisseau marchand. Elle dure jusqu'au jour où la bise, prodrome de l'hiver, chasse la dernière voile. Les capitaines vendent leurs marchandises en détail contre du grain à la population qui se presse, fiévreuse, sur les quais: la navigation close, il n'est plus permis d'écouler qu'en gros. Il est défendu à l'acheteur pendant ces premières semaines d'accaparer toute une espèce de produits. Le monopoliseur, s'il s'en trouve, doit

(1) Voir supra la liste des Etats du Commerce. A comparer le commerce canadien avec celui des Treize colonies anglaises d'Amérique et leur mère-patrie, non compris les échanges faits avec les Antilles lesquels consistent surtout en sucre et en nègres :

<i>Années</i>	<i>Exportations</i>	<i>Importations</i>
1700-1710	265,763 £	267,205 £
1710-1720	392,653	325,645
1720-1730	513,830	471,342
1740-1750	708,943	812,647
1750-1760	802,691	1,577,419

céder une part de sa mainmise à quiconque offre de lui rembourser comptant son prix d'achat (1).

Une seconde foire se tient dans les trois principales villes, à diverses époques, pour attirer ces autres forains que sont les Sauvages du Pays d'en Haut et les Abénaquis (Pays d'en Bas). Nous avons eu l'occasion de décrire ces grands jours (Chapitre des Pelleteries); nous ne relaterons que quelques règlements à leur égard. Défense est faite de traiter avec les Sauvages en dehors des foires organisées, ou de les empêcher de s'y rendre. Défense est aussi faite de porter des marchandises à leurs tentes, de jour ou de nuit, ou de les diriger sur un étal plutôt que sur un autre. Il est interdit de les enivrer, ou de trafiquer ou de recevoir en gages leurs armes et leurs vêtements. On ne doit pas les endetter pour une somme supérieure à cinq écus (15 livres de France). Il est institué une juridiction spéciale pour les « réclamations par les Sauvages de marchandises ou effets saisis » (2).

Les ordonnances prévoient le lieu et le temps où se feront les échanges entre nationaux; elles déterminent la qualité du commerçant, les poids et les mesures, les prix (3).

Le Conseil Souverain fait établir un marché et une halle (4) dans chaque ville. A Québec, on affecte à cette fin la place de l'église de la basse-ville; à Montréal, la Place d'Armes pour la vente des bestiaux, du fourrage et des bois; la Place Royale pour les autres produits. Il y

(1) Kalm, II. 80-81; — Bougainville, Mémoire de 1757, 3 RAQ 242, 243; — Noël, *op. cit.*, II. 104; — AC. F3. 6. 30 (1683).

(2) AC. F. 4. 492 (11 octobre 1676), 6. 30 (janvier 1683); — I EO 355.

(3) Sur les poids et mesures qui, suivant la Coutume de la ville, prévôté et vicomté de Paris, devaient être marqués ou gravés d'une fleur-de-lys, voir Moreau de Saint-Méry, Lois et Constitution, p. 130; — AC. F3. 12. 69 (9 août 1732); — 4 BRH 192; — JD., 27 janvier 1687, t. III, pp. 110, 328; — Munro, *The Seigneurial System in Canada*, 1907, p. 93; — 2 EO 169 (12 décembre 1715); — 2 EO 116, 135; — AM. B. 3. 375. 239 (1736); — Archives communales d'Ille-et-Vilaine; St.-Malo, C.-1393 (1749-1765), Règlement de 1744; — 2 OI 129 (1732). Marie de l'Incarnation, II. 289.

(4) Sur les halles et marchés, v. JD. 1666, t. I, p. 871, t. II, pp. 126, 139, t. VI, pp. 257-270; — JD. 1706, t. V, p. 239; — Marie de l'Incarnation, II. 446 (1670); — 2 EO 65-73 (11 mai 1676); — 2 EO 258 (22 juin 1706); — Alexis Gagnon, *L'histoire des marchés de Montréal, Le Devoir*, Montréal, 26 février 1924; — 2 EO 24 (1727); — AC. F3. 4. 492 (11 oct. 1676), 9? (22 juin 1706), 123 (22 août 1708), 129 (23 sept. 1708), 13. 250 (19 nov. 1745), 220 (13 avril 1746); — AC. CII. A. 44. 169.

a séance d'affaires deux matins par semaine, le mardi et le vendredi. Le marché aux grains ouvre à 10 heures l'été et à onze heures l'hiver, celui aux légumes et autres marchandises deux heures plus tôt, « afin que les pauvres aient le temps de vendre leurs denrées et après, du provenu d'icelles, en acheter leur provision de blé et de farine ». Aucun article de commerce ne saurait être vendu ni promis avant d'avoir été exposé en vente au marché public jusqu'au coup de cloche annonciateur de la fermeture; c'est commettre une infraction à la loi et se rendre passible d'une amende que d'aller au devant des canots et voitures de charge. Les intermédiaires, — hôteliers, marchands de saison et cabaretiers, — n'ont accès à la halle qu'en seconde ligne, à la deuxième heure. On évite par cette mesure que les comptoirs ne soient dégarnis et la hausse par suite de rareté, avant que le petit consommateur ait fait ses provisions.

Ce n'est plus en semaine, mais le dimanche que les ventes publiques ont lieu dans les campagnes. Sur la place de l'église, à l'issue de la Grand'messe, le syndic des habitants monte à l'estrade et met à l'enchère légumes, beurre et viande, veaux, vaches, cochons, sous un feu nourri de quolibets et au milieu de l'hilarité du peuple (1).

Dans l'intervalle des foires, des marchés et des criées dominicales, le commerce se fait en boutique ou par colportage. La multitude des exploitants de profession ne présente pas l'état amorphe des vendeurs périodiques: elle a, dans chaque agglomération, son syndic, elle constitue une place ou chambre de commerce (11 mars 1717), où les membres traitent entre eux de leurs affaires, nomment des délégués et rédigent des mémoires à l'intention du Conseil Souverain (2).

Mais n'a pas qui veut la qualité de commerçant. Des personnes sont frappées d'incapacité absolue, en raison de leur emploi: fonctionnaires et conseillers (3); ou de leur nationalité: les étrangers, même ceux résidant au Canada et titulaires de lettres de naturalisation (4)

(1) JN 64; AC. F. 3. 9, 37 (12 nov. 1706), 123 (22 août 1708).

(2) AM. B. I. 20. 40 (1717); — AC. CII. A. 37. 202, 20 (11 mai 1717); — BRH 31. 393, 394, 401, 556; — Sur l'établissement d'une bourse des marchands à Québec en 1708, v. Adam Shortt, Documents relatifs à la Monnaie, etc. 1925, p. 122, note 1; — I. EO 369 (11 mai 1717).

(3) 3 RAQ 90; — AC. B. 7. 2 (12 mai 1678), 37, 134, 166, 204 (1715); — AC. B. 11. 40 (31 juil. 1684), 23 (10 mars 1685), 33 (10 mars 1685); — AC. CII. A. 125 (10 déc. 1763); Edit de création du Conseil Souverain, 166.

(4) AC. B. 49. 649 (14 mai 1726), 52. 497 (14 mai 1728), 53. 531 (2 mai 1729)

Les protestants échappent, malgré ce que l'évêque de Québec en fait (1750 et 1755), à cette exclusive. Le Gouverneur et l'Intendant ne se prêtent pas aux visées inquisitoriales du chapitre: il ne leur est revenu aucune plainte contre les huguenots, toujours soumis aux lois et à la police; ils n'hivernent pas ni ne « s'habituent » dans la colonie: ils font le commerce de l'arrivée au départ des vaisseaux; ils ne se réunissent point en assemblées confessionnelles; ils renoncent à toute manifestation extérieure de leur culte; leurs quatorze maisons font les trois quarts du commerce du pays; les fermer serait préjudiciable à la colonie, car le négoce canadien et catholique, limité et pauvre, n'est pas en mesure de fournir seul à la demande (1). Comme les marchands venus de France ou forains il ne leur est permis de vendre leurs produits au détail que pendant deux mois par an, du 1^{er} août au 30 septembre; après cette date ils ne peuvent vendre leurs marchandises qu'en gros, à l'exception de la poudre et du plomb qu'ils sont autorisés à vendre à la livre; il leur est défendu d'autre part de vendre des chemises, des chapeaux, des vêtements, etc., il leur est également interdit de faire le commerce des fourrures avec les Indiens (16,3). Les forains finissent par éluder la prescription de ne vendre en détail que pendant le séjour des navires et à bord. Ils se répandent dans les villes et les campagnes et font une concurrence désastreuse aux négociants du pays. Lésés dans leurs intérêts, ceux-ci adressent des représentations à la Cour (1719). La requête n'est pas exaucée, parce que Vaudreuil et Bégon, invités à vérifier les faits et à mander leur avis, estiment que ce colportage, loin de préjudicier à la colonie, lui procure cet avantage précieux d'obtenir de première main et, partant, à meilleur marché, ce que les intermédiaires lui surfont. Les administrateurs de la province remarquent de plus que les marchands français qui prennent contact avec le sol canadien s'y attachent: les trois quarts d'entre eux finissent par s'y établir (2). Le Conseil de

(1) Charte de la Cie de la Nouvelle-France (1628); — JD., I. pp. 262-263 (20 mars 1664); — AC. B. 10. 18 (3 août 1683), 91. 19 (15 avril 1750). 101. 15 18 (15 juil. 1755), Salone, pp. 4 4 et 292.

(2) Sur les marchands forains, v. 2 EO 65 (11 mai 1676), 100 (1 fév. 1683), 88 (24 avril 1681); — AC. B. 41. 538 (24 mai 1719), 48. 180 (15 mai 1725), 50. 401 (17 mars 1733); — AC. CII. A. 46. 244 (2 nov. 1724), 49. 168 (1727); — AC. F3. 6. 30 (janv. 1683), 141 (22 août 1684); — AC. B. 99. 10 (30 mai 1754); — AC. CII. A. 40. 264 (1719); — JD. II, pp. 72, 861-862 (1683).

France permet aux gentilshommes du Canada de faire du commerce contrairement à la règle suivie dans le royaume « sans qu'ils puissent être recherchés ni réputés avoir dérogé » (1).

Outre l'incapacité absolue, il y a l'incapacité relative: avant d'avoir échoppe sur rue, il faut, pour certaines branches du commerce au moins, obtenir un permis des pouvoirs compétents (2), — lieutenant général, juge du lieu ou l'intendant, selon le cas... Ainsi nul ne peut tenir cabaret qui n'est pourvu d'une licence et n'arbore l'enseigne d'aubergiste (3). Les débits de boissons sont d'ailleurs limités en nombre et soumis à un code spécial. Pour prévenir les désordres, dix cabaretiers seulement sont reconnus dans l'île de Montréal, lieu de rendez-vous des Sauvages. Ils ne vendront que de la bière aux Indiens et au verre. Leurs portes fermeront à neuf heures et ne s'ouvriront pas, de tout le jour, les dimanches et fêtes. Ils sont tenus responsables des délits commis par les clients qu'ils enivrent à l'excès. Ils ne doivent donner à boire « qu'à ceux qui en ont besoin » ! Défense leur est faite de faire crédit aux fils de famille, aux soldats, aux valets et domestiques, ou de prendre d'eux aucuns gages. Le cabaretier n'a pas le droit enfin de fabriquer lui-même du pain pour en vendre aux buveurs et à ses hôtes (4).

Les bouchers doivent également obtenir licence et leur nombre est limité. Le Conseil Souverain organise aussi l'inspection sanitaire des viandes de boucherie. « Les bouchers seront tenus avant de tuer les bestes qu'ils voudront vendre d'avertir le Procureur du Roy de la Prévosté de cette ville, ou celui qui sera par luy commis, du temps

(1) AC. F3. 6. 214 (1685).

(2) Ordonnance de Raudot en date du 4 fév. 1706.

(3) Voici quelques-unes des enseignes que l'on vit à Québec sous le régime français: « La Ville de Larochelle » (1668), « Le Signe de la Croix » (1677), « Aux Trois Pigeons » (1677), « Lion d'Or » (1751), « Le roi David » (18 B. R. H. 62).

La première licence de tenir cabaret en Nouvelle-France est probablement celle que le Conseil de Québec accordait à Jacques Boisdon le 19 septembre 1648 (Ibid.).

(4) OI 2. 217, 3. 48, 49; — 3 RAQ 64; — 1 RAQ 390 (9 janv. 1735); AC. F3. 4. 374 (27 juil. 1680), 6. 141 (22 août 1684), 9. 129 (23 sept. 1708), 172 (23 juin 1710), 330 (5 août 1715), 10. 271 (22 mai 1724), 317 (22 nov. 1725), 327 (2 déc. 1725); — AC. CII. A. 47. 278 (31 oct. 1725), 48. 297 (21 oct. 1726); — Faillon, Ms III, cahier BB., p. 22 (23 juin 1710); *id.*, *ibid.*, cahier C., p. 362; R. Sulte, *Rev. Can.*, 1879, p. 192.

qu'ils les voudront tuer, affin qu'ils s'y transportent pour connoistre sy les bestes sont en assez bon estat pour estre distribuées au public, avec deffences à eux d'exposer en vente aucune viande qu'elle n'ayt été veue par ledit Procureur du Roy ou personne par luy préposée à peine de confiscation d'icelle, de trente livres d'amende pour la première fois, de soixante livres pour la seconde et de cent livres pour la troisième, et interdiction pour toujours du commerce de boucherie... Fait deffences auxdits bouchers de vendre à l'avenir aucunes volailles, œufs, beurre ou autres denrées à peine de confiscation et d'amande arbitraire... » (1).

Le privilège de la panification est réservé à des boulangers authentiques, qui seront, de préférence des natifs du Canada, et, « après eux, ceux qui voudront s'habituer dans ce pays, toutefois après que l'essai de leur pain aura été fait ». En retour, la boulangerie doit être constamment garnie de pain blanc et bis « pour vendre au public au poids et au prix qui seront ordonnés par la police générale » (2).

Deux assemblées de cette police générale, sont tenues tous les ans, l'une en mars, l'autre en octobre, le premier jour du mois, où les principaux citadins et campagnards sont appelés à prononcer sur le prix et le poids du pain comme sur les autres matières d'intérêt public. Le Conseil, informé, proclame le prix courant (3). De même qu'aux fabricants et boutiquiers, il impose un tarif aux marchands de produits importés. En 1665, le Conseil fixe le taux des bénéfices à 55 % sur les marchandises « sèches », à 100 % sur les liquides, et à 120 % sur les autres produits d'une valeur inférieure à cent livres par baril (4). Il prend comme base le prix de la marchandise en France

(1) JD., t. V, pp. 235-236; — 3 RAQ 90; — AC. F 3. 9. 24 (20 juil. 1706).

(2) Sur les meuneries, boulangeries et biscuiteries, v. Massicotte (E.-Z.), Répertoire des Arrêts, Edits, etc., 1640-1760, p. 17, 105; — JD., t. 3, p. 5, 505, t. 6, p. 113; — 2 E. O. 213; — Faillon, Ms xxiv, cahier GG., p. 485, 681-682, 292; ib. cahier EE., p. 221; — Id., Ms viii, cahier II, p. 273; — 3 JN. 39; — AC. CII. A. 48. 60 (2 août 1726), 80, 240 (30 oct. 1743), 85. 375 (1746). AC. B. 57. 629 (8 avril 1732); AC. F 3. 6. 325 (21 mars 1689), II. 110 (29 sept. 1727), 12. 48 (17 mai 1728); 58 (18 mai 1732); 2 EO 169-170 (2 déc. 1715).

(3) Sur les mercuriales, v. EO 2. 65 (art. 41 et 42), 83, 112, 115, 116, 135 (art. 4 et 8); JD., I, p. 171 (1705); ib. VI, p. 119.

(4) 2 EO 17 (30 juin 1664); JD. I, 194, 222, 258; — AC. CII. A. 2. 216; — 4 RAQ 386 (1654); 2 RAQ 4, 41, 117; 4 RAQ 381-382.

tel que marqué aux factures et le fret dont il fixe le taux à soixante livres le tonneau. Les capitaines ne peuvent procéder au débarquement des marchandises qu'après avoir communiqué au Conseil les lettres de voiture. Le conseil fait marquer les étoffes, et, à tout propos, il se fait représenter les livres et mémoires où les noms des acheteurs doivent être mentionnés. Des amendes frappent les délinquants.

La valeur marchande du blé, base du prix du pain ordinaire, est le nombre indice par excellence de l'état économique en général de la Nouvelle-France: il convient d'en retracer la courbe. Avant 1660, il n'y a jamais plus que « les trois-quarts des habitants (qui aient) par leur travail à la terre de quoi vivre » (1), il faut importer du froment, il vaut au moins cinq livres le minot (2). De 1660 à 1690, les emblavures de Beauport et de l'île d'Orléans commencent à rendre, « la colonie peut désormais se passer de la France pour le vivre » (3), elle est même en mesure, sans faire tort à sa provision, de fournir en partie à la subsistance des troupes en garnison (4), puis à celle des Antilles françaises (5): « on vit doucement » (6), le blé ne se paie plus que trois à quatre livres (7); en 1682 on n'en donne que cinquante sols le minot (8). De 1690 à 1695, les chenilles détruisent en partie les récoltes: c'est la disette et la hausse qu'augmente (9) encore la perte en mer, en 1692 de « La Ville de Bordeaux » avec ses farines et son lard (10). Le blé revient à bon marché, en 1695 (11), et reste à peu près stationnaire jusqu'en 1700. Champigny informe le ministre le 20 oc-

(1) V. B. Sulte, *Rev. Can.*, 1879, p. 253.

(2) Marie de l'Incarnation, I. 467 (1652), II. 11 (août 1653).

(3) Marie de l'Incarnation, Lettre du 17 sept. 1660.

(4) JD., I. 205 (juin 1664); Marie de l'Incarnation, II. 313 (29 oct. 1665).

(5) Le ministre à Talon, mars 1671, AC. B. 3. 32.

(6) Jacques de Meulles à Colbert, 4 nov. 1683, AC. CII. A. 6. 181.

(7) Faillon, Ms., xxiv, cahier FF., p. 505 (1671).

(8) AC. F 3. 6. 28 (24 oct. 1682). Sur la différence des prix au Canada et en France à cette époque, v. Duchesneau, CII. A. 5. 290 (13 nov. 1681); J. de Meulles, CII. A. 6. 81 (12 nov. 1682); AC. F 3. 6. 69 (10 nov. 1683), 375 (30 avril 1690).

(9) Froquenac, août 1690, AC. CII. A. 11. 83; — id., 12 et 20 novembre 1690, CII. A. 11. 86; — id., 15 sept. 1692, CII. A. 12. 4, 23; — AC. F3. 6. 375 (30 avril 1690).

(10) AC. CII. A. 12. 50 et 87 (1692).

(11) AC. CII. A. 13. 337 (1695).

tobre 1699 qu'au total labourage et pâturage procurent à l'habitant canadien de quoi vivre « assez commodément » (1). Mais dès l'année suivante et jusqu'en 1718, le Canada passe par une crise aiguë. La guerre, l'avalissement de la monnaie par suite de l'inflation et du moratoire des paiements, la banqueroute de la Compagnie des fourrures du Canada, la disette et la famine, tout fait remonter le barème des prix (2). En conséquence, au mois de juin 1704, René-Louis Chartier de Lotbinière est autorisé par le ministre à fixer le prix des marchandises afin de prévenir des taux excessifs. Les Anglais reçoivent permission de décharger des farines dans le Bas Saint-Laurent (1705) (3). Pontchatrain invite Raudot à faire provision du surplus dans les années d'abondance afin de remédier aux disettes qui reviennent « tous les quatre ou cinq ans, tant en Canada qu'en France » (1709) (4). Les habitants, rudement atteints, abandonnent pour un temps la course des bois et se livrent davantage à la culture des terres et à l'élevage du bétail (1708) (5). Impuissante, la populace murmure. Elle s'en prend à l'administration de tout le mal qui arrive. Elle accuse les hauts fonctionnaires de se rendre maîtres du commerce à leur profit personnel (6). En 1714 elle se rassemble sous les murs de Québec, menaçant de marcher sur la ville si le prix des marchandises n'est pas diminué (7). Devant ces menaces il faut mettre l'embargo sur le blé du pays et procéder à des achats de maïs chez les Iroquois (1715) (8). Des vaches grasses reviennent. De 1718 à 1728 les récoltes sont généralement abondantes et donnent un surplus pour l'exportation (9), les finances sont assainies, on vit en paix avec l'étranger. En 1726, on se procure le blé à deux livres le minot (10). Mais chacun

(1) A.C. CII. A. 17. 66 (1699).

(2) 22 BRH 218.

(3) A.M. 204.

(4) *Rev. Can.*, 1895, p. 604; — Bégon, 12 nov. 1713, A.C. CII. A. 34. 303, 326 (24 janv. 1713); — A.C. B. 35. 306 (28 juin 1713).

(5) A.C. CII. A. 28. 250 (oct. 1708).

(6) A.C. B. 37. 166 (10 juil. 1715), 204 (13 juil. 1715).

(7) J.D., VI. 997.

(8) MA. Amérique, 4 1714): Règlement de Michel Bégon sur le commerce des grains.

(9) A.C. B. 42. 432 (2 juin 1720), A.C. CII. A. 45. 96 (14 octobre 1723), 50. 23 (1 octobre 1728).

(10) A.C. CII. A. 43. 380 (19 décembre 1721).

étant avide de substituer des espèces à sa monnaie de papier et de refaire son portefeuille vend la plus grande partie de ses blés sans s'embarasser où il pourra en prendre pour ses semences. Ils sont mis en magasins et convertis en biscuit pour l'étranger. De là naît une espèce de disette au milieu de l'abondance. Les paroisses envoient à Québec demander à l'Intendant des graines de semence et de quoi vivre. Elles s'imaginent qu'on va délivrer des blés aux dépens du Roi, sans qu'il n'en coûte aux preneurs. Les autorités se contentent d'en faciliter l'achat à ceux qui en ont un vrai besoin en engageant les marchands qui en ont fait des amas, d'en délivrer la quantité que l'on demande en prenant des effets ou des denrées des habitants qui ont de quoi payer, et des sûretés pour leur paiement avec ceux qui n'en ont pas (1). Le 16 mars 1732, l'Intendant défend par Ordonnance d'enlever du Gouvernement de Montréal aucuns blés et farines avant la fin des semences, et d'en enlever après qu'avec sa permission expresse par écrit (2). La récolte de l'année 1734 est suffisante (3) et celle de 1735 est abondante (4). Les chenilles dévastent à nouveau les moissons de 1737 à 1744. Le déficit amène un brusque relèvement de tarif: les prix doublent. On fait des prières publiques et des proces-sions, « le grand vicaire donne pouvoir de conjurer les insectes ». Les habitants de la côte sud qui manquent plus particulièrement de pain errent pendant tout l'hiver de 1738 dans les côtes du nord, qui ont été moins mal traitées, pour y recueillir des aumônes et quelque peu de blé pour semer. D'autres vivent d'un peu d'avoine, de maïs et de poisson. Les villes, où les artisans et les journaliers sont déjà dans une situation fâcheuse, faute de tout travail, se remplissent tout l'hiver de coureurs misérables qui viennent y chercher quelque secours de pain ou d'argent. Ils sont à charge au public et encore plus au Roi. Il se commet des brigandages. Défense est faite de transporter des vivres hors de la colonie. On en demande de France (5). Une

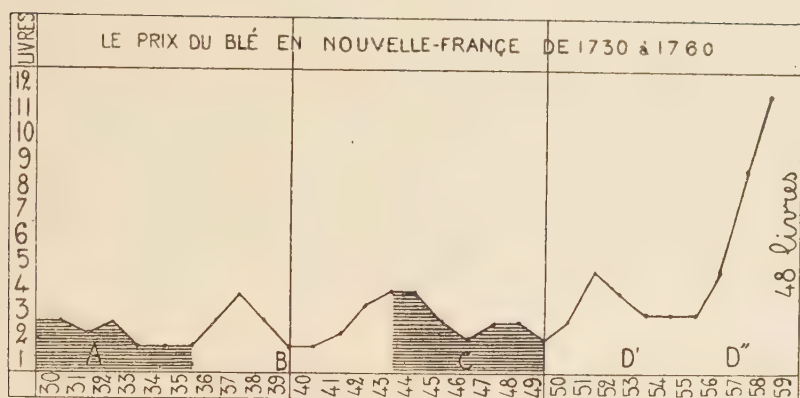
(1) AM. B. 3. 329. 37; AC. CII. A. 51. 121 (10 mars 1729).

(2) AC. F3. 12. 92 ;— CII. A. 58. 5. 99, 126 (1732).

(3) AC. CII. A. 61. 65 (1734), 62. 27, 265 (1734).

(4) AC. CII. A. 64. 7 (1735).

(5) AC. CII. A. 67. 47, 76, 94, 110, 68. 5, 39, 225, 237 (1737), 69. 191 (70. 11, 19, 71. 243 (1738), 73. 52, III (1740), 75. 85 (1741), 77. 22, 277 (1742), 79. 11 62, 137, 231, 257, 260, 249, 319, 379, 80. 3 (1743), 81. 12 (1744); — AC. F3. 12. 302. 304, 312, 317, 324 (1737), 13. 57 (1742); — AC. B. 76. 3 (13 février 1743).



D'après les chiffres fournis par le R. P. Comte et reproduits au tome I^{er} des Titres et Documents, p. 177, et ceux fournis par M. de Bernier, Affaires étrangères, Paris, Mémoires, vol. II, p. 85, et AC. C11. C. 10. 253 (10 avril 1759).

légère détente se produit par la suite (1744) (1) : le recul annonce un bond prodigieux, le bond final et mortel. La chute de Louisbourg, forteresse qui commande la route des mers, provoque une hausse dont la Guerre de Sept Ans (1756) précipite la cadence. La venue de plus de trois mille hommes de troupes, et le refoulement des Acadiens et des Gaspésiens, les maigres récoltes, faute de bras pour les faire, les milices étant en campagne, les captures en mer des provisions de bouche, les exigences accrues et incessantes des Indiens qui vendent chèrement leur fidélité, l'impuissance de la métropole à acquitter les lettres de change aux échéances régulières, la ruine du crédit qui en est la conséquence et l'inflation monétaire, les malversations commises dans tous les services, depuis ceux du gouverneur et de l'intendant jusque dans les transports et les travaux de fortifications, les batailles de frontières enfin désaxent le commerce et font les prix dix fois supérieurs à la normale (2). Quoique la récolte de 1761 ne soit pas bonne, le blé ne manque pas. Le commerce d'Angleterre pourvoit bien le pays, tout le monde y trouve ses besoins (3).

(1) AC. CII. A. 81. 12, 260 (1744).

(2) Voir AC. CII. A. 100. 239 (29 novembre 1753), 102. 30, 51, 53, 81, 106, 180 (1757), 103. 3 (1758), 104. 27, 366 (1759); — MG, bureau du ministère, 3404; — MA, Amérique, 8 (1759); — BN, anc. fonds, vol. 10368, précis pour le sieur Pénissault; — *ib.*, vol. 16207, vol. 47, Mémoire justificatif en faveur de Bigot; — AC. CII. A. 92. 63, 189 (1748), 97. 35. 111, 141, 210, 425 (1751); — AC. B. 95. 27 (1752), 97. 23 (1753); — Mémoire anonyme conservé à la Bibliographie de Saint-Petersbourg, 4 RAQ 96-96; — Le journal de M. de Bougainville, 3 RAQ 202-389; — Adam Shortt, Documents relatifs à la Monnaie, au Change et aux Finances du Canada sous le Régime Français, 2 vol., Ottawa, 1925-1926, les notes infrapaginales de l'auteur sur Bigot, Cadet, Descheneau, Péan, Varin, Le Prevost, La Jonquière, Bréard, Dauterive, Gradis, Duquesne, Prevost, Vaudreuil, Doreil, Moras, Massiac, Indiens (p. 868), Berryer, Lotbinière, Montcalm, Lemer cier, Martin, Beauharnois (intendant); — Cahier des requêtes dans l'affaire Bigot et al., AC. CII. A. 125. 30; Jugement du Châtelet dans l'affaire Bigot, AC. CII. A. 125; — Edmond Roy, Rapport sur les Archives, 1911, pp. 872 et sq.

(3) AC. CII. A. 105. 382 (1 septembre 1762).

E. — LES FINANCES

a). — LE BUDGET (1)

L'initiative en matière budgétaire appartient à l'Intendant, sauf en ce qui regarde l'armée, laquelle est dans la dépendance du Gouverneur-Général. C'est l'Intendant qui, chaque année, au mois d'octobre, transmet au ministère l'état des prévisions. Le document comporte deux parties. Dans un bref préambule l'intendant déclare déposer le « projet des fonds » pour l'année qui vient; il proteste qu'il n'a tenu compte que des besoins qu'on ne peut, sans danger, laisser

(1) Sur les Etats de fonds et les instructions les accompagnant, voir AC. B. 1. 101, 103 (1669), 2. 27 (1670), 3. 18 (1671), 4. ? (1672), 5. 25 (1673), 22 (1674), 60 (1675), 7. 16 et 18 et 22 (1677), 8. 3 (1680), 12 (1681), 11. ?, 35, 37 (1684), 40 (1685), 12. 9 (1687), 15. 7, 24 (1688), 47, 56, 66, 71, 101 (1689), 4 (1690), 16. 152 (1693), 20. 201 (1699), 22. 219 (1699), 27. 4 (1705), 27. 11 (Extrait du produit de la ferme du Canada et des dépendances depuis 1699 à 1704: 29 mai 1706), 29. 1 (1707), 33. ? (1712), 40. 496 (1718), 42. 191 (1720), 44. 573 (1721), 45. 825 (1722), 46. 492, 526 (1724), 47. 1202, 1244 (1724), 48. 827, ? (1725), 49. 627 (1725), 682 (1726), 50. 512, 572, 576 (1727), 52. 531, 532, 538, 550 (1728), 53. 31, 149, 553, 610 (1729), 55. 455, 467 (1732), 61. 614 (1734), 63. 196, 497, 499, 528, 550, 551 (1735), 64. 444 (1736), 65. 429, 481, 482 (1737), 66. 18 (1728), 68. 10, 47 (1729), 72. 18 (1741), 74. 52 (1741), 83. 21 (1746), 87. 35, 38 (1748), 89 (3^e partie). 19 (1749), 91. 67, 41 (1750), 93. 11, 12, 17 (1751), 95. 21, 23 (1752), 97 (4^e partie). 12, 28 (1753), 99 (3^e partie). 16, 26 (1754), 101 (42^e partie). 12, 46 (1755), 102. 10, 16 (1755), 103 (1^{re} partie). 10 (1756), 101. 46 (1755), 103 (1^{re} partie). 10, 12 (1756), 105. 14 bis, 8 (1757), 107. 7, 41, 53 (1758), 109. 10, 12, 61 (1759); — AC. CII. A. 2. 43 (Mémoire sur les dépenses que la Compagnie de la Nouvelle-France a faites depuis 628 jusqu'en 1663: 1663), 95 (1664), 159 (1665), 3. 35 (1665, 1666, 1667 et 1668), 5. 82 (1679), 13. 322, 367 (1695), 15. 120 (1697), 16. 102 (1697), 18. 92, 130 (700), 22. 297 (1705), 28. 250 (1708), 32. 181 (1711), 37. 104 (1717), 38. 74 (1717), 39. 3 (1718), 41. 257 (1720: Dépenses faites au Canada de 1711 à 1714), 45. 272 (1723: Dépenses de 1716 à 1723), 49. 365, 412 (1727), 50. 257 (1728), 53. 130 (1730), 58. ?, 158 (1732), 62. 27, 219 (1734), 64. 4 (1735), 65. 218 (1736), 66. 99 (1736), 68. 54 (1737), 70. 153, 163 (1738), 72. 51 (1739), 73. 334 (1740), 74. 77, 285 (1740), 76. 55, 57 (1741), 78. 2, 92, 97 (1742), 80. 240, 314 (1743), 81. 12, 448 (1744), 82. 198, 204, 284 (1744), 83. 257 (1745), 85. 323 (1746), 86. 36, 51, 56 (1746), 88. 3, 15, 29, 78, 155, 184 (1747) 89. 21, 57, 63 (1747), 92. 181, 232, 195, 341 (1748), 93. 249, 359, 422 (1749), 95. 59 (1750), 96. 10, 82-95 (1750), 98. 309 (1752), 100. 28, 153 (1755), 101. 191 (1757), 103. 506 (1758), 104. 138, 150 (1759), 105. 98 (1760-1768), 113-119 (inclus): t forts vol., dépenses générales détaillées de la colonie, de 1663 à 1754; — AC. CII. D. 2. 187 (sans date, Acadie); — AC. CII. G (?) 30. 368 (1709): recettes et dépenses pendant les années 1707-1708-1709-

en souffrance, et il insiste, il supplie pour qu'il ne soit pas fait de retranchement. Puis il figure dans un tableau évaluatif et comparatif les divers crédits accordés pour l'exercice finissant et ceux requis pour l'exercice à venir; il chiffre les diminutions ou les augmentations, et il expose les motifs qui justifient ces dernières.

Le Conseil de Marine discute le projet en avril ou en mars, deux mois avant que ne s'ouvre, avec la navigation, l'année comptable. Il n'y a pas d'exemple que le législateur ait usé de son droit de refuser son autorisation, et même peu qu'il ait opéré des rabais. En revanche, le ministre multiplie les observations. Il ne manque pas de témoigner de sa surprise que, loin de diminuer les dépenses, on propose des

1710); — AC. FI. 1 6-8 (1675), 20-25 (1677), 31-34 (1677), 35-38 (1677), 73-76 (1678), 88-101 (1679), 2. 1-3 (1681), 88 (1682), 175 (1683), 190 (1683), 260 (1684), 204, 300 (1685), 403 (1686), 3. 83, 93, 105, 218 (1687), 4. 20, 32, 56 (1688), 5. 6, 13, 33 (1689), 6. 8, 25, 39, 49 (1690), 7. 40, 43, 57 (1690-1691), 8. 1, 14 (1693), 209, 211, 213 (1694), 9. 2, 11 (1695), 113, 121 (1696), 10. 21, 50, 51, 60 (1697), 215, 228 (1702), 11. 11, 23, 26, 38 (1703), 48, 118 (1704), 12. 14, 65, 84 (1705), 13. 15, 47, 54 (1706), 14. 34, 40, 50 (1707), 129, 152, 174 (1708), 15. 18, 39, 50 (1709), 16. 4, 42, 60 (1710), 17. 4, 18, 67, 73 (1711), 170, 189 (1712), 18. 77, 91 (1713), 111, 121, 178 (1714), 19. 15, 28, 31 (1716), 192, 204, 243 (1717), 20. 34, 42, 68 (1718), 21. 56, 96, 110 (1719), 258, 270 (1720), 22. 19, 24, 80 (1721), 23. 74 (1723), 204, 207, 224, 231 (1724), 24. 38, 42, 54, 67 (1725), 25. 34, 48, 54 (1726), 26. 30, 36 (1727), 27. 5, 11, 84, 91 (1728), 28. 24, 26, 41, 49 (1729), 29. 27, 35, 58, 62 (1730), 30. 32, 42, 79, 85 (1731), 230, 231, 255, 259 (1732), 31. 39, 43, 56, 75 (1733), 212, 214, 230 (1734), 32. 42, 47, 71, 78 (1735), 33. 29, 47, 277, 279, 290, 195 (1737), 34. 75, 77, 89, 94 (1738); — AC. F3. 2. 382 (1669), 380 (1669), 4. 432 (1675); — A. G2 (Les Aides et les Domaines); — A. M 204 (1703), 802-07 (Mémoires, instructions et projets touchant les finances (XVIII^e siècle); — A. O. 1. 23. 144 (1679: Commission sur l'état des charges du domaine du Canada); — A. P. 3027-6389 (Comptabilité); — MA., correspondance politique, fonds Amérique, 8 (1750-1760: Tableau des dépenses faites au Canada pendant cette période); — AM. B. 1. 8. 31. 376 (1712 et 1713), 500 (1713 et 1714), 29. 297 (1718), 41. 118, 286 (1719), 51. 531, 746 (1720); — AM. E. (Comptabilité, histoire finale du département de la marine, consulter particulièrement E-204: Fonds de la Marine et des Colonies (1679-1789); — BN., nouvelles acquisitions, vol. 1641, n^o 310, 312, 313, 317, 325, etc., Comptes des colonies française de l'Amérique postérieurs à 1750; — BN., collection Clairambault, vol. 1016, 302, fol. 495, Etat de ce que les intéressés des 5 grosses fermes ont payé au Roi pour la ferme du Canada; — BN., ancien fonds, vol. 11340, fol. 563-585, Mémoire sur la régie des finances dans les colonies; — *ib.*, vol. 15628, n^o 618, Ordre au trésorier de l'épargne de payer 6.000 l. tournois pour l'équipement de quelques navires qui doivent accompagner J. Cartier (Paris, 12 mars 1533); — 1 EO 28-29 (1745), 339 (1713).

augmentations. S'il comprend que dans une colonie, il soit juste d'augmenter les crédits en proportion de l'accroissement en population et en activité, — car alors les revenus équilibrent les frais encourus. — il ne peut concevoir que l'administration exige de continuelles majorations, sans que jamais il ne soit question de suppression. Faut-il que, dès que l'on approuve une dépense, elle soit perpétuelle? Le Conseil, dégoûté, annonce son intention d'en venir à un règlement fixe et d'en expédier par avance les états. « C'est ce qu'il fera, lorsque la guerre sera terminée. Pour le présent, il expédie l'état du roi suivant le projet qu'on lui a soumis ».

Les remarques étant d'ordre administratif, elles ne sont pas comprises au budget. C'est le ministre ou le Conseil qui les formule en des lettres postérieures. Le budget, lui, se présente sous la forme d'un arrêt, sous le titre suivant: « Etat de la dépense que le ROI veut et ordonne être faite au pays de Canada ou Nouvelle-France pendant la présente année (1702) ainsi qu'il suit ».

La loi comprend 1° un texte, assez court, divisé en chapitres, en paragraphes et en articles; 2° une injonction. Les comptes se succèdent ordinairement dans l'ordre ci-après: Administration et Sécurité, Justice, Religion, Travaux publics et Assistance. Les nombres sont libellés à la fois en chiffres arabes et en chiffres romains. Le montant global est en plus énoncé en toutes lettres. Le document se termine par un mandement fait au trésorier de la Marine ou au fermier du Domaine d'Occident, selon qu'il s'agit du budget général ou du budget annexe ou additionnel, de payer « en argent de France » les sommes « contenus au présent état », sur la présentation qui sera faite des ordonnances et autres pièces justificatives. Le budget comporte, en effet, deux actes distincts. Les deux émanent du roi, mais l'un, le plus élastique et le plus considérable en tout temps, émarge au fond de la Marine auquel la France entière contribue de ses deniers (Fig. 1 et 2), tandis que l'autre est une charge, à peu près fixe, inscrite au cahier de la ferme du Domaine d'Occident (Fig. 3).

De la création de la Compagnie de la Nouvelle-France (1628) à la capitulation de Montréal (1760), les Pouvoirs publics français et canadiens ont, au bas mot, dépensé au Canada la somme globale de 178.240.578 livres, monnaie de France, soit 2.220.000 livres de 1628 à 1664 (n° 1 de la figure 5), 2.130.000 de 1664 à 1684 (n° 2), 8.602.272 de 1684 à 1700 (n° 3), 10.504.626 de 1700 à 1714 (n° 4), 20.458.457 de 1718 à 1745 (n° 5), 134.325.223 de 1746 à 1760 (n° 6). Par Canada,

nous entendons ici les trois gouvernements de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal (les seules parties en question dans les Figures 1, 2 et 3), le Pays d'en Haut ou des Fourrures, l'Acadie et l'Île Royale.

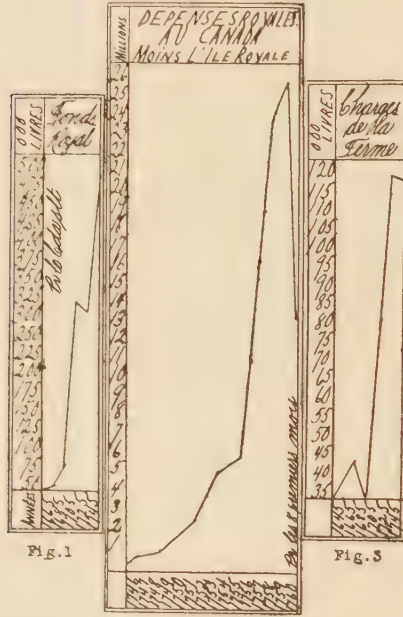


Fig. 2

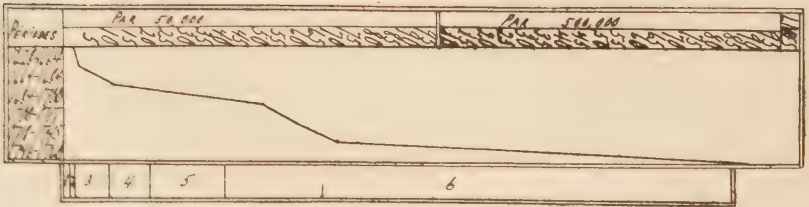


Fig. 4 (en haut)

Fig. 5 (en bas)

Voici quelles sont les moyennes annuelles pour ces mêmes périodes (Fig. 4):

de 1628 à 1664	40.348 livres
1664 à 1684	131.500 »
1684 à 1700	537.642 »
1700 à 1717	617.919 »
1718 à 1745	730.659 »
1746 à 1760 inclus	9.594.658 »

En raison de la dépréciation constante de la monnaie sous la monarchie, les sommes employées par la Compagnie des Cent Associés sont comparativement plus considérables qu'il n'est porté à la figure 5, car dans les années 1628 à 1636, époque de ses principaux débours, une livre tournois achetait autant que 17 livres dans les années subséquentes. Nous n'avons pas la prétention d'être d'une exactitude absolue, bien qu'il soit possible d'y arriver. Les dépenses publiques ont dû se chiffrer plus haut qu'il n'apparaît à nos graphiques, mais les proportions entre les nombres ne sauraient guère être modifiées d'une façon sensible. Nous faisons entrer en ligne de compte les subsides royaux, ordinaires et extraordinaires, les avances à fonds perdu ou les remboursements faits par le roi aux compagnies à monopole, les charges acquittées par la ferme des droits, que la ferme soit entre les mains d'une société, de la communauté du Canada, de simples particuliers ou du ministère de la Marine. Nous avons laissé de côté le produit de la dime, les dotations en terre, les souscriptions individuelles faites pour l'avancement des missions ou à d'autres fins d'intérêt général, les impositions municipales et des casernes, les répartitions pour constructions d'églises et de presbytères, le produit des amendes et des confiscations, la valeur-argent des prestations corporelles, — corvées, milice, logement des troupes. Nous avouons devoir à M. Robert de Roquebrune, archiviste-adjoint du Canada en France, nombre de données que nous utilisons. M. de Roquebrune, en effet, a bien voulu dépouiller pour nous 34 volumes de la série F1 (Archives Nationales, fonds des Colonies), où l'on trouve réunis 170 Etats de fonds faits pour la Nouvelle-France.

C'est à l'Intendant et à ses subdélégués, — commissaires-ordonnateurs de Montréal et de Louisbourg, commandants des postes de l'Ouest, — qu'appartient la prérogative de l'ordonnancement, c'est-à-dire la confection et la délivrance du titre qui permettra au créan-

cier de l'Etat de se présenter aux guichets du Trésor ou mieux au Commis des Trésoriers de la Marine à Québec pour obtenir le paiement des sommes liquidées à son profit. L'Ordonnance est l'imputation d'une dépense sur un crédit autorisé; l'Intendant qui l'émet est tenu de rester dans les limites des prévisions budgétaires. S'il les dépasse, ou s'il en change l'affectation, il engage sa responsabilité. Le cas se produira, mais le rappel à la règle ne se fera pas attendre: Sa Majesté est étonnée, écrira le ministre, qu'au préjudice de ses ordres, vous ayez (Duchesneau) augmenté les dépenses dans la crainte vague d'une guerre avec les Iroquois. Si, à l'avenir, vous excédez les états de dépenses sans cause vraiment justifiable, cet excédent sera réduit de vos appointements (1). Il y a plus, l'Intendant doit régler l'emploi des fonds sur ce qu'il en reçoit effectivement et non sur les mentions portées aux états, même s'il y a perte par sinistre en mer (2).

D'une façon générale, les Intendants exécutent fidèlement le budget, de même qu'ils le préparent avec souci du bien public. Mais le dernier d'entre eux, François Bigot, profite de la guerre pour pêcher en eau trouble, faisant du coup sa fortune et celle de ses amis. Le Conseil de la Marine commence par l'exhorter au devoir, il enfle ensuite la voix, stigmatise ses abus, puis enfin le livre à la justice.

b. — LE FISC

Les modalités diverses sous lesquelles, dans le système fiscal de la Nouvelle-France, l'individu collabore aux charges de la société peuvent se ramener à trois rubriques: service personnel, impôt direct et droits sur les marchandises de consommation. Sous le titre de service personnel, prennent rang des prestations qui ont ce caractère commun de constituer des mesures principalement de sûreté; nous avons en vue la corvée, la milice et le logement des troupes.

La corvée (3) est un travail gratuit qui est dû par le paysan à

(1) AC. B. 7. 1(1677).

(2) AC. B. 16. 125 (1692).

(3) Sur la corvée, voir notre chapitre de l'Agriculture; — notre chapitre de l'établissement, au sujet des obligations des censitaires vis-à-vis leurs seigneurs; — AC. B. 23. 24 (1702), 27. 70 (1706), 38. 121 (1717), 57. 763 (1730); — AC. F3. 297 (1714); — 2 OI 24; — W. Wood: « The corvées required then, instead of municipal taxation now » (*The Canadian Historical Review*, t. II, p. 145).

l'Etat. Le corvéable ouvre les chemins de grande communication et les entretient; il creuse les fossés de défense et élève les palissades, les fortifications; sur réquisition, il transporte les troupes et les munitions sur les points menacés de la frontière (1).

L'habitant doit plus que l'exercice de ses bras aux gens de guerre, il leur doit le droit de gîte, obligation de fournir le logement et le vivre (2). Seuls en sont exemptés les officiers et les gentilshommes. Ce régime évolue, toutefois, et subit, avec le temps, une complète transformation. D'abord, en 1683, l'intendance se charge de ravitailler elle-même les troupes régulières. Puis, sous Bigot, un commis munitionnaire est nommé, auquel on adjuge l'approvisionnement de l'armée (3). Dans le même temps, on construit des casernes où loger la garnison de Québec, les frais étant répartis sur la population de la ville (soit 13.351 livres pour 1751) (4).

Le Canadien est encore astreint à porter le fusil, comme son hôte le soldat, et à faire le coup de feu dans le cas d'invasion. En 1669 le roi ordonne au pouvoir local « de diviser les habitants du Canada par compagnies pour leur faire faire l'exercice de manieient des armes » (5). Au désir du souverain, des capitaineries sont instituées dans chaque paroisse qui forment des contingents destinés à jouer, en période de guerre, le rôle de bataillons auxiliaires.

(1) Il ne faut pas faire porter les vivres à Cataracoui (Frontenac) par corvées, cela dégoûterait les habitants (Le roi à Denonville, 31 mai 1686, AC. B. 12. 25; — « Rien ne se fait en Canada par corvée, et l'habitant est payé de ses travaux, soit pour voitures, voyages, transports, charrois, exprès envoyés pour porter des ordres » (Bougainville, 1757, 3 RAQ.)

(2) AC. B. 35. 89, 47. 1120 (1724), CII. A. 13. 296 et 367; — F 50. 12, 3 bis, 94 (17 mars 1705: historique).

(3) Ce munitionnaire, c'est Joseph Cadet. Le contrat fut signé par Bigot le 26 octobre 1756. M. Barbier en a reproduit les clauses à la page 249 de son ouvrage « Un Munitionnaire du Roi à la Nouvelle-France, Joseph Cadet (1756-1781) », publié à Poitiers en 1900. Voir au sujet de ce contrat la correspondance échangée entre le ministre et l'intendant, AC. B. 103. 223, 105. 238.

(4) Sur l'imposition des casernes, voir AC. B. 50. 523 (1727), 53. 465 (1729) 57. 637 (1732), 89. 35 (1749), 95. 39 (1752); — AC. CII. A. 67. 176 (1732), 95. 96, 100 (1750), 96. 35, 60 (1750), 99. 36 (1753); — AC. F3. 14. 18; 120 620 (1 juin 1753).

(5) Sur la milice, voir AC. B. 35. 75, 36. 400, 48. 780 (15 mai 1725). Le roi à Vaudreuil et de Chazel: Les habitants, les domestiques, les ouvriers doivent être compris dans la milice. Les huissiers doivent y servir à l'exception des huissiers audienciers. Si les gentilshommes ne veulent pas servir comme officiers de

Au service personnel s'ajoutent des impositions en nature et en argent. Les principales d'entre ces prestations ne sont pas perçues en vertu d'un rôle nominatif, mais à l'occasion d'un fait qui suppose le déplacement d'une valeur ou la circulation d'une richesse: elles sont indirectes et leur ensemble constitue la Ferme du Domaine du Roi ou d'Occident en Canada; mais il y a deux impôts qui frappent directement la personne de chaque contribuable: le cens et la dime. Le cens est une redevance payée par le roturier au titulaire du fief (1). Nous en avons fait l'étude au chapitre de l'Etablissement; nous ne nous répéterons pas. Passons à la fiscalité ecclésiastique (2).

Aussi longtemps que le service du culte est fait au Canada par des missionnaires sans résidence attitrée, c'est le Chapitre de Québec qui les délègue en tournée qui perçoit la dime, offrande égale au treizième de tous les fruits de la terre. Mais le contribuable, et le roi qui parfait le compte, critiquent l'organisation. Au contribuable la dime paraît trop lourde en comparaison du service intermittent donné en retour par des prêtres de passage, qui ne séjournent pas assez auprès de lui pour le comprendre et mériter son attachement. Il menace de ne rien payer du tout. Le Conseil de Québec abaisse alors la dime de moitié; les terres nouvellement défrichées en seront exemptes pour cinq ans, et le prélèvement se fera sur le blé en grains et non en gerbes. Le Clergé appelle de l'Ordonnance à la Cour, mais le pour-

ces milices, ils y serviront comme soldats; — AC. CII. A. 3. 22 (3 avril 1669); — Faillon, *Histoire de la colonie française au Canada*, t. III, pp. 149-150; — Salone, pp. 275-277; — 2 RAQ 45; — Organisation, équipement, aptitudes, campagnes, 3 RAQ 29 (1759).

(1) Sur les cens et rentes, voir AC. B. 54. 463 (25 avril 1730); — AC. CII. A. 37. 204 (5 juillet 1717), 45. 23 (14 octobre 1723), F3. 9. 105 (13 juin 1708).

(2) Sur les dimes, allocations, dots, gratifications, etc., voir EO 1. 231 (mai 1679), 305 (12 juillet 1707), 339 (septembre 1713); — AC. B. 8. 1 (1681), 31 (1682), 10. 4 (1682), 11. 34, 46, 18 (1684-1685), 12. 5, 25 (1686), 17. 240 (1695), 20. 201 (1699), 22. 245, 261 (1701), 23. 24, 93 (1702), 215, 101 (1703-1704), 27. 47 (1705), 29. 30 (1707), 50. 515 (1727), 57. 652, 707 (1732), 90. 61 (1749), 101. 14 (1755), 5. 12, 8, 88, 106, 290, 373, 375 (1679-1681), 6. 81, 134 (1683), 47. 426 (1725), 50. 476 (1728), 53. 394 (1629); — AC. E. 194. 21 (1707); — F3. 9. 67 (6 juillet 1707); — 3 OI 246 (1667); — 1 EO 34-35; — 2 RAQ 116 et suivants; — Bougainville, 3 RAQ (1757); — 1 EO 377, art. 54 (1717); — Charlevoix, *Histoire du Canada*, I. 340; — H. Lorin, *Frontenac*, p. 127 et sq.; — Salone, 271-275; — Dionne, *Revue Canadienne*, 1895, pp. 602 et suivantes; — Munro, *The Seigneurs of Old Canada*, Toronto, 1915, pp. 129-130; — Raynal, VII. 271.

voilà est rejeté; elle confirme le dictum des magistrats. Elle se désintéresse de la quotité de la dîme; son étude est d'enlever au Séminaire la recette pour en céder la libre disposition à des curés qui, établis à demeure auprès des fidèles tireront de leur reconnaissance les subsides nécessaires à leur entretien et ne grèveront plus l'Etat dans la proportion de 6 à 8.000 livres chaque année. La mesure aurait cet autre avantage de consolider le sédentarisme des populations, objectif de Colbert. Un édit déclare donc (mai 1679) fixes et perpétuelles, les cures jusque là amovibles, et proclame décimateur le curé même de la paroisse, quitte à celui-ci d'exploiter lui-même son droit ou de l'affermier.

L'édit dont on se promettait tant de bien, se heurte aux puissances conjurées: au mauvais vouloir du peuple, aux scrupules du pasteur, voire à l'intransigeance de l'évêque. Les prestataires accepteraient volontiers des curés sédentaires, mais leur empressement ne va pas jusqu'à faire les frais de cette installation. Ils ne voient dans l'arrêt qu'une manœuvre du roi tendant à se libérer d'un fardeau qui lui incombait et à en charger leurs épaules. Les curés, par suite, ne trouvent ni collecteurs ni fermiers, et ne veulent eux-mêmes solliciter sans cesse l'aumône, au risque d'engager des discussions peu compatibles avec leur caractère sacré. L'un d'eux commet « l'imprudence d'ajouter aux commandements de l'Eglise un 7^e commandement pour le paiement des dîmes, il en fait même la matière d'un prône »; mais le roi réprimande ce curé comme d'abus et se réserve de le punir en cas de récidive (1). L'évêque, enfin, craignant que l'indépendance financière des curés ne nuise à son autorité sur leur collège, se refuse à consacrer les nouvelles églises, si elles ne sont, — chose souvent impossible, — construites en pierres, solides et durables.

Les magistrats de Québec décident, dans cette conjoncture, qu'il sera institué, dans chaque paroisse, un Conseil ou fabrique, à qui il ressortira de centraliser les revenus de la dîme et de verser au presbytère la portion congrue (800 livres) (23 décembre 1680). Ainsi prend naissance un régime qui subsiste encore de nos jours.

Les charges que nous venons de définir sont secondaires à côté des impôts qui sont assis sur des choses ou sur des actes et non sur des personnes. L'élément essentiel du système fiscal canadien, il faut le chercher dans les douanes.

(1) AC. F3. 9. 67 (6 juil. 1707).

Les douanes atteignent les marchandises au moment de leur introduction dans le pays et au moment où elles en sortent. Il y a un double droit d'exportation (1653). Le premier frappe toutes les peaux de castors présentées, à Québec, au buraliste du monopole des fourrures; il est proportionnel au quart et s'acquitte en espèce. Le second est établi sur les peaux d'originaux; son quantum est du dixième.

Les marchandises « sèches » qui entrent dans le pays donnent primitivement lieu (26 septembre 1663 et 10 juin 1664) à la levée par le fisc de 10 p. 100 de leur valeur. Ce droit est aboli le 20 octobre 1679 et le faix en est reporté sur les boissons et le tabac. La barrique de vin est frappée de 10 livres, celle de l'eau-de-vie de 25, et chaque livre de tabac est imposé à 5 sols.

L'ensemble de ces douanes, auquel on adjoint le monopole de la traite dans l'étendue du territoire de Tadoussac et quelques menues taxes dites du Domaine, est donné à bail jusqu'en 1732, époque où le fermier passe la main au ministère de la Marine (1).

Aubert de la Chesnaye donne de la ferme en 1663 46.500 livres (J. et D., t. 1, pp. 39-40). Elle se maintient à peu près à cette valeur jusqu'au jour où la Compagnie des Habitants (1700) l'obtient contre une rente annuelle de 70.000 livres. Si faible, toutefois, qu'en soit le prix, le rapport ne le couvre pas, et la compagnie fait banqueroute. Le castor ne se vend qu'au prix d'achat; les originaux, dont on tuait 20.000 têtes dans les premières années de l'établissement se sont raré-

(1) Sur la ferme et les droits qui la constituent. v. AC. B. 3. 22 (1671), 5. 22, 59, 62, 65, 73 (1674-1675), 7. 23 (1675), 11. 28 (1684), 23. 218 (1703), 27. 11 (1706), 40. 306 (1718), 44. 535 (1721), 59. 441, 447 (1733), 61. 551 (1734), 63. 496 (1735), 87. 41, 47 (1748), 89. 46 (1749), 97. 47 (1753), 107. 34 (1758); — AC. CII. A. 1. 290 (1652), 284 (3 mai 1653), 296 (1656), 5. 373, 375 (1681), 10. 158, 171 (1688), 175 (1686), 177 (1681), 325 (1689), 11. 171 (1690), 23. 3 (19 oct. 1705), 41. 352 (1720), 42. 35 (1720), 48. 272 (1726), 60. 240 (1738), 74. 92, 93 (1740), 80. 379 (1743), 85. 197 (1746), 87. 268 (1747), 90. 99, 101, 103 (1747), 95. 61 (1750), 90. 69, 129 (1750), 98. 303, 460 (1752), 99. 23 (1753), 121. 180 (1748), 121. 239 (1714), 125 (1666); AC. E. 768 (1708); — AC. F. 3. 4. 8 (20 oct. 1670), 431 (4 juin 1675), 6. 105 (10 av. 1684), 148 (4 nov. 1684), 238 (1685), 8. 297 (1702), 323 (18 av. 1703), 9. 107, 122, 299, 302 (1708-1715), 10. 118 (1715), 13. 169 (1744); — A. M. 204 (Mém. de Linc demandant la suppression du d. de quart); — BN. anc. fonds, vol. 26.412, 104 (1687-1688); — BN. coll. Clairambault, vol. 1016, 302, fol. 495 (1 EO 589 (23 janv. 1747), 591 (fév. 1748); — 2 EO 257 et 1 EO 591 (sur le mode de paiement); — Petit, Droit public des Colonies françaises, p. 102; — D'Auteuil, 2 RAQ 76-77 (1719); — BRH 2. 187, 192, 3. 59, 8. 211, 31. 294; — Salone, 206-207, 211, 212-213, 214-215, 420 et sq.

fiées et cherchent refuge dans les bois et les montagnes; la guerre entrave le commerce maritime et, partant, la perception des douanes: les droits d'entrée passent de 72.000 livres (1699) à 42.000 (1700) et même à 11.000 (1701). Tant y est que le fisc ne touche plus, chaque année, que la somme dérisoire de 39.720 livres.

Une réforme du système fiscal est devenue indispensable. Il est sursi à la levée du quart, afin de pouvoir concurrencer les prix offerts par les Anglais. Par contre les menues pelleteries, — loutres, martres, ours, loups cerviers et autres, — paieront 5 livres le cent pesant; les droits perçus sur les boissons sont majorés: les 7 sols qui pèsent sur la barrique de vin sont portés à 57, les 18 de l'eau-de-vie à 25; enfin, les draperies, merceries, bonneteries et épiceries acquitteront 50 sols le cent pesant, la quinquaillerie 25 sols (1703) (1).

Le relèvement du barème et la création d'impôts nouveaux ne suffisent pas toutefois à couvrir les dépenses qui se chiffrent maintenant à 300.000 livres; tout au plus font-ils figure au palliatif. Nous sommes en 1713, une guerre malheureuse dépouille la France de la Baie d'Hudson, de Terre-Neuve et de l'Acadie, avant-postes du Canada. Il s'agit de construire Louisbourg pour garder le Saint-Laurent de ses ennemis. Le roi propose d'imposer d'un dixième tous les biens situés au Canada (2). La tentative avorte, comme toutes celles qui, par la suite, viseront directement la personne ou la terre. Le ministre a beau soutenir le paradoxe mirobolant que les charges publiques produisent l'abondance et l'ordre (3), il ne persuade pas ses administrés. Le Gouverneur et l'Intendant répondent au sophiste que pour mettre en vigueur le 40^e dans les campagnes, ou la taille dans les villes, il est nécessaire d'augmenter les troupes de 600 hommes. Or, comme les impositions projetées ne rendraient que 40.000 livres et que 600 hommes coûteraient 140.000, il n'y faut plus songer (4).

(1) AG. F3. 8. 323 (18 avril 1703). Aussi longtemps que la concurrence anglaise ne se faisait pas sentir, c'est le Sauvage qui supportait le poids de l'impôt du quart (D'Auteuil, 2 RAQ 70), mais ensuite ce furent les colons; aussi ceux-ci cherchèrent-ils et ils réussirent à en rejeter le poids sur les marchands du royaume et en changeant l'assiette; ils essayèrent même de réduire les importations d'eau-de-vie en substituant la bière à l'alcool, mais ils échouèrent dans leur tentative.

(2) AC. B. 35. 112 (8 juillet 1713).

(3) AC. B. 59. 441 (24 avril 1733).

(4) AC. B. 61. 551 (6 mai 1734). — Voir aussi AC. B. 59. 447 (1733); —

Pour des raisons identiques, on laisse dans les cartons, en 1754, un plan de capitation fort curieux. L'auteur prend comme assiette une population de 55.000 âmes. Il prévoit un rendement de 225.842 livres. Il attend de chaque tête une somme fixe, préétablie, proportionnellement aux facultés présomptives de chacun; l'échelle comporte comme échelons extrêmes 20 sols et 1200 livres. Sauf les enfants au-dessous de 7 ans, personne n'est exonéré, ni femmes, ni domestiques, ni officiers de justice ou militaires, ni fonctionnaires de quelque grade qu'ils soient, ni religieuses, jésuites (100 livres), ou évêque (600 livres) (1). L'immunité ecclésiastique n'est pas complète, en effet, au Canada. Les missionnaires mêmes, s'ils ont des biens personnels, ont à fournir des pieux pour les palissades, bien qu'ils reçoivent d'autre part des gratifications de l'Etat pour leur subsistance et leurs œuvres (2). Le séminaire de Saint-Sulpice reçoit chaque année du roi une subvention de 6.000 livres, mais c'est en vain qu'il « se donne du mouvement » pour se libérer du droit des fortifications à Montréal: il est tenu d'acquitter sa quote-part (2.000 livres) (3).

Les habitants se montrent moins réfractaires au nouvel impôt indirect de 3 % qu'après bien des hésitations, le roi établit, en 1748, et met en vigueur en 1751, sur toutes les marchandises franches antérieurement du droit d'entrée et de sortie (4). Il ne souffre d'exemption que pour les denrées du cru des Antilles françaises (5) ou pour celles du Canada qui y sont exportées. L'objet de ce privilège est de donner

ib., 63. 496 (1735), 64. 428 (1736), 76. 88 (1743); 93. 17 (1751), 95. 39 (1752); — F3. 6. 148 (4 novembre 1684).

(1) AC. CII. A. 99. 529 (1754). — Ce projet est intéressant à cet autre point de vue, qu'il est en quelque sorte un recensement de la population et qu'il fait l'énumération de tous les fonctionnaires du temps au Canada, la distinction entre les personnes aisées et celles qui le sont moins ou pas du tout.

(2) AC. B. 23. 215 (1703), 101 (1704), 42. 439 (1720), 90. 61 (1749).

(3) AC. B. 50. 485 (1727).

(4) AC. CII. A. 121248 (1748); — AC. B. 87. 41, 47 (1748), 89. 46 (1749), 97. 47 (1753); — 1 EO 589 (23 janvier 1747), 591 (février 1748); — AC. CII. A. 121. 180 (« Tarif des droits à percevoir en Canada en vertu de l'édit de 1748 », avec un mémoire concernant la régie de ces droits, etc. (92 pp.).

(5) Sur les exemptions consenties en faveur du commerce intercolonial, voir BN, ancien fonds, vol. 21777, fol. 107-108, 148-151, fol. 97-98 (1726); — AC. B. 48. 780 (1725), 50. 2 (1727), 53. 40, 48 (1729), 59. 527 (1733), 65. 422 (1737), 87. 41 (1748), 91. 4, 8 (1750), F20. 106 (24 février 1750), F21. 66 (1752), F22. n 2255 (1754), F3. 6. 234 (1685), 14. 1 (1750); G. 1. 83-84 (1726 et 1737); — AM. B. 1.

essor au commerce intercolonial. Les droits d'entrée rapportent 450 mille livres en 1755. L'année suivante, en raison de la déclaration de guerre, ils retombent à cent vingt mille livres. La moyenne dans les vingt dernières années est de cent mille écus. C'est insuffisant pour acquitter les charges fixées au budget.

c. — LES OPÉRATIONS DU TRÉSOR ET LE SYSTÈME MONÉTAIRE (1)

Aussi longtemps que le commerce ne se fait au Canada qu'entre Européens et Sauvages, on y voit peu d'argent. Quel besoin en aurait-on? les marchandises s'échangent contre les marchandises ou contre les prestations de service: l'Etat et les Compagnies rétribuent leurs préposés soit en nature, soit en bons sur les magasins, soit enfin en quittances convertissables en lettres de change sur France.

Mais, une fois Montréal fondé (1642) et la collectivité canadienne assez nombreuse et forte pour assumer l'exercice du monopole commercial (1645), on ne tarde pas à ressentir à Québec le besoin d'une monnaie propre au pays. Le peu qu'il en vient de frappée du royaume dans les goussets des recrues ne roule pas longtemps en Amérique, soit qu'on le thésaurise, soit que la Colonie ne produisant pas assez pour s'acquitter en entier vis-à-vis de ses correspondants, elle soit contrainte de payer en argent le surplus des importations. Cet inconvénient ralentit le commerce intérieur et retarde le progrès de la communauté.

Comme premier remède, l'Etat use tout naturellement de vivres, d'ustensiles, de draps et de lettres de change dites « ordonnances », « acquits » ou « acceptations », entre les différents postes de la colonie et Québec, comme il fait déjà entre Québec et la métropole. De leur côté, les marchands locaux émettent des bons ou billets à valoir sur leurs maisons de commerce, bons qui donnent lieu à beaucoup

8. 31 (1716), 207 (1716); — Archives de Marseille, C4, -92 (1743), C4. 1-93 (1743), C4. 1-130 (1750).

(1) V. Adam Shortt, Documents relatifs à la monnaie, au change, et aux finances du Canada sous les régimes français, 2 vol., Ottawa, Publication du Bureau des Archives du Canada, 1925-1926, 1125 pp., illustrations, notes et introduction de M. Shortt; — N.-P. Breton, Histoire illustrée des monnaies et jetons du Canada, Montréal, 1894; — Zay, v. Bibliographie; — Dufrène de Francheville, Histoire générale et particulière des Finances, Paris, 1738.

d'usure, comme les transports de vivres donnent lieu à beaucoup de fraudes et de friponneries. De plus, les « porcelaines » indigènes et les denrées du pays de grande consommation passent pour monnaie courante — la morue dans le golfe, l'anguille et le blé dans le Saint-Laurent moyen, l'orignal au Saguenay, le chat sauvage à Détroit, le castor partout, car le castor a, sur les autres marchandises, cette supériorité d'être « de l'or et de l'argent tout fait » même après qu'il a servi comme étoffe, et encore « la meilleure étoffe », « la plus facile à mettre en usage » (1). Pour écarter les disputes et faciliter le négoce, les denrées-monnaies sont préalablement étalonnées en livres, sols et deniers et les comptes tenus tout comme s'il s'agissait de métal dûment frappé. A 4 francs le blé est une offre légale, c'est-à-dire qu'un débiteur peut l'offrir à son créancier en paiement de sa dette (1665). De même en est-il, cinq ans plus tard, de la peau d'orignal.

La tarification ne tarde pas à sortir des inconvénients. La compagnie qui jouit du monopole des peaux de castor s'aperçoit que leur prix baisse en France, alors qu'en vertu d'un arrêt du Conseil souverain, il reste fixe au Canada. Pour n'être pas en perte, et rétablir l'équilibre compromis elle augmente tout simplement le prix des marchandises dont elle est le principal fournisseur. Mais alors ce sont ceux qui paient une espèce qui sont lésés, à moins qu'il ne s'établisse deux prix sur le marché, l'un pour les paiements en nature, l'autre pour les paiements en numéraire. En 1669 le Conseil de Québec et la compagnie conviennent de diminuer, l'un le prix des castors, l'autre le prix de ses effets.

Somme toute les denrées sont d'un médiocre adjuvant. L'épargne ne s'en accommode pas et le petit commerce réclame de petites coupures. Personne ne les accepte si leur valeur réelle est inférieure à leur valeur nominale, personne ne les donne si leur valeur marchande dépasse leur valeur portée au tarif. Les variations dans un sens ou dans l'autre font tour à tour la ruine du créancier et du débiteur. Pour ces raisons, les autorités canadiennes s'appliquent à retenir les pièces en cours et à les augmenter de nouvelles. Elles rehaussent les espèces d'un huitième puis d'un cinquième et enfin d'un quart (2). Les inconvénients qui en résultent contrebalancent les avan-

(1) Rel. des J., 1636, pp. 48-49.

(2) 18^e Juillet 1654, 7 oct. 1661, 20 mars 1662, AC. CII. A. 1. 496.

tages. Le même numéraire est dit « monnaie de France » quand on le prend sur le pied de la valeur qu'il a en France, et « monnaie du pays » quand on le regarde sur le pied du cours qu'il a dans le pays. Les marchandises se vendent d'un tiers plus cher que dans le royaume. Les fonctionnaires obtiennent du Conseil que leurs salaires soient payés en monnaie de France (1). L'Intendant prévoit la même exception pour les droits d'entrée (2). Les négociants rafflent pour leur bas de laine ou leurs achats en France les pièces sonnantes et trébuchantes en métal précieux, ne laissant en circulation que les monnaies de cuivre et les réaux, piastres et patagons d'Espagne, abîmés par un long usage, que la contrebande introduit en Nouvelle-France (3). Dès lors il devient nécessaire de ramener le billon au cours de France et d'en limiter au quarantième le montant obligatoirement recevables dans les règlements de compte (4). Un arrêt de 1681 détermine la valeur des espèces hispaniques en raison de leur poids; une ordonnance de novembre 1683 enjoint au public de les apporter au trésor pour qu'il les pèse au trébuchet et les estampe (5).

Le pouvoir local ne se contente pas d'attirer les monnaies de la métropole et de l'étranger en les rehaussant, il remontre au roi qu'il serait plus avantageux de faire passer des espèces à compte des fonds ordonnés pour la colonie que d'envoyer des marchandises, ne convenant pas que Sa Majesté tienne boutique en concurrence avec les marchands du pays et à leur préjudice (6). En réponse le monarque fait passer à Québec le régiment de Carignan et lui paie sa solde de la façon demandée (7). Mais l'argent apporté disparaît une fois de plus. Ceux qui le peuvent le fondent et convertissent en vaisselle, en croix de Saint-Louis et autres bijoux (8). Le plus grave, c'est que les con-

(1) 4 JD. 164 (22 fév. 1688).

(2) Raudot, 17 fév. 1705, 2 EO 257.

(3) Talon au roi, 2 nov. 1671, AC. CII. A. 159.

(4) 10 janvier 1667, 1 JD 370; 14 fév. 1667, 1 JD 377; — 5 oct. 1722, AC. F 3. 13. 177.

(5) 2 EO 90 (10 sept. 1681); — 2 JD 733 (15 déc. 1681); — 2 EO 98 (13 janv. 1683).

(6) 1 JD 205 (18 juin 1664); — Frontenac au ministre, 2 nov. 1695, AC. CII. A. 13. 378.

(7) Marie de l'Incarnation, II. 312-313 (1665).

(8) Talon au roi, 2 nov. 1671, AC. CII. A. 159; — De Goutin au ministre, Port-Royal, 8 déc. 1704, AC. CII. B. 5. 39, 125, 27. 334.

trebandiers en portent aux Anglais et que les réserves du royaume s'en trouvent diminuées. D'où la défense de transporter des espèces d'or et d'argent en Amérique, promulguée le 4 mars 1699 (1).

On s'imagine mettre fin à la fuite des monnaies métalliques en dotant l'Amérique française d'un numéraire qui lui soit propre. Avec la permission du roi, les Compagnies des Indes occidentales et d'Occident font battre, à Perpignan, à Rouen et à La Rochelle, des pièces d'argent (15 sols et 5 sols) et de cuivre (12 et 6 deniers, liards ou doubles) lesquelles n'auront cours que dans l'étendue de leur concession (2). Quelle n'est pas leur surprise! Les marchands du Canada se refusent à recevoir la nouvelle devise dans les échanges, précisément parce qu'elle n'est pas valable au dehors (3). Ils aiment mieux donner cours à des bons (1683).

Jusqu'ici le Roi envoyait chaque année au Canada sur l'un de ses vaisseaux tous les fonds nécessaires pour l'année courante et les six premiers mois de l'année à venir. Maintenant, en raison des complications internationales et le marasme des finances du Royaume, les fonds ne peuvent être remis d'avance. On se contente de satisfaire aux besoins de l'exercice courant. Mais, comme le vaisseau qui porte les fonds n'arrive ordinairement au Canada qu'au mois de septembre ou d'octobre et que presque toutes les dépenses de l'année sont alors faites, l'Intendant se voit dans l'obligation de recourir à des expédients pour remplir le trésor de Québec et honorer ses engagements. Il ne s'agit ici que de ce qui est payé sur les fonds de la marine, car ceux qui sont assignés sur la ferme du Domaine, aux rentrées toujours fixes et exemptes de frais variables, sont promptement payés sur les lieux pour le fermier sans interruption (4). Aussi considère-t-on comme une faveur spéciale d'être placé sur l'état des charges de la

(1) Shortt, Documents, 42 (28 avril 1677); — 4 JD 369 (23 nov. 1699).

(2) Arrêt du Conseil d'Etat, 26 nov. 1663, Shortt, Documents, p. 8; Arrêt du Conseil d'Etat du 26 nov. 1665, Shortt, Documents, p. 16; Déclaration du roi du 19 fév. 1670, Zay, Hist. monétaire, p. 41; Talon au roi, le 2 nov. 1671, AC. CII. A. 3. 169; Arrêt du Conseil d'Etat du 18 nov. 1672, Zay, op. cit., pp. 46-47; Lettres patentes du 9 mars 1717, A. A. 21. 46; Edit du roi du 1^{er} juillet 1721, 1 E. O. 437.

(3) 14 oct. 1723, AC. CII. A. 45. 33; 6 juin 1724, AC. B. 47. 179; 2 nov. 1724, CII. A. 46. 56, 29 mai 1725, ib., 173.

(4) Le Conseil de la Marine, 12 avril 1717, AC. CII. A. 37. 199.

Ferme à côté des officiers civils et de justice et des maisons religieuses. Les fonds de la marine, qui pourvoient à la subsistance des troupes, à la construction et à l'entretien des fortifications, aux entreprises de guerre, aux gratifications, et aux nombreux présents offerts aux Sauvages, étant tirés du revenu général du royaume, sont sujets à toutes les vicissitudes des finances nationales.

C'est ainsi qu'en 1685, l'Intendant Jacques de Meulles éprouve de grandes difficultés à pourvoir à la nourriture des troupes. Il n'y arrive, l'espace de quatre ou cinq mois, qu'en usant de ses propres deniers et de son crédit personnel. Le 25 avril le Gouverneur permet à tous les soldats de chacune des dix compagnies qui sont en garnison dans le pays, de travailler et de s'engager chez les habitants afin de vivre jusqu'à l'automne. Mais l'expédient ne produit pas l'avantage qu'on s'en est promis. Des soldats sont hors d'état de gagner, et bon nombre de ceux qui le peuvent ne trouvent même pas à s'employer, la plupart des cultivateurs ayant déjà fait leurs semences et n'ayant plus besoin d'auxiliaires. Il devient nécessaire de lancer un emprunt au nom de l'Etat. Des marchands s'offrent, sous main, comme banquiers. Ils offrent de l'argent monnayé du pays à la charge d'être remboursés argent de France. Comme le Roi aurait perdu un tiers au marché, de Meulles aime mieux faire appel au public. Il le fait, au moyen de bons à court terme, tout comme les marchands en ont l'habitude. Il coupe des cartes à jouer en quatre, leur attribue une valeur d'un écu (quatre livres), de quarante et de quinze sols, les signe au dos de son nom, y appose le cachet de ses armes et son paraphe et leur donne cours forcé, déclarant qu'il en tiendra compte aux porteurs, sur les plus prochains fonds du roi et en son propre et privé nom. Il en met ainsi en circulation pour une somme de 39.000 livres (1).

La monnaie de carte est bien accueillie du public et de Meulles la retire de la circulation, en vertu d'une ordonnance du 5 octobre

(1) C. l'ordonnance de J. de Meulles du 8 juin 1685, conservée aux Arch. du Sém. de Québec et reproduite par Shortt, à la page 68 des Documents sur la monnaie. La plupart des historiens, y compris Charlevoix (III, 92) et Salone (p. 301) ont attribué à Bochart de Champigny l'introduction de la « monnaie de carte » au Canada (1691). Aux Etats-Unis, la première monnaie de papier a été émise par la colonie du Massachusetts, en 1690 et 1691 pour payer les soldats qui avaient pris part à l'invasion du Canada (Van Metre, op. cit.).

de la même année, « Sa Majesté ayant envoyé les fonds » (1). Le ministre, au contraire, désapprouve le procédé, « cela estant extrêmement dangereux, rien n'estant plus facile à contrefaire que cette sorte de monnaie » (2); il permet, en revanche de tirer sur France, dans le besoin, en attendant l'arrivée des vaisseaux. A partir de cette date les émissions de lettres de change et de monnaie de carte se succèdent à jets continus, même de celles-ci parce que les dépenses augmentent rapidement en raison de la guerre et que parfois l'intendant ne trouve pas d'autre banquier que le public (1711). En novembre 1704, c'est même le public qui emprunte sur le crédit de l'Etat. A cette date, en effet, « les directeurs [de la Compagnie du Canada] sont contraints d'annoncer à Vaudreuil et à Beauharnois, qu'ils sont dans l'incapacité absolue de pourvoir aux charges portées sur l'état du roi et qui s'élèvent à quatre-vingt-un mille livres. A cette nouvelle, le Canada est en révolution. Tout le monde proteste avec véhémence, et les marchands qui courent à la ruine et les fonctionnaires qui redoutent de ne point être payés de leurs appointements. On voit les hôpitaux se fermer aux malades qu'ils ne pourront pas entretenir, et même s'organiser une grève inattendue, celle des curés qui menacent, s'ils sont privés de leur supplément, d'abandonner leurs ouailles. Tout est perdu sans le secours de la métropole. Vaudreuil et Beauharnois prennent sur eux de faire tirer sur le trésorier de la marine cinquante-quatre mille livres en lettres de change et, pour le restant de l'état des charges, de mettre en circulation de la monnaie de cartes » (3). En 1709 et 1710 la Marine ne fait remise d'aucun fonds; elle n'en a pas de disponibles (4), en aurait-elle, personne ne veut armer de vaisseau à destination du Canada, à cause des risques de guerre (5). En conséquence, la monnaie de carte ne peut être rachetée, ou du moins, elle ne peut l'être qu'en bons du trésor. Elle tombe dans un profond avilissement. Par répercussion, les prix grossissent. Devant le papier le métal disparaît. « Ceux qui viennent de Canada disent que quand Mr de Vaudreuil [le Gouverneur-général] scait qu'un homme a une

(1) Ordonnance de J. de Meulles du 5 octobre 1685, Arch. du Palais de Justice de Montréal, Collection en feuilles; Shortt, Documents, p. 72.

(2) AC. CII. A. 8. 108 (20 mai 1686).

(3) Salone, op. cit., p. 301.

(4) AC. CII. F. 5. 85 (22 oct. 1710).

(5) AC. CII. A. 32. 182 (1710).

cueilliére ou une fourchette d'argent, il envoie sen saisir et le force de prendre une carte en payement » (1). Le métal lui-même, faute de mieux, passe dans le bas de laine. En 1714, on dit qu'il y a pour 1.600.000 livres de cette monnaie fiduciaire en circulation. On les liquide en 1717, grâce aux spéculations de John Law, mais avec perte de cinq huitièmes (2). En 1720, on n'en voit plus.

Cet événement fait reprendre au Canada l'usage de l'argent, qui ne dure qu'environ huit ans. Les négociants, tous ceux des colons qui ont des remises à faire en France, trouvent embarrassant, coûteux et dangereux d'y envoyer des espèces; ils sont les premiers à solliciter le rétablissement du papier-monnaie. Déjà les particuliers émettent des bons (3). Convaincu que la disette des moyens de paiement est née des progrès mêmes de la colonie, le pouvoir central autorise, le 2 mars 1729, la fabrication de 400.000 livres de monnaie de carte (4). Cette fabrication pourra être faite en plusieurs fois différentes, et il sera dressé pour chaque fabrication quatre procès-verbaux dont un sera remis au Gouverneur, un autre à l'Intendant, le troisième sera déposé au bureau du contrôle, et le quatrième envoyé au secrétaire d'état ayant le département de la marine. Les cartes seront empreintes des armes de Sa Majesté, et écrites et signées par le Contrôleur de la marine à Québec. Elles seront renfermées, ainsi que le poinçon des armes royales, dans un coffre ou armoire du Bureau de l'Intendance, auquel il y aura deux serrures différentes et deux clefs remises l'une à l'Intendant et l'autre au Contrôleur et, lorsqu'il sera nécessaire de remettre des fonds au commis du trésorier pour le paiement des dépenses ordonnées, le coffre sera ouvert conjointement par l'Intendant et le Contrôleur, l'Intendant en tirera le nombre de cartes jugé nécessaire pour les remettre au trésorier contre reçu (5). La monnaie de carte, une fois de plus, chasse les espèces. Des 600.000 livres de monnaie de cartes émises, il n'y en a qu'un tiers qui roule en 1741. Le reste dort dans les portefeuilles. Par scrupule religieux, les colons économes thésaurisent les fonds plutôt que de les prêter. Un mandement de l'évêque n'interdit-il pas le prêt à intérêt, et le confesseur ne

(1) AC. CII. A. 33. 405 (1712).

(2) Sur la liquidation, voir Shortt, Documents, pp. 362 à 490.

(3) AC. CII. A. 50. 81 (11 oct. 1728).

(4) Ordonnance du Roi, du 2 mars 1729, 1 EO 522.

(5) Mém. du roi, 22 mars 1729, AC. F3. 11 309.

refuse-t-il pas l'absolution au fidèle coupable d' « usure » (1). La fuite ininterrompue de la monnaie et la reprise des hostilités rendent de nouvelles et fortes émissions inévitables. Et toujours les cartes font l'objet de l'épargne. Le public n'en retourne que pour 55.395 livres au trésor en 1747, alors qu'il se dessaisit, contre des lettres de change ou de bons, de 2.669.358 livres en ordonnances et billets, proportion entre les différentes valeurs monétaires que l'on retrouvera à la fin du régime (2). Telle est l'inflation en 1754, que le trésor du prince n'y peut plus suffire; il faut qu'il éloigne et qu'il espace les rachats. La guerre de Sept Ans, qui éclate (1756) porte le désarroi des finances à son comble. Une monnaie gagne sur l'autre. De cette concurrence naît l'agiotage. Une livre en numéraire achète un écu en papier. La bourse de l'habitant absorbe les millions de livres en espèces que les troupes apportent avec elles pour leur subsistance. Elle ne s'ouvrira plus que sous le régime anglais, quand les choses se seront stabilisées (3). Vivement on fait dans les bois des « caches » de blé et d'animaux (4), pratique qui raréfie les denrées, alors que tous les approvisionnements que risquent en mer les armateurs de Bordeaux et de la Rochelle tombent successivement aux mains de l'ennemi, même quand ils battent pavillon espagnol (5). Le Canadien est affamé, mais il s'enrichit, le grand consommateur étant le roi, les consommations de l'armée énormes et les marchandises hors de prix (6). Accablé, le ministère en 1759, est forcé de suspendre le paiement des lettres de change avec lesquelles on rachète habituellement la monnaie de cartes, les ordonnances et les billets, jusqu'à ce qu'on en ait démêlé la source et la va-

(1) 4 JD 418, 429, 432; — 11 BRH 64.

(2) AC. CII. A. 88. 101.

(3) Shortt, Documents, p. 850.

(4) Circulaire de Mgr de Pontbriand après la prise de Québec.

(5) V. Jean de Maupassant, Un grand Armateur de Bordeaux, Abraham Gradis, 1699-1780, Bordeaux, 1917.

(6) « La guerre enrichit le Canada. Avant la guerre de 1741, le Canada devait trois ou quatre cent mille francs à la France, et, à la fin de la guerre, la France lui devait plus d'un million. Cette guerre-ci peut affaiblir le Canada, par la destruction des hommes, les soldats qu'on y laissera mariés les remplaceront, et il y aura dans la colonie une richesse immense, et elle serait encore plus grande si les grandes fortunes n'étaient pas exclusivement entre les mains de trois ou quatre particuliers qui, se trouvant trop riches pour le Canada, les emporteront en France » (Bougainville, Mémoire de 1757, 3 RAQ 65).

leur réelle (1). La masse en est effrayante et des plaintes arrivent de toutes parts que chaque fonctionnaire pille, depuis l'Intendant et le Contrôleur jusqu'au moindre enseigne, que sur tout le Canada, il se répand comme une épidémie de vols sur les transports, vols sur l'approvisionnement des places, vols sur le produit de toutes les traites des pelleteries réservées au Roi, vols sur les fournitures du matériel de la guerre et de l'équipement, vols enfin — et les plus considérables — sur les marchandises livrées en présents aux Peaux-Rouges (2).

Un tel état de décomposition est de nature à favoriser les projets des Anglais, qui, mettant à profit la faiblesse des troupes françaises font de rapides progrès. Le Saint-Laurent, dans toute sa longueur, devient le témoin de la lutte engagée entre les deux partis. Des corps d'armée britanniques occupent les forts du lac Champlain et des Pays d'en Haut, privent ainsi le Canada de ses défenses extérieures. En même temps, la flotte de l'amiral Saunders, arrivée à Louisbourg prend à son bord le général Wolf, remonte le Saint-Laurent et vient débarquer ses troupes en face de Québec, dans l'île d'Orléans. Le Canada est perdu pour la France le 8 septembre 1760 (3). La dette s'élève à plus de 80 millions.

(1) A. A. 7. 35 (18 oct. 1759).

(2) V. p. 454, note 1.

(3) Capitulation de Québec, 18 sept. 1759, Shortt et Doughty, Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, Ottawa, 191, p. 1; — Capitulation de Montréal, 8 sept. 1760, ib., p. 8.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Les préoccupations économiques ne sont pas plus absentes de la fin que des origines et du cours de la Nouvelle-France. Pendant trois ans les hommes d'Etat et les économistes de France et de Grande-Bretagne se chicanent sur la valeur respective du Canada et de la Guadeloupe que, pour des raisons de tactique parlementaire, le vainqueur, l'astucieux William Pitt, premier ministre d'Angleterre, met en balance (1). Les préférences de Pitt pour le Canada étant connues (2), l'opposition, que Bedford dirige, se prononce nettement contre la rétention de la vallée du Saint-Laurent dans les limites de l'empire. Elle invoque l'histoire de l'Espagne pour conclure que s'agrandir outre-mer c'est s'affaiblir (3). Elle reçoit l'appui des hommes de la « Cité », qui, hors les planteurs de cannes, se déclarent en faveur de l'île des tropiques. Par contre, les industriels et les fermiers, en quête de débouchés pour leur laine, jettent leur dévolu sur la terre aux frimas (4) et les négociants en sucre ne redoutent rien tant que la Guadeloupe ne concurrence, sur la place de Londres, leurs plantations de la Jamaïque (5).

Les pamphlétaires entrent dans la lutte. Douglas et Burke font observer aux hommes d'Etat que déloger les Français de la citadelle de Québec, c'est hâter le jour où les colonies anglaises voisines, impatientes de sortir du giron de Londres, déclareront leur indépen-

(1) Walpole, *Memoirs of George III*, vol. I, p. 26.

(2) Albermarle, *Rockingham Memoirs*, vol. I, p. 23; — *Parliamentary History*, Londres, vol. xv, p. 1018 et sq.

(3) *British Museum, Newcastle, Papers*, 32.922; — Bedford, *Correspondence*, vol. III, p. 17.

(4) Beer, *British Colonial Policy*, p. 139.

(5) Bedford, *loc. cit.*, p. 25.

dance (1). Les productions du continent nord-américain, ajoutent-ils, étant abondantes, à bon compte et semblables à celles de la métropole, les manufactures ne tarderont pas à s'y implanter, au préjudice des établissements du royaume; les productions tropicales étant, au contraire, différentes, non seulement donneront de l'emploi à toute une flotte et rapporteront plus de 300.000 livres sterling, année commune, mais jamais, faute de territoire et de population, on n'y fabriquera sur une grande échelle. D'ailleurs, n'est-ce pas les Antilles qui, dans un triple échange, donnent du prix aux produits communs à la Grande Bretagne et à la Pensylvanie? (2). A quoi Benjamin Franklin et Richard Jackson répondent que s'étendre en Amérique du nord et au-delà des Apalaches, c'est abaisser le prix des terres, abaisser le prix des terres, c'est multiplier les fermes, retarder l'ère des manufactures et assurer à la métropole, pendant un temps indéfini, des millions de consommateurs (3).

Mais nul mieux que McCulloh n'exprime ce que tout le monde pense tout bas de la valeur économique de la Nouvelle-France. « Si nous entrons, écrit-il dans son plaidoyer en faveur de la Louisiane, en possession des Grands Lacs et des territoires qui s'y baignent, ainsi qu'en la possession de la province entière d'Acadie, le reste du Canada, les pêcheries mises à part, importe peu au bien du Royaume » (4).

Le Saint-Laurent moyen importe peu aussi, pour le moment et au point de vue purement économique, à la Couronne de France. Il est, en tous cas, beaucoup moins productif de richesses que la Guadeloupe et la Martinique. Sait-on que, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'une et l'autre de ces îles recevait dans ses ports deux cents vaisseaux de France, alors que le Canada avait peine à en charger une

(1) Dès 1749, Pehr Kalm signale que sans le voisinage des Français les Américains rompraient vite le lien politique qui les unit à l'Angleterre (I. 54-55).

(2) John Douglas, A letter addresser to two great Men on the Prospect of Peace, Londres, décembre 1759; — William Burke, Remarks on the Letter addressed to two great Men, et An Examination of the Commercial Principles of the Late Negotiations, Londres, 1762; — Anonyme, Reasons for keeping Guadeloupe at a Peace preferable to Canada, Londres, 1761.

(3) The Interest of Great Britain considered with regard to her Colonies and the Acquisition of Canada and Guadeloupe, mémoire reproduit dans les « Writings » de Franklin, éd. Smyth, vol. iv, p. 32 et sq.

(4) M'Culloh, Miscellaneous Representations relative to our Concerns in America, 1761, publiées à Londres, en 1905, par W.-H Shaw.

rentaine (1)? Sans compter que le Canada est une cause constante de guerres ruineuses et que Franklin ne voit comment on pourrait faire respecter des frontières mal établies à travers des bois perpétuels (2).

Quand les chambres de commerce de Franklin inondent le ministère des affaires étrangères de mémoires où l'on répétait, non sans imprudence: « Plutôt une guerre éternelle, plutôt porter vers la mer toutes les finances, toutes les forces du royaume, que de céder le Canada », elles n'en laissent pas moins l'impression au lecteur qu'elles ne font cas, en dernière analyse, du Canada, qu'en autant que ses immenses ressources inexploitées sont un gage de prospérité à venir, qu'en autant surtout qu'il est « la clef et la sauvegarde de toute l'Amérique », la clef du Pays d'en Haut, d'où l'on tire les fourrures et où l'on débite les laines, les vins et les eaux-de-vie, la clef des pêcheries, qui donnent de l'emploi à dix ou douze mille hommes et forment des matelots pour la flotte de guerre (3).

Les intentions réelles du gouvernement de Londres, non plus que les véritables désirs du commerce de France, n'échappent au perspicace duc de Choiseul, secrétaire aux affaires étrangères. Dès les préliminaires de paix, il convient que le Canada passera en toute propriété à la Grande-Bretagne (4). Il réserve tout son effort pour obtenir des droits de pêche sur les côtes de Terre-Neuve, avec mouillages et abris aux îles Saint-Pierre et Miquelon, droits que le traité, intervenu à Paris, le 10 février 1763, consacre définitivement (5).

Le gouvernement de Louis XV croit se réhabiliter aux yeux du pays et venger son honneur en mettant en accusation l'intendant Bi-

(1) Noël, Hist. du commerce du Monde, Paris, Plon, 1894, t. 2, p. 255.

(2) Se reporter au mémoire de Franklin cité plus haut.

(3) Pour ces Mémoires, v. 4 RAQ 200 et sq., la revue *Nova Francia*, Paris, vol. 2, p. 3 et sq.

(4) Sur les préliminaires, v. Parliamentary History, Londres, vol. xv, p. 1023 et sq.

(5) Pour les articles du traité, v. Shortt et Doughty, Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, depuis 1759 à 1791, publication du Bureau des Archives du Canada, 2^e édition, Ottawa, 1921, p. 83 et sq.: C.-W. Alvord, The Mississippi Valley in British Policies, Cleveland, Clark 1917, ch. II, pp. 45-75; — W.-L. Grant, Canada versus Guadeloupe, an Episode of the Seven Years War (*American Historical Review*, vol. xvii, p. 735 et sq.; — F.-W. Pitman, The Development of the British West Indies, Yale University Press, 1917, ch. xiv; — J. Corbett, England in the Seven Years War, Londres, 1907, vol. 2; —

got, dont les désordres ont contribué, dans une certaine mesure, à appauvrir le Canada et à le priver de ressources précieuses au moment des hostilités. Le 12 décembre 1761, un arrêt rendu par le conseil d'Etat, contresigné par le duc de Choiseul et confirmé par des lettres patentes du Roi, le 17 décembre, ordonne que « le procès sera fait aux « auteurs des monopoles, abus, vexations et prévarications qui ont « été commis en Canada ». Quelques jours après, Bigot, P. Rigaud marquis de Vaudreuil, Gouverneur de la Nouvelle-France, Varin, sub-désigné de Bigot; Cadet, munitioinaire général des vivres au Canada, et cinquante-et-un autres fonctionnaires ou employés de la colonie, sont arrêtés et enfermés à la Bastille. L'instruction dure quinze mois, au bout desquels le lieutenant de police et les conseillers au Châtelet rendent un jugement, en date du 10 décembre 1763, condamnant Bigot au bannissement à perpétuité, à la confiscation de ses biens, à une amende de mille livres et à la restitution de quinze cent mille livres; ses complices partagent son sort et doivent rendre au Trésor une partie des sommes énormes qu'ils se sont attribuées pendant leur gestion de la colonie (1).

A la paix, la dette du Canada s'élève à près de 90 millions de livres, valeur nominale, et à 45.607.000 livres, valeur réelle. Les créances se répartissent de la façon qui suit, savoir:

- 49 millions en lettres de change,
- 25 millions en billets de monnaie et environ,
- 9 millions en titres de créances pour fournitures, plus
- 7 millions, créance de Cadet, le munitioinaire.

Sur cette somme il faut déduire 8 millions que le Roi retire des restitutions en justice. Le reste est liquidé, sur le pied de la valeur réelle, au moyen de 27 millions 607 mille livres de reconnaissances portant intérêts à 4 pour 100. Dans la dette les Canadiens restent por-

Pourquoi Choiseul abandonna le Canada, 31 BRH 363; — Barthélemy, Le Traité de Paris entre la France et l'Angleterre (*Revue des questions historiques*, vol. XLIII, p. 420; — Bouquet, Le duc de Choiseul et l'Angleterre *Rev. Historique*, vol. LXXI, p. 1 et sq.; — René de Kérallain, La Prise de Québec et la perte du Canada (*Rev. Hist.*, vol. xc, p. 315).

(1) V. le jugement, AC. CII. A. 125, et une note de M. Edmond Roy sur les prisonniers de la Bastille, Rapp. sur les Arch. du Canada en France, 1911, p. 372 et sq.

teurs, après vente de la majeure partie de leurs titres aux marchands et aux financiers de Londres de 16.782.501 livres, soit:

7.240.880 livres dans le Gouvernement de Québec,
7.980.298 livres dans le Gouvernement de Montréal et
1.561.330 livres dans le Gouvernement des Trois-Rivières.
Leur portefeuille est composé de la manière qui suit:
2.195.422 livres en lettres de change,
14.173.030 livres en ordonnances,
643.062 livres en cartes,
780.235 livres en certificats et états.

Ce papier suit la loi commune; mais la Grande-Bretagne, dont ils deviennent les sujets, obtient pour eux un dédommagement de trois millions en rentes, et de six cents mille livres en argent, de sorte qu'ils reçoivent cinquante-cinq pour cent de leurs lettres de change, et 34 % de leurs ordonnances. Cette solution est assez équitable et libérale, attendu que l'agiotage sur ces titres a été énorme et que les porteurs n'ont souvent même pas payé un sixième de la valeur représentée (1).

La guerre a cassé de son aile sombre l'étendard que Samuel de Champlain avait, un siècle et demi auparavant, planté, de sa main volontaire, dans le roc gris de Québec, l'étendard fleurdelisé aux blanches assorties à la neige laurentienne. L'œuvre de la France passe au Canada par une heure de crise. L'administration, dont a jailli l'idée, les troupes qui ont versé de leur sang, la moitié des seigneurs retournent au cœur de la puissance d'où ils sont venus, abandonnant le colon à sa destinée ténébreuse. Mais ce n'est pas un enfant dans ses langes qu'elles exposent, c'est un homme à qui elles font leurs nostalgiques adieux. La tutelle de Versailles peut être levée, sans que son protégé ne s'égare ni ne périclite, faute de force et d'expérience: il est majeur. D'un pas alerte, il a parcouru le cycle des formes économiques, depuis l'état de nature jusqu'à la division des tâches, marque de la civilisation moderne. Il n'est pas solitaire: il vit dans une société

(1) Sur la liquidation, v. 4 RAQ 229-230; — AC. CII. A. 105. 501; — Shortt, Documents relatifs à la Monnaie, pp. 1004, 1008, 1054; — BN. anc. fonds., vol. 4.586, pièce 25, fol. 122; ib., coll. Bréquigny, vol. 59 (9 mars 1766, impr. in-4°); — A. P. 6352, 6353, 6357; — ib., V 7. 217-235; — ib., Z I. 15-16; — ib. ZZ AD. bb. VII; — AC. CII A. 108. 81 (143 pp.); — Arch. des Bouches-du-Rhône (Marseille), C. 25264.

organisée, forte de 60.000 hommes. La géographie de son milieu découverte, la fertilité du sol qui le porte reconnue, il a lié des rapports d'alliance avec les naturels du pays, il a enclos son champ, bâti sa demeure, il a tracé des routes et ouvert des marchés; graduellement il a évolué des formes primaires de la pêche et de la chasse aux types complexes de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; membre d'un triple groupe hiérarchisé, — la famille, la seigneurie et la généralité, — il constitue un peuple, un État.

Surpris, au lendemain de la bataille des plaines d'Abraham, d'être abandonné à sa propre initiative, le Canadien sonne d'abord le glas de la Nation-Mère qui a jusqu'ici guidé ses pas incertains, mais le souffle prenant de la vallée vierge ayant fraichi son front tourmenté, il retourne confiant dans sa jeunesse et les ressources inépuisables de son empire, à la cognée et à la charrue profondément enfoncées déjà dans la forêt et dans l'humus: les cloches sonneront encore de doux angelus dans les soirs blancs de la Nouvelle-France.

Vu :

Le Président de la Thèse,

Edgard ALLIX.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Université de Paris.

CHARLÉTY.

APPENDICE

LISTE DES INTENDANTS DE LA NOUVELLE FRANCE

DOLU, Grand audencier de France	1618
LAUZON (Jean de), Président au grand conseil du Roi	1627
ROBERT, (Louis)	1663
TALON, (Jean)	1665-1668
BOUTEROUË, (Claude de)	1668-1670
TALON, (Jean)	1670-1672
DUCHESNEAU, (Jacques)	1675-1682
MEULLES, (Jacques de)	1682-1686
CHAMPIGNY, (Jean Richard de)	1686-1702
BEAUHARNOIS, (François de)	1702-1705
RAUDOT, (Jacques)	1705-1711
RAUDOT, (Antoine Denis) (adjoint)	1705-1710
BÉGON, (Michel)	1712-1726
ROBERT, (Edme Nicolas)	1724
CHAZELLES, (Guillaume de)	1725
DUPUY, (Claude Thomas)	1725-1728
HOCQUART, (Gilles)	1731-1748
BIGOT, (François)	1748-1760

LE TABLEAU DES GUERRES

Franco-Iroquoise	1609-1624
Franco-Anglaise	1627-1629
Franco-Iroquoise	1633-1645
	1652-1654
	1661-1666
Franco-Anglaise	1666-1667
Franco-Iroquoise	1687-1700
De l'avènement de Guillaume d'Orange	1689-1697
De la succession d'Espagne	1702-1713
De la succession d'Autriche	1744-1748
De Sept Ans	de juin 1755 à fév. 1763

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Ordonnance générale de la thèse	7
Clef des abréviations	8

AVANT-PROPOS

Objet de la thèse	9
Méthode suivie par l'auteur	
Sources où l'auteur a puisé	
Divisions de la thèse	
Essai bibliographique	23

PREMIERE PARTIE

Le Milieu Economique

LIVRE I. — Le milieu physique: la Nature . .	63
Géographie	63
Climat	68
Ressources.	69
L'objet principal du commerce	77
Conclusions	78

LIVRE II. — Le milieu social: La Population .	79
L'Indien	80
L'Homme blanc	85
Technologie.	85
Téléologie	88
Conclusions	95

SECONDE PARTIE

L'Activité Economique

TITRE I. — L'Indigénat ou l'Economie naturelle .	99
Causes sociales de l'économie naturelle	100
Causes psychiques et physiques	103
Répartition des tâches	104
Organisation de la production	105
La Chasse	106
La Pêche	108
L'Agronomie	109
Les Arts	110
Conclusions	112
 TITRE II. — Le Francigénat ou l'Economie d'échange	114
 LIVRE I. — La Colonie d'Exploitation . .	116
 CHAPITRE I. — L'Industrie de la Pêche	
Création et condition juridique des pêcheries	118
Formation des équipages	121
Avances aux matelots	123
Formes d'engagement	124
Navires de pêche.	125
Pêche sur les bancs	125
Pêche à la côte avec sécherie	127
Pêche sédentaire	129
Conclusions	132
 CHAPITRE II. — La Traite des Pelleteries	
Etablissement du commerce des fourrures	133
Passage de la pêche à la traite	133
Chaîne de comptoirs	134
Le chasseur	137
Les marchandises de traite	138
Foires et interprètes	139

	Page
L'Exportation des fourrures ou les Compagnies de commerce	140
Raison d'être des compagnies à monopole	140
Les compagnies d'Henri IV	143
Les compagnies de Richelieu	144
Richelieu chef de la navigation	
La compagnie du Morbihan	
La compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre	
La compagnie de la Nouvelle-France	
Les compagnies de Louis XIV	153
La compagnie des Indes occidentales	
Les compagnies de la Baie d'Hudson	
Les fermes	
La compagnie du Canada	
La compagnie Aubert	
La compagnie de Law ou d'Occident	164
Conclusions.	169
La Collecte des fourrures	170
Dans le Saint-Laurent moyen	170
A Tadoussac ou Saguenay	171
Dans les Pays d'en Haut	172
L'affermage militaire	172
La régie du roi	173
La course dans les bois	173
Les congés	174
Mode d'engagement et bénéfices	180
Conclusions	

CHAPITRE III. — Des Mines, Forges et Carrières

La Recherche des mines	182
Jacques Cartier	
La Roque, de Roberval	
Champlain	
Lescarbot	
Les compagnies de traite et les seigneuries	
Colbert, Talon et Daumont de Saint-Lusson	
La recherche prétexte pour faire la traite	
Conclusions (Diverses mines)	

	Page
L'Exploitation des mines	185
Les poteries, briqueteries, tuileries et ardoisières, la pierre à bâtir et la chaux	
Les charbonnages du Cap-Breton	
L'exploitation du plomb à Kaskakia	
Les mines de Le Sueur au Minnesota	
Denis de La Ronde et le cuivre de Chagouamigon	
Terrebonne et Baie Saint-Paul	
Les mines et forges de Saint-Maurice	
 LIVRE II. — La colonie de Peuplement	 193
 CHAPITRE I. — L'Idée de Peuplement et la Prise de possession	
L'Espagne et la Bulle <i>Inter Cetera</i> (1493)	195
Le contenu de la Bulle	195
La critique de la Bulle	197
L'autorité de son auteur	197
Les parties en cause	200
Les indigènes d'Amérique	200
Les princes d'Europe	203
L'exécution de la Bulle	205
Les princes d'Europe	
Les indigènes ou premiers occupants	211
 CHAPITRE II. — La Transmigration	
Les Modes de la transmigration	215
L'immigration spontanée ou simplement secondée	215
La francisation des aborigènes	224
L'immigration par contrainte	232
L'obligation de peupler	232
L'engagement civil	234
L'engagement militaire	243
La relégation	249
L'esclavage	255
L'immigration des femmes	258

	Page
La Manière d'être des immigrants	263
Le Lieu de provenance des immigrants	274
Démographie	284

CHAPITRE III. — L'Etablissement

La Répartition géographique de la population française au	
Canada	291
Raison de l'installation au Canada	291
De l'installation dans la vallée du Saint-Laurent	293
De l'installation à Québec	294
Le Peuplement urbain	295
Le Peuplement rural	299
Le Partage des terres	305
Le Problème	305
Sa Solution	306
La Solution proposée par Charretier	306
La Solution proposée par le P. Lejeune	308
La Solution adoptée: le Droit féodal	309
La Suzeraineté	311
Les Seigneuries	317
Les Censives	331

CHAPITRE IV. — Le Déboisement, l'Agriculture et l'Elevage, l'Habitant

Le Problème	336
La Politique agraire	339
Le Déboisement	342
L'Agronomie	346
Les Premiers « cultivateurs »	346
La Corvée	347
Les Instruments aratoires	351
Les Façons agricoles et les prairies.	351
Les Céréales	356
Les Plantes textiles	357

	Page
La Cueillette	359
Le Jardin potager	361
Le Verger	363
L'Elevage	365
Le Gibier et le Poisson	368
L'Habitant (Apparence, caractère et mœurs)	370

CHAPITRE V. — L'Industrie

L'Industrie domestique	379
L'Artisanat.	381
Les Manufactures.	393
L'industrie du bâtiment.	410

CHAPITRE VI. — La Circulation

Le Problème de la circulation	418
Les Autorités en matière de circulation	418
Les Moyens de communication	425
Le Commerce	437
Le Commerce extérieur	437
Le Commerce intérieur	444
Les Finances	455
Le Budget	455
Le Fisc	460
Les Opérations du Trésor et le Système monétaire	467
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	476
Appendice	482
La liste des Intendants	482
Tableau des guerres	482

